



HAL
open science

Pour un empowerment socio-environnemental : sociologie d'un mouvement féministe alternatif au Brésil

Héloïse Prévost

► **To cite this version:**

Héloïse Prévost. Pour un empowerment socio-environnemental : sociologie d'un mouvement féministe alternatif au Brésil. Sociologie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2019. Français. NNT : 2019TOU20080 . tel-04199855

HAL Id: tel-04199855

<https://theses.hal.science/tel-04199855>

Submitted on 8 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



THÈSE

En vue de l'obtention du DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par l'Université Toulouse 2 - Jean Jaurès

Présentée et soutenue par
Héloïse PRÉVOST

Le 7 novembre 2019

**Pour un empowerment socio-environnemental. Sociologie d'un
mouvement féministe alternatif au Brésil**

Ecole doctorale : **TESC - Temps, Espaces, Sociétés, Cultures**

Spécialité : **Sociologie**

Unité de recherche :

LISST - Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires

Thèse dirigée par

Hélène GUETAT-BERNARD et Gema Galgani S.L. ESMERALDO

Jury

Mme Isabelle Guérin, Rapporteur

Mme Blandine Destremau, Rapporteur

Mme Jules Falquet, Examinatrice

M. Eric Sabourin, Examineur

Mme Hélène GUETAT-BERNARD, Directrice de thèse

Mme Gema Galgani S.L. Esmeraldo, Co-directrice de thèse

Université Toulouse 2 Jean Jaurès
Laboratoire LISST-Dynamiques rurales

THÈSE

Héloïse PRÉVOST

le 07 novembre 2019

Pour un *empowerment* socio-environnemental
Sociologie d'un mouvement féministe alternatif au Brésil

École doctorale et discipline ou spécialité
TESC
DOCTORAT DE SOCIOLOGIE

Directrices de Thèse :

Hélène Guétat-Bernard, Professeure, ENSFEA, Lisst-Dynamiques rurales,
Université de Toulouse, en détachement à l'institut français de Pondicherry, Inde,
CNRS, MAEE

Gema Galgani S. L. Esmeraldo, Professora Associada, PRA-NEEPA-
PRODEMA, MAPP, Universidade Federal do Ceará

Jury :

Isabelle Guérin (Rapporteure) Directrice de recherche, CESSMA, IRD,
Université Paris

Blandine Destremau (Rapporteure) Directrice de recherche CNRS, IRIS, EHESS
Paris

Jules Falquet (Examinatrice) Maîtresse de conférence HDR, LCSP,
Université Paris 7

Éric Sabourin (Examineur) Directeur de recherche, Art-Dev, CIRAD, Montpellier



*Pour un empowerment
socio- environnemental*

Sociologie d'un mouvement féministe alternatif

*Thèse de doctorat
Héloïse Prévost*

*Nos somos frutos seus
Dessa flor sua semente
Regadas por sua luta...*

*Ultrapassou os limites
Quebrou suas barreiras
Levantou sua voz e disse
Mulher deixe de besteira
Venha se empoderar
Esse mundo transformar
Sigamos juntas companheiras*

Extrait du poème en hommage à Nazaré Flor,
avril 2019,
de Salete Felix Pinto,
agricultrice agroécologique,
assentada de Maceió (Ceará) et militante du MMTR.

À toutes les Margaridas

Sommaire

LISTE DES ABRÉVIATIONS	<u>22</u>
POUR UNE PRAXIS SCIENTIFIQUE CONSCIENTE DU POUVOIR DE L'ÉCRITURE	<u>27</u>
INTRODUCTION	<u>37</u>
1 Un objet d'étude à la croisée d'enjeux scientifiques et sociétaux.....	<u>40</u>
Genre et environnement : un champ d'études à développer.....	<u>41</u>
Un enjeu sociétal en mouvements.....	<u>45</u>
S'inscrire dans un champ sociologique à la croisée du social et de l'environnemental.....	<u>46</u>
2 Analyser une « utopie réelle ».....	<u>50</u>
L'invisibilisation comme axe transversal.....	<u>50</u>
L'étude d'une utopie réelle féministe environmentaliste.....	<u>52</u>
• Un terrain situé, laboratoire des logiques néolibérales.....	<u>53</u>
3 Du rôle des sciences sociales.....	<u>55</u>
Une soif de nouvelles visions sociales et scientifiques.....	<u>55</u>
Pour une science sociale émancipatrice.....	<u>56</u>
4 Pour un <i>empowerment</i> socio-environnemental.....	<u>59</u>
• Penser les sciences.....	<u>59</u>
• Faire du terrain en féministe.....	<u>60</u>
• Construire l'alternative socio-environnementale.....	<u>60</u>
PENSER LES SCIENCES	<u>63</u>
CHAPITRE 1 · AGROÉCOLOGIE : UNE SOCIOLOGIE DES ABSENCES	<u>65</u>
1 Controverses et approches distinctes en agroécologie.....	<u>66</u>
1.1 L'agroécologie, cet objet de controverse.....	<u>66</u>
1.2 L'agroécologie selon les « leaders ».....	<u>70</u>
• Ladite « branche américaine » : le trio états-unien.....	<u>71</u>
• Ladite « école européenne » : le trio espagnol.....	<u>72</u>
• Le réseau élargi : trois auteurs brésiliens.....	<u>73</u>

1.3	Le caractère transformatif et critique de l'agroécologie.....	74
	• Le tournant politique.....	74
	• La place des savoirs subordonnés en agroécologie.....	75
2	De qui sont ces savoirs ? La sociologie du genre confronte l'agroécologie.....	78
2.1	Une communauté scientifique conjuguée au masculin occidental.....	80
2.2	Les sujets légitimes de l'agroécologie : la production des leaders.....	84
	• Agroécologie : où sont les femmes ? La visibilité scientifique et ses logiques..	85
	• Derrière chaque grand homme, se cache une femme : l'assignation des femmes aux seconds rôles.....	89
	• Les femmes dans les textes agroécologiques : la production des inexistantes	95
CHAPITRE 2 • AGROÉCOLOGIE : UNE ÉCOLOGIE DES SAVOIRS		105
1	Lutterpenser l'agroécologie.....	106
1.1	Des influences critiques latinoaméricaines.....	108
	• Les apports de la Pensée Critique Latinoaméricaine et de l'Écologie Politique Latinoaméricaine.....	109
	• L'écologie politique féministe et le féminisme décolonial.....	111
1.2	Des luttes rurales historiques au Brésil.....	116
	• Une triple colonisation aux effets continus.....	116
	• Une réorganisation des luttes pour la terre.....	120
1.3	Une ré-émergence de l'agroécologie au Brésil	127
	• Une dénonciation du modèle agroc capitaliste.....	127
	• La formation d'espaces dédiés.....	132
	• La co-construction de politiques publiques.....	134
	• La mobilisation féministe en agroécologie.....	136
1.4	L'« agrogolpe » : la place de l'agroc capital dans le coup d'état de 2016.....	138
2	Faire une recherche sur l'agroécologie et le féminisme.....	145
2.1	Une littérature à la frontière de la recherche et du terrain.....	146
	• Les ONG moteur de la visibilisation.....	147
	• Les travaux scientifiques investis par les femmes, souvent concernées.....	149
2.2	Hypothèses de recherche.....	151
	• Les logiques d'action collectives de différents pôles pour la cause : un « espace féministe agroécologique ».....	152
	• Une visée d'empowerment intersectionnel socio-environnemental.....	154
	• Faire une science sentipensée.....	157

FAIRE DU TERRAIN EN FÉMINISTE	161
CHAPITRE 3 · ÉPISTÉMOLOGIES · MÉTHODOLOGIES · MÉTHODES	163
1 Un regard situé.....	164
1.1 Les « femmes rurales » : un groupe social invisibilisé.....	164
1.2 Les rapports sociaux présents dans l'enquête.....	168
• Des places dans le système moderne/colonial de genre.....	168
• Les temps de thèse : les conditions de la recherche.....	169
1.3 Scientificité et politique.....	188
• Faire partie de l'objet d'étude transformatif.....	188
• Mobiliser les savoirs situés et l'écologie des savoirs.....	190
• Articuler les méthodes dans une démarche qualitative et critique.....	192
• Traduire le positionnement dans les pratiques.....	194
1.4 Les outils inattendus de la recherche.....	197
• Le féminisme comme ressource.....	197
• L'empathie comme compétence collective nécessaire.....	201
• L'émotion comme invitée.....	204
• La sentipensée et son expression comme pratique et analyse.....	206
2 Appréhender l'espace féministe agroécologique.....	209
2.1 Un terrain sur un espace territorial multi-pôles.....	209
• Découvrir l' <i>assentamento</i> Maceió.....	212
• Se lier au terrain.....	219
2.2 Un terrain au sein des espaces politiques multi-pôles.....	223
• Accéder aux espaces nationaux et à ses membres : simple comme un message <i>Whasapp</i>	226
• Le questionnaire : un échec situé.....	227
• L'ethnographie en ligne : une méthode innovante fortuite.....	228
3 Approcher l' <i>empowerment</i> socio-environnemental.....	230
3.1 Écouter les trajectoires sociales et politiques : la parole au centre.....	236
• Le récit de vie : intérêt et complexité.....	237
• Les récits de luttes : entre partage d'histoire sociale et démonstration de confiance.....	239
• Les attentions à porter : ce qui est et ce qui est fait au travers de la parole militante.....	240
3.2 Observer, sous différentes formes, et apprendre.....	241
• Découvrir un monde.....	242
• Scruter le travail.....	243
• Repérer, derrière les mots.....	244
• Participer, un impératif.....	246

3.3	Faire avec : participer au processus d'empowerment.....	248
-----	---	-----

CHAPITRE 4 · MULHERES RURAIS EM MOVIMENTO : LE PROJET FILMIQUE PARTICIPATIF **255**

1	Une méthodologie féministe décoloniale.....	257
1.1	Traduire la démarche épistémologique.....	257
1.2	Mettre en œuvre l'empowerment : des méthodes d'« action-réflexion-action »	259
2	Le dispositif filmique en action.....	262
2.1	Phase exploratoire : six mois pour se re-connaître.....	262
2.2	Phase de co-construction : faire ensemble et apprendre ensemble.....	263
2.3	Phase de diffusion : auto-représentation et empowerment.....	274
2.4	Cartographie du dispositif « projet filmique participatif Mulheres rurais em movimento ».....	278
2.5	Curriculum vitæ du film <i>Mulheres Rurais em Movimento</i>	280
3	Une analyse des effets du projet filmique participatif.....	285
3.1	Pour la chercheuse.....	285
	• Dans les rapport avec les enquêtées.....	286
	• Dans l'enquête.....	287
	• Dans la visibilisation des réalités et des thématiques scientifiques.....	290
	• En termes d'acquisition de savoirs et de savoir-faire.....	290
	• En tant qu'expérience de vie.....	291
3.2	Pour les militantes du MMTR.....	291
	• Sentipenser l'expérience.....	292
	• Affirmer ses savoirs.....	293
	• Construire l'identité militante et rallier.....	294
	• Transmettre des messages féministes.....	295
	• Visibiliser les résistances et les possibles émancipateurs.....	295

CONSTRUIRE L'ALTERNATIVE SOCIO-ENVIRONNEMENTALE **299**

CHAPITRE 5 · RÉSISTER/R-EXISTER SUR LE TERRITOIRE **303**

1	L'histoire réifiée des <i>assentad*s</i>	305
1.1	« Où je suis née » : la parole de Nazaré.....	307
1.2	<i>Assentamento</i> Maceió : une histoire de luttes.....	309
	• La lutte pour la terre.....	309
	• Les nouvelles offensives.....	313

2	Faire territoire : des techniques de lutte collectives.....	315
2.1	S'organiser en non-mixité	316
2.2	S'organiser communautairement.....	323
3	Mobiliser l'agroécologie pour résister/r-exister.....	327
3.1	Cultiver les compétences.....	328
3.2	Cultiver en résistance/r-existence.....	333
3.3	Conscientiser et convertir : de la terre à la Terre.....	336
4	De la résistance à la puissance d'agir des <i>assentadas</i>	341
4.1	Être sur tous les fronts.....	341
	• Affirmer les travailleuses rurales au moyen du militantisme.....	343
	• Ré-affirmer les partenariats de lutte historiques.....	348
	• Reprendre racines par l'agroécologie et les réseaux de femmes.....	349
	• (Se) changer.....	353
4.2	Représenter le territoire.....	358
4.3	Alterner/assurer care et militantisme.....	361
4.4	Affronter les résistances et initier le changement.....	367
	• Sortir de la maison.....	367
	• Réorganiser les rôles de sexe.....	370
CHAPITRE 6 • POLITISER DE FAÇON SENTIPENSÉE		377
1	Un sentipenser féministe agroécologique.....	380
1.1	Préserver / Prendre soin / Réparer la Terre.....	381
1.2	Aimer et incarner la Terre.....	387
2	Face à une nécropolitique agrocapialiste.....	396
2.1	La violence conjugale comme outil de l'agrocapialisme.....	398
2.2	Tuer Margarida Alves : un exemple de « féminicide agrocapialiste ».....	401
2.3	Favoriser les conservatismes / Tuer les possibles.....	407
3	De l'autodéfense et du corazonar.....	408
3.1	Le <i>quintal</i> : quatre dimensions de care socio-environnemental.....	409
3.2	Politiser les émotions et corporiser le corazonar.....	414
3.3	Quand les femmes sont fortes : affirmer et incarner la continuité de la lutte et de la vie.....	421
4	Des processus de conscientisation et d' <i>empowerment</i>	428
4.1	Le film « Mulheres rurais em movimento ».....	429
4.2	Les processus de politisation de soi et du collectif.....	432

• Au-delà des identités politiques.....	432
• S'extirper de la police des corps.....	440
• « Femme rurale » comme front commun.....	445
CHAPITRE 7 · FAIRE UN FRONT GLOBAL	451
1 Lutter de l'intérieur.....	454
1.1 Les « outsider-within » face à l'antiféminisme.....	455
1.2 La sanction coercitive des revendications féministes.....	458
1.3 Les « habitats institutionnels » et les espaces dédiés.....	462
2 Formuler le projet féministe agroécologique.....	464
2.1 Une impulsion des femmes.....	464
2.2 Une écologie des savoirs.....	468
3 Organiser la mise en œuvre de l'alternative.....	472
3.1 Une multipositionnalité stratégique.....	473
3.2 Une circulation à travers les échelles et les pôles.....	476
3.3 Un travail collectif de la base jusqu'aux institutions.....	480
4 Légitimer et diffuser les discours politiques sur Internet.....	487
4.1 La structuration en ligne de l'espace féministe agroécologique.....	488
• Les pôles de l'espace féministe agroécologique en ligne.....	490
• Des représentations variées.....	492
4.2 Des usages politiques.....	495
• Agenda féministe, agenda politique.....	498
• Registres visuel et émotionnel.....	502
4.3 La vision féministe agroécologique.....	503
• Les mots clés : « femme » avant tout.....	504
• Action institutionnelle et action militante.....	510
• Enjeux de luttes systémiques.....	512
CONCLUSION	517
POUR UNE CARACTÉRISATION DE L'EMPOWERMENT SOCIO-ENVIRONNEMENTAL	519
1 La démarche d'une science sociale émancipatrice.....	520
• Analyser la violence.....	522
• Questionner les cadres de pensée.....	523
• Construire les méthodes.....	525
• Rencontrer des limites.....	526
2 Une caractérisation de l' <i>empowerment</i> socio-environnemental.....	529

• Les apports sociologiques.....	534
• Les perspectives.....	537
• Pour davantage d'analyses des processus d' <i>empowerment</i> socio- environnementaux.....	538
BIBLIOGRAPHIE	541
ANNEXES	587
LETTRE OUVERTE À FRANCISCO CAPORAL : SANS FÉMINISME, IL N'Y A PAS D'AGROÉCOLOGIE !*	589

Liste des tableaux

Tableau 1: Représentation féminine dans les travaux relatant l'« Histoire » de l'agroécologie scientifique.....	76
Tableau 2: Représentation scientifique féminine dans Altieri et Rosset (2018)	84
Tableau 3: Temporalités et économie de la thèse.....	173
Tableau 4: Différentes méthodes d'enquête mobilisées.....	184
Tableau 5: Liste enquêtées et type d'entretien.....	225
Tableau 6: Corpus de pages Facebook de l'espace féministe agroécologique	483
Tableau 7: Type de contenus partagés par pôle.....	492
Tableau 8: Termes les plus mobilisés par l'ensemble du corpus.....	496
Tableau 9: Classes lexicales des publications Facebook de l'ensemble des pôles.	497

Table des illustrations

Illustration 1: Position socio-géographique des neuf "principaux auteurs publiant". Auteure: H. Prévost.....	73
Illustration 2: Le Brésil et la région du Nordeste. Auteure: H. Prévost, 2019	202
Illustration 3: Types de végétation au Brésil.....	203
Illustration 4: Municipalité de Itapipoca.....	205
Illustration 5: Assentamento Maceió.	206
Illustration 6: Mariana et sa horta.....	208
Illustration 7: Dunes de Apiques, Assentamento Maceio.....	214
Illustration 8: Carte des lieux d'enquête au Brésil.....	216
Illustration 9: Exposition Produtoras : Zeza.....	242
Illustration 10: Exposition Produtoras : Lucivane.....	243
Illustration 11: Exposition Produtoras : Lucivane 2.....	244
Illustration 12: Vilani au lancement de l'exposition « Produtoras ».....	245
Illustration 13: Représentativité par race et genre des personnages principaux dans les films grand public au Brésil.....	248
Illustration 14: Dunes du Ceará	256
Illustration 15: Ceara, arbustes et cocotiers	257
Illustration 16: <i>Quintais</i> adaptés de Lucivane, zone littorale du Ceará.....	257
Illustration 17: Culture de riz, Maranhao.....	258
Illustration 18: Ramassage et cassage de noix de coco babaçu, Dona Lulu, Maranhao.....	258
Illustration 19: Caatinga et élevage, Dona Lilia, Alagoas.....	259
Illustration 20: Cultures, <i>quintal</i> de Alba, Sergipe.....	259
Illustration 21: <i>Quintal</i> et grange pour la transformation laitière, Alba, Sergipe.	260
Illustration 22: Lieux de tournage du film au Brésil.....	261
Illustration 23: Plan de montage du film.....	263

Illustration 24: Validation film, Lucivane, juin 2016.....	265
Illustration 25: Affiche <i>Mulheres rurais em movimento</i>	265
Illustration 26: Projection du film au FINCAR, août 2018.....	267
Illustration 27: Discussion au FINCAR, août 2018.	267
Illustration 28: <i>Ciranda</i> des femmes au FINCAR, août 2018.....	268
Illustration 29: Discussion avec public, Festival LatinoDocs, 2016.....	269
Illustration 30: Page Facebook du MMTR-NE avec le prix	284
Illustration 31: Profil participatif de <i>Sálvia</i> . Auteure : Prévost, 2015.....	335
Illustration 32: Profil participatif de Líria. Auteure : Prévost, 2015.....	338
Illustration 33: Profil participatif de Magnólia. Auteure : Prévost, 2015.....	341
Illustration 34: Profil participatif de Begônia. Auteure : Prévost, 2015.....	343
Illustration 35: Profil participatif de Zínia. Auteure : Prévost, 2015.....	347
Illustration 36: Résumé graphique chapitre 1 : Projet de vie féministe et agroécologique basé sur le territoire. Auteure : Prévost, 2019.....	367
Illustration 37: IV ^e ENA – 2018.....	375
Illustration 38: Conversation dessinée par Ricardo Wagner pendant l'atelier de femmes rurales sur la transition agroécologique, IV ^e ENA, juin 2018.	380
Illustration 39: Militantes du MMTR : « Kit Marcha das Margaridas ».....	382
Illustration 40: Militantes du MMTR, portant les jupes en <i>chiita</i> au ENA.....	384
Illustration 41: Préparation de la Marcha das Margaridas 2015.....	386
Illustration 42: <i>Mística</i> des 30 ans du MMTR, août 2016.....	409
Illustration 43: Exemples de supports militants à l'effigie de Margarida Alves	416
Illustration 44: Elizabeth Teixeira.....	418
Illustration 45: "Beleza rural" poème de Damia Moizéis	437
Illustration 46: Résumé graphique chapitre 2 : Processus de politisation sentipensée.....	441
Illustration 47: Participation de Violeta. Auteure: Prévost, 2016.....	470
Illustration 48: Participation de Azálea. Auteure: Prévost, 2019.....	471
Illustration 49: Résumé graphique chapitre 7 : Une coalition de l'espace féministe agroécologique. Auteure : Chalumeau et Prévost, 2019.....	477
Illustration 50: Réseau de pages par leurs liens de likes.....	486
Illustration 51: Exemple de publication Facebook.....	488
Illustration 52: Volume d'activité des différentes pages des pôles d'acteurs...489	
Illustration 53: Volume des posts quotidiens publiés par les pages des pôles 490	
Illustration 54: Volume des commentaires quotidiens publiés.....	492
Illustration 55: Nuage de mots des termes les plus mobilisés par l'ensemble du corpus.....	497
Illustration 56: Nuage de mots des termes les plus mobilisés par le pôle "Femmes rurales" Auteur : Figeac, 2019.....	498
Illustration 57: Surreprésentation des discours sur les enjeux de lutte.....	505
Illustration 58: Résumé graphique chapitre 7-2 : « Une diffusion du discours dissident ».....	507

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AAO	<i>Associação de Agricultura Orgânica</i>	Association d'Agriculture Biologique
ABA	<i>Associação Brasileira de Agroecologia</i>	Association Brésilienne d'Agroécologie
ACALMA	<i>Associação de Cultivadores de Algas Marinhas</i>	Association des cultivateurs d'algues marines
AIMTR	<i>Articulação das Mulheres Trabalhadoras Rurais</i>	Coordination des Instances de Femmes Travailleuses Rurales
AMB	<i>Articulação de Mulheres Brasileiras</i>	Coordination de femmes brésiliennes
ANA	<i>Articulação Nacional de Agroecologia</i>	Coordination Nationale d'Agroécologie
ARRIMA	<i>Associação de Rendeiras do Imóvel Maceió</i>	Association des tisseuses de la propriété Maceió
ASA	<i>Articulação Semiárido Brasileiro</i>	Articulation du semi-aride brésilien
ASCIMA	<i>Associação de Moradores do Imóvel Maceió</i>	Association des morador*s de la propriété Maceió
ASPIM	<i>Associação de Pescadores do Imóvel Maceió</i>	Association des pêcheurs de la propriété Maceió
AS-PTA	<i>Assessoria e Serviços a Projetos em Agricultura Alternativa</i>	Accompagnement et Services aux Projets en Agriculture Alternative (association)
ATER	<i>Assistência Técnica e Extensão Rural</i>	Assistance technique et extension rurale
CEB	<i>Comunidade Eclesiais de Base</i>	Communauté Ecclésiales de Base
CETRA	<i>Centro de Estudos do Trabalho e de Assessoria ao Trabalhador</i>	Centre d'études du travail et de conseil au travailleur
CIAPO	<i>Câmara Interministerial de Agroecologia e Produção Orgânica</i>	Chambre Interministérielle d'Agroécologie et Production Biologique
CIFA	<i>Colóquio Internacional Feminismo e Agroecologia</i>	Colloque international Féminisme et Agroécologie
CLOC	<i>Coordenadora Latinoamericana</i>	Coordination latino-américaine

	<i>de Organizações Camponesas</i>	des organisations paysannes
CNAPO	<i>Comissão Nacional de Agroecologia e Produção Orgânica</i>	Commission Nationale d'Agroécologie et Production Biologique
CONDRAF	<i>Conselho Nacional de Desenvolvimento Rural Sustentável</i>	Conseil National de Développement Rural Durable
CONSEA	<i>Conselho Nacional de Segurança Alimentar e Nutricional</i>	Conseil National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
CONTAG	<i>Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura</i>	Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture
CONTRAF	<i>Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura Familiar</i>	Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture familiale
CPT	<i>Comissão Pastoral da Terra</i>	Commission Pastorale de la Terre
CUT	<i>Central Única dos Trabalhadores</i>	Centrale unique des travailleurs
DPMR/MDA	<i>Diretoria de Políticas para as Mulheres Rurais do Ministério do Desenvolvimento Agrário</i>	Direction des Politiques pour les Femmes rurales du Ministère du Développement Agricole
EBAA	<i>Encontros Brasileiros de Agricultura Alternativa</i>	Rencontres Brésiliennes d'Agriculture Alternative
EMBRAPA	<i>Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária</i>	Institut brésilien de Recherche sur l'agriculture et l'élevage
EMATER	<i>Empresa de Assistência Técnica e Extensão Rural</i>	Association d'Assistance Technique et d'Extension Rurales
ENA	<i>Encontro Nacional de Agroecologia</i>	Rencontres Nationales d'Agroécologie
ENLAC	<i>Encontro Latino Americano e do Caribe de Trabalhadoras Rurais</i>	Rencontre latino-américaine et des caraïbes de travailleuses rurales
EPF	<i>Ecología Política Feminista</i>	Écologie Politique Féministe
EPL	<i>Ecología Política Latinoamericana</i>	Écologie Politique Latino-américaine
FAO	<i>Food and Agriculture Organisation</i>	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

FASE	<i>Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional</i>	Fédération des Entité pour l'Assistance Sociale et Educative
Ifoam	<i>International Federation of Organic Agriculture Movements</i>	Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique
INCRA	<i>Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária</i>	Institut National de Colonisation et Réforme Agraire
MAPA	<i>Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento</i>	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Approvisionnement
MDA	<i>Ministério do Desenvolvimento Agrário</i>	Ministère du Développement Agraire
MDS	<i>Ministério do Desenvolvimento Social</i>	Ministère du Développement social
MIQCB	<i>Movimento Interestadual das Quebradeiras de Coco Babaçu</i>	Mouvement Interétatique des Casseuses de noix de Coco Babaçu
MMA	<i>Ministério do Meio Ambiente</i>	Ministère de l'Environnement
MMC	<i>Movimento das Mulheres Camponesas</i>	Mouvement des Femmes Paysannes
MMTR-CE	<i>Movimento da Mulher Trabalhadora Rural do Ceará</i>	Direction étatique du Ceará du MMTR
MMTR-NE	<i>Movimento da Mulher Trabalhadora Rural do Nordeste</i>	Mouvement de la Femmes Travailleuse Rurale du Nordeste
MMTR-PE	<i>Movimento da Mulher Trabalhadora Rural do Pernambuco</i>	Direction étatique du Pernambuco du MMTR
MMTR-SE	<i>Movimento da Mulher Trabalhadora Rural do Sergipe</i>	Direction étatique du Sergipe du MMTR
MPA	<i>Movimento dos Pequenos Agricultores</i>	Mouvement des Petits Agriculteurs
MST	<i>Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra</i>	Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre
NEEPA	<i>Núcleo de Estudos, Experiências e Pesquisas em Agroecologia</i>	Groupe d'Études Recherche, Expériences en Agroécologie
ONG	<i>Organização Não Governamental</i>	Organisation non gouvernementale

PAA	<i>Programa de Aquisição de Alimentos</i>	Programme d'Acquisition d'Aliments
PCL	<i>Pensamiento Crítico Latinoamericano</i>	Pensée critique latino-américaine
PLANAPO	<i>Plano Nacional de Agroecologia e Produção Orgânica</i>	Plan National d'Agroécologie et de Production Biologique
PNATER	<i>Política Nacional de Assistência Técnica e Extensão Rural</i>	Politique Nationale d'Assistance Technique et d'Extension Rurale
PNAPO	<i>Política Nacional de Agroecologia e Produção Orgânica</i>	Politique Nationale d'Agroécologie et de Production Biologique
PNPM	<i>Plano Nacional de Políticas para as Mulheres</i>	Plan National pour les Femmes
PNRA	<i>Plano Nacional de Reforma Agrária</i>	Plan National de Réforme Agraire
PT	<i>Partido dos Trabalhadores</i>	Parti des travailleurs
PTA	<i>Projeto de Tecnologias Alternativas</i>	Projet de technologies alternatives
PRA	<i>Programa de Residência Agraria</i>	Programme de Résidence Agraire
PRONAF	<i>Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar</i>	Programme de Renforcement de l'Agriculture Familiale
PSDB	<i>Partido da Social Democracia Brasileira</i>	Parti de la social-démocratie brésilienne
REDE LAC	<i>Rede Latino-americana de Mulheres Rurais</i>	Réseau latino-américain de femmes rurales
SOCLA	<i>Sociedad Científica Latinoamericana de Agroecología</i>	Société Scientifique Latino-américaine d'Agroécologie
SOF	<i>Sempre Viva Organização Feminista</i>	ONG féministe SOF São Paulo
SOS Corpo		ONG féministe Recife
UFC	<i>Universidade Federal do Ceará</i>	Université Fédérale du Ceará
UFRPE	<i>Universidade Federal Rural do Pernambuco</i>	Université fédérale rurale du Pernambouc
UFRRJ	<i>Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro</i>	Université fédérale rurale de Rio de Janeiro

POUR UNE *PRAXIS* SCIENTIFIQUE CONSCIENTE DU POUVOIR DE L'ÉCRITURE

· *Note sur les choix d'écriture adoptés dans cette thèse* ·

« La langue peut être un véritable champ de bataille,
un lieu d'oppression mais aussi de résistance.
je crois qu'écrire est l'acte politique par excellence. »

Toni Morrison, *Voir comme on ne voit jamais*,
Dialogue avec Pierre Bourdieu, 1994

Dans son poème *The Burning of Paper Instead of Children*, la féministe états-unienne Adrienne Rich écrit : « Ceci est la langue de l'opresseur, pourtant j'en ai besoin pour pouvoir te parler ». Les liens entre langage et oppression¹ nécessitent constamment d'être explicités. Les choix qui visent à rompre avec cette oppression également.

« Le langage est une pratique sociale qui s'inscrit dans un contexte historique. » (Candea 2017) mais est également un outil de pouvoir déployé dans l'écriture et dans la pratique linguistique orale. « Les mots ne sont pas politiquement « neutres » (Cartier-Bresson, Destremau, et Lautier 2009 : 725). Les féministes dénoncent depuis longtemps l'androcentrisme de la langue. En effet, le langage est genré. C'est à dire qu'il construit et traduit une représentation dichotomique du monde, hiérarchisée et naturalisée. Les langues latines affirment systématiquement le genre par les terminaisons, les accords, les déterminants, les adjectifs indéfinis, les titres, entre autres. Les individus sont ainsi pensés à travers la binarité et la hiérarchie. La règle qui pré-

¹ Selon Patricia Hills Collins (2009_2016), l'oppression désigne les situations injustes auxquelles un groupe social spécifique va systématiquement et sur une longue période être confronté. L'accès aux ressources sociales lui est dénié par un autre groupe social. Les principaux systèmes d'oppressions sont organisés selon la race, la classe, le genre, la sexualité, et peuvent converger.

vaut depuis le milieu du XVI^e siècle est l'invisibilisation du féminin sous l'argument d'un masculin neutre et universel. Comme nous le verrons au long de cette thèse, ce qui est invisibilisé·e est construit·e comme inexistant·e et sans valeur. Le langage structure et produit le symbolisme social (Baider, Khaznadar, et Moreau 2007). Les études en psychologie sociale montrent que l'usage du masculin pour désigner les noms de métiers entrave la projection des filles dans ces métiers. Ces dernières ont des difficultés à se projeter ou à s'investir du fait de ne pas être incluses (*ibid.*). Ce qui ne se dit pas, n'existe pas.

La langue est un outil de la domination. Sa maîtrise ou son imposition révèlent les rapports de pouvoir. L'écriture déploie cet instrument, elle est « un impérialisme », « pratiquement toujours associée à l'exercice du pouvoir » (Laulan, 1978 : 2). Les choix opérés à l'écrit n'ont donc rien d'anodins. Ils peuvent reproduire une hégémonie² ou tenter de la mettre en défaut. L'écrivaine et poétesse féministe noire Audre Lorde affirme : « On ne démolira jamais la maison du maître avec les outils du maître » (Lorde, 2003 : 119). En réponse à Adrienne Rich, cette phrase peut être une invitation à agir sur le langage. Se réapproprier, transformer et subvertir ces outils est un possible à exploiter. Nous allons ici expliciter les choix d'écriture adoptés dans cette thèse.

Une écriture inclusive et épïcène

En cohérence avec le positionnement scientifique adopté dans cette thèse et l'objectif de l'étude, nous optons pour une *praxis* scientifique qui tente de ne pas alimenter les systèmes oppressifs en présence. Comme le propose le pédagogue brésilien Paulo Freire, *praxis* est ici entendue en tant que « action et réflexion » (cité par bell hooks 1994_2018), une synthèse entre théorie et pratique (B. de S. Santos 2018). Nous adoptons une écriture qui cherche à dés-invisibiliser les sujets, à être inclusive. Lorsque nos connaissances linguistiques sont trop limitées par rapport à la réalité

² Selon Patricia Hill Collins (2009_2016), l'hégémonie est une dimension du pouvoir. Elle désigne un ensemble de pratiques et de pensées qui justifie l'oppression en la présentant comme naturelle, normale et inévitable. La dimension hégémonique du pouvoir justifie les pratiques des domaines du pouvoir en manipulant l'idéologie et la culture : elle agit comme un lien entre les institutions sociales (domaine structurel du pouvoir), leurs pratiques organisationnelles (domaine disciplinaire du pouvoir) et les niveaux d'interactions sociales quotidiennes (domaine interpersonnel du pouvoir). Ainsi, pour conserver leur pouvoir, les groupes dominants créent et maintiennent un système populaire d'idées de « sens commun » qui soutiennent leur droit à gouverner. Les archétypes normatifs ainsi érigés sont utiles pour perpétuer la domination de ces groupes dominants. Les idéologies hégémoniques peuvent être fabriquées au moyen des programmes scolaires, des enseignements religieux, des histoires familiales, des cultures communautaires, des médias de masse, entre autres. Tous ces moyens permettent de maintenir l'oppression.

que nous souhaitons décrire, nous écrivons de façon à « tradui[re] l'imaginaire » (Borde, 2016 : 23). En effet, une langue *vivante* est toujours en évolution. Les possibles sont donc ouverts.

Dans une perspective de rompre avec les négations sociales, dans une « sociologie des émergences³ » (B. de S. Santos 2002), nous écrivons les prénoms de chaque personne citée, mais aussi leur nationalité à la première occurrence. Il s'agit de nommer et visibiliser les femmes citées mais aussi de situer les non-occidentaux et non-occidentales mobilisé·es.

Nous faisons le choix de **la forme dite liée, à travers l'usage du point médian** (par exemple : *des auteur·es* pour désigner un groupe mixte), de l'utilisation de **termes épiciques, de l'accord multiple** (*ils et elles sont fort·es* ou *ils·elles sont fort·es*), de **l'écriture plurielle** nommant l'ensemble des sujets (*les agriculteurs et les agricultrices*) ou de **formes rassemblant les deux sujets** (*agriculteur·rice*), selon la longueur de la phrase.

Un terme au masculin, singulier ou pluriel, désignera soit uniquement un/des membre·s du groupe social des hommes, soit reproduira la formulation de l'auteur·e cité·e. À titre d'exemple : « Caporal (2008) souligne que la science conventionnelle ne confère aucune légitimité aux savoirs et aux formes d'apprentissage des agriculteurs. ». Ici, *agriculteurs* est laissé au masculin pluriel du fait que l'auteur, Francisco Caporal, l'écrit comme tel dans son ouvrage.

L'exercice est ardu. À la pensée, à la pratique, à la lecture. Cela nous extirpe de notre confort de lecture. Il n'existe pas encore de règles rigides d'inclusivité, de représentation égalitaire, et c'est peut-être tant mieux. Nous sommes donc dans un espace d'expérimentation de la langue et de l'écriture qui est en mutation, en changement, en mouvement. Nous ne prétendons pas que les choix d'écriture opérés ici soient des prescriptions ou des formes idéales. Dans cet effort, le résultat peut laisser échapper des incohérences, des formes à revoir, des réflexions à porter par le futur. Comme tout changement social, il s'agit d'un processus.

³ Ce cadre théorique est présenté en introduction.

Les termes en « *Pretoquês* »

Il est commun d'entendre que la langue pratiquée au Brésil est le portugais. Cette affirmation invisibilise les langues autochtones, multiples et originelles, mais aussi le processus d'appropriation de la langue portugaise par la population depuis la colonisation. Afin de rompre avec cet imaginaire aveugle à la formation historico-culturelle du Brésil, nous adopterons la proposition de l'intellectuelle et féministe, Noire et brésilienne, Lélia Gonzalez dans les années 1980 : remplacer le terme « portugais » par « *pretoquês* ». ***Pretoquês* est un néologisme entre *preto* (noir, nègre) et le suffixe de portugais (*português*)**. Ce terme est la « marque de l'africanisation du portugais parlé au Brésil » (Gonzalez, 2015 : 2) et reflète l'héritage linguistique des cultures soumises à l'esclavage. Le *pretoquês* mélange le portugais avec des éléments linguistiques africains, dans une tentative politique de mettre en évidence le préjugé racial qui existe dans la définition même de la langue maternelle brésilienne (C. P. Cardoso 2014). Il s'agit également d'une forme de résistance : les femmes noires responsables du *care* auprès des enfants de patron·ne·s blanc·hes auraient « negro-africanisé » le portugais, de façon consciente ou inconsciente, dans le but de subvertir et resignifier la langue de la domination mais aussi pour transmettre les mots et les valeurs de celles qui prennent soin. En negro-africanisant la langue, elles negro-africanisent également la culture brésilienne (Gonzalez 1981). Nous choisissons de ne pas traduire ce terme puisqu'il s'agit justement d'une réappropriation culturelle et linguistique qui perdrait de sa dimension politique en étant traduite.

En *pretoquês*, les noms, titres, adjectifs sont traditionnellement genrés par le 'o' pour le masculin, le 'a' pour le féminin. Par exemple, un *quilombo* désigne un homme appartenant à la communauté *quilombola*. Une première proposition d'écriture inclusive au pluriel évitant le masculin « neutre » est le « @ » (un 'a' dans le 'o') : *quilomb@s* désignent donc des hommes et femmes de communauté quilombola. Nous optons pour une proposition plus récente qui **appose une astérisque pour désigner le pluriel sans exprimer de binarité : *quilomb*s***.

« Amérique Latine » : du choix des dénominations

Le processus de colonisation agit sur les personnes, les identités, les cultures, les savoirs, les langues. L'« Amérique Latine » est une imposition historique du projet colonial : une dénomination en hommage à Américo Vespúcio, commerçant et navigateur italien qui démontre que les terres rencontrées par Christophe Colomb ne sont

pas les Indes mais un « Nouveau Monde ». La notion de « Nouveau » construit ce continent comme prétendument moins ancien que les continents européen, africain, asiatique (W. Mignolo 2005; W. D. Mignolo 2003; Porto-Gonçalves et de Araújo Quental 2012) et nie l'histoire des peuples y vivant. La reconfiguration de la « cosmologie chrétienne tripartite » (Asie, Afrique et Europe) suite à la colonisation provoque la mise sous silence des dénominations locales existantes : Tawantisuyu, Anáhuac e Abya-Yala⁴ (Porto-Gonçalves et de Araújo Quental 2012). « Amérique Latine » désigne une « Amérique » moderne, capitaliste, patriarcale, blanche et libérale, affirme l'anthropologue colombien Arturo Escobar (2014). Des auteur·es comme le philosophe mexico-équatorien Bolívar Echevarría soulignent que la colonisation n'est pas un fait historique relevant du passé. Il s'agit d'une conquête ininterrompue depuis 1492, qui se ré-élabore sans cesse (cité par Escobar, 2014).

Abya Yala provient de la langue *kuna* d'un groupe indigène du Panama. Ce nom est choisi en 1992 par les nations indigènes d'Amérique, sur la proposition du leader indigène aymara Takir Mamani. L'objectif est de récupérer et réaffirmer leur identité. Différentes traductions de ce nom sont indiquées : terre fleurissante, terre qui mûrit, notre colline, notre terre. Arturo Escobar propose, quant à lui, une articulation de propositions avec la notion de « Abya Yala/Afro/Latino/Amérique ». Les trois principaux axes identitaires sont réunis permettant de problématiser l'hétérogénéité constitutive de l'identité « latino-américaine » (2017 : 52).

L'Écologie Politique Latinoaméricaine (EPL) – sur laquelle nous basons une grande partie de notre réflexion – développe une pensée « éthique, politique et épistémologique traversée par l'expérience moderne/coloniale mais qui se propose, en même temps, de créer les conditions pour la décolonisation » (2017 : 41). Les auteur·es notamment brésilien·nes de l'EPL utilisent les termes « Amérique Latine » et « latinoaméricain » (Alimonda 2017; Alimonda, Pérez, et Martin 2017). Cependant, la dénomination « Amérique Latine » ne visibilise pas la critique coloniale développée par l'EPL.

C'est ainsi que la « **catégorie politico-culturelle** » d'« **Améfrique Ladine** » proposée par Lélia Gonzalez s'impose à nous. Le continent est « bien plus amérindien et améfricain qu'autre chose » (2015). La *latinité* sur ce continent est inexistante. Il s'agit d'une désignation introduite par « l'intelligentsia politique française et utilisée

⁴ Il s'agit de dénominations de la région connue comme « Amérique Latine » par les peuples y vivant. Ces noms pré-existaient à la colonisation. Pour plus d'information sur ce processus, voir notamment l'article *Colonialidade do poder e os desafios da integração regional na América Latina* de Carlos Walter Porto-Gonçalves e Pedro de Araújo Quental (2012).

à l'époque pour tracer les frontières, à la fois en Europe, comme dans les Amériques, entre les anglo-saxons et latins » (W. D. Mignolo 2003 : 59). Suivant ce modèle de pensée impérialiste, les élites créoles – espagnoles nées en « Amérique » – adoptent la notion de latinité comme désignation de leur appropriation territoriale et autodétermination. En cela, le sémiologue argentin Walter Mignolo définit l'« Amérique Latine » comme projet politique des élites créoles emprunt du colonialisme, qui suit le modèle de société européen tout en marquant une rupture politique avec l'Europe⁵.

Utiliser « Amérique Latine », en niant ainsi la présence des afro-amérindiennes, « apparaît comme le meilleur exemple de racisme par dénégation ». Comme l'explique Lélia Gonzalez :

« le Brésil est une Amérique africaine dont la latinité est inexistante et qui, de ce fait, a échangé le t pour un d si bien que son nom en assumant toutes ses lettres devient Améfrique Ladine (ce n'est pas un hasard si la névrose culturelle brésilienne trouve dans le racisme son symptôme par excellence). Dans ce contexte, tous les Brésiliens, et pas seulement ceux que l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) désigne comme « Noirs » ou « Métis », sont des Ladinoa-méricains. » (Gonzalez, 2015)

« Améfrique » articule Amérique et Afrique afin de reconnaître les racines africaines et le passé en tant qu'esclave de la population brésilienne. La catégorie d'*Améfricanité* reflète le processus historique et culturel afro-centré, fondé sur les résistances, les adaptations, les adoptions de nouveaux termes, articulant des modèles comme le yoruba, bantu et ewe-fon (Gonzalez 2015). Cette désignation linguistique met à jour un processus social prégnant : le racisme dans un pays qui garde, aujourd'hui encore, un modèle idéologique et hégémonique blanc.

« Le racisme latino-américain est assez sophistiqué pour maintenir Noirs et Indiens dans la condition de segments subordonnés à l'intérieur des classes les plus exploitées et cela grâce à sa formation idéologique la plus efficace : l'idéologie du blanchiment. Véhiculée par les médias de masse et par les appareils idéologiques

⁵ Comme l'explique Walter Mignolo, « le nom « Amérique latine » a été choisi pour désigner la restauration de la « civilisation » de l'Europe méridionale, catholique et latine en Amérique du Sud, et, en même temps, reproduire les absences (des Indiens et des Africains) de la première période coloniale [...] Le fait que la latinité, et non l'indianité et l'africanité, se soit imposée comme nom du sous-continent a simplement à voir avec le fait que ceux qui racontent l'histoire étaient des descendants d'européens et s'identifient avec le sud de l'Europe et, fondamentalement, avec la France.* » (2007 : 81 ; 205).

traditionnels, cette idéologie reproduit et perpétue la croyance que les classifications et les valeurs de l'Occident blanc sont les seules à être vraies et universelles. Une fois établi, le mythe de la supériorité blanche démontre son efficacité en brisant, fragmentant l'identité raciale qu'il produit : le désir de blanchir (de « nettoyer le sang », comme on dit au Brésil), est intériorisé, et créé parallèlement en chaque dominé la dénégation de sa propre race, de sa propre culture » (Gonzalez 1998_2005 : 4).

Cette catégorie comporte une dimension épistémologique centrale : elle se fonde sur d'autres formes de penser, de produire des connaissances à partir des subalternes, des exclues, des marginalisées (C. P. Cardoso 2014). Elle replace au centre de l'histoire les trajectoires et les savoirs des Indigènes et des Noires, comme sujets de connaissances et de résistances. Lélia Gonzalez souligne les implications politiques et culturelles du langage et des choix de dénomination opérés en termes de démocratie. Au vue de notre positionnement scientifique développé ultérieurement, de l'objet de notre étude et des groupes sociaux auprès desquels est réalisée l'enquête, cette catégorie d'Américanité Ladine nous semble le choix le plus cohérent.

Les traductions

Les traductions ont un rôle central dans l'effritement de l'« impératif cognitif » (B. de S. Santos 2018) et dans la promotion de « l'écologie des savoirs⁶ » (B. de S. Santos 2016). Elles permettent de créer une « intelligibilité mutuelle entre les expériences du monde, aussi bien les expériences possibles que disponibles » (Santos, 2002 : 262). Nombre de penseurs·euses ladinoaméricain·es ne sont pas traduits·es en français, d'autant plus s'ils·elles portent des réflexions critiques vis-à-vis des cadre de pensée occidentaux. Les travaux d'auteur·es européen·nes portant les mêmes critiques circulent peu en Europe. Enfin, les textes écrits dans des langues dominées ou minorisées restent invisibles. Cela provoque une invisibilisation des expériences et des résistances. La traduction vient rendre visibles et donc possibles des savoirs alternatifs mais aussi des pratiques alternatives. Il s'agit d'un travail intellectuel, politique et émotionnel à la fois. En effet, il s'inscrit dans une carence, une incomplétude d'un savoir ou d'une pratique. Traduire une notion avec uniquement des moyens techniques dans un cadre de pensée hégémonique ne permet pas de rendre compte des

⁶ L'« écologie des savoirs » part du principe que l'ignorance est une ignorance d'un savoir en particulier parmi des savoirs pluriels. Elle vise à apprendre ce qui a de la valeur et ignorer ce qui n'en a pas. Il ne s'agit pas de répartir les connaissances scientifiques mais de reconnaître différents types de savoirs et comprendre comment les appréhender (B. de S. Santos 2011).

différentes dimensions comprises dans cette réalité. Par exemple, certaines notions incorporent des dimensions spirituelles, religieuses, politiques, entre autres. L'enjeu est d'explicitier toutes les facettes d'une notion ainsi que le cadre de pensée dans lequel elle est élaborée.

Dans cette thèse, des supports de différentes langues sont mobilisés, en particulier en anglais, en espagnol et en *pretogués*. Afin de ne pas positionner une langue comme dominante sur les autres, **tous les titres et extraits seront traduits en français**. En effet, si l'anglais est présumé davantage accessible à un lectorat scientifique, c'est bien une conséquence d'une hégémonie impérialiste et scientifique. L'anglais sera donc traduit au même titre que le *pretogués*.

Les traductions réalisées par mes soins seront notifiées par une astérisque (*) à la fin du texte traduit. Lorsque l'astérisque est **positionnée au niveau de la référence bibliographique, cela indique que j'ai personnellement traduit l'ensemble des extraits de cet ouvrage ou article**. Dans ce cas, l'astérisque n'apparaît pas à chaque extrait mais une seule fois à la première mention de la référence. Lorsque le titre d'un article est présenté avec une astérisque, les passages de ce même article mentionnés à la suite ne seront pas notifiés par une astérisque mais il est entendu qu'ils sont également traduits par mes soins. Les extraits, verbatim ou textes déjà traduits en langue française dans leur publication ne comporteront donc pas d'astérisque.

Certains textes *pretogués* mobilisés, comme les chants ou poèmes de travailleuses rurales par exemple, seront proposés dans la langue originale de leur écriture et traduits en français. Cette double présentation vise à transmettre les éléments identitaires du choix des termes et des textes dans leur intégrité et à donner à ressentir les éléments sentipensés de la langue d'origine au-delà de leur simple signification littérale. Nous faisons le choix de **ne pas traduire certains termes désignant une réalité spécifique** (par exemple, le terme d'*assentamento* présent dans notre enquête et dans la réalité brésilienne désignant une forme organisationnelle, politique et matérielle sans équivalent). Même s'il existe des traductions françaises pour certaines notions, nous ne les adopterons pas systématiquement. En effet, nous estimons que certaines traductions sont incomplètes, réductrices ou, pire, contribuent à dépolitiser ce qu'elles désignent. Le concept d'*empowerment* que nous développons dans ce manuscrit est un exemple. Dans ces cas, nous proposerons une définition ou une explicitation du terme et de la réalité dans laquelle il s'inscrit à la première mention de celui-ci. Si nécessaire, une **notion peut même faire l'objet**

d'un encadré dédié, comme c'est le cas pour « agrocultural » par exemple. Malgré les efforts d'explicitation, il se peut que certaines notions restent confuses, pour moi-même ou pour un lectorat non brésilien. Comme le défend bell hooks⁷ (1994_2018), **la non-compréhension est également un espace d'apprentissage**. Cela offre « l'opportunité d'écouter sans « expertise », sans l'appropriation d'une parole par le biais de l'interprétation, mais aussi l'expérience d'entendre [et de lire] des mots non [français]. »

L'acte de lire un autre langage, que cela soit une écriture épicienne à laquelle nous ne sommes pas habituées ou des mots d'une langue que nous ne maîtrisons pas, est un acte patient d'apprentissage. Cela s'inscrit en rupture avec « la culture de la consommation capitaliste frénétique qui exige que tous les désirs soient satisfaits immédiatement ». Cela peut être appréhendé comme une perturbation de l'impérialisme culturel où un écrit est digne d'être lu seulement s'il respecte les standards hégémoniques (hooks, 1994_2018 : 229). Nous vous invitons donc à cette lecture comme acte patient et acte de résistance.

⁷ bell hooks, de son nom de naissance Gloria Jean Watkins, adopte ce pseudonyme à partir des noms de sa mère et de sa grand-mère. L'usage de minuscules aux initiales est un choix de l'auteure afin de mettre la focale sur son travail et non sur sa personne.

INTRODUCTION

En décembre 2013, un chercheur de référence en agroécologie au Brésil, Francisco Roberto Caporal, envoie un courrier électronique à différent·es « collègues », notamment de l'Association brésilienne d'agroécologie (ABA), de l'AS-PTA (Accompagnement et services aux projets en agriculture alternative - association). Dans son courrier, Caporal dénonce le rattachement de certaines pratiques à l'« agroécologie », pratiques qui, selon lui, ne peuvent être qualifiées de la sorte. Parmi elles, l'affirmation : « Il n'y a pas d'agroécologie sans féminisme ». Selon Francisco Caporal, dans la mesure où l'agroécologie puise ses racines dans la culture indigène et dans la paysannerie – qu'il dit « historiquement patriarcale[s] et machiste[s]* » – alors cette affirmation « ne tient pas la route ». En réponse, 60 signataires publient quelques jours plus tard une « Lettre ouverte à Francisco Caporal : Sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie !* ». Elles et ils rappellent la nécessité de prendre en compte les travaux théoriques issus du féminisme pour expliciter et combattre les formes d'oppression, et ce afin que l'agroécologie soit en cohérence avec ses objectifs : repenser les agroécosystèmes tout en s'articulant avec l'accès aux droits. Pour les signataires, les liens entre agroécologie et féminisme rappellent les défis du projet agroécologique :

« Est-il possible de transformer la réalité du point de vue du paradigme productif et environnemental sans changer les relations entre hommes et femmes ? Sans considérer la répartition inégale des ressources productives, la division sexuelle du travail et la non-reconnaissance de la contribution des femmes aux connaissances traditionnelles sur la gestion environnementale, des connaissances liées à leur rôle assigné socialement ? Sans reconnaître que les femmes [...] sont empêchées de participer en tant que citoyennes à la plupart des activités relatives au développement rural ? »⁸

Dans cette lettre, une finalité plus particulière est donnée à l'agroécologie : « transformer la réalité d'un point de vue du paradigme productif et environnemental » en agissant sur les rapports sociaux entre hommes et femmes et en considérant « l'inégale distribution des ressources productives, l'inégale division sexuelle du travail, [et] la non reconnaissance de la contribution des femmes aux connaissances traditionnelles sur la gestion environnementale liées aux pratiques assignées selon le genre. » Quelques mois plus tard, en mai 2014 et à l'occasion du III^e ENA (Rencontres Nationales d'Agroécologie), 700 personnes assistent à la plénière composée de femmes et réaffirment la devise « Il n'y a pas d'agroécologie sans féminisme ».

⁸ La lettre traduite se trouve en annexe.

Pourtant, lors du VI^e Congrès international de la société scientifique Latino-américaine d'agroécologie (SOCLA) qui se déroule à Brasília trois ans plus tard, en 2017, une tribune sur l'histoire de l'agroécologie sur le continent, tenue exclusivement par des hommes, ne fait aucune mention de la contribution des femmes à la construction du mouvement. La protestation des participantes est si vigoureuse que la déclaration politique de la SOCLA – écrite et lue en clôture du Congrès – annonce l'engagement de l'organisation à lutter pour « démanteler le patriarcat, le racisme et autres formes d'exclusion présentes au sein du système alimentaire* »⁹.

Ces deux exemples sont significatifs. Ils dénoncent non seulement la persistance d'un « effet Mathilda » (Rossiter 2003), c'est-à-dire une « sous-estimation systématique des contributions des femmes à la science » ; mais aussi le processus d'invisibilisation du rôle des femmes¹⁰ dans la construction agroécologique. Le coup de force réalisé par les agent·es de l'agroécologie rappelle et fait valoir le rôle et des femmes et du féminisme dans ce champ. Les controverses sont des lieux de conflictualité et de cristallisation de tensions sociales. Le sociologue français Cyril Lemieux souligne que ces « moments effervescents » sont des « occasions pour les acteurs sociaux de remettre en question certains rapports de force et certaines croyances jusqu'alors institués », de redistribuer des positions de pouvoir et d'inventer « de nouveaux dispositifs organisationnels et techniques appelés à contraindre différemment leurs futures relations. » (Lemieux, 2007 : 192). Il s'agit de moments et d'actions qui provoquent la transformation du monde social.

1| Un objet d'étude à la croisée d'enjeux scientifiques et sociétaux

L'articulation entre féminisme et agroécologie, défendue par les signataires et les participantes à la SOCLA, relève de préoccupations et de contributions encore invisibilisées au sein des travaux scientifiques comme au sein du monde social.

⁹ Communiqué agroécologique, SOCLA (2017), disponible à <https://www.socla.co/blog/carta-de-cierre-de-la-presidenta-de-socla-del-vi-congreso/>, consulté le 20/01/2018.

¹⁰ Il convient de souligner que les termes « femmes » et « hommes » renvoient à des catégorisations socialement construites (comme la race et la classe) et résultantes de la discrimination, comme production idéologique (Guillaumin 1992).

Genre et environnement : un champ d'études à développer

En 2000, l'économiste indienne Bina Argawal souligne que, malgré la multiplication des publications théoriques et empiriques sur l'action collective et la protection des ressources naturelles, très peu d'études intègrent une perspective de genre¹¹. La répartition genrée des tâches de protection et de réparation environnementales, l'accès aux ressources, la répartition des bénéfices de la protection, la participation aux processus de décision et de gestion des programmes, ou encore les connaissances spécifiques des femmes par exemple : toutes ces dimensions restent des points aveugles (2000_2015). Aussi les logiques de développement – encore souvent appréhendées au prisme de la croissance – négligent-elles le travail et le temps passé par les femmes à restaurer les écosystèmes et à assumer les conséquences des dégâts environnementaux (D. E. Rocheleau 1995). De même, la forte présence des femmes dans les luttes pour l'environnement est généralement peu ou mal reconnue (Verschuur 2007b).

Pourtant, les femmes rurales du Sud global¹² sont ciblées comme sujettes privilégiées de la crise environnementale et de la crise du *care*¹³. Tantôt considérées comme destructrices de l'environnement à cause de la croissance démographique, tantôt comme victimes du processus de dégradation, elles sont également sollicitées comme administratrices privilégiées de ressources et de compétences (García 1999). Lors de la conférence de Rio organisée par l'ONU en 1992, les participant·es se confortent dans l'idée que, en dernier recours, les femmes (du Sud) prennent im-

¹¹ L'outil analytique de genre est utilisé dans cette thèse comme désignant un système d'organisation sociale qui bicatégorise et hiérarchise le groupe social des personnes assignées hommes et le groupe social des personnes assignées femmes (voir Isabelle Clair, *Sociologie du genre*, Sociologies contemporaines, Armand Colin, 2012). Ces groupes sont constitués au moyen d'une assignation sociale des individu·es dans l'un de ces deux groupes dont les frontières sont érigées au moyen de caractéristiques naturalisées définissant de façon antagoniste le féminin et le masculin, de normes, dans un ordre hétérosexuel. Ce principe organisateur et hiérarchisant que constitue le genre s'articule à d'autres principes analogues constitués autour des rapports sociaux de race, de classe, de sexualité, qui sont consubstantiels et coextensifs (Kergoat 2004). Il s'agit d'une construction sociale, d'un processus relationnel et d'un rapport de pouvoir imbriqué à d'autres rapports de pouvoir (voir Sébastien Chauvin et al., *Introduction aux Gender Studies: Manuel des études sur le genre*. De Boeck Supérieur, 2008).

¹² La notion de « Sud global » ne fait pas référence à un Sud géographique mais à un « Sud épistémologique », composé de nombreuses réalités, né de la lutte et de résistances de groupes sociaux victimes d'injustices, d'oppression et de destruction causées par le capitalisme, le colonialisme et le patriarcat (B. de S. Santos 2018). Cette approche fondée sur l'analyse de la « géopolitique de la domination et de l'insubordination » englobe des populations plurielles pouvant être un « sud dans un Nord global » comme un « Nord global dans un sud » et engagées dans des résistances *glocales* (Jaramillo et Lugo, 2013).

¹³ Une définition du concept de *care* et de *care* environnemental est proposée dans le chapitre 2.

manquablement en charge la protection de l'environnement (Falquet 2008). Sentiment partagé par les agent·es des politiques publiques qui n'hésitent pas à laisser les organisations de femmes – et plus largement les organisations communautaires rurales du Sud global – ainsi que leur travail bénévole se substituer à une action gouvernementale appropriée (Molyneux 2007; Sabourin 2008). La captation ou la cooptation de ces organisations consiste à faire participer les femmes pour s'approprier les bénéfices politiques directs de leur investissement (Molyneux 2007).

Les femmes, et en particulier les femmes racisées¹⁴ et précarisées, sont ainsi reléguées au rôle d'« anges de l'écosystème » (Plumwood 1993). Le travail de *care* qu'elles réalisent s'affirme comme la « main gauche féminisée du néolibéralisme » (Destremau et Georges 2018). Les attentes institutionnelles envers elle se multiplient (Destremau et Lautier 2017) ciblant :

« 'la femme du Sud' (après l'avoir présentée comme analphabète, dépendante et misérable), sur qui pèse désormais la responsabilité de préserver leur environnement, en plus de celle de produire, d'éduquer et de nourrir les générations futures. » (Agarwal 2002 : 159)

Cette logique peut provoquer une sur-responsabilisation des femmes, une surcharge de travail, un renforcement de la charge mentale, des tensions entre femmes et hommes, ainsi que des tensions entre femmes (entre autres Falquet 2003b; Guérin 2017; Guérin et Palier 2005; Guétat-Bernard et Prévost 2017; Molyneux 2007). Pourtant, et même s'il se présente comme « libérateur des femmes » (Falquet 2011), le capitalisme¹⁵ provoque des conséquences désastreuses pour celles-ci, *a fortiori* lorsqu'elles sont colonisées et rurales (Boserup 1970).

¹⁴ Avec l'usage du terme « racisé·e », nous désignons les groupes sociaux subissant un processus de racialisation, soit de différenciation et de hiérarchisation qui opère à partir de marqueurs phénotypiques (couleur de la peau, texture des cheveux, forme du visage, entre autres) et culturels (mœurs, habitudes alimentaires), par l'attribution de qualités naturelles aux groupes racialisés et minorisés. Dans le processus de racialisation, les blanc·hes ont le privilège social de ne pas être désigné·es : elles et ils sont, par défaut, la référence de base, l'individu·e universel·le de ce processus. Ceci indique le caractère raciste du processus de racialisation. Par le terme de « racisé·e », nous ne désignons donc aucune caractéristique biologique mais bien le processus de catégorisation socialement construite. Pour une définition de la notion de « race », voir encadré chapitre 3.

¹⁵ Comme le défend Aníbal Quijano, le capitalisme se réfère à « l'articulation structurelle de toutes les formes historiquement connues de contrôle du travail ou d'exploitation, de l'esclavage, à la servitude, à la petite production marchande indépendante, au travail salarié et à la réciprocité sous l'hégémonie du rapport de travail capital-salarié* »

(2000 : 349). De plus, dans la lignée de la pensée décoloniale, le capitalisme doit être appréhendé comme un « réseau mondial de pouvoir » qui comprend des processus économiques, politiques et culturels qui maintiennent le système (Castro-Gómez et Grosfoguel 2007).

Alimentant des injonctions contradictoires, les orientations publiques promouvant la prise en charge du *care* par les femmes peuvent s'accompagner de pressions à l'engagement de celles-ci dans le développement, pour leur dit « *empowerment* » (Destremau 2013). Cependant et sous couvert d'*empowerment*, « de quel pouvoir parle-t-on ? » (Falquet 2003a) : le terme est utilisé d'une manière si large qu'il perd souvent tout sens (*ibid.*). La notion d'*empowerment* devient politiquement correcte, appropriée au sein des organismes internationaux après la déclaration de Pékin de 1995 (Bisilliat 2000; Calvès 2009) jusqu'à apparaître comme troisième des huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) adoptés par les Nations Unies en 2000. Dans un « adoubement consensuel des approches en termes de capacités ou d'*empowerment* », l'ensemble des caractéristiques sociales et culturelles des pauvres sont identifiées comme à la fois source de la pauvreté et moteur du changement individuel (Destremau et Lautier 2017 : 137). La conception individualiste et économique des « modèles libéral et néolibéral de l'*empowerment* » (Bacqué et Biewener 2013) est incompatible avec toute perspective de changement social (Destremau et Lautier 2017; Falquet 2003a). Une cooptation institutionnelle qui provoque une « obsolescence sémantique » (Cartier-Bresson, Destremau, et Lautier 2009 : 727). L'*empowerment*, tel que mobilisé par les institutions et organisations internationales, ressemble davantage à une concession descendante de fragments de pouvoir qu'à une prise de pouvoir collective par les femmes (Falquet 2003a). Dimension collective et dimension du pouvoir – pourtant aux racines du concept – sont ainsi évacuées, tout comme les dimensions d'affects, de solidarité et d'émotions (Guérin 2017). Il existe donc un enjeu fort à réinvestir cette notion à partir de sa dimension centrale autour du pouvoir.

Nous nous appuyons sur une approche de l'*empowerment* comme processus dynamique, individuel et collectif d'acquisition de pouvoirs (Charlier 2006; Kabeer 2005; León 1997), et comme processus d'apprentissage pour y accéder (Bacqué et Biewener, 2013 ; Guétat-Bernard et Lapeyre, 2017). Partant, nous questionnons son déploiement dans la vie des femmes rurales du Sud global : comment peut se mettre en œuvre un *empowerment* dans le cadre de leur engagement environnementaliste ? Ce questionnement est au fondement de notre démarche de recherche depuis 2011. Alors en Master Genre, Égalité et Politiques Sociales (GEPS) à l'Université du Mirail à Toulouse, c'est à partir d'une étude de cas au Bénin que nous identifions le processus d'*empowerment* des agricultrices et transformatrices alimentaires dans le cadre d'un projet de « coopération au développement » (Prévost 2015). Cet axe réflexif sur l'*empowerment* reste au cœur de notre démarche dans le parcours de thèse.

Les travaux documentant les dynamiques d'*empowerment* articulées aux engagements environnementalistes sous l'angle du genre restent rares et circonscrits principalement à l'écoféminisme, au champ « genre et développement », ainsi qu'au féminisme décolonial. Bina Agarwal propose le concept de « féminisme environnementaliste » pour appréhender « la relation des femmes et des hommes avec la Nature¹⁶ comme une relation ancrée dans leur réalité matérielle et dans leurs formes spécifiques d'interaction avec l'environnement » (Agarwal 2007: 39). Fondée sur l'exemple indien, cette notion insiste sur le fait que les femmes des ménages ruraux pauvres sont, d'une part, victimes de la dégradation de l'environnement d'une façon genrée et, d'autre part, sont des agentes actives dans les mouvements de protection et de régénération environnementale. Dans la mesure où il existe une division sexuelle du travail et une répartition des biens et du pouvoir basées sur le genre et la classe (/caste/race), le genre et la classe (/caste/race) structurent les interactions des individu·es avec la Nature et structurent ainsi les effets du changement environnemental sur les sujet·tes et leurs réponses à celui-ci (Agarwal 2002: 126).

Comment s'affirme un « féminisme environnementaliste » des « exploité·e·s », des « minorisé·e·s en résistance », qui intègre le racisme environnemental (Agarwal, 2000_2015) ? Les études croisant genre et inégalités environnementales, ou s'intéressant aux « nouveaux féminismes » environnementaux (Laugier, Falquet, et Molinier 2015), restent à investir afin de rendre compte de la diversité des approches et des résistances – d'autant plus à la lumière des enjeux portés par ces mobilisations environnementales agissant sur les inégalités intersectionnelles (Agarwal 1994).

¹⁶ Il convient de souligner les nécessaires précautions avec le terme « nature ». Il s'agit d'un terme polysémique. Utilisé au singulier – *la nature* –, cette notion intègre pourtant une dimension socialement construite et des représentations différentes selon les contextes, les histoires, les cultures. Nous y revenons tout au long du manuscrit. Nous choisissons l'option d'écrire « Nature » avec une majuscule afin de refléter la vision organique (Merchant 1980) et la dimension sentipensée à la Nature portées par certaines enquêtes et présente au sein de travaux décoloniaux et latinoaméricains, tout en soulignant que cet usage ne désigne pas une entité essentialisée mais bien des réalités socio-environnementales diverses et mouvantes. Notons aussi, à ce propos, les travaux suivants : Héctor A. Alimonda, *La naturaleza colonizada: ecología política y minería en América Latina*, Buenos Aires, Ed. Ciccus, 2011 ; Catherine Larrère et Raphaël Larrère, *Penser et agir avec la nature. Une enquête philosophique*, Paris, La Découverte, 2015 ; Klaus Eder, *The Social Construction of Nature. A Sociology of Ecological Enlightenment*, Sage Publications Ltd, 1996 ; Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, Folio Essais, 2015.

Un enjeu sociétal en mouvements

« Il est de plus en plus largement admis que le nouveau millénaire verra le capitalisme atteindre ses limites écologiques, que l'exploitation insatiable de la nature doit prendre fin, sans quoi la vie humaine sur cette terre deviendra impossible. » (Santos, 2016 : 16)

Les appels relayés dans les médias et les publications se multiplient. En 1971, « 2 200 savants » lancent un « SOS environnement » aux « trois milliards et demi de Terriens » (Larrère 2017). En 1992, à l'issue du Sommet de la Terre à Rio (Brésil), l'*Union of Concerned Scientists* et 1700 chercheurs·ses indépendant·es alertent sur « la trajectoire de collision » entre les êtres humain·es et le monde naturel. « La mère Nature, épuisée, souillée, exsangue, nous ferme les robinets. De pétrole, de gaz, d'uranium, d'air, d'eau. Son ultimatum est clair et sans pitié : Sauvez-moi, ou crevez avec moi. » assène l'écrivaine Fred Vargas en 2009. Ces mots ne sont pas sans rappeler ceux écrits en 1974 par l'écoféministe française Françoise D'Eaubonne : la planète est « en danger de mort et nous avec elle » (1974 : 218). En novembre 2017, 15 000 scientifiques tirent à nouveau la sonnette d'alarme sur l'état de la planète : « Pour éviter une misère généralisée et une perte catastrophique de biodiversité, l'humanité doit adopter une alternative plus durable écologiquement que la pratique qui est la sienne aujourd'hui. » (15 000 2017). Un an plus tard, en septembre 2018, une nouvelle mobilisation est publiée : « Nous vivons un cataclysme planétaire [...] Il est trop tard pour que rien ne se soit passé : l'effondrement est en cours [...] C'est une question de survie. Elle ne peut, par essence, pas être considérée comme secondaire. » écrivent « 200 personnalités pour sauver la planète » dans *Le Monde* (Collectif 2018). Dernièrement, l'activisme de la lycéenne suédoise Greta Thunberg éveille tensions et ralliements. Des mouvements s'inscrivent dans sa lignée, à l'instar de *Youth for climate* [La jeunesse pour le climat], réclamant une prise de conscience et des actions immédiates : « Pourquoi devrions-nous étudier pour un avenir qui n'existera bientôt plus ? » (propos de Greta Thunberg). En France, 10 000 étudiant·es de grandes écoles signent un « manifeste pour un réveil écologique » (2018). Pourtant, ces alarmes restent sans effet majeur.

« Des trois crises actuelles, l'environnementale est à la fois la moins immédiate-ment saisissable et sans doute la plus fondamentale au regard de l'effet transformateur qu'elle pourrait produire sur les sociétés. », affirme Razmig Keucheyan (2017). Les analyses des « crises » soulignent que la crise environnementale est l'expression

des contradictions intrinsèques du capitalisme qui sabote ses propres piliers. L'imbrication du social et de l'environnemental dans les/la crise(s) enjoint à questionner la pensée traditionnelle moderne construite sur « l'idée cartésienne que la nature est une *res extensa*, matière mesurable, et constitue en tant que telle une ressource illimitée, à la disposition inconditionnelle des êtres humains » (B. de S. Santos 2016).

L'idée de « crise du *care* » s'inscrit également dans l'exploitation du groupe social des femmes. Les féministes matérialistes montrent qu'en Occident et à l'aune de la transition capitaliste, l'organisation sociale est ré-élaborée de façon à assigner les femmes à la reproduction sociale, en les excluant de la sphère publique (Federici 2014). Le travail reproductif est mis à jour comme un rapport social d'exploitation opéré au moyen d'une appropriation physique du groupe social des femmes et d'ac-caparement de sa force de travail (Guillaumin 1992). L'économie, orientée vers la croissance, se fonde sur cette reproduction sociale pour exister. Or, cet objectif – considéré comme incontournable – de l'économie déstabilise les conditions de la reproduction sociale (Fraser 2011; 2016). Ladite « crise du *care* » et de la reproduction sociale (entre autres Destremau et Georges 2018; Destremau et Lautier 2017; Verschuur 2013) est tout à la fois l'une des composantes de la crise générale, sa source, ainsi que le lieu d'intersection et d'exacerbation réciproque des crises.

Les écoféministes lancent l'appel : « on ne peut pas vivre le dos tourné à la crise écologique et à la crise des soins » (Y. F. Vargas 2019). L'anthropologue écoféministe espagnole Yayo Herrero López affirme que ledit progrès est une « véritable guerre contre la vie », du fait de son développement fondé sur la destruction des bases matérielles qui soutiennent la vie (Herrero López 2017). Ainsi cette « période de crises » nécessite-t-elle d'être analysée à l'aune des approches scientifiques croisant les mécanismes de pouvoir, dans le champ social mais également en articulation avec les questions environnementales.

S'inscrire dans un champ sociologique à la croisée du social et de l'environnemental

Les travaux scientifiques sont aujourd'hui nombreux à se positionner dans une perspective critique du modèle de croissance hégémonique et de ses impacts sociaux et environnementaux tragiques. Certain·es le qualifient de système unique où les humains prospèrent au détriment du non-humain (Escobar, 2018). D'autres soulignent la fin inéluctable de ce modèle de croissance qui « nous mène dans un mur écologique et un désastre humain » (Bonneuil 2018 : 106). La situation laisse peu de place

aux doutes, à l'exception de quelques sceptiques, parfois hauts placés (à l'agence étatsunienne de l'environnement sous Trump par exemple). Face à la multiplication des luttes socio-environnementales, des migrations climatiques, aux « zones à défendre », entre autres ; la « question écologique » ne peut plus être considérée de façon isolée. La destruction massive du non-humain et les perspectives de sa finitude laisse peu de perspectives aux humain·es. Qu'il s'agisse d'une « triple crise » (écologique, économique, politique : Keucheyan, 2017), d'une « guerre des deux mondes » entre « modernisateurs » et « peuples des terrestres » (Bonneuil 2018) ou de « conflits ontologiques » (Escobar 2014_2018) ; le social et l'environnemental sont inextricablement imbriqués et menacés.

Différents cadres de pensée sont développés afin d'analyser les intrications socio-environnementales, s'appuyant sur des disciplines, des approches théoriques, des objectifs variés. Leur perspective est soit davantage anthropocentrique, s'intéressant aux systèmes écologiques en fonction de leur utilité pour les humains, soit davantage écocentrique, s'intéressant au fonctionnement interne des systèmes écologiques. Une minorité de ces cadres développent une approche considérant la réciprocité entre les systèmes social et écologique (Binder et al. 2013), à l'instar de la notion de « système socio-écologique » popularisée par Elinor Ostrom en 2009. Dans un article ayant suscité la controverse, l'historien indien Dipesh Chakrabarty (2009) affirme que l'histoire des sociétés humaines ne peut être appréhendée à partir d'une approche anthropocentrée. Elle doit être associée à l'histoire naturelle de la planète : il s'agit d'une histoire globale. En cela, la rationalité occidentale binaire, fondée sur l'opposition entre humain·es et non-humain·es, pêche à trouver des outils épistémologiques permettant cette compréhension socio-environnementale.

En France, les sciences sociales réinvestissent (ou continuent d'investir pour certain·es) ces questions à partir d'une analyse en termes de genre (entre autres, Falquet 2002; Guétat-Bernard et Saussey 2014; Larrère 2012; Laugier, Falquet, et Molinier 2015; Verschuur 2007a), de racisme environnemental (Keucheyan 2017), d'inégalités environnementales (Deldrève 2016; Larrère 2017), de « nouveau régime climatique » (Latour 2015), de lutte contre les grands projets inutiles (Des plumes dans le goudron 2018; Pruvost 2015). Les journées d'études et colloques se multiplient. Citons en exemple, le colloque international participatif « Care, genre et environnement », tenu à Lyon en 2015.

Les critiques coloniales explorent très tôt les liens entre social et écologique. La pensée de Frantz Fanon ou de Aimé Césaire offrent une compréhension de la destruction globale portée par les violences coloniales, déployées aussi bien sur les po-

pulations que les écosystèmes. Au Brésil, des auteur·es ciblent, dès le début du XIX^e siècle, les liens entre esclavagisme, exploitation minière et production agricole provoquant la destruction de la forêt (Padua, 2000 ; cité par Martinez-Alier, 2011). Il s'agit d'une « nature colonisée » (Alimonda 2011). Ces analyses montrent combien la Nature en Amérique Latine est détruite par les colonisateurs occidentaux, soumise à des logiques d'accumulation économique et de contrôle politique (Alimonda 2011). Le processus de reproduction continue de la colonisation (Leff 1986) et de destruction des écosystèmes est imbriqué aux expropriations des populations locales. La lutte pour le contrôle des ressources naturelles est au centre des conflits et de la répression des populations autochtones (*ibid.*).

Les études féministes portent, en plus, une lecture genrée et intersectionnelle sur ces phénomènes. La sociologue brésilienne Heleieth Saffioti indique que l'émergence du capitalisme provoque une fusion des trois systèmes d'oppression-d'exploitation. Ces systèmes sont inséparables dans la mesure où « ils se transforment à travers un processus symbiotique en un unique système de domination-exploitation, nommé patriarcat-racisme-capitalisme » (Saffioti, 1993 : 60). Les écoféministes documentent, depuis les années 1970, ces conflits avec une compréhension genrée de l'implication des luttes et des impacts socio-environnementaux de l'agrocaptal¹⁷. L'écoféministe indienne Vandana Shiva souligne que la mort de la nature est l'acte fondateur de la révolution industrielle. Cette mort va de pair avec la négation sociale du travail des femmes. Ce même système crée la théorie économique qui affirme que les femmes ne produisent pas. Ainsi, un « système parfait, une machine à profit perpétuel » est en place (Shiva 2018). Elle souligne combien la reconnaissance de la créativité et de l'intelligence est niée à la nature, aux femmes, au Sud global. Les apports écoféministes favorisent un décentrement du regard occidental-centré. L'articulation des systèmes d'oppression met en lumière la dimension socio-environnementale de l'exploitation dont une des cibles privilégiées sont les femmes, et particulièrement les femmes paysannes, précarisées et racisées des pays du Sud global. Grâce à leur double ancrage dans des mouvements sociaux de base et radicaux, les écoféministes opposent le capitalisme occidental et patriarcal à l'éthique du *care*, de la nécessité, liée à ce qu'elles présentent comme la sagesse millénaire des femmes et des peuples des Suds (Laugier, Falquet, et Molinier 2015; Mies et Shiva 1999).

¹⁷ Pour une présentation du concept, voir encadré en chapitre 1.

Les recherches portant sur les conflits socio-environnementaux nous donnent une parfaite leçon d'articulation des enjeux sociaux et environnementaux. Ces luttes sont une des conséquences des logiques extractivistes¹⁸ et néolibérales. L'Amérique Latine est non seulement le lieu des expérimentations néolibérales mais aussi le lieu des brèches dans le modèle néolibéral du fait des luttes portées par les mouvements socio-environnementaux (Chartier et Löwy 2013; OSAL 2012).

« Sans participation active, sans représentation, sans mobilisation permanente, ou du moins récurrente, il n'y a pas de projet émancipateur qui s'étende dans le temps, qui s'intensifie et prenne en charge de façon radicale une stratégie anti-néolibérale, ou qui puisse laisser entrevoir des changements de portée anticapitaliste*. » (OSAL, 2012 : 10).

Selon Michael Löwy et Denis Chartier (2013 : 17), ces luttes latino-américaines sont une « tentative des populations locales et/ou autochtones de s'affranchir de la soumission au système économique global ». Face à l'approche utilitariste et destructrice de la nature déployée par le modèle dominant, les mouvements socio-environnementaux développent un autre langage et une autre compréhension/appréhension avec la nature, une « vision biocentrique orientée vers la protection des écosystèmes » (Chartier et Löwy, 2013 : 18).

Scientifiques et activistes enjoignent, face au caractère critique de la situation socio-environnementale, à « agir avec le désespoir environnemental » (Macy 1995) et à « trouver des solutions audacieuses » (Keucheyan 2017).

¹⁸ L'extractivisme est ici entendu non seulement comme un modèle d'accumulation fondé sur la surexploitation des ressources naturelles en grande partie non renouvelables mais aussi comme un nouvel ordre économique et politique, que la sociologue argentine Maristella Svampa nomme le « consensus des *commodities* » (2012). L'expansion de projets visant au contrôle, à l'extraction et l'exportation de biens naturels s'est intensifiée sous le néolibéralisme. Ce processus est accompagné de la perte croissante de souveraineté alimentaire, liée aux exportations d'aliments à grande échelle mais aussi à leur destination (pour nourrir le bétail et produire des biocombustibles) et génère l'approfondissement d'une dynamique de dépossession (Harvey, 2004 ; cité par Svampa, 2012), dépossession de terres, ressources et territoires générant de nouvelles formes de dépendance et domination. Par le biais de la dette, les paysan·nes des Suds sont déposséd·es de leurs terres au moment où les grandes entreprises accaparent à nouveau les terres pour s'assurer l'accès aux ressources énergétiques, aux terres arables, et aux mécanismes de compensation (Fraser 2016). À travers la dette, l'accumulation se poursuit.

2| Analyser une « utopie réelle »

L'invisibilisation est un outil central du pouvoir hégémonique. Les mécanismes d'invisibilisation, comme ceux dénoncés dans les deux « moments effervescents » du mouvement agroécologique au Brésil, n'est pas une omission ou une faute d'inattention. Il s'agit de situations construites d'ignorance (Santos, 2002) et d'absence d'alternatives. En définissant les processus d'invisibilisation comme axe transversal de notre réflexion, nous pouvons saisir les enjeux épistémologiques et sociaux de l'analyse d'une « utopie réelle » (Wright 2010_2017) que nous proposons.

L'invisibilisation comme axe transversal

Quel est le « rôle de ne pas connaître » (Tuana 2006 : 3) ? L'ignorance, comme le savoir, est située (Tuana, 2006) et sert des intérêts. L'invisibilisation vise aussi bien des sujets, des savoirs, des contributions, que des expériences et des luttes.

La production de la non-existence des individus ou des groupes sociaux se déploie, entre autres, par la logique de classification et de monoculture du savoir (B. de S. Santos 2002). « Nous sommes toutes des filles de vitrières » affirme la sociologue française Colette Guillaumin dans son article intitulée « De la transparence des femmes » (1978a). Cette transparence de tout un groupe social égale l'opacité d'un autre groupe : les hommes. Il s'agit d'un rapport social ayant une fonction utile. Transparentes mais pourtant utiles et utilisées, les femmes sont des « productrices d'idées anonymes » (1978 : 459). Comme le met en lumière la philosophe italo-mexicaine Francesca Gargallo Celentani dans *Feminismos desde Abya Yala. Ideas y proposiciones de las mujeres de 607 pueblos en nuestra América* (F. C. Gargallo 2014 : 10) : « Être l'autre, c'est être une minorité, non pas numérique mais idéologique. Être quelqu'un minorisé, diminué, défini. Quelqu'un de flou, toujours égal à lui-même, dépourvu de présent car exclu de l'histoire active et reconnaissable.* »

La classification sociale naturalise des différences fondées sur les systèmes d'oppression selon le sexe, la race, la classe, la sexualité. Cette classification produit des « inférieurs » (Guillaumin, 1978) et assigne des rôles, notamment les « rôles de sexe »¹⁹. Il s'agit avant tout de « classer, [de] dominer » (Delphy 2008), de construire une « altérité » essentialisée. Ainsi, un régime de pensée dualiste et hiérarchisant

¹⁹ Par « rôle de sexe » est entendu l'assignation aux deux sexes de fonctions différentes divisées, séparées et généralement hiérarchisées, basée sur la différenciation biologique (Mathieu, 1991). Ces rôles sont socialement construits.

comme l'Occidentalocentrisme contribue à l'invisibilisation de groupes sociaux placés en situation de subalternité.

L'invisibilisation des savoirs et des contributions produit et reproduit les pouvoirs. Les penseurs·euses latinoaméricain·es dénoncent la « colonialité du savoir²⁰ » (Lander 2005) qui déploie un « monopole sur la production de la réalité » et, de ce fait, rend « inexistantes » les « multiples autres façons de faire monde » (Escobar 2014_2018: 12). L'androcentrisme des sciences est largement documenté par les études féministes en Occident (entre autres Chabaud-Rychter, Descoutures, Devreux, et Verikas 2010; N. C. Mathieu 1991) comme en Amérique Latine, mettant à jour le « nouvel ethos masculin » (Mendoza, 2010 : 20) et la « colonialité du genre²¹ » (Lugones 2008). Aussi, les travaux sur les injustices (Fricker 2007) et les violences épistémiques (Spivak 2009) présentent une compréhension fine des méthodes et des effets provoqués par les pratiques de mise sous silence (Dotson 2011) de certains groupes sociaux (Crenshaw 1991_2005; Hill Collins 2009_2016; Narayan 1997). À titre d'exemple, les féministes *Chicanas* et *Latinas* états-uniennes montrent combien elles sont privées d'accès à l'histoire, à leur mémoire, caricaturées, mises à l'écart, renvoyées au silence ou effacées (Bacchetta et Falquet 2011).

Enfin, l'invisibilisation des résistances et des initiatives contre-hégémoniques provoque un « grand effacement » de l'expérience historique du Sud global dans la théorie de la mondialisation émanant du Nord global (R. Connell 2011a). Cet effacement est la clef de la reproduction du système hégémonique : « Sans conception d'une société alternative, la situation actuelle, aussi violente et moralement répugnante soit-elle, ne suscitera pas d'élan à une opposition ou une rébellion forte et ra-

²⁰ La colonialité est un rapport matériel et symbolique de domination. La colonialité diffère du colonialisme. Alors que « colonialisme » désigne un rapport politique et économique dans lequel la souveraineté d'une nation ou d'un peuple dépend du pouvoir d'une autre nation, « colonialité » renvoie aux modèles de pouvoir durables résultant du colonialisme qui définissent la culture, le travail, les rapports intersubjectifs et la production de connaissances. La colonialité dépasse et survit au colonialisme (Maldonado-Torres 2007). Elle renvoie à une « *conquista* ininterrompue » depuis 1492 (pour reprendre l'expression du philosophe équatorien Bolívar Echevarría) qui « opère une appropriation violente du réel à travers la damnation du sujet colonisé et l'accaparement dévastateur des communs naturels, produit sa propre réalité et impose simultanément les conditions de visibilité et d'intelligibilité de cette même réalité. » (Escobar 2014_2018: 11)

²¹ La « colonialité de genre » met en lumière combien le « système moderne/colonial de genre » (Lugones, 2008) modifie les assignations sexuées et invisibilise les rôles sociaux importants que les femmes assument, par exemple les reines *ashantis* ou *yorubá*. Ce système nie les résistances et les luttes des femmes comme la mémoire culturelle et ancestrale (Gonzalez 1988b). La subordination de genre est le prix payé par les hommes colonisés aux colonisateurs en échange d'un maintien de pouvoir dans leur espace sociaux (Lugones 2008). Ainsi, en réponse à une coercition sociale par le colonialisme, les hommes colonisés négocient du pouvoir au moyen du sexisme.

dicale. » (B. de S. Santos 2016 : 34). « Est-ce normal pour des êtres humains de ne pas pouvoir imaginer ce à quoi pourrait ressembler un monde meilleur ? » demande David Graeber (2008) dans *Hope in Common*. Il défend l'idée que l'imagination est une force politique. L'« absence d'espoir qui n'a rien de naturel » est le « produit d'un système ». « Il n'y a pas d'alternative » nous rappelle la phrase devenue célèbre de Margaret Thatcher (*There is no alternative* : TINA). « À quoi bon remuer en poussant des petites gueulantes hystériques puisqu'il n'y a pas d'alternative. » (Despentes 2018 : 29). L'objectif de la gouvernance mondiale vise ainsi à « [détruire] toute perspective d'avenirs alternatifs » (Graeber, 2018 : 7). Cette « idée de l'impasse » est un « récit classique » selon lequel, « faute d'alternative, il faudrait renoncer à changer le monde », rappelle Kristin Ross (2018 : 134). Or, nous « avons besoin d'utopies réelles », soit « d'idéaux utopiques fondés sur les potentialités réelles de l'humanité » en vue d'un changement social (Wright 2010_2017 : 22) afin de « nourrir les visions égalitaristes et démocratiques radicales d'un monde social alternatif », de « redonner sens quant à la possibilité d'un changement social émancipateur » (2017 : 14).

Ce sont ces alternatives qui constituent l'objet de cette thèse. Nous allons articuler la sociologie du genre avec les études féministes, notamment les apports féministes matérialistes, avec les apports latinoaméricains – écologie politique latinoaméricaine et écologie politique féministe – et les travaux de la pensée décoloniale. Le point de départ de cette recherche doctorale est donc l'étude d'une « utopie réelle » (Wright 2010_2017) par l'analyse de sa proposition, sa construction, son déploiement.

L'étude d'une utopie réelle féministe environnementaliste

La notion d'utopie est entendue à partir des réflexions du regretté Éric Olin Wright : il s'agit d'institutions, de relations et de pratiques qui préfigurent un monde idéal et nous aident à atteindre un objectif post-capitaliste. Celles-ci défient et érodent le capitalisme. Elles cristallisent la tension entre rêves et pratiques et, de ce fait, alimentent les visions égalitaristes (2010_2017). Les alternatives peuvent se situer dans les interstices du système ou s'appuyer dessus. Dans tous les cas, « défier le capitalisme » ou l'« éroder » s'exprime par la « construction de relations et organisations participatives, égalitaires et démocratiques » et par la lutte politique afin de changer les règles du jeu à l'intérieur de la société capitaliste (Wright, 2017 : 10). Il s'agit d'alternatives dont le développement, sur le long terme, peut potentiellement destituer le capitalisme de sa fonction dominante (*ibid.*).

• Un terrain situé, laboratoire des logiques néolibérales

L'alternative étudiée dans cette thèse n'est pas un cas « particuliers » et « local ». Emprisonner des expériences dans une idée de localisme et de particularisme, soit dans une échelle réduite, paralyse la possibilité de les penser comme crédibles : il s'agit d'une stratégies de production de non-existence. Cela vient ignorer « l'importance matérialiste d'un contexte commun de lutte » (Mohanty 2003; 2013). Sans pour autant universaliser à partir d'un cas, ce cas brésilien permet de saisir les tendances hégémoniques et leurs effets systématiques sur les populations marginalisées (Mohanty, 2013) et, ainsi, saisir le potentiel des alternatives développées dans leur contexte et à l'échelle globale.

L'Amérique Latine fourmille de propositions alternatives : « La région oscille aujourd'hui entre néo-développementisme extractiviste insoutenable et constructions-expérimentations de modèles de développement alternatifs. » (Chartier et Löwy 2013 : 3). Fer de lance des luttes socio-environnementales, l'Amérique Latine nous permet de saisir les ressorts d'un projet émancipateur. Elle est parfois qualifiée à ce titre de « laboratoire socioenvironnemental » (*ibid.* 2013 : 20). La sociologue australienne Raewyn Connell (2011) souligne que la sociologie a tendance à universaliser les idées « du Nord ». L'exercice est donc ici de se retourner pour « Regarder vers le Sud* »²².

Dans ce contexte de contre-offensive néolibérale, de crise permanente comme mode de gouvernance, la démobilité des révoltes est au cœur du processus. Le Brésil est, depuis plusieurs années, un laboratoire du processus global, un modèle qui peut se répliquer : le pays est passé du statut de « laboratoire d'un modèle de développement socio-économique » (Safatle, 2014 : 37) à une situation de jonction entre militantisme protofasciste et néolibéralisme radical qui s'est développée ces dernières années, ce qui en fait un exemple expérimental (Safatle 2019a). Après avoir été l'une des « tentatives les plus évidentes de mise en place d'un gouvernement populiste de gauche », le Brésil voit aujourd'hui

« la soumission de toute politique environnementale aux intérêts immédiats de l'industrie agroalimentaire, l'un des secteurs clés du soutien à Jair Bolsonaro. Aucune protestation issue de la société ne pèse face à cette logique fondée sur le mépris colonial séculaire contre des populations indigènes, sur un nationalisme para-

²² *Looking South*, en référence à l'ouvrage *Théorie du Sud. La dynamique globale de la connaissance en sciences sociales** (2007) de Raewyn Connell.

noïaque et sur la réédition des processus anciens de conquête de terres » (Safatle 2019b).

Comme l'affirme l'édito du numéro spécial de l'Observatoire social d'Amérique latine (OSAL) dédié aux mouvements socio-environnementaux, une transformation sociale émancipatrice n'advient qu'en étant portée par une solide mobilisation (Modonesi 2012). En inversant la tendance à l'effacement, en transformant les objets impossibles en possibles, la pluralité de ces alternatives existantes ou en construction peut être diffusée. Les expériences de luttes socio-environnementales non seulement provoquent des transformations sociales mais nous proposent d'apprendre de ces vécus de conflits. La nécessité est alors de les divulguer.

Nous pouvons donc synthétiser notre questionnement de départ : **comment se construit la proposition et la résistance agroécologique et féministe ? Quels possibles offre-t-elle ?**

Si la notion d'agroécologie est des plus complexe à définir et délimiter comme nous le discuterons en première partie, nous proposons de l'appréhender comme une stratégie de reproduction socio-environnementale. Au-delà de pratiques productives agricoles, il s'agit de formes sociales, politiques, économiques, environnementales visant la préservation et la reproduction de la vie, luttant contre la destruction sociale et environnementale provoquée par le système capitaliste et son processus de triple colonisation – de la nature, du groupe social des femmes et des populations colonisées (Federici 2014) – et contre l'imposition de sa rationalité « moderne » comme monoculture de l'esprit (Shiva 1988; B. de S. Santos 2011; 2016). Dans cette perspective, l'agroécologie est appréhendée comme une alternative socio-environnementale dont nous allons explorer les propositions lorsqu'elle rencontre le féminisme.

Il est question, pour les signataires de la « Lettre ouverte à Francisco Caporal : Sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie ! », de « construire [une] utopie » à partir d'une agroécologie « critique, transformative, [qui] promeut une vision éthique de justice sociale et environnementale, sera féministe ou ne sera pas. » Cette articulation entre féminisme et agroécologie semble ne pas aller de soi au sein du milieu agroécologique. Elle est défendue par une partie des agent·es comme étant incontournable. C'est la construction de cette « utopie », appréhendée comme une « alternative

à la modernité » (Escobar 2014_2018), une alternative émancipatrice, qui constitue notre point d'ancrage et notre objet d'étude.

3| Du rôle des sciences sociales

Comme nous l'avons vu, les sciences jouent un rôle fondateur dans l'établissement de certains pouvoirs, dans la légitimation de certaines dominations et exploitations. Les critiques féministes dé/post-coloniales dénoncent la montée du néolibéralisme et la normalisation de pratiques entrepreneuriales au sein de l'université (Castro-Gómez 2007) réaffirmant la marginalisation et colonisation des savoirs, y compris au sein des études féministes (Mohanty 2013). Sous le néolibéralisme, le domaine public est vidé de son pouvoir et de l'histoire des oppressions, instaurant la rationalité marchande fondée sur l'individualisme. Au sein du milieu universitaire, cela provoque la privatisation des savoirs insurgents. Les critiques féministes en appellent à reconnecter la représentation politique aux critiques systémiques et aux histoires matérialistes du colonialisme, du capitalisme et de l'hétéropatriarcat (Mohanty 2013). Ainsi, les études féministes peuvent proposer un continuum entre un engagement dans le travail des savoirs et des sciences et un engagement dans les luttes politiques (Bellacasa, 2003 : 51). Il s'agit d'une responsabilité des scientifiques face aux savoirs qu'ils produisent (Haraway 1997), un devoir de rendre des comptes. La démarche vise une « pertinence sociale » du savoir (Bellacasa, 2003 : 56). La science sociale hégémonique ne sert pas à lutter contre le gaspillage d'initiatives alternatives puisqu'au contraire elle est responsable de l'invisibilisation et du discrédit porté sur ces alternatives (B. de S. Santos 2002). Cependant, elle peut également être un outil central de visibilité et d'émancipation. Elle peut développer les imaginaires et ainsi démultiplier les options d'« érosion » du capitalisme.

Une soif de nouvelles visions sociales et scientifiques

Dans une situation envahie de récits catastrophiques, les écoféministes saisissent très tôt le « besoin vital » (Hache, 2016 : 18) d'« avoir de nouvelles images à l'esprit, nous aventurer dans un paysage transformé, raconter de nouvelles histoires » (Starhawk, 1982_2015 : 129 citée par Hache, 2016) afin de cultiver et documenter les résistances. Il y a nécessité de la « création d'une vision » (Starhawk 1982_2015). Une révolution épistémique est en train de s'opérer, comme le défendent Aníbal Quijano et Yuderkys Espinosa Miñoso (2014).

Dans cette optique, la pédagogue décoloniale Catherine Walsh affirme (2013: 24) :

« Ce sont ces moments complexes d'aujourd'hui qui provoquent des mouvements de théorisation et de réflexion, des mouvements non linéaires mais serpentins, non pas ancrés dans la recherche ou le projet d'une nouvelle théorie critique ou de changement social, mais dans la construction de chemins – de l'être, du pensée, du regarder, de l'écouter, de l'éprouver et du vivre avec un sens ou un horizon décolonial. Je fais référence à des chemins qui, nécessairement, évoquent et rappellent à la mémoire une durée longue, tout en suggérant, en indiquant et en exigeant des pratiques théoriques et pédagogiques d'action, de chemins qui relient le pédagogique et le décolonial dans leur marche. »

On voit actuellement dans la littérature francophone un regain d'intérêt certain pour l'écoféminisme. Sans être exhaustive, citons quelques exemples. La collection *Sorcières* des éditions Cambourakis offre au lectorat français l'accès à des classiques écoféministes comme *Rêver l'obscur. Femmes, magie et politique* et *Chroniques altermondialistes. Tisser la toile du soulèvement global* de Starhawk ou le recueil de textes écoféministes *Reclaim* choisis et présentés par Émilie Hache. La revue *Multitudes* publie un numéro spécial (n°67) « Écoféminismes » en 2017. Dans un autre registre, une place très discrète est faite à d'autres paradigmes fusionnant social et environnemental. Par exemple, Escobar est enfin traduit en français en 2018 avec *Sentir-penser avec la terre*, grâce au travail de l'atelier *La Minga*. Ces quelques exemples révèlent une soif de textes et d'outils davantage adaptés au contexte sociétal, en rupture avec les analyses classiques, un besoin de documenter des expériences auxquelles nous n'avons pas accès. Les traductions d'auteur·es et textes clés sur les questions socio-environnementales sont un indicateur de cette nécessité d'une nouvelle « vision ».

Pour une science sociale émancipatrice

« L'une des tâches centrales d'une science sociale émancipatrice est d'essayer de comprendre les contradictions, les limites et les déficiences qui traversent les systèmes de reproduction et qui ouvrent des espaces pour penser des stratégies de transformation. » (Wright, 2017 : 466)

Notre choix de s'intéresser à une alternative émancipatrice, d'en comprendre les ressorts, les potentiels, relève de cette volonté scientifique de documenter les possibles. Il est question d'envisager une utopie réelle au moyen d'une « science sociale éman-

cipatrice » visant à « produire une connaissance scientifique en rapport avec un projet collectif contestant les différentes d'oppression humaine » (Wright, 2017 : 29) et environnementale.

Le caractère émancipateur de cette démarche scientifique réside dans l'identification d'un « objectif moral central dans la production de cette connaissance, à savoir l'élimination de l'oppression et la création des conditions favorisant l'épanouissement humain. » (*ibid.*)

Une phrase célèbre est attribuée à Mark Twain : « Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait ». En effet, les « limites du réel de ce qui est réalisable dépendent en partie des croyances portant sur ces limites. » (Wright, 2017 : 50). La « connaissance scientifique systématique du fonctionnement du monde » est émancipatrice de part son objectif. Elle vise à contribuer à la production de savoirs sur l'élimination de l'oppression, à la création de conditions pour un épanouissement humain (*ibid.*) et environnemental. En les diffusant, les champs des possibles s'ouvrent. L'imaginaire des ruptures radicales avec le capitalisme ouvre la voie aux réformes sociales. Ainsi les « visions plausibles d'alternatives radicales, fondées sur de solides bases théoriques, sont une condition importante pour un changement social émancipateur. » (2017 : 26). Il est question non seulement de comprendre une critique du monde tel qu'il existe, de s'intéresser à la formulation d'alternatives et à ses stratégies de transformation, mais également d'identifier les obstacles et les possibles de cette alternative. En d'autres termes, une telle analyse permet de saisir pourquoi nous voulons changer les choses, d'identifier la destination (la visée) voulue et le chemin (les moyens) pour la rejoindre.

Comme discuté et afin de ne pas reproduire les « absences », nous choisissons ici de ne pas mobiliser principalement les auteurs (souvent masculins) classiques occidentaux pour s'intéresser à un tel objet. L'articulation des épistémologies et des savoirs vise à apprendre de la pluralité. Ce questionnement de Santos, inspiré du sociologue indien Shiv Vishvanathan, guide notre démarche (2011 : 43) :

« Comment garder vivant en moi le meilleur de la culture occidentale moderne et démocratique tout en reconnaissant, dans le même temps, la valeur de la diversité du monde que la culture occidentale a toujours traitée comme non civilisée, ignorante, résiduelle, inférieure ou improductive ? »

Privilégier les auteur·es de « savoirs assujettis » (Hill Collins 2009_2016) ne signifie pas pour autant bannir absolument les références masculines et certaines références occidentales : « critiquer ne veut pas dire rejeter » (hooks, 1994_2018 : 81).

Malgré leurs biais androcentriques ou leurs « manière[s] de construire un paradigme de libération phallogentrique », certains travaux sont une occasion d'apprendre, d'étancher une soif. Comme le défend bell hooks à propos de Paulo Freire :

« Je ne voudrais pas qu'une critique de cet angle mort puisse éclipser la capacité de quiconque (et des féministes en particulier) à apprendre de ces connaissances. [...] Le sexisme de Freire s'exprime dans le langage de ses premiers travaux, bien que le contenu reste en grande partie libérateur. Il est inutile d'excuser ce sexisme. [...] C'est la pensée féministe qui me donne les moyens d'entreprendre une critique constructive [de ces] travaux. [...] C'est un cadeau si puissant de trouver des travaux qui encouragent à se libérer, alors peu importe si le cadeau comporte des défauts. » (hooks, 1994_2018 : 81).

En suivant l'exemple de Ochy Curiel, Sabine Masson et Jules Falquet dans *Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes* (2005b), notre démarche est de « tisser des alliances et des ponts entre continents, entre femmes et entre savoirs féministes » (2005 : 5) d'un côté et de l'autre de l'Océan Atlantique, en s'appuyant sur les productions scientifiques mais aussi sur les productions populaires et militantes latinoaméricaines et occidentales.

Cet exercice n'est pas des plus spontanés pour une personne socialisée en Occident, travaillant dans des environnements intellectuels où les cadres de pensée occidentaux prédominent et ayant accès prioritairement à des publications occidentalocentrées. C'est pourtant l'objectif de cette thèse, fondée sur le postulat que c'est bien la perspective la plus cohérente pour explorer ces questions. Lorsque les critères de crédibilité épistémologique font partie d'un système d'oppressions qu'ils contribuent à produire, il est alors nécessaire de s'écarter de ces pratiques. C'est une question de « responsabilité épistémologique » (Tuana, 2006 : 14). Les personnes souhaitant tendre vers des épistémologies libératrices doivent se demander si les pratiques épistémologiques peuvent être travaillées, altérées, corrigées ou si elles doivent simplement être abandonnées (*ibid.*). Il faut de l'« imagination sociologique » affirme Boaventura de Sousa Santos (2011). D'où la nécessité d'appréhender le cadre scientifique occidental comme *un* cadre parmi d'autres.

L'étude de l'articulation entre féminisme et agroécologie au Brésil proposée dans ces pages se fonde sur deux axes principaux : l'organisation des résistances (ses formes structurelles, ses techniques de lutte), d'une part, et le processus d'*empowerment* à partir d'une approche socio-environnementale d'autre part. Cette démarche nous semble répondre à la proposition suivante :

« N’y a-t-il pas au contraire une opportunité d’apprendre des expériences du Sud ? La vérité, c’est qu’après avoir passé cinq siècles à faire la leçon au reste du monde, le Nord semble aujourd’hui incapable d’apprendre des expériences du monde. En d’autres termes, il semblerait que le colonialisme ait fait perdre au Nord sa capacité à apprendre selon des termes non coloniaux, c’est-à-dire selon des termes autorisant l’existence d’histoires autres que l’histoire universelle de l’Occident. » (Santos, 2016a : 28)

4| Pour un *empowerment* socio-environnemental

Pour un empowerment socio-environnemental. Sociologie d’un mouvement féministe alternatif au Brésil appréhende donc la construction d’une utopie réelle féministe environnementaliste à partir de l’expérience du mouvement féministe agroécologique au Brésil. Nous le verrons, la notion de mouvement est polysémique. Elle est utilisée dans ce titre de façon englobante afin de désigner l’ensemble des agentes sociales mobilisées pour cette alternative émancipatrice et qui s’organisent au sein de ce que nous nommons l’« espace agroécologique féministe ».

Cette thèse est structurée en trois parties : *Penser les sciences, Faire du terrain en féministe, Construire l’alternative socio-environnementale*.

• Penser les sciences

La première partie : *Penser les sciences* propose, dans son **chapitre 1**, une **sociologie des absences** de l’agroécologie. Les controverses et différentes approches scientifiques en agroécologie sont présentées avant d’analyser ce champ scientifique et ses textes présentés comme incontournables, sous l’angle de la sociologie du genre. Cet exercice sociologique vise à saisir les processus qui reproduisent la structure des rapports de pouvoir et à identifier les obstacles auxquels se heurte l’agroécologie dans l’avènement de sa visée transformative.

Le **chapitre 2** s’essaie à une **écologie des savoirs** de l’agroécologie en présentant différents cadres de pensée latinoaméricains permettant de saisir les enjeux sociaux et environnementaux, globaux et locaux, et ce en opérant un retour historique contextuel : les luttes rurales au Brésil, la ré-émergence de l’agroécologie et le récent *agrogolpe*. La littérature scientifique et issue de la société civile sur les questions de féminisme et agroécologie permet de se familiariser avec les agentes actives sur ces questions au Brésil et avec les démarches privilégiées dans ce champ.

En fin de chapitre 2, nous présentons nos deux **hypothèses de recherche** qui ciblent les logiques d'action collectives de différents pôles pour la cause féministe agroécologique, d'une part, et la visée d'*empowerment* intersectionnel socio-environnemental d'autre part. Nous concluons cette première partie sur la mise en œuvre de la démarche scientifique visant à tendre vers une science sentipensée.

• Faire du terrain en féministe

Notre deuxième partie – *Faire du terrain en féministe* – emprunte bien entendu son titre à l'article d'Isabelle Clair (2016). Nous y développons la position de la chercheuse et le dispositif méthodologique.

Le **chapitre 3**, intitulé *Épistémologies · méthodologies · méthodes*, présente les rapports sociaux en présence dans l'enquête ainsi qu'un retour réflexif sur le parcours de thèse, le positionnement de la chercheuse, les outils de la recherche. Le terrain de recherche, pensé à partir d'une approche territoriale et d'une approche politique multi-pôles, est décrit, tout comme les différentes méthodes d'enquête mobilisées dans cette thèse, leurs potentiels et leurs limites. L'approche participative est développée à partir de l'objectif d'*empowerment* sur lequel elle se fonde.

Le **chapitre 4** est entièrement dédié au **projet filmique participatif : *Mulheres rurais em movimento***. La méthodologie féministe décoloniale et le dispositif en action sont exposés, suivis de l'analyse des effets du projet filmique pour la chercheuse et pour les co-productrices du film.

• Construire l'alternative socio-environnementale

Enfin, la troisième partie, *Construire l'alternative socio-environnementale*, se concentre sur les différentes résistances, stratégies de lutte et processus d'*empowerment*.

Le **chapitre 5** s'intéresse aux **résistances et r-existences sur le territoire** à partir de l'étude de l'*assentamento* Maceió, dans le Ceará. Un retour socio-historique inscrit les luttes des *assentad*s* dans la durée, éclairant les techniques de lutte collectives mobilisées – par la communauté et par les femmes en non-mixité – dans le but de « faire territoire ». L'agroécologie s'inscrit dans cette continuité des résistances et dans la mise en œuvre d'un « projet de vie féministe et agroécologique basé sur le territoire ». La résistance des *assentadas* est mise en lumière dans l'identification de leur puissance d'agir.

Le **chapitre 6** analyse la **politisation sentipensée** des militantes féministes agroécologiques. Leur lien à la terre-Terre et leur approche sentipensée à la production et à la nature sont explicités afin de saisir tous les enjeux de ce que nous nommons la « nécropolitique agrocapialiste ». Une analyse féministe de la violence est donc proposée dans son continuum avant de détailler les stratégies d'autodéfense et de *corazonar* des militantes. Les processus de conscientisation et d'*empowerment* sont ensuite exposés, à partir du visionnage du film *Mulheres rurais em movimento*, et à partir de l'analyse des processus de politisation de soi et du collectif.

Le **chapitre 7** porte la focale sur les **stratégies de coalition** mobilisées par les membres de l'« espace féministe agroécologique » afin de faire front. Les résistances nécessaires, déployées à l'intérieur des organisations et des institutions, sont définies à la lumière des attaques antiféministes. Les outils épistémologiques, pédagogiques et organisationnels permettant la formulation du projet féministe agroécologique sont présentés, avant d'aborder les stratégies de diffusion de cette alternative avec l'exemple des médias sociaux.

La **conclusion** de cette thèse propose de **caractériser l'empowerment socio-environnemental**. À la lumière des résultats de cette thèse et grâce à la mobilisation de cadres de pensée originaux, nous développons une approche totale de l'*empowerment*, intégrant la démarche épistémologique et méthodologique de recherche. Nous invitons enfin à déployer ce concept pour lui permettre d'innover la fusion entre social et environnemental.

PENSER LES SCIENCES

« A agroecologia não cumprirá seus propósitos de ser uma teoria e um modelo para a ação emancipatória dos camponeses, se não se ocupar também, teórica e praticamente, do enfrentamento às questões da subordinação das mulheres agricultoras. »

Emma Siliprandi, *Mulheres e agroecologia : a construção de novos sujeitos políticos na agricultura familiar*, 2009

« La science se construit-elle sur le dos des femmes ?* » (Larivière et al. 2013). Le regard réflexif sur les espaces scientifiques hégémoniques et sur les logiques de construction des savoirs reste généralement aux marges des travaux scientifiques occidentaux. *A contrario*, il est constitutif des études féministes, postcoloniales et décoloniales.

Démontrer le caractère androcentrique des sciences est une tâche ardue (R. W. Connell 1992). Le mythe de la neutralité des sciences bénéficie d'un caractère intouchable. D'où la nécessité d'engager des « logiques étranges » de recherche (Harding 2009 : 412) : penser les effets des rapports sociaux de sexe, de classe et de race sur les pratiques et programmes scientifiques en contexte de « colonialité du savoir » (Lander 2005) ; saisir les effets sur les groupes sociaux minorisés. Plus généralement, il s'agit de « penser à partir de la vie des femmes » (Harding 1991). C'est à partir de ces « logiques étranges » que nous allons approcher l'agroécologie.

En quoi l'agroécologie peut-elle véhiculer des biais de genre et s'inscrire dans la colonialité ? Il s'agit de questionner l'absence des femmes – au sens de leur invisibilisation sociale et scientifique – dans l'espace scientifique agroécologique. Comme le propose Nicole-Claude Mathieu : « Il ne s'agit pas tellement de chercher les femmes « derrière » les formes sociales manifestes, mais de voir dans les structures sociales étudiées, la signification de leur absence.²³ ».

Une sociologie des absences de l'agroécologie est réalisée dans le premier chapitre de cette partie *Penser les sciences*. Nous présentons ses principaux auteurs et les approches prépondérantes (1) ; pour ensuite analyser, sous l'angle de la sociologie du genre, la littérature scientifique des « leaders » en identifiant l'androcentrisme²⁴ des sujets-auteurs comme des textes (2).

Nous proposons ensuite une écologie des savoirs afin de ré-aborder l'agroécologie (chapitre 2). À partir d'une présentation de cadres de pensée latinoaméricains et d'un retour historique sur les luttes pour la terre, nous nous intéressons à la (ré)-émergence de l'agroécologie au Brésil (1). La revue de littérature scientifique et non scientifique sur l'agroécologie articulée au féminisme nous porte à formuler deux hypothèses de recherche que nous présentons en fin de partie (2).

²³ Nicole-Claude Mathieu (1985) « Critiques épistémologiques de la problématique des sexes dans le discours ethno-anthropologique ». Rapport pour l'Unesco, citée par Falquet, 2011.

²⁴ L'androcentrisme est « un biais théorique et idéologique qui se centre principalement et parfois exclusivement sur les sujets hommes et sur les rapports qui sont établis entre eux. Dans les sciences sociales, cela signifie la tendance à exclure les femmes des études historiques et sociologiques et à accorder une attention inadéquate aux rapports sociaux dans lesquels elles sont situées. » (Pascale Molyneux, 1977 ; citée par (Mathieu, 1991_2013).

CHAPITRE 1

AGROÉCOLOGIE : UNE SOCIOLOGIE DES ABSENCES

Une revue de la littérature *stricto sensu* ne rend pas compte des processus d'invisibilisation sociale, des rapports de pouvoir et des épistémicides à l'œuvre. L'approche qui est la nôtre - faire une sociologie des absences féministe et décoloniale - ne peut donc faire l'impasse d'une compréhension de ce qu'il y a derrière une revue de la littérature. Pourquoi certains auteurs sont présentés comme paradigmatiques ? Quelle est leur position socialement située ? Où exercent-ils ? Qui citent-ils ? Avec qui collaborent-ils ? Porter le regard sur la position située des auteur·es signifie tenir compte de la position sociale des personnes énonçant les savoirs. Quelle est leur place dans les différents rapports sociaux et dans quels contextes sociaux-historiques sont-ils immergés ? En effet, la production du savoir n'est pas neutre. Les épistémologies féministes dénoncent la prétendue neutralité des scientifiques qui usent d'un « truc divin qui consiste à voir tout depuis nulle part » (Haraway, 1988; citée par Clair 2016).

Après avoir présenté les différentes compréhensions de l'agroécologie énoncées par les auteurs dominants dans ce champ et le tournant politique de la discipline, nous porterons le regard sur la « colonialité du savoir » (Lander, 2005) agroécologique (1). Nous chausserons nos « lunettes genre » en proposant une ébauche d'analyse, sous l'angle du genre, de cette communauté scientifique « paradigmatique »²⁵ et des biais androcentriques véhiculés au sein du collectif cognitif (2). Enfin, nous identifierons quelques-unes des représenta-

²⁵ La qualification de paradigmatique est entendue au sens de Nicholas C. Mullins (1972). Celui-ci identifie, dans le développement d'une spécialité scientifique, une phase de « développement du paradigme » où un groupe de personnes, collectivement ou séparément, expérimente un changement de perception sur le sujet qu'ils et elles analysent. Par la suite, leurs recherches vont mobiliser cette nouvelle perception.

tions de genre véhiculées dans les articles scientifiques de cet espace dominant. Ce regard nous permettra d'étudier la visibilité et ses logiques et de proposer une compréhension de l'invisibilisation des femmes dans l'espace scientifique et dans les publications agroécologiques.

1| Controverses et approches distinctes en agroécologie

L'agroécologie est un « territoire en dispute » (Giraldo et Rosset 2018). Les conflits sont multiples : entre autres, sa définition, sa qualité de « science » qui produit les savoirs (les scientifiques et/ou les paysan·nes et indigènes), sa visée transformative technique, écologique, sociale et/ou politique. Nous présentons les définitions et les approches des trois « principaux auteurs publiant » (Wezel et Soldat 2009) de la « branche américaine » (Miguel Altieri, Stephen Gliessman et Charles Francis) ; de l'« école européenne » incarnée par le trio espagnol Eduardo Sevilla Guzmán, Manuel Molina et Gloria Isabel Guzmán Casado ; puis du trio brésilien Francisco Caporal, José Antônio Costabebber et Paulo Petersen.

1.1 L'agroécologie, cet objet de controverse

La définition de l'agroécologie suscite de nombreuses controverses à l'échelle nationale et internationale. L'exemple présenté ci-dessous montre une pluralité de clivages, dans le débat autour de l'agroécologie, qui dépassent le champ scientifique. Il s'agit d'un échange, publié dans les médias brésiliens, entre chercheurs faisant partie de la même institution. Sachant la tendance à limiter le recours à la violence devant le public (Lemieux 2007), cette controverse fait état de l'effervescence du débat et des positionnements antagonistes sur la question.

En 2009, cinq chercheurs·ses français·es et un chercheur états-unien publient l'article « Agroécologie en tant que science, mouvement et pratique. Une revue littéraire » (Wezel et al., 2009*). En juin 2013, Zander Navarro, professeur et chercheur à l'Institut brésilien de recherche sur l'agriculture et l'élevage (EMBRAPA), diplômé de l'Université de Sussex en Angleterre et de l'Institut de technologie de Massachusetts aux États-Unis, développe une critique acerbe

dans l'article scientifique « Agroécologie : remettre les choses à leur place » (Navarro, 2013a*). Au même moment, il publie un article de presse intitulé « Fées, elfes et agriculture » (Navarro, 2013b*). Il s'attaque au « mythe d'une science émergente » (2013a : 30). Selon le sociologue, l'agroécologie, telle que diffusée au Brésil, est une « fraude ». Elle ne constitue ni des pratiques agricoles, « ni une science émergente et encore moins un mouvement » (2013a : 42) mais un « mot complètement vide » (2013a : 26) qui, « bien que présent[e] publiquement sous de faux habits, cherche un 'nouveau format technologique' basé sur une science énigmatique jamais clarifiée. » (2013a : 18). Il affirme qu'il existe une « contrebande du terme agroécologie » qui déploie des « efforts et actions politiques anticapitalistes, à travers la critique de ladite agriculture moderne » (2013a : 18). Cette stratégie est une « manœuvre politique [...] non éthique et peut-être même immorale » (2013a : 19) qui « tente de réveiller une bonne vieille lutte des classes » (2013a : 26), mise en œuvre par des « secteurs radicalisés » qui manipulent non seulement de « nombreuses familles rurales pauvres » (2013a : 18) mais aussi la présidente (2013b) (*nb* : Dilma Rousseff). Dans tous les cas, pour le sociologue, il n'existe pas de définition scientifique de l'agroécologie. Ses « principes » (en référence à Abreu et al., 2012 ; Caporal et Costabeber, 2007) et « connaissances sont inexistantes » (2013a : 14).

En novembre 2013, sur le site internet du journal *Brasil de Fato*, le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST) republie sous le titre « La critique de l'agroécologie de Zander Navarro et son 'autisme scientifique' » (MST, 2013*) un article de José de Souza Silva, chercheur à l'EMBRAPA, diplômé en sociologie à l'Université de Kentucky. Le sociologue estime que Navarro est « furieux contre le gouvernement fédéral » qui lance le Plan National d'Agroécologie et Agriculture Biologique (PLANAPO) sans consulter « les semi-dieux » dont Navarro s'estime partie. José de Souza Silva affirme que Zander Navarro nie les « autres formes de savoirs » et « autres formes de faire science » que la sienne, édictant des « affirmations autoritaires », des vérités qu'il veut universelles, adoptant une « position politique et une subjectivité pour parler au nom de tous », « oubliant que la science agit sous autorité d'arguments et non pas sous l'argument de l'autorité ». Il dénonce : « Zander défend le capitalisme, sans le citer, en condamnant les agroécologistes les qualifiant d'anticapitalistes. Il s'agit du « plan caché » d'un gardien du capitalisme. » Pour José de Souza Silva, l'agroécologie est un « obstacle à l'accumulation infinie dans une planète finie » du fait de « proposer la culture des relations, des si-

gnifications et des pratiques qui génèrent, soutiennent et donnent sens à la vie humaine et non humaine ». Elle « émerge avec le constructivisme en percevant la réalité comme un réseau de relations, de significations et de pratiques entre toutes les formes et manières de vivre » alors que Zander Navarro pratique un type de science qui, par le passé, a été « impériale, coloniale et nationale » et qui est aujourd'hui une « science commerciale » qui « s'engage pour la durabilité de l'accumulation capitaliste et non pour la durabilité des modes de vie. »

Cet exemple révèle les clivages qui sous-tendent la question agroécologique. De même que le *buen vivir*, il s'agit d'un « concept en construction » qui est « objet de litige » (Svampa 2012). Les controverses sont des objets particulièrement heuristiques pour saisir les processus à l'œuvre dans les sphères de production du savoir (Lemieux 2007). Nous sommes ici en présence de deux hommes brésiliens, chercheurs dans une institution nationale, ayant tout deux étudié aux États-Unis et défendant deux modèles de science, deux pratiques scientifiques et deux modèles de société diamétralement opposés. Si ce processus conflictuel bat son plein au sein de la sphère académique, un autre agent entre ici en jeu : un mouvement social (le MST). Les dissensions portent sur des points variés : l'agroécologie peut-elle être qualifiée de science ? Existe-t-il une/des définitions scientifiques ? La science promeut-elle un ordre social, un projet politique ? Plus largement, ce débat fait état de la rupture prégnante au Brésil entre deux ordres sociaux fondés sur deux modèles d'agriculture différents : l'agrocultural²⁶ et l'agroécologie. Une dispute qui dépasse donc le champ scientifique, comme l'agroécologie elle-même, et dont nous allons ici explorer la pluralité de propositions.

²⁶ Voir cadre définition de concept page suivante.

Agrobusiness-Agrocapital

« Depuis les années 2000, une diplomatie omniprésente et une politique de coopération technique et financière servent les intérêts commerciaux de l'agriculture et de l'agro-industrie brésilienne. » (Sabourin, 2014 : 34). En dépit de la crise financière de 2008, le pays maintient une croissance continue de sa production agricole et de ses exportations agroalimentaires (croissance moyenne de 3,6% par an). La production agricole et ses exportations sont devenues des régulateurs de l'économie brésilienne. L'agriculture représente entre 22% et 26% du PIB depuis 1995 (CEPEA-USP, 2014). Rappelons que, bien qu'elle n'utilise que moins d'un quart des superficies, l'agriculture familiale assure en 2006 près de 38% du PIB agricole (Sabourin, 2014). Les enjeux économiques dépassent les frontières du pays pour positionner le Brésil sur l'échiquier international. C'est à la lumière de ces données que doit être appréhendé l'agrobusiness et l'agrocapital.

Le terme *agrobusiness* (*agronegócio* en portugais) émerge à la fin des années 1980 du fait des processus sociaux et politiques visant à promouvoir l'agriculture et de nouvelles formes de production agricole. Il désigne un système articulant les grandes propriétés terriennes - latifundiums - les industries chimiques, la métallurgie, la biotechnologie, le capital financier et le marché (Fernandes et Welch, 2008 cité par Rigotto et Rosa, 2012). Ce système s'appuie sur l'appareil politico-institutionnel et sur le milieu scientifique et technologique. Cette notion va au-delà de l'industrialisation de l'agriculture : la dimension agricole perd de son importance alors que la dimension industrielle est entendue comme l'ensemble des activités du groupe qui la contrôle (Leite et Medeiros, 2012).

L'agrobusiness au Brésil, porté par les « élites rurales modernes » (Scherer-Warren, 2007), contrôle des zones de plus en plus étendues et se caractérise par la concentration d'entreprises au déploiement internatio-

nal. Cette logique s'inscrit dans le système « agrocapitaliste » : un système ayant besoin d'un stock disponible de terres pour l'expansion, provoquant une constante hausse des prix des terres (*ibid.*). La notion d'« agrocapital » insiste sur la construction d'un mode de gouvernance où l'extractivisme – comme modèle d'accumulation fondé sur la surexploitation des ressources naturelles en grande partie non renouvelables mais aussi comme nouvel ordre économique et politique – est au cœur du modèle. L'accumulation primitive pour le capital se déploie au moyen de l'extractivisme ; ces priorités s'expriment dans le modèle politique en place. Au Brésil, l'alliance des « 3 B » montre la logique agrocapitaliste : le lobby « ruraliste », des lobbies pro-armement et de puissantes églises évangélistes gouvernent du pays.

Comme le souligne la sociologue brésilienne Leonilde de Medeiros (2010), ce système menace intrinsèquement sa propre reproduction : son besoin permanent de terres productives et de réserves de terres pour son expansion entraîne un risque fondamental en cas de changement de son indice de productivité agricole (ce qui est pourtant recherché). La monoculture et la concentration des terres, des revenus et des pouvoirs politiques des grands producteurs se développent à travers ce système (Rigotto et Rosa, 2012).

« Monoculture, latifundium, esclavage, racisme et technologie de pointe » sont les outils de « mise en place du système monde capitaliste moderne-colonial patriarcal », rappelle le Brésilien Carlos Porto-Gonçalves (2017 : 55). Monoculture et pesticides ne sont pas des techniques de production mais une technique de pouvoir dans un ordre agrocapitaliste : la production n'est plus dévolue pour soi mais pour exporter et vendre à grande échelle. Le rapport à la terre change comme les échelles, les rapports sociaux et l'ordre du pouvoir.

1.2 L'agroécologie selon les « leaders »

Dans le champs scientifique, l'agroécologie a ses « leaders²⁷ » : Miguel Altieri, Stephen Gliessman et Charles Francis sont les trois premiers « principaux auteurs publiant » (Wezel et Soldat 2009), soit ceux qui enregistrent le plus de publications scientifiques où les termes d'« agroécologie » ou « agroécologique » apparaissent dans le titre ou dans les mots-clés de l'auteur. Ils sont parfois présentés comme la « branche américaine » (Luzzi 2007) de l'agroécologie. Moins connues sur la scène scientifique internationale, une dite « école européenne » est citée dans de nombreux travaux, notamment au Brésil. Enfin, au Brésil, un trio trouve sa place dans les collaborations avec les deux groupes précités.

Initialement issus de l'agronomie et de l'écologie à partir des années 1930 (Gliessman 2007), les écrits scientifiques s'ouvrent à d'autres disciplines à la fin des années 1970 : sociologie rurale, études en développement, économie écologique (Hecht 1995). Ces dernières décennies, de nouvelles dimensions y sont intégrées : environnementale, sociale, économique, éthique (Wezel et al. 2009). Les trois « leaders » (Wezel et Soldat 2009) relèvent des premières disciplines : Miguel Altieri, agroécologue formé en entomologie ; Charles Francis, agronome et Stephen Gliessman, agroécologue formé en écologie des plantes. Tous trois définissent l'agroécologie comme « l'écologie des systèmes alimentaires » (C. Francis et al. 2003), puis valident sa qualification comme « une science, un mouvement, une pratique » (Altieri et Rosset 2018; Charles Francis et Wezel 2017; Gliessman 2014; Wezel et al. 2009).

Miguel Altieri est considéré comme l'un des fondateurs de l'agroécologie. Son livre *L'Agroécologie : bases scientifiques d'une agriculture alternative* (1983), publié en français en 1986 et au Brésil en 1989, contribue à la diffusion et l'appropriation de cette notion (Luzzi 2007). En dépit de « paternité », l'agroécologie est mobilisée avant les années 1980 dans des écrits scientifiques. Dès les années 1930, elle apparaît dans un ouvrage de Basil M. Bensing, un agronome russe ayant travaillé à l'Université d'Alaska aux États-Unis, pour décrire l'utilisation de méthodes écologiques dans la culture de plantes à destination commerciale (Guhur et Toná 2012; Wezel et Soldat 2009).

²⁷ Sur la proposition de Soldat et Wezel, op. cit., nous utilisons le terme de « leader » dans la suite du texte pour désigner Altieri, Francis et Gliessman. Par la suite, nous élargissons cet usage pour désigner ceux et celle qui dominent le champs scientifique dans les espaces présentés (Espagne et Brésil).

Les références scientifiques à l'agroécologie antérieures aux années 1960 appréhendent cette notion comme une discipline scientifique centrée sur les questions de production agricole (Wezel et al., 2009). À partir des années 1970, le nombre de publications s'intéressant à l'agroécologie augmente considérablement, avec une hausse de 100 % de 1988 à 2007.

Miguel Altieri et Stephen Gliessman sont considérés comme les principaux porteurs de la « branche américaine » de l'agroécologie (Guhur et Toná, 2012). Il s'agit en réalité de la branche états-unienne puisque ne sont pris en considération que des travaux issus d'université états-uniennes. C'est donc cette branche qui occupe davantage l'espace dans la littérature scientifique du fait de son nombre de publications. Les *writing studies* montrent que les disciplines scientifiques sont définies par la construction de rhétoriques particulières véhiculées par les écrits (Milard 2013). Ayant le plus grand nombre de publications à leur actif, ces trois auteurs font prévaloir leur approche. C'est pourquoi celle-ci occupe une place prédominante dans le débat scientifique sur l'agroécologie.

• **Ladite « branche américaine » : le trio états-unien**

Miguel Altieri (2004) et Stephen Gliessman (1997) critiquent les modes de production des savoirs associés à la « révolution verte ». Dans les travaux d'Altieri, l'approche agronomique prédomine : il est question de trouver des techniques qui permettent d'améliorer les systèmes agricoles. L'agroécologie fournit des « bases scientifiques pour une agriculture alternative » (Altieri, 1983_2012). Par la suite, il reprend la définition adoptée dans l'article de Wezel et al. (2009) qualifiant l'agroécologie de « science, pratiques et mouvement » : une science qui étudie le fonctionnement des agroécosystèmes à travers les mécanismes biologiques, biophysiques, écologiques, sociaux, culturels, économiques et politiques ; une pratique qui permet de cultiver de manière durable sans usage de produits chimiques dangereux et un mouvement qui vise à une agriculture durable écologiquement et socialement juste (Altieri et Rosset 2018).

Pour Stephen Gliessman, l'agroécologie est « l'application de concepts et de principes écologiques à la conception et la gestion d'agroécosystèmes²⁸ durables » (Gliessman, 2000: 54). Il s'agit d'un processus de transition qui doit né-

²⁸ L'agroécosystème est une unité géographique, sociale et écologique qui prend en compte les rapports humains et les liens entre humains et non humains (Gliessman 2000).

cessairement s'accompagner de critères sociaux dont la participation politique et l'*empowerment* des sujet·tes.

Les leaders reconnaissent la nécessité d'intégrer la sociologie, l'anthropologie, les sciences environnementales, l'éthique et l'économie (Francis et al., 2003 : 100) afin de « contribuer au développement de sociétés durables » (Francis et al., 2003 : 101) où Nature et société interagissent. Cette perspective ne se positionne pas en-dehors des rapports marchands : l'inclusion des consommateur·trices afin de « compléter le cycle agroécologique » est prônée (2003 : 113).

• Ladite « école européenne » : le trio espagnol

Dans la littérature brésilienne, Eduardo Sevilla Guzmán est fréquemment cité par des auteurs prolifiques (en termes de publications), comme Caporal, et dans les travaux de recherche. Il est qualifié de représentant de l'« école européenne » d'agroécologie avec Manuel González de Molina (Guhur et Toná, 2012). Ces deux auteurs sont espagnols et leur compréhension de l'agroécologie diffère d'autres existantes en Europe, notamment en France²⁹.

Agronome de formation, Eduardo Guzmán est titulaire d'un doctorat en sociologie rurale de l'Université de Reading en Angleterre et dirige l'Institut de sociologie et études paysannes à l'Université de Córdoba. Manuel González de Molina est docteur en histoire contemporaine puis directeur général de l'agriculture écologique au ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation de la Junta de Andalucía. Il est spécialiste en histoire agraire, en histoire environnementale et en agroécologie. Tous deux co-écrivent et collaborent, dans le cadre d'un programme doctoral, avec Gloria Isabel Guzmán, docteure en ingénierie agronomique et professeure d'agroécologie et d'histoire environnementale à l'Université Pablo de Olavide à Seville.

Cette « école européenne » estime que l'agroécologie est engendrée par l'interaction entre chercheur·euses et communautés rurales d'Amérique Latine (Guhur et Toná, 2012). Leur appréhension se distingue de ce qu'ils et elle nomment une « agroécologie faible* », qui ne vise qu'à résoudre des pro-

²⁹ Nous laissons volontairement de côté les débats et la littérature française et européenne sur la question. Pour une approche de la question, voir notamment le vol. 12, n°2 de la *Revue d'Anthropologie des connaissances* sur la « Production et circulation des savoirs de l'agroécologie » (2018).

blèmes technico-agronomiques. Ils et elle considèrent l'agroécologie dans sa « dimension intégrale », avec trois dimensions interconnectées (Guzmán Casado, Molina et Sevilla Guzmán, 2000) : écologique (technique productive), socioéconomique et culturelle (de développement endogène, local) et politique (de transformation socio-environnementale).

L'agroécologie propose « la gestion écologique des ressources naturelles à travers des formes d'action sociale collective qui proposent des alternatives à la crise civilisationnelle actuelle » (Sevilla Guzmán 2006) et vise la « transformation sociale ». L'objectif est d'enrayer la détérioration écologique et sociale générée par le néolibéralisme. La dimension politique se fonde sur l'utilisation de réponses endogènes qui visibilisent le contexte socioculturel, sur la coordination avec les mouvements sociaux de dissidence au néolibéralisme, engagés sur le territoire et avec les différent·es autres sujet·tes de l'agroécologie.

• Le réseau élargi : trois auteurs brésiliens

Trois brésiliens, Francisco Caporal, José Antônio Costabeber et Paulo Petersen, collaborent et co-écrivent avec les auteur·es précité·es. Caporal a longuement travaillé avec Costabeber, aujourd'hui décédé. Francisco Caporal est ingénieur agronome, professeur adjoint à l'Université Fédérale Rurale du Pernambouc, membre du groupe de recherche sur l'Agroécologie et la Paysannerie. Il est président de l'ABA (Association Brésilienne d'Agroécologie) de 2008 à 2011. Il est aujourd'hui une référence dans le milieu de la recherche brésilienne et l'un des premiers chercheurs à enquêter sur la transition agroécologique au Brésil dès les années 1990. Il assume également différentes charges au sein du gouvernement pétiste³⁰ de Luiz Inácio Lula da Silva, notamment au sein du MDA (Ministère du Développement Agraire) de 2004 à 2010. Paulo Petersen, quant à lui, écrit avec Miguel Altieri (Altieri, Funes-Monzote, et Petersen 2012) et avec Francisco Caporal (2011, 2018).

Pour Francisco Caporal et José Costabeber (2004), l'agroécologie fournit des bases scientifiques permettant d'appuyer les agroécosystèmes dans une transition écologique et durable, socialement juste. Il s'agit d'une « nouvelle agriculture capable de faire du bien aux hommes et à l'environnement comme un tout » (Caporal et Costabeber, 2002 : 1).

³⁰ L'expression « gouvernement pétiste » est un emprunt linguistique désignant le gouvernement du Parti des Travailleurs (PT).

Paulo Petersen est agronome de formation. Il coordonne aujourd'hui l'AS-PTA (l'association Accompagnement et Services aux Projets en Agriculture Alternative) et est vice-président de l'ABA. Il dénonce les impacts négatifs de l'agrobusiness et la logique d'appropriation des ressources naturelles de la Révolution Verte³¹. Pour Petersen, l'agroécologie est une « approche scientifique » où les savoirs traditionnels sont articulés aux connaissances scientifiques, ce qui requiert la participation active des agriculteurs.

1.3 Le caractère transformatif et critique de l'agroécologie

Récemment, les auteurs précités affirment la dimension politique de l'agroécologie. Son action pour la promotion d'une justice sociale est mise en exergue. Les mouvements sociaux au Brésil et en Amérique Latine adoptent cette posture publiquement. Pour certain·es auteur·es, la compréhension du savoir agroécologique s'inscrit dans le contexte historique de l'épistémicide colonial.

• Le tournant politique

Les mouvements sociaux ou les réseaux d'agroécologie affirment explicitement la visée transformative, comme l'illustre la déclaration du Forum international sur l'agroécologie coordonné par *La Vía Campesina* (2015) : « L'agroécologie est politique ; elle nous demande de remettre en cause et de transformer les structures de pouvoir de nos sociétés. » La nécessité d'une appréhension politique s'affirme dans la littérature scientifique. La dimension est d'abord portée par le trio espagnol. La « conscience agroécologique » se fonde sur les consciences de classe, de genre, d'identité, issues des formes d'actions sociales collectives de la société civile (Sevilla Guzmán 2011). Il s'agit d'une « stratégie méthodologique de transformation sociale » (Sevilla Guzmán 2006). Ce tour-

³¹ La « Révolution verte » est un modèle de production présenté comme « rationnel » tourné vers l'expansion des agro-industries et fondé sur une utilisation intensive de semences hybrides et d'intrants chimiques (fertilisants et pesticides), sur la mécanisation de la production et sur l'usage intensif de la technologie (Rigotto et Rosa 2012). Rappelons que l'agro-industrie représente la « reconversion » des industries d'armement à la fin des guerres dites mondiales « pour maintenir de grands profits: les matériaux explosifs sont devenus des engrais synthétiques et azotés, les gaz mortels des produits agrochimiques et les tanks, des tracteurs » (Fideles, 2006 cité par Rigotto et Rosa, 2012). Au Brésil, la Révolution verte a intensifié les expropriations et les expulsions, aggravant le processus d'exode rurale et provoquant le départ de plus de 20 millions de paysan·nes pour la périphérie des villes (Welch 2012).

nant politique de l'agroécologie est adopté par les « leaders » et auteurs précités.

Pour Francisco Caporal ; l'agroécologie incorpore l'idée de justice sociale et de protection environnementale et doit garantir « l'accès aux droits basiques et le respect des différences culturelles, de genre, de race, d'ethnie, de considération de valeurs et visions » (Caporal, 2008). Dans *Agroécologie et politique. Comment réussir la durabilité ? Sur la nécessité d'une agroécologie politique** (2013), Francisco Caporal et José Molina encouragent au développement d'une « agroécologie politique » : discipline, pratique et idéologie visant la durabilité. L'action collective des mouvements sociaux, la participation électorale, les alliances entre forces sociales, entre autres, doivent être mobilisées. Toutefois, en 2014, Francisco Caporal s'oppose à la compréhension de l'agroécologie comme « science, mouvement et pratique » et à la dimension féministe de l'agroécologie³².

Stephen Gliessman (2014 : xii) souligne le besoin d'une « voix politique en lien étroit avec les mouvements sociaux* ». La dimension éthique est défendue par Miguel Altieri dès 1980. Son dernier ouvrage avec Peter Rosset affirme l'agroécologie comme « science dotée d'une éthique sociale et écologique [...] visant à réaliser des systèmes de production respectueux de la Nature et socialement équitables.* » (Altieri et Rosset, 2018 : 84). L'agroécologie est présentée comme une science alternative, distincte et critique de la science conventionnelle (Altieri et Rosset 2018; Sevilla Guzmán 2011), qui valorise les « multiples formes de savoirs des groupes historiquement subordonnés » (Sevilla Guzmán, 2011 : 14).

• La place des savoirs subordonnés en agroécologie

Au-delà des auteurs paradigmatiques mobilisés jusque ici, différent·es auteur·es se positionnent sur la question des savoirs agroécologiques, élargissant les perspectives épistémologiques. Nous nous appuyons sur trois scientifiques collaborant avec les auteurs précités : Susan Hecht, Victor Toledo et Enrique Leff.

Susan Hecht est géographe spécialisée sur le développement tropical en Amérique Latine et professeure à l'Institut de l'environnement et de la durabilité* (UCLA), aux États-Unis. Victor Toledo est un écologue mexicain. Il et elle ont écrit avec Miguel Altieri. Enrique Leff est un économiste mexicain

³² Voir introduction et annexe.

considéré comme l'un des penseurs clés de l'écologie politique en Amérique Latine.

Pour nombre d'auteur·es, l'agroécologie critique la production du savoir dans l'entre-soi scientifique. Pour l'ensemble des auteur·es présenté·es jusqu'à présent, les savoirs paysans ont une place centrale. Selon Miguel Altieri, « les racines authentiques de l'agroécologie se trouvent dans la rationalité de l'agriculture indigène et paysanne » (Altieri, 1995 ; Altieri et Rosset, 2018 : 31).

Selon Francisco Caporal, ce postulat de la prétendue supériorité des sciences conventionnelles rend les scientifiques incapables d'écouter ce que les agriculteurs ont à dire. Victor Toledo estime que l'agroécologie opère un « saut épistémologique et méthodologique qui fournit de nouvelles façons de faire de la science » (Toledo, 2016* : 43). Selon l'auteur, c'est un « nouveau paradigme scientifique », « une science politique et socialement engagée » (2016 : 43).

Dans une perspective critique, Enrique Leff propose une réflexion sur le « savoir agroécologique » (Leff 2002) qui rejoint la pensée post-développementaliste de Arturo Escobar (2005), les critiques de la « colonialité du savoir » (Lander 2005) et la pensée écoféministe. Le projet de l'agroécologie s'oppose à la rationalité économique « contre nature » et à l'usage de la science agronomique pour l'augmentation de la productivité orientée vers la monoculture et l'exportation. *A contrario*, il s'agit de développer une nouvelle conscience et organisation collective pour un développement alternatif au projet néolibéral et au modèle homogénéisant (Leff, 2002).

Selon l'auteur, l'agroécologie se nourrit des savoirs d'ordre éthique et culturel des peuples et est constituée de savoirs et pratiques non scientifiques. En cela, tant qu'elle sera comparée aux « sciences normales » et leurs valeurs, elle ne sera pas à proprement parler un « paradigme scientifique ». Ses savoirs ne sont pas validés et invalidés dans un laboratoire scientifique mais dans les pratiques de production des agriculteurs, paysans et indigènes (*ibid.*).

Susan Hecht offre dès les années 1990 une perspective clé sur les savoirs agroécologiques. Si le mot n'est pas cité, il est question de l'épistémicide³³ perpétré sur les groupes paysans. Les populations non occidentales subissent trois processus historiques provoquant la négation de leurs savoirs agronomiques :

³³ Soit la dévalorisation, négation, invisibilisation, voir destruction totale de modèles de savoirs non hégémoniques. Dans une critique de la rationalité occidentale, l'épistémicide va soit totalement détruire les autres formes de savoirs et rationalités, soit hiérarchiser en érigeant les savoirs occidentaux comme uniques savoirs légitimes et valides.

la destruction de la transmission des pratiques agricoles ; l'esclavage, le colonialisme et les processus de marché ; l'émergence de la science positiviste. Ces processus anéantissent toutes les formes de connaissances non scientifiques. Les cérémonies rurales sont qualifiées de « sorcellerie » et les populations rurales sont persécutées (Ginzburg, 1983 ; cité par Hecht, 1995). Cette approche rejoint celle de l'historienne et philosophe italienne, Silvia Federici, sur le triple processus d'enclosure : des terres, des corps, des savoirs (2014).

Sans être citée dans les travaux sur l'agroécologie, la contribution de Juan Camilo Cajigas Rotundo sur la « biocolonialité du pouvoir » (2007) offre une contextualisation de cet épistémicide dans le déploiement de l'agrocapi-tal : le développement des biotechnologies et de l'ingénierie génétique par les entreprises modifient les économies locales, impacte la santé des populations et s'approprie les savoirs et les expériences des populations autochtones en Amérique Latine. Le terme de « biopiraterie », introduit par Pat Mooney en 1993, puis popularisé par l'écoféministe Vandana Shiva (2002) rejoint cette dénonciation du vol des connaissances relatives à l'utilisation des ressources en agriculture ou en médecine, mais aussi du vol des matières premières. La question des savoirs concentre et exprime non seulement des rapports de pouvoir imbriqués mais aussi les enjeux environnementaux en contexte de « colonialité du pouvoir ».

Pour Susan Hecht, l'agroécologie n'est pas une « nouvelle » compréhension, de nouveaux savoirs. Il s'agit d'une « redécouverte* » (Hecht, 1995). Miguel Altieri et Peter Rosset adoptent et citent cette thèse de Susan Hecht dans leur récente publication, affirmant la « ré-émergence de l'agroécologie fin des années 70 et début des années 80 » (2018 : 11).

Il existe donc un lien central entre une « vision politique et une vision de l'avenir (le mouvement), une application technologique (les pratiques) pour atteindre les objectifs, et les moyens de produire la connaissance (la science) » (Wezel et al., 2009 : 511). Pourtant, la « conscience de genre » (Sevilla Guzmán, 2011), énoncée par les auteurs, peine à être intégrée, notamment dans les espaces et pratiques scientifiques. L'exemple du VI^e Congrès international de la SOCLA en 2017 est illustratif : c'est suite à la protestation des participantes

face à l'invisibilisation de la contribution des femmes à l'agroécologie que la SOCLA s'engage à « démanteler le patriarcat, le racisme et autres formes d'exclusion présentes au sein du système alimentaire. »

Qu'en est-il au sein des espaces de promotion scientifique de l'agroécologie ? Dernièrement, Miguel Altieri et Peter Rosset affirment que « le féminisme est un courant important de la pensée agroécologique et peut devenir un élément essentiel des processus agroécologiques, tandis que ces processus peuvent contribuer à renforcer le féminisme. » (2018 : 100). Le féminisme reste-il aux marges de ce tournant politique de l'agroécologie, notamment dans sa dimension réflexive ?

2| De qui sont ces savoirs ? La sociologie du genre confronte l'agroécologie³⁴

« La science de qui, le savoir de qui ?* » demande Sandra Harding (1991). Qui produit les savoirs scientifiques, quels sont les sujets et les objets légitimes de la connaissance ? (Gardey 2005). Les écrits scientifiques, comme activité sociale, reflètent non seulement les positions sociales des auteur·es mais contribuent également à la structuration des collectifs. Nous avons vu les définitions et propositions des « leaders actuels de l'agroécologie » (Wezel et Soldat 2009). Nous allons maintenant nous intéresser à ce qu'ils font et ce qu'ils provoquent par leurs pratiques scientifiques.

L'androcentrisme souvent récurrent des sciences qui se pensent au masculin en définissant la pensée comme neutre ou universelle, est-il à l'œuvre dans la science alternative proposée par l'agroécologie ? Comment le champ scientifique s'emploie à construire la dimension politique, éthique, transformative qu'il annonce ? Dans quelle mesure la « conscience de genre » (Sevilla Guzmán 2011) est-elle intégrée ? Si nombre d'articles questionnent l'agroécologie en tant que science, cette partie vient l'étudier en tant que « science normale » (Chabaud-Rychter, Descoutures, Devreux, et Varikas 2010) à travers l'analyse de l'androcentrisme présent ou dépassé par les scientifiques.

Nous allons questionner aussi bien la représentativité portée que les conceptualisations de genre déployées par le champ scientifique. Pour cela,

³⁴ Titre en référence à l'ouvrage de Sandra Harding *De qui est la science? À qui appartient la connaissance? Penser à partir de la vie des femmes** (1992).

nous mobilisons la sociologie des absences³⁵ (Santos, 2002) alimentée des apports scientifiques féministes, qui démontrent que ce qui n'existe pas est, en réalité, activement produit comme tel : les absences sont socialement construites. Par l'analyse de la littérature scientifique des leaders, nous allons d'un côté sonder les logiques de visibilité hégémonique qui produisent et légitiment des formes sociales de non-existence ; de l'autre, nous allons mettre en lumière les absentes et disqualifiées. Il s'agit de s'intéresser aux pratiques scientifiques reflétées par les écrits mais aussi au contenu des écrits.

Nous étudions, dans un premier temps, la production de genèses historiques de l'agroécologie par les leaders afin de saisir les logiques de visibilité et d'invisibilité d'auteur·es (1). Qui est présenté·e comme partie de l'histoire ? Pour cela, nous analysons cinq listes présentant des « travaux importants de l'Histoire de l'agroécologie », publiées entre 1998 et 2014 par les trois « principaux auteurs publiant » – Miguel Altieri, Charles Francis et Stephen Gliessman. Nous mettons en parallèle ces résultats avec deux chapitres d'ouvrages sur l'histoire de la pensée agroécologique, publiés en 1995 et 2018. Ensuite, nous nous plongeons dans les écrits des leaders (2) afin de saisir les représentations des femmes rurales et leurs effets possibles sur les agricultrices et sur les lectrices. Nous citons en miroir des exemples de littérature scientifique féminine et féministe en agroécologie fournissant une représentation alternative.

³⁵ La « sociologie des absences » enquête sur la construction des formes d'inexistence dans un double mouvement : d'un côté, démontrer que ce qui n'existe pas est, en réalité, activement produit comme tel ; de l'autre, transformer les objets impossibles en possibles et transformer les absences en présences (B. de S. Santos 2002). Si cette sociologie s'écrit sous la plume du sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos et sous le chapeau des « épistémologies du Sud », elle se fonde sur le travail épistémologique de scientifiques latinoaméricain·es ne bénéficiant pas d'une telle visibilité et accessibilité à la publication internationale. Ces réflexions s'inspirent notamment du travail des Colombien·nes Orlando Fals Borda, Virginia Gutiérrez de Pineda et Camilo Torres Restrepo, mais aussi du Brésilien Paulo Freire, entre autres. C'est en étant face aux limites de la théorie de Talcott Parsons pour comprendre la réalité paysanne colombienne que Fals Borda s'engage dans un long processus réflexif, alimenté par son expérience personnelle, faisant naître les « sociologie de la subversion » et « sociologie de la libération » fin des années 1960. Ses travaux questionnant le colonialisme intellectuel et explorant oppression et libération coïncident avec la « pédagogie de l'opprimé » de Freire dans un moment clef de réflexion épistémologique.

2.1 Une communauté scientifique conjuguée au masculin occidental

Les « principaux auteurs publiant » cités par Soldat et Wezel (2009 : 8) se genrent au masculin absolu : Miguel Altieri, Charles Francis, Stephen Gliessman, Norman Thomas Uphoff, Basil M. Bensing, Wolfgang Tischler, Peter Michael Rosset, Tommy Dalgaard, Doyle McKey, John R. Porter. Le tour d'horizon des « travaux importants dans l'histoire de l'agroécologie » (Gliessman 2014; Wezel et al. 2009) affiche une communauté scientifique exclusivement masculine et occidentale ou liée aux universités occidentales.

Intéressons-nous en premier lieu aux universités d'affiliation des auteurs³⁶. À l'exception de Peter Rosset, tous sont affiliés à des universités états-uniennes ou, dans une moindre mesure, européennes. Si Miguel Altieri est de nationalité chilienne et américaine, son université de rattachement est états-unienne (Berkeley). Si Peter Rosset est rattaché aujourd'hui à un établissement mexicain (ECOSUR), il réalise ses études supérieures d'abord à Londres puis dans le Michigan. De même, si Stephen Gliessman travaille parfois en Amérique Latine, il est diplômé et employé à l'Université de Santa Cruz, en Californie. Les auteurs affiliés aux universités états-uniennes regroupent le plus grand nombre de références bibliographiques (133 des 503 références). Universités états-uniennes et canadiennes comptent 148 des 503 références des « auteurs publiant » quand les universités européennes (Royaume-Uni, France, Allemagne, Pays-Bas, Italie) en comptent 164. De l'Amérique Latine, seul le Brésil figure dans ce recensement avec 14 références. L'Afrique représente 37 références (Nigeria et Kenya). La Chine (23) et l'Inde (18) sont également représentées.

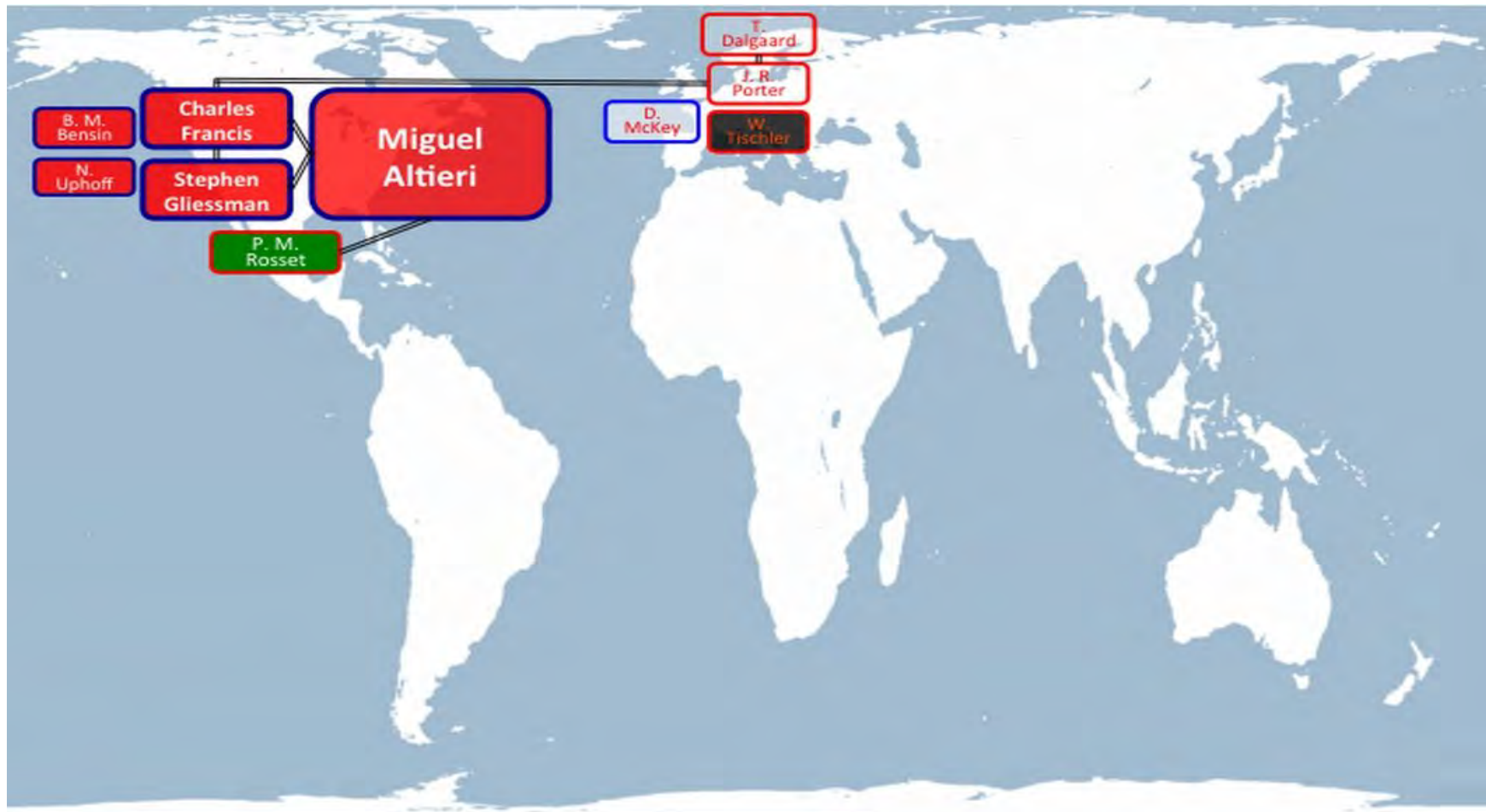
Sur l'exemple du travail de Nicholas Mullins (1972), et en nous appuyant sur les données de ces articles recensant les « travaux importants » en agroécologie, nous tentons de saisir les positions sociales dans la colonialité du savoir et les liens entre les auteurs par une représentation graphique. Afin de ne pas reproduire une projection géographique hégémonique et coloniale³⁷, nous utiliserons ici une projection alternative : la projection de Peters³⁸. Les neuf « principaux auteurs publiant » (Soldat et Wezel, 2009) y figurent, la taille des rec-

³⁶ Informations recueillies à partir des pages internet universitaires ou personnelles des auteurs.

³⁷ La carte du Mercator représente de façon disproportionnée les puissances coloniales par rapport aux continents colonisés, elle a été qualifiée d'eurocentriste.

tangles nominatifs est proportionnelle à leur nombre de publications. Les couleurs des rectangles et leur position dans l'espace correspond au pays de leur université d'affiliation. Par exemple, Peter Rosset étant affilié à une institution mexicaine (en vert) est situé au sud des auteurs affiliés aux universités états-uniennes (en rouge). Les co-écritures sont représentées par une double ligne.

³⁸ La projection de Arno Peters confère à chaque État son importance territoriale. En effet, elle maintient la proportion entre les surfaces réelles des continents reproduites sur la carte. Malgré ce caractère davantage proportionnel, respectant angles et surfaces, la projection de Peters n'est pas non plus exacte dans la mesure où elle ne respecte pas les contours.



— Co-auteurs
 Les cadres sont proportionnels au nombre de publications

Auteure : Prévost H., 2018
 Fond de carte: Peters projection, white & blue.png par Mike Linksvayer
 Données issues de : Wezel et al., 2009 et Francis et al., 2003

Illustration 1: Position socio-géographique des neuf "principaux auteurs publiant"

Cette représentation nous permet de « situer » les affiliations universitaires des « principaux auteurs publiant » en agroécologie. Le regroupement des auteurs au Nord global et le vide laissé dans les autres lieux de savoir est ici prégnant. Ainsi, les universités occidentales (ici européennes et états-uniennes) sont le lieu privilégié de production des travaux cités. Elles représentent 88 % des références. Aucune université latinoaméricaine n'est représentée à l'exception des 14 références brésiliennes et du Mexique du fait des publications de l'états-unien Peter Rosset. Comment expliquer ce déséquilibre des lieux de production des savoirs pour les travaux dits centraux en agroécologie ? D'autant plus quand l'« école européenne » d'agroécologie défend l'idée que l'agroécologie naît de l'interaction entre disciplines scientifiques et communautés rurales d'Amérique Latine (Guhur et Toná, 2012 : 61) ?

En premier lieu, notons que les travaux sur les injustices épistémiques pointent les logiques de la science dite « moderne » fondée sur un système colonial : la collecte de données et l'application sont réalisées dans les colonies ou anciens territoires colonisés, tandis que la théorisation se produit dans la « métropole » (R. Connell 2011b). Selon cette logique, il n'est pas étonnant que nombre d'expériences agroécologiques soient réalisées en Amérique Latine, auprès des communautés rurales locales mais que les publications soient affiliées à des universités occidentales. Par ailleurs, différents éléments permettent à une université d'être proactive à l'échelle internationale : son accès aux revues scientifiques, ses ressources matérielles et financières, l'usage de l'anglais, entre autres. Une hégémonie à l'échelle mondiale se dessine du fait de la centralité et du prestige, de l'influence sur les autres institutions et sur la concurrence³⁹ (Marginson, 2008).

³⁹ Le classement académique des universités mondiales réalisé par l'université Jiao Tong de Shanghai intervient dans cette hégémonie. Les critères sont le nombre de publications dans les deux revues scientifiques *Nature* et *Science*, le nombre de citations de ces articles dans des revues scientifiques référencées, le nombre de prix Nobel et de médailles Fields attribués aux élèves et aux personnels de l'université. Si ce classement a été dénoncé pour son caractère non scientifique et pour ses critères favorisant les universités états-uniennes et anglaises, notamment par le sociologue des sciences Yves Gingras, il n'en reste pas moins un classement extrêmement médiatisé, aux enjeux académiques forts. À quelques exceptions près, les 20 premières universités classées chaque année depuis 2003 sont systématiquement états-uniennes et anglaises. Ainsi, ces universités bénéficient de privilèges qui s'auto-alimentent : « Dans les universités de tête se concentrent le prestige, les ressources financières, les talents, les infrastructures et la production de savoirs, et chacune de ces richesses contribue à produire les autres. » (Marginson, 2008 : 98).

L'accès privilégié aux ressources, aux moyens de production et de diffusion des savoirs et la capacité de cooptation des chercheurs·euses permettent de comprendre la prépondérance d'une telle représentation. Les travaux dits « centraux » sont le reflet d'une « géopolitique de la connaissance » (W. Mignolo 2001), d'une « colonialité du pouvoir » (Quijano 2005) qui réaffirme le lieu unique d'énonciation du savoir. Ces travaux présents sur les listes ne sont pas tant des publications importantes que le fruit d'une « économie mondiale du savoir » (R. Connell 2014b) construisant l'hégémonie universitaire états-unienne et plus largement, occidentale. Les membres de cette communauté fédèrent un collectif de pensée. Ils construisent une « aire de recherche » entretenue par le jeu des références bibliographiques (Small, Griffith, 1974 ; Hargens, 2000 ; cités par Milard, 2013).

Lorsque les scientifiques sont cités, cela reste sur la logique d'entre soi : les auteurs qui publient le plus restent les plus cités. Ils se citent entre eux et écrivent en commun. Pour exemple, Enrique Leff, à l'occasion du Séminaire international sur l'Agroécologie de Porto Alegre en 2002, indique lors de sa communication : « Participent à cet événement : Toledo, poète de l'ethnobiologie, et Altieri, maître fondateur des sciences et techniques de l'agroécologie ; l'amalgameur Gliessman, le forgeron Sevilla. » (Leff, 2002* : 36). Le programme doctoral en « Agroécologie, sociologie et développement rural durable » lancé en 1991 par Gloria Guzmán, Manuel Molina et Eduardo Sevilla Guzmán, invitent, comme intervenant·es, les membres de cette communauté scientifique : Miguel Altieri, Stephen Gliessman, Enrique Leff, Peter Rosset, Victor Toledo, entre autres. Une « confrérie de maîtres de l'agroécologie » (Leff, 2002 : 36) est ainsi réaffirmée. Les jeux de citations ont une finalité d'alliances et de constitution de collectifs cognitifs. Cela permet au chercheur de construire et diffuser sa propre position dans un contexte socio-cognitif spécifique (Milard, 2012).

2.2 Les sujets légitimes de l'agroécologie : la production des leaders

Une fois cette situation des « principaux auteurs publiant » mise à jour, intéressons nous à leur littérature. Identifions la place faite/prise aux femmes en agroécologie à partir de la production des « généalogies » de la pensée agroécologique.

• Agroécologie : où sont les femmes ? La visibilité scientifique et ses logiques

Entre 1998 et 2014, des listes des travaux « importants » ont été publiées par les leaders ainsi que dans l'article de Wezel et al. (2009), devenu incontournable. Ces références permettent de saisir les éventuelles évolutions de légitimité conférée aux textes. Les listes sont :

- 1) les « Travaux Importants dans l'Histoire de l'Agroécologie » (Gliessman 1998) ;
- 2) les « Publications phares utilisant le mot ou concept d'agroécologie » (C. Francis et al. 2003) avec Stephen Gliessman et Miguel Altieri en co-auteurs et qui est une modification de la publication de 1998 ;
- 3) les « Travaux Importants dans l'Histoire de l'Agroécologie » (Gliessman 2007) ;
- 4) les « Travaux Importants dans l'Histoire de l'Agroécologie » (Wezel et al. 2009) avec Charles Francis en co-auteur et qui est une adaptation de la publication de Gliessman, 2007 ;
- 5) les « Travaux Importants dans l'Histoire de l'Agroécologie » (Gliessman 2014).

Premier élément incontournable : toutes ces listes se fondent sur le travail de Stephen Gliessman. Non pas qu'il n'en n'existe pas d'autres : Susan Hecht publie en 1995 un chapitre d'ouvrage dédié. Mais la centralité de l'auteur dans ce champ scientifique fait prévaloir son unicité. Les listes publiées par Stephen Gliessman ne font pourtant aucune mention des critères de sélection des « travaux importants dans l'Histoire de l'Agroécologie ». Francis et al. ciblent uniquement les publications utilisant le terme « agroécologie » sans expliciter les critères de sélection. Les choix opérés pour « adapter » la liste de Gliessman (2007) ne sont pas indiqués par Wezel et al.

Combien de femmes auteures figurent dans cette liste ? « Étrange aberration analytique » (Chabaud-Rychter et Gardey 2004) : le genre des auteur·es n'est pas mentionné, les prénoms ne sont pas indiqués. Il faut donc effectuer une recherche afin d'obtenir les noms complets. La figure du scientifique n'est pas envisagée dans sa dimension genrée (*ibid.*). C'est au moyen de recherches sur Internet (consultation des pages universitaires de chaque auteur·e, des pro-

fil sur le réseau social académique *Research Gate*) que les prénoms et l'identité de genre des personnes peut être assignées⁴⁰. La première recension de Gliessman (1998) ne comporte aucune femme. À la suite de cette liste, dix « Recommandations de lecture » (1998 :16) sont proposées : aucune femme n'y figure. En 2007, une femme est citée : Diane Rickerl, co-auteure avec Francis (2004). De même que pour la précédente publication, 13 « Recommandations de lecture » sont proposées dont deux ouvrages ayant une femme co-auteure : Sandra Postel, *Rivers for Life : Managing Water for People and Nature* (2003) et Diane Rickler, ouvrage mentionné dans la liste, *Agroecosystem Analysis* (2004). Aucune mention n'explique le classement de l'ouvrage de Postel dans les lectures recommandées mais son absence des « travaux importants ». À cette époque, Stephen Gliessman a déjà co-écrit un article avec trois auteures Patricia Allen, Debra Van Dusen et Jackelyn Lundy ; Altieri a déjà publié avec Susan Hecht : des références que l'article de Francis et al. est le seul à qualifier de « publications phares ».

⁴⁰ Afin de procéder à la démonstration d'une absence construite du groupe social des personnes assignées femmes, nous faisons une utilisation stratégique de l'essentialisme : nous effectuons une assignation méthodologique à une identité de genre selon un schéma binaire. Cette méthode ne dit rien de l'identité de genre propre aux personnes.

Référence étudiée	1) Gliessman, 1998	2) Francis et al., 2003	3) Gliessman, 2007	4) Wezel et al., 2009	5) Gliessman, 2014
Période couverte	1928-1984 (56 ans)	1928-2002 (74 ans)	1928-2004 (76 ans)	1928-2007 (79 ans)	1928-2013 (85 ans)
Année d'apparition de contribution de femmes	/	1990	2004	2003	1999
- Nombre de références avec participation de femmes/nombre de références totales - Références avec participation de femmes	0/18	3/29 *Allen, Dussen, Lundy & Gliessman, 1990 *Altieri & Hecht, 1990 *Flora, 2001	1/24 *Rickerl & Francis, 2004	1/31 *Francis et al., 2014	5/37 *Guzmán-Casado, González de Molina, Sevilla- Guzmán, 1999 *Francis et al., 2003 *Rickerl et Francis, 2004 *Wezel et al., 2009 *Mendez et al, 2013
Nombre de femmes co-auteurs parmi les références citées et noms	0	4 *Patricia Allen *Debra Van Dusen *Jackelyn Lundy *Susan Hecht	1 *Diane Rickerl	4 *Cornelia Flora *Mary Wiedenhoeft *Nancy Creamer *Diane Rickerl	7 *Gloria I. Guzmán-Casado *Cornelia Flora *Mary Wiedenhoeft *Nancy Creamer *Diane Rickerl *Dominique Vallod *Roseann Cohen
Nombre de femmes auteures (seule) et noms	0 /	1 *Cornelia Flora	0 /	0 /	0 /
Nombre de femmes sur l'ensemble des auteur·es cité·es ⁴¹	0/20	5/35	1/25	4/42	7/56
Pourcentage de mention de femmes sur total des auteur·es cité·es	0 %	14 %	4 %	9,5 %	12,5 %
Nombre total de femmes apparaissant dans les différentes sources					11

Tableau 1: Représentation féminine dans les travaux relatant l'« Histoire » de l'agroécologie scientifique

⁴¹ Noms des auteur·es apparaissant dans la liste.

Certaines auteures apparaissent puis disparaissent au gré des listes. Cette comparaison met en avant qu'il ne s'agit pas d'une absence de travaux réalisés par les femmes scientifiques en agroécologie ou l'absence de femmes en agroécologie mais bien de pratiques portant à l'invisibilisation de celles-ci. Par exemple, l'article de Francis et al. recense davantage de femmes que les articles de Gliessman (1998, 2007) et Wezel et al. (2009) alors même qu'il ne cite que les publications utilisant le terme « agroécologie ».

On serait en droit de se demander pourquoi les 65 articles scientifiques et 17 ouvrages de Susan Hecht publiés entre 1979 et 2016 n'ont pas retenu l'attention des auteur·es de ces listes.

Comment expliquer l'absence de Clara Nicholls, alors même qu'elle est une des plus fréquentes co-auteur·es d'Altieri⁴² et que la troisième référence la plus citée d'Altieri est l'ouvrage co-écrit avec elle en 2004⁴³ ?

Le désintérêt pour les travaux de Ana Primavesi pose également question : elle publie 11 livres, 94 articles scientifiques au Brésil et dans des revues internationales. Elle reçoit le prix « One World Award » (2015) décerné par la Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique (Ifoam) et cofonde différentes organisations comme le Mouvement Agroécologique Latino-américain (MAELA). Parmi ses ouvrages les plus connus, on peut citer : *Agroécologie : écosphère, techno-sphère et agriculture* (1997) et *Gestion écologique du sol* (1984). Elle est qualifiée de « pionnière de l'agroécologie au Brésil » dans *Brasil de Fato*⁴⁴.

L'absence de mention de Dianne Rocheleau dans l'ensemble des travaux, y compris celui d'Altieri et Rosset (2018) qui aborde les questions féministes, est également notable : sa thèse de doctorat (soutenue en 1984) est l'un des premiers travaux proposant une analyse genrée de la gestion des systèmes agroforestiers, à partir d'un terrain au Plan Sierra, en République dominicaine. Tout au long de sa carrière, elle développe un cadre d'analyse en « écologie politique féministe » : elle articule écologie politique et analyses en termes de genre appliquées à l'étude des systèmes socio-agroforestiers. Elle déploie des recherche-action participatives et développe ce qu'elle nomme des « écologies

⁴² Référencement « Top co-authors » sur leur page respective sur *Researchgate* (58 références).

⁴³ Biodiversity and pest management in agroecosystems, 1166 citations référencées sur Google Scholar (accédé le 07/03/2019).

⁴⁴ <https://www.brasildefato.com.br/2017/10/03/ana-maria-primavesi-pioneira-da-agroecologia-no-brasil-completa-97-anos/>, consulté le 12/05/2018.

émergentes » lui permettant de « relier la théorie écologique et sociale à l'activisme social et environnemental, mais aussi aux changements pratiques et politiques sur le terrain » (Rocheleau, 2015 : 70). Ces absences partielles ou totales sont produites par les auteur·es. Intéressons-nous aux mécanismes les provoquant.

• Derrière chaque grand homme, se cache une femme : l'assignation des femmes aux seconds rôles

Comment analyser cette faible présence des femmes dans les travaux qualifiés d'importants en agroécologie ? Certes, les femmes publient moins du fait de mécanismes structurels de domination (obstacles à l'accès à la formation, intériorisation des assignations sexuées, plafond de verre⁴⁵, sentiment d'isolement et d'exclusion au sein des groupes de recherche, inconfort avec la culture masculine des groupes de recherche, incompatibilité avec une conciliation travail-famille⁴⁶, entre autres)⁴⁷. Cependant, la faible présence dans les listes étudiées constitue un indice de faible citation scientifique. Cette invisibilisation est pro-

⁴⁵ Le plafond de verre désigne les obstacles visibles et invisibles qui séparent les femmes du sommet des hiérarchies professionnelles et organisationnelles. Même si la part des femmes dans les professions qualifiées a augmenté, il persiste un plafond de verre indépendant des critères objectifs de mérite comme le diplôme : « Les femmes continuent d'être de plus en plus rares à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie. [...] Les organisations sont aussi des lieux où se développent des relations de pouvoir et des processus informels, souvent inégalitaires, qui déterminent l'accès aux postes de pouvoir. Un certain nombre de règles qui sont données comme neutres sont en fait des règles masculines, historiquement calquées sur des modèles masculins. » (Voir Jacqueline Laufer, « La construction du plafond de verre : le cas des femmes cadres à potentiel » Travail et Emploi, n° 102, p. 31. À l'université, l'évaporation des femmes à chaque étape de la carrière universitaire (doctorat, post-doctorat, premier poste, postes à responsabilité) est un phénomène international (voir Latour, Emmanuelle. « Le plafond de verre universitaire : pour en finir avec l'illusion méritocratique et l'autocensure », Mouvements, vol. 55-56, no. 3, 2008, pp. 53).

⁴⁶ La charge, matérielle et mentale, de la sphère familiale est assignée prioritairement aux femmes. Encore aujourd'hui, les femmes effectuent la majorité des tâches ménagères et parentales - respectivement 71 % et 65 % en France (voir Le temps domestique et parental des hommes et des femmes : quels facteurs d'évolutions en 25 ans? Économie et statistique n° 478-479-480, 2015). Si la maternité représente quasi systématiquement un frein à la carrière des femmes, il en va différemment pour les pères : dans certaines professions à responsabilités, les hommes les plus féconds sont ceux atteignant les postes les plus élevés (voir Gadéa, Charles, et Catherine Marry. « Les pères qui gagnent. Descendance et réussite professionnelle chez les ingénieurs », Travail, genre et sociétés, vol. 3, no. 1, 2000, pp. 109-135).

⁴⁷ Voir entre autres (Lober Newsome 2008; Mason et al. 2013; Muhs et al. 2012; Williams et al. 2014).

voquée par les logiques d'autocitation, les citations privilégiées des leaders et l'assignation des femmes à la co-écriture.

En premier lieu, les leaders mobilisent abondamment les autocitations. Pour Stephen Gliessman : 2 (auto)citations sur 20 auteurs en 1998, 3/25 en 2007, 7/56 en 2014, 6/35 dans l'article collectif de Francis et al. (2003) où Gliessman et Altieri sont co-auteurs. Dans l'article de Wezel et al., Gliessman est cité six fois sur 42 auteur·es. Pour Miguel Altieri : 1/20 (1998), 3/35 (2003 : autocitation), 2/25 (2007), 3/42 (2009), 3/56 (2014). En considérant l'ensemble des listes, les citations de Gliessman et Altieri sont les plus nombreuses.

Dans la quasi totalité des champs scientifiques, les hommes citent bien davantage leurs propres travaux que ne le font les femmes (King et al. 2016). Cette logique s'applique également à l'agroécologie. Dans son étude généalogique, Susan Hecht (1995) se cite une seule fois sur 491 références. Dans son chapitre analogue (Altieri et Rosset, 2018b), Miguel Altieri se cite 17 fois sur 112 références en bibliographie. Certains ouvrages n'ont qu'un auteur unique mentionné alors que des femmes participent à l'écriture de l'ouvrage : à titre d'exemple, Susan Hecht participe à l'écriture de 13 des 18 chapitres de l'ouvrage « d'Altieri » *Agroécologie: les bases scientifiques d'une agriculture alternative* (1990).

Au moyen des autocitations, les leaders réaffirment leur prédominance dans ce champ, constituant un collectif cognitif (Milard 2012). Nombre et importance sont ici associées : Stephen Gliessman, Miguel Altieri et Charles Francis sont les plus prolifiques et ils sont cités/se citent parmi les publications phares. Ce jeu de citations produit un « effet Matthieu », soit une sur-reconnaissance de ceux qui sont au centre de ce champ scientifique.

En second lieu, les femmes sont faiblement citées et assignées aux seconds rôles. L'hyper visibilité de ces quelques auteurs fonctionne en vases communicants avec l'invisibilisation d'autres auteur·es, générant une « sous-estimation systématique des contributions des femmes à la science », soit un « effet Mathilda » (Rossiter 2003). Les femmes représentent entre 0 % et 12,5 % des citations dans les listes étudiées. Elles sont inexistantes en tant qu'auteure unique à une exception près : Cornelia Flora qui apparaît dans une recension (Francis et al., 2003). À deux exceptions près, elles sont citées quand elles sont co-auteurs des leaders. Pourtant, certaines d'entre elles ont écrit nombre d'ou-

vrages/d'articles en leur nom seul. Par exemple, Susan Hecht publie 44 articles évalués par des pair·es et sept ouvrages en auteure seule⁴⁸. Il s'agit d'un choix opéré par les auteur·es des listes qui présentent seulement les publications où les leaders sont privilégiés. Cela réaffirme la légitimité de ceux-ci tout en reléguant les femmes au statut de co-auteurs des leaders. Il s'agit d'un processus d'« accumulation des avantages » : sont retenus les auteurs qui bénéficient déjà d'une certaine visibilité et légitimité. Ce jeu de cumul se fait au détriment des personnes moins visibles et visibilisées à leurs côtés, parfois dépourvues de statut et de légitimité (*ibid.*). La co-signature d'un travail scientifique avec un auteur reconnu comme important n'est donc pas nécessairement un avantage pour une scientifique mais reste un outil de visibilisation et de réaffirmation de notoriété pour le premier.

Les logiques d'invisibilisation de travaux de femmes scientifiques certifient la persistance et prégnance d'un « effet Mathilda ». En parallèle, cela construit une représentation des femmes comme incapables d'être leadeures scientifiques : leur inexistence sur ces listes comme auteure seule produit et renforce les « préjugés d'identité négative⁴⁹ ». Les hommes sont perçus comme agents des publications alors que les femmes sont perçues comme collaborant aux publications. Outre le fait d'alimenter ce stéréotype de genre, ce mécanisme produit des effets sur l'ensemble du groupe social des femmes : la capacité des locutrices à transmettre un savoir est sapée, leur représentation en tant que connaisseuses est dégradée (Fricker 2007). L'absence de modèle positif provoque l'autocensure d'autres femmes. Comme le décrit Nancy Tuana (2006 : 13) :

« Ce que les épistémologies féministes et les théoriciens des *sciences studies* ont soigneusement démontré, c'est que nos théories sur le savoir et les pratiques en matière de savoir sont loin d'être démocratiques, maintiennent des critères de crédibilité qui favorisent les membres des groupes privilégiés. L'autorité cognitive est déterminée par de nombreux facteurs, y compris le caractère du locuteur ou de la locutrice, sa capacité intellectuelle, son caractère raisonnable, etc. - des critères que les féministes ont démontré être

⁴⁸ CV en ligne : <https://ucla.app.box.com/s/qcu7uo435rgymtt0gmi85v6c9a0kww39>, consulté le 05/03/2019.

⁴⁹ Un « préjugé d'identité négative » désigne le fait qu'une personne locutrice soit discréditée dans sa capacité à fournir un savoir, en raison d'un préjugé identitaire détenu par la personne auditrice. Le préjugé altère le jugement de la personne auditrice quant à la crédibilité de la personne oratrice (Fricker 1999).

emprunts de préjugés sexistes, d'androcentrisme, de racisme, de classisme, d'âgisme et de capacitisme. »

Jean Boulaïne (1989) affirme qu'une bonne méthode pour illustrer l'évolution historique d'une discipline scientifique est d'analyser l'histoire des personnes impliquées (Wezel et Soldat, 2009). Or, l'histoire des personnes impliquées telle que construite par ces listes est une histoire de l'agroécologie sans femmes. Il s'agit de la production d'un espace non mixte où celles-ci n'ont pas leur place, ne sont pas légitimes et ne produisent pas de savoir en la matière. Pourtant, d'autres histoires sont possibles.

Une approche décloisonnée des disciplines offre une autre représentation : un choix opéré par Susan Hecht dans son analyse de l'évolution de la pensée agroécologique (1995). Dans une revue de la littérature fournie (491 références bibliographiques), elle cite des travaux centraux pour la compréhension d'une critique agroécologique : la philosophe écoféministe Carolyn Merchant ; l'ouvrage pionnier de Rachel Carson : *Printemps Silencieux* ; les travaux incontournables de Carmen Deere (1982), Lourdes Berenia (1984), Joyce Moock (1986) sur la division sexuelle du travail rural et ses effets ; le travail de l'anthropologue Audrey Richards (1939). Dans la partie d'étude de cas états-unien, Wezel et al. citent également l'ouvrage de Carson mais aussi les romans *Herland* [Satterre] de Charlotte Perkins Gilman (1915), roman sur une société utilisant de nombreux concepts clefs de l'agroécologie, préservant l'environnement et résolvant les dilemmes liés à la population et à la souveraineté alimentaire ; et *Woman on the Edge of Time* [Femme au bord du temps] de Marge Piercy (1976), roman relevant de la science-fiction et de la littérature féministe explorant une société agraire porteuse de transformation sociale égalitaire et écologique.

Cette démarche est adoptée récemment par Michel Altieri et Peter Rosset (2018) (voir Tableau 2 : *Représentation scientifique féminine dans Altieri et Rosset*) : la représentation féminine présentée y est plus importante. Paulo Petersen (2012) cite, en plus de Rachel Carson, les travaux de l'économiste danoise Ester Boserup, *Évolution agraire et pression démographique* (1965). Ces exemples démontrent, en creux, l'occultation des travaux importants écrits par des femmes dans les listes bibliométriques supposées faire autorité.

La première référence d'auteure date de 1949 : *La tierra viviente* [La terre vivante] de Eve Balfour. 44 femmes sont présentes sur un total de 176 auteur·es, soit 25 %. Neuf femmes sont en auteure seule, 37 en co-auteurs. Clara Ni-

cholls et Deborah K. Letourneau sont présentes. Cette dernière publie depuis 1966 des analyses sur les agrosystèmes (152 publications référencées sur *Google Scholar*) : sa contribution apparaît enfin. Des auteures écoféministes sont citées : Carolyn Merchant, Vandana Shiva, Maria Mara Mies. Enfin, l'important travail de la Brésilienne Emma Siliprandi sur la participation politique agroécologique des femmes rurales trouve sa place dans ce chapitre. En comptabilisant ces résultats avec ceux des précédentes listes, 48 auteures sont mentionnées en tout. Ainsi, pour construire une agroécologie éthique, il apparaît donc nécessaire de rompre avec l'« effet Mathilda ». Cependant, l'invisibilisation construite à travers la valorisation de leaders n'est qu'une des dimensions d'une science transformative sur les questions de genre : les représentations portées dans les textes sont l'autre pendant de cette logique.

Référence	Altieri et Rosset 2018 « Histoire et courants de la pensée agroécologique »
Période couverte	1928-2016 - 88 ans
Année apparition de contribution de femmes	1949
- Nombre de références avec participation de femmes/nombre de références totales - Références	32/104 <ul style="list-style-type: none"> *Altieri, Letourneau, Davis 1983 *Altieri and Nicholls 2004 *Astier et al. 2015 *Balfour 1949 *Carson 1962 *Desmarais 2007 *Francis et al. 2003 *Guterres 2006 *Guthman 2014 *Hecht 1995 *Holt Giménez, Shattuck 2011 *Kremen 2015 *Lappé, Collin, Rosset 1998 *Letourneau et al. 2011 *Machín Sosa et al. 2013 *Mader et al. 2002 *Martínez-Torres, Rosset 2010, 2012, 2014 *Méndez et al. 2013 *Merchant 1981 *Mies y Shiva 1993 *Perfecto, Vandermeer, Wright 2009 *Pingali, Hossain, Gerpacio 1997 *Scherr, Mcneely 2003 *Shiva 1991, 1993 *Siliprandi 2009, 2015 *Siliprandi, Zuluaga 2014 *Toledo et al. 1985 *Wezel 2009
Nombre de femmes co-auteurs parmi les références citées et noms	37 <ul style="list-style-type: none"> *Julia Carabias *Elizabeth Jiménez Carmona *Roseann Cohen *Martha Constanza Daza *Nancy Creamer *Selene Escobar *Cornelia Flora *Roberta V. Gerpacio *Ivani Guterres⁵⁰ *María V. González *Lucie Gunst *Catalina Gutiérrez *Adilén María Roque-Jaime *María Elena Martínez-Torres *Frances Moore Lappé *Deborah K. Letourneau *Dana Rocío Ávila Lozano *Cristina Mapes *Jessica López Mejía *Maria Mies *Mirna Ambrosio Montoya *Helda Morales *Clara Nicholls *Ivette Perfecto *Janine Herrera Rangel *Aleyda Maritza Acosta Rangel *Diane Rickerl *Beatriz Salguero Rivera *Sara J. Scherr *Annie Shattuck *Vandana Shiva *Emma Siliprandi *Lorena Soto *Alba Marina Torres *Dominique Vallod *Mary Wiedenhoft *Gloria Zuluaga
Nombre de femmes auteures (seules) et noms	9 <ul style="list-style-type: none"> *Eve Balfour *Rachel Carson *Annette Aurélie Desmarais *Julie Guthman *Susanna Hecht *Claire Kremen *Carolyn Merchant *Vandana Shiva *Emma Siliprandi
Nombre de femmes sur l'ensemble des auteurs cités et pourcentage	44/176 25 %

⁵⁰ Ivani Guterres a finalisé des écrits de son mari décédé Enio Guterres et a coordonné la publication de l'ouvrage. Nous la comptons comme co-auteure.

Tableau 2: Représentation scientifique féminine dans Altieri et Rosset (2018)

• **Les femmes dans les textes agroécologiques : la production des inexistantes**

L'androcentrisme s'exprime de façon consciente ou inconsciente dans les pratiques scientifiques, comme dans les produits scientifiques : il « peut se concevoir comme un glissement idéologique de la part de l'auteur, mais ce glissement à des effets théoriques qui sont transférés aux textes. C'est pourquoi il est légitime de parler à la fois de l'androcentrisme du sujet-auteur et de l'androcentrisme de tel texte ou de telle théorie » (Molyneux, 1977 ; citée par Mathieu, 1991_2013). Porter le regard sur la conceptualisation genrée au sein d'écrits agroécologiques vise à cerner les mécanismes androcentriques à l'œuvre. Comment sont appréhendés les rôles et les apports des femmes des populations étudiées ? Comment sont représentées les femmes dans les écrits ? Malgré un objectif d'équité inhérent au caractère de l'agroécologie, certains écrits peuvent provoquer une invisibilisation des femmes comme agentes de l'agroécologie, une invisibilisation des femmes comme agentes du savoir et une réification des assignations sexuées. Pour étayer notre démonstration, nous mettons en parallèle des exemples de travaux, notamment ladino-américains, qui prennent le contre-pied de cette construction de non-existence (Santos, 2002)⁵¹.

Invisibiliser les femmes agentes de l'agroécologie

L'androcentrisme peut s'exprimer sous des formes variées. En premier lieu, il peut se matérialiser par une disparition de la catégorie féminine comme sujet social au moyen d'une généralisation du masculin et d'une particularisation du féminin. En second lieu, les femmes peuvent être invisibilisées dans les faits. Il peut s'agir d'une non intégration de celles-ci par universalisation théorique abusive ; d'une invisibilisation comme travailleuses par la naturalisation de certaines tâches (et donc leur non-prise en considération comme tâches de travail) ; d'une invisibilisation par simple inattention à leur rôle actif (Mathieu, 1991_2013).

⁵¹ Les références ladino-américaines sont ici privilégiées afin de mettre en avant l'existence de ces travaux souvent antérieurs à des références européennes mobilisées dans la littérature scientifique mais pourtant presque systématiquement ignorés par les « leaders ». Par ailleurs, la visibilité de ces références relève de notre choix d'une « écologie des savoirs » comme posture scientifique.

Dans les travaux des leaders, différentes formes apparaissent. D'abord, les femmes sont, d'une manière générale, absentes, invisibles, non mentionnées. Dans les ouvrages de Stephen Gliessman, deux occurrences du mot « femme[s] » apparaissent en 1998⁵², quatre en 2007 et en 2014. Aucune citation du mot « femme[s] » dans les articles de Charles Francis (2003). Une mention dans Wezel et al. (2009) avec l'ouvrage de Marge Piercy (1976) : *Woman on the Edge of Time*. Le dernier ouvrage de Miguel Altieri (2018) comporte dix occurrences : cinq sont concentrées sur la même page dans la partie sur l'écoféminisme, reprenant donc le travail des auteures féministes : Maria Mies, Vandana Shiva, Emma Siliprandi, Gloria Zuluaga ; mais aussi de l'auteur colombien Omar Giraldo.

Par ailleurs, l'invisibilisation est opérée au moyen de la généralisation du masculin pensé comme neutre. Les femmes sont présumées incluses dans l'universalité qu'est censée représenter l'écriture au masculin. Dans Gliessman (1998), une note spécifie que l'usage du « il » ou « son » est motivé par des questions de « brièveté » mais que ceux-ci valent aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Cette mention du masculin générique disparaît dans les rééditions de 2007 et 2014. Le « général et le masculin sont purement et simplement identifiés, et ce, inconsciemment, entraînant l'oblitération⁵³ de la catégorie féminine comme sujet social » (N. C. Mathieu 1991 : 33).

Cette règle vaut également lorsque des fonctions ou des identités sont nommées. À titre d'exemple :

« [...] dans le concert de ces savoirs se joue la renaissance de l'être, de la production, de l'agronome, du scientifique, du technicien, du paysan et de l'indigène* » (Leff, 2002 : 36)

« Les pratiques agroécologiques nous renvoient à la récupération des savoirs traditionnels [...], à une époque où ces connaissances marquaient une place dans le monde et un sens de l'existence [...] en tant

⁵² Recherche des termes : *woman, women, feminine, female* dans *Google books* pour les travaux de Gliessman. Les occurrences du terme *female* qui font référence à la végétation ont été écartées. Recherche par mots-clefs dans les autres articles, en espagnol pour l'ouvrage d'Altieri et Rosset, 2018.

⁵³ Note de Nicole-Claude Mathieu : « Le terme oblitération sera entendu dans son double sens, apparemment paradoxal : 1) effacer et faire obstruction, ici par l'oubli du sujet féminin ; 2) annuler par l'apposition d'un cachet (d'une marque), ici par la particularisation d'une seule catégorie. »

que cordonniers, tailleurs ou forgerons; en tant que musiciens et poètes.* » (Leff, 2002 : 36)

D'une manière générale, les femmes sont absentes, invisibles, non citées. Elles sont présumées incluses dans l'universalité qu'est censé représenter le masculin. Certaines fois, de façon très explicite :

« [...] il s'agit de reconnaître que, dans les relations de *l'homme avec d'autres hommes* et de ceux-ci avec l'environnement, il s'agit de quelque chose qui requiert une nouvelle approche paradigmatique, capable d'unir les connaissances de différentes disciplines scientifiques avec les savoirs traditionnels. » (Caporal, 2008* : 901)

Parmi les savoirs traditionnels récupérés cités par Leff, il n'est pas question des artisanes, des pêcheuses, des tisseuses, des infirmières, des agricultrices, des poétesses, des musiciennes, des chanteuses, des cordonnières, ni même de connaissances phytothérapeutiques détenues traditionnellement par les femmes. Au-delà de la non mention des femmes et de l'usage du masculin, les activités artisanes choisies sont généralement occupées par les hommes. Il s'agit d'une définition de l'agroécologie ne se fondant que sur une formulation au masculin, une énonciation du rôle et des fonctions des hommes uniquement, une mention des savoirs des hommes et un rapport social et socio-environnemental à partir des hommes.

L'usage de ce masculin provoque une disparition simple des femmes comme agentes agroécologiques. Leur invisibilité dans les textes renvoie à – et renforce – leur invisibilité sociale en tant que travailleuses rurales et citoyennes (Neves et Medeiros 2013). Comme le souligne Maria I. Paulilo (1987), le manque d'études sur les femmes rurales explique la négligence avec laquelle elles sont traitées dans leur réalité sociale. L'individu considéré comme représentatif de l'institution familiale et communautaire est l'homme (mari, fils, frère) : il est le sujet politique et social (Esmeraldo, 2011).

Pour autant, des contre-exemples existent de longue date, notamment parmi les auteures précitées. En 1978, Cornelia Flora et Sue Johnson publient *Discarding the distaff: new roles for rural women* (Flora et Johnson 1978). En 1985, dans *Women as food producers in developing countries* (Monson 1985), Hecht dédie un chapitre à la participation des femmes dans le secteur de l'élevage en Amérique Latine. En 1990, Susan Hecht et Miguel Altieri expliquent « Qui sont les

femmes agricultrices ? Facteurs différenciant la participation des femmes dans la production agricole » (Altieri et Hecht 1990). La documentation des femmes rurales comme agentes restent à la charge de/est prise en charge par les femmes auteures. Le travail de visibilisation des femmes rurales est opéré par les femmes scientifiques souffrant elles-mêmes d'invisibilisation : qu'elles soient sujets ou qu'elles soient auteures, les femmes ne sont pas présentées comme légitimes ou « crédibles » dans les travaux majoritaires. La logique de l'universel produit un particularisme dans lequel sont relayées les femmes : une échelle qui les empêche d'être une alternative crédible (Santos, 2002).

Invisibiliser les femmes comme sujets sachantes

Déjà en 1995, Susan Hecht dénonçait les préjugés des chercheurs en agronomie en termes de genre mais aussi les stéréotypes liés aux facteurs sociaux, culturels et ethniques qui biaisent leur regard et leur appréhension des connaissances des populations paysannes⁵⁴. Les connaissances des femmes rurales ne sont pas intégrées aux ouvrages généraux sur l'agroécologie mais sont relayées à des travaux dédiés : ce qui les relègue au statut de particularisme. En cela, les ouvrages généraux produisent une « monoculture du savoir » (B. de S. Santos 2002; Shiva 2018) et des « ignorantes » (Santos, 2002). Cette logique est fréquemment déployée dans les études de cas présentées dans les ouvrages : des projets portés par des ONG, par des coopératives et documentés par les publications scientifiques. Or, les représentations des femmes véhiculées dans ces exemples (parfois uniques) peuvent alimenter une stéréotypisation de celles-ci comme peu compétentes. Le cas d'un projet de souveraineté alimentaire au Nicaragua décrit dans Wezel (2017) illustre cette dimension : « beaucoup de femmes disent ne pas savoir comment faire pousser des légumes » du fait « de ne pas avoir « fait ça depuis le temps de leur grand-mère » ; ces savoirs sont développés par le projet. Elles ne savaient pas non plus comment conserver les semences : la production sur les plantes est recentrée sur les graines que les femmes savent conserver et elles sont formées à des techniques de conservation. Elles ne connaissaient pas beaucoup de façons de préparer la « nouvelle » variété de légumes issue de la production agroécologique de leur jardin : des ateliers leur ont permis d'échanger leurs recettes traditionnelles (Wezel, 2017).

⁵⁴ Nombre d'études arrivent à la conclusion d'une non-prise en compte des connaissances spécifiques des femmes rurales en matière de diversité des espèces végétales, de propriétés de celles-ci, d'usages, par exemple (entre autres Agarwal 2000_2015; Shiva 1988).

Cet exemple unique montre une participation passive des femmes. Les savoirs, les savoir-faire et les capacités organisationnelles des femmes sont nié·es. Cette représentation alimente un stéréotype d'incompétence, de non possession de savoirs, de nécessité d'intervention extérieure pour avancer. La narration est opérée à partir des intervenant·es extérieur·es (les membres de l'ONG ou de l'équipe de recherche). La position située de la narration construit une altérité qui renforce la représentation négative. L'absence d'autres mentions de participation des femmes rurales dans l'ouvrage construit une représentation unique de celles-ci comme agentes non sachantes. Cela provoque un « préjugé d'identité négative », l'affaiblissement des formes de savoirs des groupes mis sous silence et donc l'affaiblissement de leur autonomie épistémique.

Dans d'autres travaux, les femmes peuvent être citées soit pour dénigrer leurs capacités d'entendement :

« Il est probable que la présidente [Dilma Rousseff] n'ait pas perçu la manipulation de secteurs radicalisés » (Navarro, 2013b)

soit pour les objectifier, les sexualiser, inviter à les consommer et les nier socialement :

« Aujourd'hui, la "tortilla", base de la nourriture du peuple mexicain, a perdu sa saveur; les fruits et légumes sont présentés comme des produits de luxe à des prix exorbitants dans les supermarchés new-yorkais. On dirait des femmes maquillées derrière une vitrine : elles attirent les regards, on peut les croquer, les apprécier comme une cuisine fine, mais on ne peut pas goûter la saveur naturelle de leur peau et leur chair juteuse.* » (Leff, 2002 : 38)

Enrique Leff (2002) mobilise ici un double processus d'invisibilisation et d'objectification : objectifier les femmes en les comparant à une *tortilla* ou simple produit en « vitrine » que l'on peut « croquer », mettre en parallèle la consommation alimentaire et la consommation sexuelle d'une femme de qui il voudrait goûter la « chair juteuse ». Il s'agit d'un processus qui consiste à percevoir autrui comme un consommable. Les femmes deviennent le « référent absent » (Adams 1990_2016), elles disparaissent en tant que sujet pour qu'on puisse exploiter leur corps. Les analyses de Carol J. Adams montrent que pour être un sujet véritable, pour être un homme, il faut être un mangeur de chair : « L'acte de manger de la chair ne constitue pas un phénomène simple et naturel, mais (que) dans notre culture il se trouve intimement lié à la masculinité

sur de multiples bases matérielles, idéologiques et symboliques.» (Adams 1990_2016: 27). La masculinité se construit, et est dans ce texte réaffirmée, sur l'accès à la consommation de chair (animale, humaine) et du contrôle du corps des femmes (Adams, 1990_2016 ; Guillaumin, 1992). La transformation d'êtres vivants en objets à consommer et l'objectification sexuelle du corps des femmes dans une analogie de la consommation alimentaire que Enrique Leff mobilise sont non seulement des processus de négation sociale mais aussi de réaffirmation du rapport de pouvoir genré et du contrôle du corps des femmes.

Confiner les femmes dans leurs assignations sexuées

Enfin, le troisième biais identifié dans les publications est le confinement des femmes rurales dans les assignations sexuées, soit la représentation de celles-ci avec des préoccupations et des tâches uniquement liées à la sphère reproductive. Il n'est pas question de dire que celles-ci sont dépourvues de ces préoccupations ou n'endossent pas ce rôle. Il s'agit de mettre en lumière les effets d'une représentation unique des femmes rurales qui réalimentent des stéréotypes ou des assignations dans un ordre social inégalitaire. Prenons l'exemple récent d'Altieri et Rosset (2018). Ceux-ci soulignent l'invisibilité des femmes, prenant acte des dénonciations de féministes scientifiques et de la société civile. Cependant, leur mention de la participation des femmes réaffirme l'assignation. Les motivations des femmes sont interprétées de façon monosémique : si elles s'engagent en agroécologie, c'est pour des raisons de *care*⁵⁵ vis-à-vis de leur famille :

« Plus récemment, de nombreux **auteurs** ont observé que les femmes paysannes et les agricultrices sont souvent les protagonistes visibles ou invisibles des processus de transformation agroécologique participant à un authentique "féminisme paysan et populaire", comme l'indique *La Via Campesina* (Siliprandi 2015; Siliprandi y Zuluaga 2014). Les femmes assument des rôles de leadership public dans un certain nombre de processus de mouvements sociaux, bien qu'elles soient souvent sous-représentées par rapport à leurs *compañeros* masculins. Cependant, même lorsque leur rôle n'est pas visible, si l'on regarde derrière les processus de transformation agroécologique réussis, ce sont généralement les femmes des ménages paysans qui ont en-

⁵⁵ Ici, les motivations des femmes sont présentées en référence au *care* domestique et au *care* affectif (selon la fragmentation du *care* opérée par Joan Tronto 1993). pour une définition du *care*, voir encadré Texte 2 « concepts *care* – *care* environnemental »

couragé l'arrêt des pesticides dangereux et ont promu la production d'aliments sains : les femmes sont soucieuses de la santé et de l'alimentation de leur famille. » (Altieri et Rosset, 2018a : 98)

Nous avons mis en relief le terme « auteurs » au masculin alors que la référence citée ci-après provient de deux auteures, une généralisation au masculin même lors d'une désignation spécifique de femmes. Ces mêmes auteures, Emma Siliprandi et Gloria Patricia Zuluaga, mettent l'accent sur la participation politique des femmes paysannes en agroécologie, dimension ignorée par Miguel Altieri et Peter Rosset. Pourtant, Carmen Deere documente depuis les années 1980 l'implication des femmes rurales dans la lutte pour la terre et la réforme agraire. Maria I. Paulilo écrit depuis 40 ans sur la situation et la participation des femmes rurales brésiliennes. Emma Siliprandi (2009) analyse la participation des femmes au mouvement agroécologique brésilien, leur construction de propositions stratégiques pour le développement durable et l'agriculture familiale. À cela peuvent s'ajouter, les travaux sur la constitution des femmes rurales en tant que sujets politiques/féministes (Butto 2017; Esmeraldo 2013; 2014a; Jalil 2013) ; leur mobilisation pour des politiques publiques agroécologiques et au sein de mouvements sociaux impliqués dans l'agroécologie⁵⁶.

L'absence, dans les travaux agroécologiques, de représentations des femmes en tant que sujets politiques, leadeures, sujets sachantes et solutionnant par elles-mêmes les obstacles rencontrés, a des effets que le féminisme documente depuis longtemps. Cela provoque l'intériorisation d'une absence de capacités intellectuelles, de savoirs et savoir-faire. Invisibilisées comme agentes et sachantes, elles ne peuvent pas se penser comme capables, ce qui provoque une absence/perte de confiance en soi, une auto-censure dans la prise d'initiative, de l'auto-exclusion, une absence de participation et, par conséquent, une dépendance au groupe social des hommes et une réaffirmation des rapports de pouvoir et des assignations sexuées. Cette construction d'inexistence provoque une injustice épistémique. Pour les lectrices, cette absence crée un « écart dans les ressources interprétatives collectives [qui] place quelqu'un dans une situation de désavantage injuste quand il s'agit de rendre compte de son expérience sociale » (Fricker, 2007 : 1). L'absence de représentation provoque l'absence de croyance en ce possible, le sentiment d'incapacité et de non pouvoir. Ne pas documenter les expériences des femmes, leurs savoirs, leur participation

⁵⁶ Voir chapitre 2,, Agroécologie : une écologie des savoirs.

construit une absence de ressources interprétatives collectives mobilisables pour l'ensemble des femmes.

Malgré sa visée transformative de l'ordre social, l'agroécologie présente des risques d'être une science « normale » dans ses pratiques scientifiques et dans les représentations des femmes véhiculées dans ses écrits. Au-delà de ces pratiques scientifiques nuisant aux femmes scientifiques, les écrits agroécologiques peuvent participer à la production de catégories négatives pour les femmes rurales.

« L'agroécologie ne remplira pas son objectif d'être une théorie et un modèle pour l'action émancipatrice des paysans, si elle n'affronte pas aussi, dans la théorie et dans la pratique, la question de la subordination des femmes agricultrices. » (Siliprandi, 2009 : 270)

Dans ce premier chapitre de la Partie *Penser les sciences*, nous avons proposé une sociologie des absences de l'agroécologie. L'agroécologie ne fait pas consensus : différentes définitions, approches, compréhensions et déploiement coexistent. Nous présentons les « leaders » en agroécologie, Miguel Altieri, Stephen Gliessman et Charles Francis, et l'évolution de leur travaux vers « l'écologie des systèmes alimentaires » (Francis et al., 2003). « L'école européenne », Eduardo Sevilla Guzmán, Manuel Molina et Gloria Isabel Guzmán Casado, propose une agroécologie dans sa « dimension intégrale » pour une transformation sociale. Les trois auteurs brésiliens, Francisco Caporal, José Costabeber et Paulo Petersen, qui collaborent avec les auteur·es précité·es défendent une transition écologique et durable. Le tournant politique qui est opéré dans les travaux scientifiques insiste sur le caractère transformatif et critique de l'agroécologie. Certain·es auteur·es, notamment Susan Hecht, montrent l'inscription de l'agroécologie comme résistance à l'épistémicide perpétré sur les groupes paysans.

Ensuite, nous portons le regard sur celles et ceux qui construisent ces connaissances situées pour comprendre les légitimités différentes des approches mais aussi la quasi totale absence de femmes dans cette communauté scientifique et dans les écrits. « Penser est une activité éminemment située » (Puig de la Bellacasa, 2013 : 26). Nous observons donc le caractère situé mas-

culin et occidental des leaders. Puis, nous étudions la représentation qu'ils construisent de l'agroécologie comme « science nor-mâle », dépourvue de la présence de femmes. À partir d'une analyse de la littérature scientifique d'auteurs leaders, nous identifions la prégnance d'un « effet Mathilda » qui réifie quelques auteurs masculins comme les sujets légitimes de l'agroécologie tout en invisibilisant le travail des femmes scientifiques. Les logiques de citation scientifique et bibliométrique sont au cœur de ces mécanismes. Outre le fait de sous-estimer la contribution des femmes à la science, cela provoque un « préjugé d'identité négative » sur les femmes scientifiques qui entrave les capacités de l'ensemble du groupe social des femmes à transmettre des savoirs et à se représenter comme sachantes.

Enfin, nous scrutons les textes des leaders afin d'identifier les représentations des femmes rurales et leurs effets possibles sur le lectorat. Trois biais sont identifiés dans les écrits : l'invisibilisation des femmes comme agentes agroécologiques, comme agentes de savoir et le confinement de celles-ci dans des assignations sexuées. Cependant, l'agroécologie possède un caractère mouvant, évolutif. Des évolutions apparaissent dans le travail des leaders, notamment du fait de l'intégration de la dimension politique de l'agroécologie. Les leaders travaillent à davantage d'inclusion et portent une considération naissante mais croissante aux travaux des femmes scientifiques, des féministes et des femmes rurales. En parallèle de cette littérature scientifique des leaders, il existe tout un autre champ qui propose une vision alternative de l'agroécologie, une agroécologie politique féministe.

CHAPITRE 2

AGROÉCOLOGIE : UNE ÉCOLOGIE DES SAVOIRS

L'analyse d'une « utopie réelle » nécessite une « théorie des failles et des contradictions » (Wright, 2017). Dans notre proposition d'une sociologie des absences de l'agroécologie, nous avons tenté d'identifier certains obstacles auxquels se heurte une possible transformation émancipatrice.

Il est question, dans ce chapitre, d'identifier les conditions favorisant une transformation émancipatrice (*ibid.*). Afin de saisir ces « possibilités réelles », il est nécessaire d'appréhender l'environnement réflexif de l'alternative (les cadres de pensée), les contextes en présence (les luttes passées et présentes), les conditions de ré-émergence d'une agroécologie. Nous opérons cette démarche compréhensive au moyen d'une « écologie des savoirs », soit la reconnaissance de la co-présence de différents savoirs et la nécessité d'étudier les interrelations entre ces différents savoirs afin d'optimiser l'efficacité des luttes de résistances contre l'oppression (Santos, 2018). Cette écologie des savoirs articule les champs de pensée critique latinoaméricains, les histoires de résistances, les savoirs issus de sphères plurielles. Nous visibilisons les mobilisations et la production de littérature de femmes/féministes dans ce cheminement.

Cette approche nous permettra de formuler deux hypothèses de recherche que nous présentons en fin de chapitre.

1| Lutterpenser l'agroécologie

Nombre d'auteur·es, à l'instar de Altieri et Rosset (2018), estiment qu'il existe deux trajectoires de l'agroécologie : une institutionnelle et une comme projet alternatif. L'agroécologie institutionnelle désigne des programmes publics et des outils durables. Elle ne remet pas en question les rapports de pouvoir. L'agroécologie comme projet alternatif propose un autre possible que la production industrielle. C'est un levier de transformation du système alimentaire (2018 : 24). Selon les auteurs, cette agroécologie comme alternative est portée par des scientifiques, des militants, des agriculteurs écologiques (*ibid.*).

Nous avons vu la compréhension scientifique de l'agroécologie. Les controverses laissent entendre que l'agroécologie n'est pas un objet scientifique *stricto sensu*. Un débat sévit autour de la définition de l'agroécologie en tant que mouvement. Francisco Caporal et José Costabeber estiment qu'il existe une confusion autour du terme agroécologie qui n'est ni un mouvement social, ni un nouveau modèle technologique (Caporal, Costabeber, et Paulus 2009). Stephen Gliessman et Alexander Wezel défendent l'idée qu'il s'agit d'une science, d'un mouvement et d'une pratique. Sevilla Eduardo Guzmán défend l'idée que les plans d'action agroécologiques doivent aboutir à des « formes d'action sociale collective visant à acquérir la nature des mouvements sociaux » (2006 : 2).

Appréhender l'agroécologie uniquement sous l'angle scientifique n'offre donc qu'une vision partielle. Pour certains auteurs paradigmatiques, son développement en Amérique Latine va de pair avec les mouvements de résistance

paysanne⁵⁷ et indigène mais aussi avec le changement de panorama politique et la montée des gouvernements progressistes (Altieri et Rosset 2018). Nous allons maintenant nous intéresser à ces dimensions. En quoi l'agroécologie s'inscrit-elle dans une perspective de résistance ? Quelles sont ces influences critiques ? Pour tenter de comprendre un mouvement, il faut saisir les luttes déployées *in situ*. Pour étudier ces luttes, il est nécessaire d'appréhender les cadres de pensée en présence. Et vice-versa. La première tâche à appréhender pour une universitaire occidentale est de saisir les liens, échanges, collaborations, co-pensées et co-luttes entre universités et mouvements sociaux en Amérique Latine. C'est pourquoi nous allons en premier lieu nous intéresser aux pensées critiques latinoaméricaines (1). Celles-ci ont la particularité d'articuler expériences de luttes, réflexions épistémologiques et analyses critiques dans une approche socio-environnementale.

Notre regard se portera ensuite plus spécifiquement sur le Brésil afin de saisir les fondements sociaux favorisant l'émergence d'une pensée agroécologique *in situ*. Nous retracerons les luttes rurales brésiliennes (2), puis nous nous pencherons sur la ré-émergence de l'agroécologie dans une action coordonnée de différentes sphères sociales (3). Pour conclure cette partie, nous ne pouvons pas faire l'économie d'un détour par le contexte politique actuel au Brésil, notamment les enjeux du coup d'état de 2016 (4).

Nous proposons la formule de « Lutterpenser » comme une forme articulée, inspirée du sentipenser (Escobar 2014_2018; Fals Borda 2008). Sentipen-

⁵⁷ La notion de « paysannat » est utilisée par les mouvements sociaux au Brésil comme catégorie politique, notamment dans le cadre de la défense de la réforme agraire. Les auteur·es comme les militant·es peuvent avoir différentes définitions de la catégorie « paysan·nes », sujette à controverses. L'opposition à l'exploitation capitaliste et à l'entreprise agricole restent généralement un point commun aux différentes positions. Pour fournir une définition de base, nous proposons ici de nous appuyer sur la qualification de Henri Mendras (1976) des « sociétés paysannes » dont les caractéristiques sont : une relative autonomie par rapport à la société ; la centralité du travail familial et du groupe domestique ; des relations d'interconnaissances ; des médiations entre local et global et un système économique double, autonome et articulé à des marchés. Henri Mendras comme Alexandre Tchayanov soulignent que, pour ce groupe social, la terre est un moyen de vivre, ce qui constitue un système économique paysan distinct de l'économie industrielle. Le brésilien Horácio Martins de Carvalho estime que la diversité paysanne est un effet des formes de résistances pour la reproduction sociale des familles paysannes et pour l'accès aux ressources (2005). Pour une présentation des approches de la définition paysanne, voir notamment le chapitre « Retour sur le modèle paysan » de *Organisations et sociétés paysannes: une lecture par la réciprocité*, Éric Sabourin (2012) mais aussi la collection sur l'histoire sociale paysanne : *História social do campesinato no Brasil* ; en huit volumes, publiés par l'Université de l'État de São Paulo (Unesp).

ser⁵⁸ est une notion expliquée par un pêcheur du fleuve San Jorge, en Colombie, au sociologue Orlando Fals Borda. La communauté de ce pêcheur s'inspire et se reconnaît dans les stratégies cycliques des tortues « hicotea », espèce endémique d'Amérique Latine : ils et elles affirment être à la fois des humains et des tortues de part leurs modes de survie et de préservation des réserves durant les périodes difficiles. Cette communauté « sentipense », ce qui signifie qu'elle agit avec le cœur tout en raisonnant, elle articule le ressentir et le raisonner (Escobar 2014_2018; Fals Borda 2008). Cette proposition s'inscrit en rupture avec la dualité construite par la rationalité occidentale, opposant raison et émotion. Dans les autres mondes de ce plurivers (Escobar 2014_2018), les deux sont intrinsèquement liées. C'est dans cette optique que nous proposons ici l'idée de « lutterpenser ». Dans un modèle de pensée duale, l'action qu'implique la lutte, son inscription dans le corps, est dissociée de la raison, inscrite dans l'esprit. Au contraire, l'imbrication de ces deux verbes vise à refléter la construction d'une rationalité critique de la biculturalisation occidentale. La capacité d'articulation, la co-construction et la co-enrichissement entre les résistances et la réflexion critique se présentent dans différents groupes en Amérique Latine⁵⁹ (Alimonda, Pérez, et Martin 2017). Cette particularité offre à un lectorat occidental des propositions épistémologiques et des praxis nouvelles, contre-hégémoniques, qui décentrent, dé-occidentalo-centre la rationalité et le regard. Un plurivers s'ouvre ainsi démontrant que la compréhension du monde dépasse largement la compréhension occidentale du monde (B. de S. Santos 2011).

1.1 Des influences critiques latinoaméricaines

Les auteurs publiant le plus en agroécologie estiment qu'il existe une spécificité latinoaméricaine. Pour elles et eux, l'agroécologie a un déploiement

⁵⁸ La notion est généralement traduite en français par « sentir-penser » dans l'ouvrage de Arturo Escobar, *Sentir-penser avec la terre* (2014_2018). Or, en langue originale, les deux verbes sont fusionnés par l'auteur : *sentipensar*. Cette forme unifiée met davantage en lumière la démarche d'une fusion entre les émotions et la raison. De ce fait, nous optons pour une traduction de *sentipensar* par « sentipenser ».

⁵⁹ Il ne s'agit pas de présenter, de façon homogène et totalisante, « la » rationalité latinoaméricaine comme entité unique essentialisée. Il existe différents modes de rationalité présents sur le continent, comme ailleurs, y compris des groupes se revendiquant comme porteurs du projet de la modernité. Une attention doit être portée à ne pas invisibiliser cette pluralité. Notre propos vise à visibiliser la présence d'autres propositions comme le sentipenser tout en ayant conscience qu'il s'agit d'un mode de penser parmi d'autres.

unique dans la région : une « révolution agroécologique » (Altieri et Toledo 2011) est portée non seulement par des paysan·nes, mais aussi par des ONG, des institutions gouvernementales et des universitaires. Miguel Altieri et Victor Toledo (2011) affirment même qu'il s'agit d'une triple révolution : épistémologique, technique et sociale. Cette perspective trouve sens au regard de la richesse de la littérature scientifique critique latinoaméricaine. L'analyse critique du néolibéralisme permet de saisir l'exploitation, la marginalisation et la destruction de la Nature sur le continent (Villagra 2015). Il s'agit de l'un des territoires où le programme néolibéral se déploie avec le plus de force depuis le 11 septembre 1973, jour du coup d'État contre le premier gouvernement socialiste élu par vote populaire au Chili. La vague de dictatures civiles et militaires se déclenche en Amérique Latine dans le cadre du « Plan Condor » (Puello-Socarrás, 2015) instaurant un régime económico-politique néolibéral dans la région. Des processus de privatisation, dérégulation financière et précarisation du travail sont lancés dans les années 1980 et 1990. La littérature critique dénonce la consolidation d'un type de développement extractiviste, un modèle d'accumulation fondé sur la surexploitation des ressources naturelles, en grande partie non renouvelables, et l'appropriation de territoires auparavant considérés comme « improductifs » (Svampa, 2012).

Nous retraçons ici (trop) brièvement les apports de la *Pensée Critique Latinoaméricaine* et l'*Écologie Politique Latinoaméricaine* puis les analyses et propositions féministes latinoaméricaines complétant ce champ de pensée.

• Les apports de la Pensée Critique Latinoaméricaine et de l'Écologie Politique Latinoaméricaine

La *Pensée Critique Latinoaméricaine* (PCL) regroupe différentes perspectives. Parmi elles : les critiques à la modernité et la théorie décoloniale, les féminismes autonomes, décoloniaux, communautaires et de femmes indigènes et afro-descendantes, les débats écologiques et d'économies alternatives, les nouvelles spiritualités, ainsi que les propositions de transition civilisationnelle comme le post-développement, le *Buen Vivir* et le post-extractivisme (Escobar 2017). Un programme de recherche central de cette pensée est le programme Modernité/Colonialité qui regroupe les travaux des principales·aux auteur·es décoloniales·aux : les sociologues Aníbal Quijano, Edgardo Lander, Ramón Grosfoguel et Agustín Lao-Montes ; les anthropologues Arturo Escobar et

Fernando Coronil ; le critique littéraire Javier Sanjinés, la pédagogue Catherine Walsh ; les philosophes Enrique Dussel, Santiago Castro-Gómez, María Lugones et Nelson Maldonado-Torres et les sémiologues Walter Mignolo et Zulma Palermo. Cette pensée socio-environnementale, « éthique, politique et épistémologique, traversée par l'expérience moderne/coloniale mais qui se propose, en même temps, de créer les conditions pour la décolonisation. [...] cela suppose la construction d'une histoire environnementale de la région [...] une construction collective se concentrant sur l'étude des rapports de pouvoir configurés historiquement, médiateurs des relations société/nature. » (Alimonda, 2017 : 41).

L'*Écologie Politique Latinoaméricaine* (EPL) (Alimonda, Pérez, et Martin 2017) ou *Écologie Politique du Sud* (Machado Aráoz, 2017*) est une « pratique sociale », une « pédagogie critico-politique » liée à la conscience politique des menaces sur la vie, une « science contre-hégémonique et visant, par excellence, au dialogue des connaissances (Santos, 2009), nourrie fondamentalement des luttes de ré-existence des peuples et sujets expropriés, comme condition et effet de la mondialisation et de l'intensification du métabolisme nécro-économique du Capital » (Machado Aráoz, 2017 : 212). Les individu·es étudié·es par l'EPL produisent de nouvelles formes de valoriser, de sentir et de produire la vie (Porto-Gonçalves, 2016; Escobar, 2014; 2016; Machado Aráoz, 2017). Cette pensée critique articule une compréhension analytique locale et globale et l'étude des « expériences de lutte pour la ré-existence territoriale portées par les mouvements sociaux face à la dépossession et à la dévastation socio-environnementale » (Pérez et Martin 2017 : 14).

Les fondamentaux de la *Pensée Critique Latinoaméricaine* et de l'*Écologie Politique Latinoaméricaine* sont communs : une identité et une géo-histoire latino-américaine distincte des trajectoires des pays de la modernité et du développement, l'affirmation des effets de la colonisation et de sa continuité par le projet de la modernité, une méfiance envers les instruments théoriques et méthodologiques des sciences sociales conventionnelles et une élaboration critique à la frontière des systèmes et des lieux de connaissances établis (Alimonda 2017). Pour certain·es, l'EPL fait partie de la PCL ; pour d'autres elles sont distinctes même si quelques auteur·es se retrouvent dans les publications des deux pensées à l'instar de Arturo Escobar. Pour ce dernier, les différents courants proviennent de :

« l'activation politique de l'existence collective et relationnelle d'une grande variété de groupes de subalternes-indigènes et d'afro-descendants, de paysans, d'habitants des territoires urbains populaires, de jeunes, de femmes solidaires. C'est la vague créée par les condamnés de la terre à la défense de leurs territoires face à l'avalanche du capital mondial néolibéral et de la modernité individualiste et consumériste. » (2017* : 558).

Il s'agit d'une « élaboration politico-intellectuelle d'avant-garde » qui tente de répondre aux défis actuels « en reconnaissant la nécessité de critiquer les présupposés civilisationnels de la modernité » (Alimonda, 2017 : 43). Une triade constitue les « marqueurs d'identité » de ces pensées, et en particulier de l'Écologie Politique : décolonialité, position située et territoire (Moreano, Molina, et Bryant 2017). Si ces analyses permettent de saisir les enjeux à l'échelle territoriale latinoaméricaine, elles offrent une compréhension des processus à l'échelle globale. Cet extrait est particulièrement illustratif :

« Ce sont les agro-cultures préexistantes et ré-existantes à la violence impériale de l'Occident qui ont souffert et ont présenté le caractère intrinsèque et structurel des liens entre le capitalisme, le colonialisme, le patriarcat et la déprédation impérialiste de la Nature. Pour ces agro-cultures, l'idée d'une crise de civilisation énonce la non-viabilité manifeste d'une (in)civilisation née d'un génocide/épistémicide; une civilisation qui a construit toute son institutionnalité en tant qu'effet et résultat de pratiques éco-génocidaires et qui, à partir de celles-ci, s'est développée, mondialisée, réalimentée et imposée comme un mode de vie unique/supérieur.* » (Machado Araújo, 2017 : 198)

Les travaux féministes inscrits dans cette même lignée de pensée critique fournissent des reconsidérations épistémologiques, des pratiques ainsi que des compléments d'analyse.

• **L'écologie politique féministe et le féminisme décolonial**

Différentes pensées proposent une analyse féministe critique articulant les dimensions sociales et environnementales dans une appréhension du système capitaliste-colonial-patriarcal.

L'écologie politique féministe vise à développer le projet de l'écologie politique afin qu'il se féminise, se décolonialise et se démocratise au moyen de la création d'alliances nécessaires pour appuyer les processus de transformation pour la Nature et les humain·es (Prieto 2017). Comme champ de réflexions et

de praxis, l'EPF articule la pensée écoféministe et l'écologie politique latino-américaine. L'EPF, l'écoféminisme et les analyses féministes marxistes se rejoignent sur la compréhension des besoins du capital : celui-ci s'approprie et exploite la Nature et le groupe social des femmes qui fournissent la matière première nécessaire à son développement et à sa reproduction. En ce qui concerne le groupe social des femmes, le capital s'approprie et exploite non seulement leurs corps mais aussi ses produits biologiques (les enfants comme main d'œuvre pour le système) et matériels (le travail salarié et domestique).

L'analyse des effets du colonialisme et l'articulation entre le patriarcat et le capitalisme sont au cœur de ces pensées. Nous l'avons vu en introduction, la philosophe argentine María Lugones propose une révision critique des travaux de Aníbal Quijano et conceptualise la « colonialité de genre » montrant que le genre et la sexualité constituent, au même titre que la race et la classe, une construction sociale coloniale, l'un des fondamentaux de la colonialité du pouvoir. Elle dénonce la complicité des hommes colonisés avec les agent·es de la colonisation : en se désolidarisant des femmes colonisé·es et en participant à la subordination de genre, ils négocient certains avantages sociaux et un contrôle relatif de leur société (Lugones 2007; 2008; 2014). La binarité de genre et l'assignation sexuée des femmes sont alors des effets de la colonisation. Rejoignant la thèse de Silvia Federici (2014) en ce qui concerne l'Europe, María Lugones met en lumière l'appropriation des femmes colonisées pour l'exploitation de leur travail productif et reproductif.

La sémiologue Zulma Palermo (2012) adhère à la pensée de María Lugones et appelle à documenter et faire circuler les expériences et les discours des femmes définies comme « autres ». Sa démarche vise une :

« utopie nécessaire, indispensable, dans la conviction qu'il n'est pas encore trop tard pour construire un monde où il y a de la place pour tou·tes, sans asymétries ni dévalorisations.* » (2012 : 41)

Catherine Walsh encourage à la valorisation de la mémoire collective comme espace de pratique pédagogique et décoloniale (2008; 2013) et à la valorisation des luttes sociales comme scénarios pédagogiques. L'objectif est d'appuyer la « résurgence de notre monde » [se référant à l'Amérique Latine], de pratiques et de présences insurgentes permettant un « autre vivre », une

« re-ein-surgimiento », soit une fusion entre ré-émergence et insurrection (2013 : 28).

Le féminisme communautaire guatémaltèque proposé par Lorena Cabnal appréhende l'union des deux patriarcats : le « patriarcat originel ancestral » précédant le colonialisme et inscrit dans les communautés et le patriarcat colonial. Le « patriarcat originel ancestral » désigne un système structurel d'oppression contre les femmes autochtones ou indigènes. Il se fonde sur l'idée que « l'hétéro-réalité cosmogonique » est une norme à suivre pour les êtres humain·es entre elles·eux et avec le cosmos. De ce fait, des rôles, des us et coutumes, des principes et des valeurs sont dicté·es afin de respecter cet ordre (Cabnal 2010). Des « pactes, mandats et accords » se réalisent entre ces deux patriarcats sur le corps des femmes et sur la terre :

« Pour nous, défendre le territoire corps nous porte à assumer le corps comme un territoire en dispute avec le pouvoir patriarcal ancestral et le patriarcat colonial, mais nous le concevons aussi comme un espace vital pour la récupération de la vie. En ce sens, les luttes contre les multiples formes de violence à l'égard des femmes autochtones, en particulier la violence sexuelle, la violence territoriale et le féminicide, sont des luttes historiques, mais toujours actuelles. Récupérer le corps pour se rendre digne et récupérer la joie par rapport à la nature est un pari politique émancipateur.* » (Cabnal, 2017 : 102)

Dans la même lignée, des travaux de l'écologie politique féministe caractérisent le processus de (re)patriarcalisation des territoires nécessaire à l'accumulation par dépossession. Cette repatriarcalisation se déploie selon cinq dimensions (Colectivo Miradas Críticas del Territorio 2017) :

- i) politique : les décisions sur les projets extractivistes affectant les communautés et territoires sont prises par un entre-soi masculin fondé sur les structures patriarcales préexistantes (représentants des entreprises, de l'État, des communautés) ;
- ii) écologique : les activités extractivistes rompent les cycles de reproduction de la vie (contamination des fleuves, altération des sols, déforestation, effets sur les activités de subsistance des populations) se traduisant en une augmentation du travail de *care* et *care* environnemental⁶⁰ pour les femmes ;

⁶⁰ Pour une définition du *care* et du *care* environnemental, voir encadré page suivante.

- iii) économique : l'arrivée de projets extractivistes provoque une réorganisation de l'économie locale, notamment par l'émergence d'une nouvelle main d'œuvre salariée masculine, générant une reconfiguration des rapports de genre dans la famille et une nouvelle forme de dépendance des femmes ;
- iv) culturelle : une masculinisation du territoire est opérée avec l'arrivée de grands projets extractivistes entre main d'œuvre masculine et processus de militarisation du territoire, ce qui provoque une augmentation des sentiments de peur et d'insécurité chez les femmes, un re-confinement spatial à l'échelle domestique, une réaffirmation des stéréotypes de genre ;
- v) corporelle : un processus de sexuation et racialisation des corps, de renforcement du contrôle social et de la violence machiste est opéré du fait, notamment, de l'apparition de nouvelles formes de prostitution sur les territoires d'activités extractivistes nouvelles.

Les stratégies de résistances que déploient les femmes contre ces processus sont multiples : aussi bien spirituelles, corporelles, émotionnelles que théoriques. Le féminisme communautaire guatémaltèque met l'accent sur le processus de « sanation spirituelle » inscrit dans la cosmogonie maya ancestrale :

« Le processus de « sanation spirituelle » vise la récupération émotionnelle, physique et spirituelle des femmes indigènes. Il s'agit d'un acte de revendication personnel et politique. La sanation spirituelle est un « cheminement cosmique politique » pratiquée afin de protéger le corps et la terre et de « de revendiquer la joie et, sans perdre l'indignation et au milieu du monde complexe, célébrer la vie, la résistance et les sagesses plurielles, ainsi que le fait d'être vivantes et en harmonie avec le corps.* » (Cabnal, 2017 : 103)

Il n'est pas possible de rendre ici justice à la diversité et à la richesse des travaux féministes de ce champ de pensée. Nous pourrions également citer la théologie écoféministe développée par la Brésilienne Ivonne Gebara, ou encore la critique féministe de l'extractivisme. Nous souhaitons simplement introduire une pensée critique dont nous nous inspirons et qui situe la constitution d'un féminisme agroécologique. Nous allons maintenant contextualiser –

encore une fois de façon trop succincte par rapport à la complexité de ces conflits – les luttes rurales au Brésil.

Care-care environnemental

Même s'ils ne naissent pas (sous cette appellation) dans la pensée latinoaméricaine, nous présentons brièvement les concepts de *care* et *care* environnemental afin d'explicitier certaines dimensions présentées.

Le *care* désigne le souci des autres, l'attention à la vie et à ce qui fait sa continuité (Paperman et Laugier 2011). Il s'agit d'une attention, au sens actif de prendre soin, s'occuper de (Laugier 2015), permettant la survie quotidienne des personnes (Enríquez 2015). Le *care* renvoie à une série d'innombrables tâches, d'émotions, d'attentions, invisibilisées, négligées dans un modèle de l'*homo oeconomicus* et essentialisées comme étant des qualités innées, naturelles pour les femmes, justifiant leur délégation exclusive à ce groupe social. Dans le cadre familial ou dans la sphère reproductive, ces tâches sont réalisées gratuitement par le groupe des femmes. Le concept de *care* met en lumière la complexité du travail de reproduction sociale et de l'« échange económico-affectif » du fait de souligner la dimension affective de certaines tâches et le brouillage des frontières entre économique et affectif (Verschuur 2013).

La perspective du *care* est indissociablement éthique et politique. Elle désigne la prise de conscience de ce

qui importe, ce qui compte pour nous – à la fois de ce dont nous nous soucions, et de ce dont nous dépendons. » (Laugier 2015 : 130)

Nous développons dans les résultats les notions d'« éthique du *care* », d'« économie du *care* », d'« organisation sociale du *care* ».

Le *care* environnemental est une application du *care* à l'environnement, « une activité caractéristique de l'espèce humaine qui inclut tout ce que nous faisons en vue de maintenir, de continuer ou de réparer notre « monde » de telle sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible » (Tronto 2009_2015 : 144). Le *care* environnemental intègre une prise de conscience du lien humain à l'environnement et au monde animal, de la dépendance humaine et de l'interdépendance entre humains, monde animal et environnement. Il s'agit également de pratiques techniques fondées sur l'attention aux contextes, situations singulières, l'observation des phénomènes comme les arrangements des cultures dans l'espace et le temps. Le *care* environnemental déploie cette attention aussi bien à l'espace proche qu'au macrocosme planétaire (Larrère 2015; Laugier 2015; Laugier, Falquet, et Molinier 2015).

1.2 Des luttes rurales historiques au Brésil

Nous venons de présenter des exemples de pensées critiques latinoaméricaine qui permettent de saisir comment lutter et penser sont deux actions intrinsèquement liées dans une résistance aux processus de modernité/colonialité. Opérant un retour chronologique spécifiquement brésilien, nous allons maintenant comprendre comment les luttes rurales sont inscrites dans l'histoire globale du pays.

La « saga de la révolte » reste méconnue. « Pour chaque seigneur qui se proclamait maître de son fief, pour chaque spéculateur qui prenait possession d'une parcelle de terre commune, il y avait des gens du commun qui résistaient. » rappelle l'écoféministe Starhawk (2018 : 125).

La pensée agroécologique féministe au Brésil s'inscrit dans un contexte de luttes et de violences en milieu rural, une violence structurelle caractéristique du « système monde capitaliste moderno-colonial patriarcal » (Porto-Gonçalves et al., 2018). Cette histoire est marquée par les résistances de populations paysannes, autochtones, face aux colons, puis aux « seigneurs de la terre », aux latifundiums et à l'agrocapiatal.

• Une triple colonisation aux effets continus

La contestation du modèle des grands propriétaires terriens s'affirme dès la période de colonisation, à partir de 1532. Au XVI^e siècle, la représentation et le rapport à la Nature se transforment radicalement : l'image de la terre comme organisme vivant (une conception organique), nourricier et cosmique, est dénigrée pour faire prévaloir l'image d'une machine à dominer. Alors que la vision organique contenait les comportements humains vis-à-vis de la nature, l'approche mécaniciste envisage la terre comme ressource à exploiter au moyen de la technologie (Merchant 1980).

Il s'agit d'un triple processus d'expropriation/de colonisation : de la nature, des savoirs et des corps. La colonisation du Brésil se fait au moyen de l'extractivisme de matières premières pour le Portugal (Esmeraldo 2004). La « nature [est] colonisée » (Alimonda 2011). La science moderne appuie et permet le changement de rapport à la Nature et s'affirme comme modèle hégémonique provoquant l'épistémicide des « savoirs assujettis » (Hill Collins

2009_2016). De nombreux savoirs socio-environnementaux sont détruits. Des attaques sont portées aux systèmes de régulation de l'usage de la terre ; des systèmes riches en symboles et rituels agricoles. Les cérémonies sont qualifiées de sorcellerie, les personnes sont persécutées (Hecht 1995).

Enfin, une enclosure des corps est opérée. Un nouvel ordre de genre⁶¹ s'affirme, d'un côté, par l'exclusion des femmes de l'accès à la terre et aux technologies (Federici 2014; Tabet 1998), par l'assignation au reproductif (Federici 2014) ; de l'autre par la colonisation qui, durant deux siècles, conduit plus de vingt millions d'esclaves depuis l'Afrique vers le Brésil pour le travail dans les plantations (Hecht 1995). Comme nous l'avons vu précédemment, les femmes colonisées sont exploitées aussi bien pour leur travail productif que reproductif. Les conditions de reproduction sociale des communautés paysannes sont sciemment attaquées afin de garantir le pouvoir de l'élite agricole. Les familles esclaves sont disloquées par la séparation et la vente des membres de la famille à des propriétaires différents (Fraser 2016). La construction de l'identité nationale brésilienne découle du viol colonial perpétrés par les « seigneurs de la terre » blancs sur les femmes noires et indiennes (S. Carneiro 2005).

Les maîtres esclavagistes se distinguent des seigneurs féodaux : ils s'organisent en fonction du marché exportateur dirigé par la Couronne portugaise. L'État brésilien possède un caractère patrimonial construit dans ce contexte esclavagiste dont les formes de domination politique persistent encore aujourd'hui (Léna 1996). Selon la sociologue brésilienne Gema Esmeraldo (2004), entre 1500 et 1850, la structure agraire du Brésil s'organise et dessine les classes sociales en suivant le modèle d'exploitation imposé par le Portugal : centralisation des décisions au Portugal, mise en œuvre du système d'exploitation en tant que colonie, formation d'une classe sociale par le développement économique. C'est cette classe sociale, l'élite des planteurs coloniaux, qui va être propriétaire des grandes surfaces de terres nommées *latifúndios*, provoquant la concentration des terres.

Différentes réformes instituent officiellement la « politique du blanchiment » :

⁶¹ Le concept d'« ordre de genre » d'une société désigne la modélisation d'un ensemble de régimes de genre (institutionnalisation des rapports de genre). La reproduction de l'ordre de genre est assuré par l'État au moyen de politiques de genre par les institutions sociales au moyen d'un ensemble de règles et de normes

- i) la constitution de 1824 interdit aux populations noires de fréquenter les écoles ;
- ii) la loi Tarifa Alves Branco du 12 août 1844 racialise l'accès au salariat ;
- iii) les « Lois des Terres » créent les élites foncières et excluent les populations rurales et noires de l'accès à la terres ;
- iv) les Articles 391 à 404 du Code pénal de 1890 punissent par des peines de prison, le vagabondage, la mendicité et la pratique de la capoeira ciblant ainsi spécifiquement les hommes noirs.

Le sociologue brésilien Clóvis Moura détaille combien la race⁶² est le facteur déterminant l'exploitation. Le capitalisme au Brésil s'est construit à partir de l'accumulation générée par le régime esclavagiste. La loi Tarifa Alves Branco⁶³ du 12 août 1844 s'inscrit dans un tournant industriel et politique : afin de s'extraire de la dépendance à l'Angleterre, la loi augmente les taxes d'importations de 60 % lorsqu'un produit identique existe à l'échelle nationale. Cette mesure promeut la production industrielle brésilienne et donc la main d'œuvre salariée pour ce secteur. Cette main d'œuvre est sélectionnée selon la race : seuls les blancs peuvent accéder au statut de travailleurs salariés dans le secteur industriel alors que les noires restent esclaves. Il s'agit alors d'une mesure protectionniste pour les immigrant·es européen·es⁶⁴.

La première « Loi de la Terre » promue en 1850 lance une réorganisation agraire au Brésil légitimant la grande propriété, le *latifundium*, et constituant une élite blanche. L'esclavagisme de populations natives et de populations africaines s'établit pour servir de main d'œuvre gratuite. À l'abolition, les terres peuvent être vendues. Les personnes ayant accumulé pendant l'esclavage détiennent le capital suffisant pour acheter les terres. Seule l'élite agricole esclavagiste possède ce capital. L'élite blanche garantit ainsi la conservation de ses pri-

⁶² Pour rappel, la race désigne une catégorie socialement construite – au même titre que le genre – changeante selon l'époque et les lieux. Voir encadré concept « Race - intersectionnalité » (en Partie I).

⁶³ La loi du 12 août 1844 s'inscrit dans un tournant industriel et politique du Brésil : afin de s'extraire de la dépendance à l'Angleterre, la loi augmente les taxes d'importations de 60 % lorsqu'un produit identique existe à l'échelle nationale. Cette mesure promeut la production industrielle brésilienne et donc la main d'œuvre salariée dans le secteur industriel.

⁶⁴ Clóvis Moura propose ici une analyse moniste. Or, des dimensions de classe et de genre sous-tendent également ce processus.

vilèges alors que les noir·es sont exclues du projet de nation. La modernisation et l'industrialisation se fondent, par la suite, sur cette structure sociale esclavagiste (C. Moura 1994). La réalité rurale est empreinte et moteur de l'oppression raciale.

Toujours selon Clóvis Moura, des formes de dissidences s'organisent autour de communautés telles que les *Canudos*, les *Contestado* et la révolte de *Trombas* et *Formoso*. Les peuples indigènes et *quilomb*s*⁶⁵ organisent dès lors la résistance. L'histoire des *quilomb*s* de Palmares au XVII^e siècle en est un exemple. Les *quilomb*s* constituent la première forme de lutte pour la terre à travers l'expérience d'une « économie et cultures parallèles » s'étendant sur toute la période d'esclavagisme (2000, cité par Stedile, 2016). Par ailleurs, d'autres formes de résistances, davantage discrètes, sont déployées : les « mères noires » responsables de l'éducation et des soins aux enfants de familles blanches leur transmettent des valeurs et des croyances de la culture africaine (Gonzalez 1981).

Comme nous l'enseigne Aníbal Quijano, l'abolition de l'esclavage ne signe pas la fin de la colonisation : la colonisation est un processus continu, au-delà des indépendances politiques et de l'esclavage. D'autres formes structurelles de domination se perpétuent, matérialisant la « colonialité du pouvoir » (2005). L'abolition de l'esclavage en 1888 reconfigure les rapports de pouvoir : les maîtres d'esclaves deviennent des « seigneurs des terres ». Les propriétaires terriens mettent en place une « oppression paternaliste » (Geffray 1996) permettant de réifier la domination sur les paysan·nes et conserver une main d'œuvre exploitée⁶⁶ (Garcia Jr 1990; Geffray 1995; 1996; Léna, Geffray, et Araújo 1996).

Ces dynamiques illustrent la réminiscence d'un « Brésil colonial et impérial » caractérisé par « l'extension du latifundium, la concurrence entre la main d'œuvre et le travail libre sur une période, le clientélisme, etc. » (Léna 1996). L'oppression paternaliste s'articule au clientélisme, soit une structure de redis-

⁶⁵ Le terme « quilomb*s » désignent les personnes africaines et afro-descendantes au Brésil qui se révoltent contre l'esclavage et fuient les fermes et exploitations pour se réfugier dans les forêts ou dans des régions difficiles d'accès. Elles construisent alors des territoires de résistance et de vie en liberté. Après l'abolition de l'esclavage, ce terme a recouvert une nouvelle signification, utilisé pour se revendiquer en tant que sujets de droits. Les populations quilomb*s obtiennent des avancées juridiques communes avec le mouvement noir (S. R. B. Ferreira 2012).

⁶⁶ Nous développons ces rapports de pouvoir historiques dans le chapitre 5 : *Résister/r-exister sur le territoire*.

tribution disposant d'une « capacité d'accumulation qui lui assure une autorité, un pouvoir économique et de prestige sur les bénéficiaires de ses faveurs » (Sabourin, 2012 : 225). Ces deux systèmes sont des rapports de pouvoir et de dépendance. La figure les incarnant revêt les caractéristiques du « patron » de la terre : paternaliste, servant d'intermédiaire entre le gouvernement de l'État et les habitant·es des zones rurales (Léna 1996). Le clientélisme s'avère un puissant outil de contrôle social vertical (Lewin 1993). De surcroît, l'oppression paternaliste et le système d'exploitation capitaliste coexistent (Garcia Jr 1990; Geffray 1995; 1996; Léna, Geffray, et Araújo 1996; Sabourin 2012).

• Une réorganisation des luttes pour la terre

La concentration foncière se renforce avec le « nouveau pacte politique » issu de la Révolution de 1930, caractérisé par l'industrialisation et par la montée au pouvoir de la « bourgeoisie industrielle ». Les conflits pour l'accès à la terre s'intensifient et les organisations paysannes s'organisent contre les grands propriétaires terriens (Andrade 2017).

Les années 1960 sont marquées non seulement par les contestations urbaines pour le droit du travail mais aussi par le renforcement de l'organisation paysanne réclamant la réforme agraire. En 1956, une conférence nationale des travailleuses s'organise afin de lutter pour les droits du travail et pour l'obtention de crèches. À cette époque, les femmes peuvent voter depuis 1932⁶⁷.

Les « Liges paysannes » sont au devant de la lutte et revendiquent un accès à la terre, des organisations propres et une participation politique. De nombreuses femmes paysannes affrontent alors le latifundium. Un couple reste le symbole des « Liges paysannes », Elizabeth et João Pedro Teixeira. Elizabeth est originaire d'une famille de propriétaires terriens qu'elle quitte pour s'unir à la lutte des paysan·nes et se marier avec João, travailleur pauvre, noir et analphabète. Ce dernier est assassiné le 02 avril 1962. Elizabeth poursuit la lutte et participe à la construction du mouvement syndical agraire. À

⁶⁷ La première Constitution républicaine de 1891 exclut du vote les mendiants, les analphabètes, les femmes, les Indiens, les religieux des ordres monastiques. En 1927, l'État de Rio Grande do Norte (*Nordeste*) autorise le droit de vote des femmes. Un an après, c'est toujours dans cet État qu'est élue une femme pour la première fois de l'histoire du pays : elle est mairesse de la ville de Lajes. Le 24 février 1932, le vote des femmes s'étend à tout le pays avec l'autorisation de leur époux. En 1934, le vote concerne cette fois toutes les femmes, sans tutelle aucune.

cette période, les organisations paysannes acquièrent une visibilité dans l'espace politique (Andrade 2017). Notons que la *Pédagogie de l'Opprimé* de Paulo Freire fait partie d'un mouvement d'éducation populaire inspiré de l'organisation et de l'action des Ligues paysannes (Arroyo 2012). Ainsi, à partir des années 1970, une série de luttes pour la reconnaissance et pour les droits en milieu rural s'organise. Nombre d'identités sont affirmées défendant la pluralité du rural (Medeiros 2007) : les *sem terra* [sans terre], les *atingidos por Barragens* [atteints par les barrages*], les *seringueir*s*⁶⁸, les « petits agriculteurs/trices », .

1964. João Goulart, à la tête d'un gouvernement de centre-gauche, fait face aux oppositions de groupes de droite, à une profonde crise économique et aux pressions des grands médias. Les alliances à gauche du Président font craindre à la droite une « radicalisation des réformes sociales dans un sens socialiste » (Motta 2018: 6). L'opposition de la majorité est alors sans appel. Les modifications constitutionnelles que tente João Goulard pour contourner les résistances font craindre une escalade autoritaire à la droite qui s'organise. Début 1964, des manifestations ont lieu contre la politique de João Goulart, suspecté de tendances « communistes » : par exemple, les « Marches pour la Famille, avec Dieu, pour la Liberté ». La presse appelle au renversement du gouvernement. Le 2 avril 1964, l'armée lance un coup d'État, appuyé par la CIA. Les militaires imposent un régime dictatorial et promulguent des « Actes institutionnels » suspendant la Constitution, imposant la censure, abrogeant nombre de libertés individuelles. La dictature militaire s'organise et règne jusqu'en 1985.

Les années 1960 et 1970 sont marquées par ladite « modernisation de l'agriculture » sous le modèle de la « Révolution verte » : une « lutte multiforme et sans merci contre le monde rural et le mode de production paysan, précapitaliste » qui se déploie au moyen de la mécanisation, des semences dites « améliorées », de pesticides, de brevetage et pillage de savoirs ancestraux des communautés rurales – notamment par les femmes – d'obligations institutionnelles faites aux paysans d'acheter les intrants au crédit – dont les femmes sont exclues (Falquet 2011: 85). Au Brésil, les mouvements sociaux ruraux et les organisations paysannes sont violemment réprimés, les militant·es – mais aussi catholiques et communistes – sont exilé·es, torturé·es, tué·es. Dilma Rousseff,

⁶⁸ Le terme « *seringueir*s* » désignent les personnes récoltant le caoutchouc au Brésil, en particulier en Amazonie, et qui vivent des produits de la forêt. Elles et ils ne sont pas des autochtones mais sont issues de la première ou deuxième génération d'immigrant·es appauvri·es au *Nordeste* (Martínez-Alier 2011).

ex-guérillera, est, elle-aussi, emprisonnée pendant près de trois ans (1970-1972) dont vingt-deux jours de torture. Les militaires approuvent le « Statut de la Terre », une loi reconnaissant les latifundiums, exécutée par un organe créé *ad hoc* : l'Institut national de colonisation et réforme agraire (INCRA). La « modernisation conservatrice⁶⁹ » provoquera la hausse du nombre de « travailleurs et travailleuses sans terres ».

À partir des années 1980, l'idéologie du « développement » s'impose au Brésil à partir de l'agenda néolibéral, s'attaquant directement à la culture paysanne (Esmeraldo 2014a). Les mouvements de résistance paysanne se renouvellent. L'exemple bien connu de Chico Mendes et des *seringueir*s* illustre la perpétuation de la lutte pour la terre au Brésil. Les *seringueir*s* sont expropriés des parcelles de forêt où elles et ils vivent et travaillent par les producteur·tices de bois et les éleveur·euses. Ces dernier·es pratiquent les enclosures et brûlent des surfaces importantes de forêt primaire (10 % de la forêt Amazonienne en trente ans). La réponse des *seringueir*s* est alors de protester au moyen de l'*empate*, soit constituer des chaînes humaines dans les forêts afin de protéger les arbres et d'empêcher l'accès aux travailleur·euses du bois. Cette résistance permet de sauver près d'un million d'hectares (Martínez-Alier 2011). Chico Mendes devient dirigeant syndical. Cette lutte, et les propositions alternatives engendrées, présentent une dimension écologiste centrale. L'« Alliance des peuples de forêts », rassemblant les *seringueir*s*, les communautés indigènes, des chercheurs·ses, syndicalistes et militant·es, propose une forme de réforme agraire adaptée aux spécificités de l'Amazonie (Löwy 2013). Chico Mendes est assassiné en 1988 sous les ordres de propriétaires fonciers. Le cas de l'Alliance des peuples des forêts fondée par Chico Mendès est présenté comme un exemple central des « luttes écosociales » et mobilisations pour la défense de l'environnement mais aussi une inspiration pionnière de modèle de développement alternatif du « socioenvironnementalisme » (Löwy 2013).

Sous la dictature, le mouvement syndical se maintient en s'adaptant au contexte, en limitant son activité à la prestation de services sociaux aux populations rurales. Nombre de personnes leadeures sont tuées. Un exemple très important pour notre étude est Margarida Maria Alves, présidente du Syndicat

⁶⁹ Inspiré du travail de Barrington Moore Jr. (1966), cette notion renvoie, au Brésil, aux grands propriétaires agraires qui émergent lors de la formation de la Colonie et restent au pouvoir durant l'Empire et la République. Sur cette question, voir Werneck Vianna, Luiz. (1976), *Liberalismo e Sindicato no Brasil*. Rio de Janeiro, Paz e Terra, et Reis, Elisa P. (1982), "Elites Agrárias, State-Building e Autoritarismo". *Dados*, vol. 25, n° 3, pp. 331-348.

des travailleurs ruraux d'Alagoa Grande, dans le Paraíba. Elle défend les droits des salarié·es agricoles. Elle est assassinée le 12 août 1983 par des hommes armés engagés par des grands propriétaires terriens possédant des usines à canne à sucre de la région.

Après 1968, c'est autour de l'identité de « travailleur rural » (pensée initialement au masculin exclusivement) que les luttes en milieu rural sont portées à l'échelle nationale. Dès les années 1980, les femmes rurales s'organisent afin d'obtenir la reconnaissance en tant que travailleuse rurale. Il s'agit d'une « construction symbolico-politique identitaire de travailleurs ruraux » (Porto-Gonçalves, 2005 : 19) qui s'affirme principalement grâce à l'action syndicale et de la Confédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture (CONTAG). L'apparition des Communautés Ecclésiales de Base (CEB) – la pastorale sociale de l'Église catholique – mais aussi de la Commission Pastorale de la Terre (CPT) à partir de 1975 offrent des espaces de conscientisation politique, de mobilisation et d'organisation politique en milieu rural. Les occupations des terres de latifundiums par des militant·es paysan·es se multiplient à partir de la fin des années 1970, début des années 1980 (Stedile, 2016).

Notons qu'à l'international, une période d'institutionnalisation du féminisme s'ouvre. En 1975, la I^{ère} conférence internationale de l'ONU a lieu à Mexico et la « Décennie des Nations Unies pour la femme » (1976-1985) est proclamée visant une égalité complète entre les hommes et les femmes et l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe ; l'intégration et la pleine participation des femmes au développement ; une contribution de plus en plus importante des femmes au renforcement de la paix internationale. La II^e conférence mondiale sur les femmes de l'ONU s'organise à Copenhague en 1980. 165 États signent la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Cette nouvelle phase se traduit, à l'échelle latino-américaine, par un boom des ONG spécialisées dans la mise en œuvre des programmes internationaux et nationaux (S. E. Alvarez 2014). Le mouvement des femmes rurales s'insère dans un processus d'internationalisation, constituant des réseaux à l'échelle continentale : la CLOC, coordination latino-américaine des organisations paysannes est un exemple.

La dictature au Brésil prend fin en 1985. Une lutte pour la redémocratisation et pour l'approbation d'une nouvelle Constitution fédérale est initiée (Butto, 2017). Les femmes brésiliennes sont largement investies dans cette dyna-

mique, ce qui provoque un processus de diffusion du féminisme, en même temps qu'une spécification des luttes (une segmentation des luttes : des femmes rurales, des femmes noires, ect.), selon l'historienne brésilienne Céli Regina Pinto (2003). Nombre de mouvements sociaux et politiques naissent durant la période : c'est le cas du Parti des Travailleurs (PT), de la *Central Única dos Trabalhadores* (CUT) [Centrale unique des travailleurs, syndicat]. Le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST) est créé en 1984 renforçant cette dynamique de mobilisation et portant une critique environnementale et sociale affirmée. Le MST vient, à ce moment, renforcer les luttes pour la terre alors portées par les syndicats de travailleurs et travailleuses rurales coordonnés autour de la CONTAG. Pour Andrade (2017 : 161), « [i]l est donc évident que les mouvements sociaux de l'Amérique Latine s'opposent non seulement à la dynamique meurtrière du capitalisme mais aussi à la logique de la modernité-colonialité réellement existante. » Cette période s'intègre à une profonde réorganisation sociétale du Brésil, en cours depuis les années 1930, provoquant une « nouvelle formation sociogéographique du pouvoir dans le rural brésilien » (Porto-Gonçalves, 2005 : 19).

Les mouvements de femmes rurales s'organisent, en premier lieu, au sein des communautés ecclésiales de base de l'Église Populaire, dans le « nouveau syndicalisme⁷⁰ », dans les mouvements féministes. Dans le *Nordeste*, les femmes rurales participent aux Fronts d'urgence contre la sécheresse, puis créent le Mouvement des Femmes Travailleuses Rurales du *Nordeste* (MMTR-NE) dans le Pernambouc. En 1984, la I^{ère} rencontre de femmes travailleuses rurales du *sertão* central (*Encontro das Mulheres Trabalhadoras Rurais do Sertão Central*) a lieu à João Pessoa (Paraíba). La Coordination des Instances de Femmes Travailleuses Rurales (AIMTR) voit le jour en 1986 et la Coordination des Femmes Casseuses de noix de Coco en 1989, devenant par la suite le Mouvement Interétatique des Casseuses de noix de Coco Babaçu (MIQCB) en 1995 (Siliprandi 2009).

Les revendications des femmes de ces mouvements se concentrent initialement sur la lutte pour leur reconnaissance politique en tant que travailleuses rurales, par l'État mais aussi par les syndicats ruraux. D'un côté, ce statut professionnel donne accès aux droits travaillistes, à la retraite, la sécurité sociale, le

⁷⁰ Le « nouveau syndicalisme » fait référence à « l'émergence de dirigeants forts et d'expériences novatrices qui remettent en question la tradition syndicale antérieure et provoquant l'explosion du nombre de travailleurs affiliés » (Favareto, 2006 : 29). Il est à l'origine de la CUT en 1983.

congé maternité (Deere 2004). De l'autre, il permet la mise à distance de la qualification des femmes rurales comme « aide » du mari ou « épouse d'agriculteur » (M. I. S. Paulilo 2004). Il faudra attendre la Constitution de 1988 pour l'obtention des premiers droits sociaux, comme la sécurité sociale, mais aussi la reconnaissance d'un droit égalitaire à la terre (Deere 2004).

L'organisation en mouvement non mixte naît de l'exclusion ou la mise sous silence des femmes dans les syndicats. Différents mouvements de femmes rurales non-mixtes émergent. Les femmes indigènes et *quilombolas* commencent également à s'organiser dans les années 1980 (*ibid.*). Par ailleurs, la nécessité de former un espace pour mettre en commun les différentes approches écoféministes émerge lors de la V^e Rencontre Féministe Latinoaméricaine et des Caraïbes, en 1990. L'année suivante, le collectif écoféministe *Conspirando* naît au Brésil : il s'agit d'une organisation horizontale et multinationale, indépendante de l'université et de toute organisation religieuse, visant à stimuler de nouvelles visions articulant spiritualité, théologie féministe et écoféminisme⁷¹. Une des figures de cette pensée est Ivone Gebara.

Dans les années 1990, le Mouvement des Petits Agriculteurs (MPA) dénonce l'expropriation paysanne et l'expansion capitaliste en milieu rural et se bat pour la souveraineté alimentaire (Santos, 2016).

En parallèle, à l'international, la conférence sur les femmes de l'ONU se déroule à Nairobi en 1985 et à Pékin en 1995. De nombreux groupes féministes « fatigués de la marginalisation » (Falquet 2007 : 39) s'orientent vers la professionnalisation, en ONG, en agences gouvernementales, dans le milieu universitaire. Cette tendance provoque une scission entre les groupes féministes « autonomes » et « institutionnels » (Falquet 1998). D'autres groupes critiques⁷² de ce processus d'institutionnalisation élèvent leur voix lors de la VI^e rencontre féministe continentale de 1993.

À partir des années 2000, les mobilisations de femmes paysannes se multiplient dénonçant le modèle agroalimentaire constitué pour le capital international et adopté par le gouvernement brésilien (Esmeraldo 2014a). La lutte initiale pour la reconnaissance comme travailleuses rurales, pour la participation poli-

⁷¹ « Conspiradoras », sur la page internet de Conspirando : <http://conspirando.cl/página-ejemplo>.

⁷² À commencer par le groupe *Próximas*, anciennes guérillères centraméricaines et de réfugiées-exilées au Mexique et le groupe bolivien des *Mujeres Creando*. Pour un retour sur les « féministes autonomes » latinoaméricaines et caribéennes portant une critique institutionnelle, voir Falquet, 2011.

tique, pour l'accès aux droits et aux politiques publiques, évolue vers la construction d'un projet de société intégrant le féminisme, l'agroécologie, la souveraineté alimentaire comme partie de la transformation de l'agriculture (Butto, 2017). Le I^{er} campement national de femmes travailleuses rurales a lieu en mars 2000, organisé par l'ANMTR, affirmant les « Femmes générant la vie et construisant un nouveau Brésil ». La même année, la I^{ère} *Marcha das Margaridas* à Brasília affirme « 2000 raisons pour marcher contre la faim, la pauvreté et la violence sexiste ». Il s'agit d'une soixantaine d'organisations qui se mobilisent ensemble ; parmi lesquelles, ONG, mouvements sociaux ruraux mixtes, mouvements autonomes de femmes rurales, réseaux nationaux et internationaux, syndicats, entre autres. Outre la dénonciation du modèle d'*agrobusiness* hégémonique, la *Marcha* est un espace de dialogue et négociation politique avec l'État. Cette manifestation porte son nom en femmage à Margarida Maria Alves. Depuis, la mobilisation a lieu tous les quatre ans réunissant les « femmes qui luttent et font germer le milieu rural, la forêt, les eaux » en défense d'un « Brésil démocratique, souverain et libre des oppressions capitalistes, sexistes, racistes et de genre »⁷³. Comme le souligne Gema Esmeraldo (2014a), les mobilisations de femmes paysannes portent d'ores et déjà dans les années 2000 une critique du modèle capitaliste et de ses effets sur le milieu rural.

Le 8 mars 2006 (journée internationale de lutte pour les droits des femmes), une action symbole a lieu à Barra do Ribeiro (RS), coordonnée par le Mouvement des Femmes Paysannes (MMC) et *Via Campesina* : près de 2000 agricultrices détruisent les laboratoires de production de plants d'eucalyptus de l'entreprise internationale *Aracruz Celulose* afin de dénoncer les conséquences sociales et environnementales, soit l'avancée du « désert vert » provoqué par la monoculture d'eucalyptus et autres espèces forestières et l'expulsion violente d'indigènes et de paysannes.

Aujourd'hui, la lutte rurale a un caractère global : d'un côté, elle continue et se renouvelle contre l'agrocaptal ; de l'autre, une lutte pour la reconnaissance des populations socialement et politiquement exclues vise la conquête de droits collectifs sociaux, environnementaux et de participation politique (Scherer-Warren 2007). Ces deux fronts s'articulent autour de l'élaboration et de la politique d'un nouveau projet de société (*ibid.*). L'agroécologie vient se situer dans cette démarche. Nous allons maintenant retracer sa ré-émergence au Brésil.

⁷³ Manifesto da *Marcha das Margaridas*, 8 mars 2018.

1.3 Une ré-émergence de l'agroécologie au Brésil

La ré-émergence de l'agroécologie (Hecht 1995) au Brésil s'inscrit dans une dynamique qui implique différentes sphères et dans laquelle les groupes de femmes jouent un rôle central. À partir d'une dénonciation de la modernisation agricole s'engage une période de collaboration entre mouvements sociaux, milieu de la recherche et instances publiques. Les mandatures du Parti des Travailleurs (PT) occasionnent une amorce, sous Luiz Inácio Lula da Silva, puis une concrétisation sous Dilma Rousseff. Rappelons que le PT naît comme projet politique pensé comme nouveau, suite à la réintroduction du multipartisme en 1979 : d'un côté, les revendications des syndicats indépendants qui émergent pendant les grèves de 1978 et 1979 sont traduites en action politique ; de l'autre, une tentative d'union des oppositions est entreprise (Goirand 2010).

• Une dénonciation du modèle agrocapitaliste

La pensée critique du modèle d'agrocapital et ses conséquences au Brésil sont portées par le monde académique, syndical, mouvementéiste, ecclésial. Des chercheurs·ses (et) militant·es se démarquent dans cette lutte⁷⁴. Citons, par exemple, Ana Primavesi, qui fournit une contribution scientifique et militante importante, dénonçant les technologies de la Révolution verte. Les « Sorcière de l'Écologie*⁷⁵ », Hilda Zimmermann Magda Renner et Giselda Castro, militantes écologistes, se démarquent pour leur lutte contre les pesticides, la pollution, la défense des arbres. Hilda Zimmermann est une pionnière du Mouvement écologique « *gaúcho* ». À leurs côtés, le militant environnementaliste José Lutzenberger joue un rôle important dans la dénonciation des effets des pesticides, demandant leur réglementation. Docteur en « Écologie et Ressources naturelles », Adilson Paschoal, pionnier en agriculture biologique, crée la première unité d'enseignement consacrée à l'agroécologie au Brésil. Il publie, à la

⁷⁴ Cette brève présentation ne rend donc pas compte du nombre considérable de personnes ayant contribué à différentes échelles, notamment les personnes luttant au niveau microsocial et/ou appartenant à des groupes sociaux invisibilisés.

⁷⁵ Cette qualification est relaté sur le site internet du Centre d'études environnementales : <https://centrodeestudosambientais.wordpress.com/tag/aco-es-que-mudaram-a-saga-de-hilda-e-wrasse-zimmermann-sua-agenda-socioambiental/>, consulté le 16/07/2018.

fin des années 1970, un article puis un livre⁷⁶ présentant pour la première fois la notion de « pesticide⁷⁷ », en opposition à la notion de « défensif agricole » :

« La notion de pesticides revêt un sens général pour inclure tous les produits chimiques utilisés dans les agrosystèmes pour lutter contre les ravageurs et les maladies. Le terme est une contribution utile, puisque la science qui étudie ces produits s'appelle la toxicologie.* » (1979).

Il explique que son ouvrage connaît un impact similaire et se complète avec celui de Ana Primavesi, *Gestion écologique des sols*.

Soutenues par les associations internationales de défense de l'environnement, nombre d'ONG et de groupes environnementaux émergent dans les années 1970 autour des agricultures alternatives, formulant une critique des effets de la modernisation agricole (entre autres Butto 2017; Costa et al. 2017; Wezel et al. 2009). Le Projet Technologies Alternatives (PTA), coordonné par la Fédération des Entités pour l'Assistance Sociale et Educative (FASE) et visant à identifier les entités travaillant avec les technologies alternatives adaptées à la réalité de la paysannerie, engendre la création de différentes ONG œuvrant dans le champ. Les agricultures alternatives (agriculture biodynamique, agriculture biologique, agriculture organique, agriculture naturelle, permaculture) sont des « systèmes sociotechniques développés en réponse aux blocages sociaux, économiques et/ou environnementaux rencontrés dans l'agriculture pratiquée de façon conventionnelle* » (Petersen, 2012 : 42).

L'objectif de ces organisations est la défense des petites exploitations familiales, la souveraineté alimentaire et l'autonomie. L'église catholique et quelques scientifiques dénonçant les effets des pesticides s'inscrivent dans la défense de ces agricultures. Les deux premières Rencontres Brésiliennes d'Agriculture Alternative (EBAA) à partir de 1981 dénoncent les conséquences du « paquet technologique », la contamination par les pesticides, l'érosion des sols, entre autres. (Luzzi 2007). L'AS-PTA (association pour l'accompagnement et services aux projets en agriculture alternative) voit le jour à l'occasion

⁷⁶ *Ravageurs, pesticides et la crise environnementale : problèmes et solutions** (1979, Rio de Janeiro: Fundação Getúlio Vargas).

⁷⁷ Le terme en pretoguês, *agrotóxico*, est particulièrement explicite avec la mise en évidence du caractère toxique des produits.

de la première EBAA en 1981 réunissant des professionnel·les de l'agronomie, des étudiant·es, des chercheurs·ses, des agriculteurs·rices (Wezel et al. 2009).

Le III^e EBAA se tient en 1987 avec une participation de femmes atteignant 8 % des présent·es. Une seule femme est invitée à communiquer lors de l'événement : il s'agit de Regina Toledo qui participe à l'atelier « Communication sociale et agriculture alternative ». Sur les 17 cours organisés à cet EBAA, seulement deux sont dispensés par des professeuses : « Gestion écologique des ravageurs, pathogènes et envahisseurs » par Sueli Martinez de Carvalho et « Agriculture écologique : gestion des sols » par Ana Maria Primavesi. Lors du VI^e EBAA en 1989, les propositions émises lors de l'atelier « Organisation sociale et agriculture alternative » incluent la reconnaissance des femmes rurales comme travailleuses au même stade que les hommes, la nécessité de discussions sur les questions de santé des femmes (notamment face à l'exposition aux pesticides) et la lutte contre les formes d'exploitation et de soumission des femmes (Siliprandi 2009). Plusieurs ONG jouent un rôle central dans l'impulsion et la visibilisation de la participation des femmes au mouvement agroécologique. En 1990, la SOF organise un atelier « Genre et agriculture familiale » réunissant différentes organisations à l'échelle régionale puis nationale. Dès 1998, les femmes participant au groupe de travail « genre » du Forum *Sudeste* du réseau PTA (membres de neuf entités différentes) interpellent la SOF afin de travailler à une meilleure intervention de leurs entités respectives auprès des femmes et une meilleure intégration de l'analyse genre à l'agriculture familiale.

Les premiers débats critiques sur le modèle agricole hégémonique se limitent à la critique du modèle technologique « moderne » et à la recherche de technologies durables par des professionnel·les principalement des sciences agraires (Luzzi 2007). Le déploiement de nouveaux agent·es, des réflexions et pratiques autour des possibles en agriculture en période de re-démocratisation favorisent un nouvel axe transversal centré sur la « développement rural durable » et la valorisation de l'agriculture familiale. Cette focale est adoptée dans le milieu de la recherche, notamment avec les travaux de Caporal et Costabeber, et dans les instances publiques avec la mise en place du Programme de Renforcement de l'Agriculture Familiale (PRONAF) en 1996 et la création du Ministère du Développement Agraire (MDA) en 1999 (Wanderley 2011).

Agriculture familiale

L'agriculture familiale est une catégorie analytique, une catégorie de désignation politique se distinguant de l'« agriculture patronale » et de l'« agriculture paysanne », un terme de revendication politique et un terme juridique définissant une population destinataire de politiques publiques comme le PRONAF (Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale) institué en 1995.

Comme catégorie juridique, elle désigne les petits producteurs et productrices occupant moins de quatre modules fonciers fiscaux, les bénéficiaires de la réforme agraire, les communautés traditionnelles, indigènes, pêcheurs artisanaux, entre autres. Elle se distingue de l'agriculture patronale qui correspond au modèle entrepreneurial employant plus de deux salariées permanentes (Sabourin, 2014). Catégorie cible du PRONAF (grâce aux mobilisations de la CONTAG et du MST), l'agriculture familiale se réfère, depuis 1999 au Ministère du développement Agraire (MDA) alors que le secteur entrepreneurial de l'agriculture est géré par le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation (MAPA). L'agriculture familiale a une double préoccupation : l'intégration au marché par l'activité mercantile et l'autoconsommation. Elle assure une part importante de la production commerciale destinée aux marchés internes et aux produits du panier alimentaire de base. Elle avoisine une participation de 40 % au PIB agricole du pays (Wanderley, 2010).

La grande propriété, s'impose en tant que modèle socialement reconnu : elle reçoit les appuis de la politique agricole, notamment à travers la modernisation agricole. L'agriculture familiale occupe une place secondaire et subordonnée (Wanderley, 1995) : par exemple, le PRONAF al-

loue des ressources en crédit qui n'atteignent que 15 à 20 % des financements attribués à l'agriculture patronale (Sabourin, 2014). Cette dernière décennie, sa population – auparavant difficilement reconnue comme objets de politiques publiques spécifiques – est destinataire d'une série de politiques différenciées (femmes, jeunes, communautés traditionnelles indiennes et noires, crédit populaire, par exemple). La catégorie « agriculture familiale » est attaquée par la coalition de l'agrobusiness, qui nie jusqu'à la réalité sociologique de sa définition (Sabourin, 2014).

Comme catégorie analytique, il est question d'une forme d'organisation de la production et de travail regroupant initialement les membres d'une même famille. La famille est propriétaire des moyens de production et exécutent les activités de production (Neves, 2012).

Ce terme est associé à la lutte pour un projet sociétal, à une résistance politique à la concentration des moyens de production et à la détérioration des formes de travail salarié dans l'agroindustrie. L'accès à la terre et aux ressources de la Nature est fondamental pour la reproduction de l'agriculture familiale (Wanderley, 2010).

Des chercheuses montrent les effets androcentriques de la considération de l'agriculture familiale comme unité d'analyse unifiée sans étudier les rapports de pouvoir en son sein (Neves et Medeiros, 2013). La famille nucléaire est longtemps une « boîte noire » non appréhendée ou considérée comme dépourvue de hiérarchies, fondée sur le principe de solidarité domestique (Butto, 2017). Les travaux féministes mettant en lumière la division sexuelle du travail et les rapports de pouvoir offrent une nouvelle appréhension de cette catégorie d'analyse.

Texte 3: Concept "Agriculture familiale"

Si ce n'est qu'à partir de 1989, avec la traduction en brésilien du livre de Altieri, que le terme est plus largement diffusé dans le pays, son appropriation est immédiate. Le MST et le mouvement syndical CUT favorise sa diffusion et légitimation (Luzzi 2007). Le rejet du modèle agricole industriel par les différents mouvements paysans provoque l'adoption du terme dans une optique de distinction avec le modèle dominant. Ainsi, une sorte de nouvelle identité est créée autour de ces pratiques, adoptant des aspects plus écologiques et environnementaux (Wezel et al. 2009).

Les mouvements sociaux intègrent l'agroécologie à leur agenda politique dans les années 2000 (Guhur et Toná 2012), visibilisant ses dimensions sociales (Biase 2010; 2016), portées notamment par les mouvements de femmes (Siliprandi 2009). La II^e *Marcha das Margaridas* en 2003, intègre la lutte pour l'agroécologie à ses revendications centrales. La compréhension de l'agroécologie par les mouvements sociaux dépasse le système agricole et considère les interrelations entre système écologique et système social (Tardin et Guhur 2017). Dans cette approche, l'agroécologie inclut le *care* et la défense de la vie, la production des aliments, la conscience politique et organisationnelle. Le modèle de l'agrocapiatal est dénoncé en même temps qu'est proposée l'agroécologie comme fondement pour la construction d'un nouveau modèle productif pour le rural. Pour exemple :

« La *Marcha das Margaridas* 2007 relève le défi de promouvoir la conscience sociale agroécologique et demande au gouvernement l'adoption de stratégies efficaces pour garantir le changement de modèle productif conventionnel et dominant pour la production agroécologique. C'est l'alternative de développement qui valorise les pratiques de gestion durable des ressources naturelles favorisant les modes de production et de consommation à faible impact environnemental, qui permettent de surmonter la crise écologique et sociale.* » Pauta da *Marcha Das Margaridas*, 2007 : 3

L'agroécologie portée par ces mouvements vise l'amélioration des conditions de vie des femmes comme des hommes, en harmonie avec l'environnement (Siliprandi, 2009).

• La formation d'espaces dédiés

L'agroécologie se fait peu à peu une place dans les débats entre les différents secteurs sociaux sur les questions agricoles.

Un premier espace voit le jour à l'échelle nationale sous la mobilisation des organisations de la société civile : les Rencontres nationales d'agroécologie (ENA). L'AS-PTA participe à l'organisation de la I^{ère} ENA en 2001 visant à offrir davantage de visibilité à l'agroécologie, notamment lors des élections nationales. 1100 personnes participent à cet événement dont seulement 297 femmes (27%). Toutes participent du groupe de travail sur le genre (aucun homme ne s'y inscrit). Les autres groupes de travail ne comptent quasiment aucune femme. Les participantes critiquent alors la spécification et donc la marginalisation des questions de genre dans l'ENA (Entretien Beth Carsodo, 2015). Elles interpellent les autres participant·es pour une intégration transversale du genre à l'ensemble des groupes de travail.

À la conclusion du I^{er} ENA, la Coordination nationale d'agroécologie (ANA) est créée. Emma Siliprandi rappelle que la naissance de l'ANA représente :

« [...] l'unification et la consolidation d'une alliance politique autour de la promotion de l'agroécologie, de tous les secteurs s'intéressant à ces questions et réalisant des expériences pratiques productives et de commercialisation : ONG agroécologiques, mouvements sociaux ruraux, incluant les mouvements de femmes, techniciens étatiques, chercheurs, professeurs, consommateurs et, enfin, un large ensemble social se reconnaissant dans la défense de l'agroécologie.* » (Siliprandi, 2009 : 151)

En novembre 2004, un séminaire est organisé sur « Genre et Agroécologie » afin de prolonger les réflexions entamées lors du I^{er} ENA : y participe le groupe de travail (GT) « Genre » de la Région *Sudeste*, la FASE, le GT Agroécologie en Amazonie (GTNA) et la Réseau Économie et Féminisme. De ce séminaire naît le *GT Género da ANA* (groupe de travail sur le genre de l'ANA) comme stratégie de renforcement de la présence des femmes dans l'agroécologie et d'intégration des questions de genre dans les réflexions et actions de l'ANA. Le *GT Género* participe activement à la préparation du II^e ENA en 2006 : travail de mobilisation de femmes pour participer à toutes les commis-

sions thématiques préparatoires au II^e ENA, élaboration de documents de réflexion sur les thèmes identifiés comme prioritaires pour les femmes, promotion de rencontres nationales et régionales de femmes, création d'espaces de formation, négociation avec les coordinations régionales pour garantir 50 % de femmes parmi les représentantes d'entités au II^e ENA. Cette part est atteinte (46%) avec 700 femmes présentes : une première au sein des espaces concernant le milieu rural (entretien Beth Cardoso, 2015). La carte politique de cet événement affirme alors que :

« Les femmes et leurs mouvements ont participé activement à la promotion de l'agroécologie. Elles attirent l'attention sur la nécessité de valoriser leur travail ; elles critiquent la hiérarchisation et la division entre travail productif et travail reproductif ; elles défendent le partage des responsabilités pour le soin du foyer et de la famille ; elles réaffirment le droit d'être reconnues comme agricultrices, paysannes et productrices. Nous, participantes du II^e ENA, nous prenons l'engagement de continuer à soutenir et à participer à la construction d'un mouvement agroécologique promouvant le genre, en nous opposant également à toute forme de manifestation de violence contre les femmes.* » (ANA, 2006 : 6).

Un deuxième espace nationale dédié à l'agroécologie naît en 2004. Il est le fruit d'une dynamique davantage institutionnelle, alliant milieu universitaire et organisations gouvernementales : l'Association Brésilienne d'Agroécologie (ABA). Ce réseau regroupe étudiant·es et chercheurs·ses en agroécologie et l'EMBRAPA. L'objectif est la diffusion de travaux scientifiques sur l'agroécologie. Par la suite, des entités de la société civile intègrent ce réseau. L'ABA coordonne chaque année les congrès brésiliens d'agroécologie (CBA) à partir de 2003, puis tous les deux ans à partir de 2007. Ces congrès sont organisés à partir de méthodes participatives, impliquant des agriculteurs et des agricultrices. À chaque congrès, la commission organisatrice innove les processus méthodologiques afin de garantir l'approche agroécologique comme mouvement, science, politique et technique⁷⁸.

⁷⁸ Informations fournies par des membres de l'ABA.

• La co-construction de politiques publiques

La particularité de la Constitution brésilienne depuis 1988 est sa proposition de « participation décisionnelle » des citoyen·nes à la construction des politiques publiques⁷⁹.

Les mouvements sociaux pour une réforme agraire et pour l'agroécologie soutiennent la candidature du PT aux élections présidentielles. Luiz Inácio Lula da Silva prend ses fonctions le 1^{er} janvier 2003 et met en place un modèle « social-développementaliste » qui mêle politiques néolibérales et interventionnisme d'État. En matière environnementale, développement et protection de l'environnement sont menés de front, en tension permanente, parfois en contradiction (M. S. Carneiro et Blanc 2018). En parallèle de mesures économiques propulsant les activités du secteur primaire dont l'agriculture, d'importantes politiques redistributives sont mises en œuvre à l'instar de la *Bolsa família* [Bourse famille] ou *Minha casa, minha vida* [Ma Maison, ma vie]. L'élite agricole conservatrice bénéficie de cette politique pétéiste tout comme l'agro-industrie, provoquant d'importants impacts environnementaux. Le MDA et l'INCRA sont renforcés. En parallèle, les politiques d'accompagnement de l'agriculture familiale sont relancées et un processus d'institutionnalisation de l'agroécologie est initié.

À partir de 2003 s'ouvre une période de négociation entre le gouvernement fédéral et les mouvements sociaux et organisations de femmes rurales au sein de différents comités, sous la responsabilité des ministères du développement agraire (MDA), du développement social (MDS) et de l'environnement (MMA). Le Consea (conseil de sécurité alimentaire et nutritionnelle), le Condraf (conseil national de développement rural) sont institués avec une représentation des groupes de femmes rurales. Celles-ci intègrent également, au sein du MAPA (ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement), la commission nationale de production biologique (CNPorg).

Cette configuration favorise le vote d'une loi, en décembre 2003, reconnaissant formellement l'agroécologie. Inclue dans le champ de l'agriculture

⁷⁹ Selon le chercheur états-unien Brian Wampler, la participation des citoyen·nes au nouveau régime démocratique établi par la Constitution de 1988 varie en fonction de cinq facteurs : la formation de l'État, le développement de la société civile, le soutien du gouvernement à l'utilisation par les citoyens de leur voix et de leur vote, le degré de ressources publiques disponibles pour les dépenses en services et biens publics, et les règles qui régissent les formes de participation, de représentation et de délibération dans les lieux participatifs (2015).

biologique, l'importance de la dimension politique de l'agroécologie y est soulignée. Sous le mandat de Luiz Inácio Lula da Silva, le MDA met en place en 2004, une Politique Nationale de Ater, assistance technique et extension rurale (PNATER) indiquant la nécessité de l'adoption des principes de l'agroécologie et ses bases épistémologiques pour la gestion des agroécosystèmes durables - adoptant donc l'approche des auteurs paradigmatiques - au moyen d'approches participatives :

Principes de la Politique Nationale de Ater : [...]

- Adopter une approche multidisciplinaire et interdisciplinaire, stimulant l'adoption de nouvelles entrées méthodologiques participatives et d'un paradigme technologique fondés sur les principes de l'Agroécologie. [...]

Objectif Général :

Stimuler, encourager et soutenir des initiatives de développement rural durable impliquant des activités agricoles et non agricoles, de la pêche, d'extractivisme et autres, en mettant l'accent sur le renforcement de l'agriculture familiale, visant à améliorer la qualité de vie et à adopter les principes de l'agroécologie comme axe directeur des actions.*

PNATER⁸⁰, 2004 : 7

La *Marcha das Margaridas* de 2011 obtient un engagement de la part de Dilma Rousseff, alors présidente de la république, de former un groupe de travail pour l'élaboration d'un programme public d'agroécologie en collaboration avec les mouvements sociaux (I. F. de Moura 2017). La Politique nationale d'agroécologie et de production biologique (PNAPO) instituée en 2013 (et couvrant la période 2013-2015) est issue de ce processus de travail. Il s'agit d'un résultat des actions entreprises par les femmes dans cet espace agroécologique (I. F. de Moura 2017; Sabourin et al. 2017; Siliprandi 2017a; Siliprandi, Souza Moreira, et Ferreira 2018). La remise officielle du Plan d'actions pour la mise en œuvre de la (PLANAPO) a lieu lors de la II^e Conférence nationale de développement rural : Dilma Rousseff remet le plan, en mains propres, à Maria Verônica de Santana, agricultrice agroécologique et secrétaire exécutive du MMTR-NE.

Toutefois, l'institutionnalisation de l'agroécologie est critiquée par différentes auteur·es, mais aussi par des mouvement sociaux. Selon Ricardo Abramovay (2007 cité par Wezel et al., 2009), l'agroécologie ne peut pas être la doctrine officielle de l'État car une telle position endiguerait les progrès scienti-

⁸⁰ www.ipea.gov.br/participacao/.../2cndrss%20politica_nacional.pdf, consulté le 18/07/2018.

fiques ou empêcherait le développement d'autres régimes de production. La visée transformative est évidée au profit d'une intégration et d'un renforcement du modèle hégémonique. Cette appropriation sert l'« accumulation par dépossession » (Giraldo et Rosset 2016; 2018) : les pratiques historiques des peuples sont absorbées dans les circuits mondiaux de l'accumulation de capital (Altieri et Rosset, 2018). Les effets en termes de dépolitisation sont mis en exergue. « L'agroécologie est à la mode », affirment Omar Felipe Giraldo et Peter Rosset (Giraldo et Rosset 2016). Selon ces critiques, l'agroécologie peut d'un côté servir le capital permettant à celui-ci d'œuvrer en contexte de crise ; de l'autre, elle peut s'affirmer en tant que moteur politique dans la construction d'alternatives (Giraldo et Rosset 2018).

• La mobilisation féministe en agroécologie

En 2006 et 2007, une série de rencontres intitulées « Rencontres possibles : Féminisme et Agroécologie » ont lieu dans le *Nordeste*, sur l'impulsion de *SOS Corpo*, en partenariat avec *a Casa da Mulher do Nordeste*, le *Centro das Mulheres do Cabo*, la FASE et le *Centro Sabiá*. L'objectif est de développer, à partir d'une perspective féministe, une réflexion sur la situation des femmes rurales et sur la promotion de l'agroécologie (Siliprandi, Souza Moreira, et Ferreira 2018). Entre 2007 et 2010, le *GT Mulheres da ANA* et *ActionAid* lancent une recherche-action visant la systématisation des expériences agroécologiques des femmes dans le *Nordeste* et à Minas Gerais.

Lors des Congrès brésilien d'agroécologie (CBA) de 2009 et 2013, organisés par l'Association brésilienne d'agroécologie (ABA), deux ateliers sont dédiés aux thématiques de genre et agroécologie et une table-ronde s'intéresse à la construction d'un « Agenda qui valorise le rôle des femmes en agroécologie ». La Carte politique du CBA 2009⁸¹ affirme « l'importance d'une réflexion sur le thème des rapports de genre, mettant en évidence la nécessité de valoriser les contributions des femmes et les questions qui entravent leur participation en tant que sujets de droits à part entière, parmi lesquelles la violence quotidienne à laquelle les agricultrices sont confrontées* ».

C'est au CBA de 2013 que naît le slogan « Il n'y a pas d'agroécologie sans féminisme » lancé par les femmes de l'ONG féministe *A casa da mulher do Nor-*

⁸¹ *Carta Agroecológica de Curitiba* consultable ici : <http://aspta.org.br/2009/11/carta-agroecologica-de-curitiba-2009-%E2%80%93-compromissos-e-demandas/>.

deste (membre du *GT Gênero da ANA*). Un atelier sur la production de savoirs des femmes en agroécologie et deux tables-rondes sur la participation des femmes dans les initiatives agroécologiques sont tenues. Le document final du congrès souligne « l'importance des espaces stratégiques de formation, de coordination et de production de connaissances et de pratiques agroécologiques réalisées par les femmes, intégrant l'approche genre et féminisme* » (Siliprandi, Souza Moreira, et Ferreira 2018 : 67).

Le III^e ENA en 2014, enregistre une participation paritaire entre femmes et hommes (2000 participant·es) grâce aux efforts déployés en amont par le *GT Mulheres da ANA*⁸² (participation au comité d'organisation, organisation d'une rencontre préparatoire dédiée, organisation d'ateliers dans les territoires et de caravanes afin de stimuler la participation des femmes rurales, entre autres). Une « Plénière des Femmes » s'organise à cette occasion. De plus, le dernier jour de la rencontre, les participantes réalisent un *ato*⁸³ : une cérémonie d'inauguration symbolique d'une « EMBRAPA Agroécologie » comptant la présence de centaines de femmes, réalisée en face des bâtiments de l'EMBRAPA.

La V^e *Marcha* se tient les 11 et 12 août 2015 et compte 100 000 participantes : au sein du stade de Brasília, ont lieu des conférences, des ateliers, des *ato* et la remise en mains propres à Dilma Rousseff du document de propositions des femmes rurales pour l'agriculture familiale et l'agroécologie. Luiz Inácio Lula da Silva est présent à la prise de parole publique du 11 au soir. La marche, à proprement parler, part du stade de Brasília jusqu'à l'esplanade face au Congrès national. Le titre de cette V^e édition est : « les *Margaridas* continuent de marcher pour un développement rural avec démocratie, justice, autonomie, égalité et liberté* ».

La VI^e *Marcha* vient de se conclure, en août 2019. Cent mille participantes sont réunies à Brasília pour défendre « la souveraineté alimentaire, la démocratie, la justice socio-environnementale et pour la fin de la violence ». Il s'agit de

⁸² Le *GT Gênero da ANA* devient le *GT Mulheres da ANA* pour visibiliser son action de promotion de l'insertion des femmes aux politiques publiques et de la reconnaissance de la participation des femmes à l'agroécologie.

⁸³ Le terme « *ato* » trouve difficilement un équivalent précis en français. Il s'agit d'un événement comme d'un répertoire d'action. Cela peut être une performance artistique et militante, une interpellation en place publique, un rassemblement politique avec prises de parole, entre autres. Nous conserverons donc le terme en *português* afin de ne pas réduire sa portée.

la première Marcha réalisée en l'absence absolue de dialogue avec le gouvernement fédéral. L'*agrogolpe*⁸⁴, l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro et les nombreuses mesures prises par ce gouvernement sont dénoncées par les Margaridas. Le soutien à Lula et la fidélité partisane au PT sont réaffirmées à cette occasion :

«Lula, nous avons les bras grand ouverts pour t'accueillir libre et nous comptons sur toi pour conquérir plus de dignité et de qualité de vie pour les femmes du rural, de la forêt, des eaux et de la ville.* »

Extrait de la *Carta da Marcha das Margaridas ao presidente Lula*
[Lettre de la *Marcha das Margaridas* au président Lula],
Brasília/DF, 7 août 2019

Fernando Haddad, ancien candidat à l'élection présidentielle face à Jair Bolsonaro, est présent à la Marcha et lit la réponse de Lula au Margaridas :

« Merci pour votre *abraço*, pour l'affection. Nous continuons la lutte, sans craindre d'être heureux. Les Margaridas sont arrivées et ils ne pourront pas arrêter le printemps. »

Extrait de la réponse de Lula
à la lettre des Margaridas, 14 août 2019

1.4 L'« agrogolpe » : la place de l'agrocaptal dans le coup d'état de 2016

Une présentation de la récente actualité politique brésilienne nous semble incontournable, d'autant plus qu'elle nous donne à comprendre la centralité des questions rurales et l'intrication du rural, du politique et du social. Étant donné le caractère récent des événements et l'urgence de la situation, très peu d'analyses scientifiques sont publiées jusqu'à présent. Un précieux dossier spécial sur Michel Temer et la question agraire de la revue *Okara* paraît en 2018.

Rappelons que le Brésil est une puissance agricole à l'échelle mondiale et, depuis 2008, le premier consommateur mondial de pesticides : 725 800 tonnes consommées en 2008, soit 3,7 kilos/habitants⁸⁵. L'affirmation de l'agrocaptal comme modèle hégémonique au Brésil connaît un « consensus dans la société-

⁸⁴ Nous explicitons ce terme dans la section suivante.

té » du fait d'importantes campagnes idéologiques (Santos, 2016*). Dans *La dialectique de l'agroécologie** (2014), Luiz Carlos Pinheiro Machado et son fils Luiz Carlos Pinheiro Machado Filho expliquent la mise en place d'un programme public visant à contrer ledit « retard technologique » avec la diffusion du « paquet technologique » de la Révolution Verte. Ce paquet technologique provoque la hausse de la productivité à travers des « traitements » pour les cultures et les animaux d'élevage. Ce mécanisme engendre la destruction de formes d'agriculture pratiquées par les communautés rurales (Santos, 2016). La sociologue brésilienne Regina Bruno souligne la stratégie du discours idéologique de l'agroc capital construisant une image de modernité et de développement « répondant aux intérêts et aux nécessités de tous » (2010, citée par Santos, 2016). Machado et Machado Filho qualifient la Révolution Verte comme l'« une des causes des catastrophes sociales que l'humanité est en train de vivre* » (2014 : 58). Cette puissance de l'agroc capital est non seulement due à l'histoire d'appropriation des terres mais aussi à sa présence au sein du pouvoir institutionnel. Cette configuration du pouvoir dominant désigne la question de la terre comme étant au cœur du « système monde capitaliste moderno-colonial patriarcal » (Porto-Gonçalves et al. 2018).

Durant son mandat, Luiz Inácio Lula da Silva mène une double politique : d'un côté, les politiques sociales à destination des populations les plus fragilisées sont renforcées, la réforme agraire et la défense de l'agriculture familiale sont investies. De l'autre, les intérêts économiques nationaux sont appuyés. Une stratégie qui relève du clientélisme : ménager les plus pauvres et soutenir les plus riches et puissants sans tentative de construction d'une alternative au système capitaliste et sans profonde remise en cause du patronat agraire, industriel et commercial (Sabourin, 2012 : 231). Cependant, cette stratégie vise également à canaliser les profonds antagonismes de la société brésilienne :

« L'une des qualités majeures de Lula a été sa capacité à stabiliser ce cercle d'alliances. De ce point de vue, il a repris un modèle de gestion de conflits politiques, qui puise ses racines dans l'époque. Lula a perfectionné ce modèle : sa stratégie a consisté à transférer vers l'État toutes les tensions qui pouvaient produire des conflits sociaux complexes. Ainsi, pendant le gouvernement Lula, le conflit entre économistes libéraux et gauchistes s'est traduit par la dispute entre la Banque centrale et le ministère de l'Économie. La lutte entre l'agrobusiness et les écologistes s'est transformée en lutte entre le

⁸⁵ Source : *Sindicato Nacional da Indústria de Produtos para Defesa Agrícola*, 2009, cité par Rigotto et Rosa, 2012.

ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Environnement. » (Safatle, 2014 : 43)

Depuis 2015, une « rupture politique » (Porto-Gonçalves et al. 2018) est opérée. Le congrès est composé de trois lobbies appelés « les trois B » : les groupes « du bœuf, de la bible et de la balle ». Il s'agit du Front parlementaire agropastoral – dit les « ruralistes »⁸⁶, les évangélistes, les défenseurs d'armes à feu. Ces trois lobbies sont actifs dans la destitution de Dilma Rousseff en 2016. Ainsi, certain·es auteur·es estiment que le processus d'*impeachment* est un « agrogolpe⁸⁷ » (Lima, Pereira, et Barbanti 2018), un agro-coup d'état, ayant porté Michel Temer à la Présidence temporaire et le PSDB à la Chancellerie. Un *golpe* du fait qu'il s'agisse d'une alternance politique radicale décidée par le Congrès sans consultation des électeurs·trices et du fait de la provocation d'un glissement du présidentielisme vers un régime de type parlementaire : un coup d'état politico-juridico-médiatique qui permet à la droite de revenir après quatre défaites électorales consécutives. Cet *agrogolpe* repose sur les intérêts de familles au pouvoir depuis la colonisation. Certaines de ses familles sont depuis cinq générations au Parlement (Oliveira 2012). De même, Ricardo Costa de Oliveira, sociologue brésilien, affirme qu'une grande partie des députés appartiennent à des familles de latifundiarios⁸⁸. Il s'agit donc d'un *agrogolpe* coordonné par un « pacte narcissique de masculinité » (Diniz 2019) et portant Jair Bolsonaro au pouvoir en 2019.

À l'issu de l'*impeachment*, le gouvernement Temer met immédiatement en œuvre une série de mesures concernant le secteur agricole encore sous l'égide de deux ministères jusqu'en 2016 : MDA (Ministère du Développement Agraire) et MAPA (Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement). Quelques mois plus tard, le MDA est démantelé, certaines de ses activités passent sous la coupe d'un nouveau ministère : le Ministère du Développement Social et Agraire. Avant le gouvernement Lula, l'agriculture familiale et

⁸⁶ 200 parlementaires élu·es, 207 député·es et environ un tiers des sénateurs·trices, soit 40 % de l'assemblée brésilienne (Delcourt, 2018).

⁸⁷ Le terme « golpe » fait référence au coup d'état civil et militaire de 1964 au Brésil. En 2016, il désigne à la fois un « coup d'état » et un « coup fourré ». Il dénonce ainsi un coup d'état où les sphères juridique, médiatique et institutionnelle opèrent conjointement.

⁸⁸ Voir les entretiens recueillis pour l'article de presse *Tradição familiar da política brasileira, que remonta à colonização, deve manter-se na eleição de 2014*, publié le 11 novembre 2013, source : <https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2013/11/11/familias-dominam-politica-brasileira-desde-a-colonizacao.htm>.

les *assentamentos*⁸⁹ ruraux sont un segment de la politique sociale. Le PT au pouvoir crée une entité *ad hoc* : le MDA. Sortir l'agriculture familiale des politiques sociales est un changement de regard : les paysan·nes uniquement catégorisé·es comme « pauvres », ne produisant pas de valeur et nécessitant les aides sociales, sont ensuite considéré·es comme agent·es de l'agriculture familiale, perçue comme un secteur économique ayant une vitalité et une importance à l'échelle nationale (Cassel, 2017).

Le secrétariat de politique pour les femmes (SPM) est créé en 2003 sous les mandats du PT, avec le statut de ministère. En 2015, la SPM est rattaché au ministère des femmes, de l'égalité raciale et des droits humains (MMIRDH). Les trois secrétariats fonctionnent alors conjointement : SPM, secrétariat des droits humains et secrétariat de politiques de promotion de l'égalité raciale. En mai 2016, l'équipe de Michel Temer supprime le MMIRDH et attribue ses fonctions (et donc les secrétariats) au ministère de la justice.

Alors que sous les gouvernements de Luiz Inácio Lula da Silva et Dilma Rousseff (2003-2015), un II^e Plan National de Réforme Agraire (PRNA) est mis en œuvre afin de démocratiser l'accès à la terre, de développer le nombre d'*assentamentos* et de dépasser la situation de concentration de terres en place au Brésil, la prise du gouvernement par l'équipe de Michel Temer provoque une paralysie de la Réforme Agraire (Júnior 2018; Mattei 2018). À noter également l'arrêt des financements des politiques publiques d'*Educação do Campo* (éducation en milieu rural) développées sous les gouvernement PT et portées par les mouvements sociaux, organisations et syndicats ruraux, assurant le droit à l'éducation, une éducation spécifiquement construite autour des intérêts des populations rurales.

C'est notamment au moyen d'un arsenal légal que les attaques sont portées : la « nouvelle » Loi de terres (Loi 13.465/2017) altère une dizaine de lois différentes (Júnior, 2018), et favorise le processus de concentration des terres par le développement des zones de régularisation foncière, tout en légitimant le *grilagem* (le processus d'enclosure) et la formation d'un marché spéculatif des terres par l'*agrobusiness* (Júnior, 2018 ; Ribeiro et al., 2018), provoquant des

⁸⁹ Les *assentamentos* ruraux sont des unités agricoles instituées avec la participation du gouvernement brésilien pour y installer ou pour reconnaître la présence et le travail de familles sans terre et ce par le partage de grandes propriétés confisquées à des propriétaires terriens dans le cadre de la réforme agraire. Ce processus fait souvent suite à de violentes luttes pour la terre (Guétat-Bernard et Prévost 2016a).

conflits territoriaux supplémentaires. L'expansion de l'exploitation minière est soutenue par le gouvernement Temer, favorable à un « néo-extractivisme progressiste libéral-conservateur » (Gonçalves, Milanez et Wanderley, 2018). La stratégie est de passer d'une prise de pouvoir à l'approfondissement de l'agenda néolibéral, à tout prix. Même au prix de quelques vies encombrantes. 61 assassinats en milieu rural en 2016. Les conflits liés à la terre explosent de 40 % soit 1079 cas répertoriés. Il s'agit de l'année la plus meurtrière depuis le premier rapport statistique de la CPT en 1985. À noter également l'augmentation de 25 % en un an du nombre de tentatives d'assassinat et une hausse de 206 % du nombre d'agressions physiques (non létales) (CPT 2017).

À cela s'ajoute la brutale répression et la persécution des militant·es, les invasions des *assentamentos*, des écoles du MST et la qualification de ce mouvement comme « organisation criminelle », entre autres. Le milieu rural brésilien vit actuellement une « situation de guerre civile, avec son cortège d'insécurité, de menaces, d'agressions, d'embuscades, de persécutions, d'invasions, de destructions de petites propriétés [...], et de nombreux assassinats » (Leonardo Boff, 2017 cité par Delcourt, 2018). Et Jair Bolsonaro de déclarer qu'il en finira avec l'activisme dans les zones rurales, incitant à l'assassinat de militants du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terres (MST), de syndicalistes et d'autochtones. Le nouveau président promet également de sortir de l'accord de Paris, de se retirer de la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail et de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : « les indiens n'auront pas un centimètre de plus pour leurs terres » (Milanez 2018). Un de ses objectifs est d'enterrer le contrôle de la déforestation de l'Amazonie en sortant de la convention 169. Sur la seule année 2016, la forêt amazonienne brésilienne a perdu 8 000 km² de surface, soit une hausse de 29% par rapport à l'année précédente. Démantèlement des protections environnementales, atteintes aux droits des populations indigènes, criminalisation et assassinats des militant·es, démantèlement institutionnel : un projet politique socio-écocide complet.

L'été 2019 voit l'Amazonie faire la une, tardive, de la presse internationale. La forêt brûle. La NASA (administration états-unienne de l'aéronautique et de l'espace) estime que 2019 enregistre le plus grand nombre d'incendies en Amazonie depuis 2010. Elle ajoute que ces feux sont davantage liés à la déforesta-

tion qu'à la sécheresse régionale⁹⁰. L'Institut national de recherche spatiale du Brésil (INPE) estime que le nombre d'incendies de 2019 est en hausse de 85 % par rapport à celui de 2018. Entre janvier et août, 80 626 départs de feu sont enregistrés (au 25 août) dans le pays, notamment dans la forêt amazonienne, contre 39 759 sur la totalité de l'année 2018. Face à cette situation, Jair Bolsonaro licencie le directeur de l'INPE, Ricardo Galvão, l'accusant d'exagérer l'ampleur de la destruction de la forêt amazonienne pour faire le jeu des ONG ; dans un premier temps refuse l'aide financière du G7⁹¹ avant de finalement se dire « ouvert » à recevoir les 20 millions de dollars sous conditions que la gestion des fonds soit sous la responsabilité brésilienne. Au même moment, un internaute publie sur Facebook une photo du couple présidentiel français et du couple présidentiel brésilien affirmant que les raisons de Emmanuel Macron pour s'acharner contre Jair Bolsonaro serait la jalousie : le Brésilien a une femme plus jeune que lui alors que le Français est en couple avec une femme plus âgée. Jair Bolsonaro répond sur le média social : « N'humilie pas le type – MDR [“mort de rire”] ».

Ainsi, au Brésil, l'agroécologie s'inscrit dans une longue confrontation au modèle hégémonique par les résistances rurales. La promotion d'agricultures alternatives par les mouvements sociaux ruraux et par les ONG favorise l'adoption de l'« agroécologie » (sa terminologie du moins, si les pratiques pré-existent, comme le défend notamment Susan Hecht). La reconnaissance institutionnelle qui s'ensuit à travers le PNATER permet une diffusion et une appropriation plus globale. Sous les mandats PT, les mouvements ne se posi-

⁹⁰ Brûler un espace de végétation et de branchages dans une zone défrichée est une technique qui vise à « nettoyer » une aire déforestée afin de l'utiliser pour l'élevage ou la culture. Cette pratique est plébiscitée pour sa rapidité mais, réalisée de façon répétée, elle appauvrit la vie du sol. Cette technique s'inscrit dans le « positionnement international ambitieux » (Sabourin 2014: 34) du pays visant à maintenir la croissance du secteur agricole par les exportations. Le Brésil est, depuis 2012, le premier exportateur mondial de viande bovine et de de soja mais aussi le premier producteur et exportateur mondial de café, de sucre, d'éthanol et de jus d'orange concentré.

⁹¹ Fin août 2019, Jair Bolsonaro refuse l'aide financière du G7 exigeant qu'Emmanuel Macron « retire ses insultes » avant de discuter de l'aide. Les « insultes » sont les déclarations du président français estimant que Jair Bolsonaro a « menti » lors du sommet du G20 puisqu'il décide de ne pas respecter ses engagements climatiques ni de s'engager pour la biodiversité. Emmanuel Macron s'oppose alors à l'accord Mercosur en l'état.

tionnent pas dans une rupture avec l'État. Au contraire, ils interagissent et travaillent à la promulgation de lois promouvant les principes de l'agroécologie. L'intégration d'une « participation décisionnelle » des citoyen·nes à la Constitution institue les conditions d'un processus participatif et une représentation sociale (Sevilla Guzmán 2013) favorisant l'appropriation par les politiques publiques de ce terme, sans pour autant le définir comme le critique Navarro (2013b). Sa promotion ne reste pas dans un espace spécifique mais se construit par l'action commune de chercheurs·ses, militant·es, professionnel·les du milieu rural, paysan·nes. Cela est le cas du moins sous les mandats du Parti des Travailleurs, permettant la mise en place d'une politique agroécologique. Il n'en reste pas moins une profonde rupture dans le milieu agricole, vécu et représenté par les institutions comme en témoigne la coexistence de deux ministères jusqu'en 2016 : MDA et MAPA. Cette opposition se retrouve dans le milieu académique avec l'affrontement de deux paradigmes pour étudier les questions rurales : le Paradigme du Capitalisme Agraire (PCA) qui réfléchit la question rurale à partir de son insertion dans le marché et le Paradigme de la Question Agraire (PQA) lié aux analyses matérialistes du développement du capitalisme qui propose la lutte contre le système capitaliste pour penser les questions rurales (Souza Santos et Lisboa Santos, 2017 : 194). Ainsi, deux modèles coexistent et s'affrontent, deux conceptions sociétales : l'agriculture familiale/agroécologie et l'agrocapital.

Pour certain·es, il s'agit d'une « guerre des classes » menées par les oligarchies dominantes volontairement subordonnées à l'impérialisme qui s'exprime par l'usage d'une violence extrême à l'encontre des populations paysannes (Junior et Feliciano 2018; Porto-Gonçalves et al. 2018). D'autres mettent en avant l'« offensive suprémaciste contre les populations rurales », une offensive qui affirme l'infériorité des populations indigènes et *quilombolas*, criminalisant les mouvements sociaux et opérant une expansion territoriale continue (Castilho 2018). Les attaques sont nombreuses et directement portées à l'agriculture familiale et à l'agroécologie à travers le démantèlement des principales institutions et politiques publiques leur étant destinées (Junior 2018; Souza 2018). L'ancien ministre du Développement Agraire, Guilherme Cassel, déclare dans un entretien à *Sul 21* en juin 2017, que l'objectif ultime du coup d'État dans ce secteur est de briser la structure productive de l'agriculture familiale et des *assentamentos* de la réforme agraire, de reconcentrer les terres et d'élargir le marché des grandes sociétés alimentaires transnationales (Cassel 2017).

L'agroécologie comme mouvement s'entend comme étant porté par différentes sphères en collaboration. Un « réseau du mouvement social » (Scherer-Warren 2006) se positionne pour un « spectre idéologique » de transformation sociale et environnementale. Les changements en matière d'inégalités sociales et de rapports de pouvoir sont visés, en plus des changements dans les relations entre humain·es et non humain·es. Il s'agit de construire un autre « mode de vie » fondé sur les valeurs éthiques de justice et d'équité sociale. C'est en cela qu'une action sur les inégalités de genre fait partie de l'approche agroécologique (Siliprandi, 2009). Nous allons maintenant nous intéresser à cette articulation entre genre et agroécologie et entre féminisme et agroécologie.

2| Faire une recherche sur l'agroécologie et le féminisme

« *Oh mulher, tua história nunca foi contada!* » Oh, femme, ton histoire n'a jamais été comptée !
 « *Oh, mulher, poucos livros revelam teu ser!* » Oh, femme, peu de livres révèlent ton être !

*Vem, Mulher !** [Viens, Femme] Poème de Nazaré Flor⁹²

À quelques exceptions près, l'intérêt scientifique pour les femmes rurales est récent au Brésil. À partir des années 1970, une re-conceptualisation du travail apparaît au sein de la sociologie et de l'anthropologie : la notion de travail familial et la division sexuelle du travail sont intégrées à la réflexion. Cependant, le travail des femmes rurales reste à la marge des compréhensions féministes marxistes sur l'exploitation des femmes dans le marché du travail. À partir des années 1980, les travaux scientifiques sur les femmes rurales se multiplient. Ils s'intéressent au travail productif et reproductif, sa valeur invisibilisée et la surcharge qu'il représente (Neves et Medeiros 2013; M. I. S. Paulilo 2004; Silva, Avila, et Ferreira 2006).

À partir des années 2010, l'attention se porte sur la constitution des femmes rurales en tant que sujets politiques/féministes (Butto 2017; Cisne

⁹² Les poèmes de Nazaré Flor, travailleuse rurale de la communauté Apiques, *assentamento* Maceió, dans le Ceará, ne sont pas datés. Ils sont écrits au cours de la décennie 1980. Le Cetra en a fait un recueil publié en 2002.

2014; 2015; Esmeraldo 2013; 2014a; Jalil 2013) ; leur mobilisation pour des politiques publiques (Butto et Dantas 2011; Butto et Leite 2010; Heredia et Cintrão 2006). Nombre de mouvements sociaux de femmes rurales au Brésil restent absents comme objets de recherche (Butto 2017). Cependant, les monographies de mouvements ou organisations impliquées dans l'agroécologie et la promotion de la participation des femmes rurales se multiplient : la *Marcha das Margaridas* (Aguiar 2016), le MST (Butto 2017; Esmeraldo 2013; Furlin 2013), le MMC (Butto 2017; Cisne 2014; 2015; Jalil 2013; Menezes et Gaspareto 2013), le *Movimento de Mulheres Trabalhadoras Rurales del Sertão Central* (MMTR-SC) (Jalil 2013), le MIQCB (Barbosa 2006), la Contag (Pimenta 2013). Quelques études documentent aussi la participation des femmes à la réforme agraire (Bruno et al. 2011; Pimenta 2006), à l'assistance technique rurale (Weitzman 2011), aux circuits de commercialisation (Burg 2005). Les politiques publiques dédiées (Butto et Dantas 2011; Butto et Leite 2010; Heredia et Cintrão 2006), par exemple la PNAPO, le Programme d'Acquisition d'Aliments (PAA) ou la ligne de crédit PRONAF dédiées aux femmes (Zorzi 2008) sont analysées sous l'angle du genre dans les dix dernières années.

Hormis quelques travaux pionniers, comme ceux de Maria Ignez Paulilo depuis les années 1970, l'intérêt pour les femmes rurales comme objet de recherche se concentre sur la dernière décennie. Le champ se renforce. L'articulation entre agroécologie et féminisme participe à ce nouvel élan.

2.1 Une littérature à la frontière de la recherche et du terrain

Aujourd'hui, Miguel Altieri et Peter Rosset n'hésitent pas à affirmer que le féminisme est un courant important de la pensée agroécologique et inversement (2018 : 100). Pourtant les travaux explorant les liens entre féminisme et agroécologie sont encore peu nombreux. Cette littérature provient de différentes sphères de la société (université, ONG) mais démontre surtout une démarche de collaboration entre ces sphères. Par ailleurs, l'articulation des régimes de savoirs et la valorisation des expériences est au cœur des publications. Selon l'agronome et sociologue brésilienne Emma Siliprandi et l'agroécologue colombienne Gloria Patricia Zuluaga, l'agroécologie articulée au féminisme formule :

« des propositions alternatives aux problèmes de la faim, de la pauvreté, de la dégradation de l'environnement, des inégalités sociales, en mettant l'accent sur le changement nécessaire dans les rapports de genre » (Siliprandi et Zualuaga, 2014 : 11)

Selon la Brésilienne, ce champ de réflexion reconnaît les différents usages de l'espace et du temps, les activités productives et reproductives, dans un système plus large qui intègre les aspects agronomiques, écologiques et socio-économiques. Les travaux croisant l'agroécologie et le féminisme ouvrent des voies pour construire des relations sociales plus égalitaires tout en combattant la naturalisation de l'oppression des femmes (Siliprandi 2009).

• Les ONG moteur de la visibilisation

Dès les années 1990, plusieurs ONG jouent un rôle central aussi bien dans l'organisation de séminaires et d'ateliers nationaux et régionaux que dans la publication. L'ouvrage *Gênero e Agricultura Familiar* [Genre et agriculture familiale] (Nobre et al. 1998) fait suite au séminaire de 1990 sur ces mêmes thématiques et témoigne de l'émergence d'une dynamique nationale coordonnée par la SOF. En 2006 et 2007, la série de « Rencontres possibles : Féminisme et Agroécologie » organisées dans la *Nordeste* sur l'impulsion de *SOS Corpo* aboutit à la publication de l'ouvrage du même titre (Silva 2007) proposant des récits d'expériences en agroécologie. La recherche-action coordonnée par le *GT Mulheres da ANA* et *ActionAid* visant la systématisation des expériences agroécologiques des femmes dans le *Nordeste* et à Minas Gerais, se conclut par la publication de l'ouvrage *Mulheres e Agroecologia: sistematização de experiências de mulheres agricultoras* [Femmes et agroécologie : systématisation des expériences de femmes agricultrices] (ActionAid et GT Mulheres da ANA 2010).

La valorisation des expériences agroécologiques des femmes rurales trouvent une place centrale dans cette littérature. Pour exemple, l'ONG *ASPTA* publie deux numéros de la revue *Agriculturas* sur des expériences agroécologiques de femmes (V6, N4 – *Mulheres construindo a agroecologia*, [Femmes construisant l'agroécologie] 2011 et V12, N4 – *Pela vida das mulheres e pela Agroecologia*, [Pour la vie des femmes et pour l'agroécologie] 2016). D'autres types de supports sont également mobilisés. Par exemple, lors de la « Rencontre nationale de dialogue et convergence Agroécologie, santé et justice environnementale, souveraineté alimentaire, économie solidaire et féminisme » en 2011 à Sal-

vador de Bahia, une pièce de théâtre est présentée par le groupe théâtrale du Pôle syndical Polo da Borborema (Paraíba). La pièce intitulée *La vie de Margarida** témoigne de l'exploitation des femmes rurales dans la sphère reproductive et productive tout en dénonçant son invisibilité dans les politiques publiques. L'ONG AS-PTA lance également une série de vidéos courtes accessibles sur la plateforme *Youtube*. Sont abordées les problématiques liées au genre dans le milieu rural (par exemple *Zefinha veut se marier** dénonçant la culture machiste au sein de familles rurales⁹³), des expériences en agroécologie et témoignages de femmes rurales, des témoignages de participantes à la *Marcha pela vida das mulheres e pela agroecologia* [Marche pour la vie des femmes et pour l'agroécologie] et des invitations filmiques aux *Marcha das Margaridas*.

Les collaborations entre les différentes sphères de la société sont au cœur des démarches mais aussi des modalités de la recherche. La recherche-action est valorisée. L'exemple de l'ouvrage *Rede feminismo e agroecologia do Nordeste* [Réseau féminisme et agroécologie du Nordeste] (2017) témoigne de l'expérience collective du projet de formation ATER [assistance technique et extension rurale] dans la perspective du féminisme et de l'agroécologie : *Projeto organização produtiva de mulheres e promoção da autonomia por meio do estímulo à prática agroecológica* [Projet organisation productive de femmes et promotion de l'autonomie au moyen de la stimulation à la pratique agroécologique]. Soutenu par le MDA à son lancement en 2014, ce projet offre un espace de co-construction à l'échelle régionale entre des étudiant·es, professeures d'université (UFRPE, Université fédérale rurale du Pernambouc, et UFC, Université Fédérale du Ceará), réseaux (ABA), des représentantes du gouvernement, militantes de mouvements sociaux féministes (MMTR-NE, MIQCB) et mixtes (MPA), techniciennes d'organisation de l'ATER (AS-PTA, ESPLAR, CETRA), ONG féministes (*Casa da mulher do Nordeste*), représentantes de collectifs ruraux (ASSEMA, association des zones d'*assentamento* de l'État du Maranhão), entre autres. Cette expérience est l'occasion de mettre en œuvre une démarche épistémologique féministe et agroécologique à partir de « savoirs politico-collectifs ». À titre d'exemple, une campagne de sensibilisation sur la « juste division sexuelle du travail » est lancée dans ce cadre, avec divulgation dans les communautés rurales comme au sein des organisations agroécologiques.

Dans une même logique de collaboration, l'ouvrage *Agroecología en femenino* [Agroécologie au féminin] coordonné par Emma Siliprandi, Gloria Patricia

⁹³ <https://www.youtube.com/watch?v=ZYU1hBqYsHA>.

Zuluaga Sánchez Georgina Catacora-Vargas paraît en 2018, proposant des « Réflexions à partir de nos expériences ». Cette fois, l'échelle est continentale : sur une invitation de la SOCLA, le GT *Mujeres, Agroecología y Economía Solidaria* [Femmes, agroécologie et économie solidaire] du Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) et autres auteures y analysent la pratique agroécologique des femmes dans différents pays du continent ainsi que des expériences méthodologiques d'organisations agroécologiques et la constitution de réseaux scientifiques. Là aussi, la recherche-action est valorisée : par exemple, un des articles présente le projet de *Caderneta agroecológica* [Carnet agroécologique] coordonné par le GT *Mulheres da ANA*, démarche où les femmes rurales sont mobilisées en tant que sujet et objet de l'enquête. Elles relèvent les données sur la diversité et quantité de leur production agroécologique et sa destination (autoconsommation, échange et don, vente).

• Les travaux scientifiques investis par les femmes, souvent concernées

Du côté de la littérature scientifique, les approches écoféministes sont parfois mobilisées comme cadre théorique (Butto 2017; Jalil 2013; Siliprandi 2009). Il est intéressant de noter que les rares auteurs masculins en agroécologie qui mentionnent le féminisme s'appuient tous sur l'écoféminisme : c'est le cas de Altieri et Rosset (2018) qui citent le travail de Emma Siliprandi, mais aussi d'Enrique Leff (2004, 2016).

La quasi totalité des auteur·es identifiées sur ces questions au Brésil sont des femmes. À l'exception du paragraphe présent dans le dernier ouvrage d'Altieri et Rosset, nous ne rencontrons pas d'auteur sur ces thématiques croisées de féminisme et agroécologie dans le travail de recherche documentaire.

Nombre des travaux scientifiques sont réalisés à partir d'une position concernée : la chercheuse est professionnelle de l'organisation étudiée. À titre d'exemple, Sara Deolinda travaille plusieurs années au sein de la CONTAG en tant que conseillère auprès du secrétariat des femmes. Elle réalise aujourd'hui un doctorat sur le féminisme syndical agroécologique. En 2016, Vilenia Aguiar réalise sa thèse sur la *Marcha das Margaridas* en étant membre du secrétariat des femmes de CONTAG (qui coordonne la marche) (Aguiar 2016). Sarah Luíza de Souza Moreira, d'abord membre de l'ONG Esplar à Fortaleza (Centre de recherche et d'accompagnement de l'organisation et de la production de femmes travailleuses rurales) puis, elle aussi, conseillère auprès du secrétariat

des femmes de CONTAG, réalise aujourd'hui un mémoire de master sur la *Marcha das Margaridas* et l'agroécologie. Ana Paula Lopes Ferreira réalise une thèse qui s'appuie sur son expérience auprès des femmes rurales pernamboucanaïses au sein de l'ONG *ActionAid* (A. P. L. Ferreira 2016). En 2019, Gabriela Monteiro vient de soutenir son mémoire sur le féminisme noir décolonial au sein du MMTR, en étant militante et ancienne conseillère en communication du mouvement (Monteiro Araujo 2019).

Les femmes travaillant sur ces questions et ayant comme activité principale une charge universitaire ont généralement une posture scientifique engagée. Pour exemple, Laécia Medeiros Jalil ou Gema Galgani Esmeraldo : elles s'investissent dans des projets de recherche développant des méthodologies participatives en collaboration avec des activistes et des membres de la société civile, elles organisent des ateliers d'échanges de savoirs ou des programmes visant l'intégration de populations rurales à l'université ou le séjour d'étudiant·es en milieu rural (comme la Résidence agraire de l'UFC), elles participent à des publications destinées à une diffusion en-dehors de la sphère académique. Ces démarches font partie de la promotion des savoirs non universitaires et de l'articulation des différents types de savoirs. De plus, elles sont généralement investies dans ou auprès de mouvements sociaux ou dans des conflits socio-environnementaux démontrant une implication dans les réalités étudiées. L'ouvrage précité, *Rede feminismo e agroecologia no Nordeste* (2017), en est un exemple : coordonné par Laécia Medeiros Jalil, Gema Galgani Esmeraldo et Maria do Socorro de Lima Oliveira, l'ouvrage présente huit articles sur l'expérience du projet ATER *Mulher* dans le *Nordeste* dont une analyse des relations entre société civile, État et ONG dans le cadre des expériences d'ATER pour femmes et ATER *Agroecologia*, une présentation de la « campagne pour une division juste du travail domestique » et une analyse des relations entre entités de la société civile dans les espaces de contrôle social pour la politique publique ATER.

La thèse d'Emma Siliprandi (2015) reste une des références les plus pertinentes pour notre travail. D'un côté, elle s'intéresse aux différentes significations du projet agroécologique pour les mouvements sociaux de femmes rurales et d'ONG membres du *GT Mulheres da ANA*. De l'autre, elle analyse l'inclusion des femmes dans le mouvement agroécologique et les formes de constitution en tant que sujets politiques.

Les travaux montrent notamment le potentiel de l'agroécologie comme outil de visibilité du travail des femmes rurales (Alves dos Santos 2012) et d'*empowerment* (Burg 2005; E. Cardoso 2016; A. P. L. Ferreira 2016; Henn 2013; Siliprandi 2009; 2017b) mais aussi la participation des femmes à la préservation de la biodiversité (Camurça 2013; Caderneta agroecológica, 2018). Cependant, « le travail d'un point de vue agroécologique ne suffit pas à lui seul à problématiser l'invisibilité et le manque de pouvoir dont souffrent les femmes rurales dans la société, ni à trouver des moyens de les aider à surmonter cette situation. » (Siliprandi, Souza Moreira et Ferreira, 2018:62). Deux « boîtes noires » subsistent dans ce projet transformatif : la division sexuelle du travail (Santos, 2012) et les violences que subissent les femmes rurales (Alves dos Santos 2012). L'agroécologie semble être un levier pour l'*empowerment* des femmes rurales lorsqu'elle est articulée à un travail sur la prise de pouvoir et la visibilité du groupe social. Féminisme et écologie sont présentées, par les femmes rurales investies en agroécologie, comme les conditions pour une vie meilleure (Siliprandi, 2009). Elles espèrent contribuer à des changements concrets dans la société de trois façons : en tant que leadeuses dans les organisations de l'agriculture familiale, les organisations de femmes, les partis politiques ; en tant qu'éducatrices/multiplicatrices/facilitatrices des processus politiques et du renforcement des capacités collectives (écoles, centres de formation, associations, groupes informels) ; ou en assumant une posture de référence dans leur communauté, en tant qu'agricultrices, en cherchant à développer les pratiques agroécologiques servant d'exemple d'une possibilité de changement (Siliprandi, 2009 : 260).

2.2 Hypothèses de recherche

En 2009, Emma Siliprandi souligne que les onze femmes rurales leadeuses interviewées dans sa thèse projettent une « une utopie sociale dans laquelle il y a de la place pour la durabilité de l'environnement, ainsi que pour une insertion plus égalitaire des femmes (et d'autres groupes actuellement opprimés) dans les structures sociales. » (2009 : 272). Dix ans plus tard, qu'en est-il de cette « utopie sociale » ? Comment se construit-elle et comment est-elle appréhendée au-delà de ce corpus d'Emma Siliprandi ?

Comme le suggère Erik Olin Wright, les visions d'alternatives sont une condition au changement social émancipateur. Documenter ces « utopies

réelles » est donc fondamental pour une transformation sociale. Notre objectif est de « jeter les bases empiriques et théoriques qui sont censées nourrir les visions égalitaristes et démocratiques radicales d'un monde social alternatif » (Wright, 2017 : 14).

L'analyse d'une utopie réelle nécessite de : montrer en quoi le cas étudié incarne le pouvoir d'agir social, analyser de manière détaillée le mode de fonctionnement du dispositif, extraire les principes généraux qui sous-tendent la conception de ces dispositifs, cerner les conditions ayant facilité la réalisation et révéler les contradictions et les limites auxquelles la conception d'une utopie réelle doit se confronter (Wright, 2017 : 242).

La revue de littérature que nous venons de présenter autour des liens entre agroécologie et féminisme fait écho aux deux premiers axes de l'analyse de l'alternative et souligne la nécessité d'exploration de ceux-ci : « identifier le pouvoir d'agir et les modes de fonctionnement ». Premièrement, très peu d'analyses s'intéressent aux processus politiques et organisationnels unifiés ou en réseau autour de ces questions (Butto, 2017 : 18). Il semble pourtant, au regard de ce retour historique sur l'émergence des questions féministes et agroécologiques, qu'il s'agisse d'un des fondements de la construction de cette alternative fondée sur le féminisme et l'agroécologie. Ensuite, la mise en œuvre de l'*empowerment* est analysée à l'échelle du groupe social des femmes rurales. Or l'*empowerment* vise une action de transformation sociale. De plus, les liens entre oppressions sociales et oppression de la Nature sont mis en avant dans le cadre théorique mobilisé (notamment l'écoféminisme) dans les études mais ces liens ne sont pas déployés dans l'analyse de l'*empowerment*. Une approche socio-environnementale de l'*empowerment* reste à être investie.

À partir des outils conceptuels de la sociologie du genre et des études féministes, nous formulons donc deux hypothèses de recherche : la première autour du mode de fonctionnement de l'alternative en nous inspirant des travaux sur l'« espace de la cause des femmes » (Bereni, 2012) ; la seconde concernant l'*empowerment* que nous explorons dans une approche socio-environnementale.

• Les logiques d'action collectives de différents pôles pour la cause : un « espace féministe agroécologique »

Erik Olin Wright (2017) souligne que les logiques de transformation par la rupture ne se limitent pas à des ruptures globales qui s'appliquent à l'ensemble

du système social. Il existe des formes de rupture plus limitées, possibles dans certains contextes. Nous avons vu que les mobilisations pour l'agroécologie et le féminisme s'inscrivent dans la société civile mais également dans des collaborations avec des sphères institutionnalisées : par exemple, la *Marcha das Margaridas* étroitement liée à des instances gouvernementales sous les mandats du Parti des Travailleurs. Une hétérogénéité d'individues issues de sphères distinctes se mobilisent conjointement. Il convient de se questionner sur les logiques de ces sphères. Ces mobilisations de sources plurielles semblent indiquer que la cause féministe agroécologique nécessite un agir au sein d'espaces à la charnière entre les sphères contestataire et institutionnalisée.

Notre hypothèse est donc la suivante : les mobilisations pour l'alternative féministe agroécologique se structurent au sein d'un « espace de la cause » qui englobe des sphères plurielles. Ces logiques d'action et de fonctionnement visent une efficacité renforcée pour l'avènement du projet.

La sociologie des mouvements sociaux d'Amérique Latine mais aussi les études féministes nous montrent la centralité de penser les collaborations entre sphères sociales. Sonia E. Alvarez insiste sur le fait que les mouvements sociaux féministes au Brésil et en Amérique Latine s'étendent au-delà de la société civile pour englober différentes instances organisationnelles (2014). Une vaste gamme de sujets individuels et collectifs (comme les ONG, l'Église, l'État, par exemple) se mobilisent au sein d'espaces aussi bien sociaux, culturels que politiques. Ces différentes sphères sociales sont liées sur le plan discursif : des langages, des visions du monde partagées, même si disputées, une « grammaire politique » commune. La prédominance de la modalité des marches (*Marche Mondiale des Femmes, Marche des Salopes, Marche des Femmes Noires*, entre autres) reflète cette « logique d'agrégation » (Juris 2012) entre individus de sphères distinctes.

Cependant, outre la pluralité d'agentes collaborant pour un même projet, il nous semble important d'explorer leur multipositionnalité⁹⁴. Ce postulat s'inspire de l'étude de l'« espace de la cause des femmes » de Laure Bereni (2012).

⁹⁴ La multipositionnalité recouvre la pluralité de positions sociales que peut occuper une individu·e dans différents univers sociaux, ainsi que les différentes personnalités sociales qu'elle·il peut développer afin de répondre aux caractéristiques de chaque espace. Elle contribue à la circulation des thèmes et des langages, à la production de problématiques communes mais aussi à la production d'un sentiment de familiarité et de solidarité (Boltanski 1973).

Cet « espace » est le support de convergences à la fois organisationnelles mais aussi cognitives, construit grâce à des chaînes d'interrelations. Cet espace désigne la « configuration des sites de mobilisation pour la cause des femmes dans une pluralité de sphères sociales » (Bereni, 2012 : 28), englobant différents « pôles » encastrés, imbriqués dans des univers sociaux distincts : le pôle académique, le pôle étatique (instance bureaucratiques chargées des droits des femmes), le pôle syndical, le pôle mouvementéiste (mouvements sociaux).

Cette notion d'« espace de la cause » met en lumière la pluralité de sites contestataires. Elle rend compte des possibles conflits et clivages dans les mobilisations pour un même enjeu, mais aussi des forces de convergence. La pertinence heuristique de cette notion pour notre enquête réside dans son attention pour les intersections : ni les frontières d'un pôle, ni les appartenances à celui-ci ne sont figées. Les individus peuvent se trouver à l'intersection de deux ou plusieurs pôles. De ce fait, il est nécessaire, au-delà de la dimension structurelle de l'espace (de sa structuration interne et de ces liens entre composantes), de prendre en compte l'échelle individuelle des agentes qui le composent, leur biographie afin de cerner leur multipositionnalité et leur rôle dans la circulation de savoirs, discours et pratiques d'un pôle à l'autre.

Afin d'explorer cette première hypothèse, nous étudierons donc les processus politico-organisationnels et les stratégies développées par ce que nous nommons l'« espace féministe agroécologique ». L'idée centrale de cette hypothèse réside dans la multipositionnalité et les interactions entre sphères sociales comme stratégie du projet émancipateur.

• Une visée d'*empowerment* intersectionnel socio-environnemental

Nous avons vu, à travers la revue de la littérature, qu'un processus d'*empowerment* se produit pour certaines femmes investies en agroécologie (Burg 2005; A. P. L. Ferreira 2016; Henn 2013) ; en particulier lorsque celles-ci ont une participation politique (Butto 2017; E. Cardoso 2016; Siliprandi 2009; 2017b). Des limites persistent, notamment en matière de division sexuelle du travail. Cependant, ces travaux n'appréhendent pas les dimensions sociales et environnementales ensemble dans le processus d'*empowerment*. Si l'oppression des femmes et de la Nature est articulée dans le « système capitaliste-patriarcal-colonial » (Carrillo, Martelo, et Cortés 2017; Pérez Orozco 2017), alors il existe un enjeu à analyser un possible *empowerment* socio-environnemental.

Une seconde hypothèse se concentre alors sur la production d'un *empowerment* fusionnant le social et l'environnemental à travers la construction de l'alternative féministe agroécologique. Par « socio-environnemental », nous ne ciblons pas la mesure des effets environnementaux d'un côté et sociaux de l'autre. Nous visons l'appréhension de logiques croisées d'oppression et de dépassement de ces oppressions, étudiées à partir des pratiques, discours et visions des individu·es.

L'*empowerment* vise l'émancipation collective et politique. L'intérêt de cette notion réside dans son appréhension du pouvoir. Le pouvoir conditionne l'expérience sociale : il est source d'oppression si on en abuse et source d'émancipation quand on en use (Jo Rowlands, 1997, citée par León 2017). Différentes auteures s'accordent (entre autres Charlier 2006; Falquet 2003a; León 2017) sur le fait que les organisations féministes des Suds sont à l'origine de ce concept probablement inspirés des travaux de Paulo Freire sur la conscientisation (*Pédagogie des opprimés*, 1968). Les féministes soulignent la distinction entre donner du pouvoir et donner les moyens pour revendiquer une autre distribution du pouvoir (Oxaal, 1997, citée par Verschuur, 2003).

L'*empowerment* articule deux dimensions : l'acquisition du pouvoir et le processus d'apprentissage pour y accéder (Bacqué et Biewener 2013; Guétat-Bernard et Lapeyre 2017). L'approche plurielle du pouvoir s'inspire du travail de Michel Foucault comme perspective de « jeu à somme positive » et de Jo Rowlands (1997) qui identifie quatre types de pouvoir (Charlier 2006; Kabeer 2005; León 1997) :

- i) le « pouvoir sur » : pouvoir qu'un individu ou une institution peut avoir sur d'autres. Il s'agit d'un pouvoir à somme nulle dans la mesure où la prise de pouvoir d'une personne implique la perte de pouvoir de l'autre. Les trois autres formes désignent le pouvoir à somme positive :
- ii) le « pouvoir intérieur » : se réfère à l'image de soi, l'estime de soi et la capacité de l'individu à influencer sa vie et proposer des changements. Ce à quoi la féministe noire brésilienne Joice Berth ajoute le processus d'auto-conscientisation, l'auto-affirmation, l'auto-valorisation, l'auto-reconnaissance et l'auto-connaissance de soi même (Berth 2019).

- iii) le « pouvoir de » : permet de développer des connaissances, un savoir-faire, un savoir critique et un savoir-être. Cette notion renvoie à la capacité de prendre des décisions, de faire des choix, d'avoir de l'autorité, de l'autonomie. Le « pouvoir de » désigne également les capacités intellectuelles et économiques, l'accès et le contrôle des moyens de production et des bénéfices.
- iv) le « pouvoir avec » : pouvoir social et politique, pouvoir de Nature collective qui provoque des changements dans les différentes sphères de la société.

L'*empowerment* indique une action, il « implique que le sujet se convertit en un agent actif, du fait même qu'il agit et introduit des variations dictées par la situation concrète » (León 2017 : 25). L'*empowerment* est un processus individuel mais aussi nécessairement collectif : il requiert une conscientisation collective. Ce processus favorise le développement d'une conscience sociale et critique permettant d'acquérir un pouvoir d'agir à la fois individuel et collectif tout en s'inscrivant dans une perspective de changement social (Bacqué et Biewener 2013). Pour penser les nouvelles formes d'émancipation, il est nécessaire d'appréhender l'« articulation organique » (Haicault 2012 : 21) entre les dynamiques individuelles et collectives. Il n'existe pas d'auto-libération, la libération est un acte social (Freire et Shor 1986 : 135) :

« Même lorsque vous vous sentez plus libre individuellement, si ce sentiment n'est pas un sentiment social, si vous n'êtes pas capable d'utiliser votre récente liberté pour aider les autres à se libérer par la transformation de la société, alors vous n'exercez qu'une attitude individualiste envers l'*empowerment* ou la liberté. »

L'*empowerment* vise la reconnaissance des groupes pour mettre fin à leur stigmatisation, l'autodétermination, la redistribution des ressources et les droits politiques (Bacqué et Biewener 2013). Il provoque une transformation structurelle qui érode les rapports de pouvoir et remet en question le système hégémonique. Une personne, un groupe ou une institution *empoderada* provoque les changements (Freire 1974) :

« Nous changeons notre compréhension et notre conscience au fur et à mesure que nous sommes éclairés sur les véritables conflits de l'histoire. Une éducation libératrice peut provoquer cela - changer notre compréhension de la réalité. Mais ce n'est pas la même chose que de changer la réalité elle-même. Non. Seule l'action politique dans la société peut entraîner une transformation sociale » (Freire et Shor, 1986 : 207)

En tant que projet de transformation sociale, l'*empowerment* vise nécessairement l'émancipation des individu·es. Il se matérialise en « processus sociopolitique » qui articule les dimensions individuelle, collective et politique (Bacqué et Biewener 2013). Aussi, l'*empowerment* incorpore les dimensions affectives et émotionnelles des pratiques (Guérin 2017; Guétat-Bernard et Lapeyre 2017; Prévost 2017; Suremain 2017), le « faire ensemble » est sentipensé.

Or, dans un ordre patriarcal-colonial-capitaliste, la « colonisation de la nature » (Alimonda 2011) et la colonisation du pouvoir vont de pair. L'exploitation de la Nature est parallèle à celui du groupe social des femmes, et des personnes racisées (entre autres Cabnal 2010; D'Eaubonne 1974; Federici 2014; Shiva 1988). Ainsi, il va être question de transformer les relations de pouvoir intersectionnelles socio-environnementales. Cela nécessite d'agir à la fois sur les rapports à la nature, sur les oppressions de genre, raciales et classistes.

Notre hypothèse réside dans l'idée que les liens entre féminisme et agroécologie visent cet *empowerment* socio-environnemental. Cette hypothèse va nous permettre d'étudier non seulement leur vision socio-environnementale mais aussi les stratégies et les pratiques mises en œuvre pour la construction de cette alternative.

• Faire une science sentipensée

Nous avons vu que l'invisibilisation des groupes sociaux, des savoirs et des expériences est au cœur de notre problématique et de la lutte pour le féminisme et l'agroécologie. Il s'agit de penser les alternatives mais également de développer une « pensée alternative des alternatives » (Santos, 2018 : 9). Notre démarche va donc être de mettre en œuvre une « écologie des savoirs » (B. de S. Santos 2018).

Les auteures de la pensée féministe noire soulignent la nécessité de tenir compte des connaissances produites par les femmes noires. Sans cela, l'exercice de la pensée critique est compromis puisqu'il renforce l'invisibilisation des

connaissances développées par des sujet·tes non blanc·hes et non européennes et réaffirme l'universalité et l'unicité de la perspective hégémonique.

Notre démarche va alors valoriser les savoirs des femmes enquêtées dans ce travail de recherche mais aussi analyser les modes de valorisation de ces savoirs par les femmes elles-mêmes. Rappelons la nécessité, au Brésil, de penser l'Amefricanité, catégorie conceptualisée par Lélia Gonzalez dans le contexte de la diaspora noire et de l'extermination des populations autochtones des Amériques. L'Améfricanité visibilise les histoires de résistance et de lutte des peuples colonisés contre la violence engendrée par la colonialité du pouvoir. Documenter les résistances relève d'une stratégie de visibilisation de l'histoire et des rationalités de ces groupes, tout en rompant avec les interprétations uniques centrées sur la vision de la pensée européenne moderne (Gonzalez 1988a). Cette démarche est épistémologique. Elle propose une approche interconnectée du racisme, du colonialisme, de l'impérialisme et de ses effets (C. P. Cardoso 2014).

« Est-il réaliste de croire qu'une simple « épistémologie maître » puisse juger tous les types de connaissances originaires de diverses localisations culturelles et sociales ? Les revendications de connaissance universelle sur le savoir ont besoin, au minimum, d'une profonde réflexion sur leur localisation culturelle et sociale. » (Alcoff, 2016 : 131)

Comment prétendre saisir la complexité et la portée de pratiques, discours et savoirs ladinoaméricains à partir d'une rationalité et épistémologie située socialement dans un tout autre contexte, soit en Europe ? Tenir compte de ces savoirs nécessite de décentrer la rationalité européenne :

« La recherche d'alternatives à la conformation profondément excluante et inégalitaire du monde moderne exige un effort de déconstruction du caractère universel et naturel de la société capitaliste-libérale. Cela exige la remise en question de l'objectivité et de la neutralité des principaux instruments de naturalisation et de légitimation de cet ordre social : l'ensemble des savoirs que nous connaissons globalement comme sciences sociales. » (Lander, 2005 : 8)

Une des démarches possibles réside dans la mise à distance des bicatégorisations, notamment entre raison et émotions. L'usage du corps et des émotions en politique et dans les mobilisations collectives connaît un intérêt scien-

tifique renouvelé. Qu'il s'agisse de l'analyse des mobilisations (Jasper 2016; Traïni 2009), du travail associatif féministe (A. Cardoso 2017), du travail politique (Braud 1996), de l'articulation travail-famille ou de certaines professions à la lumière de l'ordre capitaliste et de l'ordre de genre (Hochschild 2017); un « tournant affectif » (Clough, Halley, et Hardt 2007) est opéré dans la pensée scientifique occidentale à partir des années 1990. L'imbrication des dimensions rationnelles et émotionnelles mise au jour, les émotions sont appréhendées dans un continuum entre dispositifs affectifs et réflexifs (Cordell 2017). Or, pour les épistémologies du Sud, l'écologie politique ladinoaméricaine et les épistémologies féministes, au-delà d'un continuum, il s'agit d'une fusion. Les conceptualisations autour du « corazonar » et du « sentipenser⁹⁵ » illustrent cette perspective.

Corazonar est un mot valise constitué des substantifs *corazón* (cœur) et *razón* (raison) : une expression hybride entre émotions, affects et raison (B. de S. Santos 2018). Cette notion est une proposition spirituelle et politique issue des luttes des peuples indigènes et afrodescendants d'Amérique Latine, une « sanation de l'être » qui revitalise les forces primordiales (l'affection, la dimension sacrée de la vie, la dimension féminine de l'existence et la sagesse) affectées et attaquées par la colonisation (Guerrero Arias 2016). *Corazonar* signifie éprouver la souffrance d'autrui, comme s'il s'agissait de sa propre souffrance, et être disposé·e à s'allier à la lutte au point de courir des risques. Les émotions sont alors une énergie vitale qui promeut l'action. Il s'agit d'une forme développée de l'« être avec ». Le *corazonar* se pratique comme un exercice d'auto-apprentissage permettant la responsabilisation personnelle qui provoque la compréhension et le changement du monde (B. de S. Santos 2018).

Ces propositions de « mondes relationnels » (Escobar 2014_2018) s'inscrivent en rupture avec « la civilisation capitaliste moderne de séparation et de déconnexion, où humain·es et non-humain·es, esprit et corps, individu et communauté, raison et émotion, entre autres, sont considérés comme des entités séparées et auto-constituées. » (Escobar 2017: 60). Les écoféministes montrent combien cette rationalité occidentale fait partie d'un ordre colonial et patriarcal (e.g. Hache 2016; Plumwood 1993). L'émotion et les formes de savoirs (mystiques, spirituels, liés à l'expérience) sont attribué·es aux femmes et aux peuples colonisés, qualifié·es d'irrationnel·les, dangereux·ses et donc atta-

⁹⁵ La notion de sentipenser est présentée dans le chapitre *Agroécologie politique féministe : une écologie des savoirs*.

qué·es. Face à cette « monoculture de l'esprit » (Mies et Shiva 1999), les écoféministes et la pensée féministe noire mettent en avant les différentes formes de savoirs « alternatifs et assujettis » (Hill Collins 2009_2016) mobilisés face aux oppressions multiples.

Il est donc question de saisir les résistances portées dans toute leur complexité. Joice Berth rappelle l'importance, pour l'émergence de l'*empowerment*, de créer des stratégies de renforcement économique, esthétique et affectif, parmi tant d'autres, afin que des domaines favorables à l'autonomisation puissent émerger. Intégrer le sentipenser va donc être un outil réflexif, épistémologique et un cadre d'analyse.

FAIRE DU TERRAIN EN FÉMINISTE

« Cualquier propuesta de análisis o de transformación social que no incluya en su agenda la liberación de todas las formas de opresión está básicamente negándose a sí misma. »

Julieta Kirkwood (1984)

L'épistémologie est une théorie globale du savoir (Harding 1987). Elle s'intéresse aux relations de pouvoir qui modèlent les croyances et le pourquoi de ces croyances (Hill Collins 2009_2016). Notre étude s'inscrit dans les épistémologies féministes et décoloniales qui dénoncent le « système moderne/colonial de genre » (Lugones, 2008). La construction des savoirs est sujet d'analyse, de réflexivité, de ré-élaboration. Les méthodologies mobilisées, l'*empowerment* et les paradigmes féministes, nécessitent une révision de la posture et des outils de la chercheuse. Ainsi, les méthodes se doivent de penser les « marges » (hooks 2017) et d'être innovantes, mobilisant de « l'imagination sociologique » (Santos 2011 : 37).

« Faire du terrain en féministe » est un titre emprunté à la sociologue française Isabelle Clair (2016) proposant une réflexion sur la traduction méthodologique de la théorie féministe. De même, cette recherche est une tentative de construire un fil conducteur entre épistémologie, méthodologie et méthodes. Face aux exigences d'une thèse en sociologie, cette tentative est parfois ardue. Cela nécessite de répondre aux attendus tout en construisant des alternatives méthodologiques novatrices afin d'être cohérente avec la posture scientifique adoptée et l'objet d'étude. Au fil des années de thèse, ce cheminement est sinueux, comme nous le verrons.

Nous sommes face à un « problème à trois corps » : le mouvement de trois corps en interaction provoque la possibilité d'un comportement chaotique. La rencontre de trois corps rend leur trajectoire respective imprédictible. C'est le cas de la rencontre entre réflexivité, terrain et le trio épistémologie/méthodologie/méthodes. Ce cheminement est fait de rencontres, d'échecs, de reprises, de réflexions, de re-tentatives.

Afin d'explicitier ce parcours, nous présentons, dans le chapitre 3, les rapports sociaux en présence dans l'enquête : la catégorie « femmes rurales » (1), les rapports entre enquêtées et enquêtrice. Dans un objectif de réflexivité mais également de précision et de transparence, nous détaillons les conditions de la recherche, de la chercheuse et de la production du matériel empirique.

Nous présentons ensuite les différents terrains d'enquête (2), les enquêtées et les méthodes d'enquête déployées (4).

Le chapitre 4 est dédié au projet filmique participatif : sont explicitées les épistémologies et la méthodologie mobilisée (1), le dispositif (2) et une analyse des effets d'un tel projet, pour la chercheuse et pour les co-réalisatrices (3).

CHAPITRE 3

ÉPISTÉMOLOGIES · MÉTHODOLOGIES · MÉTHODES

Il existe différentes épistémologies, chacune inscrite dans des processus historiques et sociaux. Elles déterminent les thèmes dignes d'intérêt, les cadres d'analyses utilisés (paradigmes) pour expliquer les données et les usages faits des savoirs. De l'épistémologie adoptée résulte non seulement les paradigmes mais aussi la méthodologie. La méthodologie désigne une théorie et une analyse de la façon dont la recherche doit être menée. L'épistémologie et la méthodologie orientent le choix des méthodes, soit des techniques de rassemblement de preuves (Harding 1987). Notre objectif est de tisser un lien cohérent entre les épistémologies ciblées, la méthodologie traduisant ces épistémologies et les méthodes permettant leurs mises en œuvre.

Se situer est devenu une exigence scientifique dans certains champs de pensée. Cette posture fait partie d'une explicitation de la démarche et d'une réflexivité sur les conditions de production du matériau empirique (Dunezat 2011) :

« Toute connaissance est le produit d'une situation historique, qu'elle le sache ou non. Mais qu'elle le sache ou non fait une grande différence ; si elle ne le sait pas, si elle se prétend "neutre", elle nie l'histoire qu'elle prétend expliquer, elle est idéologie et non connaissance. Toute connaissance qui ne reconnaît pas, qui ne prend pas pour prémisse l'oppression sociale, la nie, et en conséquence la sert objectivement » (Delphy 1998 : 265)

Une socio-analyse (Pinçon-Charlot 2005) permet d'observer les rapports sociaux en présence et l'effet de ceux-ci sur l'enquête mais aussi de considérer les conditions de déploiement de l'enquête.

C'est à cette démarche que nous dédions la première partie de ce chapitre (1) en présentant le groupe social des « femmes rurales » puis en opérant cette « socio-analyse » du point de vue des rapports sociaux en présence, des liens entre scientificité

et politique, des outils inattendus de la recherche. Nous présentons ensuite les terrains d'enquête (2) et les méthodes d'enquête développées (3).

1| Un regard situé

Les caractéristiques sociales en présence dans cette enquête – les miennes et celles des enquêtées – sont pour le moins fortement distinctes. Notre interaction comporte une imbrication de rapports de pouvoir multiples. Le positionnement féministe tente d'interroger sa propre position de pouvoir dans la démarche d'enquête sur autrui, à partir d'une réflexivité méthodologique (Clair 2016), tout en offrant des outils pour un retour réflexif sur son propre positionnement et une posture d'enquête repensée. Étant féministe investie dans des pratiques d'*empowerment* et d'échanges de savoirs à travers mon engagement militant, il est question pour moi de penser les démarches méthodologiques dans les différentes sphères où je m'investis. L'enjeu est donc mettre en cohérence les thématiques de recherche, les rapports sociaux en présence mais aussi ma posture féministe.

À cette fin, il est nécessaire d'explicitier les rapports sociaux en présence et de clarifier ma position, d'indiquer depuis quelle *place* je parle (Ribeiro 2017).

1.1 Les « femmes rurales » : un groupe social invisibilisé

Sans prétention d'exhaustivité, présentons quelques éléments concernant le groupe social des femmes rurales au Brésil. Même si toutes les personnes rencontrées dans cette enquête ne sont pas des femmes rurales, celles-ci constituent *le* groupe social impliqué dans toutes les dimensions de cette construction d'alternative. Comme nous le verrons, si les autres agentes sont essentielles, les femmes rurales sont celles qui vont subir la violence systémique, mais aussi mettre en œuvre les stratégies et les pratiques de l'alternative. Elles constituent donc le fil directeur de la recherche.

Selon le recensement de 2010 (IBGE⁹⁶, 2011), la population rurale atteint 30 millions d'individues (sur 197 millions), soit 15,2 % de la population brésilienne. Les femmes représentent 45 % de la population rurale totale (IBGE 2000). Selon le recensement agricole de 2006, 37% des agriculteurs·trices sont analphabètes ou n'ont jamais étudié, et 43% n'ont pas terminé le cycle de base de l'école primaire ; 58% dans le *Nordeste* (cité par Sabourin, 2014 : 36). Le taux d'alphabétisation augmente considérablement ces dernières années. Pour les plus de 55 ans, 45,7 % de femmes et 38,1 % d'hommes répondant à l'enquête IBGE de 2009 ne savent ni lire

⁹⁶ Institut brésilien de géographie et de statistiques.

ni écrire. Pour les moins de 25 ans de la même enquête, le taux chute à 1 % pour les femmes et 1,55 % pour les hommes. 7,38 % des producteurs et 7,01 % des productrices ont fréquenté l'enseignement *médio*, soit l'équivalent du lycée et 2,81 % des producteurs et 2,9 % des productrices sont ou ont été inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur (Nobre 2012).

Le groupe social des femmes rurales au Brésil est hétérogène. Elles pratiquent des activités de production variées (culture, pêche, élevage, récolte, transformation, par exemple), généralement plusieurs à la fois. Elles ont souvent une autre activité professionnelle en parallèle (infirmière, enseignante, étudiante, par exemple).

Au *Nordeste*, elles sont majoritairement racisées – noires, *pardas*⁹⁷, *quilombolas* ou indigènes – dans un pays fortement emprunt de l'idéologie du blanchiment qui perpétue la croyance que les classifications et les valeurs de l'Occident blanc sont uniques et universels (Gonzalez 1988a). En-dehors des populations indigènes, le nord et le *Nordeste* comptent 75 % de la population se déclarant comme noire ou *parda*.

Les femmes rurales vivent des oppressions plurielles : en tant que femmes, non blanches, dominées économiquement et culturellement et du fait de leurs activités liées à la terre. De plus, elles font l'expérience d'un processus de stigmatisation : elles tendent à être perçues dans l'imaginaire collectif, de façon homogène et naturalisante, comme analphabètes, non politisées, dépendantes, passives et soumises (Monteiro 2016).

Elles subissent une invisibilisation sociale et un manque de reconnaissance en tant que travailleuse et citoyenne (Neves et Medeiros 2013). « Pour les femmes noires, tout arrive plus tardivement lorsqu'il s'agit de conquérir tout ce à quoi nous avons droit* » déclare l'écrivaine brésilienne noire Conceição Evaristo (2018). Dans les années 1980, elles sont socialement et politiquement niées : elles n'ont pas d'existence administrative (souvent pas de documents d'identité), leur travail productif est considéré comme de l'« aide » au mari. Celui-ci est le seul à détenir un statut de travailleur rural.

16 % des femmes en milieu rural sont titulaires des terres où elles vivent. Selon les données de l'IBGE, 40 % de la population rurale ne possède aucun document (d'identité ou de travail). Parmi ce pourcentage, 60 % sont des femmes. L'absence de document rend impossible l'accès à la protection sociale, aux droits sociaux de base

⁹⁷ Le terme « pard* » signifie littéralement marron·e. Il figure sur les documents d'identité au Brésil. Certaines personnes s'autodéfinissent ainsi, c'est pourquoi nous le mentionnons. Le blanchiment idéologique de la société brésilienne empêche de nombreuses personnes de se reconnaître comme noires. Nous y revenons dans le chapitre 6 : *une politisation sentipensée*, partie : *Construire l'alternative socio-environnementale*.

et l'accès au crédit. Les droits sociaux et le droit de se syndiquer sont réservés au chef de famille jusque dans les années 1980-1990. Le travail agricole des femmes rurales est considéré comme une extension intrinsèque des attributions de mère et d'épouse (Brumer 2004). Elles ne reçoivent pas de rémunération. Encore aujourd'hui, elles sont près de 15 millions à ne pas être reconnues en tant que travailleuses rurales (Butto et Hora 2008; Nobre 2012). Selon Honneth (2005), la reconnaissance dépend de médias qui expriment le fait que l'autre personne est censée posséder une « valeur » sociale. Dans le cas des femmes rurales, ces médias leur sont refusés : les documents d'identité, l'accès à la syndicalisation, à la formation et aux outils du travail. À travers ces processus de non-reconnaissance et donc d'invisibilisation, il leur est notifiée qu'elles sont dépourvues de valeur sociale.

Dans les années 1980, le MMTR lance la campagne de sensibilisation et d'information *Nenbuma Trabalhadora rural sem documento !* (Plus une travailleuse rurale sans papier!) visant à encourager et accompagner les femmes rurales dans leurs démarches pour l'obtention de documentation civile. Dans les années 1980, Nazaré Flor écrit ce poème à visée informative et transformative :

*Ei, escuta companheira, você da zona rural,
Já ouvi uma notícia, vinda lá da capital :
que a tal mulher doméstica fica sem voz e sem
vez... [...]
Observe seu registro e sua identidade :
Se de fato representa a sua atividade.
A profissão tem que ser escrita por agricultura,
Senão quando precisa, não podera comprovar
Que é uma produtora. [...]
Se você for ao cartório ou Receita Federal,
Exija seu documento de Agricultora Rural
Não se deixe enganada, escondendo a profissão.
Pois é ela quem sustenta e com gênero alimenta
Todo povo da nação !*

Écoutes *companheira*, toi de la zone rurale
tu as déjà entendu la nouvelle de la capitale :
Que la femme domestique n'a ni voix ni
rôle... [...]
Regarde tes papiers d'identité et ta carte de
travail : Est-ce que cela représente ton activité ?
La profession d'agricultrice doit être
écrite,
Sinon, quand tu en auras besoin, tu ne
pourras pas prouver
que tu es productrice. [...]
Si tu vas au notaire ou aux services fédé-
raux
Exige ton certificat d'Agricultrice Rurale
Ne te fais pas avoir, en cachant ta profes-
sion.
C'est elle qui soutient et, dotée d'un genre,
alimente
Tout le peuple de la nation !*

*Ei, Companheira !** [*Hé companheira*⁹⁸] Poème de Nazaré Flor

⁹⁸ Le terme de *companheira* se rapproche de l'expression française « sœur de lutte ».

Entre 1997 et 1999, puis, entre 2001 et 2002, les expériences régionales de cette campagne se nationalisent et visent à intégrer la documentation pour la reconnaissance en tant que travailleuse rurale.

Par ailleurs, elles sont gravement victimes de violences agrocapitalistes : l'année 2017 compte 482 victimes de violences issues des conflits agraires, dont 36 menacées de mort, soit une hausse de 377 % en un an (CPT 2018). De janvier à juillet 2018, 27 féminicides, 51 homicides, 547 tentatives de féminicide et 118 tentatives d'homicide sont enregistrées par les services du Ministère de la femme, de la famille et des droits humains. Au cours de la même période, 79 661 cas de violences sont signalés, les chiffres les plus élevés étant la violence physique (37 396) et la violence psychologique (26 527) (Novais et Freitas 2019).

En 2003, avec l'arrivée du PT au gouvernement fédéral, une politique de promotion de l'autonomie des femmes rurales est lancée. Elle vise à faciliter l'obtention de documents, de lignes de financements spécifiques pour les femmes, l'accès à une assistance technique différenciée, à des politiques d'appui à l'organisation de groupes productifs et à la commercialisation de produits. Il s'agit d'une réponse aux revendications historiques des mouvements sociaux de femmes rurales qui se mobilisent depuis les années 1980 (Siliprandi 2011).

En parallèle, le Secrétariat de politique pour les femmes (SPM) ayant statut de ministère est créé en 2003. Une centrale d'écoute des femmes victimes de violences est mise en place et en 2006, la loi *Maria da Penha*⁹⁹ pour l'élimination de toutes les formes de violence contre les femmes est promulguée. La loi *Maria da Penha* modifie le code pénal pour y inclure le féminicide. Le Brésil constitue actuellement une référence quant à son avancement législatif et juridique dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Là encore, l'importante mobilisation des mouvements sociaux de femmes rurales et urbaines et de la société civile permet l'élaboration des Plans nationaux de politique pour les femmes (PNPM) (Bandeira 2016).

Les femmes investies dans des organisations (mouvements sociaux de femmes rurales, *GT Mulheres da ANA*, entre autres) intègrent les conseils d'Assistance technique et extension rurale (ATER) liés au Ministère du développement agricole (MDA), les conseils de politiques de commercialisation comme la Programme d'acquisition d'aliments (PAA). De même, elles s'engagent dans l'instance spécialement

⁹⁹ La loi n° 11.340 porte son nom en hommage à Maria da Penha Maia Fernandes, une brésilienne ayant subi des violences conjugales pendant vingt-trois ans. Victime de deux tentatives de féminicides, elle devient paraplégique en 1983. Son mari est condamné à dix-neuf ans de prison mais n'est incarcéré que deux ans. Maria da Penha effectue une dénonciation auprès du Comité interaméricain des droits humains de l'OEA qui condamne le Brésil pour absence de législation punissant les violences domestiques (Bandeira, 2016).

dédiée aux politiques pour femmes rurales liée à la Direction de politiques pour femmes rurales et *quilombolas* (DPMRQ) du gouvernement. Cette direction lance différentes politiques considérant spécifiquement les femmes rurales : politiques d'accès à la terre avec titularisation conjointe, programme national d'organisation productive des femmes rurales, ATER spécifique pour les femmes et mesures d'appui aux activités de production et de commercialisation (Filipak 2017).

1.2 Les rapports sociaux présents dans l'enquête

La relation d'enquête est un rapport social. Les coordonnées de ma position sociale ont donc des effets dans ce rapport. Citons quelques éléments afin d'approcher ces positions sociales en présence.

• Des places dans le système moderne/colonial de genre

L'intersection de rapports sociaux ont des effets sur la pratique scientifique. En 2013, alors que je suis au Bénin à réaliser mon terrain de recherche de Master GEPS (Genre, Égalité et Politiques Sociales), je rencontre un agent institutionnel béninois qui, dès notre salutation me demande :

« -D'où êtes vous ? ».

Il avait besoin de *me situer* pour prendre position dans notre échange.

Je lui réponds :

« - De France. »

Sa réponse est sans appel :

« - Le pays colonisateur ! »

En effet, le pays d'où je viens, où je vis, où je suis socialisée, ainsi que ma blancheur et la langue que je pratique, s'inscrivent dans un rapport de pouvoir fondé sur la colonisation. Entre autres.

Je suis une femme cisgenre, blanche, de classe sociale moyenne. Je fais partie d'une université occidentale inscrite dans le « système moderne/colonial de genre » (Lugones 2008) qui sert majoritairement les besoins cognitifs du capitalisme par :

« la mesure, la quantification, l'extériorisation (ou l'objectivation) de ce qui fait connaissance pour le savant afin de contrôler les rapports entre les humains et la nature et les humains entre eux par rapport à elle, en particulier la propriété des moyens de production » (Quijano 2000b, 343).

Le « système moderne/colonial de genre » désigne la construction différentielle du genre selon les lignes raciales mais aussi une construction du travail comme racia-

lisé et sexué. La « colonialité du pouvoir », soit la classification sociale de la population autour de l'idée de race au fondement du modèle de pouvoir mondial, est donc également articulée au travail et au genre.

Ma place située dans ce système global et ma formation au sein d'une institution de la rationalité occidental-centrique nécessite un effort de déconstruction et une remise en question des savoirs appris (Lander 2005). Cet effort de déconstruction s'applique à ma propre identité, notamment à ma blancheur, construite historiquement comme identité sociale de référence universelle, donc tue. Cette blancheur, dans un rapport social avec les enquêtées au Brésil, constitue non seulement un rapport de pouvoir et d'altérité mais également un aveuglement pour la chercheuse. Quel que soit le travail que je réalise, les résultats sont emprunts de ces rapports sociaux imbriqués. Les savoirs sont donc situés et non objectifs. Comme « tous les savoirs sont incomplets » (Santos, 2018 : 87), ils sont également partiels.

De plus, le fait d'être urbaine, européenne, munie de papier, et de pouvoir intégrer et réintégrer la sphère universitaire me situe comme privilégiée vis-à-vis des enquêtées. Selon leur classe sociale, leurs activités, leur racialisation, les rapports de pouvoir en présence sont différents. La complexité du privilège réside dans le fait qu'il ne brille que par son absence : il est reconnu lorsqu'on en est démunie. La conscience de ses propres privilèges et des implications matérielles de ceux-ci est difficile d'accès. Nous proposons à suivre une « réflexion réflexive », une tentative de saisir les rapports de pouvoir en présence, leurs implications dans la recherche et les moyens utilisés pour travailler la conscientisation en tant que sociologue. Avant cela, attardons-nous sur les conditions de la recherche et de la doctorante.

• Les temps de thèse : les conditions de la recherche

Partie confidentielle

1.3 Scientificité et politique

Ce retour réflexif met en lumière combien les rapports sociaux en présence et les conditions matérielles, humaines, financières façonnent et influent sur le déploiement de la recherche.

Observant les liens entre scientificité et politique¹⁰⁰, il est question d'explorer la place de la chercheuse dans les espaces enquêtés, les liens à l'objet d'étude et à l'engagement, afin d'identifier comment sont mobilisés ce rapport au terrain et ce rapport à l'engagement.

• Faire partie de l'objet d'étude transformatif

Il est important de stipuler que je suis partie prenante de mon objet d'étude : je fais partie de l'un des espaces étudiés, soit l'espace scientifique. Je participe à la constitution du réseau international sur les questions de féminisme et agroécologie et je suis active dans l'organisation et la participation à un événement scientifique étudié dans l'enquête : le CIFA III en 2019. Cette double posture peut limiter la récolte de données *in situ*, nous l'abordons ci-après. En revanche, la dynamique naissante de ce réseau, mon statut de doctorante et la non-concentration de l'enquête sur cet espace limite les biais de cette double posture.

À l'image d'autres chercheurs·euses travaillant sur des groupes militants dont ils·elles n'étaient, au départ, pas membres (Broqua 2009; Nicaise 2015) ; je ne suis pas *a priori* engagée comme militante dans la cause défendue par les groupes enquêtés. Cependant, travailler sur des alternatives émancipatrices à partir de cadres théoriques contre-hégémoniques est d'ores et déjà un choix affirmé d'agir sur le social au moyen de la science. Comme le postule Virginia Woolf en 1929 : les savoirs académiques ne gravitent pas dans une bulle indépendante et insensible aux intérêts sociaux et politiques.

Les études féministes et les études décoloniales trouvent leur place désormais dans les espaces scientifiques mais restent soupçonnées d'illégitimité, de non scientificité, de non objectivité du fait de cultiver cette tension avec le politique et du fait d'être engagées. Aujourd'hui, au Brésil, la sociologie et la philosophie subissent le même stigmate. Or, la crainte de ce caractère engagé est une résistance à la transformation sociale. Diaboliser le lien entre scientificité et politique représente un « risque réel » (Bellacasa 2003) de servir le modèle hégémonique. Pour preuve, à l'heure où nous écrivons, le gouvernement de Jair Bolsonaro souhaite la suppression des sub-

¹⁰⁰ Ce titre est emprunté à Maria Puig de la Bellacasa, dans son article *Scientificité et politique aujourd'hui : un regard féministe* (2003).

ventions publiques pour les études de sociologie et de philosophie, faute de retour sur investissement immédiat¹⁰¹. Un effet concret de ce « risque réel ».

Ne peuvent s'affirmer « neutres » et objectives que les recherches scientifiques qui s'inscrivent dans le projet hégémonique. Elles bénéficient ainsi de l'aveuglement propre à la production et imposition de la monoculture du savoir et de l'empire cognitif (B. de S. Santos 2011; 2018). Non seulement les sciences jouent un rôle dans le système en place – néolibéral, androcentrique, colonial – mais sont également empruntées des logiques de ce système. Comme le rappelle María Puig de la Bellacasa, « Aujourd'hui Woolf [...] assisterait également à la déroute de ce savant face à l'extension de nouvelles techniques de gestion de la production académique et aux exigences de rentabilité. » (2003 : 49).

Ainsi, pour nous, il s'agit d'investir les brèches. Ces brèches qui « érodent le capitalisme » (Wright 2010_2017). Non seulement cette thèse documente une alternative, ne nie pas la tension entre recherche et politique, mais la chercheuse intègre l'objet étudié et participe à sa visibilité. Je fais donc partie d'un des espaces, périphériques mais pour autant connecté et actif, sur ces questions de féminisme et agroécologie. De plus, les choix méthodologiques, tout particulièrement le film et la dynamique de communication dans différentes sphères, sont des outils de visibilité pour participer à la transformation sociale. Les médias sont les relais les plus efficaces de la vision du monde hégémonique, de la modernité (Escobar 2014_2018). User de ces médias pour montrer des alternatives œuvre à éroder cette vision unique. Comme nous le verrons, l'espace scientifique joue un rôle dans la construction de cette alternative et agit sur le social. C'est pour ces raisons que nous défendons une posture scientifique engagée.

• Mobiliser les savoirs situés et l'écologie des savoirs

Dans le milieu féministe ou antiraciste, des débats existent sur *qui* est légitime à produire quels savoirs. Certain·es statuent que la légitimité à produire un savoir concernant une position située spécifique sont les personnes dans cette position située particulière : par exemple, une personne valide ne peut produire du savoir sur le handi-

¹⁰¹ Tweet de Jair M. Bolsonaro du 26 avril 2019 : « Le Ministre de l'Éducation @abrahamWeinT étudie la décentralisation de l'investissement dans les facultés de philosophie et de sociologie (humaines). Les étudiants déjà inscrits ne seront pas affectés. L'objectif est de se concentrer sur les sphères qui génèrent un rendement immédiat pour le contribuable, comme : vétérinaire, ingénierie et médecine. La fonction du gouvernement est de respecter l'argent du contribuable, en enseignant aux jeunes la lecture, l'écriture et le calcul puis une profession qui génère des revenus pour la personne et le bien-être de sa famille, qui améliore la société.* » Le 8 mai 2019, le gouvernement informe la suspension des nouvelles bourses de master et doctorat pour les étudiant·es sélectionné·es par le Capes, la Coordination des personnels du supérieur soit le principal organisme de recherche de l'enseignement supérieur au Brésil, dépendant du Ministère de l'Éducation.

cap ; une femme blanche de classe moyenne ne peut produire du savoir sur les oppressions vécues par une femme racisée de classe populaire. L'« argument d'identité » (Marignier 2017) fait correspondre identité et production du savoir. Cette posture diffère de celle élaborée par Patricia Hill Collins, Donna Haraway, bell hooks ou Djamila Ribeiro qui conceptualise la « place de la parole ». « Il existe une confusion entre place de la parole et représentativité. » (Ribeiro, 2019 : 81). La « place de la parole » ne signifie pas un devoir, pour les privilégié·es, de délaissier les thématiques ou analyses des situations des opprimé·es. Cela exige d'avoir conscience de la localisation sociale depuis laquelle nous parlons dans un contexte où tout·es avons une « place », subalternes et privilégié·es :

« Il est indispensable que les hommes blancs cisgenre étudient la blanchité, le cisgenrisme, les masculinités. [...] Les groupes peuvent et doivent donc discuter de ces questions mais ils parleront depuis des places distinctes » (Ribeiro 2019 : 82-84)

Quand les activismes de la place de la parole excluent, elles·ils excluent en dernière instance la matrice d'autorité qui a construit le monde comme un événement épistémicide ; et ils excluent également cette fiction selon laquelle nous partons d'une position commune d'accès à la parole et à l'écoute. Il ne s'agit donc pas de « qui parle » mais comment ils·elles parlent (Mombaça 2017). L'outil d'interruption des voix hégémoniques n'est pas une question de légitimité ou de représentativité mais un outil politique d'émergence des voix historiquement mises sous silence.

Dans la théorie des savoirs situés de Donna Haraway, l'expérience est un point de vue, elle offre un regard sur les choses. Cette vision doit être travaillée à l'aide de théories, de concepts et de méthodes afin de produire un savoir : « L'assujettissement ne constitue pas un socle pour une ontologie ; il est peut-être un indice visuel. La vision requiert des instruments de vision ; une optique est une politique de positionnement » (Haraway, 1984_2007 : 122).

Notre posture de construire une « écologie des savoirs » (Santos, 2018) se situe autour de deux axes centraux : articuler les savoirs et les régime de savoirs ; rompre avec l'invisibilisation.

En décalage avec la controverse autour d'« identité =/vs. savoir », le postulat est qu'il existe différents régimes de savoirs. En cela, nous nous inspirons aussi bien des approches freiriennes que des approches féministes. Il est question de penser l'expérience comme productrice d'un savoir dont la richesse ne peut être sous-estimée mais qui diffère du savoir analytique. Les deux peuvent cependant s'articuler. La « conscience quotidienne », soit les expériences subjectives éprouvées par une posi-

tion sociale occupée et vécue, est un niveau de connaissance. Cette conscience peut être réflexive ou non. En l'absence de réflexivité, le sujet social est dépourvu de capacité de choix. Les niveaux de conscience sont situés sur un continuum allant de la conscience non réflexive à la conscience critique (Freire, 1974). La conscience critique permet au sujet social d'agir sur la réalité pour la transformer. Conscience quotidienne et conscience critique peuvent être articulées. Les groupes de parole en non mixité ou les « groupes de conscience » féministes adoptent cette posture : les échanges ont pour objectif de confronter les expériences individuelles d'oppressions et de saisir la dimension systémique de celles-ci. L'objectif est de relier les expériences individuelles à une lecture sociopolitique.

Il ne s'agit pas de situer les scientifiques et les féministes *a priori* dans la « catégorie » des personnes ayant une conscience critique et le reste du monde comme ayant une conscience quotidienne. Au contraire, il est question de défendre l'idée que toute personne se situe dans l'une ou l'autre *et* dans les deux catégories *à la fois*, selon les thématiques dont il est question. La conscience quotidienne développée par sa situation dans les rapports sociaux imbriqués provoque une expérience différente selon chaque individu·e. La conscience critique de ces oppressions peut être développée sur un des rapports sociaux et non sur les autres. Tous·tes sommes détenteurs·trices de savoirs et articulons les différents régimes de savoirs. Ainsi, les personnes enquêtées détiennent aussi bien des savoirs de la conscience quotidienne que de la conscience critique. De plus, leur « expérience vécue » (B. de S. Santos 2018) et leur « point de vue » des oppressions et des luttes est au fondement d'une intelligence collective, d'une position qui donne accès à d'autres visions du monde que celles disponibles du seul point de vue académique (Hartsock 1983_1987).

C'est pourquoi, les femmes rencontrées dans le cadre de l'enquête ne sont pas uniquement des sources de témoignages (Kebabza 2006) pour la recherche ; elles sont des sujets sachantes, elles opèrent une réflexivité sur leur situation, une analyse et agentivité sur leur réalité, sur le contexte politique, sur le monde. Même sans être reconnus par l'université, ces « savoirs assujettis » (Hill Collins 2009_2016) sont centraux et formulent/participent à formuler les enjeux théoriques. Notre démarche est alors une tentative de visibiliser partie de ces savoirs, sous leurs différentes formes, au long de cette thèse.

• Articuler les méthodes dans une démarche qualitative et critique

Une posture scientifique cohérente doit se matérialiser dans la pratique scientifique. En cela, les choix de méthodes sont cruciaux. Notre positionnement scientifique critique et notre cadre théorique féministe et décolonial peuvent difficilement être mis

en œuvre avec un seul dispositif méthodologique « traditionnel ». Nos thématiques de recherche elles-mêmes nécessitent une démarche réflexive : le féminisme et l'agroécologie sont critiques vis-à-vis des savoirs hégémoniques. De plus, mon rapport avec le terrain et avec les personnes partie de l'enquête dépend également de ces choix de méthodes d'enquête : la défiance est forte vis-à-vis de l'institution universitaire occidental-centrée et vis-à-vis des chercheurs·euses qui appliquent donc réifient l'hégémonie des savoirs. Les pensées critiques latinoaméricaines pointent cette nécessité d'approches critiques :

« entre la pensée critique et l'écologie politique en Amérique Latine, il existe une méfiance commune vis-à-vis des aspects théoriques et méthodologiques des sciences sociales classiques. Des doutes ont été et sont encore aujourd'hui exposés sur leur validité et leur applicabilité aux particularités de nos réalités, sur leur lien avec les perspectives finalistes de l'histoire (des perspectives qui nous ont considérés, dès le début, comme des "cas déviants" de la marche du progrès), sur leur difficulté à interroger nos populations dans une perspective de respect et d'autonomie étant donné qu'ils ont été élaborés à partir des répertoires de la modernité. » (Alimonda, 2017 : 45)

La critique féministe enjoint à penser les processus de construction du savoir scientifique tout autant que l'analyse des contenus théoriques androcentriques (Harding, 1986).

Si, théoriquement, la nécessité de cette appréhension critique est une évidence dès le début de la thèse ; sa mise en pratique est moins aisée et immédiate. La démarche ambitieuse de cette thèse se matérialise dans la complexité de sa mise en œuvre en méthodes. La démarche qualitative s'impose face à l'objectif de l'étude des mécanismes de construction de cette alternative, des stratégies déployées, de la vision portée. L'attention portée à la « place de parole » nécessite d'être auprès des personnes, avec elles. Dans cette optique, les entretiens sociologiques et l'observation ethnographique sont des outils plébiscités.

L'objectif d'une compréhension globale multi-échelles et multi-sphères invite à multiplier les méthodes de façons à s'adapter à la pluralité des espaces sociaux et aux conditions sociales différenciées des enquêtées (membres d'ONG, d'université, de mouvement social, de communauté rurale).

La démarche d'*empowerment* et sentipensée requièrent un dispositif *ad hoc* en marge des méthodes traditionnelles. Travailler *avec* les enquêtées et choisir le participatif nécessite de prendre le temps, de sans cesse réévaluer et retravailler les méthodes et l'approche, de travailler sa posture dans l'enquête. Pour visibiliser les « savoirs assujettis », nous mobilisons des méthodes de diffusion, de traduction (Santos

2018; Hill Collins 2009_2016) et d'analyse d'écrits, de poèmes, de chants, de slogans de femmes rurales.

La co-construction et co-réalisation d'un film participatif s'inscrit également dans cette démarche. Depuis la première année de thèse, j'ai la volonté de réaliser un média filmique. Cependant, le doute persiste sur la possibilité d'intégrer ce film à l'enquête doctorale. La dimension participative doit aussi être acceptée par les enquêtées et par les directrices de thèse. Par chance, et surtout par volonté collective, cet outil dépasse finalement les espoirs initiaux.

En revanche, l'insuffisance du dispositif méthodologique pour l'appréhension de l'échelle nationale se fait rapidement ressentir, ce qui provoque l'intégration d'une enquête par questionnaire en collaboration avec le *GT Mulheres da ANA* en 2015. Nous verrons que l'échec de cette méthode est justement lié à cette méfiance que décrit Alimonda (2017) et aux rapports sociaux de race et de colonialité en présence. Et ce, malgré la démarche participative. Cet insuccès, articulé à une opportunité (la mise en relation avec des collègues du laboratoire LISST travaillant sur les mouvements sociaux brésiliens dans le cadre d'une ANR), occasionne l'intégration d'une nouvelle méthode, l'ethnographie en ligne, permettant de documenter – certes d'une autre façon – l'échelle nationale.

Voici un tableau des différentes méthodes mobilisées dans ce travail d'enquête que nous allons présenter dans le détail par la suite.

Saisir les discours globaux	Identifier le processus d'empowerment socio-environnemental	Participer au processus d'empowerment
Entretiens semi-directifs - enquêtées multipositionnées (17)	Récits de lutte (7 enquêtée-es)	Projet filmique participatif <i>Mulheres rurais em movimento</i>
Analyse documentaire	Récits de vie (27 entretiens pour 12 récits de vie)	Projet photos <i>Produtoras</i>
Observations	Observations ethnographiques	Observations participantes
Reprise questionnaire de Emma Siliprandi sur l'ANA		
Ethnographie en ligne		

Tableau 3 : Différentes méthodes d'enquête mobilisées

• Traduire le positionnement dans les pratiques

Une posture scientifique qui promeut l'articulation des savoirs ne se déploie pas uniquement dans le travail de thèse. Il est question de mettre en place cette co-construction des savoirs dans l'engagement scientifique et personnel. Deux principaux moyens sont mobilisés afin de tenter cette traduction dans les pratiques. Le premier moyen réside dans la dynamique collective constituée au sein du collectif de doctorantes Efigies-Arpège-Toulouse entre 2016 et 2018. Le second moyen se déploie par la démarche de confrontation et diffusion des travaux de recherche. Ce dernier vise la vulgarisation des savoirs dans une démarche de « traduction interculturelle » (Santos 2018) .

Au sein du collectif de doctorantes Efigies-Arpège-Toulouse, nous organisons trois événements scientifiques visant à décroquer l'espace académique entre 2016 et 2018 : en 2016, les Journées d'Études *Rhétoriques Antiféministes:entre recherche et pratiques* propose l'articulation de communications scientifiques et de présentations d'expériences et de savoirs par des associations féministes locales ; en 2017, le Colloque international *Critiques féministes des savoirs : corps et santé* regroupe milieux associatifs, militants, professionnels et de la recherche pour une « collectivisation des expériences et des réflexions » ; en 2018, en plein mouvement social, le Colloque alternatif *Critiques féministes des savoirs II : créations, militantismes, recherches* propose des communications scientifiques, des présentations de performances, de projets artistiques, pédagogiques et organise une projection-débat au cinéma l'*American Cosmograph* autour du film *Audre Lorde, the Berlin years*, en collaboration avec *Les yeux dans les docs*. Par ailleurs, avec ma codirectrice de thèse Hélène Guétat-Bernard, nous organisons en 2016 une journée de réflexion participative au moyen du théâtre-forum : *La légitimité des approches sur le genre: des outils participatifs pour une réflexion collective*, en collaboration avec Lisa Bergeron, intervenante théâtre forum et directrice de l'Association Le Temps d'Agir, dans le cadre du Séminaire doctoral interdisciplinaire ARPEGE « Les outils du genre ». Le CIFA III en 2019, est également un événement de co-construction des savoirs entre différentes sphères (voir chapitre 7 : *Faire front*).

Ensuite, ce parcours de recherche est marqué d'une volonté de se confronter, d'avoir des retours, de mettre en débat les résultats au fil des années. Et ce, aussi bien face aux personnes faisant partie de l'enquête que au sein d'autres sphères. Comme le défend Xavier Dunezat :

« Compte tenu de ma double position, la restitution est conçue comme un processus interactif de mise en commun de la recherche, de sa problématique et de ses résultats. Il ne s'agit pas d'organiser une « conversion » des mobilisé-e-s, mais de faire en sorte que les résultats fassent l'objet d'un débat et d'une critique collectifs. » (Dunezat, 2011 : 95)

Le film est un élément central de cette confrontation mais aussi de la restitution d'une partie de ce travail. La diffusion dans les espaces communautaires (*assentamento*), militants (MMTR-NE, *Marcha Mundial das Mulheres*) et académiques (CIFA III, PRA-UFC, CPDA-UFRRJ) organise sa restitution auprès de nombreuses personnes impliquées dans cette recherche. Par ailleurs, il se révèle un outil des plus précieux de confrontation avec un public varié.

Les publications scientifiques au cours de la thèse (4 articles dans des revues à comité de lecture dont un à paraître début 2020, 2 chapitres d'ouvrage collectif dont un à paraître fin 2019 ; 1 article dans une revue sans comité de lecture, par la suite traduit pour publication dans une revue brésilienne en 2014) et les communications académiques (six colloques internationaux, deux colloques français, quinze communications en séminaires en France et au Brésil) et non académiques (dans des espaces syndicaux, militants, d'université populaire, dans les communautés rurales, au Brésil et en France) répondent à cette volonté.

« [L]a restitution constitue pour un militant sociologue une pratique de recherche centrale. » (Dunezat, 2011 : 81). Différents moments de restitution sont prévus suite à la soutenance de thèse : une soutenance populaire au Brésil, une synthèse et communication, une présentation. La volonté d'organiser une deuxième soutenance à Fortaleza, avec un jury mixte [*bancada popular*] conviant des membres de mouvements sociaux impliqués et expertes de ces questions, et de programmer une restitution au sein de l'ANA, du MMTR-NE et de l'*assentamento* Maceió, fait partie de cette démarche scientifique engagée. Ces trois espaces nécessitent un type de restitution différent et une présentation de partie différente de la recherche : au GT *Mulheres da ANA*, une présentation orale est pensée en binôme avec une étudiante brésilienne sur l'ethnographie en ligne (voir ci-après). Une synthèse sera co-écrite pour une divulgation au sein de l'ANA. Cette restitution écrite correspond à la configuration géographique dispersée des membres du réseau. La présentation orale aura lieu lors d'une des prochaines réunions du GT permettant aux membres du groupe d'intervenir dans la discussion.

La collaboration avec le MMTR-NE est continue et vise à prendre des formes différentes permettant de mettre en valeurs les savoirs de chacune. Une présentation des résultats de la thèse est prévue lors de la prochaine Assemblée Générale du

mouvement en 2020. Au sein de l'*assentamento*, la présentation se fera en invitant les femmes ayant participé à l'enquête et avec qui la collaboration s'est étendue dans le projet filmique et l'exposition photographique, mais aussi leurs maris et les familles ayant participé au bon déroulement de cette recherche, par leur accueil, leur soutien logistique et organisationnel mais aussi par leur intérêt et échanges, me transmettant des informations précieuses.

La nécessité d'un tel partage s'inscrit dans la construction d'une science sociale émancipatrice. Comment confronter les résultats de recherche scientifique et poursuivre l'enrichissement des savoirs sans les apports essentiels des expert·es de toutes sphères ? Comment évaluer les résultats scientifiques, poursuivre l'objectif transformatif et donner sens au positionnement scientifique engagé sans provoquer la rencontre des savoirs ? Le point final à la thèse n'est pas un point final à cette dynamique et volonté.

Enfin, la vulgarisation des savoirs fait partie de la démarche de traduction inscrite dans l'écologie des savoirs (Santos 2018). Depuis la première année de thèse, une dynamique de diffusion est en place : écriture d'articles pour la presse (journal *Uniterre* en Suisse, revue *GLAD* et revue *Nature & Progrès* en France), retranscription et traduction collective d'une interview scientifique de Danièle Kergoat (publication ouvrage de l'ONG *SOS Corpo*), participation à plusieurs émissions de radio (Voy'Elles à Toulouse, Radio BASTA dans le Gard, radio Air Libre émission Tranche d'anar en Belgique) et interventions (débat-projection France-Amérique Latine et Festival LatinoDocs, intervention à la Maison de la philosophie de l'université populaire de Toulouse).

Cette « traduction interculturelle » vise à « rendre possible une intelligibilité amplifiée de contextes d'oppression et de résistance et permet les articulations plus amples et plus profondes entre les luttes » (Santos 2018 : 68). Cette démarche tente de renforcer les compréhensions réciproques entre contextes et identités sociales différent·es, en aidant à identifier les complémentarités et contradictions comme les perspectives d'alternatives (*ibid.*). Ainsi, en plus de documenter une alternative émancipatrice, il est question d'y participer, ne serait-ce que de façon infime.

1.4 Les outils inattendus de la recherche

Dans un entretien publié aux cahiers du GRM en 2016, la sociologue Jules Falquet invite à « chercher le projet commun qui peut nous unir » (2016c : 16) :

« Au lieu de chercher à changer de place dans les vases communicants ou à y faire circuler autrement les flux, le but est de détruire les contenants et ce faisant, le

contenu. À mon avis, c'est le meilleur point de ralliement, qui rend possible une union très large »

Sa réflexion s'inspire des apports du *Combabee River Collective* (Falquet, 2016 : 16).

Au cours de cette thèse, des points de ralliement, des « communs » se sont manifestés, certains inattendus, d'autres construits et travaillés. Il s'agit de points de rencontre qui s'avèrent des ressources centrales dans cette aventure scientifique et humaine : le féminisme, l'empathie, l'émotion, la sentipensée.

• Le féminisme comme ressource

La multipositionnalité me caractérise au même titre que les enquêtées de cette thèse. En explicitant ces positions plurielles, il est question de saisir en quoi ce travail de thèse s'inscrit dans un parcours mutualisant les ressources de différentes sphères sociales du féminisme.

À l'université, l'équipe *Simone Sagesse* m'accueille depuis le début de ce doctorat. Il s'agit d'une équipe d'enseignement et de recherche historique de l'institutionnalisation des études féministes en France, une dynamique professionnelle mais aussi amicale comme le souligne la sociologue Nathalie Lapeyre, membre de l'équipe (2014). Une des spécificités de cette équipe est son ancrage local et sa collaboration étroite avec le milieu féministe. Elle est imprégnée de sa proximité et de ses partenariats avec la panorama associatif et institutionnel à Toulouse. Cette équipe est à l'origine de la première formation professionnelle française sur le genre, pionnière au sein d'un département de sociologie, créée il y a une vingtaine d'années. L'objectif est alors « de transmettre et de promouvoir le changement. Les études universitaires doivent avoir une utilité sociale. C'est une conception du rôle du service public d'enseignement et de recherche » explique Monique Membrado pour présenter les motivations de Marie-France Brive, initiatrice de la formation (Lapeyre 2014).

Aujourd'hui, cette formation porte le nom du Master Genre, Égalité, et Politiques Sociales (GEPS), master que j'ai suivi et dans lequel j'interviens aujourd'hui. Ce master articule « les savoir-faire analytiques et les pratiques dans le but de former des professionnel-le-s susceptibles d'impulser, de concevoir, de mettre en œuvre et d'évaluer des actions du point de vue de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. » favorisant ainsi les échanges entre les différents domaines du social auparavant relativement hermétiques entre eux à l'échelle locale (*ibid.*)

Suivant cet héritage et du fait de mes propres liens avec le tissu associatif, ce parcours de doctorat s'inscrit dans la diffusion et valorisation d'une recherche qui collabore et co-construit avec la société civile. Nous déployons cet objectif depuis

l'université au sein du réseau Arpège et du collectif Efigies-Arpège Toulouse et depuis la société civile, au sein du collectif féministe du Festival *LatinoDoc*, un espace qui fait le lien entre la France et l'Amérique Latine avec la diffusion de documentaires latinoaméricains et la diffusion d'analyses politiques du milieu militant et du milieu de la recherche. La lutte contre les violences de genre marque également mon parcours par l'intégration de la cellule de lutte contre le harcèlement sexuel dans l'ESR de l'UTJJ et par la participation active à deux associations toulousaines de prévention des violences.

Les suspicions plus fréquentes quant à la scientificité du travail ciblent la double posture militante et scientifique. Pourtant, il existe une « consubstantialité de ces deux identifications » qui permet aux « militant-e-s sociologues [d'être] jugé-e-s en tant que scientifiques, si nécessaire d'une espèce particulière. » (Dunezat, 2011 : 80). Le militantisme féministe que j'exerce est *situé*. Dans la pratique, il est ancré dans les espaces d'action toulousains mais aussi dans une praxis quotidienne, forgeant les actes comme l'identité. Ce féminisme se nourrit des expériences et des savoirs rencontrés dans les différents espaces, dans les différents pays.

En revanche, l'intersectionnalité¹⁰² des rapports sociaux nous situent – les femmes brésiliennes de l'étude et moi-même – dans des situations différentes ; ce qui produit un engagement différent. Même impliquée dans la construction féministe et agroécologique par ma participation à l'espace scientifique et par la réalisation de cette thèse, la matérialité de cette alternative n'a pas les mêmes effets dans ma réalité. Je ne vis pas les oppressions intersectionnelles de l'agrocaptal, je ne subis pas directement cette violence systémique. En cela, mon militantisme féministe ne s'implique pas dans ces espaces comme cela serait le cas si j'étais moi-même une brésilienne, *a fortiori* une femme rurale.

Cependant, il est évident que, parfois, le statut de militante féministe participe à la posture scientifique. Les positions simultanées de sociologue et de militante sont consubstantielles, elles se nourrissent mutuellement. Sur le terrain, l'une ou l'autre de ces positions peut se révéler un outil ou un obstacle à ma réception par les enquêtées. Dans la partie suivante est abordé en quoi ma probable identification comme féministe peut provoquer le refus ou l'évitement d'entretien par certains sujets sociaux (les maris des femmes rurales). En revanche, la socialisation féministe, la compréhension commune et le langage partagé, les logiques d'analyse, la communauté de pensée et de praxis, l'autodéfinition de « féministe » sont des outils et des caractéristiques précieuses dans l'enquête et dans les échanges. Cette reconnaissance – le fait de se reconnaître et de se comprendre – favorise une confiance et un accès aux espaces militants, un déploiement de la parole, une acceptation de la chercheuse et une volonté de faire ensemble. Cette expérience et cette étude n'auraient pas atteint ce

¹⁰² Voir définition dans l'encadré ci-après.

stade si nous n'avions pas eu le féminisme, militant et scientifique, en commun. Bien entendu, les rapports de pouvoir et les différences sociales de classe, de colonialité, de race, ne doivent pas être invisibilisés ni déconsidérés. Pour autant, il est primordial de mettre en avant l'importance que joue le féminisme dans cette étude.

Race - Intersectionnalité

La race désigne une catégorie socialement construite – au même titre que le genre – changeante selon l'époque et les lieux. La notion englobe la « couleur et une constellation de marqueurs souvent visibles, censés représenter l'appartenance ethnique, l'origine nationale, la religion et la culture. » (Kebabza, 2006 : 15). Il s'agit d'une « construction symbolique, culturelle, et surtout politique ayant fait du biologique une stratégie qui maintient le racisme » (Curiel, 2009).

Certains groupes sociaux font l'objet d'une racialisation, « c'est-à-dire qu'ils ont été perçus par la société dominante comme appartenant à une « race » différente » (Kebabza, 2006 : 14). « [L]a race n'est certes pas ce qu'on dit qu'elle est, mais elle est néanmoins la plus tangible, réelle, brutale, des réalités (Guillaumin, 1992 : 216).

L'intersectionnalité met « en lumière la nécessité de prendre en compte les multiples sources de l'identité lorsqu'on réfléchit à la construction de la sphère sociale. »

(Crenshaw, 1991_2005 : 54). Il s'agit d'une « façon de comprendre et d'analyser la complexité dans le monde, dans les personnes, dans les expériences humaines* » (Hill Collins et Bilge, 2016 : 2), un outil pour mieux cerner les diverses interactions de la race, du genre, de la classe, de la sexualité et montrer comment ces ordres s'influencent réciproquement.

L'analyse intersectionnelle vise à porter un terme aux tendances à concevoir la race, la classe et le genre, comme des catégories exclusives ou séparables (Crenshaw, 1991). Les événements comme les conditions politiques et sociales des individus ne sont pas façonnés par une seule dimension ou un seul facteur. De nombreux facteurs interviennent et s'influencent les uns, les autres. Il en va de même pour l'organisation du pouvoir dans une société (Hill Collins et Bilge, 2016). L'intersectionnalité vise à appréhender quatre domaines du pouvoir : interpersonnel, disciplinaire, culturel et structurel (*ibid.*)

Texte 4: Concept : Race - Intersectionnalité

• L'empathie comme compétence collective nécessaire

L'énonciation de mes privilèges n'est pas en soi un outil suffisant dans la relation d'enquête et dans mon approche des personnes au Brésil. Le retour réflexif sur soi ne provoque par pour autant une pleine conscience de la matérialité des situations différentes ni des effets des oppressions imbriquées que vivent les enquêtées. Cependant, cette posture indique la volonté d'écouter les personnes et de légitimer leurs savoirs et discours (Marignier 2017).

Une des difficultés les plus importantes de cette étude est de tendre vers une compréhension fine du *sens* des résultats : même si des données peuvent être aisément collectées et interprétées, comment en saisir la complexité et les dimensions matérielles et sentipensées pour les personnes ? Outre la mobilisation de catégories analytiques latinoaméricaines, il est central de développer une attention à l'(H)histoire, au contexte spécifique et une attention aux récits. Une « empathie » est nécessaire : soit une « transposition imaginaire spécifique de nos états psychiques dans ceux de l'autre » (Depraz 2004). Certains travaux d'épistémologie féministe insistent particulièrement sur le fait que l'empathie est une compétence profondément politisée plutôt qu'une caractéristique naturelle (voir Hemmings, 2012).

Pour Patricia Hill Collins (2009_2016), la capacité d'empathie est importante pour un·e sujet féministe engagée pour un régime de savoir émancipateur. Elle est aussi nécessaire pour être perçue comme digne de confiance par les individu·es membres de communautés marginalisées fréquemment mal représentées. *A fortiori* en tant que féministe blanche, l'empathie s'avère une condition nécessaire pour de traverser les privilèges culturels, ethniques et raciaux (Hemmings 2012; Hill Collins 2009_2016; Lugones 1987; Mohanty 1988). « L'empathie privilégie la connaissance incarnée, la connexion affective et le désir de transformer le terrain social.* » (Hemmings, 2012 : 151). L'effort d'empathie ne consiste pas à nier les différences entre la chercheuse et les personnes participant à l'enquête, ni à prétendre ressentir ce qu'elles ressentent, ni même à adopter les valeurs du groupe. Au contraire, la pluralité de nos positionnements et féminismes s'affirme comme une richesse.

Ainsi, cette démarche empathique permet de continuer à s'étonner de son terrain, à le questionner (Baubérot 2011). Il s'agit de déployer des conditions matérielles et relationnelles favorisant une attention, une compréhension de ma part. L'« écoute profonde » s'avère centrale, soit la mise sous silence personnelle en même temps que le déploiement d'une écoute attentionnée provoquant disponibilité et *corazonar* (Santos 2018). C'est par ce chemin que les ponts entre continents se

construisent, que les alliances entre personnes, entre féminismes, entre théories se tissent :

Les femmes n'ont pas besoin d'éradiquer leurs différences pour se sentir solidaires les unes aux autres. Nous n'avons pas besoin d'être toutes victimes d'une même oppression pour toutes nous battre contre l'oppression. Nous n'avons pas besoin de haïr le masculin pour nous unir, tant est riche le trésor d'expériences, de cultures et d'idées que nous pouvons partager entre nous. Nous pouvons être des sœurs unies par des intérêts et des croyances partagées, unies dans notre appréciation de la diversité, unies dans la lutte que nous menons pour mettre fin à l'oppression sexiste, unies dans la solidarité politique. (hooks, 2008 : 134)

Nos féminismes, même si différents, favorisent l'empathie et la compréhension. C'est parce que nous vivons des oppressions différentes mais inscrites dans le même système que nos féminismes se répondent. Les histoires qui me sont transmises par les femmes rencontrées font écho aux histoires vécues ou entendues de mes proches. L'expérience commune de la violence de genre est un exemple heuristique. La proximité entre les récits de violences, vécus et écoutés, ouvre une compréhension. Aussi, des épisodes de violences vécues ensemble, avec les femmes de l'enquête et de mon entourage au Brésil, témoignent de cette communauté d'oppression. Prenons un exemple :

[Extrait journal de terrain] Août 2015, je suis hébergée chez Anêmona (53 ans, mère de quatre filles et grand-mère, agricultrice agroécologique militante du MM-TR-NE). Le soir tombé, nous préparons un barbecue devant la maison avec ses filles. Un homme de la communauté, ivre, entre dans le jardin, s'approche de nous et nous menace avec un pistolet. Il s'agit d'un voisin en colère contre l'une des filles de Anêmona. Notre réflexe, à Anêmona et moi-même, est de nous saisir chacune d'un des outils du barbecue (la grille et une broche) et de nous positionner toutes deux face à lui. Ainsi, nous écartons ses filles de la portée de l'homme. Anêmona discute posément avec lui pour le calmer. Nous le raccompagnons à l'entrée du jardin où d'autres voisins, alertés·es par le bruit, viennent soutenir et prendre en charge l'agresseur.

Cet épisode reflète notre « familiarité » commune avec les situations d'agressions ayant permis une réaction non concertée mais identique entre Anêmona et moi. Cela reflète une expérience commune s'inscrivant dans le système patriarcal. L'expérience des violences et les stratégies pour y faire face constituent un sujet « femme » : l'expérience est propre à chacune, depuis nos positions différenciées dans les rapports sociaux, mais Anêmona et moi connaissons et reconnaissons la violence de genre.

Si l'oppression de genre et le féminisme provoque cette « solidarité affective » (Hemmings 2012) et cette compréhension, l'empathie relève encore d'une autre dimension. Étant une compétence et non une caractéristique naturelle, l'empathie doit donc être développée. En ce qui me concerne, elle s'est déployée de manière croissante au fil des années passées au Brésil. Les moyens nécessaires pour ce développement ont été :

- i) les lectures plurielles : scientifiques, journalistiques, militantes et personnelles (des posts Facebook !) ;
- ii) la fréquentation d'événements divers au Brésil : séminaires, conférences, *atos*, cercles de lecture, par exemple ;
- iii) l'auto-mise sous silence : rester silencieuse auprès des femmes afin d'exercer l'écoute et de favoriser la parole de l'autre ;
- iv) l'écoute et... l'écoute, attentive et répétée : des histoires de vie – en entretien et hors entretien – mais aussi des épanchements, des besoins des personnes de « vider leur sac » ; auprès des enquêtées mais aussi d'autres personnes rencontrées dans les différents espaces ;
- v) la familiarité : avec les personnes, le terrain, l'histoire passée et actuelle du pays, de la région, des lieux. La familiarité est cette connaissance et reconnaissance qui se composent au fur et à mesure du temps passé sur place, avec les personnes ;
- vi) la confiance respective qui se développe pas à pas ;
- vii) l'apprentissage de l'empathie possédée par mes proches et les femmes rencontrées au Brésil
- viii) et pour tout cela : le temps, long, nécessaire à l'ensemble de ces processus.

Il est probablement utile de souligner que cette empathie n'est pas de mon propre fait, de ma volonté individuelle et unique. Ce processus est collectif. L'ensemble de ces moyens sont développés également par les personnes rencontrées, qui m'accompagnent dans tout ce parcours de thèse – enquêtées, directrices, collègues et amies. Les personnes partie de l'enquête développent une empathie vis-à-vis de cette française qui revient tous les ans, provoquant les conditions permettant mon empathie en retour, en échange, en circularité. Le cheminement est commun, l'empathie est réciproque.

• L'émotion comme invitée

On attend généralement de la chercheuse qu'elle se distancie avec son « objet » d'étude et qu'elle mette de côté ses affects dans le processus de recherche (Jaggar 1983). L'éthique et les valeurs sont considérées comme n'ayant pas leur place dans la production scientifique ; ni comme motivation, ni comme composante du processus de recherche (Hill Collins 2009_2016). Or, ces exigences scientifiques sont des masques métaphoriques de mise sous silence imposés par la colonialité du savoir : elles constituent des outils afin de délégitimer les savoirs non hégémoniques.

Pour autant travaillée que soient la distance à l'objet, sur le terrain les affects et les émotions se matérialisent. Il est en effet difficile de rester uniquement « scientifique » lorsqu'on partage le quotidien, les amitiés et les chemins de vie de personnes sur plusieurs années : « Chaque texte écrit par des chercheurs en sciences humaines n'est pas le reflet d'une réalité mais plutôt celui d'une sensibilité » (Ghasarian 2002). Le terrain est un espace d'investissement personnel et scientifique, affectif et cognitif. Loin d'être indépendante et imperméable, la dimension émotionnelle du terrain fait au contraire partie des étapes de la production scientifique. Outre cette démarche empathique, les émotions peuvent être un outil à mobiliser dans la démarche de recherche (Benelli et Modak 2010).

Comme toute expérience sociale, le terrain participe à changer la chercheuse au fil des années. Du fait de la rationalité sentipensée des enquêtées, du fait du vécu sur place, des apprentissages, des expériences, il me semble avoir développé une sensibilité qui m'était étrangère auparavant. Cette sensibilité n'est pas (que) émotionnelle, il s'agit d'une compréhension des enjeux politiques, sociétaux, systémiques transmise par les femmes que je rencontre au Brésil. Cette compréhension provoque des émotions (comme l'indique la proposition de « hot cognition » développée par Cheryl Hercus, 1999). Prenons l'exemple de Dilma Rousseff.

[Extrait journal de terrain] Pendant ces années au Brésil, les femmes me parlent de « Dilma », de l'importance d'avoir une femme comme présidente, une femme qui a souffert dans la lutte contre un pouvoir coercitif¹⁰³, qui fait face à un front de parlementaires évangélistes, conservateurs, machistes. Les attaques, politique et sexistes, que subit la présidente d'alors, aussi bien dans les instances publiques que dans la société¹⁰⁴, sont des sujets de discussion récurrents parmi les femmes ru-

¹⁰³ En 1970, Dilma Rousseff faisait partie de la guérilla d'extrême gauche s'opposant à la dictature. Elle a été arrêtée, puis torturée durant des jours, condamnée par un tribunal militaire et emprisonnée pendant trois ans sous le régime du maréchal Branco.

¹⁰⁴ En 2015, un autocollant circule au Brésil : il s'agit d'une image à apposer autour de l'ouverture du réservoir à essence des voitures. Cet autocollant représente Dilma, jambes ouvertes. Il s'agit donc de suggérer son viol en faisant le plein d'essence.

rales. En plus des politiques sociales déployées par le Parti des Travailleurs, l'attention de la présidente aux problématiques et aux revendications des femmes rurales et du milieu rural, sa présence à la Marcha das Margaridas sont des éléments qui suscitent le soutien et l'admiration des enquêtées. À accompagner la lutte de celles-ci contre le processus d'*impeachment*, les angoisses, la tristesse et la colère face au *golpe* ; mon regard sur Dilma évolue. Les mois qui suivent sa destitution sont chargés d'inquiétude. Plus les attaques contre les droits des personnes se multiplient, plus les mesures se succèdent, plus les émotions grandissent. Fin 2018, voir les images de Dilma lorsque notre film est projeté provoque une vive émotion et parfois une montée de larmes. Le jour de l'élection de Jair Bolsonaro, le 28 octobre 2018 (soit le lendemain de mon anniversaire), c'est un sentiment profond de désespoir qui m'envahit.

Ces émotions sont liées aussi bien à la compréhension des enjeux politiques, à l'inquiétude pour les femmes de mon terrain, à la tristesse de voir leur situation se dégrader et la violence augmenter. Ces émotions sont belle et bien sentipensées, liées non seulement à l'expérience mais aussi à la compréhension analytique des événements et aux sentiments pour les personnes du terrain. De plus, cette « compréhension sensible » exprime un « déchirement de l'enveloppe », un « passage d'un soi historiquement constitué à un autre soi façonné par une autre histoire » (Bensa 2008 : 25).

Les émotions questionnent la « juste distance » (Bensa 1995) de la chercheuse par rapport à son terrain. En quoi l'émotion peut-elle biaiser les rapports avec les enquêtées et entraver le recul nécessaire à l'analyse ? Elles peuvent certes indiquer une implication importante dans la recherche. Sur place, cette implication est indispensable à la qualité des interactions avec les enquêtées et à la compréhension des situations vécues. Est-elle dommageable à l'analyse ? La compréhension de la sentipensée est au cœur de ce questionnement. Les émotions provoquent, s'imbriquent et alimentent la pensée analytique. Dans l'exemple de Dilma, les émotions sont un indicateur de la compréhension des effets sur la réalité des enquêtées. Le postulat adopté ici est de valoriser l'intérêt des émotions dans le rapport au terrain et dans la posture de chercheuse. Les émotions sont un des outils d'entendement des situations et de dépassement des distances sociales. Comme outil d'analyse et comme outil réflexif, les émotions méritent d'avoir une place davantage légitimée au sein des sciences sociales. Comme le souligne Boaventura de Sousa Santos :

« La connaissance n'est pas possible sans expérience, et l'expérience est inconcevable sans les sens et les sentiments qui se réveillent en nous. C'est au travers d'expériences que nous nous ouvrons au monde, une « ouverture » qui est concédée seulement par les sens. Si les sens sont essentiels pour se connaître, il est difficile

de percevoir pour quelles raisons les épistémologies du Nord leur ont donné si peu d'attention » (2018 : 275).

La volonté d'agir peut s'affirmer. Enquêtant auprès des usager·es de crack atteint·es du sida en séjour à l'hôpital, la socio-anthropologue Stéphanie Mulot rappelle que « le chercheur est tenté de s'impliquer, [...] d'analyser et de faire des propositions pour participer à la transformation sociale. Pourtant, dans ce cas, le chercheur est lui aussi confronté à l'impuissance de ses outils. » (Mulot, 2008 : 97). Il me semble que les universitaires ont un rôle à jouer dans ce processus. Face à cette limite de méthodes, il faut alors repenser les outils de la recherche afin de les rendre plus actifs sur la réalité, capables d'atteindre un plus grand nombre de personnes, et de travailler la posture afin de participer davantage à la circulation des savoirs. La « raison chaude » peut être mobilisée et valorisée dans les parcours de recherche : cette raison vit avec les émotions, les affects et les sentiments sans perdre sa rationalité (Santos 2018).

• La sentipensée et son expression comme pratique et analyse

S'ils étaient inattendus, ces trois éléments (féminisme, empathie et émotion) rejoignent les éléments constitutifs de « l'éthique du *care* » : la reconnaissance des émotions et la capacité d'empathie se combinent avec la valeur attribuée à l'expressivité individuelle (Hill Collins 1989_2008). Pour autant, ces outils sont incomplets sans une compréhension de la sentipensée. Saisir les codes réflexifs des individu·es est un outil de compréhension non seulement des données mais aussi du monde social. L'expérience ethnographique de Alban Bensa auprès des Kanaks met en lumière cette approche centrale dans un parcours de recherche (Bensa, 2008 : 24) :

« Sans une progressive intériorisation du pouvoir social et thérapeutique attribué par les Kanaks aux frères de la mère, il n'est pas aisé de comprendre, par exemple, que l'état dépressif dans lequel une personne se trouve durablement plongée puisse être interprété comme une faiblesse du soutien que doivent lui accorder ses parents maternels. Il est clair pourtant que, dans une logique où l'oncle utérin est pensé par tout homme ou femme comme le référent de sa vie physique et spirituelle, comme l'origine de son corps et de son âme, la moindre défaillance de ce lien vital ne peut que retirer à l'individu de la force. L'entrée dans les modes de réflexion d'autrui constitue une sorte de garantie de la justesse de nos interprétations ultérieures et permet d'accéder à des expériences intellectuelles nouvelles. »

Nous avons vu que l'invisibilisation des groupes sociaux, des savoirs et des expériences est au cœur de notre problématique et de la lutte pour le féminisme et l'agroécologie. Il s'agit de penser les alternatives mais également de développer une « pensée alternative des alternatives » (Santos, 2018 : 9). Notre démarche va donc être de mettre en œuvre une « écologie des savoirs ».

Les auteures de la pensée féministe noire soulignent la nécessité de tenir compte des connaissances produites par les femmes noires. Sans cela, l'exercice de la pensée critique est compromis puisqu'il renforce l'invisibilisation des connaissances développées par des sujets non blanc·hes et non européen·nes et réaffirme l'universalité et l'unicité de la perspective hégémonique.

Notre démarche va alors être de valoriser les savoirs des femmes enquêtées dans ce travail de recherche mais aussi d'analyser les modes de valorisation de ces savoirs par les femmes elles-mêmes. Rappelons la nécessité, au Brésil, de penser l'Amefricanité, catégorie conceptualisée par Lélia Gonzalez dans le contexte de la diaspora noire et de l'extermination des populations autochtones des Amériques. L'Amefricanité visibilise les histoires de résistance et de lutte des peuples colonisés contre la violence engendrée par la colonialité du pouvoir. Documenter les résistances relève d'une stratégie de visibilisation de l'histoire et des rationalités de ces groupes, tout en rompant avec les interprétations uniques centrées sur la vision mondiale de la pensée européenne moderne (Gonzalez, 1988).

Cette démarche est épistémologique et propose une approche interconnectée du racisme, du colonialisme, de l'impérialisme et de ses effets (C. P. Cardoso 2014). Comment prétendre saisir la complexité et la portée de pratiques, discours et savoirs latinoaméricains à partir d'une rationalité et épistémologie situées socialement dans tout un autre contexte ? Tenir compte de ces savoirs nécessite de décentrer la rationalité européenne :

« La recherche d'alternatives à la conformation profondément excluante et inégalitaire du monde moderne exige un effort de déconstruction du caractère universel et naturel de la société capitaliste-libérale. Cela exige la remise en question de l'objectivité et de la neutralité des principaux instruments de naturalisation et de légitimation de cet ordre social : l'ensemble des savoirs que nous connaissons globalement comme sciences sociales. » (Lander, 2005 : 8)

Il s'agit de s'ouvrir à un « autre univers d'intelligibilité » (Bensa 2008 : 24). Nous l'avons vu, la sentipensée est une épistémologie et un cadre analytique central en ce sens. Sa mise en pratique s'insère au cœur de la démarche méthodologique. Afin d'explorer le *corazonar* féministe et écologique, nous mobilisons d'abord le cadre d'analyse de la sentipensée et les épistémologies précitées pour étudier les récits de

vie et de lutte, les entretiens, les observations réalisées. Cependant, pour appréhender finement la construction de la vision et de l'« utopie réelle », les créations militantes et personnelles des femmes rurales nécessitent d'être considérées. De plus, appréhender les identités produites politiquement renseigne aussi bien sur le processus d'*empowerment* que sur la vision matérialisée. Nous mobilisons alors les supports militants (chants, poèmes, *mística*¹⁰⁵, film, slogans, habits, personnages symboles, entre autres). Plus que les textes politiques des mouvements, ceux-ci matérialisent les formes de « savoirs assujettis » (Hill Collins 2009_2016) et favorisent l'identification de la portée émotionnelle (et) politique du militantisme et de la vision. L'identification de la dimension socio-environnementale et de l'*empowerment* sont au cœur de cette démarche.

	Corpus d'analyse	Objectifs
Analyse sentipensée	Récits	* Observation des stratégies de construction d'identité
	Entretiens	
	Matériel militant	* Compréhension et analyse de la vision portée
	Chants, poèmes	* Analyse des médiums de diffusion de la vision
	Mística, Expériences militantes	* Étude des outils de promotion de l' <i>empowerment</i> et des moteurs socio-environnementaux
	Projet filmique participatif	

Dans cette partie intitulée « Épistémologies – méthodologies - méthodes », nous avons déployé un regard réflexif sur les rapports sociaux en présence et sur le parcours de cette thèse. Après avoir présenté le groupe social « femmes rurales », nous avons tenté d'approcher nos places sociales et le rapport se matérialisant dans les relations d'enquête, nous avons explicité les conditions matérielles, humaines et financières dans lesquelles la thèse se déroule et nous avons exploré les liens entre scientificité et politique afin de saisir la posture engagée et ses effets. Pour finir, nous avons présenté des outils se révélant centraux dans la recherche, ayant nécessité parfois un

¹⁰⁵ La *mística*, pouvant être traduite par « mystique politico-religieuse »

(Sabourin 2007), est une mise en scène articulant chants, danses et gestes rituels, qui exprime des valeurs partagées, des idéaux, des raisons de lutter (A. N. G. de Castells 2001).

investissement spécifique. Nous pouvons maintenant présenter les différents espaces constituant le terrain d'enquête.

2| Appréhender l'espace féministe agroécologique

L'enjeu de notre enquête est de constituer un corpus où l'agroécologie et le féminisme sont défendues comme projet et intégrées dans des pratiques, sur une échelle multi-niveaux. Ce corpus se compose aussi bien de personnes que d'espaces. Afin de vérifier nos hypothèses, il est nécessaire de cibler des espaces où les membres de différentes sphères sociales se réunissent pour revendiquer l'agroécologie et le féminisme. Les réalités doivent être appréhendées par le territoire et par les espaces politiques afin d'obtenir une approche globale de l'« espace féministe agroécologique ».

L'identification de l'*assentamento* Maceió comme espace territorial approprié s'impose par la connaissance et l'expérience de Gema Esmeraldo, co-directrice de cette thèse, sur ce terrain. Outre compter avec la présence d'agricultrices agroécologiques, l'*assentamento* centralise la présence d'un pôle mouvementéiste (MMTR), ongéiste (Cetra) et universitaire (PRA-UFC).

Les espaces davantage régionaux et nationaux sont apparus comme « une évidence » du fait de leur implication visible et affirmée sur les questions de féminisme et d'agroécologie : la *Marcha das Margaridas* et le groupe *Mulheres da ANA* (comme nous l'avons présenté dans la Partie *Penser les sciences*). Nous ciblons également un agent privilégié de l'espace féministe agroécologique, présent à l'ensemble des échelles (nationale, régionale, locale) : le MMTR-NE (Mouvement de la femme travailleuse rurale du *Nordeste*).

Nous présentons les espaces étudiés, l'entrée sur le terrain et les méthodes mobilisées mais aussi les difficultés et les limites rencontrées, en premier lieu l'espace territorial (1) puis les espaces politiques (2), tous deux multi-pôles.

2.1 Un terrain sur un espace territorial multi-pôles

Le *Nordeste* est la région dans laquelle se déploie une partie importante de notre enquête. Il comporte neuf États : Alagoas, Bahia, Ceará, Maranhão, Paraíba, Piauí, Pernambouc (État du siège du MMTR-NE), Rio Grande do Norte et Sergipe.

Les deux principaux États de l'enquête sont le Ceará et le Pernambouc. Dans le Ceará, nous réalisons l'étude microsociale au sein de l'*assentamento* Maceió et nous

fréquentons le laboratoire NEEPA au sein de l'Université Fédérale du Ceará (UFC). Dans le Pernambouc, nous réalisons notre travail auprès du MMTR-NE, dont le siège est à Caruaru, et nous observons de nombreuses réunions à Recife. Cependant, avec le projet filmique, nous nous rendons également dans le Maranhão, le Sergipe et Alagoas.



Illustration 2: Le Brésil et la région du Nordeste. Auteure: H. Prévost, 2019

Le *Nordeste* est représenté comme une région problématique, en particulier le *sertão* (zone typique du *Nordeste* caractérisée par un climat semi-aride et de fortes périodes de sécheresse) (Gomes, Bittencourt, et Dufumier 2011; Piraux, Tonneau, et Diniz 2011; Théry 2012). Héritage laissé par la grande plantation esclavagiste (Léna 1996), le *Nordeste* enregistre un grand nombre de propriétés foncières aux mains de puissantes familles de *coroneis* (« colonels »). Selon les Français Éric Sabourin (2001; 2007), Patrick Caron et Jean-Philippe Tonneau (2001), l'agriculture paysanne résiste dans les espaces délaissés par les grandes exploitations pour des raisons écologiques, économiques ou sociales. Selon les zones, la région peut souffrir de la sécheresse (intérieur du *Nordeste*, *sertão*) ou connaître une pluviométrie notable, à l'instar de la zone littorale. La carte « Les grandes zones de végétation » (ci-après) permet d'identifier

que le *Nordeste* rassemble notamment des zones de forêt tropicale, littorales, de savanes arborées (*cerrado*), de brousse épineuse (*caatinga*) et de forêt pluviale atlantique.

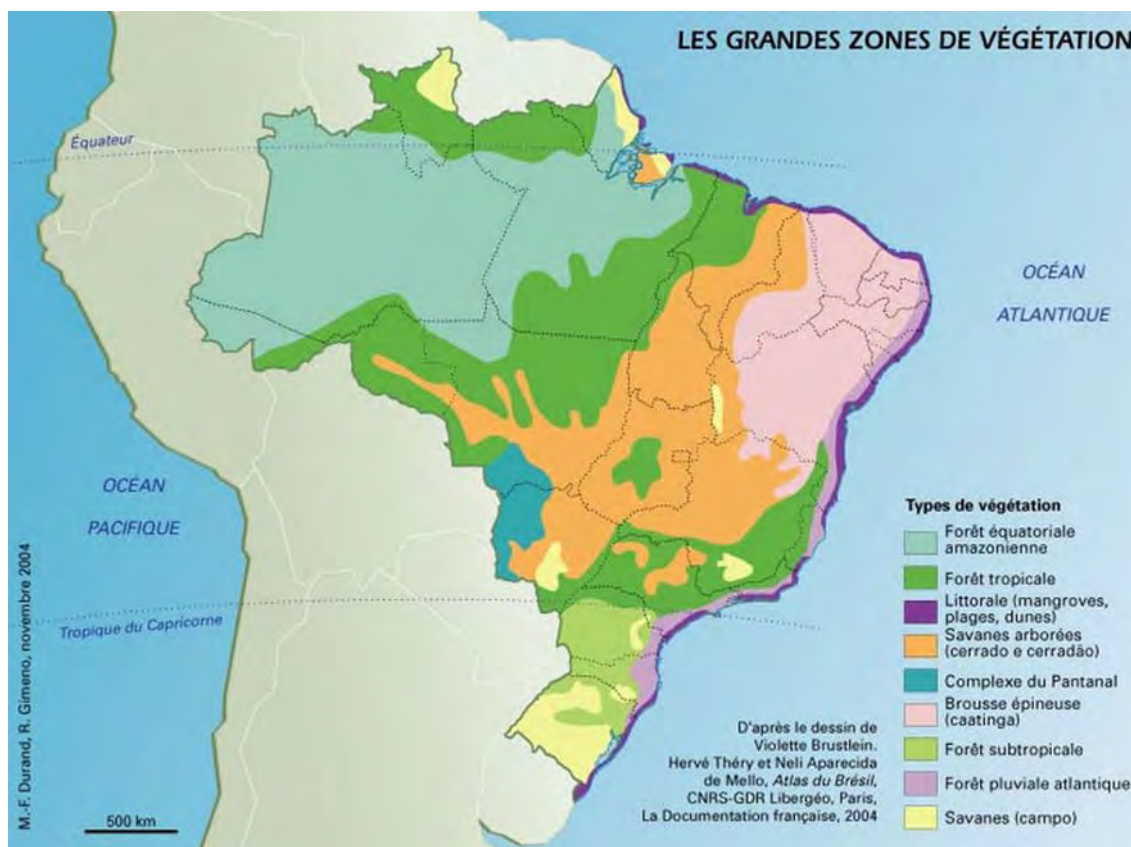


Illustration 3: Types de végétation au Brésil. Auteur: Hervé Théry, source : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/etpays/Bresil/BresilScient3.htm>

À partir du XX^e siècle, de nombreuses personnes du *Nordeste* migrent vers le sud de l'Amazonie (Caron et Sabourin 2001; Garcia Jr 1990). Le *Nordeste* devient une région « répulsive » du Brésil (Garcia Jr, 1990), en retard de développement (Piroux, Tonneau, et Diniz 2011), souffrant de l'aridité, de la pauvreté, du manque d'infrastructures, d'un faible niveau d'alphabétisation et de production agricole (*ibid.*). Pourtant, de nombreuses politiques publiques sont déployées historiquement à cette région, mais appropriées par les élites agraires qui, exploitant une main d'œuvre bon marché, réalisent des bénéfices et investissent dans des infrastructures locales à leur destination (Ferreira Rodrigues 1994).

Ces dernières années, le *sertão* voit naître une approche nommée « convivência » [vivre avec/coexister] avec le semi-aride (Piroux, Tonneau, et Diniz 2011) : au lieu de combattre la sécheresse, la démarche est d'accepter l'aridité et d'imaginer des dispositifs et des systèmes de production correspondant à l'écosystème. Ce projet est porté par l'ASA (Articulation Semi-aride).

• Découvrir l'*assentamento* Maceió

L'*assentamento* Maceió est situé dans le Ceará, en région littoral, dans la municipalité de Itapipoca, une municipalité connue comme la « ville aux trois climats » pour avoir sur son territoire des plages, une partie de *sertão* et une partie montagneuse. Sur ce territoire, la communauté rurale de l'*assentamento* Maceió collabore historiquement avec des ONG, l'université et des mouvements sociaux.

Le *Centro de Estudos do Trabalho e de Assessoria ao Trabalhador* (Cetra) [Centre d'études du travailleur et du conseil au travailleur] est une organisation de la société civile basée à Fortaleza. En 1981, le centre naît afin de fournir une structure officielle au travail d'assistance juridique réalisé par l'avocat Antonio Pinheiro Freitas et sa femme Margarida Pinheiro, dite « Margo ». Sur le territoire de l'actuel *assentamento* Maceió, le couple, invité par le Père Moacir Cordeiro Leite, accompagne juridiquement la lutte pour la terre et appuie la formation politique des travailleurs et travailleuses rurales. Dans les années 1990, le Centre se tourne vers l'assistance technique rurale auprès des familles ayant acquis une terre dans la région de Itapipoca. En 2000, il intègre l'Articulation du semi-aride (ASA). La « justice de genre » est inscrite dans la « Charte des principes » du Cetra. Aujourd'hui, la plupart des projets réalisés intègrent la promotion de l'agroécologie.

L'*assentamento* Maceió est situé sur le territoire Vale do Curu Aracatiáçu, à 60km de Itapipoca et 185km de Fortaleza, dans le Ceará. Officialisé comme *assentamento* en 1987 par l'INCRA, cet espace compte près de 1000 familles sur une zone de 5 656 hectares dont 12km de plage. Les familles sont soit *assentadas* soit *agregadas* : les personnes *assentadas* (354) sont celles à qui l'INCRA assigne officiellement des lots de terre, elles sont donc nominativement propriétaires. Les *agregad*s* sont les personnes qui, même si elles vivent depuis leur naissance à l'*assentamento*, ne sont pas enregistrées auprès de l'INCRA. Il s'agit généralement d'enfants et de petits-enfants de *assentad*s*. Elles et ils se marient fréquemment avec une autre personne de l'*assentamento* et construisent leur maison à proximité de celle de leurs proches. Leur non-statut comme *assentad*s*, leur non-reconnaissance par l'INCRA, provoque leur exclusion des programmes ou des avantages liés à la réforme agraire.



Illustration 4 : Municipalité de Itapipoca

□ Emplacement de l'*assentamento* Maceió

L'*assentamento* est composé de 12 communautés : Apiques, Bode, Sítio Mateus, Humaitá, Córrego da Estrada, Bom Jesus, Maceió, Barra do Córrego, Córrego Novo, Lagoa Grande e Sítio Coqueiro e Jacaré.



Illustration 5 : Assentamento Maceió. Source : INCRA, 2002

Ces terres sont situées sur le littoral mais font partie du *sertão*. Maceió bénéficie pourtant d'une richesse hydrique exceptionnelle pour cette région (Teixeira 2018), du fait de sa proximité avec le littoral, ce qui l'expose aux intérêts des projets extractivistes, énergétiques et touristiques, néolibéraux. Entre 2012 et 2018, le Ceará connaît une sécheresse inhabituelle et extrêmement forte, provoquant l'épuisement de puits profonds et la salinisation des eaux. Pour l'*assentamento* Maceió, cette sécheresse est critique entre 2014 et 2015 (période de ma présence sur le terrain). En 2016, les niveaux d'eaux se rétablissent. Ce territoire compte un lac central, des cours d'eau et des étangs au milieu des dunes de sable.

Tout en étant au sein du *sertão*, la végétation de Maceió est à la fois propre du littoral (présence de dunes) mais aussi de la *caatinga* (petits arbres et buissons épineux typiques des zones arides capables de survivre entre les saisons de pluies) (Teixeira 2018). Les familles cultivent la terre de façon communautaire et individuelle. Le maïs, les haricots, le manioc, les patates douces sont cultivé·es de façon collective (femmes, hommes et enfants) dans les *roçados* partagés par plusieurs familles. La plupart des familles possèdent un *quintal*, soit un espace situé à l'arrière des maisons (de 2 hectares maximum) où sont hébergés les petits élevages (volailles, porcs) et où sont cultivées les *hortas* : zones de production de plantes médicinales, fruits, légumes, racines, etc. destinées à l'alimentation familiale, à la vente, à l'échange ou au don et presque exclusivement à la charge des femmes. Les *assentad*o*s récoltent et transforment les algues marines. Les femmes pratiquent l'artisanat, principalement la *renda de birlo*, soit la dentelle aux fuseaux. En plus de la production agricole, les familles vivent de la pêche, de la récolte et transformation agroalimentaire.



Illustration 6 : Mariana et sa horta

Source : exposition participative « Produtoras », coordination Héloïse Prévost, crédit photo : Vanucci Evaristo, assentamento Maceió, 2015.

À l'*assentamento*, nous travaillons au sein de quatre communautés : Apiques, Córrego da Estrada, Bom Jesus, Barra do Córrego. Ces communautés sont sélectionnées pour la présence d'agricultrices agroécologiques ayant des implications avec le triptyque université, Cetra, MMTR. L'*assentamento* collabore avec le Cetra depuis la période de la lutte pour la terre (présentée en chapitre 6 : *Résister/r-exister sur le territoire*) mais voit également naître le MMTR-NE dans les années 1980.

En effet, à partir de 1981, des réunions et des rencontres de femmes rurales sont organisées à l'échelle régionale du *Nordeste*. Nazaré Flor, agricultrice de la communauté de Apiques, et Margarida Pinheiro y participent. À l'échelle *cearense*, le Cetra coordonne alors un projet d'appui à l'organisation sociale et politique des femmes travailleuses rurales et à leur engagement politique et syndical. De cette dynamique régionale naît le MMTR-NE en 1986.

Le MMTR est un mouvement non-mixte de femmes travailleuses rurales actif dans les neuf états du *Nordeste*. Il s'agit d'un « espace d'auto-organisation, d'affirmation, de formation des femmes rurales, agricultrices, habitantes d'*assentamento*, *quilombas*, extrativistes, pêcheuses du Nordeste » (extrait entretien filmique Verônica). Selon les statuts, au moins 75% des membres du comité directeur doivent être travailleuses rurales (donc avoir des activités liées à l'agriculture). Le mouvement mobilise des méthodologies d'éducation populaire inspirées de Paulo Freire et vise la « transformation des mentalités de soumission » (extrait carte politique du MMTR), la lutte contre tout type de discrimination et préjugé et la promotion de l'autonomie des femmes, dans une perspective féministe et une analyse de genre. Le MMTR souhaite valoriser les savoirs des femmes rurales, leurs modes de vie, croyances, valeurs et connaissances politiques. En termes de fonctionnement interne, une assemblée générale par an est organisée. L'antenne régionale (c'est à dire regroupant les neuf États) organise des réunions mensuelles au siège social, à Caruaru (PE), réunissant les directrices de chaque État, organise des séminaires et coordonne un projet d'école féministe à destination des femmes rurales. Les neuf antennes étatiques ont également un fonctionnement propre et organisent des réunions locales. Le MMTR participe à des espaces politiques nationaux et internationaux d'échanges et de négociation de politiques publiques, tel que l'ANA, l'ASA, la *Marcha das Margaridas* ou les Rencontres nationales d'agroécologie (ENA).

Enfin, le troisième pôle actif auprès des *assentad*s* de Maceió est l'université à travers le *Programa Residência Agrária* (PRA) [Programme Résidence Agraire] de l'UFC, coordonné par Gema Esmeraldo. Depuis 2006, ce programme de formation universitaire réalise des activités de recherche, d'enseignement et d'extension rurale dans le champ agroécologique. La formation aux étudiant·es se fonde sur les principes participatifs et d'échanges de savoir avec les communautés rurales de l'*assentamento*. Au cours de séjours à Maceió et de participation à des ateliers, les étudiant·es

se familiarisent à la réalité de terrain, apprennent de l'expérience et des connaissances des agriculteurs·rices. Maceió est donc à la fois objet d'étude et agent de la formation. Le *Núcleo de Estudos, Experiências e Pesquisas em Agroecologia* (NEEPA) [Unité de recherche, d'études et d'expériences en agroécologie], lié à la *Residência Agrária*, encadre des travaux de recherche s'intéressant à l'*assentamento*. Dans ce cadre, les luttes du territoire sont documentées, notamment le conflit socio-environnemental lié à l'implantation d'un parc éolien dans l'*assentamento*, partie d'un projet énergétique à l'échelle régionale¹⁰⁶ et globale (Viana 2016). Par ailleurs, la participation des femmes de Maceió à l'agroécologie est analysée sous l'angle des effets de la participation au projet du Cetra (Abrantes 2012); des effets de leur production sur la préservation de la biodiversité, des savoir-faire, des techniques de production et de transformation (Camurça 2013). Leur participation à des fronts multiples est mise en avant : valorisation de l'artisanat local (*renda de birlo* : dentelle aux fuseaux), de la culture et transformation d'algues marines et participation à l'occupation de la plage afin de résister au projet de spéculation immobilière touristique (Gomes 2014). La participation de familles au projet agroécologique *Quintais para a vida* coordonné par le Cetra est analysé sous l'angle du genre montrant une incidence croissante des femmes dans la prise de décision familiale sur la production et commercialisation, un gain d'autonomie financière mais aussi une lourde gestion de l'articulation entre travail productif et reproductif (Abrantes 2012).

Depuis 2007, l'*assentamento* héberge une *escola do campo* : fruit de la mobilisation du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST), les *escolas do campo* (école du milieu rural) sont de projets collectifs élaborés par les communautés avec l'appui du pouvoir public et d'éducateurs·trices, généralement issu·es de la communauté même. Les enseignements pédagogiques dévolus sont contextualisés dans le milieu rural et visent la pérennisation de la vie rurale. À Maceió, la *escola do campo* porte le nom de Nazaré Flor, en femmage à l'*assentada* agricultrice et militante du MMTR.

Outre ce projet pédagogique, le MST est présent sur les terres de l'*assentamento* par une occupation – *acampamento Nossa Terra* – réalisée, depuis 2007, sur les zones de plage afin de soutenir les familles résidant et travaillant sur cet espace menacé par les projets touristiques. Chaque année, une « régata environnementale » est organisée par le MST et la communauté locale. Nous ne travaillons pas dans cette partie de l'*assentamento* ni avec les militant·es mobilisé·es du MST. Cependant, leur forte impli-

¹⁰⁶ Avec 438 parcs, le Nordeste produit 85 % de l'énergie éolienne du Brésil selon l'*Associação Brasileira de Energia Eólica* (source : <http://www.letrasambientais.com.br/posts/Nordeste-gera-85-da-energia-eolica-do-brasil>, consulté le 16 août 2018).

cation et concrétisations à travers l'occupation et la *Escola do campo* sont d'importantes résistances du territoire.

Du fait de son interaction avec des pôles différents (pôle universitaire, pôle agroécologique, pôle mouvementéiste) et du fait de la présence de femmes agricultrices agroécologiques en lien avec ces trois pôles, l'*assentamento* Maceió est donc un espace offrant l'accès à une analyse pluri-agents et pluri-pôles. De plus, à partir de cette échelle, il est possible de « suivre les femmes » dans leur implication aux échelles régionale (au sein du MMTR-NE) et nationale (au sein de la *Marcha das Margaridas*).

• Se lier au terrain

Entrer sur le terrain : un effet boule de neige dans le sertão

Les premiers contacts avec le terrain d'enquête sont impulsés par le réseau de ma co-directrice brésilienne, Gema Esmeraldo. Son parcours ancré de longue date dans une collaboration avec l'*assentamento* Maceió et différents mouvements sociaux ruraux, sa posture scientifique (fondée sur la construction d'échanges de savoirs avec les agriculteurs·trices et sur la mise en place de séjours d'immersion pour les étudiant·es du PRA) lui confèrent une notoriété et une légitimité auprès des sujet·tes sociaux·iales de la réforme agraire et de l'agriculture familiale. Par son intermédiaire, je réalise un entretien avec la fondatrice du Cetra, Margarida Pinheiro, me familiarisant avec l'histoire de la lutte de l'*assentamento*. Dès mon arrivée en 2014, je participe à des ateliers organisés par le PRA dans l'*assentamento*. Lors du premier déplacement en bus à Maceió, Gema me présente à Sálvia, une des premières militantes du MMTR originaire de l'*assentamento*. Elle lui indique mon intérêt pour la réalisation d'un outil filmique sur les femmes rurales. Cette entrée en matière marque mon entrée sur le terrain. Je suis invitée à une réunion locale en présence de la secrétaire exécutive du MMTR-NE, une figure centrale du mouvement. Ma présence à cette réunion ouvre les portes du mouvement : je suis invitée à l'Assemblée Générale le mois suivant puis aux réunions régionales dans les mois qui suivent.

Cette expérience de terrain est le parfait exemple de l'effet boule-de-neige recherché par les sociologues. Cette méthode conditionne pourtant les agentes que je rencontre : il s'agit d'un réseau de collaborations d'ores et déjà consolidé, de personnes impliquées dans un projet commun. Cela provoque une mise à l'écart de l'échantillon de personnes davantage isolées ou membre d'autres types de collectifs. À titre d'exemple, l'ONG Esplar, active dans le Ceará sur les questions de genre et d'agroécologie, n'est pas mon interlocutrice en local du fait d'être présente dans

d'autres réseaux. L'appréhension du réseau d'entités actives en local est donc partielle et partielle. Cependant, les différentes agent·es rencontr·es constituent un espace multi-pôles, ce que nous recherchons pour l'enquête. Qu'il s'agisse de l'université ou du Cetra, ces deux pôles sont actifs à l'échelle locale mais aussi régionale. Cela offre un accès à l'ensemble des échelles requises pour répondre à notre objectif d'analyse multi-niveaux.

Faire corps avec le terrain : atteindre les lieux par l'apprentissage

Une spécificité de cette expérience de terrain est la complexité d'accès physique à certains espaces de l'enquête.

L'accès aux espaces militants du MMTR-NE (à Caruaru dans le Pernambouc) est relativement aisé. Il n'est question « que » de saisir l'organisation entre les différents transports et gérer la fatigue de ces déplacements : les vols économiques internes au *Nordeste* sont programmés entre 2h et 4h du matin ; arrivée à l'aéroport de Recife, il faut alors prendre les deux lignes de métro pour atteindre la gare routière située à 20 km du centre ville, puis prendre un bus régional qui va jusqu'à Caruaru en deux heures, puis marcher jusqu'au siège 15 minutes.

Comme pour tout·e chercheur·euse travaillant sur le rural, les accès les plus complexes sont justement les zones rurales. Les premiers séjours à l'*assentamento* Mació se font au travers de déplacements du PRA à l'occasion d'ateliers. Par la suite, les déplacements seuls nécessitent de mobiliser réseau et débrouillardise. Les bus depuis Fortaleza conduisent jusqu'à la municipalité de Itapipoca. L'*assentamento* se situe à 80 km de là.

À différentes reprises, je sollicite le Cetra qui dispose d'une antenne à Itapipoca. Des agent·es techniques se rendent régulièrement dans la zone de l'*assentamento* pour la gestion des projets agroécologiques. Non sans audace, je m'impose aux technicien·nes pour une *carona*¹⁰⁷. À partir de 2016, cette stratégie n'est plus possible du fait de la conjoncture politique : le projet financé dans la zone est terminé et les coupes de financements publics portent un terme à l'action de l'ONG sur les lieux. Je prends alors conseil auprès des femmes de l'*assentamento* qui m'indiquent le nom d'un homme de la communauté effectuant plusieurs fois par semaine des déplacements vers et depuis Itapipoca. Il transporte les *assentad*s* qui vont faire des courses à Itapipoca et règlent des nécessités administratives dans la municipalité. Avec un prénom en tête, me voilà donc partie à la recherche de cet homme mystère au cœur du marché d'Itapipoca. Après quelques demandes aux commerçant·es, je retrouve ledit homme-ressource et attend avec lui, souvent plusieurs heures, que tous·tes les *assentad*s* aient terminé leurs formalités et achats.

¹⁰⁷ *Pegar carona* signifie se faire emmener sur un lieu, être accompagné·e en voiture.

Une fois le séjour terminé, quitter l'*assentamento* signifie également se greffer aux habitudes de déplacements des *assentad*s* : prendre le véhicule de transport collectif, quittant les lieux à 5h du matin en faisant le tour de tout l'*assentamento* (au moins une heure) pour prendre, sur son passage, les *assentad*s* mais également les volailles, moutons et autres espèces animales se dirigeant vers leur triste destin au marché.

Si les enquêtées préparent souvent ma venue et mon départ en téléphonant aux personnes ressources, il est question de faire un apprentissage des codes, des temporalités et des habitudes. Se repérer, interpeller, citer le nom de personnes clés pour assurer mon déplacement, faire confiance et s'adapter aux temporalités des collectifs : des éléments tout autant (in)formateurs que les entretiens.

Faire le tour de l'*assentamento* avec le véhicule du marché avant d'arriver chez mon hôte permet de situer les communautés, situer les visages, identifier les appartenances familiales, échanger. Et surtout rassurer ces regards interloqués et répondre aux questions sur la présence incongrue et improbable d'une femme seule, « *gringa* » en ces lieux. Les *assentad*s* sont souvent étonné·es que j'utilise les mêmes moyens de transports qu'elles·eux. En réalité, ce sont surtout les femmes qui utilisent ce moyen : elles ne possèdent pas le permis et encore moins une voiture. Les hommes se déplacent plutôt en moto ou en voiture et utilisent le camion collectif lorsqu'ils sont en panne ou doivent transporter des animaux. L'étonnement de celles-ci quant à ma présence est surtout lié au fait que la plupart des blanc·hes se déplacent en voiture personnelle avec air conditionné et, souvent, avec chauffeur.

Au fil des années, les femmes me reconnaissent, me parlent, me disent qu'elles m'ont vu tel jour avec telle personne à l'*assentamento* et finissent par indiquer elle-même au conducteur chez qui il doit me déposer. Malgré mes longues absences, cette reconnaissance montre la rareté de la présence de blanc·hes sur les lieux. Cependant, cela est aussi révélateur des réseaux féminins au sein de la communauté. Elles savent en effet que je suis liée au MMTR-NE, du moins aux femmes en faisant partie. Elles identifient quelles femmes sont impliquées dans les activités du mouvement.

Séjourner sur place : comprendre les conditions de vie et les rapports de genre en présence

Sur place, les déplacements entre les habitations sont parfois laborieux mais révélateurs de la division sexuelle de la mobilité. La plupart du temps, les femmes chez qui je suis hébergée appellent un voisin ou un homme membre de leur famille pour qu'il me conduise à moto jusqu'à ma destination. À l'exception d'une enquêtée, Zinia, qui travaille à l'extérieur et dont le mari est ingénieur technique et conseiller municipal, aucune femme ne possède ou ne sait conduire de moto.

Parfois, les femmes elles-mêmes viennent me chercher à pied. Ce chemin nécessite non seulement d'escalader une dune de sable, avec un dénivelé notable, en plein soleil sous près de 40°C, mais aussi de traverser à pied un lac (!) avec le sac à dos contenant l'ordinateur sur la tête. Ce chemin est le « raccourci » qu'empruntent les femmes pour se déplacer entre deux communautés (Bom Jesus et Apiques). Ces conditions fournissent des indications sur la mobilité des femmes de l'*assentamento* : elles sont dépendantes des hommes et de leurs privilèges de détention et d'accès aux moyens de transport. Lorsqu'elles s'organisent seules, leurs déplacements sont courts et dans des conditions qui limitent leur fluidité (hauteur du lac selon les pluies, chaleur, fatigue, entre autres).



Illustration 7 : Dunes de Apiques, Assentamento Maceio.
Source: photo personnelle

Un autre élément est indicateur des conditions de vie de la communauté : l'alimentation. Ce que cuisinent les femmes rurales chez qui je suis hébergée indique non seulement leurs activités de production mais aussi les contraintes des cycles naturels et l'état de précarité de celles-ci. Les femmes ayant un *quintal* agroécologique fourni peuvent proposer des fruits, des jus de fruits et un repas complet. Les femmes de la communauté la plus proche du littoral cuisinent régulièrement les poissons. Les plus impliquées dans les projets du Cetra ont généralement des petits élevages et cuisinent donc de la viande. À certaines périodes, l'alimentation est très

limitée et identique à chaque repas : nous ne mangeons que des tapiocas¹⁰⁸ ; matin, midi et soir.

Par ailleurs, l'eau (et mon état de santé) est un élément de compréhension de la violence agroc capitaliste. Les femmes chez qui je suis hébergée puisent l'eau de puits profonds pour la consommation et la production agricole. Les premières années de mon doctorat, la situation de sécheresse depuis plusieurs années rend la consommation d'eau extrêmement critique. La plupart des puits sont épuisés, les cultures en souffrent et la consommation est très limitée. Outre sa rareté, l'eau est contaminée. Malgré la présence de nombreuses cultures agroécologiques dans l'*assentamento*, des monocultures encerclent la zone. En particulier la monoculture de palmiers occupant une grande partie de l'*assentamento*. D'après l'étude de certain·es universitaires du Ceará, la composition de l'eau en puits profonds dans la région contient des traces importantes de pesticides. Par ailleurs, nombres de personnes de l'*assentamento* sont atteint·es, meurent et transmettent aux enfants, des cancers. Le lien de causalité directe n'est pas encore prouvé mais les indices sont importants. Je tombe moi-même malade lors de séjour sur place. Je contracte d'abord une forte infection urinaire qui me conduit à un séjour aux urgences. Puis, de retour en France, des douleurs persistantes me poussent à faire des examens qui révèlent la présence de deux bactéries « inattendues » pour mon profil, provoquées par l'absorption d'une eau contaminée.

2.2 Un terrain au sein des espaces politiques multi-pôles

Les contours de l'espace agroécologique et féministe sont flous et mouvants. Nous l'avons vu, différents pôles sont actifs mais impliqués de façon différente selon les actions et les échelles. Afin de cerner les pôles clé, il est utile d'identifier des espaces politiques multi-pôles se faisant moteur de la visibilité des questions agroécologique et féministe. Trois éléments concordants permettent cette étape : la littérature scientifique sur les questions de genre/féminisme et agroécologie, l'historique de l'émergence des thématiques (voir première partie), les prises de position publique (par exemple la lettre à Francisco Caporal : *Sem feminismo não há agroecologia*). L'espace de préparation de la *Marcha das Margaridas* et le *GT Mulheres da ANA* se révèlent incontournables. La plupart des entités engagées dans le *GT Mulheres das ANA* sont participantes de la *Marcha*. Au sein de ces deux espaces, il est possible d'identifier les entités motrices de la visibilité féministe et agroécologique. Il est important de souligner que le triptyque actif sur l'*assentamento* Maceió est partie prenante de ces deux espaces politiques et présent à l'échelle nationale. Encore une fois, le MMTR-

¹⁰⁸ Galette réalisée à partir de la farine des racines de manioc.

NE s'avère un espace et une entité heuristique pour l'analyse du fait de sa présence transversale parmi les différentes échelles et au sein des espaces variés.

Afin d'étudier cet espace multi-sphères, nous réalisons 17 entretiens semi-directifs avec des personnes référentes d'organisations membres de l'espace agroécologique et féministe. Différents entretiens récits de vie fournissent également des éléments sur ces questions (27 entretiens pour 12 récits de vie). De plus, des observations sont effectuées lors des réunions de préparation de la *Marcha das Margaridas* à Brasília (trois fois quatre/cinq jours entre janvier et août 2015) et lors d'une réunion du *GT Mulheres da ANA* (mai 2015). La *Marcha das Margaridas* les 11 et 12 août 2015 est objet d'observation et de participation (voir section suivante). Des entretiens et des observations sont également réalisées lors de réunions, de séminaires ou colloques, au siège d'organisations et lors du projet filmique, dans les villes de São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Fortaleza, Recife, Brasília, Florianópolis et en milieu rural dans les états du Maranhão, du Sergipe, de Alagoas, du Ceará, du Paraíba (voir carte de l'enquête ci-après).





Légende :	
	Observations et entretiens
	Entretiens seuls
	Projet filmique
	Observations seules
*	Universités d'accueil

Illustration 8 : Carte des lieux d'enquête au Brésil



Afin de compléter l'étude, une méthode à plus large spectre est construite. Avec le *GT Mulheres da ANA*, nous reprenons un travail de questionnaire réalisé en 2013 par Emma Siliprandi. Notre objectif est de le reproduire et d'évaluer les évolutions. L'échec de cette méthode enseigne sur les rapports sociaux en présence et sur la posture des membres de cet espace. Par la suite, en 2015, une méthode innovante – l'ethnographie en ligne – est mobilisée en collaboration avec une équipe de recherche de mon laboratoire, le LISST. Les données visent à appréhender un regard global et globalisant de l'espace agroécologique et féministe.

• Accéder aux espaces nationaux et à ses membres : simple comme un message *Whasapp*

La « facilité » d'accès au terrain recouvre un caractère relativement inédit dans mon parcours de recherche. À toutes les échelles, je suis accueillie sans trop de curiosité sur le contenu de ma recherche et le pourquoi de ma présence. La mise en réseau, le fait d'être introduite par une personne de confiance (soit ma co-directrice, soit une militante de l'espace) est un gage suffisant d'acceptation et d'accueil. Si cette facilité fournit des indications sur les caractéristiques de ces espaces, elle n'est pas sans biais.

Pour les entretiens, les médias sociaux sont également un outil précieux pour prendre contact avec les enquêtées. Jair Bolsanaro ne s'y est pas trompé dans sa campagne électorale pour toucher le plus grand nombre. En effet, c'est au moyen de *Messenger* et de *WhatsApp* que je sollicite des entretiens à l'échelle nationale (membres de syndicats, d'ONG et de mouvements sociaux). Le prix des appels téléphoniques et la formalité des courriers électroniques ne correspondent pas aux usages de ces agentes sociales qui recherchent l'immédiateté et l'efficacité des communications. Les formes de requête et la présentation de soi soulèvent peu d'intérêt. Il en va de même pour la précision du sujet de ma recherche. Plus mes messages sont simples et brefs, axés sur l'aspect organisationnel, plus les réponses positives sont rapides et spontanées.

Les espaces nationaux, comme les réunions de préparation à la *Marcha das Margaridas* à Brasília nécessite simplement d'organiser les déplacements et de prendre (trop souvent) l'avion. Sur place, je suis hébergée dans les locaux et dortoirs de la Contag au même titre que les participantes. Afin d'être intégrée à cet espace, un simple message *Whatsapp* à Alessandra Lunes, alors en charge du secrétariat Femmes de la Contag, suffit à m'inscrire sur la liste des invitées, sans aucun frais de participation.

Cette « simplicité » dévoile deux éléments : la surcharge de toutes les membres de cet espace et l'importante présence d'étudiant·es faisant des recherches sur ces thématiques. En effet, non seulement les travaux évoluent ces dernières années (voir Partie *Penser les sciences*) mais aussi le nombre de militantes, agentes techniques, femmes rurales qui réinvestissent l'espace universitaire. Cet accueil spontané démontre les caractéristique de cet espace : l'interconnaissance, le faire-ensemble, la confiance qui facilite les échanges. Au moyen des médias sociaux, je programme des entretiens, j'échange des informations, je demande des conseils et/ou des données tout au long de l'enquête.

Cette facilité « relationnelle » d'accès n'a d'égale que la difficulté organisationnelle et matérielle de concrétiser les entretiens. La surcharge de travail est la caracté-

ristique première de l'ensemble des enquêtées et membres de l'espace, qu'elles soient agricultrices ou/et membres d'ONG, de syndicat. Toujours en déplacement et en réunion, toujours en plein travail, toujours à gérer plusieurs tâches à la fois. Il est complexe de leur faire dégager du temps pour l'entretien. De même, elles sont difficilement concentrées sur l'entretien pendant le temps imparti. Par ailleurs, la dispersion géographique des sujettes sociales dans différents États ne laisse souvent que les espaces militants (préparation de la *Marcha das Margaridas*, séminaire, *ato* militant, ect.) comme opportunités de se rencontrer. Si ces événements permettent la rencontre physique ; ce contexte porte grandement préjudice aux conditions nécessaires à l'entretien.

• Le questionnaire : un échec situé

En 2007, Emma Siliprandi réalise une enquête par questionnaire auprès des entités membres de l'ANA afin d'analyser l'intégration des questions de genre au sein du réseau et l'identification, par ses membres, des participantes au *GT Mulheres da ANA* comme référence sur cet axe thématique. Elle reçoit 46 réponses. Elle propose une analyse sociologique des réseaux sociaux à partir de ces réponses¹⁰⁹.

En 2015, je rencontre régulièrement Beth Cardoso, du *GT Mulheres da ANA*, aux réunions de préparation de la *Marcha das Margaridas*. Nous discutons de l'intérêt de « mettre à jour » cette étude afin d'évaluer les évolutions au sein de l'ANA sur les thématiques de genre. Nous révisons ensemble l'échantillon et la réactualisation du questionnaire. Cette méthode a l'avantage de me fournir les données concernant la vision et les actions entreprises auprès des femmes rurales agroécologiques par les pôles les plus impliqués sur les questions de féminisme et d'agroécologie. Nous mettons en place une stratégie de travail afin d'assurer le succès de cette méthode : j'implique le CPDA¹¹⁰ afin d'être située institutionnellement (au Brésil) par les enquêtées et je présente la démarche et le questionnaire, introduite par Beth Cardoso, à la réunion nationale du *GT Mulheres da ANA* en mai 2015. Nous invitons toutes les participantes à y répondre. Je transmets par mail le questionnaire à une soixantaine de destinataires, les répondant·es de la première étude et les contacts validées par Beth Cardoso. Un mois après, je relance. Je tente de contacter, en vain, par téléphone les destinataires du questionnaire. J'écris par *Whatsapp* et *Facebook* à certain·es personnes que j'ai d'ores et déjà rencontré dans les espace de la *Marcha das Margari-*

¹⁰⁹ Cette étude est un travail universitaire que l'auteure, Emma Siliprandi, nous transmet. Il n'a pas fait l'objet de publication et les données sont confidentielles.

¹¹⁰ Le programme de doctorat de sciences sociales en Développement, Agriculture et Société (CPDA) de l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro dans lequel j'effectue mon doctorat « sandwich-reverso » de janvier à août 2015, financé par le FAPERJ.

das et d'autres avec qui j'ai déjà réalisé des entretiens. Celles-ci me promettent de répondre. En vain. Je reçois en tout six réponses à ce questionnaire. Inexploitable.

Le fin mot de l'échec de cette méthode n'arrive qu'en 2019, lors d'un dîner avec plusieurs membres du *GT Mulheres da ANA* : ma « place de parole » et le format de l'outil, articulés. Cinq membres du GT m'expliquent. En dépit de nos stratégies, ma blanchité et mon origine eurocentrique soulèvent des défiances et une incompréhension de ma démarche. Malgré l'introduction par Beth, malgré le rattachement au CP-DA, malgré le lien avec l'enquête d'Emma ; les destinataires ne comprennent pas ce que moi, étudiante étrangère, j'envisage de faire avec ce questionnaire. De plus, le format questionnaire, m'expliquent-elles, est le plus rébarbatif et hors des pratiques habituelles de travail. En 2007, elles ont répondu au questionnaire du fait de leur confiance et amitié pour Emma. Celle-ci fait partie depuis longtemps de cet espace. Ainsi, les résistances dépassent la démarche et montrent l'inadaptation de la méthode.

• L'ethnographie en ligne : une méthode innovante fortuite

L'échec du questionnaire porte, en 2015, un coup d'arrêt à l'objectif de saisir la vision plus globale de l'espace féministe et agroécologique. Or, un retournement de situation survient en 2016. En juin, je passe les auditions pour un poste d'Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (A.T.E.R) au sein du département de sociologie de l'Université Toulouse Jean Jaurès. J'y présente mon travail de recherche doctorale. Le jury de cette audition est composé de 12 sociologues. Une des membres de jury « découvre » mon sujet de thèse et sa proximité thématique avec un projet de recherche porté par ses collègues de travail. Elle contacte la personne qui coordonne le projet : il s'agit d'une recherche interdisciplinaire, projet financé par l'ANR (projet ANR-16-CE26-0014-01¹¹¹) et coordonné par des chercheurs·euses en sociologie du laboratoire LISST de l'Université de Toulouse 2, en partenariat avec des chercheurs·euses en sciences de l'information et de la communication et en informatique affiliés au LERASS et à l'IRIT de l'Université de Toulouse, ainsi que des chercheurs brésiliens affiliés à l'*Instituto Brasileiro de Informação em Ciência e Tecnologia* (IBICT) [Institut brésilien de l'information en sciences et en technologie] et au *Núcleo de Estudos da Cidadania, Conflito e Violência Urbana* (NECVU, UFRJ) [Laboratoire d'études de la citoyenneté, conflit et violence urbaine, Université fédérale de Rio de Janeiro]. L'étude s'intéresse à l'usage des médias sociaux dans le cadre de la participation politique. Deux terrains sont ciblés : les élections présidentielles en France et les mouvements sociaux actuels au Brésil. J'intègre le projet ANR à partir de mon corpus brésilien sur l'espace agroécologique et féministe.

¹¹¹ <https://listic.irit.fr/>

La méthode d'enquête est l'ethnographie en ligne : il s'agit d'analyser les discours produits par des individus sur Internet. Selon les chercheurs·euses des médias sociaux, il est impossible de comprendre la totalité d'un contexte social sans tenir compte de la communication médiatisée par ordinateur (Kozinets 2009). L'enquête se réalise à l'aide des méthodes des humanités numériques au moyen de la plateforme OSIRIM¹¹², administrée par l'IRIT et soutenue par le CNRS, la région Midi-Pyrénées, le gouvernement français et le FEDER.

Au Brésil, Angelica Almeida, étudiante de master, réalise depuis 2015 une ethnographie en ligne à partir des pages Facebook d'agricultrices en lien avec le *GT Mulheres da ANA*. Il paraît alors heuristique de compléter cette étude par une ethnographie en ligne des membres des pôles de l'espace agroécologique et féministe, tous en lien ou membres du *GT Mulheres da ANA*. Le *GT* valide cette démarche de recherche. Le corpus comporte les pages publiques des organisations identifiées par l'étude d'Emma Siliprandi (2007), les signataires collectifs de la lettre de décembre 2013, les membres du *GT Mulheres da ANA* et les organisations participant à la *Marcha das Margaridas*. Nombre d'entités intègrent ces quatre listes à la fois.

Pour analyser finement l'activité de ces organisations via Facebook, nous collectons les données de leurs pages à l'aide de l'application Netvizz (Bernhard Rieder 2013; B. Rieder 2013), une application libre de droit financée par l'Europe, qui anonymise les données personnelles dans le but d'une exploitation scientifique. Ces pages sont publiques, aucune page Facebook personnelle n'est incluse dans notre démarche.

Nous opérons une démarche rétroactive afin de saisir la formation et l'évolution des discours sur ces thématiques. Nous faisons débiter la collecte des données en novembre 2013 : moment clef de la signature de la lettre « Sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie ». Les données sont collectées jusqu'à la date de novembre 2017. Quatre années de discours sur Facebook sont ainsi recueillies.

Ce corpus de texte nous permet d'analyser les sujets et les thèmes qui sont partagés au sein de l'espace agroécologique et féministe durant la période étudiée. Ces corpus sont analysés avec la méthode Reinert implémentée dans le logiciel libre IRaMuTeQ (Ratinaud et Marchand 2012). Cette méthode permet de déterminer les différentes thématiques qui structurent un corpus textuel. Le programme IRaMuTeQ est un logiciel libre qui produit des analyses multidimensionnelles de textes développé par Pierre Ratinaud, maître de conférences en Sciences de l'Éducation à l'UTJ. IRaMuTeQ permet de réaliser une analyse lexicométrique d'un corpus de textes recueillis sur des sites Internet. La lexicométrie peut être définie comme un : « en-

¹¹² <http://osirim.irit.fr/site/>

semble de méthodes permettant d'opérer des réorganisations formelles de la séquence textuelle et des analyses statistiques sur le vocabulaire d'un corpus de textes » (Lebart et Salem, 1988 : 183).

Ce type de technologie innovante nécessite une formation et autoformation, tout en restant complexe à s'approprier. L'inclusion de cet outil méthodologique et l'exploitation de ses résultats dans cette thèse requièrent une implication dédiée pour s'approprier l'outil, sa logique et la lecture de ses données. Cependant, rien n'est possible sans l'investissement et la collaboration des collègues de l'UTJJ spécialistes ou travaillant avec cet outil : Julien Figeac, Guillaume Cabanac, Pierre Ratinaud et Tristan Salord. Les échanges et les difficultés partagées avec Laëticia Biscarrat, qui utilise cet outil dans son post-doctorat, sont également précieux. Ainsi, opter pour des outils innovants est un travail collectif ; le résultat est fait de patience, de pédagogie et de faire ensemble.

3| Approcher l'*empowerment* socio-environnemental

Comme nous l'avons vu, l'*empowerment* est un processus, individuel et collectif. Il s'inscrit dans la trajectoire d'un·e individu·e, d'un groupe, d'un espace et d'un territoire. La trajectoire d'un espace vise la compréhension des interactions entre différents pôles (mouvementéiste, universitaire, ONGéiste, par exemple) sur un même projet ou sur un même espace physique. Par trajectoire territoriale est entendue l'histoire d'un territoire de lutte, les résistances déployées, les changements socio-environnementaux survenus.

Afin d'étudier ce processus multiple et complexe, un temps « long » est nécessaire. Cette condition favorise la compréhension des changements sociaux en cours par la·le chercheur·euse et permet aux enquêtés·es de s'approprier les changements dans leur trajectoire. La durée d'une thèse (trois-quatre années) limite cette appréhension du temps long. Si les changements peuvent être étudiés au travers des biographies reconstituées par les enquêtés, nous avons la volonté d'en saisir les dimensions complexes, territoriales et groupales. Nous mettons donc à profit les différents séjours au fil des années pour approcher ce processus.

Nous réalisons des entretiens (27) récits de vie avec 12 femmes rurales : avec neuf enquêtées nous effectuons entre deux et quatre entretiens entre 2014 et 2018 ; avec trois autres nous réalisons un seul entretien. À cela s'ajoute trois entretiens avec des maris de ces femmes rurales, deux entretiens avec des hommes membres d'ONG agroécologique et neuf entretiens avec des femmes non rurales membres

d'ONG, de syndicats ou d'institutions publiques sur leur parcours personnel, militant et professionnel. De plus, nous effectuons des récits de lutte : sept pour l'*assentamento* Maceió, six pour les organisations de l'espace agroécologique et féministe. Certains entretiens sont à la fois un récit de vie et un récit de lutte.

<i>Pseudo-nyme</i> ¹¹³	<i>Activités</i>	<i>Auto-définition</i> ¹¹⁴	<i>Statut familial</i>	<i>Âge au 1^{er} entretien</i>	<i>Entretien</i>	<i>Récit de vie</i>	<i>Récit de lutte</i>
Amarílis	Agricultrice agroécologique, militante MMTR, étudiante	blanche	célibataire	31 ans		2015 - 2016 2017 - 2018	
Anêmona	Agricultrice agroécologique, militante MMTR, collaboratrice d'ONG	noire	séparée 4 enfants 2 petits-enfants	51 ans		2014 2015 2017	
Alyssum	Professeure d'université, militante féministe	blanche	en couple	49 ans	2019		
Anis	Employée d'ONG, membre du GT <i>Mulheres da ANA</i>	non indiqué	/	40 ans	2015		
Azálea	Membre du MDA sous les mandats PT, militante féministe	blanche	en couple enfants	56 ans	2018		
Babaçu	<i>assentado</i>	<i>pardo</i>	marié 4 enfants	72 ans			2015
Braúna	Employée d'ONG, membre du GT <i>Mulheres da ANA</i>	noire	célibataire	43 ans	2015		
Begônia	Agricultrice agroécologique, collaboratrice d'ONG, adhérente MMTR, <i>assentada</i>	<i>parda</i>	séparée 3 enfants	35 ans		2015 2017	2015
Flor	Agricultrice agroécologique, collaboratrice d'ONG, adhérente MMTR	indigène	séparée	46 ans	2015		

¹¹³ Les noms des enquêtées sont anonymisés. Nous leur attribuons des noms de fleurs pour plusieurs motifs. En premier lieu, il s'agit d'un clin d'œil au calendrier révolutionnaire qui utilise des noms de végétaux au lieu de noms de saints, la dimension révolutionnaire comme végétale nous semble faire écho aux pratiques et aux visées de nos enquêtées. Ensuite, nous développons dans les résultats en quoi les fleurs sont un savoir corporisé par les militantes et comment elles déploient dans un lien sentipensé avec la nature. Par ailleurs, parsemer ces pages scientifiques de fleurs, des fleurs au pouvoir transformatif, nous semble un accompagnement heuristique (dans son sens premier, soit qui sert à la découverte) et agréable à la lecture.

¹¹⁴ Nous développons cette dimension et les réponses des enquêtées dans la partie *Construire l'alternative socio-environnementale*.

Líria	Agricultrice agroécologique, artisanne, militante MMTR, collaboratrice d'ONG et UFC, étudiante, <i>agregada</i>	noire	mariée 4 enfants	36 ans		2015 2016 2017	
Lírio	Agent agroécologique, employé d'ONG	non indiqué	/	28 ans	2015		
Magnólia	Agricultrice agroécologique, militante MMTR, collaboratrice d'ONG et UFC, <i>assentada</i>	<i>parda</i>	veuve, remariée 7 enfants	64 ans		2015 2017	2015
Margarida « Margo »	Retraitée, membre d'ONG	blanche	mariée 3 enfants	77 ans		2015	2014
Mimosa	Agricultrice	<i>parda</i>	sœur de Magnólia	68 ans			2015
Miosótis	Employée d'ONG, membre du GT <i>Mulheres da ANA</i>	noire	en couple	52 ans	2017		
Oleandro	Agent technique agroécologique, Employé d'ONG	non indiqué	/	32 ans	2015		
Sálvia	Agricultrice agroécologique, étudiante, militante MMTR, collaboratrice d'ONG et UFC, <i>assentada</i>	noire	mariée à Alfazema 3 enfants, 1 petite-fille	49 ans		2014 2017	2015
Santolina	Employée de syndicat, étudiante, membre du GT <i>Mulheres da ANA</i>	blanche	séparée	52 ans	2015	2015	
Sapoti	Employée d'ONG, membre du GT <i>Mulheres da ANA</i>	blanche	mariée 1 enfant	42 ans	2014	2017	
Solidago	Employée de syndicat et d'ONG, étudiante, membre du GT <i>Mulheres da ANA</i>	blanche	célibataire	32 ans	2017		
Valeriana	Pêcheuse, artisanne, militante MMTR,	noire	veuve, remariée	40 ans		2015	

	collaboratrice d'ONG		3 enfants			2017	
Violeta	Agricultrice agroécologique, militante MMTR, membre du GT <i>Mulheres da ANA</i>	noire	mariée à Edelvais, 3 enfants, 1 petit-fils	48 ans	2015	2014 - 2015 2016 - 2018	
Visnaga	Agricultrice	noire	mariée, 3 enfants	74 ans	2015		2015
Virgaurea	Agricultrice agroécologique, collaboratrice d'ONG	noire	veuve, 3 enfants	61 ans	2015		
Zinia	Agricultrice agroécologique, secrétaire, collaboratrice d'ONG, <i>assentada</i>	<i>parda</i>	mariée 3 enfants	35 ans		2015 2017	
Alfazema	Mari de Sálvia, agriculteur agroécologique,	<i>pardo</i>	marié à Sálvia , 3 enfants, 1 petite-fille	49 ans	2016		
Edelvais	Mari de Violeta, agriculteur agroécologique, militant MST	noir	marié à Violeta, 2 enfants, 1 petit-fils	49 ans	2016		
Papoula	Mari de Líria, gardien d'école, pêcheur	non indiqué	marié à Líria, 3 enfants	38 ans	2016		
Aline ¹¹⁵	MMTR – entretien filmé en 2015	noire	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>				
Angela	MMTR – entretien filmé en 2015	blanche	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>				

¹¹⁵ Pour les entretiens filmés, les vrais prénoms sont mentionnés. Les caractéristiques sociales des militantes du MMTR apparaissant dans le film ne sont pas indiquées ici afin de ne pas permettre l'identification de celles qui sont à la fois partie de l'enquête par récit de vie et du projet participatif filmique (au nombre de 4).

Alba	MMTR – entretien filmé en 2015	blanche	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>
Gildete	MMTR – entretien filmé en 2015	noire	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>
Gorete	MMTR – entretien filmé en 2015	noire	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>
Lilia	MMTR – entretien filmé en 2015	non indiqué	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>
Lucia	MMTR – entretien filmé en 2015	non indiqué	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>
Lulu	MMTR – entretien filmé en 2015	noire	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>
Maria	MMTR – entretien filmé en 2015	noire	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>
Silvia	MMTR – entretien filmé en 2015	indigène	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>
Romilda	MMTR – entretien filmé en 2015	noire	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>
Verônica	MMTR – entretien filmé en 2015	noire	Film <i>Mulheres rurais em movimento</i>

Tableau 4 : Liste enquêtées et type d'entretien

L'analyse documentaire, l'observation ethnographique et l'observation participante sont mobilisées en articulation avec les entretiens. Des outils participatifs sont déployés également : la réalisation de l'exposition participative de photographies-témoignages et le projet filmique participatif. Nous présentons les méthodes, leurs potentiels, leurs limites. Signalons d'ores et déjà que le film participatif constitue le cœur de l'approche en termes d'*empowerment*. Cependant, de part sa centralité dans la thèse, nous le présentons dans un chapitre dédié à la suite.

3.1 Écouter les trajectoires sociales et politiques : la parole au centre

En préambule, la compréhension de la *situation* de la parole doit être approchée à l'échelle sociale et groupale. La pensée féministe noire enseigne la centralité de la parole du fait des traditions narratives orales afro-américaines. Les prémisses épistémologiques des femmes peuvent se fonder sur des métaphores suggérant de trouver une voix, la parole et l'écoute (Belenky et al. 1986). De plus, parler avec son cœur et écouter activement font partie d'une éthique du *care*, mobilisée comme une dimension de l'épistémologie alternative des femmes noires (Hill Collins 2009_2016).

Il faut donc considérer « la place de la parole noire », au Brésil aussi, comme le propose Djamila Ribeiro (2019) :

« du fait des expériences de ces groupes localisés socialement, de façon hiérarchisée et non-humanisée, les productions intellectuelles, les savoirs et les voix sont traités de façon tout autant subalternisée – sans oublier le fait que les conditions sociales les maintiennent dans un espace structurellement réduit au silence. »

Cette parole ne reflète pas qu'une expérience individuelle mais témoigne de la place sociale des femmes rurales et attestent des conditions sociales qui maintiennent les groupes marginalisés et opprimés dans un espace structurellement réduit au silence.

Le contexte brésilien apporte une dimension sociale de la parole inscrite dans l'histoire de la colonisation. Des processus historiques de *silenciamento* sont déployés sur les groupes de population noire et sur les femmes. Ce processus n'est pas homogène selon les appartenances sociales mais le groupe des femmes rurales y est particulièrement soumis du fait de leur position de genre, de classe, de race. Pour être majoritairement noires, pour être des femmes, pour être rurales, elles subissent ce mécanisme de mise sous silence par les institutions sociales et médiatiques. La socialisation militante vient rompre ce processus avec la formation et le travail de prise de parole. La parole ne se restreint pas aux mots à proprement parler, mais à l'acte de

pouvoir exister (Ribeiro 2019) et être considéré·e socialement. En cela, le dialogue et la parole sont un enjeu central dans les espaces collectifs comme interindividuels.

Afin de recueillir ces paroles situées et les résistances y étant liées, nous mobilisons les récits de vie et les récits de lutte.

• **Le récit de vie : intérêt et complexité**

Le « récit de vie » désigne tout moment où un·e sujet·te raconte à une autre personne un épisode quelconque de son expérience vécue. Cette méthode est particulièrement indiquée afin de comprendre les trajectoires sociales et politiques mais aussi les processus de conscientisation quotidienne et politique. Il s'agit de narrer une ligne de vie structurée autour d'une succession temporelle d'événements, de situations, d'étapes. Les passages entre ces étapes sont des moments clés pour saisir les motivations de ces changements et les effets produits. Ils permettent également de saisir l'intrication des effets personnels, groupaux et contextuels.

Par ailleurs, un des enjeux de l'étude est la compréhension de la vision des enquêtées : pour quoi travaillent-elles du point de vue productif, reproductif, militant ; à quoi croient-elles, que construisent-elles, que défendent-elles ? L'attention aux termes employés est centrale. C'est par leurs témoignages sur cette vision qu'il est possible d'approcher non seulement l'alternative construite mais le sens de celle-ci, globalement et dans leur quotidienneté.

Les récits de vie sont également des récits de pratiques en situation (Bertaux 2010). Outre informer sur les trajectoires, ils permettent de décrire les rapports de pouvoir en présence et les stratégies des individu·es. Articuler différents récits de vie de personnes impliquées dans le même mouvement, dans la même institution ou sur le même *assentamento* favorisent une compréhension des expériences connexes, le fonctionnement d'un espace et les changements qui s'y opèrent.

Une complexité initiale de cette méthode réside dans l'absence de maîtrise linguistique de la chercheuse fraîchement débarquée au Brésil. Face à cela, ce sont les compétences des enquêtées qui sauvent l'entretien. La socialisation militante des femmes rurales aide grandement mon inexpérience linguistique. Les premiers entretiens sont un exercice complexe. Prenons l'exemple de l'entretien avec Sálvia.

[Extrait journal de terrain] Octobre 2014. *Assentamento* Maceió. Dans la cuisine avec Sálvia. La grille d'entretien en *pretoguês* à la main, j'énonce avec soin la première question. Ce à quoi elle me répond pendant près de 40 minutes ininterrompues. La facilité de prise de parole et sa familiarité des étudiant·es sont salvatrices. Sur le moment, je ne comprends pas la moitié de sa réponse : ma maîtrise de la

langue est trop faible. En réécouter cet entretien à plusieurs mois, années, d'intervalle, je réalise que Sálvia a d'ores et déjà répondu, dans sa première réponse, à quasiment l'ensemble de mes questions. Sur le moment, je n'en ai pas conscience. Alors, je poursuis les questions. Elle reformule patiemment des réponses, détaille certains points.

Outre éveiller chez moi un sentiment de honte confus et amusé *a posteriori*, cette anecdote fournit des indications précieuses sur la formation politique qu'apporte le militantisme et les collaborations avec l'université. Face à une personne en incapacité de maîtriser les relances et les échanges, Sálvia déploie ses compétences de prise de parole et de structuration du discours.

Avec certaines enquêtées, la mise en récit est complexe, avec de nombreux sauts en avant et retour en arrière. Non seulement la diachronie des événements est confuse (comment s'enchaînent les étapes) mais aussi leur chronologie (dater les événements, les situer en année). Le cas d'Amarílis est particulièrement illustratif :

[Extrait journal de terrain] Juillet 2017. Dans l'appartement de Verônica, une amie qui travaille à *SOS Corpo*. Avec Amarílis. Notre troisième entretien en 2017, dure cinq heures du fait de cette confusion dans sa trajectoire et de ses difficultés à opérer des retours en arrière. La diachronie de son parcours n'est pas ce qui fait sens pour elle. C'est au moyen des rencontres que son récit prend forme. Cependant, se rendre compte qu'elle ne réussit pas à reprendre le fil des événements la perturbe. Elle souhaite particulièrement y parvenir, d'où la durée de l'entretien. L'année suivante, lorsque nous nous rencontrons à nouveau, Amarílis me montre son « carnet de militante » : suite à l'entretien, elle a décidé de reprendre à l'écrit, cette fois de façon chronologique, sa trajectoire militante et de tenir ce journal de sa participation au mouvement.

Pour d'autres enquêtées, la libération de la parole nécessite un temps long, une mise en confiance sur plusieurs années. C'est non seulement la répétition des entretiens mais surtout la répétition de mes visites entre 2014 et 2018, parfois sans entretien programmé, qui est la clé de la mise en parole. La familiarité, la reconnaissance, la confiance acquises construisent peu à peu une aisance permettant d'aborder les éléments les plus difficiles : les violences vécues, les difficultés rencontrées, les tournants dans la vie des enquêtées.

Enfin, une difficulté inattendue et pourtant prévisible se manifeste dans la recherche de maris. Le protocole d'enquête revu en 2016 prévoit des entretiens avec les maris des agricultrices agroécologiques de l'*assentamento* afin de saisir les parcours de conscientisation et les effets, au sein du couple et de la famille, de la participation militante et agroécologique. Si, comme je l'ai présenté, mon statut de féministe est

un outil central dans le parcours d'enquête, il se révèle en revanche un obstacle auprès des maris. L'erreur est peut-être de ne pas réaliser ces entretiens dès 2014, à l'arrivée sur le terrain, et de passer par les femmes pour solliciter les entretiens. En effet, les maris me connaissent d'ores et déjà pour ma proximité avec le MMTR-NE ou pour être familière des groupes de femmes de l'*assentamento*. Cette identification féministe provoque des résistances et réticences de la part de certains. Si deux acceptent volontiers, un mari refuse absolument. Un autre me « pose un lapin » à deux reprises malgré le fait que je me déplace à l'*assentamento* uniquement pour ce rendez-vous dont il a lui-même décidé le jour et de l'heure. L'entretien n'a pas lieu. Un troisième finit par accepter face à notre insistance (de sa femme et de moi-même).

Ces difficultés pourraient être liées au simple fait de leur charge de travail. Cependant, deux éléments laissent entendre qu'il est davantage question des appréhensions de s'entretenir avec une femme, blanche universitaire et étrangère, impliquée auprès des groupes de femmes. Le premier indice se présente à la conclusion de l'entretien : Papoula me demande à plusieurs reprises « c'est tout ? », « c'est vraiment tout ? », « c'était juste ça ? ». Il est étonné car, me confesse-t-il, il pensait que j'allais le questionner sur sa prise en charge des tâches domestiques (ce sur quoi l'observation ethnographique m'a déjà renseigné) et sur son faible intérêt pour les activités des femmes. Le second indice : les maris avec qui il est simple d'organiser un entretien sont ceux davantage impliqués ou soutien de la participation militante de leur femme. L'un d'eux est membre du MST. Leurs représentations sur le mouvement ou sur le féminisme sont différentes : leur proximité favorise une connaissance et une familiarité avec les femmes militantes.

• **Les récits de luttes : entre partage d'histoire sociale et démonstration de confiance**

Les récits de lutte sont aussi bien sollicités que spontanés. Lors des premiers séjours à l'*assentamento* Maceió, notre simple présence sur le palier de porte provoquent la venue de voisines. Les « anciennes » se lancent avec enthousiasme dans la narration de leurs résistances au moment de la lutte pour la terre (dans les années 1970) et des procédures légales pour la reconnaissance de leurs droits à ce territoire. Suite à cela, il suffit de demander à l'enquêtée chez qui je réside d'indiquer d'autres personnes ayant vécu cette période : les jours suivants, quatre autres « anciennes » de l'*assentamento* se présentent à la maison pour me rencontrer. Au fil des séjours, un recueil de la mémoire de l'*assentamento*, de sa lutte est reconstitué au fil des témoignages (voir chapitre 5).

Par ailleurs, dans les espaces militants, différentes enquêtées narrent, comme « anecdote », une histoire de lutte pour le territoire et/ou de lutte féministe/contre le sexisme, au sein de leur espace de travail (ONG, association), de leur communauté (avec les voisin·es, famille). Quelques fois, il est juste question de s'épancher sur des fatigues et frustrations, avant de commencer l'entretien « à proprement parler ». Comme le met en avant le sociologue Stéphane Beaud :

« D'une part, c'est un récit plus ou moins court d'une situation sociale vécue qui permet de placer immédiatement l'entretien du côté des pratiques sociales en vigueur dans le milieu enquêté, en faisant revivre une scène sociale où se donne à voir, souvent en détail, un certain nombre de ces pratiques (qui plus est, en facilitant le passage par le locuteur à un style direct par un dialogue fidèlement retracé). D'autre part, par son apparente banalité et son caractère sans importance («vous savez, ce n'est qu'une anecdote»), l'anecdote autorise l'enquêté à évoquer des phénomènes au contenu profondément sociologique, sans crainte d'enfreindre la bienséance sociale, et donc à dire en toute simplicité, voire en toute ingénuité, des choses que la censure sociale ordinaire interdit. À ce titre l'anecdote est un formidable révélateur et analyseur de situations sociales et l'art de l'enquêteur est de savoir les susciter abondamment, au bon moment et dans le droit fil du discours de l'interviewé. » (1996 : 242)

Ces récits de lutte et « anecdotes » jouent un rôle précieux dans l'enquête. D'un côté, ces récits me permettent de comprendre les tenants et aboutissants d'une situation sociale, les rapports de pouvoir en présence, les différentes institutions sociales impliquées et les stratégies de résistance déployées. De l'autre côté, ces « H(h)istoires » forgent mon statut auprès des collectifs : les enquêtées me placent du côté des sympathisant·es de leur lutte, démontrent une confiance et se positionnent comme garant·es de ma fiabilité auprès du reste de la communauté. Ainsi, les résistances ou doutes sur ma personne s'estompent et les discours se déploient. Au sein de l'*assentamento*, la présence d'étrangères est historiquement source d'oppression. Cette reconnaissance par le récit de certain·es m'ouvrent d'autres portes et affirme la confiance collective.

• Les attentions à porter : ce qui est et ce qui est fait au travers de la parole militante

Il est parfois difficile de « faire parler » les individus qui font le mouvement social sans « faire parler » le mouvement social : la socialisation politique imprègne les discours des enquêtées même lorsqu'il s'agit d'entretiens davantage biographiques. L'argumentaire construit, travaillé, incorporé est un outil précieux pour les militantes ; sa mise à distance est difficile d'autant plus que le discours militant s'intègre et fait par-

tie de l'identité des personnes (voir chapitre 6 : *Une politisation sentipensée*). La nécessité du militantisme dans la vie de certaines en fait, non pas une activité à part, un discours appris, mais une identité incorporée vitale au quotidien.

« Mais nous, on aimerait éviter à l'avenir de se parler que en slogans » chante Mymytchell dans *C'est fatigant d'être militante*. Nous le verrons, les slogans ont un rôle central dans le processus d'*empowerment* des femmes. Certaines parties du film participatif illustrent cette dimension : « *Segura segura Seu Machista, America Latina va ser toda feminista* » (Attention M. le Macho, l'Amérique latine va être totalement féministe*) affirme Dona Lulu ; « *até que todas sejamos livres* » (jusqu'à ce que nous soyons toutes libres*) conclut Gildete. Les témoignages filmés dans le cadre du projet filmique participatif regorgent spontanément de slogans féministes. Il s'agit d'ores et déjà d'un résultat de recherche sur l'incorporation de l'identité militante et sur les stratégies d'*empowerment* (voir chapitre 6 : *Une politisation sentipensée*). Cependant, ce type de discours porte des biais pour l'analyse de parcours et de représentations.

L'articulation de différents types de récits est une difficulté de l'enquête. Face à l'entremêlement de récits personnel, familial, militant et communautaire, le sociologue français, spécialiste de l'Amérique Latine, Yvon Le Bot estime que la science doit « opérer une mise à distance qui permette d'analyser le sens, la portée et les limites des discours et des pratiques, et de les dégager des habillages idéologiques dont l'agent lui-même, ses partisans mais aussi ses adversaires et ses critiques les recouvrent » (Le Bot, 1999 : 415). Ce type de témoignage présente une représentation collective et individuelle, un « je » et un « nous » inextricablement liés (*ibid.*) qui exprime un sentiment de responsabilité de la part de l'enquêtée de représenter les personnes de son peuple (Stoll 2008).

D'un côté, je me plonge dans les récits militants afin d'appréhender leur action et le processus d'*empowerment*. De l'autre, la répétition des entretiens et le temps long, sur plusieurs années, sont les outils de dépassement de cette parole militante ou d'intégration de celle-ci au discours plus global des enquêtées. Dans les entretiens, il est donc question d'aller au-delà de ces discours afin de comprendre *ce qu'elles font* quand elles mobilisent les slogans, en quoi le discours militant s'inscrit dans leur parcours. C'est parfois (souvent) au bout du deuxième, troisième entretien avec une même enquêtée que sont présentés les éléments clé de sa trajectoire et des effets du militantisme sur son parcours.

3.2 Observer, sous différentes formes, et apprendre

L'observation ethnographique et/ou l'observation participante sont des méthodes mobilisées tout au long de ma présence au Brésil. Ma situation d'étrangère, décou-

vrant le pays, la langue, la culture, les conditions sociales, fait de l'observation ethnographique un outil aussi bien d'enquête que de familiarisation. Sur le terrain, chez les femmes rurales, les journées entières sont des situations sociales observables. L'observation participante est une méthode privilégiée dans les espaces militants mais aussi dans les espaces scientifiques du fait de la configuration pluri-pôles de l'espace agroécologique et féministe. Nous présentons les démarches d'observations entreprises et les enjeux autour de l'observation participante/la participation observante.

• Découvrir un monde

Avant 2014, je ne me suis jamais rendue au Brésil. Je ne parle pas la langue même si j'arrive à comprendre globalement les écrits du fait d'être italoophone et hispanophone. Dans ces conditions, l'observation ethnographique est un outil central. Tout est nouveau, tout m'est étranger. Ainsi, le quotidien devient un terrain d'apprentissage, de cheminement de l'incompréhension vers la compréhension : il s'agit d'« entrer dans une nouvelle forme de vie par apprentissages progressifs mais jamais entièrement aboutis » (Bensa, 2008 : 24) :

« Langue, codes sociaux, principes moraux, humour, savoirs divers qui lui étaient originellement étrangers sont ainsi assimilés au fil de toute une existence consacrée à une recherche qui intègre au projet d'élucidation scientifique les métamorphoses cognitives, affectives, voire éthiques de l'ethnologue. »

Un carnet reste systématiquement sur moi – un « journal de terrain » double-emploi – et se pétrit de notes, de réflexions. J'y inscris ce que je découvre, ce qui peut éclairer d'une façon ou d'une autre le terrain. Par exemple, un détour par le marché de Aracajú, alors que je visite la ville, est l'occasion de noter la diversité des fruits et légumes exposés et leur nom usuel. J'acquiert, lentement, les éléments linguistiques nécessaires, ce qui permet d'adopter des modes de dire et de faire (Bensa 2008 : 21) :

« La pratique, aussi imparfaite soit-elle, d'une langue étrangère transforme le locuteur intellectuellement et même physiquement, à force d'articuler des sons nouveaux et d'adopter le style et le ton des échanges propres aux interactions verbales locales. Cette épreuve, comme aucune autre, rapproche de l'univers social que l'on cherche à comprendre. »

Les échanges quotidiens m'enseignent les codes. Ceux-ci ne s'adoptent pas nécessairement de façon spontanée. Sortir de sa socialisation corporelle à la française pour saluer les personnes rencontrées (de loin avec un geste de la main) afin d'adop-

ter le traditionnel *abraçar* [prendre dans ses bras] n'est pas immédiat. *A contrario*, il est difficile de s'en défaire de retour en France. Une telle expérience de découverte et de vie change nos propres façons de faire et d'être.

• Scruter le travail

Mise à part l'observation au quotidien, l'observation ethnographique est bien entendu un des premiers outils sur le terrain, d'autant plus lors de la période initiale où la maîtrise de la langue est limitée. Elle est déployée tout au long de la thèse chez les enquêtées, lors de leurs interactions avec famille, ami·e·s, dans leur maison, au *quintal*, lors des événements militants (réunions des groupes de femmes, du MMTR-NE, de la *Marcha das Margaridas*).

Des temporalités répétées et étendues sont requises afin de réaliser une observation ethnographique de la division sexuelle du travail chez les femmes rurales. Cela nécessite d'avoir accès aux temps collectifs et individuels dans la maison et sur les lieux de production agroécologique. Je reste généralement à minima 24h chez chaque enquêtée, à chaque séjour, afin de manger et dormir sur place. Les journées des femmes rurales étant morcelées et longues, l'enjeu réside dans l'accompagnement dès le réveil (généralement à 5h du matin) puis au fil de la journée. Ainsi, il est possible d'observer les différents temps dédiés aux tâches reproductives et aux tâches productives. La préparation et le partage des repas sont des moments clé d'observation de la division sexuelle du travail au sein de la famille, de l'organisation collective mais aussi des échanges sur les questions de gestion familiale, productive et reproductive.

Les possibilités d'accompagner le travail productif agroécologique sont limitées du fait de l'organisation même de ce travail : quelques tâches sont quotidiennes mais les périodes de travail s'étalent sur l'année en fonction des cultures et des saisons. Pour nombre d'activités considérées comme agroécologiques par les enquêtées, il y a des périodes de pics de travail réalisé en collectif. C'est le cas de la *farinada*, la production de farine de manioc, réalisée sur une semaine de travail intense en collaboration avec tous les membres de la famille et des voisin·es. Il en va de même pour la production et transformation d'algues marines.

J'accompagne certaines femmes lors des tâches d'entretien de la production agroécologique au *quintal*. Plus simplement, les femmes me font « visiter » leur *quintal* presque systématiquement, me présentant leurs différentes espèces végétales cultivées, leurs animaux domestiques et d'élevage, leurs arbres fruitiers. Ces moments sont des occasions d'échanges sur l'ensemble des thématiques de l'enquête : aussi bien la production, que la division sexuelle du travail, que l'organisation familiale, que la participation militante, entre autres. Les visites de *quintal*, en plus de re-

présenter un environnement apaisant, sont des espaces privilégiés d'échanges. Il s'agit d'une donnée qui vient réaffirmer ce que la littérature scientifique et la littérature grise d'ONG ou de mouvements sociaux démontrent : le *quintal* est un espace privilégié pour les femmes, non seulement un *espace à elles*, mais aussi un espace de rencontres de femmes, de discussions, d'échanges, de bien-être.

Enfin, l'observation ethnographique est parfois un outil d'opportunité : le séjour au Brésil de 2019, destiné à participer au CIFA III, se révèle une occasion d'assister au lancement d'un film dédié à Nazaré Flor, fondatrice du MMTR, dans l'*assentamento* Maceió. À cette occasion, l'observation de l'événement fournit des éléments complémentaires sur l'organisation, la répartition de la prise de parole et les interactions entre les membres de différents pôles : Cetra, MMTR, réalisatrices, *assentadas*.

• Repérer, derrière les mots

Les entretiens sont appréhendés comme insérés dans l'ethnographie : ils donnent des informations en-dehors de l'interaction face à face et du seul support textuel. Le contexte de l'entretien permet de saisir les rapports de pouvoir et les conditions sociales des enquêtées : « La situation d'entretien est, à elle seule, une scène d'observation, plus exactement seule l'observation de la scène sociale (lieux et personnes) que constitue l'entretien donne des éléments d'interprétation de l'entretien. » (Beaud, 1996 : 236). En effet, l'ethnographie des entretiens fournit des éléments clés sur le temps et le travail des enquêtées, dans les espaces domestiques comme dans les espaces militants.

La quasi totalité des entretiens sont interrompus ou perturbés par des éléments contextuels. Souvent, je vais moi-même sur les lieux et temps de travail productif/reproductif des femmes afin que l'entretien soit envisageable pour elles. Parfois, pendant l'entretien, les enquêtées continuent/reprennent leurs activités :

[Extrait journal de terrain] Août 2016. L'entretien débute, nous sommes dans la cuisine de Líria. Elle prépare un jus de fruit pour nous et les enfants. Alors qu'elle me parle, elle met le mixeur en route pour broyer les fruits, tout en continuant à parler. Je me rapproche. Elle nous sert deux verres. Elles appellent ses enfants pour qu'il et elles viennent se servir. Elle place la casserole de riz sur le feu. Elle me demande de la suivre dans le salon. Nous nous y rendons. En continuant à me parler, elle s'assoit par terre et tire vers elle l'*amufada*, le coussin de couture avec lequel elle fait de la dentelle aux fuseaux. Elle m'explique qu'elle profite de ces moments « de libre », quand la nourriture cuit par exemple, pour avancer sur ses créations en dentelle. Elle commence à tisser, les fuseaux en bois claquent les uns contre les autres. Je m'assoies près d'elle. Ses deux filles entrent dans le salon, l'une d'elle s'assoit de l'autre côté du coussin et joue avec le fils.

Les responsabilités multiples des femmes rurales dans leur quotidien et la multiplicité de tâches réalisées en simultanément se matérialisent pendant la situation d'entretien. Cette situation montre les conditions et la superposition des tâches prises en charge par celles-ci. Ce type de situation ne se matérialise pas uniquement au domicile des enquêtées. La situation d'entretien avec Violeta montre la complexité de dégager un temps dédié.

[Extrait journal de terrain] Avril 2015. Nous sommes au siège du MMTR pour cinq jours de réunion régionale. Violeta et moi avons programmé notre premier entretien lors de la matinée libérée du programme collectif. Nous nous installons dans la rue, à l'extérieur de la propriété du MMTR, à plusieurs mètres de la « maison rose » du mouvement, pour ne pas être aperçues et dérangées. À deux reprises, une *companheira* nous interrompt pour demander conseil à Violeta.

Août 2016. Nous fêtons les 30 ans du MMTR à Caruaru. Les lieux sont nombreux : dortoirs, salles de réunions, amphithéâtre, cantine, entre autres. Violeta propose de nous installer dans un « espace éloigné et caché », en-dehors des lieux collectifs, pour réaliser notre troisième entretien. Nous nous asseyons derrière un bâtiment, près de la clôture de l'*assentamento*, lieu désert où personne ne passe. Du moins, nous le croyons. Notre entretien est interrompu quatre fois.

Outre illustrer la superposition des tâches de travail pour les enquêtées, ces situations peuvent révéler une plus grande aisance avec le caractère informel que formel de l'entretien. Pour les femmes de l'*assentamento*, les moments d'échanges se matérialisent lors des marches pour aller au champ, au *quintal*, au lac ou à la maison d'une autre personne : le mouvement et l'extérieur sont des opportunités de libération de la parole. Lors des périodes de terrain au siège du mouvement, les moments informels sont riches en échanges. C'est lors des repas collectif au MMTR-NE ou des moments de détente dans les dortoirs, que nombre de militantes me racontent leur parcours. Pour certaines, le caractère informel est d'ailleurs la condition pour s'entretenir. Le cadre « traditionnel » de l'entretien représente parfois un obstacle à la parole. La présence du magnétophone, du cahier, le fait d'être assises toutes les deux : ce cadre met mal à l'aise certaines enquêtées. C'est le cas de Flor :

[Extrait journal de terrain] Février 2015. Nous nous retrouvons devant les locaux de l'association communautaire, vides. L'espace est calme, sans passage. Une configuration des plus favorables par rapport aux interruptions, activités multiples et bruits habituels des entretiens. Pourtant, l'échange dure à grand peine une vingtaine de minutes. Flor répond très brièvement, détourne le regard, tente d'écourter l'entretien. Elle est mal à l'aise dans cette situation. Je ne veux pas « forcer les choses ». Nous en restons là. Or, le lendemain, je reviens pour visiter son *quintal* avec un groupe. Dans cet espace, Flor est bien plus à l'aise. Elle raconte au collec-

tif son parcours dans l'agroécologie. Suite à cela, nous nous retrouvons toute les deux dans sa cuisine. Elle prépare une collation pour les personnes qui attendent dehors. À ce moment, elle me parle de nombreux éléments de son parcours personnel, de ses difficultés au quotidien et de ses rapports avec les membres de l'ONG dans la pratique agroécologique, des incohérences qu'elle note dans les projets financés.

Au-delà de réaffirmer la nécessité d'adaptation des chercheurs·euses aux enquêtes, ces exemples plaident pour une approche des entretiens comme intégrée à une observation ethnographique. Les éléments ethnographiques recueillis renseignent sur les conditions sociales du groupe tout autant que l'entretien.

• Participer, un impératif

« Rien qu'en étant assis et en écoutant, j'ai eu la réponse à des questions que je n'aurais même pas imaginé poser si j'avais cherché à m'informer uniquement sur la base d'entretien. » (Whyte 1995_2002 : 332). Le positionnement politique des enquêtées et le contexte pour partie militant provoque un impératif de participation. Il faut « S'impliquer pour enquêter » (Jouan 2016). Non seulement pour avoir accès et comprendre mais aussi parce que, pour les enquêtées, il s'agit de la « place acceptable » d'un·e chercheur·euse.

L'« impératif participatif » s'inscrit dans différentes dimensions. En premier lieu, nombre de groupes militants de femmes rurales ont une posture critique vis-à-vis de l'hégémonie des savoirs scientifiques, l'imperméabilité de l'université, l'élitisme et la blanchité de cet espace, l'eurocentrisme enseigné et intégré. Par conséquent, certains groupes adoptent une posture de refus de collaboration avec les universitaires : les seuls recherches acceptées sont celles réalisées à partir de position concernée. D'autres acceptent et collaborent dans une démarche d'écologie des savoirs mais choisissent les chercheuses en fonction de leur positionnement : celles-ci doivent, à minima, être identifiées comme féministes ou comme soutenant les questions agroécologiques et paysannes. Dans tous les cas, la posture d'observation ethnographique unique est mal perçue et inconfortable pour ces groupes.

Ensuite, la présence de la chercheuse dans certains espaces est synonyme d'une participation. Prenons l'exemple des colloques scientifiques. Ceux-ci ont différentes fonctions dans l'enquête. Ils sont :

- des espaces et occasions de réaliser des entretiens avec certaines enquêtées : par exemple, l'entretien de Solidago (ancienne membre d'ONG, coordinatrice de la *Marcha das Margaridas* et étudiante) au colloque international *Fazendo Gênero* en 2017 ;

- des occasions de réaliser des communications en articulation des savoirs : par exemple, la plénière du CIFA II de Lyon en 2015 s'ouvre avec le témoignage de Salete, agricultrice agroécologique de l'*assentamento* Maceió et membre du MMTR-NE. Pour la construction de ce témoignage, Salete et moi-même travaillons ensemble à sa trajectoire, puis j'effectue la traduction en français. Le lendemain, nous effectuons une communication en binôme avec Suyane, du CETRA sur l'expérience des femmes rurales de l'*assentamento* Maceió en agroécologie.
- des opportunités de sessions de travail avec les femmes du MMTR : par exemple, lors du CIFA III, nous programmons une discussion avec Verônica du MMTR au sujet d'un article pour *Recherches Féministes*¹¹⁶ ;
- des espaces d'observation ethnographique et participante : notamment le CIFA III.

La participation peut aussi complexifier l'observation. Prenons à nouveau l'exemple du CIFA III. Mon expérience de ce colloque se démarque par ma multipositionnalité et multi-responsabilité. Je suis à la fois membre du comité scientifique, membre de la coordination de la manifestation audiovisuelle qui a lieu tous les soirs du colloque, communicante, et en observation pour l'enquête. Ce statut interne/externe est complexe à gérer et ne permet pas de rendre compte de l'ensemble des objectifs initialement prévus. À titre d'exemple, il ne m'est pas possible de réaliser la cartographie des participantes au colloque. Il faut parfois jongler : lors de ma communication à la table-ronde sur les questions d'épistémologies féministes, j'enregistre en même temps les prises de parole de Verônica, membre du MMTR-NE, qui coordonne cette même table-ronde et de Beth, membre de l'ONG CTA Zona da Mata et du *GT Mulheres da ANA*, qui communique à mes côtés. Cependant, ces moments pluriels offrent une expérience de la multipositionnalité des enquêtées et des enjeux croisés de cet espace agroécologique et féministe. Il s'agit d'une posture de l'intérieur qui documente l'objet étudié.

Parfois, l'observation est le corollaire de la participation. Prenons l'exemple des *marchas*. Les *marchas* demandent évidemment une adhésion : il est nécessaire de marcher. En marchant, nous faisons partie du collectif qui milite, nous faisons groupe, cohésion et nous sommes partie des effectifs. Par ailleurs, les *marchas* sont des espaces où danses et chants sont au rendez-vous. Ma participation observante réside dans le fait d'être partie prenante des *marchas*, parfois avec un carnet à la main, par-

¹¹⁶ Article à paraître fin 2019 dans la revue *Recherches Féministes*, dossier « Militantisme et mobilisations », sous la direction de Pascale Dufour et Dominique Masson.

fois avec un tambour dans les mains. Accompagner ce répertoire d'action en y participant semble une évidence : tant vis-à-vis de ma posture de chercheuse qui accompagne des moments de mobilisation où la position d'extériorité aurait été déplacée et aurait soulevé une défiance, tant par ma volonté d'accompagner ces moments de corporisation (B. de S. Santos 2018) de ce militantisme, d'apprentissage par le corps, de manifestation par les chants et par la marche de la construction de projet.

3.3 Faire avec : participer au processus d'empowerment

Au delà d'analyser l'*empowerment*, notre posture se veut de prendre part à celui-ci. Nous présentons un premier projet s'inscrivant dans cette démarche pour, au chapitre suivant, présenter l'outil central développé.

L'approche de *faire avec* est présente dans la démarche épistémologique et la visée d'écologie des savoirs. Elle se matérialise dans la méthodologie d'*empowerment* et se concrétise dans les méthodes.

Nous avons vu la démarche de travail en collaboration avec le *GT Mulheres da ANA* dans le cadre du questionnaire. Nous avons abordé la multipositionnalité et le travail collectif dans le cadre de communications à colloque au CIFA II à Lyon avec Salette, agricultrice membre du MMTR, et Suyane, membre du Cetra. Nous allons ici aborder la démarche du participatif dans le cadre d'un projet photographique.

Un rapport privilégié se développe, au fil de ces années, avec les femmes de l'*assentamento* Macció faisant partie de l'enquête. Entre 2014 et 2019, je me rends régulièrement sur place, je suis hébergée chez elles. Elles me confient des éléments importants de leur biographie, de la lutte territoriale. Je retrouve certaines dans les espaces politiques (*Marcha das Maridas*) et militants (réunions du MMTR). Une des problématiques centrales qui revient lors des réunions et des discussions est l'invisibilisation sociale et politique des femmes rurales. Elles dénoncent les formes de négation de leur travail, de leur savoir, de leur participation. Leur image et leur voix sont produites comme inexistantes¹¹⁷. De ce temps passé ensemble surgit une volonté de réaliser collectivement un outil qui permette de rompre avec cette invisibilisation. Ne serait-ce qu'à l'échelle locale. En 2016, nous imaginons ensemble un projet qui lie photographies et extraits de témoignages.

Les processus de négation sociale sont également notre fil conducteur dans cette étude. De mon côté, cette démarche supplémentaire s'inscrit dans une préoccupation vis-à-vis de l'invisibilisation de certaines femmes de l'enquête. En 2016, le projet filmique est d'ores et déjà initié dans une collaboration privilégiée avec le

¹¹⁷ Nous analysons plus en détail cet aspect dans la partie à suivre concernant le film participatif.

MMTR. Or, les récits de vie recueillis à l'*assentamento* Macéio me montrent que certaines enquêtées *assentadas* sont extrêmement actives à l'échelle locale, pratiquent l'agroécologie, participent à des espaces politiques localement. Certaines font partie du MMTR à ses débuts, en étant moteur à l'échelle *cearense* comme régionale. Cependant, de part leurs obligations reproductives et productives, ces enquêtées ne sont pas aujourd'hui en mesure de participer au MMTR à l'échelle régionale. La perspective d'invisibiliser leur participation, leur travail, leur parcours du fait de leur localisme provoque des questionnements réflexifs. En quoi le travail de la chercheuse participe à la construction d'absence de certaines trajectoires ? Comment valoriser des parcours inscrits dans une réalité davantage localisée ? Cette démarche sociologique d'émergences (Santos 2011) suscite la volonté d'agir à ce niveau et de penser ce projet avec les femmes de l'*assentamento*.

Avec les femmes de l'*assentamento*, nous décidons alors de mettre à profit les récits de vie réalisés avec chacune des six enquêtées et de sélectionner ensemble des extraits visibilisant les enjeux de lutte féministe, territoriale et agroécologique. Au cours de réunions, nous effectuons collectivement ces choix, à partir d'une pré-sélection de chacune dans son propre récit. Puis, nous présentons chaque extrait d'entretien avec un titre sous forme de verbe d'action sentipensée (*aimer, prendre soin, lutter, s'organiser*) et désignant l'*empowerment* individuel (*s'affirmer, conscientiser*) et collectif (*affronter, participer*). Ces titres visent à rompre avec la représentation de passivité et de non participation des femmes rurales. Nous invitons un étudiant en photographie de l'UFC, Vanucce Evaristo, à réaliser des prises de vue pour chacune, selon ce qu'elle souhaite montrer de son travail.



Illustration 9 : Exposition Produtoras : Zeza

Nos objectifs sont de visibiliser : les identités multiples des femmes rurales (agricultrices, agroécologues, éleveuse, pêcheuses, artisanes, travailleuses d'algues, mères, femmes au foyer, militantes) inscrites aussi bien dans le travail productif que reproductif, la fusion entre ces deux sphères, l'investissement dans les luttes politiques passées et présentes.



Illustration 10 : Exposition Produtoras : Lucivane

« L'histoire de ton corps accuse l'histoire politique » écrit Édouard Louis dans *Qui a tué mon père* (2018). Par le média photographique, j'espère également rendre visible la pénibilité du travail – reproductif, productif – sous ses différentes formes et sa corporisation (comment elle se matérialise dans le corps des femmes). Une attention est portée aux postures des corps, aux torsions liées au travail, à l'effort fourni.



Illustration 11 : Exposition Produtoras : Lucivane 2

Les extraits de récits sont collés sur des supports en carton, encadrés de *chiita*, le tissu traditionnel du *Nordeste*. Ce détail valorise la créativité et identité locale. Les couleurs et les fleurs accompagnent les expériences et les analyses des femmes rurales.



Illustration 12 : Vilani au lancement de l'exposition « Produtoras », Itapipoca, août 2016

Ainsi naît l'exposition photo-témoignages *Produtoras*. Les six participantes *assentadas* décident de faire apparaître les mots de Nazaré Flor sur le matériel de présentation de l'exposition :

*Sem mulher, não existe produção
sustentação aos destinos de um País*

Sans femme, il n'y a pas de production,
pas de subsistance pour le destin d'un
pays

*Mulher e produção** [Femme et production], Nazaré Flor

Elles valorisent la mémoire et les savoirs chantés d'une femme rurale militante de l'*assentamento*.

L'exposition est présentée au Brésil à quatre occasions : lors de la projection du film *Mulheres rurais em movimento* dans les locaux du syndicat des travailleurs et travailleuses rurales de Itapipoca en août 2016, lors des 30 ans du MMTR à l'*assentamento* Normandia à Caruaru en août 2016, lors de la projection du film *Mulheres rurais em movimento* dans l'école du MST de l'*assentamento* Maceió en août 2016, puis à l'UFC en août 2016. Les co-productrices de ce projet conservent le matériel original d'exposition. Je retrouve, trois ans plus tard, l'une des photos de Vilani, chez elle, affichée dans sa cuisine. Je reproduis l'exposition en France et la présente à l'occasion du Festival de films latinoaméricains *LatinoDocs*, thématique *Femmes en lutte*, en novembre 2016, puis lors du Congrès international des recherches féministes dans la francophonie (CIRFF) en août 2018.

Nous avons présenté les différentes méthodes d'enquête mobilisées, leurs objectifs, leur déploiement, leurs limites et la démarche épistémologique et méthodologique dans laquelle elles s'inscrivent. Une des démarches les plus importantes de cette thèse reste à expliciter : le film participatif. Étant donné l'ampleur épistémologique, méthodologique, pratique de ce projet et la réflexivité qu'il suppose, nous lui dédions un chapitre entier.

CHAPITRE 4

MULHERES RURAIS EM MOVIMENTO **: LE PROJET FILMIQUE PARTICIPATIF**

Ce chapitre présente spécifiquement le projet filmique participatif *Mulheres rurais em movimento* : la traduction épistémologique en méthodologie et la mise en œuvre de l'*empowerment* (1), le dispositif filmique en action (2) et une analyse des effets du projet pour la chercheuse et pour les co-réalisatrices (3).

En préambule, donnons des éléments sur l'invisibilisation médiatique. Nous avons déjà vu les outils de négation sociale des femmes rurales et des femmes noires. L'absence construite de représentation médiatique s'inscrit dans ce même processus.

Au cinéma, les femmes sont produites comme inexistantes ou stéréotypées, aussi bien dans la fabrique cinématographique que dans les représentations proposées. Dès les années 1990, bell hooks souligne que les représentations des femmes noires et pauvres dans les films sont systématiquement dans le silence et la subalternité (Veiga 2017). Au Brésil, entre 1970 et 2016, seuls 2 % des films grand public au Brésil sont produits par des femmes, et celles-ci sont toutes blanches. 8 % des scénarios sont écrits par des femmes (dont au moins 6 % sont blanches) (Martins et al. 2017). Les histoires narrées par les films grand public ont pour personnages principaux des hommes (60%), blancs (50%) contre 36 % de femmes blanches. Les femmes noires n'incarnent des personnages principaux que dans 2 % des cas (voir graphisme ci-dessous, Martins et al., 2017). Ralph Ellison parle « d'invisibilité » comme une forme subtile d'humiliation exercée par les blanches (Honneth 2005).

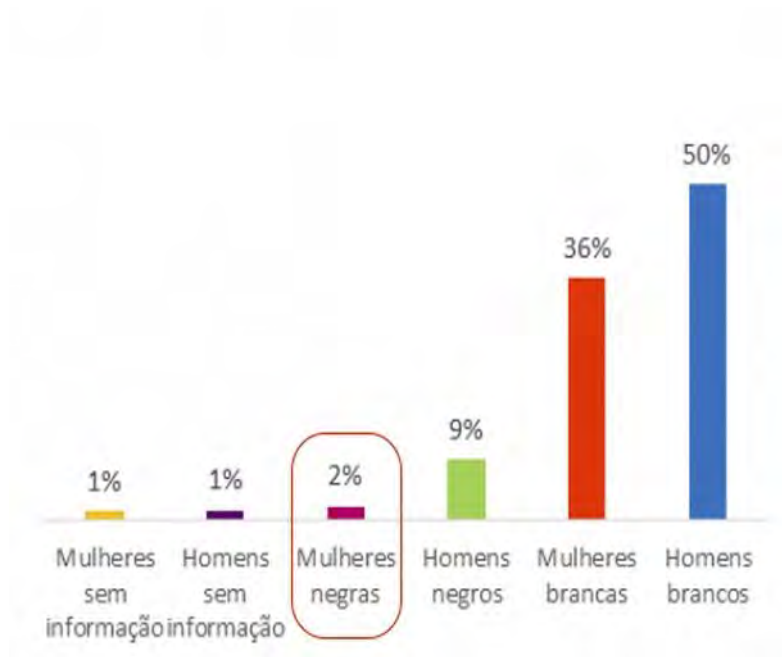


Illustration 13 : Représentativité par race et genre des personnages principaux dans les films grand public au Brésil. Source : Martins et al., 2017

Le cinéma participe donc de la négation sociale des femmes noires. Comme développé en première partie, il en va de même avec l'espace scientifique. Chandra Mohanty dénonce la représentation des femmes du « Tiers Monde » comme catégorie homogène (1988). Le fait de penser ces femmes comme une catégorie figée de femmes opprimées a deux effets : d'un côté, les femmes occidentales blanches sont désignées comme sujets de l'histoire contrairement aux femmes du Sud global ; de l'autre, les expériences de résistances des femmes du Sud global sont invisibilisées et présentées comme marginales.

Face à ces données contextuelles, la triple approche épistémologique (sociologique des absences, pensées féministes décoloniales/intersectionnelles, processus d'*empowerment*) tente de visibiliser les expériences, les individus, les savoirs. Ainsi, l'objectif est de rendre possibles les sujets/objets impossibles, de rendre présents les sujets/objets absents.

En ce qui concerne la visibilisation des savoirs, le parti pris est de penser les militantes avec qui nous travaillons comme sujets connaissantes suivant le principe du féminisme du positionnement (Bracke, Bellacasa, et Clair 2013). Les femmes rurales noires sont rares dans les espaces scientifiques. Parmi les enquêtées, certaines sont des « *outsiders-within* » (Hill Collins 2009_2016), soit des personnes à la fois marginali-

sées et présentes dans une institution, à la fois située hors du monde du savoir universitaire dominant, du fait d'appartenir à groupe social traditionnellement exclu, et dans ce monde, du fait d'y avoir néanmoins accès s'inscrivant à l'université ou travaillant dans cette sphère (Bracke, Bellacasa, et Clair 2013).

Les militantes, notamment du MMTR sont parties d'un groupe social invisibilisé, stigmatisé et mis sous silence tout en étant investies de longue date dans un processus d'*empowerment*. Leur objectif politique est de « combattre les mentalités de soumission¹¹⁸ ». Pour elles, le projet filmique participatif s'inscrit dans une démarche d'*empowerment* déployée au sein du mouvement par de l'auto-formation, de conscientisation, entre autres. Le projet filmique, à lui seul, ne vise pas à être émancipateur en soi pour soi. Il s'inscrit dans un travail de longue date réalisé au sein du mouvement visant la transformation sociale.

1| Une méthodologie féministe décoloniale

Les méthodes traditionnelles de la recherche ne permettent pas d'incarner et d'appliquer la triple approche épistémologique avec les femmes rurales noires brésiliennes du MMTR. Les considérer comme objet d'étude, enquêter *sur* elles et écrire les résultats de recherche sous format scientifique à destination du monde universitaire européen réifie leur négation sociale comme agentes de changement et comme sujets sachantes. La méthodologie doit être repensée et adaptée.

1.1 Traduire la démarche épistémologique

Trois principaux axes sont mobilisés afin de traduire la démarche épistémologique en méthodologie cohérente :

- i) l'image pour rompre avec l'impérialisme de l'écrit et l'invisibilisation
- ii) la voix pour rompre avec le *silenciamento*
- iii) le participatif pour rompre avec la colonialité du savoir

La langue d'une thèse en sociologie destinée à l'espace scientifique représente une mise à distance avec les personnes, les expériences et avec la volonté de déconstruire l'entre-soi scientifique. De fait, « la possession et pratique de l'écriture ont été pratiquement toujours associées à l'exercice du pouvoir » (Laulan, 1978: 2). L'expression du langage académique éloigne des femmes impliquées dans les luttes alors

¹¹⁸ cf. site internet et *Carta política dos 30 anos do MMTR-NE* (2016).

que le mouvement féministe devrait lutter contre la division sociale et raciale du savoir et du travail intellectuel et militant (Curiel, Masson, et Falquet 2005a). De plus, le risque de reproduire le pillage des connaissances des femmes ladinoaméricaines par l'université occidental-centrique est présent dans les recherches. Les articles scientifiques en français sont inaccessibles pour la majorité des femmes ladinoaméricaines. Ils circulent en revanche en Europe, enrichissant les savoirs occidentaux à partir des luttes et des savoirs des femmes subalternisées (*ibid.*)

C'est dans cette perspective que ce construit le choix de l'image. L'image permet de rompre avec l'impérialisme de l'écrit (Laulan 1978) dans une situation de colonialité du savoir, elle transcende l'entre-soi universitaire pour se rendre accessible aux différentes sphères sociales. L'image érode le processus d'invisibilisation sociale et médiatique du groupe des femmes rurales. Par la construction d'une image par elles-mêmes, elles rompent avec les représentations stigmatisantes traditionnelles sur leurs identités et réalités.

« Notre parole brise le masque du silence » (Evaristo 2018). L'image seule reste un processus incomplet dans un contexte de *silenciamento*. En dépit d'une image construite par elles-mêmes, le risque de confiscation de la parole est prégnant. L'outil filmique offre non seulement une image mais porte la voix. Ainsi, il répond à l'objectif épistémologique d'« ouvrir la voix »¹¹⁹ des femmes historiquement réduites au silence (Bracke, Bellacasa et Clair, 2013). Il s'agit de leurs voix. Nombre de documentaires scientifiques privilégient la parole scientifique ou manipulent la parole des enquêtées. En cela, le rapport de pouvoir se réifie. De plus, la division genrée et intersectionnelle de l'occupation de l'espace discursif (par exemple, Monnet, 1998) met à distance les femmes – les femmes populaires, les femmes noires, entre autres – de la prise de parole. L'occupation de l'espace discursif est un outil de pouvoir. Des obstacles à la prise de parole des femmes et personnes minorisées ainsi que des stratégies de censure et de négation de la parole sont déployés par les personnes dominantes¹²⁰.

Ainsi, la place de la parole est centrale dans le processus filmique. Cependant, au-delà du tournage de témoignages, d'autres étapes présentent des risques de *silenciamento*. En effet, en effectuant la sélection des séquences filmiques et le montage, la parole est manipulée, coupée, re-construite. Ainsi, la participation collective se doit

¹¹⁹ En référence au documentaire d'Amandine Gay sur les femmes noires issues de l'histoire coloniale européenne en Afrique et aux Antilles.

¹²⁰ Voir l'article de vulgarisation scientifique sur le blog *Antisexisme* « Les attributs du pouvoir et leur confiscation aux femmes. Le genre et la parole. » <https://antisexisme.net/2012/07/08/genre-et-parole/>

d'être totale afin de maîtriser les risques de réification de la confiscation de la parole. Il est donc nécessaire de mettre en œuvre des outils participatifs.

Les outils participatifs interrogent la séparation entre chercheuse et objet social de la recherche par une définition collective des actions et une création collective de savoirs pour l'action. Il n'était pas question que le projet soit construit et réalisé par la chercheuse seule en tant que blanche, européenne, urbaine, universitaire. Il est impensable que je définisse, à partir de ma position située, les contenus du film, la valeur de la parole de chacune en choisissant quels extraits diffuser, les images à montrer selon mon regard occidental-centré. Mon parti pris est d'estimer que, quelque soit mon niveau de conscience de mes privilèges et de ma colonialité, il n'est pas possible d'en « canaliser » les effets. Le film aurait été le regard et point de vue d'une femme blanche universitaire occidentale sur la réalité de femmes noires rurales latino-américaines. Enfin, le « faire ensemble » permet de construire de nouvelles alliances entre féministes et de développer d'autres régimes de savoir et d'expériences.

1.2 Mettre en œuvre l'empowerment : des méthodes d'« action-réflexion-action »

Ces trois axes de traduction matérielle de l'épistémologie nécessitent des outils pour être mis en œuvre. Les démarches pédagogiques critiques latino-américaines et féministes offrent de précieuses méthodes.

Dans la construction du projet filmique, l'« action-réflexion-action », les outils de conscientisation et d'articulation des savoirs sont au cœur du processus afin d'agir sur l'*empowerment*.

Le sociologue colombien Orlando Fals Borda est reconnu comme le fondateur de l'*Investigación Acción Participativa* (IAP) [recherche action participative]. L'IAP construit des recherches liées à l'action politique. Les participant·es visent à agir sur la réalité sociale. Ce type de recherche se fonde sur une relation horizontale, de sujet à sujet, chercheur·euse y compris. Les membres de l'IAP sont sujets et co-auteur·trices de la recherche. Le processus est caractérisé par :

- i) une action sur la réalité pendant la réalisation de la recherche (par les questions soulevées, par la sollicitation des individu·es, les restitutions, entre autres.) ;
- ii) les échanges de savoirs chauds (populaires, issus des pratiques) et savoirs froids (universitaires, scientifiques),
- iii) un dialogue qui doit pouvoir produire un nouveau type de savoir, révolutionnaire. Un savoir consensuel et collectif qui répond aux

attentes de toutes les sujets de la recherche, qui se construit au service des intérêts populaires.

Ce processus est qualifié d'« action-réflexion-action » : des moments d'action suivent et/ou précèdent des réflexions et systématisations. C'est dans cette spirale de moments que se construit le savoir. L'IAP implique nécessairement une critique de la science traditionnelle et une « décolonisation du savoir ».

L'« action-réflexion-action » dans une approche féministe vise un processus d'*empowerment* de toutes, chercheuse y compris. Sur l'invitation de Martha Giudice Narvaz et Sílvia Helena Koller (2006), il est question d'appréhender le féminisme en tant que projet théorico-épistémologique et politique fondé sur les articulations entre théorie et pratique politique. Ainsi, le féminisme se réaffirme comme champ politique (*ibid*). La recherche féministe a non seulement une préoccupation particulière quant à la position de la chercheuse dans sa relation avec les enquêtées/participantes mais également une préoccupation quant à l'impact de la recherche sur les participantes (Narvaz et Koller 2006). Les méthodologies féministes sont des « instruments ou stratégies de changement social qui reflètent des perspectives de différentes épistémologies » (2006 : 651) et visent « le changement social, la préservation de l'expérience féminine, l'utilisation d'analyses et de langage non sexistes et l'*empowerment* de groupes opprimés, en particulier les femmes ».

En premier lieu, il est question de travailler la prise de parole comme outil de prise de pouvoir et de conscientisation. Éroder le *silenciamento* avec le travail sur la prise de parole¹²¹ permet d'agir sur la confiance et l'estime de soi : des éléments du « pouvoir intérieur » de l'*empowerment*. Dans une perspective féministe, acquérir ces compétences (l'expression orale et publique) traditionnellement distancées de la socialisation féminine contredit l'occupation masculine - et principalement blanche, de classe sociale supérieure - de l'espace discursif et favorise la participation politique et publique des femmes. Cette dynamique renégocie les rapports de pouvoir intersectionnels. Ce processus ne s'arrête pas une fois le film terminé puisque la phase de diffusion du film prise en charge par les participantes fait partie de ce même processus. Les prises de parole lors des moments de projection de film, les discussions animées par les coréalisatrices, les échanges avec le public, rural et urbain, sont des moments qui « ouvrent la voix » et suscitent des prises de conscience pour soi et pour le public, en collectif.

¹²¹ Dans *Teaching to transgress* (1984), bell hooks défend une pédagogie féministe inspirée de sa rencontre avec Freire, qui encourage la capacité des étudiant·es à faire entendre leur voix. Celles et ceux-ci doivent lire les textes qu'elles et ils rédigent devant l'ensemble du groupe. Cette stratégie vise à encourager et travailler leur capacité à s'exprimer en public et à s'affirmer pour se préparer à faire face aux formes d'oppressions vécues (Pereira, 2017).

Pour penser la co-construction du film, nous utilisons un outil mobilisé par Paulo Freire dans sa pédagogie critique : le relevé de mots générateurs. En réunion, cette méthode identifie les piliers thématiques du film et définit l'identité du mouvement à représenter. En opérant un relevé de mots générateurs, les militantes statuent sur les mots-clé du film :

- Agroécologie
- Voix des femmes rurales
- MMTR
- Féminisme
- Identités
- Division sexuelle du travail

Les discussions à partir de ces mots générateurs détaillent les enjeux politiques que recèle un média tel que le film. Les échanges offrent l'appropriation et la re-création de savoir :

[Extrait journal de film] Qu'est-ce qui est entendu par féminisme, comment le définir ? Quelles sont les identités des membres du mouvement et en quoi cela définit-il politiquement le mouvement ? Comment les qualifie-t-on et pourquoi sont-elles revendiquées ? Qu'est-ce que l'engagement militant provoque dans la vie quotidienne, familiale et sur la trajectoire personnelle ? Comment les activités, domestiques et productives, organisent les journées et les rapports au sein de la famille ? Comment parler de l'agroécologie, la définir ?

Afin de traduire en film ces problématiques, nous mobilisons des méthodes communes à l'approche freirienne et au féminisme : la valorisation de l'expérience vécue (au moyen des témoignages) permettant une conscience du caractère systémique des violences de genre et des moyens d'émancipation, les groupes de discussion (pour faire échanger sur les problématiques et les stratégies vécues qui apparaissent dans le film), la visée d'*empowerment* individuel et collectif. Ces thématiques sont bien entendu discutées au sein du mouvement depuis de longue date. Cependant, le caractère collectif et intense des discussions, sur une période courte, opère comme révélateur. Les processus de décision, les rapports de pouvoir interne au mouvement et les solidarités se manifestent dans ce processus. L'image politique construite et voulue par le mouvement est affirmée consciemment. Ces conditions « extraordinaires » permettent d'observer des mécanismes particuliers, grâce à une entrée méthodologique *in situ*, visibilisant la pratique et la théorie des militantes.

Au lancement du projet filmique participatif, aucune d'entre nous ne possède de compétences filmiques. Ce prérequis d'égalité permet de faire ensemble, d'avan-

cer ensemble, et de limiter les prises de pouvoir. L'articulation des savoirs et l'horizontalité peuvent ainsi être mobilisées. Nous nous auto-formons à la réalisation filmique et au tournage. Cette démarche engendre l'acquisition de compétences nouvelles, de savoirs nouveaux, de savoir-faire.

Notre même niveau de (non) compétence en matière filmique conditionne un co-apprentissage par les échanges de savoirs et le faire ensemble. Le faire ensemble, l'autoformation, en non-mixité de genre est une démarche féministe matérialiste : elle vise la rupture de l'appropriation masculine de la technique (Tabet 1998).

Aussi bien la prise de conscience critique provoquée par la prise de parole et par les moments de construction du film, comme les compétences techniques acquises constituent un « pouvoir intérieur » renforçant l'estime de soi et l'image de soi, un « pouvoir avec » propre au collectif et à la démarche de conscientisation, un « pouvoir de » du fait des compétences développées. La démarche globale du projet érode le monopole de l'appropriation masculine de l'espace médiatique, de l'espace discursif, de la technique et de la construction des savoirs.

2| Le dispositif filmique en action

À partir de ces postures épistémologiques et méthodologiques, nous allons présenter l'anatomie du projet filmique. Le dispositif s'organise autour de trois phases :

- une phase exploratoire
- une phase de co-construction
- une phase de diffusion

La phase exploratoire commence en 2014 par les premiers échanges avec le MMTR décrit précédemment. La phase de co-construction débute en 2015 et se termine en 2016 au lancement du film à l'occasion des 30 ans du MMTR (11 et 12 août 2016). La phase de diffusion est toujours à l'œuvre. Le groupe impliqué dans ce projet participatif compte 27 femmes du MMTR, trois militantes féministes collaboratrices du mouvement et moi-même.

2.1 Phase exploratoire : six mois pour se re-connaître

La phase exploratoire est une étape préalable au projet à proprement parler. Néanmoins, elle est le fondement même de la démarche. Elle désigne les six mois précédant le lancement du projet, période de découverte et de constitution de la confiance entre les militantes du MMTR et moi-même. Pendant cette période, je

partage le quotidien militant et personnel de différentes militantes, je participe aux événements organisés par le mouvement (assemblée générale, réunions régionales du mouvement, participation du MMTR à la préparation de la *Marcha das Margaridas*). Cette phase nous permet de nous reconnaître : de comprendre nos positionnements, de réaliser que nous partageons une communauté de pensée féministe. C'est au cours de cette étape que nos volontés respectives de travailler sur un outil filmique se rencontrent. Cette période nous permet de nous assurer de notre idée de démarche commune pour le projet. La confiance qui se construit au cours de ces six mois est nécessaire au portage d'un tel projet participatif. Cette temporalité longue n'est pas propre aux projets de recherche traditionnels, cependant elle est incontournable dans ce type d'engagement collectif.

2.2 Phase de co-construction : faire ensemble et apprendre ensemble

La phase de co-construction s'articule, comme décrit précédemment, autour des outils d'« action-réflexion-action » et d'autoformation. En mai 2015, nous nous réunissons à Caruaru avec les représentantes du MMTR des neuf États du *Nordeste* afin d'identifier les problématiques intersectionnelles à visibiliser et les enjeux du film pour le mouvement et pour ma thèse. Nous décidons de réaliser un documentaire d'une trentaine de minutes en autoproduction et en autonomie financière, dans un processus participatif dans sa totalité, en non mixité de genre. J'achète avec mes économies une petite caméra, deux micro-cravates et un trépied.

En juin 2015, nous organisons l'atelier *Falas e Filme* [Paroles et film] à Caruaru. Pour cette occasion, le CDPA qui m'accueille à cette période, sous la tutelle de Leonilde Servolo de Medeiros, nous prête une deuxième petite caméra. 31 militantes participent à cet atelier co-construit : pendant deux jours, nous nous entraînons à la prise de parole, nous écrivons collectivement le scénario, nous élaborons les grilles d'entretien filmique, nous nous familiarisons avec les techniques filmiques et nous réalisons le tournage d'une dizaine d'entretiens, d'images de travail et de chants et danses collectives. Cet atelier a lieu grâce à l'investissement et l'appui d'une collègue doctorante du CPDA, Elisandra Gavão, qui nous accompagne pendant l'atelier. Parmi les 31 participantes formées aux techniques filmiques, nous constituons des équipes de tournage pour les quatre États dans lesquels nous souhaitons tourner.

Maranhão, Ceará, Sergipe et Alagoas sont identifiés pour le tournage des scènes du quotidien de militantes. Ce choix vise à montrer la pluralité d'activités productives et reproductives, d'identités des militantes (âges différents, hétérosexuelles et homosexuelles, mariées et célibataires, mères ou non, s'identifiant comme noires ou non, entre autres) et de contextes environnementaux en présence dans le *Nordeste*

(les trois étant liés). Ce choix permet de visibiliser la pluralité de types de végétation, de cultures possibles, de liens socio-environnementaux présents dans le *Nordeste* : le littoral et les dunes avec la culture de *quintais* adaptés et le ramassage et la transformation d'algues marines du Ceará ; la forêt, le ramassage de noix de coco babaçu et les rizicultures du Maranhão ; le contexte davantage de *caatinga* et l'élevage de Alagoas ; la forêt, les *quintais* productif et l'élevage et la transformation alimentaire du Sergipe.



Femmes Rurales en Mouvement / Mulheres Rurais em movimento VOSTFR

Illustration 14 : Dunes du Ceará. Source: film *Mulheres rurais em movimento*



Femmes Rurales en Mouvement / Mulheres Rurais em movimento VOSTFR

Illustration 15 : Ceará, arbustes et cocotiers. Source: film Mulheres rurais em movimento



Femmes Rurales en Mouvement / Mulheres Rurais em movimento VOSTFR

*Illustration 16 : quintais adaptés de Lucivane, zone littorale du Ceará.
Source: film Mulheres rurais em movimento*



*Illustration 17 : Culture de riz, Maranhao.
Source: film Mulheres rurais em movimento*



*Illustration 18 : Ramassage et cassage de noix de coco babaçu, Dona Lulu, Maranhao.
Source: film Mulheres rurais em movimento*



Femmes Rurales en Mouvement / Mulheres Rurais em movimento VOSTFR

*Illustration 19 : caatinga et élevage, Dona Lilia, Alagoas.
Source: film Mulheres rurais em movimento*



Femmes Rurales en Mouvement / Mulheres Rurais em movimento VOSTFR

*Illustration 20 : cultures, quintal de Alba, Sergipe.
Source: film Mulheres rurais em movimento*



*Illustration 21 : Quintal et grange pour la transformation laitière, Alba, Sergipe.
Source: film Mulheres rurais em movimento*

Nous réalisons le tournage dans chacun des États sélectionnés en équipe de trois ou quatre. À l'aide de mon financement de doctorat *sandwich-reverso* (FAPERJ-CPDA), je me déplace et accompagne l'ensemble des sessions de tournage. La plupart du temps, ce sont les militantes qui filment/se filment et se posent les questions pour les témoignages filmés. Ainsi, les images reflètent leur regard sur elles-mêmes. En août 2015, nous participons à la *Marcha das Margaridas*. Je filme pendant l'événement : l'importance que cristallise la *Marcha* pour les militantes et l'effervescence de la participation provoquent une délégation du tournage. Elles veulent s'impliquer et profiter totalement de l'événement sans avoir à filmer.



Illustration 22: Lieux de tournage du film au Brésil

Le tournage chez les participantes est une parfaite illustration de la superposition des temps et des activités des femmes. Alors qu'à l'atelier *Falas e filme*, au siège social du MMTR, les participantes dédient leur journée au travail militant, il n'en est bien évidemment pas de même lors des sessions de tournage chez les militantes. Même si le planning est programmé collectivement, même si chacune définit la période la plus adéquate pour les sessions de tournage, le travail productif et reproductif s'invitent. Les jours de tournage sont rythmés par les tâches reproductives des femmes et des *camerawomen* : l'approvisionnement et la préparation des repas pour la famille et pour les deux ou trois membres de l'équipe de tournage, la vaisselle, le nettoyage des plans de travail, de l'espace des repas, la gestion des enfants, l'alimenta-

tion des animaux et les soins au potager mais aussi la gestion de la vie communautaire. Une dimension que nous avons décidé de visibiliser dans le film :

[Extrait journal du film] Alors que nous filmons Lucivane dans son quintal, sa fille s'amuse dans la maison. Lucivane explique : « Toutes ces choses que je gère au quotidien : gérer trois enfants, la maison, le travail domestique ... ». Sa fille s'approche en courant. Lucivane jette un regard sur ce qu'elle fait et continue : « ... la dentelle au fuseaux, l'agriculture, gérer différentes choses dans la communauté, les trav... ». Sa fille repasse bruyamment en courant. Lucivane se tourne vers elle et lui fait un geste pour l'inviter à faire doucement, en silence. Elle reprend : « les travaux que nous faisons dans la communauté ». Sa fille s'éloigne en courant, un bâton à la main. Nous demandons à Lucivane de recommencer sa phrase. Elle reprend. Sa fille prend un petit camion et le fait rouler sur le sol proche de nous. Nous nous interrompons. Lucivane l'interpelle : « Hé Alice ! Alice ! ». Elle reprend. Le petit camion reprend également. Nous lui notifions que les bruits du camion couvrent sa voix. Lucivane rappelle sa fille : « Alice ! Tu peux pas jouer ici avec la voiture. Va jouer là-bas dans le sable, d'accord chérie ? ». Sa fille reste. Nous reprenons. Quelques instants plus tard, Lucivane s'interrompt : « Senhora Maria, vous vouliez quoi ? ». Elle nous fait un signe invitant à patienter. Une voisine attend à quelques mètres pour pouvoir lui parler : elle dit qu'elle repasse d'ici peu. Lucivane se retourne vers nous : « Tu n'es pas en train de filmer, hein Vilani ? ! ». « Non, non ! ». Nous rions. (Film *Mulberes rurais em movimento*, 25'56)

En septembre 2015, mon doctorat *sandwich-reverso* terminé, je rentre en France avec une centaine d'heures de rush. Je suis alors au RSA. Se présente à moi la délicate tâche de transformer ces nombreuses heures de rush en un film court (30 minutes) qui suit le scénario précis écrit collectivement. Sans compétence en matière de montage, je sollicite la bonne volonté et l'implication bénévole de deux étudiantes de l'École nationale supérieure de l'audiovisuel (ENSAV) de Toulouse : Lucy Mallet-Jenming et Léa-Nunzia Correiras. Nous nous formons toutes trois au montage et nous nous lançons dans ce travail gargantuesque pendant huit mois. Suivant le scénario collectif de base, j'élabore une écriture filmique (cf. Illustration 11 : Plan de montage du film) que je traduis en images.

Intro : Projet participatif

Chaise vide
Vient s'asseoir
Ajuste le micro
Explications
Essais film
Erreur : *Toum-toum*

Plan espaces Nature
Images portraits +
prés

Présentation MMTR Vera
Présentation militantes
Ronde

Agriculture → Agroécologie

Techniques et productions

Alba quintal plan larges
Lulu Cueillette riz

Vision agroécologie

Alba quintal plans serrés
Lucivane quintal
Lulu/Lia animaux

Pratiques plurielles agroécologie

Fabrication fromage Alba
Élevage Lia
Algue Artisanat Lucivane
Coco babassu Lulu

Division sexuelle du travail et changements

Lilia travail domestique
Lucilvane repas + enfants + linge
Alba moments familiaux

Préjugés sexistes +
hétéronormatifs

Marche

Réu au siège
Marche

Féminisme

Intersectionnalité : être noire
Auto organisation des femmes rurales
Auto-affirmation Féminisme

Encore une fois *Whatsapp* se révèle une grande aide dans notre travail. À chaque doute et démarche du montage, j'écris et discute avec le groupe dédié du MMTR, en particulier avec Verônica Santana. Nous prenons les décisions à travers cette messagerie. Ensuite, Lucy, Léa et moi-même construisons les scènes. Les scènes concrétisées sont transmises à l'équipe du MMTR. Certaines scènes impliquent plusieurs aller-retour. Prenons l'exemple du ver de terre.

[Extrait journal de film] Mai 2016. Les militantes du MMTR tiennent particulièrement que le plan du ver de terre réalisé dans le quintal d'Alba apparaisse à l'écran. Elles justifient : le ver de terre symbolise le caractère organique et vivant de la terre. Il montre le travail de soin à la nature que réalisent les femmes en agroécologie, cultivant la vie de la terre, contrairement à ce que provoque « o veneno » [les pesticides]. Le ver de terre envoie un message politique. Le ver de terre apparaît donc dans le film pendant quelques secondes.

Huit mois plus tard, une première version finalisée du film est prête. Avec un financement du GIS Institut du genre de Paris, je me rends au Brésil en juin 2016 pour la réunion de finalisation du film. Nous organisons une projection avec les participantes au projet. Des discussions émergent à propos de certaines scènes. Par exemple, alors en plein processus d'*impeachment*, laissons-nous les images de Dilma à la *Marcha das Margaridas* ? L'implication des femmes rurales dans le soutien au PT et à Dilma pèse sur la décision de garder ces images. Autre exemple : Vilani émet des réticences au sujet de son témoignage où elle parle de son mari qui la soutient lorsqu'elle part pour le mouvement et qui garde son fils. Elle craint le regard de la communauté et les remarques qui pourraient être faites à son mari. Elle se demande s'il ne serait pas mieux de supprimer cette partie. Les autres femmes du même *assentamento* lui expriment leur solidarité et lui assurent qu'elles la soutiendront une fois le film diffusé sur place. Vilani se convainc et décide de laisser la scène. À quelques petites modifications près, le film est validé. Je me rends ensuite à l'*assentamento* Maceió pour montrer le film à Lucivane qui était absente à la réunion. Elle regarde le film avec sa fille et valide à son tour.



Illustration 24 : validation film, Lucivane, juin 2016. Source: photo personnelle

Le lancement du film a lieu lors des 30 ans du MMTR-NE, le 12 août 2016. Le soir de la première journée de célébration, une projection est organisée pour les 300 militantes présentes. Les applaudissements, les cris de joie et d'encouragements ainsi que les larmes de certaines à la conclusion du film constituent un moment inoubliables pour nous toutes. Nous l'avons fait. Nous avons porté à bien notre projet. *Mulheres rurais em movimento* est né.



Illustration 25 : Affiche *Mulheres rurais em movimento*

2.3 Phase de diffusion : auto-représentation et *empowerment*

La phase de diffusion est une phase sans date de finalisation, elle est encore en cours aujourd'hui. En effet, le projet filmique participatif ne se conclut pas avec la finalisation du film. Chaque diffusion fait partie du processus d'*empowerment*.

Dans cette phase, le travail sur la prise de parole en public continue. Ces moments « ouvrent la voix » et suscitent des prises de conscience pour soi et pour le public. Ce processus vaut pour la chercheuse autant que pour les militantes du MMTR : « La diffusion du film est un outil supplémentaire pour sortir les femmes de l'espace privé, ça c'est la chose la plus révolutionnaire, le plus grand défi. » affirme Verônica, à l'occasion du Festival international de cinéma de réalisatrices (FINCAR), Recife, en août 2018.

Par ailleurs, la diffusion du film est un outil d'auto-représentation des femmes rurales noires dans des espaces qui leur sont traditionnellement niés : l'espace scientifique et l'espace cinématographique. « Il est temps que nous occupions les cinémas » affirme Verônica (FINCAR). À l'occasion de ce festival à Recife, 28 femmes du MMTR se mobilisent pour assister à la projection et participer à la discussion avec le public. Sur ces 28 femmes, 26 n'avaient jamais été au cinéma : « C'est la première fois que je viens au cinéma de toute ma vie, c'est un grand honneur, d'autant plus que c'est moi l'actrice du film » (Gorethe, FINCAR). L'enjeu réside dans la

transmission de la conscience critique au public par les discussions. Outre l'auto-représentation, le film provoque une représentation collective du groupe social des femmes rurales brésiliennes :

« On a produit le film, c'est nous en train de parler de nous-même. C'est nous derrière les caméras, c'est nous devant. C'est révolutionnaire, c'est très important pour nous. Quand le film a commencé à gagner le monde, des personnes sont venues à nous. Notre histoire est en fait l'histoire de nombreuses femmes. Les femmes se sont identifiées à nous ». Verônica FINCAR, 2018.



Illustration 26: Projection du film au FINCAR, août 2018. Source: Facebook MMTR-NE



Illustration 27: Discussion au FINCAR, août 2018. Source : Facebook MMTR-NE



Illustration 28: Ciranda des femmes au FINCAR, août 2018.

Source : Facebook MMTR-NE

Nous nous sommes réparties la diffusion du film : au Brésil, les militantes organisent et accompagnent la diffusion. Lorsque je suis présente, nous pouvons réaliser ce travail ensemble. En France, je me charge de la diffusion. Il arrive que nous organisions, en France, une discussion avec l'intervention d'une des militantes par skype. Cela est le cas à l'occasion de la projection au Festival *LatinoDocs* en novembre 2016 à Toulouse : Verônica participe à la discussion avec le public. Nous misons sur la confiance respective pour les choix d'espaces de diffusion.



Illustration 29: Discussion avec public, Festival LatinoDocs, 2016. Source: LatinoDocs

Nous recevons trois récompenses pour notre projet :

- Prix du Jury du 13ème *Women's Worlds Congress* [congrès international et interdisciplinaire de et sur les femmes] et 11^{ème} Séminaire *Fazendo Gênero* - Florianópolis, Brésil, 2017 ;
- Mention Spéciale du Jury citoyen au Festival du film recherche *Sciences en Lumière* (événement co-organisé par le CNRS et l'Université de Lorraine) dans son palmarès 2018, Nancy, France ;
- Prix du public : « Meilleur Documentaire indépendant » - 36^{ème} Rencontres du cinéma latino-américain – 2019, Bordeaux, France.

Nous présentons ci-après la cartographie du dispositif « projet filmique participatif *Mulheres rurais em movimento* », suivi du curriculum vitae du film.

2.4 Cartographie du dispositif « projet filmique participatif *Mulheres rurais em movimento* »

Action-réflexion-action * Empowerment * Articulation des savoirs



Équipe de 31 participantes

2 Phase de co-construction

1 Phase exploratoire

DÉCOUVRIR
2014-2015 : 6 mois

*Découvrir
Se connaître
Se faire confiance
Être ensemble*

Partage du quotidien

Participation évènements militants

Participation réunions

RÉUNION INITIALE
mai 2015 : représentantes des 9 États

*Réfléchir collectivement
Identifier les problématiques intersectionnelles
Identifier les enjeux du média*

Construction collective du pré-projet

ATELIER « FALAS e FILME »
Juin 2015 : 2 jours

*Échanges de savoirs
Apprentissage collectif
Faire ensemble*

Pratique de la prise de parole

Écriture collective du scénario

Apprentissage des techniques filmiques & tournage

TOURNAGE
juin - août 2015 : 4 fois 3 jours
4 équipes/4 États

Scènes du quotidien

Travail militant

Marcos da Margaridas

MONTAGE
2015 - 2016 : 8 mois

Équipe réduite

RÉUNION FINALISATION
juin 2016

Discussions collectives
Modifications
Validation

3 Phase de diffusion

LANCEMENT
30 ans du MMTR-NE
12 août 2016

Communautés rurales

Festivals
Brésil & France

Milieu universitaire

Internet

VALORISATION

Prises de parole
Échanges sur problématiques intersectionnelles
Auto-représentation

2.5 Curriculum vitae du film *Mulheres Rurais em Movimento*

Nous présentons le curriculum vitae du film afin de mettre en valeur les qualités de médium scientifique, d'outil de recherche, d'outil de diffusion et de vulgarisation et support de collaborations que revêt l'outil filmique. Ce support traverse les différents pôles. Depuis le lancement de *Mulheres rurais em movimento*, les sollicitations sont nombreuses. Elles proviennent du pôle scientifique, du pôle militant latino-américain/féministe/rural, du pôle syndical, du milieu culturel, entre autres.

	Avec participation des membres du MMTR et Héloïse Prévost
	Avec participation des membres du MMTR
	Avec participation de Héloïse Prévost
	Sans présence des co-réalisatrices

<i>Prix</i>
* Prix du public: « Meilleur Documentaire indépendant » 36ème Rencontres du cinéma latino-américain - 2019
* Mention Spéciale du Jury citoyen Festival du film recherche « Sciences en Lumière » (événement co-organisé par le CNRS et l'Université de Lorraine) dans son palmarès 2018
* Vainqueur du Prix du Jury 13ème <i>Women's Worlds (WW) Congress</i> [ongrès international et interdisciplinaire de et sur les femmes] et 11ème Séminaire <i>Fazendo Gênero</i> - Florianópolis, Brésil, 2017

<i>Festivals avec sélection</i>				
Date	Nom de l'événement	Collaboration	Lieu de la projection	Ville
<i>2019</i>				
30 mai au 01 juin 2019	« Cine Agroecologia » lors du « Agro Centro-Oeste Familiar »	Universidade federal de Goiás	Cine Agro Ecologia	Goiânia, Brésil
08 au 11 avril 2019	« Mostra Dona Lulu » – CI-FA III	Universidade federal de Pernambuco	Auditorium Universidade	Recife, Brésil
12 au 30	Festival « Écologie & fémi-	Association Chez		Lille,

mars 2019	nisme »	Violette		France
20 au 26 mars 2019	36 ^{èmes} Rencontres du cinéma latino-américain	France Amérique Latine, Bordeaux Métropole	Cinéma de Pessac	Bordeaux, France
<i>Prix : « Meilleur documentaire indépendant »</i>				
21 au 24 mars 2019	Festival « Paysans au cinéma »		Montreurs d'images	Agen, France
25 janvier 2019	Festival « Elles Tournent »		Cinéma Vendôme	Bruxelles, Belgique
2018				
29 nov 2018	Festival « À propos d'Elle(s) »	Les Yeux dans les docs	Le Cratère	Toulouse, France
14 au 19 août 2018	FINCAR - <i>Festival Internacional de Cinema de realizadoras</i>		Cinema São Luiz et Cine teatro Bianor Mendonça Monteiro	Recife et Camaragibe, Brésil
6 au 14 juillet 2018	Festival « Résistances »		Cinéma de Foix	Foix, France
2017				
30 sept. au 01 octobre 2017	Festival « Femmes en résistance »		Espace municipal Jean Vilar	Paris, France
20 mars 2017	Festival « CinéLatino »	APIAF		Toulouse, France
2016				
21 nov. 2016	LatinoDocs n°8 « Femmes en lutte »	Collectif féministe LatinoDocs	Espace des diversités	Toulouse, France
Projections sur demande				
27 mai 2019	6 ^e édition de la « Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes »	France Amérique Latine	Bibliothèque Mériadeck	Bordeaux, France

27 novembre 2018	Soirée de sensibilisation sur les violences de genre	Association Femmes de Papier et Amnesty International, Sud solidaires	Cinéma Le Régent	Saint Gaudens, France
28 octobre 2018	Soirée « Enjeux politiques au Brésil »	Association des médias indépendants de gauche	Franz-Mehring-Platz	Berlin, Allemagne
4 juillet 2018	Festival « La Vologne en liberté »	Les Petits Débrouillard		Champ-le-Duc, France
6 avril 2018	Journée « Féminisme et luttes paysannes »	France Amérique Latine		Toulouse, France
octobre 2016	<i>Occupa cine Olinda</i>	Marcha Mundial das Mulheres		Olinda, Brésil
septembre 2016	<i>Seconda Virada Feminista</i>	SOF		São Paulo, Brésil
octobre 2016	<i>International Women's Meet on Peace & Nonviolence</i>	MMTR-NE		Inde
août 2016	<i>Jornada agroecologia e mulheres</i>	Cetra et Sindicato dos trabalhadores rurais de Itapipoca		Itapipoca, Brésil

Projections Milieu de la recherche

12 au 16 juin 2019	CIGAL – Conférence internationale des géographes anarchistes et libertaires	Rabastens	Rabastens, France
08 au 11 avril 2019	« Mostra Dona Lulu » – CIFA III- Colóquio Internacional Feminismo e Agroecologia	Universidade federal de Pernambuco	Recife, Brésil
6 juin 2018	« Sciences en lumière » <i>Prix : Mention « Coup de cœur du jury citoyen »</i>	CNRS, Université de Lorraine	Vandœuvre-lès-Nancy, France
3 juin 2017	Festival « Ciné Science » 2e édition	Rencontres autour de Films de Chercheurs	Aurignac, France

1 ^{er} juin 2018	Séminaire « Genre, féminismes et mobilisations collectives » - avec communication scientifique : Féminisme et <i>Empowerment</i> : la participation au mouvement MMTR et ses effets sur l' <i>empowerment</i> de femmes travailleuses rurales »	Séminaire EHES	Paris, France
4 mai 2018	Séminaire « Sciences sociales et émancipation » - avec discussion : « Rôles des savoirs dans les émancipations; Réflexions à partir de pratiques féministes »	Groupe de réflexion : « Sciences sociales et émancipation »	Toulouse, France
23 mars 2018	Table-ronde : La co-construction des savoirs féministes par le participatif	Séminaire « cinéma, genre et politique » collaboration Cinélatino	Toulouse, France
22 août 2017	Séminaire doctoral avec communication scientifique : « Desenvolver pesquisa participativa : a experiencia do film com o MMTR-NE »	Séminaire ouvert, EACH, Université São Paulo, USP LESTE	São Paulo, Brésil
18 août 2017	Séminaire du groupe de recherche « Movimentos sociais e politicas públicas no campo » - avec communication scientifique : « Desenvolver pesquisa participativa : a experiência do film com o MMTR-NE »	CPDA, Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro	Rio de Janeiro, Brésil
11 août 2017	Seminário « Mulheres Trabalhadoras rurais e agroecologia – Jornada feminista de resistencia das mulheres rurais »	Journée féministe sur les résistances des femmes rurales	Caruaru, Brésil
30 juillet au 4 août 2017	Mostra audiovisual - Colloquio internacional <i>Fazendo Gênero</i>	Fazendo Gênero, Universidade Florianópolis	Florianópolis, Brésil
	<i>Prix du jury scientifique Fazendo Gênero</i>		
Août 2016	Séminaire NEEPA : « Mulheres e Agroecologia »	NEEPA – PRA, Universidade Federal do Ceará	Fortaleza, Brésil

Communication scientifique sans projection

Date	Titre de la communication	Événement	Lieu
avril 2019	« Le film participatif : une démarche épistémologique féministe »	CIFA III - Colóquio Internacional Feminismo e Agroecologia	Recife, Brésil
février 2019	« Le film participatif comme résistance épistémique et outil d' <i>empowerment</i> »	Colloque intercongrès du Groupe de travail 21 – Diversité des savoirs de l'AISLF : « Injustices épistémiques : comment les comprendre, comment les réduire ? »	Namur, Belgique
septembre 2018	« <i>Femmes rurales en mouvement</i> : démarche épistémologique féministe à travers le film participatif et processus d' <i>empowerment</i> des militantes du MMTR au Brésil »	Colloque international, AFS « Les recherches participatives avec des groupes déviants, stigmatisés, marginalisés Quelles approches théoriques, pratiques et déontologiques ? »	Paris, France
Août 2018	« Le film participatif comme démarche épistémologique féministe : l'expérience de <i>Femmes rurales en mouvement</i> »	<i>Congrès international des recherches féministes dans la francophonie</i>	Paris, France
janvier 2017	« Support filmique et recherche action participative pour une agroécologie féministe au Brésil »	Arpège - Journée d'études de l'école doctorale TESC	Toulouse, France

Vulgarisation scientifique

Émission radio

janvier 2019	Tranche d'Anar	Radio Air Libre	Bruxelles, Belgique
15 août 2018	Interview de Gabriela Monteiro - Émission #ORedatorComunitário	Radio Universitária 99.9 FM	Recife, Brésil

Presse

juillet 2019	« Femmes rurales en mouvement » : le film documentaire comme outil d'émancipation »	<i>Bastamag</i>	France
--------------	---	-----------------	--------

	https://www.bastamag.net/Femmes-rurales-en-mouvement-le-film-documentaire-comme-outil-d-emancipation?fbclid=IwAR0mRuOdqXDkV-sEXTHQUiCwyd1YDEiX9v6-VIoXN7jkX-eadhPulFbXRCeM		
mars 2019	« Filmer avec les femmes rurales au Brésil » https://sms.hypotheses.org/18826	<i>Mondes sociaux</i>	France
novembre 2018	« Héloïse Prévost, témoin du mouvement agro-écologique au Brésil [SCIENCES EN LUMIÈRE] »	<i>Factuel – info de l'université de Lorraine</i>	France
août 2018	« Mulheres rurais nordestinas apresentam documentário em festival no Cinema São Luiz »	<i>Brasil de Fato</i>	Brésil
juin 2017	« Il n'y a pas d'agroécologie sans féminisme »	<i>Revue Nature et Progrès</i>	France

3| Une analyse des effets du projet filmique participatif

Nous présentons une analyse des effets d'une telle méthode participative pour la chercheuse dans un premier temps, puis pour les participantes du MMTR. La première partie est une proposition réflexive de l'expérience inscrite dans une démarche doctorale. La seconde s'appuie sur le cadre analytique de l'*empowerment* et complète les premiers éléments exposés dans la présentation du dispositif.

3.1 Pour la chercheuse

Dans ma pratique de sociologue, l'outil filmique participatif est la méthode ayant le plus d'effets sur l'enquête, sur la vulgarisation scientifique et sur ma propre personne. S'il s'inscrit dans le dispositif global de l'enquête et n'aurait pas été possible sans le reste des méthodes, il acquiert un statut bien particulier.

À partir d'une démarche réflexive, nous abordons ici ses effets sur les rapports avec les enquêtées et co-réalisatrices, son rôle dans l'enquête, dans la visibilité

des thématiques et des réalités, ses apports en termes d'acquisition de savoirs et de savoir-faire et son impact en tant qu'expérience de vie.

• Dans les rapport avec les enquêtées

Quand j'arrive sur le terrain au Brésil, je n'ai pas idée de la posture qu'adoptent nombre de mouvements de femmes rurales : le refus d'être objet de recherche. Dans une praxis critique décoloniale, elles ne veulent plus être dans cette situation d'accueillir les chercheurs·euses et les laisser enquêter sur elles. Elles veulent être agentes de la recherche. Beaucoup de femmes rurales de ces mouvements intègrent l'université et réalisent des recherches sur leur propre mouvement, en tant que concernées. Si les militantes du MMTR sont également dans cette dynamique de pénétrer l'espace scientifique, elles ne refusent pas les collaborations avec les universitaires. Cependant, elles développent une posture critique vis-à-vis de la colonialité du savoir et des méthodes d'enquête traditionnelles. Dans ce cadre, la démarche participative dans la collaboration avec les universitaires non rurales prend sens. Cela s'inscrit davantage dans leur positionnement critique. Même s'il s'agissait d'une idée préalable à mon arrivée, ce choix du participatif est un élément qui soulage et rend nos rapports plus sereins. Nous sommes ainsi sur une communauté de pensée et une compréhension mutuelle. La confiance s'instaure du fait de s'inscrire *a priori* dans du participatif. En cela, il s'agit d'un positionnement et d'un choix méthodologique prépondérant dans les rapports avec les enquêtées et qui « ouvrent le terrain ».

De plus, ce choix participatif érode les distances symboliques existantes entre nous. La différence entre nos positions sociales de classe, de race, de colonialité. Même avec un temps long de familiarisation avec le mouvement, je reste une femme blanche occidentale issue de la sphère académique. Une position située dont les enquêtées connaissent les implications en termes de privilèges. Le participatif provoque la neutralisation partielle des biais liés à ces différences de rapports de pouvoir en présence. Nous ne sommes plus face à face dans un entretien. Nous sommes ensemble penchées sur la construction d'un projet commun. Nos considérations respectives changent.

Par ailleurs, le « faire ensemble » provoque une immersion dans les rapports sociaux en présence. De fait, la chercheuse se retrouve « au milieu » des différents rapports de pouvoir présents entre les femmes du mouvement. L'ensemble des séances de co-construction du film sont des temps de discussions, de négociation, de désaccords entre les participantes. Les prises de décisions collectives impliquent des tensions qui révèlent les pouvoirs. La participation observante durant ces temps fournit des éléments précieux. Ces éléments n'émergeraient pas autant sans ce processus

participatif. En effet, les observations traditionnelles de réunions peuvent laisser paraître des rapports de pouvoir mais ceux-ci peuvent aussi être tués ou incorporés du fait que les participantes se connaissent entre elles. Elles n'ont pas nécessairement besoin d'explicitier toutes les tensions et compréhensions qui existent : elles les savent. Le fait d'être dans le processus de décision, d'être une des membres de la coordination de projet implique que nous devons toutes être au fait des enjeux qui président. Cette position privilégiée ouvre des clés de compréhension sociologique.

• Dans l'enquête

Le déploiement de ce dispositif provoque la récolte d'éléments d'analyse invisibles à mes yeux jusqu'alors. Cela fait près d'un an que je suis au Brésil lorsque le processus filmique débute. J'ai à mon effectif sociologique de nombreux·euses entretiens et observations. Or, un nombre important de données s'offrent à moi avec le processus de co-construction. Outre la participation observante, l'exemple des entretiens filmiques est notable. Les grilles d'entretien sont élaborées collectivement lors de l'atelier *Falsa e filme*. Ensuite, nous filmons les entretiens : ce sont les militantes qui posent les questions aux autres militantes filmées, en ma présence. Alors, différents éléments surgissent, venant compléter et mettre en lumière mes propres angles morts : le sens donné aux valeurs portées par le mouvement, la construction de l'identité politique individuelle et collective. Du fait de se connaître de longue date, elles connaissent les histoires personnelles de chacune, notamment les expériences de violences conjugales et de violences de genre. De ce fait, pendant les entretiens filmiques, les enquêtrices-militantes cherchent à faire émerger ces éléments : elles amènent la participante filmée sur cette thématique, sur cette partie de sa trajectoire. Prenons l'exemple de Lucía et Verônica :

[Extrait journal du film] Lucía est présente à la première réunion du projet. Les thématiques importantes sont discutées collectivement. La diversité des expériences et identités sexuées est indiquée comme élément à visibiliser : les militantes du MMTR souhaitent mettre en avant qu'en milieu rural, toutes les femmes ne sont pas hétérosexuelles et que les lesbiennes rurales sont niées et mises sous silence. Le mois suivant, Lucía est absente à l'atelier *Falsa e filme*. Je n'ai jamais réalisé d'entretien avec elle, je ne connais pas sa trajectoire. Un mois après l'atelier se tient une réunion au siège social. Je suis présente. À cette occasion, nous discutons avec Verônica de ce qui apparaît peu dans les témoignages que nous avons filmé. La déconstruction de l'hétéronormativité en fait partie. Verônica souhaite alors tenter de convaincre Lucía de témoigner mais elle sait qu'elle n'aime pas particulièrement être mise en avant. Elle tente une première approche. Nous sommes dans la file d'attente pour le déjeuner. « Lucía, qu'est-ce que tu en dis si on enregistrerait ton té-

moignage ? Tu es une des plus anciennes du mouvement. Tu connais toute l'histoire du MMTR. Quand même ! Ça serait important que tu racontes tout ça ! ». La réponse est immédiate : « Ah non ! Non non non ! Je veux pas être dans le film. J'aime pas ça. ». La conversation s'arrête. Verônica me fait un hochement de tête entendu notifiant de ne pas perdre espoir. Le lendemain au petit déjeuner, Verônica revient à la charge : « Quand même, Lucía. Ça serait super. En plus, tu as été chez le coiffeur, tu es très bien. C'est important que tu parles ». Lucía ronchonne. En milieu de matinée, Verônica l'invite : « allez on y va ! ». Lucía est d'accord. Nous réalisons l'entretien filmique toutes les trois. Sans suggestion aucune, Lucía aborde spontanément son histoire face aux stéréotypes sexistes dans son enfance et sa jeunesse. Les changements provoqués par la participation militante. Son homosexualité. « Je n'aimais pas être une femme. Au sein du mouvement, j'ai découvert et j'ai été plus loin et aujourd'hui je vis avec une femme. Je ne dis pas que c'est le mouvement qui a fait que je vis avec une femme mais ça m'a aidé à découvrir ma vie sexuelle, l'homosexualité. Ça a été très important pour moi. » (*Mulheres rurais em movimento*, 30'30).

Cette partie du film révèle l'un des effets les plus importants pour le mouvement. À la projection officielle du film au 30 ans du mouvement (2016), le témoignage de Lucía est le passage suscitant le plus d'applaudissements et d'exclamations positives du public. Le lendemain, le MMTR signe sa charte à l'occasion de ses 30 ans. Un nouveau positionnement y figure : pour la première fois en trente ans, le MMTR inclut la pluralité : « Nous sommes [...] bisexuelles, lesbiennes... ». Par cette reconnaissance filmique, le projet contribue à la reconnaissance sociale collective de l'homosexualité au sein du mouvement et du monde rural, constituant un instrument politique.

Par ailleurs, l'expérience du projet montre les limites de la chercheuse en appréhension et compréhension de la racialisation. À l'exception des femmes *quilombolas* du mouvement, je ne suis pas en mesure de saisir quelles femmes se définissent comme noires ou blanche, ou *parda*. Ma blancheur contribue à mon aveuglement. À l'*assentamento* Maceió, j'ai connaissance de la présence d'une communauté indigène voisine, auto-identifiée en tant que telle. Cependant, il ne me vient pas à l'esprit que certaines de mes enquêtées s'identifient en tant que noires. Le film est l'occasion de cette découverte.

[Extrait journal du film] Juillet 2015. Lucivane, Vilani et moi-même planifions deux jours de tournage à l'*assentamento* Maceió, à Apiques, là où elles vivent. Pendant les deux jours, nous tournons les scènes dans la maison de Lucivane, au réveil avec son mari et les enfants, dans le *quintal*, sur le terrain face à sa maison. Son témoignage est enregistré ainsi que celui de Vilani. Il semble que nous ayons terminé les prises de vue. Lucivane retourne à ses tâches reproductives : elle doit la-

ver le linge. Je l'accompagne. Nous allons, avec ses enfants et le chien, au lac formé au milieu des dunes. Sur place, nous discutons alors qu'elle frotte et rince le linge dans le lac. Les enfants s'amuse dans l'eau. Une fois terminé, nous prenons le chemin du retour. Soudain, elle s'arrête : « On a oublié de parler du fait que je suis noire ! ». Cela fait deux ans que je connais Lucivane ; nous n'avons jamais abordé cette question. Je n'ai, jusqu'à ce moment précis, aucune idée qu'elle s'identifie comme noire. Nous rentrons à la maison. Elle change ses habits mouillés par l'eau du lac. Je ressorts la caméra. Nous nous installons sur le pas de la porte. Elle reprend son témoignage : « Je ne me reconnaissais pas comme noire. Je ne m'identifiais pas. Sur mes papiers, il y a écrit *parda*. Qu'est-ce que ça veut dire [...] Si j'ai honte de ma couleur, de mon identité, ça veut dire que j'ai honte de mes proches, de mes racines, qui sont toutes noires. [...] Je suis noire, de racine, de couleur, de culture. » (*Mulheres rurais em movimento*, 42'16).

Cet exemple montre non seulement les limites et les biais du fait d'appartenance à des groupes sociaux opposés (mon européenisme et ma blancheur ne me permettent pas de saisir les règles et les enjeux de l'auto-identification noire des femmes) et le pouvoir du participatif pour dépasser ces limites.

Enfin, l'objectif du film étant de montrer la pluralité des activités productives-reproductives des femmes rurales agroécologiques, nous prévoyons donc des prises de vue pour chaque activité. Les séjours sur le terrain, les jours passés chez les enquêtées ne me donnent pas accès à la totalité des activités. Par exemple, les femmes tissent pendant mes séjours, je les vois réaliser de la dentelle aux fuseaux. En revanche, l'occasion ne se présente jamais de connaître la transformation des algues marines : cette activité a lieu seulement deux fois dans l'année, à des périodes précises après de fortes marées et un temps long de séchage des algues. Je ne suis jamais présente dans le Ceará à cette période. Nous programmons donc une session de tournage spécifiquement dédiée à la prise de vue de cette activité.

Enfin, le projet filmique présente la particularité d'être une méthode d'enquête sans temporalité délimitée. Avec des outils traditionnels comme l'entretien ou l'observation, le temps d'accès à la réalité sociale des enquêtées s'ouvre pendant le temps précis de l'enquête. Une fois l'entretien ou l'observation terminée, cette fenêtre d'accès se referme. *A contrario*, par la diffusion continue, l'outil filmique participatif « laisse les fenêtres ouvertes ». Nous continuons aujourd'hui encore à échanger, réfléchir ensemble, collaborer, pour la diffusion du film. Lorsque je suis au Brésil, nous nous rencontrons et chaque année nous présentons ensemble le film le temps de ma présence. En-dehors de ces temps, elles me transmettent les informations, les vidéos de leurs interventions, par exemple. La façon dont elles continuent de s'appropriier et de mobiliser le film donne des indications sur le contexte social et poli-

tique national, régional, sur le positionnement du mouvement mais aussi sur les effets dans la vie des femmes.

• **Dans la visibilisation des réalités et des thématiques scientifiques**

Dans la lignée de notre posture scientifique en sociologie des émergences, l'outil filmique favorise la visibilisation de possibles socialement niés. Ce type de support permet de diffuser auprès de sphères variées (militante, syndicale, rurale, scientifique engagée, entre autres) en France et au Brésil.

Dans le milieu scientifique, il est un outil clé permettant de visibiliser les travaux sur le genre, le féminisme et le milieu rural qui restent minoritaires dans le champ de la recherche, souffrant de désintérêt scientifique et peu financés. Il en va de même au sein du féminisme, scientifique et/ou militant : les réalités des féminismes ruraux occupent très peu d'espace dans les considérations et réflexions. Enfin, les travaux sur l'agroécologie, nous l'avons vu, invisibilisent majoritairement les femmes, leurs savoirs, leur participation et engagement politique, entre autres. Le film sert de média pour valoriser ces thématiques au sein de l'ESR.

Enfin, une sphère inattendue est atteinte grâce au film : ma propre sphère familiale. Avant le film, rare sont celles et ceux qui savent sur quoi porte mon travail. L'intérêt est relativement limité, les questions réduites au minimum et les lectures des articles inexistantes. Le film se révèle le support (unique) de socialisation de ma recherche avec mes proches. En visionnant le film (parfois sous la contrainte), ils et elles découvrent non seulement les thématiques sur lesquelles je travaille mais aussi les réalités sociales que je découvre et expérimente au Brésil. Cette dimension fait partie des avantages non intentionnel de l'outil filmique.

• **En termes d'acquisition de savoirs et de savoir-faire**

L'expérience du projet filmique participatif provoque une acquisition de savoirs pluriels pour la chercheuse. En premier lieu, la méthode d'« action-réflexion-action », mais aussi les témoignages filmés, les nombreuses discussions et les séjours chez les femmes pour les tournages sont tout autant d'occasions d'apprentissage. Pendant tous ces temps, j'écoute et j'apprends des voix, des expériences partagées, des trajectoires traditionnellement passées sous silence, des analyses développées, des théories scientifiques mobilisées par celles-ci. Le féminisme qu'elles déploient dans la pratique comme dans les échanges, la pédagogie collective, les outils mobilisés pour l'expression orale publique de l'expérience individuelle et collective sont des méthodes nouvelles pour moi. De même, les stratégies politiques développées dans la

construction du film (quelle image du mouvement représenter, quelles identités mettre en avant) sont tout autant instructives que les stratégies politiques et les stratégies d'émancipation définies.

Par ailleurs, ce projet nous offre une acquisition de savoirs et savoir-faire inédits. L'auto-formation aux techniques cinématographiques et aux pratiques participatives est une expérience qui nous octroie de nouvelles compétences mais aussi des possibilités d'échanges et d'articulation des savoirs. Nous acquérons les compétences de réalisatrices, statut plutôt inattendu pour nos profils.

• En tant qu'expérience de vie

Enfin, je ne peux pas invisibiliser l'extraordinaire aventure humaine qui se déploie autour de ce projet. Depuis 2015, nous partageons un monde. Nombres de fois nous rions ensemble. Nous nous désespérons toutes quand, après les prises de vue de six entretiens, nous réalisons que le bruit de la ligne électrique parasite la voix de toutes les participantes. Nous râtons quand nous devons recommencer les entretiens à deux heures du départ de chacune. Nous nous creusons la tête ensemble pour trouver les moyens d'organiser nos déplacements pour les tournages. Nous résistons au sommeil pour filmer la fête de Dona Lulu jusqu'à cinq heures du matin après trois heures de messe à laquelle nous devons assister. Nous rions de nos erreurs. Nous recommençons encore et encore. Nous chantons ensemble, dansons. Nous partageons des moments privilégiés du quotidien. Nous pleurons de joie ensemble lorsque nous recevons et nous nous retransmettons le prix décerné au film. Nous tissons des amitiés fortes qui perdurent aujourd'hui.

Cette expérience change nos vies et représente un moment hors du commun, hors de nos réalités. Nous sommes heureuses, fières et surprises de ce que nous avons réussi à réaliser. Ce projet dépasse tous nos espoirs initiaux. Au-delà de ce que le film apporte au parcours doctoral, je n'imaginai pas vivre une telle histoire incroyable. Le processus offre des instants de vie précieux. Les personnes avec qui je partage ce projet sont des rencontres hors du commun. Plus qu'un film, ce projet m'offre une expérience de vie.

3.2 Pour les militantes du MMTR

Nous exposons quelques effets formulés par les participantes. Le film s'inscrit dans le processus d'*empowerment* sans en être l'unique moteur. Nous intégrons cependant les entretiens filmiques et l'expérience du projet à l'analyse.

Afin d'avoir une vision globale des impacts du projet, il est nécessaire d'allier ce que nous présentons ci-après et certains des éléments d'analyse présentés dans la partie suivante. Ici, en revanche, nous nous appuyons sur différentes sources pour saisir l'intérêt du film pour les participantes : observations pendant le projet, échanges informels, entretiens post-production, analyse documentaire (écrits de remerciements, *carta política* du MMTR), publications Facebook au sujet du film. Entre le lancement du film en août 2016 jusque août 2018 (soit sur deux ans) : 11 publications sont publiées sur la page du MMTR. Elles abordent cette expérience en articulant émotions positives, valorisation des savoir-faire, vécu du travail et du processus, représentativité et effets suscités par ce média.

• Sentipenser l'expérience

« À notre façon, on peut atteindre des résultats extraordinaires » déclare Gorette au FINCAR. L'expression des émotions est omniprésente dans les retours des co-réalisatrices à propos de ce projet. Les émotions sont plurielles, individuelles et collectives.

En premier lieu, l'émotion pour soi. L'expérience du film est présentée comme source de fierté pour le travail réalisé collectivement, pour le dépassement des limites personnelles, pour l'image des militantes produite à l'écran : un « honneur », une « fierté », une « joie ». Un sentiment d'accomplissement. Autant d'éléments qui sont des indicateurs du « pouvoir intérieur » de l'*empowerment*.

Aussi, le film reflète les avancées, les changements provoqués par la participation militante, dans les trajectoires personnelles comme dans la trajectoire groupale :

« Je suis toujours émue quand je regarde le film. Ça n'est pas uniquement parce que je suis dans le film mais parce que je me vois sous un autre regard, je vois combien le mouvement a provoqué un changement dans ma vie ». Lucivane, FINCAR.

Cela s'exprime dans les témoignages lors de projection du film mais aussi virtuellement, sur Facebook. Depuis 2017, la photo de profil de la page Facebook du MMTR est le prix gagné à *Fazendo Gênero*. Cette légitimité offerte par le prix suscite un sentiment de fierté car il affirme la reconnaissance, par l'académie, des savoirs produits par les militantes et en-dehors de l'espace académique *stricto sensu*.



Illustration 30: Capture d'écran de la page Facebook du MMTR-NE avec le prix en photo de profil

Un sentiment de cohésion groupale est manifesté par les co-réalisatrices. Elles font partie du groupe à l'origine du film. Cette idée d'appartenance s'étend également au-delà : les participantes témoignent recevoir « des commentaires de personnes émues par le film. Il a des impacts sur tant de personnes, dans tant de lieux » (Gorethe, FINCAR). Les émotions transmises aux femmes du public à travers le rire, les pleurs ou la joie, manifestent une compréhension, une reconnaissance des trajectoires personnelles dans les témoignages filmés. L'empathie démontre la communauté d'expérience, la compréhension d'un vécu qui est collectif et partagé.

• Affirmer ses savoirs

Le projet filmique représente un outil parmi d'autres de reconnaissance et affirmations des compétences, savoirs et savoir-faire détenu·es par les coréalisatrices. Elles n'hésitent pas à l'attester, pour elles et pour les autres. Pour exemple, lors de son entretien filmé, Lucivane déclare : « Je veux remercier la réalisatrice de ces images : Vilani. Elle a l'opportunité pour la première fois de prendre la caméra. C'était quelque chose d'inconnu pour elle comme pour moi. » (rush non utilisé pour le film). En réunion du mouvement, Violeta insiste : « Ça n'est pas Héloïse qui fait un film sur nous mais c'est notre projet, nous qui faisons ce film et Héloïse nous aide. » (Extrait journal de film, 2016).

Ainsi, les femmes du MMTR sont à la fois apprenantes et savantes. L'affirmation publique des savoirs et expériences joue le rôle de production d'existence : le

dire produit la reconnaissance du savoir. Ce positionnement représentatif du « pouvoir intérieur » et du « pouvoir de » relève d'une rupture avec les approches traditionnelles de collaboration entre recherche et mouvements sociaux et des rapports de pouvoir connexes. Les représentations sur la création de savoirs comme apanage du milieu de la recherche est déconstruite : les militantes ont des compétences, créent des savoirs et s'en valorisent.

Il en va de même pour les compétences techniques filmiques. La fierté d'être les productrices et réalisatrices du film est exprimée. La plus grande satisfaction réside dans le fait de ne pas avoir délégué la réalisation à une personne extérieure. Le travail sur la prise de parole est également mis en avant : à l'occasion du FINCAR 2018, Verônica témoigne « Si c'est difficile de parler en public, imaginez pour nous ! On s'est même entraînées pour éviter de pleurer ».

• Construire l'identité militante et rallier

L'objectif du projet est atteint : il participe à faire connaître, visibiliser ce qu'elles sont, ce qu'elles font, ce qu'elles disent. Il est un outil d'affirmation d'identité collective. Il affirme aussi un positionnement politique : le choix de laisser les images de Dilma Rousseff est une prise de position risquée et tranchée dans un contexte de *golpe*. Par ce média, elles revendiquent « leur camp » de façon frontale en matière partisane et en matière d'opposition à l'agroculture.

Le média filmique est un outil de recrutement et de ralliement d'autres femmes. Elles organisent des projections dans les communautés rurales afin de se présenter aux femmes rurales et d'amorcer des discussions et des invitations aux réunions du mouvement. Elles utilisent aussi cette stratégie afin de construire des ponts entre féministes, à l'échelle nationale et internationale. En 2016, elles présentent le film à l'*International Women's Meet on Peace & Nonviolence* en Inde mais aussi à un événement organisé par l'*Association for Women's Rights in Development* (AWID) en Tunisie.

La représentativité recherchée et ressentie s'inscrit également dans cette volonté de tisser des liens avec les autres femmes : « Le mouvement a transformé la vie de nombreuses femmes. Beaucoup de femmes qui ne sont pas dans le film mais que nous représentons. Dans le film, ça n'est pas moi, ça n'est pas Dona Lulu, ce sont toutes les femmes qui sont représentées. Cette diversité, c'est ce que nous sommes. » (Lucivane, FINCAR).

• Transmettre des messages féministes

Si, initialement, nous ne projetons pas cet objectif, le film se révèle un outil pour sensibiliser et transmettre des informations. Au fil du processus, nous saisissons l'opportunité de l'outil dans une optique féministe. La question des droits des femmes rurales est abordée dans certains témoignages de façon à encourager d'autres femmes :

« Je pense que la plus grande oppression qu'une femme puisse vivre est de ne pas connaître ses droits, de ne pas avoir le courage d'aller vers ses droits. Dans cette société, nous les femmes, nous sommes très opprimées. Mais quand on fait ce premier pas, quand on connaît nos droits, qu'on a le courage d'aller vers eux, on se libère de ces oppressions, de ces chaînes que la société nous impose. » (*Mulheres rurais em movimento*, 31'44)

L'importance de transmettre certains messages fondamentaux prévaut à différentes reprises sur les choix d'écriture filmique et esthétique. Nous renonçons à une certaine fluidité afin de placer une image ou une parole qui, du point de vue féministe, nous semble déterminante. Le cas le plus emblématique concerne les violences de genre. Le témoignage de Dona Lia aborde l'expérience personnelle de la violence puis l'analyse davantage sociétale de celle-ci. En soit, ses mots présentent ce que nous voulions transmettre : les deux types de conscience articulés. Cependant, une information cruciale manque : l'existence de la loi *Maria da Penha* sur la violence domestique et familiale. Nous estimons qu'il s'agit d'une information qui peut changer l'existence de certaines femmes. Au montage, nous décidons alors d'intégrer un commentaire filmé de Gorethe qui mentionne l'existence de la loi. Le commentaire n'est pas parfait et l'insertion de ce passage peut sembler « forcée » dans l'appréhension de l'écriture filmique. Cette considération est sans importance face à l'enjeu : « Ma voisine a subi des violences. Elle a compris qu'une loi la protège. Alors elle a pris son courage à deux mains et s'est séparé de son mari. » (*Mulheres rurais em movimento*, 32'24)

• Visibiliser les résistances et les possibles émancipateurs

Le film est présenté par les participantes comme partie d'un processus d'*empowerment* et de démonstration des résistances et des possibles. Comme le présente le post Facebook sur la page du MMTR qui décrit les avancées portées par *Mulheres rurais em movimento*, cette expérience matérialise le « chemin parcouru » mais aussi les « conquêtes de notre film ». Nous avons réalisé « beaucoup de pas ». Le média montre d'autres façons de faire, en autonomie et en autogestion, sans soutien finan-

cier, sans professionnel·les. Cette avancée « à notre façon » provoque des « résultats extraordinaires » dans une construction collective autour des valeurs de « sororité, confiance, collaboration » (*ibid.*).

Il s'agit pour elles de rendre visible les processus de transformation :

« Je suis toujours émue quand je vois le film. Ça me provoque un autre regard. Ce que le mouvement provoque comme changements de vie. Si le mouvement n'était pas là, je ne serais pas ici ce soir. Je serais à la maison. Je ne saurais pas que cet événement [le FINCAR] existe. Je ne saurais pas que ma vie peut changer en mieux. Que je pourrais être transformée pour le meilleur » (Lucivane, FINCAR)

Comme déjà mentionné, il montre et affirme la résistance au *golpe* et aux oppressions politiques :

« Le film montre une chose très importante. Ça me fait toujours quelque chose au cœur. C'est la *Marcha das Margaridas*. Un espace de révolution, pour revendiquer ses droits. Un espace où nous les femmes, nous nous transformons. Et j'avoue que je suis encore plus émue pour Dilma. [applaudissements du public]. Une femme dont la place est aussi le fruit de notre auto-organisation. C'est nous qui l'avons portée jusque là et aujourd'hui, nous ne l'avons plus à cause du *golpe*. Les mots me manquent. J'ai envie de pleurer pour elle, car elle a été sujette au *golpe*. Ça n'est pas un *golpe* contre elle mais contre nous les femmes. [applaudissements] ». (Lucía, FINCAR)

Ainsi, le projet filmique participatif *Mulheres rurais em movimento* dépasse toutes nos attentes et nos espoirs. Dans le parcours de thèse, il s'intègre dans une démarche épistémologique féministe et décoloniale. Il traduit cette démarche en méthodologie – soit une théorie et analyse de la façon dont la recherche doit être menée : à partir d'une rupture de l'invisibilisation et du *silenciamento*, et d'une mise en œuvre de l'*empowerment* avec l'« action-réflexion-action ». Ces choix épistémologiques et méthodologiques sont ensuite traduits en choix de méthodes : des méthodes participatives, en horizontalité, en autonomie et en non-mixité. La réflexion et l'apprentissage collectif, la co-construction et le faire ensemble, la confiance réciproque et le partage sont les moteurs du projet.

À travers le curriculum vitæ du film et avec l'analyse des effets de ce projet sur le parcours de chercheuse et sur l'expérience des participantes du MMTR-NE, nous

identifions la capacité de ce médium à produire un processus d'*empowerment*. Ce résultat n'est possible que par l'inscription de ce projet dans un collectif qui pratique d'ores et déjà des dynamiques d'*empowerment* individuelles et collectives, qui a une expérience de réflexion et une praxis de lutte contre les oppressions et de dépassement.

En tant que sociologue, je ne saurais qu'encourager l'usage de dynamiques d'« action-réflexion-action », de méthodologies participatives et la mobilisation de l'outil filmique dans les parcours de recherche. En effet, il s'agit d'expériences scientifiques, pratiques et humaines difficilement égalables avec les outils plus traditionnels des sciences sociales.

Dans cette partie *Faire du terrain en féministe*, nous avons en premier lieu présenté les rapports sociaux en présence (le groupe social des « femmes rurales », la situation de la chercheuse et le rapport social entre les deux). Au moyen d'une démarche réflexive, nous avons explicité les conditions matérielles, financières et humaines dans lesquelles la recherche doctorale prend place. Les liens entre scientificité et politique sont développés avec un questionnement sur l'engagement de la chercheuse et les outils mobilisés pour une démarche qualitative et critique. Afin de mettre en œuvre un positionnement scientifique critique et engagé, des choix et des outils supplémentaires sont nécessaires. En effet, la sentipensée, l'émotion, l'empathie et le féminisme se présentent, dans notre parcours scientifique, comme les clés pour tendre vers une « science sociale émancipatrice » (Wright, 2017).

Appréhender l'« espace féministe et agroécologique » nécessite une approche pluri-échelles et multi-spatiale. L'entrée par le territoire et l'entrée par les espaces politiques et militants sont complémentaires. Nous présentons alors les caractéristiques de l'*assentamento* Maceió, dans le Ceará, les méthodes d'enquête et les moyens utilisés pour entrer sur le terrain et s'insérer dans les réalités microsociales des *assentad*o*s. Ensuite, nous détaillons les espaces multi-pôles identifiés, à l'échelle nationale, comme caractéristiques des mobilisations pour le féminisme et l'agroécologie. Les méthodes d'enquête mobilisées et les limites de celles-ci sont développées, en particulier l'échec de l'enquête par questionnaire et l'intégration d'une méthode innovante : l'ethnographie en ligne.

Approcher l'*empowerment* socio-environnemental afin de tester notre hypothèse de recherche nécessite des méthodes d'enquête qualitatives que nous décrivons aussi

bien dans les choix opérés que dans les difficultés rencontrées : les récits de vie et de lutte afin de cibler les trajectoires sociales et politiques, l'observation ethnographique et participante, les outils participatifs.

Le deuxième chapitre de cette partie, « *Mulheres rurais em movimento* : le projet filmique participatif », détaille la démarche épistémologique et méthodologique aux fondements des choix de méthodes opérés. La visée d'*empowerment* est au centre de ce projet. Les différentes phases du dispositif filmique sont détaillées afin de mettre en relief le caractère participatif et le temps nécessaire à un tel projet. Enfin les effets de celui-ci, sur la chercheuse et sur les membres du MMTR-NE, sont présentés afin de mettre en relief ce qu'un tel outil produit scientifiquement, socialement et de façon sentipensée.

La sociologie des absences et l'écologie des savoirs de l'agroécologie produisent la formulation de nos hypothèses de recherche. Les démarches épistémologiques, méthodologiques et les méthodes ainsi que la présentation des terrain de recherche sont détaillées dans cette partie *Faire du terrain en féministe*, laissant entrevoir des ébauches d'*empowerment* et de sentipensée. Nous allons maintenant présenter les résistances et les stratégies déployées pour la construction de l'« utopie réelle » féministe environnementaliste dans la troisième et dernière partie de ce manuscrit : *Construire l'alternative socio-environnementale*.

CONSTRUIRE L'ALTERNATIVE SOCIO- ENVIRONNEMENTALE

« Les projets liés à la Terre et aux territoires portés par certains mouvements sociaux ne sauraient être réduits à des survivances du passé ou à un simple romantisme disqualifiés par la rationalité scientifique et technique [...], ils constituent une véritable avant-garde au sein de la pensée contemporaine. »

Arturo Escobar, *Sentirpenser avec la terre*,
2014_2018 : 26

Depuis les années 1970, le Brésil et plus largement l'Amérique Latine voit émerger des mouvements sociaux et des résistances populaires du fait des dictatures et des gouvernements néolibéraux en présence. Les conflits socio-environnementaux sont au cœur de l'histoire coloniale réifiée par les logiques globales d'appropriation par dépossession (Harvey 2004). Certaines scientifiques féministes latinoaméricaines (Conradi et Guevara 2017) appellent à documenter non seulement ces conflits et le rôle que les femmes y jouent afin de créer une mémoire de leur participation, mais aussi à identifier les stratégies de résistances de ces femmes.

Selon Patricia Hills Collins, l'*empowerment* déployé par le militantisme agit par un double mouvement : la lutte pour la survie collective à partir de stratégies pour miner les institutions oppressives ; la lutte pour le changement social et institutionnel (2009_2016). Nous allons explorer cette double tendance sur notre terrain. Quelles sont les résistances déployées par les enquêtées et quelles sont les stratégies de construction d'une alternative à partir du féminisme et de l'agroécologie ? Notre objectif est de saisir les processus d'émancipation, l'acquisition des pouvoirs et les procédés d'apprentissage pour y accéder, les transformations sociales et environnementales initiées. Nous visons à réinscrire les pratiques protestataires dans l'ordre politique et social : l'ordre politique d'un contexte historique de lutte pour la terre et de pré/post *golpe* ; l'ordre social colonial et l'ordre de genre qui conditionnent et construisent les mobilisations. Cette démarche s'inscrit sur une toile de fond tissée à partir de l'approche sociologique sentipensée (Escobar 2014_2018; Fals Borda 2009) et de la compréhension intersectionnelle socio-environnementale latinoaméricaine (entre autres Alimonda, Pérez, et Martin 2017; Cabnal 2010).

La sociologie des mouvements sociaux fait trop souvent preuve d'un aveuglement aux conditions contextuelles (Combes et al. 2011) proposant une « conception immaculée », comme si les mobilisations « n'émergeaient de nulle part » (Taylor 1989_2005 : 229). Autre angle mort de la plupart des études sur les mobilisations : le temps long (Combes et al. 2011; Traïni 2011). Temps court et mobilisation désincarnée de son contexte sont deux caractéristiques intrinsèquement liées : sans histoire et sans contexte la mobilisation est « exceptionnelle », dépourvue d'identité modelée par les mobilisations passées. Afin d'éviter ces écueils et de situer les pratiques contestataires au fondement du projet féministe agroécologique, nous développons une approche à la fois synchronique et diachronique. Les conditions d'émergence et les évolutions dans le temps éclairent le moment présent. Cette dialectique vise la mise en valeur de l'intersection entre histoires indi-

viduelles, collectives et contextes (Fillieule 2009a).

Nous décidons alors de « partir de » la lutte pour la terre, de s'ancrer, en tout premier lieu, au territoire (chapitre 5). Ainsi, nous nous immergeons aussi bien dans le temps long des mobilisations que dans leur contexte spécifique. Cette démarche est propre à l'écologie politique féministe : comprendre les racines des résistances des femmes dans la défense du territoire. Ces luttes proposent d'autres manières de « faire monde » (Escobar, 2017). Elles témoignent de pensées critiques dévoilant une modernité alternative, soit des manières non hégémoniques de penser le social et la nature.

Ces stratégies sur le territoire se révèlent consubstantielles de processus de politisation sentipensés. Nous analysons, en suivant, les ressort de cette politisation à la lumière du continuum des violences socio-environnementales (chapitre 6).

Les luttes pour la survie s'articulent aux luttes pour le changement social et institutionnel (Hill Collins, 2009_2016). Suivant notre hypothèse sur l'organisation en « espace de la cause » (Bereni, 2012) et suivant les éléments de résultats qui émergent sur la formalisation d'une coalition, nous étudions ensuite les résistances et les stratégies développées dans d'autres arènes que celle de la/du terre-territoire. Comment l'alternative est-elle construite, portée et diffusée ? La constitution d'un front global se dessine, agissant au sein et sur les organisations et les institutions et visibilisant les discours politiques au moyen des médias sociaux (chapitre 7).

CHAPITRE 5

RÉSISTER/R-EXISTER SUR LE TERRITOIRE

« Habiter est un acte politique, tout autant parce qu'en refusant de partir on empêche l'adversaire d'avancer, que parce qu'on se bat précisément pour habiter : habiter les lieux où on choisit de s'établir, mais aussi, plus largement, la Terre. Habiter, c'est résister à la déterritorialisation qui réduit les territoires à des fonctions économiques. C'est leur donner d'autres avenir, mais aussi, et souvent sans attendre, concevoir et défendre leurs présents immédiats. »

Arturo Escobar, *Sentir-penser avec la terre*, 2014_2018 :
185

Nous débutons cette troisième partie avec une approche somme toute traditionnelle des études des conflits socio-environnementaux : les luttes sur les territoires. En dépit d'une importante couverture scientifique de ces pratiques contestataires, l'espace matériel de la mobilisation trouve une place généralement marginale voir décorative dans les analyses sociologiques des mouvements sociaux : « il n'est pas excessif de les qualifier de *space-blind* » [aveugle à l'espace] (Combes et al., 2011 : 93). Les influences pluridisciplinaires de notre cadre théorique, les différents laboratoires dans lesquels je suis accueillie au cours de ces années d'enquête, les compréhensions socio-environnementales des personnes rencontrées sur le terrain ainsi que le regard aussi bien sociologique que géographique des directrices de cette thèse provoquent une considération spécifique de l'importance du territoire.

L'espace est un outil de compréhension de l'action protestataire. En premier lieu, il situe les militant·es et permet de restituer leur voix dans un contexte hégémonique oppressif déployé sur un terrain, sur une histoire et sous une forme spécifique. Par ailleurs, l'espace peut se révéler une contrainte ou une ressource pour l'action des pôles en présence (militant·es, organisations, institutions oppressives). L'espace peut représenter l'enjeu même de la mobilisation (Combes et al., 2011). Ainsi, les lieux ne représentent pas un « décor » mais un « agent du jeu » (Gieryn 2000).

Comme les géographes le pointent de longue date, les notions d'espace et de territoire doivent être distinguées :

« L'espace est en position d'antériorité par rapport au territoire. Le territoire est généré à partir de l'espace, il est le résultat d'une action conduite par un acteur syntagmatique (acteur réalisant un programme) à quelque niveau que ce soit. En s'appropriant concrètement ou abstraitement (par exemple, par la représentation) un espace, l'acteur « territorialise » l'espace [...] Le territoire, dans cette perspective, est un espace dans lequel on a projeté du travail, soit de l'énergie et de l'information, et qui, par conséquent, révèle des relations toutes marquées par le pouvoir. » (Raffestin 1980_2019: 199)

Le territoire constitué à partir des résistances et des mobilisations institue un « espace crucial de production de connaissance et de stratégies sur les identités, sur les façons de faire monde et la vie » (Escobar, 2008, 2014_2018: 151). Les écologies politiques féministes et les écoféminismes rappellent que, au-delà de simples espaces biophysiques et géographiques, il s'agit d'espaces de vies sociales et corporelles (Collectivo Miradas Críticas del Territorio 2017).

Après la décolonialité et la place des chercheur·euses, la territorialité représente le troisième marqueur de l'Écologie Politique Latinoaméricaine. La notion désigne l'appropriation matérielle et symbolique d'un espace déterminé (Moreano, Molina, et Bryant 2017). La territorialité permet d'analyser la façon dont les conflits s'ancrent dans les différents éléments constituant le *lieu*, vu comme une importante source de culture et identité (Escobar 2008: 7). Dans un contexte comme celui de l'Amérique Latine, la construction socio-spatiale est marquée par la colonialité du pouvoir (Quijano 2005). La terre incarne la centralité politique (Porto-Gonçalves 2017) dans un ordre agrocapialiste. Le territoire incorpore les dynamiques socio-environnementales considérées comme clés de compréhension des modes d'interactions des sujets sociaux avec les ressources naturelles, dans une tension globale/locale (Porto-Gonçalves 2001; Moreano, Molina, et Bryant 2017).

Nous amorçons notre analyse par l'étude d'une réalité microsociale, l'*assentamento* Maceió dans le Ceará, à partir d'une appréhension du temps long. Nous allons voir comment l'ancrage territorial permet de saisir la continuité des mobilisations. La démarche socio-historique initiale explore ce que le mouvement étudié « doit aux mouvements qui l'ont précédé » (L. Mathieu 2005 : 147).

Une attention particulière est portée aux sources : « Le travail sur les sources de l'observateur des mobilisations constitue un autre angle mort de la recherche. » (Combes et al., 2011 : 15). Comment favoriser la voix des personnes ayant lutté et luttant aujourd'hui, inscrites dans l'histoire répressive du territoire ? Les récits de lutte, les récits de vie et les observations déployées sur l'*assentamento* Maceió, auprès des *assentad*s*, sont mobilisé·es. De plus, la voix portée par le matériel écrit de Nazaré Flor complète cette attention tout en favorisant la compréhension *située* des femmes rurales.

Après une genèse socio-historique de l'*assentamento* Maceió (1), nous étudions les techniques de lutte collectives des *assentad*s* (2) permettant de « faire territoire » tout en « faisant communauté ». Nous nous penchons sur le rôle socio-environnemental de l'agroécologie dans cette dynamique, du point de vue communautaire et du point de vue du genre (3). L'analyse des multipositionnalités d'*assentadas*, nous permet de saisir les engagements multiples et les registres d'action mobilisés par les femmes rurales pour le projet de vie lié au territoire et pour initier des changements dans les rapports de sociaux de sexe (4).

1| L'histoire réifiée des *assentad*s*

L'histoire de Maceió révèle non seulement les histoires de lutte et de vie des *assentad*s* mais aussi un exemple de résistance à l'hégémonie agrocapiataliste qui se reformule et se réifie sous différentes formes.

La période historique (à partir des années 1950) où débute notre monographie est héritière des pratiques coloniales quant à l'extorsion du produit du travail par le contrôle de la terre et le commerce. L'anthropologue brésilien Afrânio-Raul Garcia Jr. estime que l'articulation du capitalisme sauvage au paternalisme permet alors

d'organiser la subordination des métayer·es et travailleurs·euses au « patron¹²² » (1990).

Suite à l'abolition de l'esclavage, les propriétaires terriens ou « patrons » conservent leur main d'œuvre au moyen d'une stratégie d'endettement. Ils concèdent aux *morador*s*¹²³ une petite parcelle de terre à cultiver en échange de travail, de paiement d'une rente et/ou d'appropriation d'une partie de leurs récoltes. Les biens de premières nécessités et autres produits nécessaires à la survie sont « avancés » par le patron. Par ce moyen, celui-ci met en œuvre un système de dette : une dette financière due par les paysan·nes pour ces produits mais également une dette morale pour le lopin de terre accordé. Ainsi, les *morador*s* se trouvent en situation de dépendance¹²⁴ continue (Garcia Jr 1990; Geffray 1995; Léna 1996) vis-à-vis des patrons. Les paysan·nes n'ont aucun accès autonome au marché. Quelque soit la production réalisée ou les aléas climatiques, les patrons modifient les prix de façon à ce que le résultat de l'échange soit toujours en leur faveur : ils contrôlent la circulation de biens et les producteurs et productrices peuvent juste obtenir de quoi se nourrir (Geffray 1996). La domination patronale réside donc dans la légitimité charismatique du patron et sa capacité à convaincre les *morador*es* de leur « dette ». L'anthropologue français Christian Geffray propose de qualifier ce rapport de domination d'« exploitation paternaliste ». Outre la possession de la terre, cette exploitation réside dans l'absence d'échange monétaire et dans l'extorsion du travail par l'obligation

¹²² Héritage des rapports maîtres-esclaves, les « patrons » occupent, à la fin de l'esclavage, une position clef entre deux univers : celui du marché et celui des familles paysannes sans autonomie. Ils exercent un rapport de pouvoir sur les paysan·nes afin de « maintenir son monopole sur des formes d'accumulation de capital » par « le contrôle de la main-d'œuvre en l'absence d'un marché du travail structuré et garanti par la Loi ». Cette domination peut se matérialiser par une redistribution clientéliste généreuse aux travailleurs et travailleuses et/ou par de la violence extrême (Léna 1996 : 116).

¹²³ Les *morador*es* sont l'équivalent de métayer·es sans statut (Garcia Jr, 1990). Le système de *moradia* qualifie des rapports sociaux qui succèdent (ou réifient) le système d'esclavage sur les plantations de sucre dans le *Nordeste*, notamment jusqu'aux années 1950. Il s'agit de relations d'exploitation et de dépendance des paysan·nes sans terre vis-à-vis de celui qui la possède (Geffray 1996). *Morador*s* vient du verbe *morar*, habiter. Le terme désigne précisément le fait de vivre sous le contrôle de celui qui détient la terre. Selon l'historienne Linda Lewin, les *morador*s* représentent la majeure partie de la population et constituent la base de sustentation des oligarchies agraires et du système clientéliste. Ces rapports de pouvoir et cette organisation influencent la structure sociale et politique brésilienne (Lewin 1993)

¹²⁴ Le chercheur français Philippe Léna décrit les rapport de pouvoir et de dépendance au Brésil, notamment en milieu rural, comme une situation où le « dominant maîtrise une ressource, matérielle ou non, à laquelle le dominé n'a pas accès et qui lui est cependant nécessaire » (1996 : 112). Au XIX^e siècle, les rapports patron·nes-client·es se mettent en place. Malgré la proclamation de la fin de l'esclavage, beaucoup d'affranchi·es restent dépendant·es de leurs anciens maîtres et anciennes maîtresses. Ainsi, une population de dépendant·es se constitue.

faite aux paysan·nes de remettre leur cueillette et production exclusivement au patron. En cas de contestation de sa légitimité, celui-ci n'hésite pas à menacer ou tuer des membres de la famille paysanne.

Le rapport des paysan·nes à la terre où elles et ils vivent et qu'elles et ils cultivent est donc synonyme de non-droit, d'illégitimité et d'absence d'autonomie. Pourtant, l'« idéal paysan » réside dans la volonté d'« habiter et travailler » (Wanderley 2003) sur cette terre. Une des dimensions centrales de la lutte de ce groupe social réside donc dans l'effort pour constituer un territoire familial, un lieu de vie et de travail stable et autonome permettant la reproduction sociale de la famille et la constitution d'une mémoire groupale (Wanderley 1996). La trajectoire des résistances paysannes à Maceió s'inscrit dans une période (à partir des années 1970) de montée des mobilisations dites populaires appuyées par les églises catholiques dans l'opposition aux régimes autoritaires, sous l'influence de la théologie de la libération¹²⁵ (Goirand 2010).

Cette monographie socio-historique de l'*assentamento* montre comment la lutte pour la terre se réifie aujourd'hui, sur des fronts multiples. La continuité des luttes est au cœur de l'expérience *assentada*. Par ailleurs, ce regard par l'espace matériel ouvre sur les stratégies des femmes rurales dans leur collaboration avec différents pôles.

Nous opérons l'approche socio-historique de Maceió, d'abord à travers le regard de Nazaré Flor (1), puis au moyen d'une monographie fondée sur les récits récoltés et sur l'analyse documentaire, mettant à jour les enjeux actuels des résistances (2).

1.1 « Où je suis née » : la parole de Nazaré

Agricultrice et militante du MMTR, Nazaré Flor naît et passe sa vie à Maceió, dans la communauté d'Apiques située sur le littoral. Elle écrit des poèmes et des chants qui relatent l'expérience des luttes pour la terre et la constitution d'un projet territo-

¹²⁵ Selon Michael Löwy, la théologie de la libération est un mouvement social et réseau informel, un courant important et diversifié qui articule des dimensions sociales, religieuses et politiques oeuvrant aussi bien dans les communautés rurales (par les CEB, les paroisses) que dans les syndicats et ligues paysannes, que dans les évêchés, commissions pastorales, conférences épiscopales nationales. Elle est l'expression d'un système de valeurs et d'idées religieuses, d'un mouvement social traversant l'église et la société. Il est difficile de résumer en quelques mots les enjeux et les effets de la théologie de la libération en milieu rural

(1990). Soulignons simplement que son action appuie l'organisation politique de paysan·nes dans la résistance à l'oppression patronale et à la dictature.

rial, les mobilisations des femmes rurales. De son vivant, Nazaré encourage la divulgation de ses écrits au-delà de l'échelle locale. Ces textes représentent une mémoire de la lutte personnelle et collective.

Aonde nasci^{*126} [Où je suis née] est un écrit de Nazaré Flor relatant l'histoire de l'*assentamento* Maceió et exprimant le lien et l'amour de la paysanne pour cette terre.

<i>Aonde eu nasci, meu povo</i>	Là où je suis née, mes amis
<i>é de riqueza sem par !</i>	c'est une richesse sans pareil !
<i>A praia é uma beleza,</i>	La plage est une beauté,
<i>O pescador tem lugar ;</i>	Le pêcheur a sa place ;
<i>Subindo e descendo morros</i>	Monter et descendre les dunes
<i>Vai para lá e pra cá !</i>	aller par ici, aller par là !
<i>Nessa terrinha, meu povo,</i>	Sur cette petite terre, mes amis,
<i>Passou turista por lá ;</i>	Un touriste est passé ;
<i>Viu as estrelas da noite,</i>	Il a vu les étoiles de la nuit,
<i>A deusa lua a brilhar,</i>	La déesse de la lune qui brille,
<i>A paz da brisa que passa</i>	La paix de la brise qui passe
<i>E começou a cobiçar !</i>	Et il s'est mis à convoiter !
<i>Vamos, vamos, minha gente, não podemos calar</i>	Allez, allez, les amis, on ne peut plus se
<i>mais</i>	taire.
<i>Mas, juntos, podemos tudo ! Vencer o dragão voraz !</i>	Mais ensemble, on peut tout faire !
<i>Vaincre le dragon vorace !</i>	
<i>Nossa força está na luta, no poder do multirão !</i>	Notre force est dans la lutte, dans la puis-
<i>Nossa fortaleza é vida contra toda opressão !</i>	sance du collectif !
<i>Defender a nossa terra [...]</i>	Notre forteresse est la vie contre toute
<i>Nosso jeito de viver -</i>	oppression !
<i>Vitória que nós cantamos !</i>	Pour défendre notre terre [...]
<i>Lutar para ser feliz !</i>	Notre façon de vivre -
<i>Poder sorrir e cantar !</i>	La victoire que nous chantons !
<i>Na sombra dos nossos coqueiros, [...]</i>	Lutter pour être heureux !
<i>Nunca para de sonhar !</i>	Pour pouvoir sourire et chanter !
	À l'ombre de nos cocotiers, [...]
	Ne jamais arrêter de rêver !

Aonde nasci^{*} [Où je suis née], Nazaré Flor

¹²⁶ Pour rappel, les astérisques (*) indiquent une traduction du pretoguês, de l'espagnol ou de l'anglais par l'auteure de cette thèse.

L'attachement pour la Nature de cet espace et l'importance de la résistance collective sont au cœur des vers de Nazaré. *Aonde nasci* vise à rappeler aux *assentad*s* la fragilité du bonheur de vivre sur cette terre sans cesse convoité. Ses mots rappellent combien le lieu définit les modalités de l'habiter : il construit des liens de confiance (à un environnement social, à un environnement naturel) et d'intimité, et construit des savoir-faire et savoir-être localisés (partage de valeurs et d'apprentissages) (Guétat-Bernard 2007 : 5).

La mention du « touriste » et du « dragon » indique l'appropriation historique des terres par des Européens. C'est à partir de ces attaques que les parents des *assentad*s* initient la lutte collective.

À partir des récits de vie et des récits de lutte recueillis auprès d'*assentad*s*, nous élaborons ci-après une monographie socio-historique de Maceió développant les éléments clés mis en avant par Nazaré.

1.2 Assentamento Maceió : une histoire de luttes

• La lutte pour la terre

Les *assentad*s* relatent les luttes contre différents « *piratas*¹²⁷ » [pirates] qui tentent de s'approprier leurs terres. Les parents des enquêté·es de Maceió sont des *morador*s* sous la domination des propriétaires terriens.

« On vivait soumis au patron. On vivait comme des esclaves. Pourtant, la terre n'était pas la leur. Elle appartenait à nos ancêtres. Ils sont arrivés, un français et un portugais. Ils ont demandé des documents en disant que c'était pour les comparer à leur titre de propriété car ils venaient d'acheter une portion de terre dans les environs. C'était un piège. Les gens leur ont donné les documents et sont devenus des esclaves. » (Entretien Magnólia, 2014).

Cette technique d'appropriation illégale de terres fondée sur la falsification de titres de propriété ou de registres du cadastre est répandue au Brésil sous le nom de *grilagem*. Des terres peuvent donc avoir plusieurs titres de propriété¹²⁸.

¹²⁷ Le terme « *pirata* » (pirate) est utilisé de façon populaire pour désigner les Français et les Hollandais qui menacent l'hégémonie portugaise et organisent des appropriation de terres (Welch 2012). Les *assentad*s* l'utilisent pour désigner tous ceux qui tentent de les déposséder de la terre.

¹²⁸ Par exemple, selon la CPT, au Pará, les titres en circulation correspondent à quatre fois la superficie de l'État.

« Il a pris les documents qu'ils avaient dans les mains, les documents qui leur donner la sécurité sur ce morceau de terre : ce jour là, l'exploitation a commencé ! Cet homme s'est désigné comme propriétaire, en bernant le peuple, il a volé les rentes de ce qui était cultivé. Les personnes qui se plaignaient étaient menacées »

*Maceió, ontem e hoje** [Maceió, hier et aujourd'hui], Nazaré Flor

Pour les familles paysannes dont les titres de propriété sont volés, une obligation de payer une rente foncière et remettre la moitié de leur production est imposée par les « patrons ». Elles et ils n'ont pas le droit de planter des arbres, de construire des maisons en matériaux solides. Seules les maisons de paille sont autorisées.

Les « patrons » abattent des arbres, déplacent les clôtures pour étendre leurs terres, ouvrent les enclos pour que le bétail des agriculteurs et agricultrices s'enfuie. Ils augmentent considérablement la rente. Différents « patrons » de la terre se succèdent (Ferreira Rodrigues 1994) poursuivant l'« exploitation paternaliste » (Geffray 1996) des paysan·nes à travers l'extorsion et l'exploitation de leur travail et production. Les années de *seca* – une sécheresse intense et prolongée aux conséquences environnementales, économiques et sociales (Lisboa 1980) – appauvrissent la production. Les familles n'arrivent plus à se nourrir et à payer la rente.

Lors des réunions pour les célébrations religieuses se déroulant dans les maisons des paysan·nes, elles et ils partagent leurs difficultés, leurs craintes. Elles et ils développent des stratégies. La résistance débute par le refus du paiement de la rente foncière :

« En plus de payer la rente, il fallait travailler deux-trois jours par semaine pour ces gens qui se disaient propriétaires, chaque semaine ! C'était une pression très forte. En plus, si on désobéissait, par exemple, si, pour une raison ou pour une autre, on ne pouvait pas aller travailler ces deux jours, ou ne serait-ce qu'un jour, alors on perdait le droit de travailler la terre pendant un an. On avait plus le droit de planter et de travailler.

(Témoignage de Nazareth. Apiques, février 1992 ; Ferreira Rodrigues, 1994 : 62)

Les intimidations se renforcent : des hommes détruisent les habitations et installations productives des paysan·nes. C'est le début d'une nouvelle « période de terreur. Des menaces et des violences » (Entretien Sálvia, 2014).

À l'échelle régionale, jusque dans les années 1970, seuls les propriétaires de terres ou les personnes soutenues par les oligarchies agraires peuvent être candidat·es à des charges politiques. À partir de 1986, avec l'élection de l'entrepreneur

Tasso Jeressati¹²⁹ à la tête du gouvernement du Ceará, un groupe de jeunes entrepreneurs entrent en politique et occupent les charges de député fédéral, sénateur, gouverneur. Ils forment un contrepoids face au groupe dominant formés des coronéis¹³⁰. Ils participent à l'élaboration des politiques publiques afin de les orienter dans leur propre intérêt. Les entrepreneurs investissent dans la création de grands complexes touristiques sur l'ensemble du littoral *cearense*. Tasso Jeressati est alors à la tête de ce contre-pouvoir. Cette configuration reflète la double exploitation en place au Brésil : l'exploitation capitaliste pour l'accumulation privée et l'oppression paternaliste des descendant·es des seigneurs de la terre. Les intérêts des grands propriétaires ruraux rencontrent ceux du « Brésil moderne » : banquiers, professionnel de la politique, entrepreneurs, entre autres (Sabourin, 2012).

À Maceió, fin des années 1970, trois options sont laissées aux paysan·nes pour avoir le droit de rester sur les terres : posséder un titre de propriété, payer une rente pour l'utilisation des terres ou être employé·es de l'entreprise *Agropecuária Arvoredo Ltda/Futopi*, qui, en s'appropriant un terrain au sein de Maceió, met en place un projet de plantation de cocotiers. Le propriétaire est Tasso Jeressati. Il tente d'expulser les paysan·nes. Sur le littoral, les groupes de pêcheurs et pêcheuses de Maceió sont abordés directement : des tentatives de corruption des leaders aux menaces et tentatives d'expropriation. Les familles demandent de l'aide à l'évêque. Celui-ci les encourage :

« Pour réussir dans la vie, il faut se battre. Cette terre est de vos ancêtres, c'est vous qui êtes nés ici. Vous avez grandi ici. Il faut vous défendre mais cela doit venir de vous, pas de moi. » (Entretien Magnólia, 2014)

Les paysan·nes de l'*assentamento* Maceió se mobilisent pour la terre. Sálvia a 10 ans. Elle accompagne sa mère aux réunions d'organisation de la lutte. Douze communautés s'engagent dans la résistance, appuyées par le Diocèse d'Itapipoca, les Communautés Ecclésiales de Base (CEB) et la Commission Pastorale de la Terre (CPT). En 1981, l'évêque Don Paulo demande à l'avocat *Doutor Pinheiro*¹³¹ de soutenir les paysan·nes dans la résistance. Celui-ci se rend sur les terres et les rencontre : « qu'est-ce que vous voulez de moi ? Qu'est-ce que vous souhaitez ? ». « Nous vou-

¹²⁹ Entrepreneur millionnaire, Tasso Jeressati est aujourd'hui sénateur fédéral du Brésil, membre du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB).

¹³⁰ Chefs politiques, notables qui exercent des fonctions politiques à l'échelle locale suivant le commandement de la Couronne portugaise (Léna 1996). Nombre d'entre eux sont *latifundiários*.

¹³¹ « *Doutor Pinheiro* » est la façon dont les *assentad*s* nomment l'avocat Pinheiro. *Doutor* renvoie à son statut professionnel, indiquant une forme respectueuse.

lons la terre ! » répondent-elles·ils. « Alors, il va falloir lutter. C'est entre vos mains. Moi je vais lutter à la police quand vous allez être arrêtés. » La lutte a lieu. Le « Doutor Pinheiro » et sa femme, Margarida, dite « Margo », appuient les démarches juridiques des paysan·nes. Des hommes et femmes religieuses accompagnent la résistance. Beaucoup de paysan·nes sont emprisonné·es. L'avocat les fait sortir. L'entreprise *Futopi* tente de corrompre l'avocat. En vain.

Futopi détruit d'importantes zones de forêt native pour planter les cocotiers et construire les route d'accès. « Les tracteurs passaient et écrasaient tout. Ils menaçaient de détruire nos maisons et toute la réserve naturelle » (Entretien Sálvia, 2014). *Dona Graça*¹³² prend la parole devant les soixante-dix femmes qui se réunissent lors de célébrations religieuses : « Mes amies, où sont les femmes ? Où sont nos forces, notre courage ? On va affronter ces hommes ?! ». Magnólia se souvient :

« On a trouvé que ce que disait Dona Graça faisait vraiment sens. On est parties faire barrière. Quand les tracteurs sont arrivés, on était là. Certaines avec un bébé au cou, le sein dehors pour allaiter. On avait rien. On avait juste un peu de pain dans la main et on faisait face. Qu'est-ce qu'ils allaient faire ? » (Entretien Magnólia, 2014).

Les paysan·nes se battent sur les lieux et dans les instances publiques pour demander l'octroi des terres. Trois années de lutte. Des hommes armés détruisent leurs habitations, les menacent de mort. Une négociation s'engage sur la répartition des terres entre Tasso Jeressati et les *assentad*^s*. L'entreprise souhaite ne céder que 30 hectares aux familles sur les 5 000 hectares totaux. Cette stratégie du gouverneur vise à réaffirmer le non-droit des agriculteurs et agricultrices à être et vivre sur ces terres.

Les paysan·nes les plus mobilisé·es démarchent l'ensemble des familles de l'*assentamento* pour les rallier à la résistance. L'entreprise porte plainte contre six familles. Le procès n'aboutit pas. Les intimidations se multiplient. La mère de Sálvia est menacée de mort. Babaçu estime que près de 40 menaces sont proférées contre les paysan·nes par Tasso Jeressati et l'entreprise.

En 1985, l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA) octroie 5 844 hectares à l'entreprise et achète l'ensemble des terres, les répartissant à 354 familles. L'*assentamento* Maceió naît. Lorsque Tasso Jeressati apprend cette « dé-

¹³² « Dona Graça » est la façon dont les *assentad*^s* s'adressent à Graça. « Dona » peut être traduit par *Madame* mais contient une inflexion respectueuse pouvant être liée à l'âge, au statut ou à la reconnaissance de sa participation politique.

faite », il envoie des hommes récupérer le plus de bois possible dans la forêt, la dégradant gravement. Cet acte prolonge le déni de l'entrepreneur de tout droit aux populations, de vivre sur place et de jouir de leurs liens à la nature. Par la suite, l'INCRA délimite une zone de réserve protégée. Les *assentad*s* replantent les zones abattues et construisent des maisons.

En parallèle, à l'échelle du Ceará, le gouvernement de Tasso Jeressati lance des politiques publiques qui privilégient la productivité, le gain pour les entrepreneur·es et la modernisation de l'État. Ces politiques privilégient une élite restreinte du Ceará et favorisent la concentration des revenus (Ferreira Rodrigues 1994). Différents conflits identiques à celui de l'*assentamento* Maceió éclatent sur les terres voisines, impliquant d'autres communautés rurales. Plusieurs *assentad*s* soutiennent activement ces résistances : occupation du siège de l'INCRA, pétitions, appui à l'occupation, entre autres.

• Les nouvelles offensives

Aujourd'hui, le traditionnel modèle de l'abattis-brûlis avec des temps de jachère ne permet plus aux terres de se renouveler. Les *assentad*s* témoignent de leur uniformisation : champs de culture de manioc, champs en polyculture de légumes/tubercules, jachères, quasi disparition des forêts galeries. Dans les années 1990, les programmes publics incitent à la culture de rente : cajous et cocotiers sont plantés en nombre. Avec Tasso Jeressati à la tête du gouvernement du Ceará et l'arrivée des entrepreneurs à des charges étatiques, on peut aisément identifier les objectifs de ces programmes. L'entrepreneur-gouverneur fait pression pour transformer les paysan·es de Maceió en main d'œuvre salariée de son entreprise de culture de cocotiers. Moins de dix ans après la création de l'*assentamento*, les programmes publics encouragent financièrement et matériellement la plantation uniforme de deux types d'arbres, cajous et cocotiers. Le déboisement ou les modifications de l'espace de production pour ces plantations provoquent une limitation et une raréfaction des autres productions. Peu compatibles avec les fortes sécheresses locales, les arbres commencent à mourir par manque d'eau. Cette stratégie au moyen des programmes publics constitue une attaque à l'autonomie productive des paysan·es résistant·es et à leurs moyens d'autosubsistance.

En parallèle, les grands propriétaires alentours poursuivent la monoculture de cocotiers avec un usage intensif d'intrants chimiques. Par conséquent, la qualité de l'eau se dégrade et le niveau des lagons baisse. D'autres dommages environnemen-

taux sont liées à des entreprises de production de crevettes s'installant en périphérie de l'*assentamento*. À partir des années 2000, les *casas de camarão* (entreprises d'élevage de crevettes) se développent à grande vitesse. Elles fournissent les bars et restaurants du littoral, construisant une demande touristique. Les impacts de cette tendance sont écologiquement et socialement catastrophiques. Dans un laps de temps de six mois environ, les mangroves sont en partie détruites pour l'installation des *casas*, les fleuves et les berges sont gravement pollués provoquant la mort de nombreux poissons, les eaux sont contaminées au sulfite de sodium. Les populations locales sont elles-aussi infectées. En l'espace de quelques mois, l'espace socio-environnemental est gravement détérioré et les *casas* s'exportent sur une nouvelle zone, leurs cultures ne rendent plus.

À l'intérieur de l'*assentamento*, les familles paysannes doivent repenser leurs choix productifs en raison de la baisse de la fertilité des sols, du manque de réserves foncières et de la baisse du niveau des eaux dans un contexte de *seca*.

À partir des années 2000, une politique nationale d'investissements en énergie éolienne est lancée. Le *Nordeste* enregistre le nombre d'installation d'éoliennes le plus élevé. Dans les années 2010, le projet « Complexe éolien Baleia » s'implante sur la partie littorale de l'*assentamento* Maceió avec l'objectif d'installer six éoliennes dans les zones de lacs. Sa mise en œuvre provoquerait notamment l'extraction des eaux (125 m³ d'eau/jour pendant l'installation, en situation de *seca*) et l'interdiction d'accès aux zones d'implantation d'éoliennes pour les *assentados*. En tout, le projet affecterait 1000 familles à Maceió sur 5 844 hectares¹³³.

En 2012, l'ONG *Istituto Terramar*, le département de géographie et le PRA (Programme résidence agraire) de l'UFC (Université Fédérale du Ceará) et les communautés de la zone côtière du Ceará se mobilisent contre le projet. Une série de séminaires sur les « Conflits et injustices environnementales » est organisée. Les communautés et organisations de la société civile rédigent un communiqué intitulé « Parcs d'énergie éolienne, conflits et injustices environnementales dans la zone côtière* ». La résistance se renforce, portée par les communautés de Maceió, la congrégation Notre Dame, le NEEPA (laboratoire du PRA-UFC) et l'*Istituto Terramar*. En 2014, les communautés de Maceió signent une pétition destinée à l'INCRA, notifiant leur opposition au projet dans le périmètre de l'*assentamento*.

¹³³ Les données sont issues de la recherche réalisée par la géographe *cearense* Ligia Alves Viana dans le cadre de son mémoire (2016).

En 2007, une autre offensive s'organise également sur le littoral de Maceió. Un projet de spéculation immobilière touristique, *Nova Atlantica*, est lancé par l'entrepreneur Júlio de Jesus Trindade, dit « o Pirata », du fait d'être propriétaire d'un établissement nocturne du même nom à Fortaleza. L'entrepreneur affirme avoir acheté une zone de la plage au moment des négociations historiques avec l'INCRA. Il lance les travaux. Les populations se mobilisent pour avoir accès à ces documents de propriété. En vain jusqu'à aujourd'hui. Une procédure légale est en cours. À partir de 2005, le MST prêle main forte à la résistance locale. En 2007, 60 familles occupent la zone de conflit sur la plage, soutenues par l'ONG *Istituto Terramar* et le MST. Júlio Trindade meurt en 2011 mais son fils poursuit l'offensive. La situation est toujours en conflit ouvert aujourd'hui.

Maintenant explicitées l'histoire de Maceió et les attaques continues que vit le territoire, nous allons intéresser aux « techniques de lutte » permettant aux *assentad*^s* de résister, de « faire territoire », de « faire communauté ».

2| Faire territoire : des techniques de lutte collectives

La rapide genèse socio-historique de l'*assentamento* Maceió montre différentes « techniques de lutte¹³⁴ » (Grelet 2005) mobilisées par les paysan·nes dont la cohésion entre différentes sphères sociales (religieuse, mouvementéiste¹³⁵, universitaire). À suivre, nous abordons les principaux registres d'organisation et les stratégies de constitution et d'appropriation du territoire par les *assentad*^s* afin de prolonger leurs résistances pour la terre. La définition de formes organisationnelles alternatives est généralement pensée comme partie prenante du projet d'émancipation (Buechler 1990).

La notion de « territoire » est entendu comme un « espace-temps vital d'interrelation avec le monde naturel » (Escobar 2014_2018 : 76). « Faire territoire » renvoie alors aux techniques d'appropriation par le biais de pratiques, entre autres, culturelles, agricoles, organisationnelles, écologiques. Il existe une articulation entre les stratégies organisationnelles d'un groupe, d'une société et les valeurs¹³⁶ cultivées. L'analyse des structures permet de reconstituer le système de valeur et inversement. En cela, le « faire territoire » est interconnecté avec le « faire communauté », du

¹³⁴ La notion de « techniques de lutte » désigne les « moyens, procédés, règles qui tendent à une fin, en l'occurrence faire entendre des revendications collectives » (Grelet, 2005).

¹³⁵ Constituée par les mouvements sociaux.

point de vue organisationnel, pratique, culturel, mais aussi du point de vue du système de valeurs cultivé.

Nous débutons par les stratégies organisationnelles de non-mixité (1) puis celles communautaires (2) faisant naître le projet politique, à partir de la réalité micro-sociale.

2.1 S'organiser en non-mixité

Comme présenté dans l'histoire de Maceió, les paysannes se mobilisent pour défendre leur territoire et leur communauté : un « mouvement pour la survie » (Harris et King 1989; Kaplan 1990). Elles font un usage stratégique de la non-mixité (Esmeraldo 2014b; Guétat-Bernard et Prévost 2016b) : elles affrontent les camions qui viennent déboiser en pariant sur le fait qu'ils n'oseront pas blesser des femmes et des enfants. Dans ce cas, elles déploient leurs « capacités à jouer le genre » (Bargel, Fassin, et Latté 2007) en décidant d'affronter les camions, entre femmes ou avec un enfant au bras. Elles usent des représentations de genre à des fins de lutte : les stéréotypes quant à la vulnérabilité des femmes et des enfants sont utilisées pour contenir les attaques à la Nature et aux personnes. La vulnérabilité désigne « l'exposition du corps, sa perpétuation ou son intégrité à une menace exogène et humaine » (Boehringer et Ferrarese 2015 : 5). Les corps définis comme vulnérables sont naturalisés et sexués, ce qui dessine une organisation, entre autres, genrée des groupes sociaux¹³⁷. La vulnérabilité appelle à une forme d'action, de protection : une injonction qui peut être adressée à un groupe particulier (*ibid.*). C'est sur cette injonction que misent les femmes face aux camions : « Qu'est-ce qu'ils allaient faire ? » pointe Magnólia (Entretien 2014). Elles utilisent ce référentiel de la vulnérabilité tout en faisant front avec leurs corps à la puissance des machines. Elles intègrent la puissance d'agir en collectif mettant en scène force (détermination) et vulnérabilité. Cet exemple rappelle que les mobilisations sont des « lieux de travail du genre » (Fillieule et Roux 2009).

¹³⁶ Les valeurs communes d'un groupe désignent ce que ce groupe identifie comme nécessaire à la reproduction sociale et/ou environnementale. Les valeurs identifiées comme indispensables constituent un socle commun sans pour autant que les membres du groupe s'entendent sur les moyens pour y parvenir (Blais, 1983).

¹³⁷ Cette organisation naturalisée des corps est non seulement genrée mais aussi intersectionnelle : les femmes noires sont représentées comme des femmes nécessairement fortes, traitées comme les « mules du monde » (Hurston, 1937_1969:41 ; nous revenons sur ce point dans le chapitre 6 : *Politiser de façon sentipensée*).

C'est aussi l'occasion d'être au devant de la lutte : « les hommes étaient là, on était pas seules mais, à ce moment là, ils restaient en retrait » (Entretien Mimosa, 2014). Elles sortent de la place d'« auxiliaire dans la lutte des classes » (Kergoat 2012: 247) qui leur étaient assignée. Elles sont sur le devant de la résistance.

À d'autres occasions, un usage stratégique du genre et de la non-mixité est déployé. Les femmes rurales sont longtemps exclues du mouvement pastoral et syndical : « elles servaient le café mais n'étaient pas invitées à participer. Beaucoup écoutaient aux fenêtres ce qui se disaient. » (Entretien Margarida, 2014). À la fin des années 1970, plusieurs femmes membres d'ONG, de syndicats et du mouvement pastoral s'allient avec des femmes rurales. Elles organisent des « réunions des épouses » afin d'avoir leur propre espace :

« Au début, il n'y avait pas de programmation, d'ordre du jour. C'était plus un échange d'expériences, une rencontre. Quelque chose de simple. Il y avait de la musique, on dansait. Pour animer, pour se sentir bien. C'était pour améliorer l'estime de soi, qui était très basse. On discutait des droits des femmes, des droits humains. Petit à petit, on a parlé de santé, santé sexuelle, santé reproductive, d'organisation social et politique à travers le syndicat, les associations, les mouvements. » (Entretien Margarida, 2014).

Selon le politiste James C. Scott, saisir l'aménagement d'espaces sociaux d'arrière-scène est central dans l'analyse des processus de résistance (2009). Ces espaces permettent l'expression, par les dominé·es, de leurs revendications en toute sécurité, ainsi que l'organisation des pratiques de résistance et des stratégies d'autodéfense. Une « subculture dissidente » s'y construit (J. C. Scott 2009: 123). Les sociologues des mouvements de femmes qualifient ce type d'espaces de « free space » [espaces libres ou espaces de liberté], soit des espaces d'entre-soi féminin dans lesquels la conscience de genre peut émerger et se transformer en conscience oppositionnelle (Kaplan 1990).

Ces espaces ont plusieurs rôles : en premier lieu, ils sont une opportunité de rompre avec le lieu et la place assigné·es (la sphère domestique) ; ensuite, ils constituent un espace à soi, promouvant un « pouvoir intérieur » ; enfin, il s'agit d'espaces de contestation de l'ordre de genre et d'élaboration de stratégies collectives à déployer vers l'ensemble du groupe social des femmes rurales.

Au sein de ces « réunions des épouses », elles emploient une « pédagogie pour ne pas choquer » (Entretien Margo, 2014). D'un côté, l'intitulé des réunions autour

du statut d'« épouse » vise à contenir les résistances des maris à leur participation : « Elles affrontaient un grand problème : celui de sortir de la maison et du contexte familial pour venir aux réunions. Elles allaient seulement à l'église. Elles ne sortaient pas. » (Entretien Margarida, 2014). L'usage stratégique de la non-mixité politique favorise l'émergence d'un « espace à soi » ; puis, par la suite, la création du mouvement de la femme travailleuse rurale (le MMTR).

La non-mixité construit un sens du collectif parmi les femmes réunies mais construit également la conscientisation de « classe de sexe » et la volonté d'agir pour le groupe social des femmes. De plus, comme le défend Bina Agarwal (2000_2015), la participation des femmes est facilitée lorsqu'il s'agit de groupes exclusivement féminins puisque les heures de réunion peuvent être adaptées en fonction des assignations sexuées (travail parental et domestique entre autres).

Ensemble, elles cultivent cette parenthèse au sein du groupe : un moment pour soi, pour penser à soi. Une respiration dans un quotidien de travail. Un moment pour être ensemble, uniquement : « Quelque chose de simple [...] pour se sentir bien. ». Ce travail sur le bien-être et sur l'estime de soi sont les éléments centraux de l'*empowerment* intérieur : s'accorder le droit et le temps pour le *self-care* (le souci de soi) dans un quotidien de *care* pour autrui (de soin aux autres), dans une socialisation et une expérience qui n'accordent que peu d'importance à soi, à ses ressentis, à ses émotions. Estime de soi et s'autoriser à penser/prendre du temps pour soi sont deux dimensions interconnectées qui nécessitent un temps long.

Comme le met en lumière l'urbaniste sociologue française Marie-Dominique de Suremain, le « pouvoir intérieur » de l'*empowerment* implique une transformation personnelle (Suremain 2017 : 86) :

« En parlant de soi, d'estime de soi, on change sa vision du monde. C'est un travail d'ouverture, qui touche personnellement, et qui transforme aussi les professionnel·le·s qui accompagnent des communautés ou des groupes populaires, en voyant des femmes sortir et découvrir le monde, découvrir le plaisir, s'épanouir. Ce double mouvement porte une dimension personnelle et affective dans les projets politiques. »

Comme décrit par Patricia Hills Collins (2009_2016), il s'agit d'« espaces sécuritaires » où les femmes minorisées peuvent s'exprimer librement et qui représentent une condition nécessaire pour la résistance. Au sein de cette non-mixité, de ces es-

paces en marge des rôles de sexe¹³⁸, elles partagent des paroles, des pensées et elles expriment leur contestation des normes de genre :

« Lorsqu'on a commencé à nous organiser en groupe de femmes, on a pensé la chose suivante : le mari travaille, la femme aide. Mais quand l'heure arrive de vendre un sac de farine, c'est le mari ! Quand quelqu'un demande « Qui a planté ? », le mari répond « C'est moi ! » ; « ta femme travaille ? », « non ! ». Alors que nous, les femmes, on s'occupe de la maison, on lave le linge, on s'occupe des poules, on travaille au champs ! » (Entretien Magnólia, 2014)

La conscientisation de la division sexuelle du travail (Kergoat 2004) est affirmée au sein de ces espaces où elles échangent des stratégies pour infléchir le régime de genre.

« Les déchétiés vont parler et ils ne vont pas se gêner » (1984: 225), affirme Lélia Gonzalez à la même époque. La libération de la parole qui survient dans ce type d'espaces est documentée par les études féministes de longue date. La rupture du silence institué pour celles qui sont subalternisées opère une transformation sociale, un agir sur la place assignée. Elles développent un regard oppositionnel sur la réalité (bell hooks 2014). Elles y affirment leurs droits en tant que sujet, en tant que sujet en résistance (Freire 1974; bell hooks 1994_2018), et dénoncent l'invisibilisation de leur travail productif et reproductif : « Alors que nous, les femmes, on s'occupe de ... ».

Dans ces espaces, elles développent des stratégies visant à démultiplier la participation des femmes rurales et pour faire groupe :

¹³⁸ Pour rappel, les « rôle de sexe » désignent l'assignation aux deux sexes de fonctions différentes divisées, séparées et généralement hiérarchisées basée sur la différenciation biologique (Mathieu, 1991). Ces rôles sont socialement construits.

<p><i>Por muito tempo a mulher viveu calada e isolada de toda organização - Mas hoje em dia a coisa está diferente : Participa e fica à frente de qualquer uma dire- ção ! Ainda tem mulher que não entendeu [...] Tua tarefa é conquistar a tua amiga que nesta vida não despertou, Ainda vive uma vida sem sentido, Só ouvindo seu marido e respondendo : « Sim, senhor ! » [...]</i></p>	<p>Pendant longtemps, la femme a vécu en se taisant et isolée de toute organisation - Mais de nos jours, c'est différent : Elle participe et va de l'avant ! Il y a encore des femmes qui n'ont pas compris [...] Votre tâche est de conquérir votre amie qui dans cette vie ne s'est pas réveillée, Qui vit toujours une vie dépourvue de sens, En écoutant son mari et lui répondant : « Oui, monsieur ! » [...]</p>
--	--

*Papel da mulher** [Rôle de femme], Nazaré Flor

Cette incitation à faire groupe, dans les mots de Nazaré, caractérise la compréhension de la dimension collective et sociale de l'oppression commune. Cela témoigne de la conscientisation comme de la solidarité féministe et communautaire : Nazaré souhaite que ses amies, les femmes de sa famille, les *companheiras* de Maceió sortent de la soumission à leur mari et aux normes de genre. Pendant son parcours, Nazaré est durement critiquée, par les *assentadas*, par d'autres femmes, par sa famille. Malgré les attaques et malgré la distance sociale qui s'est construite, Nazaré s'évertue à préserver les liens avec les autres *assentadas* et à garder la cohésion de groupe. Le « faire collectif » est pour elle un moteur et un objectif.

En non-mixité, les femmes réunies d'abord aux « réunions des épouses » organisent leur participation à la lutte : à la lutte territoriale, à la lutte pour leur inclusion aux mouvements, pour la revendication de leur travail et de leurs droits. À Itapipoca, cette dynamique est le début d'une collaboration encore actuelle entre le Cetra et ce qui allait devenir le MMTR en 1986 :

« Nazaré, Visnaga¹³⁹ et moi sommes allées à la réunion de femmes rurales leaders à João Pessoa. C'était pour discuter de l'organisation politique et sociale des travailleuses rurales. Dans le Paraíba et le Pernambuco, il y avaient des femmes du mouvement syndical qui faisaient déjà un travail. » (Entretien Margarida, 2014).

¹³⁹ Nazaré est Nazaré Flor. Quant à Visnaga, il s'agit d'une des enquêtées, agricultrice de l'*assentamento* Maceió également. Nous avons donc modifié son prénom.

Des « réunions des épouses » au MMTR, les revendications de droits des femmes rurales *par* les femmes rurales s'affirment. Il s'agit de la politisation¹⁴⁰ d'une identité marginalisée et porteuse de discrimination (Bereni et Revillard 2012). Elles réinvestissent leur identité de femmes rurales :

« Avec d'autres leadeurs féministes de la région, on se rencontre périodiquement pour discuter des questions qui intéressent le collectif de femmes, du type : les droits à la retraite pour les travailleuses rurales, la santé de la femme, la violence domestique et familiale, l'autonomie économique, la division sexuelle du travail, la participation sociale et politique, l'organisation productive, entre autres ! » (Entretien Sálvia, 2014)

Dans ces espaces qui, petit à petit, gagnent en couverture socio-spatiale (des communautés rurales ou *assentamentos* comme celui de Maceió à tout le *Nordeste*), les femmes issues de secteurs sociaux de plus en plus variés se rencontrent : des travailleuses rurales, des membres de syndicats, des *assessoras*¹⁴¹. L'objectif est de créer un réseau *par* et *pour* les femmes rurales du *Nordeste* en collaboration avec des alliées.

Dix ans plus tard, cette dynamique d'organisation dépasse l'échelle régionale. En 1996 est organisé le I^{er} ENAC (*Encontro Latino Americano e do Caribe de Trabalhadoras Rurais*, rencontre latino-américaine et des Caraïbes de travailleuses rurales). Margo et Nazaré y participent. À partir d'une critique du colonialisme, l'objectif est de créer un front global des femmes travailleuses rurales à l'échelle continentale articulant défense des droits sociaux et de la nature :

¹⁴⁰ Selon Jacques Lagroye, la politisation désigne le processus de « requalification » d'activités sociales, de transgression pratique des frontières établies entre activités politiques et non politiques (Lagroye 2003). Par exemple, les mouvements des femmes montrent des processus par lesquels une identité assignée, privée et *a priori* fondatrice d'exclusion politique, peut devenir un levier de participation politique (Bereni et Revillard 2012). Aussi, les processus de politisation des expériences de groupes invisibilisés et minorisés favorise la rupture avec les conduites assignées et une traduction d'expériences partagées en savoirs valorisés multipliant les visions du monde (Bellacasa 2003a). C'est en cela que les féministes adopte le slogan « le personnel est politique ».

¹⁴¹ Les *assessoras* sont des conseillères. En général, il s'agit de personnes ressources invitées à appuyer les mouvements sociaux ou les partis politiques. Ici, le mouvement commence à se constituer : ces conseillères sont des femmes aux compétences diverses soutenant la démarche (des juristes, des agentes techniques, des secrétaires d'institutions publiques, par exemple).

[...] <i>América Levanta com muita fé !</i>	Amérique ! Lève-toi avec une grande foi !
<i>Reconstrói a tua história pela força da mulher !</i>	Reconstruis ton histoire par la force de la femme !
<i>América ! Sacode tua nação.</i>	Amérique ! Secoue ta nation.
<i>Pela força feminina, faz revolução. [...]</i>	Par la force féminine, fais la révolution.
<i>Mulher negra, branca e índia,</i>	[...]
<i>Vem fazer tua defesa ! Na luta por teus direitos,</i>	Femme noire, blanche et indienne,
<i>Defendendo a natureza !</i>	Viens te défendre ! Dans la lutte pour tes droits,
<i>Formando uma grande rede,</i>	En défendant la nature !
<i>De muita informação</i>	En formant un grand réseau,
<i>Da América e do Caribe,</i>	Avec beaucoup d'information
<i>Faz uma demonstração !</i>	De l'Amérique et des Caraïbes,
[...]	Faites une manifestation !

*Cantando o 1º ENLAC** [En chantant le 1^{er} ENLAC], Nazaré Flor

On retrouve les composantes de la « conscience de genre » décrite par la sociologue étasunienne Pamela Aronson soit « l'identification (admettre que les femmes partagent des intérêts communs [: ce que Magnólia et Nazaré mettent en avant]), le mécontentement (reconnaître un déficit de pouvoir du côté des femmes [comme le décrit Magnólia]), l'affirmation de légitimité (regarder les inégalités comme illégitimes, [comme le dénonce Magnólia]) et enfin l'orientation collective (croire en une action commune, [comme l'y appelle Nazaré]) » (Aronson 2015: 137). La stratégie de la non-mixité politique permet l'organisation et la participation des femmes à la lutte à différentes échelles : au sein des communautés, des organisations, dans des espaces internationaux. Au delà de la démarche organisationnelle, des éléments de « pouvoir intérieur » (processus d'auto-conscientisation, d'auto-affirmation, capacité à influencer sa vie et proposer des changements), de « pouvoir de » (capacité de prendre des décisions, de faire des choix, d'avoir de l'autorité, de l'autonomie) et de « pouvoir avec (pouvoir de nature collective qui provoque des changements) sont travaillés et initiés : s'accorder un temps et un espace pour soi, penser à son bien-être, libérer la parole, développer un regard oppositionnel et dénoncer ce qui semble injuste, penser la soumission et les moyens de faire collectif et rallier d'autres femmes.

Cette pratique protestataire conditionne l'émergence du mouvement MMTR et l'acquisition de droits sociaux et droits du travail pour les femmes rurales dans les années qui suivent. Au sein de ces espaces dédiés, elles s'organisent pour la revendication puis l'obtention de leur statut de travailleuses rurales. À l'échelle de l'*assenta-*

mento, c'est aussi au moyen de la mixité qu'émerge une autre « technologie de lutte » permettant d'affirmer le territoire tout en validant et visibilisant le statut de travailleuse des paysannes : les collectifs communautaires.

2.2 S'organiser communautairement

« L'agroécologie et les semences paysannes ne servent à rien sans des communautés fortes. Nous avons formé de nombreux leaders, mais peu de communautés » déclare un paysan du Maranhão à la clôture du IV^e Congrès National de la CPT en 2015 (Porto-Gonçalves 2017).

« Faire communauté » est une démarche centrale dans ce contexte socio-historique de lutte pour la terre. Par « communauté » est entendue la « configuration collective humaine [...] qui donne sens et qui peuple ce qu'on désigne [...] sous le nom d'« espace socio-naturel » (Aguilar 2011 : 3). Ces formes de territorialité, alternatives à celles de l'État, résultent fréquemment des luttes et fondent une réorganisation de la société. Elles permettent d'« organiser les pouvoirs d'une société autre » (Escobar 2014_2018; Zibechi 2006 : 75).

Les nouveaux et nouvelles *assentad*^s* de Maceió investissent cette stratégie de « dynamique d'organisation » (Tonneau et Sabourin, 2009) dès l'attribution de la terre. Elles et ils constituent des structures communautaires informelles mais aussi formelles, comme un espace juridique local, reconnu par les institutions :

« C'est à partir de 1985, avec la désappropriation des terres et la constitution de Maceió en zone d'*assentamento* rural que les familles ont expérimenté d'autres formes d'organisations. Des associations, des groupes d'intérêt. » (Entretien Mimososa, 2014)

L'Association des *morador*^s* de la propriété Maceió (ASCIMA), l'Association des tisseuses de la propriété Maceió (ARRIMA), l'association des pêcheurs de la propriété Maceió (ASPIM) et l'association des cultivateurs d'algues marines (ACALMA) sont créées. Ces dynamiques locales se développent sur une base communautaire, ancrées dans le territoire local et motivées par la volonté de valoriser les ressources humaines et naturelles *in situ* (Tonneau et Sabourin, 2009). Cette stratégie renforce l'ouverture et la collaboration avec les différents acteurs sociaux (les ONG, l'université, par exemple) et permet l'accès aux financements publics. Ce type d'organisations paysannes défend les intérêts du groupe social et professionnel, reflète une tra-

dition de gestion communautaire de ressources naturelles et répond aux carences historiques de l'état pour assurer certains biens publics de base en milieu rural (Sabourin 2012).

Ces espaces d'auto-organisation des *assentad*s* marquent leur appropriation de l'espace matériel, l'*assentamento* Maceió, et caractérisent son identité et son organisation sociale. Prenons l'exemple de Sálvia. Elle est enfant au moment de la lutte pour la terre. Elle accompagne sa mère aux réunions d'organisation de la lutte. La dimension émotionnelle est exprimée dans son discours : la souffrance des souvenirs reste prégnante. La reconnaissance de l'*assentamento* et l'attribution des terres aux familles paysannes en 1984 est une grande victoire. Cette approche de la lutte en tant qu'enfant façonne la militante et l'*assentada* qu'elle est aujourd'hui. Sálvia participe à différentes structures communautaires. Elle est membre associée de l'ASCIMA, de la *Casa de Farinha Comunitária* (espace communautaire de production de farine de manioc), du groupe de catéchisme. Les premières années, l'ASCIMA organise des formations pour renforcer la production, les soins aux animaux et l'élevage, l'irrigation, entre autres. Cette organisation communautaire territoriale permet de construire l'autonomie, de réaffirmer l'indépendance des paysan·nes sur leurs terres, de matérialiser la réappropriation sociale et culturelle de la terre (Leff 2017).

Les femmes rurales participent à la création et au maintien de ces espaces. Elles réaffirment ainsi leur lutte pour l'*assentamento* comme espace des paysan·nes pour les paysan·nes. Elles construisent cet espace comme actif, au moyen d'un investissement dans la valorisation des activités de production, de culture, de reproduction de la vie. Toutes les enquêtées font partie d'associations ou de groupes de l'*assentamento*. Líria est coordinatrice du groupe « Artisanat et action », qui valorise le travail de *renda de birlo*, membre du conseil communautaire de la communauté Apiques de l'*assentamento*, membre de l'ASCIMA et coordinatrice du groupe religieux de Apiques. Valeriana est membre de l'ASCIMA et du groupe religieux de Apiques, elle est coordinatrice du conseil communautaire de Apiques et membre de l'association « Colonie de pêcheurs ». Magnólia est vice-présidente de l'ASCIMA, membre du groupe de l'église de Barra do Corrego (une des 12 communautés de l'*assentamento*) et membre du groupe d'artisanat « Rezado », un groupe qui organise une *mística*¹⁴² typique de la culture du *sertão* et elle fabrique les costumes de la *mística*. Begônia est membre de l'ASCIMA, du groupe religieux de Barra do Corrego. Zinia est membre de l'ASCIMA, de l'association de Sítio Coqueiro, de la chorale de l'église. Cette dyna-

¹⁴² Pour rappel, la *mística* est une mise en scène articulant chants, danses et gestes rituels, qui exprime des valeurs partagées, des idéaux, des raisons de lutter (A. N. G. de Castells 2001).

mique de participation marque l'investissement des femmes dans les « réseaux de la vie quotidienne » (Kaplan, 1990 : 260), en particulier dans les activités en mixité ou dans des activités entre femmes auxquelles elles se livrent en raison de leur rôle sexué ou en raison de la sexuation de l'activité.

Les vers de Nazaré, le rôle des femmes affirment les avancées communautaires, entre visibilité, reconnaissance de la participation des femmes mais aussi invitation à poursuivre la lutte :

<i>Hoje a terra é toda nossa, ninguém manda em</i>	Aujourd'hui, la terre est à nous, personne
<i>nossas vidas [...]</i>	ne règne sur nos vies [...]
<i>Temos escolas para todos [...]</i>	Nous avons des écoles pour tout le
<i>Comércio comunitário [...]</i>	monde [...]
<i>A rádio comunitário para nós é uma virtude</i>	Commerce communautaire [...]
<i>[...]</i>	La radio communautaire est pour nous
<i>Biblioteca em ação para toda a juventude [...]</i>	une vertu [...]
<i>Temos Associações [...]</i>	Bibliothèque en action pour tous les
<i>A mulher no Maceió tem uma grande missão</i>	jeunes [...]
<i>De contribuir bastante na luta e na produção</i>	Nous avons des Associations [...]
<i>[...]</i>	La femme de Maceió a une grande mis-
	sion
	Contribuer grandement à la lutte et à la
	production [...]

Sans titre*, Nazaré Flor

Ces dynamiques d'organisation collective permettent de « faire territoire » et « faire communauté ». Dans cette optique, elles et ils construisent la structuration et la visibilité de leur collectif. Chaque activité a son propre espace : l'artisanat, la production agroécologique, la transformation, la pêche. Les activités culturelles et religieuses sont également organisées au sein de collectifs. Même s'il s'agit souvent des mêmes personnes présentes dans les différents collectifs d'activité et structures organisationnelles, chaque formation de groupe a son identité et ses objectifs. Cette multiplication des groupes permet d'affirmer la pluralité des activités dévolues et de construire l'identité communautaire.

En s'appuyant sur le cadre analytique déployé par Arturo Escobar dans l'analyse du territoire par et pour les communautés colombiennes rurales afro-descendantes et indigènes, ces logiques organisationnelles s'inscrivent dans une « conception forte du territoire » où s'affirme un « projet de vie » (Escobar 2008; 2014_2018). L'espace de vie est construit de façon à garantir la survie ethnique, historique et culturelle.

Les multi-activités affirment le projet politique du territoire comme « espace composé par l'intégralité du lieu dont hommes, femmes, jeunes et adultes ont besoin pour créer et recréer leurs vies ». Ces pratiques marquent des « stratégies de défense du terrain de vie dans ses dimensions indissociablement sociales, culturelles et environnementales. » (2018 : 105).

L'appréhension des différents modes d'agrégation collective permet de rendre compte du « continuum des formes organisationnelles » (Buechler 1990 : 62) prises par la communauté paysanne, des plus institutionnalisées au plus informelles. Les structures formelles marquent la reconnaissance institutionnelle (par la municipalité d'Itapipoca, par les institutions étatiques dans le cadre de financements ou programmes publics) de la communauté et de ses activités : il s'agit d'une légitimation mais aussi d'un marqueur « officiel » d'existence, utile pour contrer la stratégie de « production de non-existence » (B. de S. Santos 2002) déployée par l'agrocaptal. Formelles ou informelles, les organisations communautaires autour des activités ont également une fonction *au sein* même de l'*assentamento*. Dans le contexte décrit de négation de la participation des femmes, d'invisibilisation de leur travail et contribution, d'absence de statut de travailleuses ; la constitution d'organisations communautaires pour chacune de leur activités entre dans cette « écologie des reconnaissances » (B. de S. Santos 2002). Il s'agit d'une stratégie de reconnaissance et de visibilité de leur statut et de leur participation productive qui vient rompre avec la déqualification en tant que sujet social et politique dans la colonialité du pouvoir (Quijano 2005). La lutte pour créer des sphères d'influence, d'autorité et de pouvoir des femmes rurales ou des *assentad*as* favorise l'engendrement d'une conception du monde différente de celle du groupe dominant (Hill Collins 2009_2016). En plus d'une stratégie de résistance, il s'agit d'une stratégie de construction/réaffirmation d'une alternative.

Face aux assauts continus et multiples au territoire, les techniques de luttes axées sur l'organisation territoriale, communautaire, féminine, mettent en œuvre une stratégie « globale » (globale et locale) qui enrayer deux outils de l'hégémonie agrocaptaliste : l'invisibilisation et l'appropriation. Les paysan·nes montrent la pluralité de leurs activités, travail, organisations ; ce qui érode la négation de leur réalité et expériences. Elles et ils visibilisent/alimentent leur création du territoire et leurs interactions avec le territoire et ses ressources naturelles. Cette technique de lutte casse le discours agrocaptaliste qui présente les terres convoitées comme vides, inutilisées, improductives et les paysan·nes comme inactif·ves et improductif·ves. L'agroécologie s'inscrit dans ces stratégies de défense du territoire, de résistance et de construc-

tion de leur projet alternatif. Nous allons explorer le rôle et la place de l'agroécologie dans ce « projet de vie basé sur le territoire » (Escobar 2008; 2014_2018).

3| Mobiliser l'agroécologie pour résister/r-exister

La lutte pour la terre est bien plus que la lutte pour un procédé de production (entre autres, J. de S. Martins 1981; Polanyi 1944; Wanderley 2003) : c'est un moyen d'affirmer le sens de la vie en tant que communauté paysanne (Porto-Gonçalves 2001; Saborin 2012; Wanderley 2009). Il s'agit d'un autre lexique théorico-politique (Porto-Gonçalves 2017: 64) :

« Résister n'est pas qu'une réaction à l'envahisseur mais une forme de r-existence car cela incorpore de nouveaux horizons de sens réinventés dans les circonstances. Ils résistent parce qu'ils existent, pour autant, ils r-existent.* »

Selon Enrique Leff, les luttes agroécologiques visent l'autonomie culturelle et les droits territoriaux (2017). Dans le contexte de « domination territorialisée » (Guétat-Bernard 2007) historique décrit précédemment, l'« oppression paternaliste » (Geffray 1996) et les rapports de dépendance (Léna 1996) construisent l'impossibilité et l'illégitimité pour les paysan·nes à « habiter » (Guétat-Bernard 2007; Wanderley 2003) la terre. Une des illustrations de ce non-droit est l'interdiction de planter des arbres. Face à cette négation de leurs liens à la terre, comment, aujourd'hui, les *assentad*s* se réapproprient leur territoire au moyen de l'agroécologie ?

Nous abordons la façon dont l'agroécologie s'inscrit dans les registres d'action et comme outil de r-existence au sein de l'*assentamento* Maceió. Nous détaillons les différentes « techniques de lutte » qui favorisent ce statut à l'agroécologie ainsi que l'articulation faite par les enquêtées entre agroécologie et lutte féministe. Pour cela, nous identifions : les compétences cultivées (1), les résistances cultivées (2), les conscientisations cultivées (3).

3.1 Cultiver les compétences

L'ensemble des *assentadas*¹⁴³ interviewées multiplient leur participation à des formations, à des rencontres et à des projets, généralement organisés avec le Cetra, le MMTR-NE, le PRA¹⁴⁴. Il s'agit d'espaces où sont travaillées les techniques productives agroécologiques, la transformation alimentaire (huiles et desserts à base d'algues, de cajou, entre autres) et cosmétique (production de savons, d'huiles), la reforestation d'espèces végétales, la préservation de semences mais aussi l'organisation politique des femmes, la division sexuelle du travail, la réflexion sur la souveraineté alimentaire, la justice environnementale, par exemple. Pour les ONG œuvrant pour l'agroécologie et le féminisme, la formation est un « instrument pour la construction d'une démarche antipatriarcale », une « stratégie fondamentale pour garantir le changement dans l'attention portée aux femmes* » (Faria 2011 : 9).

Les *assentadas* acquièrent, en l'espace d'une décennie, savoir-faire et compétences nouvelles. Pourtant, toutes possèdent des savoirs « agroécologiques » – principalement sous forme de pratiques productives et de valeurs de protection de la Nature – transmis par leurs parents (même si le terme n'est pas nécessairement utilisé) :

« L'agroécologie, c'est ce que nos parents ont toujours fait. C'est pêcher le poisson dans la mer. C'est prendre soin de l'environnement, sans utiliser de pesticide. » (Entretien filmique Lucivane, 2015).

« L'agroécologie, on en faisait sans le savoir. J'ai fait deux ans de formation avec le Cetra. Je savais la pratique, j'ai vu ma mère faire depuis toute petite, mais il me manquait la théorie et je suis venue enrichir ces savoirs avec les échanges entre agriculteurs. La conscientisation de la diversité, de la nature, du soin qu'on doit prodiguer, la conscience que l'eau va s'épuiser, tout ça. » Begônia 2014

¹⁴³ Nous utilisons le terme d'*assentadas* pour désigner les femmes vivant à l'*assentamento* Maceió qui font partie de l'enquête. Cependant, il s'agit d'une généralisation imprécise : certaines ne sont pas officiellement des *assentadas* pour les institutions publiques. Líria, par exemple, est une *agregada*. Au moment de l'établissement de l'*assentamento* Maceió, les terres sont assignés à certains hommes (et non pas aux familles) qui acquièrent alors le titre d'« assentado » et l'épouse, par extension, le titre d'« assentada ». Ils ont droit à la terre. Cependant ce titre est nominatif et ne peut pas être transmis aux enfants. Comme elle me l'explique, Líria est une *agregada* car elle est fille d'un *assentado* mais elle n'a en réalité aucun droit sur la terre, son statut n'est pas « régularisé » par les institutions. Elle a donc un rapport non officiel mais toléré à la terre.

¹⁴⁴ *Programa de Residência Agrária*, (PRA)[Programme de Résidence Agraire] de l'UFC, *Universidade Federal do Ceará* [Université Fédérale du Ceará].

Par l'observation ethnographique, par les entretiens ou discussions informelles et par l'expérience développée par le NEEPA¹⁴⁵ et le PRA, nous avons recueilli des éléments sur le sens donné et sur les usages faits par les enquêtées des apprentissages.

D'un côté, les enquêtées soulignent et valorisent la transmission de savoirs, de techniques et de pratiques des parents aux enfants, entre membres de la famille et entre paysan·nes. De l'autre, elles valorisent les « produits » de leur participation à ces formations « formelles » en agroécologie. Elles acquièrent des compétences constituées à partir de l'unification de ces deux sources de savoirs et savoir-faire. Elles construisent également un référentiel commun mobilisable dans les différentes sphères : communautaire, militante et institutionnelle. Ce qui est difficilement transférable d'une sphère à l'autre pour des questions de langage ou connaissances, elles le « traduisent » : elles montrent des techniques ou elles adaptent le vocabulaire, les exemples.

En conséquence, elles bâtissent une position clé à l'interface des sphères et peuvent circuler d'une sphère à l'autre et être l'intermédiaire des sphères entre elles. Ces compétences agissent également sur leur reconnaissance en tant que sachantes par les différentes sphères sociales. Explorons les ressorts de cette posture plurielle.

Dès les premiers projets dans le champ de l'agriculture biologique (projet IDER¹⁴⁶), Sálvia et son mari sont partie prenante. Sálvia poursuit cette logique et renforce ses compétences au fil des années :

« Les formations en agroécologie nous ont permis de vraiment travailler au *quintal*, de le développer, d'opter pour des techniques de diversification de la production. On participe à différents projets agroécologiques : le projet Ider, le projet du Cetra. J'ai fait des formations sur l'agroécologie et sur le féminisme avec le MMTR aussi. » (Entretien Sálvia, 2015).

Elles renforcent leur posture de sachantes en agroécologie à travers la collaboration avec les ONG¹⁴⁷ agroécologiques, les mouvements de femmes rurales et l'université. Elles font également partie de réseaux : Sálvia intègre le réseau d'agroécologie régional, Zinia est fondatrice et coordinatrice du réseau d'agriculteurs agroécologiques de Itapipoca. Flor est également présidente de l'association communautaire

¹⁴⁵ *Núcleo de Estudos, Experiências e Pesquisas em Agroecologia* (NEEPA) [Groupe d'Études, Expériences et Recherche en Agroécologie] rattaché au PRA, UFC.

¹⁴⁶ Projet de valorisation de l'agriculture biologique coordonné par l'Institut de développement durable et énergies renouvelables (Ider).

des agriculteurs en transition agroécologique. Comme le mettent en avant les chercheuses Elvita Alvarez et Lorena Parini, l'insertion dans des réseaux favorisant les opportunités de mobilisation construit le sentiment de compétence politique et stimule la participation (2005).

Quel est le rôle de cette participation à des formations « officielles » ? Rappelons le « sous-équipement technique » historique des femmes rurales (Tabet 1998) – qui persiste aujourd'hui – ainsi que leur exclusion des formations de la « modernisation agricole », de l'accès aux ressources productives et l'absence d'accompagnement technique (entre autres Federici 2004_2014; Guétat-Bernard 2015; Guétat-Bernard et Saussey 2014). Face à cette inégalité, se constituer en sachantes reconnues par les entités ONGistes et parfois par l'État, dans le cadre de programmes publics spécifiques, agit sur l'invisibilisation du travail des femmes rurales. Les ONG agroécologiques, comme le Cetra, qui ciblent prioritairement les femmes rurales, les qualifient d'« expertes agroécologiques » et mettent en place des opportunités de valoriser leur parole, leurs savoirs et leurs savoir-faire. Ces formations et ces échanges de savoirs sont des outils visant la reconnaissance de leurs savoirs et de leur travail. Le PRA adopte une même posture : une modalité pédagogique développée consiste en un « séjour » des étudiant·es de quelques jours chez les *assentad*s* pour apprendre le mode de vie, les pratiques productives et reproductives. Dans les ateliers organisés par le NEEPA sur des thématiques comme le féminisme et l'agroécologie ou la justice environnementale, les méthodes utilisées sont des outils participatifs visant à favoriser la prise de parole des *assentad*s*.

La participation des enquêtées à ces espaces vient éroder deux systèmes de négation sociale. En premier lieu, intéressons-nous au *travail* environnemental que prennent en charge les femmes au moyen de l'agroécologie. Le travail productif dans les *quintais* présente des glissements possibles : le lieu de réalisation des tâches (derrière les maisons) et la destination des produits agroécologiques en partie pour la consommation familiale réaffirment la porosité entre sphères productive et repro-

¹⁴⁷ La participation des femmes aux projets agroécologiques des ONG s'inscrit dans un mouvement d'institutionnalisation du genre. D'un côté, elles acceptent, dès les années 1980, les propositions des ONG visant l'adoption de pratiques productives biologiques ou agroécologiques : cela répond à leur rôle de sexe, à leurs attentes pour le renforcement des marchés locaux et l'autoconsommation alimentaire, à leurs valeurs socio-environnementales. De l'autre, les ONG les ciblent prioritairement suivant les lignes directrices des conférences mondiales sur les femmes de l'ONU (entre autres Beaulieu et Rousseau, 2011 ; Falquet, 2003a ; Siliprandi, 2018). Pour des ONG et mouvements comme le Cetra ou le MMTR, les projets productifs ciblant les femmes rurales sont inclus au travail de renforcement de l'organisation politique, qui reste l'axe prioritaire. Il s'agit d'une rupture importante avec les méthodes de travail des ONG en milieu rural qui ne s'adressent qu'aux « chefs de famille » en tant que responsables de l'unité de production.

ductive (entre autres Barthez 1982; Neves et Medeiros 2013; Segalen 1980), l'assignation des femmes à la sphère domestique et au travail de reproduction, l'appropriation des fruits de leur travail (Guillaumin 1978b). Le *care* environnemental lié à l'approche agroécologique indique une attention, un prendre soin qui peut être assimilé comme une caractéristique féminine, une inquiétude innée des femmes. Naturalisées, ces tâches deviennent des qualités féminines et sont disqualifiées dans leurs dimensions matérielles et dans leur statut de travail de production. Or, l'implication dans des formations avec des entités partenaires affirme qu'il s'agit non pas de qualités féminines mais bien de compétences développées et constitutives d'un travail et d'un savoir. Les traditionnels processus de naturalisation des compétences sont ainsi mis en défaut.

Ensuite, la reconnaissance et légitimation que confèrent les formations coordonnées par le Cetra, le MMTR et l'université permettent d'affirmer les femmes pratiquant l'agroécologie comme sachantes. L'action conjointe des pôles ongéiste, mouvementéiste, académique pour la promotion et la valorisation d'« expertes agroécologiques » est un outil de lutte face à la « nouvelle économie extractiviste de la connaissance » (Walsh 2019) déployée par la colonialité du pouvoir. Dans un contexte d'oppression épistémique lié à l'imposition de l'agrocapital – dans lequel les savoirs paysans et les savoirs des femmes sont déqualifiés, dévalorisés, niés – les formations et les rencontres avec les entités partenaires confèrent une légitimité des savoirs possédés.

Parfois, ces événements ne font que valoriser les savoirs que les participantes détiennent déjà. L'ensemble des ateliers, coordonnés par les membres de l'*assentamento* et le PRA-NEEPA et observés pendant ces années de thèse, s'appuient sur des outils de mise en commun des savoirs et de valorisation des paroles et des expériences des *assentad*as*. Cependant, en conférant une valeur « officielle » à ceux-ci, ces formations réaffirment les femmes rurales comme des sujets sachantes et érode la « monoculture du savoir » (B. de S. Santos 2002; Shiva 1988) tout en participant à l'épistémologie en construction. La connaissance est un instrument de la matrice productive hégémonique (entre autres, Quijano 2005; Shiva 1988; Walsh 2019), fournissant à la fois légitimité et outils au modèle agrocapitaliste. En s'affirmant comme « expertes » de l'alternative agroécologique, elles s'attaquent à la prétendue unicité du discours dominant. De plus, au sein même des espaces agroécologiques, elles affrontent l'aveuglement au genre ou la négation de la participation des femmes à l'agroécologie qui persiste encore.

Il est important de ne pas, pour autant, invisibiliser les à-côtés : le ciblage privilégié des femmes par les ONG et institutions internationales n'est pas sans conséquence sur le quotidien des femmes. Il s'agit d'une dynamique fondée sur la catégorisation désincarnée de la « population pauvre » à des fins d'intervention publique : « la femme pauvre du Tiers Monde » est pensée comme plus méritante et davantage à même de rentabiliser l'investissement social (Destremau et Lautier 2017). Les attentes institutionnelles envers elles se multiplient (*ibid.*) : sur-responsabilisation, surcharge de travail, renforcement de la charge mentale, tensions entre femmes et hommes, tensions entre femmes (entre autres Falquet 2003b; Guérin 2017; Guérin et Palier 2005; Guétat-Bernard et Prévost 2017; Molyneux 2007).

Dans le cas des enquêtées, elles sont des collaboratrices privilégiées pour les projets au sein de ce triangle d'acteurs (le Cetra, le MMTR et l'université). Du fait de l'intrication des pôles, elles peuvent être sollicitées par les étudiant·es pour des enquêtes, par les ONG pour des visites de *quintal* ou la participation à des ateliers, par le mouvement. Cette identification peut se transformer en sur-sollicitation : en 2017, Sálvia et Líria comptent une participation à huit enquêtes d'étudiant·es, Magnólia et Flor six (dont celle-ci). Cela reflète également le nombre encore limité d'expériences agroécologiques réelles, du moins celles assez développées pour être présentées en exemple.

En parallèle, certains biais des projets sont en partie neutralisés. Les travaux montrent que les « microprojets » (élevage, broderie), les microcrédits (Guérin 2017), les appuis aux activités génératrices de revenus (Mies 1986) proposés aux femmes depuis les années 1970 peuvent alimenter leur assignation sexuée et les enfermer dans des « ghettos domestiques » (Guérin 2017; Rogers 1980). Ces interventions « en faveur » des femmes pauvres peuvent opérer une alimentation du stéréotype marianiste (Nagels 2011) et donc renforcer la « rematernalisation des rôles » (Bisilliat 1985; Destremau et Lautier 2017 : 139) pour le « bien-être général de la société » (Jenson 2011 : 31), au détriment de leur autonomisation (Marques-Pereira et Pfefferkorn 2011; Molyneux 2006). Or, les parcours des *assentadas* montrent des transgressions aux assignations : les assignations au lieu et aux rôles sont négociées afin de s'investir dans différents espaces (nous le développons dans la section : *De la résistance à la puissance d'agir*).

Ainsi, cette « expertise » agroécologique peut se révéler un outil de luttes féministes et décoloniales si elle est accompagnée d'une politisation des normes de genre. Il est possible de déconstruire l'approche essentialiste sur le *care* environnemental

(comme préoccupation naturelle des femmes) et affirmer les femmes rurales comme sachantes et compétentes. La reconnaissance des femmes rurales comme agentes agroécologiques et le renforcement des partenariats peuvent alors conduire à des pratiques permettant de résister et r-exister sur les territoires.

3.2 Cultiver en résistance/r-existence

S'investir dans l'agroécologie prolonge les luttes pour la terre et l'affirmation du territoire, permet de résister à la production agro-industrielle et promouvoir sa propre production, promeut la définition et la valorisation des partenariats pour la résistance /r-existence, assure la pérennité du mode de vie.

L'agroécologie est un outil pour se distinguer ses pratiques productives de celles des *piratas* et de l'agrobusiness. Ce choix peut s'inscrire dans la continuité de la résistance :

« Ma mère aimait planter. Des fruits, des légumes. Elle n'a jamais arrêté de planter. Mais le patron ne laissait pas planter, il n'acceptait pas. Tout ce qu'on possédait, mangues, cajous, cocos, c'était à eux. Personne ne pouvait planter. Pareil pour le champ, le riz, les haricots. Alors, ma mère avait un arbre dans un pot qu'elle emmenait quand les hommes des patrons la chassait. » (Entretien Sálvia, 2014)

Après avoir vécu l'interdiction de posséder les produits cultivés ou de cueillir les fruits pour leur consommation, la production agroécologique s'inscrit dans un renversement de ce passé oppressif :

« Avec les *quintais* productifs, on travaille notre propre produit. On cueille les fruits directement dans l'arbre. L'oignon qu'on cultive, c'est pour notre propre consommation. Ou on peut le vendre aussi. Ce qui est important c'est de savoir ce que tu cultives. Cultiver sans pesticide, des produits non contaminés. » (Entretien Magnólia, 2015)

Conscientes des enjeux de la production agroécologique, les agricultrices doivent parfois résister aux injonctions des projets, des financeurs, des entités d'assistance rurale :

« Par la suite, les gros projets des institutions, des banques, nous ont imposé d'utiliser le *veneno*. Nous, on en utilisait pas. Il y a eu un projet financé par le *Banco do Brasil* dans lequel il est écrit qu'il faut utiliser des pesticides. Les agents venaient

nous dire combien de *veneno* on devait utiliser et il fallait qu'on l'achète. Moi j'ai refusé le projet. » (Entretien Sálvia, 2014)

Pour les enquêtées, l'enjeu est aussi de préserver l'autonomie vis-à-vis de la production agro-industrielle et de réguler, dans la mesure du possible, le recours à l'économie marchande, même si les deux systèmes co-existent pour toutes :

« Je ne vais jamais arrêter de faire moi-même le jus de citron pour l'acheter au marché. J'ai un pied de citronnier, j'en prends soin. Le jus de cajou c'est pareil. Jamais je ne vais l'acheter. Je veux valoriser ce qu'on a et ce qu'on produit, même si c'est peu. » (Entretien Líria, 2017)

« C'était très difficile pour moi de devoir acheter le poivron, les tomates. Avant, on devait acheter ! C'était sûrement plein de pesticides. J'étais tellement angoissée de devoir acheter. Maintenant, je le prends à ma nièce qui les cultive, en échange de fruits ou d'oignons. Elle a beaucoup de poivrons et tomates. Avec ma mère, on prend chez elle pour ne pas acheter en magasin. » (Entretien Zinia, 2014)

Confirmant les analyses de Éric Sabourin (2017) sur la production paysanne au Brésil, elles valorisent l'échange et la réciprocité fondées sur leurs liens sociaux, familiaux et amicaux.

« On va vendre sur le marché mais entre nous, on s'échange. Par exemple, Flor a beaucoup de maracuja mais pas de noix de coco. Alors moi j'amène le coco et elle le maracuja, on fait cet échange et je trouve que ça nous renforce beaucoup. » (Entretien Sálvia, 2014)

Elles pratiquent ce que Miosótis, salariée d'ONG, désigne comme « activisme pratique » : la priorisation d'achats directs à des ami·es, des connaissances, la construction d'un marché adapté à leurs temporalités et réalités. Il s'agit d'un activisme qui construit « notre monde, nos communs » et qui vise la réduction de la dépendance à l'État. » (Entretien Miosótis, 2017).

Les enquêtées ne rejettent pas l'achat de produits ou la commercialisation de leur production. Cependant, leurs logiques prioritaires visent à favoriser l'autoconsommation, l'échange, la fourniture des écoles ou des événements. La vente s'inscrit dans un cadre précis, celui des marchés agroécologiques qu'elles-même fondent ou coordonnent ou qui sont organisés par le Cetra.

Flor, Sálvia et Begônia vendent une partie de leur production au marché agroécologique de Itapipoca qu'elles ont participé à fonder. Il s'agit d'un marché hebdo-

madaire de taille réduite (entre trois et huit stands). Flor, et parfois Magnólia, participent au marché agroécologique mensuel organisé par le Cetra à Fortaleza. Zinia est apicultrice et produit des cosmétiques à base de miel, qu'elle offre, échange ou vend. Il s'agit de marchés de proximité à taille réduite. Outre la vente, ceux-ci visent le tissage de liens sociaux entre paysan·nes et habitant·es de la ville (Itapippoca ou Fortaleza) et la visibilisation du travail et de la production agroécologique. Ces marchés sont une « vitrine » : ils favorisent la participation des agricultrices et agriculteurs agroécologiques, qui sont en nombre limité sur l'*assentamento* comme sur la commune, et constitue un espace de vente différencié visible, donc pouvant être démultiplié (Sabourin, 2012). Leur caractère est mixte : ils constituent un cadre favorisant aussi bien les prestations fondée sur la réciprocité que sur l'échange marchand et monétaire (Sabourin 2008; 2012). Ce type de marché caractérise un potentiel de création de territorialité socio-économique et culturel par le renforcement d'un rapport entre individu·es, produit, culture, identité et territoire (*ibid.*).

Il apparaît donc que la logique marchande ne prédomine pas mais qu'elle s'inscrit dans une logique de soutien et de valorisation de leurs propres initiatives avec des partenaires historiques et fiables (le Cetra). Outre la résistance et l'autonomie ; cet engagement dans les marchés et réseaux de producteurs·trices s'inscrit dans la dynamique de constitution d'un espace fondé sur les collaborations entre les femmes rurales et l'ONG. Flor rappelle que cette construction collective nécessite une vigilance continue :

« L'ONG avait organisé une visite de mon *quintal* agroécologique. Il y avait beaucoup de monde, des personnes des institutions aussi. Et là, les gens de l'ONG arrivent avec des sodas pour le goûter ! J'ai dit non ! Franchement, on promeut l'agroécologie, je cultive des fruits sans *veneno* qui sont délicieux et eux arrivent avec des sodas à offrir aux personnes ?! Je leur ai fait remmener leurs sodas et j'ai fait des jus de fruits naturels. » (Entretien Flor, 2015)

Si leur démarche productive s'inscrit dans la mémoire des luttes, elle s'inscrit également dans les perspectives futures. Cultiver l'agroécologie, c'est prendre soin de l'avenir et réparer la nature, dans une perspective de *care* environnemental (voir aussi chapitre 6 : *Politiser de façon sentipensée*) :

« Moi je plante. Je plante des arbres différents. Ça ramène la vie. Les insectes. Les oiseaux mangent les insectes. Ça amène des animaux. Ici [son *quintal*], il n'y avait que des cajous et des cocotiers. Nous, on a planté d'autres arbres natifs. On a cultivé des pousses. » (Entretien Begônia 2015).

La lutte agroécologique, portant les dimensions individuelles et collectives/territoriales, s'inscrit dans les deux histoires imbriquées : histoires de vies/histoire de territoire :

« On a mis 40 ans pour récupérer la forêt comme elle était avant d'être détruite et brûlée. Il y a des arbres comme le murici, qui sont des arbres fruitiers natifs. Ils sont en extinction car à l'époque des patrons, ils ont tous déforesté pour planter des pieds de manioc. Nous, on fait des *quintais* et des potagers pour récupérer, pour préserver. » (Entretien Alfazema, 2016)

En participant au projet d'agroforesterie du Cetra, Begônia et Magnolia s'attachent à « replanter pour récupérer les espèces natives attaquées par les *piratas* et pour générer la vie » (Entretien Magnólia, 2015).

Face aux nouvelles offensives (Projet de *resort* touristique *Nova Atlantica* et de parc éolien *Complexo Eólico Baleia*), les projets et la production agroécologique visent également à démontrer et affirmer l'occupation des terres dans le cadre d'un projet basé sur le territoire (Escobar 2008) mais à visée sociale et environnementale plus globale.

« Malheureusement, ils arrivent toujours à inventer quelque chose, que ça va être bon pour nous, que ça va apporter de l'emploi. Mais en vérité, on sait que rien de tout cela n'est vrai. Ce sont des menaces pour déstructurer l'*assentamento*. » (Entretien Sálvia, 20014)

Le modèle agroécologique de production et reproduction de la vie vient sécuriser leurs modes d'existence (Hillenkamp, Lapeyre, et Lemaître 2013; Saussey et Degavre 2017) et assurer la reproduction de leurs territoires de vie (Degavre 2011; Guétat-Bernard et Saussey 2014). Cependant, afin d'assurer la pérennité de cette préservation de mode de vie et de territoire de vie, il est nécessaire de conscientiser les enjeux socio-environnementaux et de généraliser cette approche parmi l'ensemble des *assentad*^s*.

3.3 Conscientiser et convertir : de la terre à la Terre

Les approches sentipensées encouragent à saisir les interrelations présentes dans la parole des enquêtées. Les visions déployées par les *assentadas* incorporent une « ontologie relationnelle » (Escobar 2014_2018) : sur une approche non-dualiste, elles considèrent et luttent en faveur de la multiplicité des formes de vie et les interac-

tions entre elles. Les mondes biophysiques, humains et surnaturels ne sont pas considérés comme des entités séparées. Il existe un lien de continuité entre eux. À partir de cette vision, les *assentadas* opèrent une « activation politique de la relationalité », une position éthico-politique qui peut découler de l'expérience, qui vise une transformation sociale et écologique, une transition (*ibid.*). Cet extrait d'entretien de Begônia illustre l'ontologie relationnelle :

« On s'est rendu compte que c'était possible de travailler avec la forêt native sans déboiser. Elle protège et elle fournit de la matière pour alimenter le sol. Quand elle fournit de l'engrais au sol, le cajou en bénéficie. Il prend les nutriments du pied de *sabiá* [arbre natif du *Nordeste*], il va grandir et donner des fruits. Quand tu preserves la forêt native, tu as des oiseaux qui viennent. Si les oiseaux viennent, tu vas avoir un lézard, des insectes, des animaux. Les vies sont liées entre elles. » (Entretien Begônia, 2014)

Il s'agit d'une « force politique [...] qui réinvestit différemment le territoire comme terrain de vie et condition de possibilité d'un monde. » (Escobar 2014_2018: 123). Le territoire y est plus qu'un espace-temps vital de la communauté, il est aussi un espace-temps d'interrelation avec le monde naturel, à la fois englobant et constitutif. Zinia réaffirme cette dimension :

« La question de l'agroécologie c'est ça, tout est mélangé, rien n'est séparé. Une plante protège l'autre. Elle peut la protéger des insectes. Chaque espèce alimente et produit les autres ; les arbres, les oiseaux, l'eau, tout, et nous y compris ! » (Entretien Zinia, 2014)

Les visions portées par les *assentadas* mettent en avant le caractère vital des complémentarités et des synergies socio-environnementales. Le territoire est ainsi bien plus qu'une ressource : il inclut humain·es et non-humain·es, leurs interrelations, dans l'idée de « communauté ».

Leur vision socio-environnementale porte le projet plus global. Comme le propose le géographe brésilien Carlos Porto-Gonçalves avec la notion de « r-existence », les enjeux et les mobilisations évoluent, passant de la « lutte pour la terre à la lutte pour la Terre » (2017). Cette vision peut s'exprimer à partir de l'expérience individuelle :

« Avant de s'engager pour l'agroécologie, on avait presque rien dans le jardin. Seulement des pommiers-cajou et des cocotiers¹⁴⁸. Aujourd'hui, je regarde mon potager et je vois beaucoup de choses ! Ça fait neuf ans qu'on travaille la question agroécologique, avec cette conscience de ne pas brûler la végétation. La conscience du produit naturel, de s'alimenter de produits sains, locaux, sans pesticides. J'étais individualiste, il fallait que les choses soient pour moi. Aujourd'hui non, c'est bien différent ! L'agroécologie a changé notre façon de penser, de cohabiter avec les personnes, une compréhension nouvelle. » (Entretien Zinia, 2015)

et/ou d'expériences davantage collectives et communautaires :

« Ma grand-mère disait toujours : « un jour, la grande roue va entrer dans la petite. » C'est exactement ce qui est en train de se passer. Avant, la population était moindre et la Nature bien plus développée. Ça assurait un certain équilibre. Aujourd'hui non, on est majoritaire et la Nature toujours plus réduite : la grande roue est passée dans la petite. Il faut que les personnes se rendent compte. » (Entretien Begônia, 2015)

Les transmissions de savoirs sont privilégiées afin de renforcer les pratiques de chacun·e et de réaffirmer les savoirs du groupe de femmes :

« Avec le groupe de femmes, on échange sur comment planter, cultiver et invite les personnes à visiter nos *quintais*. » (Entretien Magnólia, 2015).

« Les techniques de transformation d'un produit du *quintal*, d'un cajou, d'une mangue, d'un corossol ; ce sont des choses que je ne garde pas pour moi. Je les repasse aux autres femmes. On organise des ateliers, des échanges de savoirs. Je crois que c'est ça, donner de la continuité au travail et aux projets. » (Entretien Zinia, 2015)

Ces démarches de transmission de savoirs engendrent une expérience collective favorisant l'apprentissage. Cette structuration promeut la confiance en soi et la valorisation des expériences collectives et individuelles. Ainsi, des valeurs humaines et éthiques se réaffirment comme la reconnaissance, le respect mutuel, la confiance, entre autres (Sabourin 2012).

¹⁴⁸ Rappelons que la surreprésentation de cajous et de cocotiers dont parle Zinia est une conséquence des programmes publics ayant incité leur plantation exclusive. En fournissant aux paysan·nes les fonds et le matériel pour développer ces cultures, ces politiques publiques modifient le paysage et provoquent la raréfaction des autres espèces. Cette donnée illustre l'ascension au pouvoir étatique des « nouveaux entrepreneurs » comme décrite précédemment avec l'exemple du Ceará et l'arrivée de Tasso Jeressati au pouvoir (Chapitre 5, section : L'histoire réifiée des *assentad*^s*).

Par ailleurs, elles réalisent un travail de ralliement, de cohésion, de promotion. Elles tentent de convaincre d'autres *assentad*s* de rejoindre la dynamique :

« On savait que le *veneno* était problématique mais il n'y avait pas d'initiatives. Aujourd'hui, on produit, on parle, on se plaint, on discute de ce que le pesticide fait à la santé. Sálvia en parle tout le temps, à chaque réunion. Dans la coopérative, on est tous agroécologiques. » (Entretien Alfazema, 2016).

Les agricultrices mobilisent une « pédagogie environnementale » (Pinho Valle 2017: 28), un savoir social qui traduit la connaissance partagée pour construire une durabilité partagée. (Leff 2006). Elles œuvrent pour conscientiser sur les impacts de pratiques dites traditionnelles (comme l'abattis-brûlis) ou l'usage de pesticides. Elles visibilisent et tentent de démultiplier les pratiques et la compréhension agroécologique. Cette démultiplication peut être déployée au sein de la famille :

« Initialement c'était le groupe de femmes qui avaient le champs agroécologique. On était formées grâce aux ateliers du mouvement. À la maison, j'ai transmis les techniques à Alfazema. Il cultive agroécologique maintenant. Toute la famille participe au *quintal*. On cultive tous ! » (Entretien Sálvia, 2015)

ou auprès des voisin·es et autres *assentad*s* :

« Je vais aux formations et je retransmets tout ce que j'ai appris. De retour à la communauté, je réunis les habitants et on discute. Ce que j'ai vu, ce que j'ai appris, je repasse aux agriculteurs. Des fois ils savaient déjà, mais ils pensaient que c'était des bêtises. Savoir qu'on voit ça en formation, ça leur donne plus de motivation. Ils voient que c'est comme ça que ça avance, qu'on produit mieux. » (Entretien Begônia, 2015)

Les échanges de savoir sont au cœur de leur participation et de leurs pratiques : si l'une d'entre elles acquière un nouveau savoir, elle va transmettre à d'autres *assentad*s*. Par exemple, en tant que transformeuse d'algues marines, Líria présente et transmet régulièrement ce savoir à des groupes paysans ou étudiant·es. Les visites de *quintais* par des étudiant·es sont courantes chez Sálvia et Magnólia.

De même que les stratégies organisationnelles, les stratégies pédagogiques et productives visent à se réappropriier le territoire après les changements, historiques

et récents, provoqués par la lutte pour la terre et par les assauts de l'agrocapi-tal. Social et environnemental sont articulés dans cette dynamique de résistance/r-existence qui va de l'échelle microsociale à la vision portée.

« Nous ne voulons pas une terre, nous voulons un territoire. » affirment les groupes sociaux paysans, indigènes, afro-descendants à partir des années 1990. Nous retrouvons différents éléments de la « condition paysanne » décrite par Jan Douwe Van der Ploeg (2008) : une relation de co-production avec la nature, la construction et l'autogestion d'une base autonome de ressources propres, un lien avec différents types de marchés et avec l'extérieur de l'*assentamento*, un projet de survie et de résistances qui permet la reproduction sociale de la communauté, la pluriactivité, la coopération et les relations de réciprocité. De surcroît, les résistances à Maceió visent la construction de la communauté, non pas comme un lieu naturalisé mais comme un « espace de vie » (Wanderley 2009), un lieu de confluence identitaire, politique, productive, affective.

Une nouvelle territorialité se bâtit autour du soin à la communauté et aux écosystèmes. Comme le montre Carlos Porto-Gonçalves (2017), il s'agit d'une « nouvelle politique du territoire » qui ancre sa compréhension dans le maillage humain·e-Nature et met en action une stratégie politique : les enjeux environnementaux sont resignifiés à partir de perspectives territoriales et culturelles. Les logiques de faire territoire jouent un rôle d'avant-garde dans la réappropriation sociale et épistémique de la Nature et dans la construction d'une rationalité environnementale (Escobar 2008; Porto-Gonçalves et Leff 2015; Walsh 2009). Nous avons vu que les agricultrices mobilisent la non-mixité, l'investissement dans les structures communautaires, la participation aux projets et la formation agroécologique, la production et la transmission de savoir pour non seulement résister mais aussi pour redéfinir leur existence à partir de formes politiques, sociales, organisationnelles, agricoles : un projet de r-existence. Nous allons maintenant explorer les effets de cette démarche dans leur trajectoire productive, sociale et politique.

4| De la résistance à la puissance d'agir des *assentadas*

Ce titre de sous-partie fait référence au travail de la sociologue française Danièle Kergoat qui, dans son ouvrage sur les résistances des infirmières *Se battre disent-elles* (2012), montre que ces professionnelles dénoncent l'exploitation derrière la qualification naturalisante de leur travail et la définition de leur travail en fait de Nature et non de culture. Par ce biais, elles transforment la domination en force de résistance puis en « puissance d'agir ». Elles deviennent alors sujettes de leur propre histoire, elles proposent un modèle alternatif à la représentation capitaliste des femmes, elles déploient un pouvoir qui sert l'action et subvertit les rapports sociaux.

En se penchant sur les engagements individuels multiples de différentes *assentadas*, il est possible d'identifier les différents registres d'action des femmes rurales sur le territoire. À partir d'un retour rapide sur les trajectoires sociales, politiques, productives de cinq *assentadas* pratiquant l'agroécologie et fréquentant le MMTR, nous identifions les multi-activités et investissements pluri-sphères des femmes rurales de Maceió (1). Différents rapports, au territoire et pour le territoire se dessinent (2). Ces parcours individuels révèlent une organisation collective leur permettant d'articuler vie militante et *care* (3) et les voies de renégociation des rôles de sexe (4). À l'instar de Catherine Achin et Delphine Naudier étudiant les trajectoires de « femmes ordinaires » (2010) ou bien de Emma Siliprandi avec les femmes leadeurs agroécologiques (2009), nous recherchons les ressorts de la puissance d'agir féministe agroécologique dans les parcours de ces *assentadas* qui mettent en place des stratégies et des pratiques faisant coïncider leurs engagements, leurs valeurs et leurs expériences. Par « puissance d'agir » est entendue la capacité d'agir face aux normes de genre et de classe, à la fois contre elles (subversion) et avec elles (arrangement) (Achin et Naudier 2010; Gallot et Meuret-Campfort 2015). La « puissance d'agir » nécessite donc l'articulation des dimensions du « pouvoir intérieur », du « pouvoir de » et du « pouvoir avec » à l'échelle des trajectoires.

4.1 Être sur tous les fronts

Comme présenté précédemment, elles participent à différentes organisations (communautaires, collectifs d'activité). Elles participent également à différents projets (programmes publics, projets du Cetra, ateliers du PRA). Elles sont également mili-

tantes du MMTR à l'échelle locale (MMTR-CE avec participation aux réunions dans l'*assentamento* et dans le Ceará) et/ou régionale (MMTR-NE avec participation aux réunions et formations au siège social à Caruaru ou dans d'autres États du *Nordeste*).

Afin d'appréhender la pluralité de ces positions, nous représentons graphiquement la *situation* de cinq des enquêtées de Maceió tout en retraçant brièvement leur trajectoire. Si l'ensemble des enquêtées *assentadas* de Maceió présentent une multipositionnalité, nous choisissons les situations de Sálvia, Líria, Magnólia, Begônia et Zinia pour deux motifs : les récits de vie sont davantage suivis au fil des années de l'enquête avec ces cinq femmes¹⁴⁹ et leur exemple illustrent la pluralité des situations présentes dans les différentes trajectoires d'*assentadas* militantes et pratiquant l'agroécologie rencontrées.

Cette démarche vise à saisir différentes logiques mobilisées par les *assentadas* mais aussi à rompre avec l'invisibilisation de la participation sociale et politique des femmes rurales et leur stigmatisation comme femmes passives et enfermées (Monteiro 2018).

Légende	
	Travail de reproduction et de <i>care</i> social
	Engagement militant et syndical
	Travail agroécologique
	Engagement communautaire
	Travail salarié et participation aux groupes de travail
	Engagement dans formation académique
	Collaborations privilégiées

¹⁴⁹ Les conditions de rencontre, de disponibilité, de temps passé ensemble, de libération de la parole sont davantage réunies sur les différentes années de mes venues à Maceió.

• **Affirmer les travailleuses rurales au moyen du militantisme**

Deux portraits illustrent cette affirmation en tant que travailleuse rurale et affirmation des travailleuses rurales au moyen du militantisme : Sálvia et Líria.

Sálvia, 46 ans, se définit comme « agricultrice féministe et agroécologique ». Elle a trois enfants, s'occupe de sa mère âgée et de sa sœur atteinte d'un cancer. Depuis un an et demi, elle est grand-mère. Son mari est lui aussi agriculteur agroécologique et électricien, converti après et par Sálvia. Leur pratique de l'agroécologie est familiale même si Sálvia reste la plus impliquée dans les tâches productives.



Illustration 31: Profil participatif de Sálvia. Auteure : Prévost, 2015

Sa socialisation militante s'inscrit dans la reproduction de l'engagement de sa mère :

« J'ai très petite à l'époque des patrons de la terre. J'ai participé des réunions pour la lutte pour la terre, j'accompagnais ma mère. Ensuite, j'ai commencé à participer au mouvement. J'avais 23 ans. À partir de là, je n'ai plus jamais arrêté. Le mouvement, ça libère. Pour moi, ça a été un choix. Un choix qui m'a beaucoup aidé dans ma vie, dans les savoirs que j'ai acquis. » (2014)

Elle assume la responsabilité de directrice du MMTR pendant quatre ans. Sa participation au mouvement est un « engagement organique » (Cardoso, 2019 ; Ricci, Blais et Descarries, 2008) d'où naissent et avec lequel s'imbrique d'autres formes d'investissement :

« De là, j'ai participé aux appels publics de *ATER Mulheres*, du PRONAF *Mulber*, du PNAE¹⁵⁰, du PAA. Dans ces espaces, je participe et je commercialise mes produits. Je participe au réseau d'agriculteurs et agricultrices, je participe au marché agroécologique, je suis associée fondatrice du marché. » (2017)

Si Sálvia est agricultrice avant de devenir militante du MMTR, c'est par cette participation militante que se développe sa participation économique, sociale et politique. Son mari, Alfazema, comprend et soutient son engagement : « Ah, cette femme qui court le monde. » lance-t-il avec un geste d'affection un matin où elle part à une réunion militante.

Elle participe au projet de valorisation des *quintais* productifs et, au sein des collectifs de femmes productrices de la communauté, elle cultive et transforme la manioc, la patate douce, et en prépare des gâteaux pour les goûters des écoles. Elle fournit la cantine de l'*assentamento* en persil.

En parallèle, elle travaille comme agente de santé. Ce travail salarié fixe n'est pourtant pas constitutif de son identité édictée et revendiquée :

« Je n'ai jamais arrêté l'agriculture. De travailler. Même en tant qu'agente de santé, j'ai toujours eu l'habitude de cultiver la terre, mon *quintal*. Car on est agricultrice, même si c'est pas notre profession, on est travailleuse rurale. » (2014)

Sálvia est également étudiante en pédagogie :

¹⁵⁰ Dans le cadre du PNAE (Programme national d'alimentation scolaire), les paysan·nes fournissent les cantines des écoles avec leur production et leurs produits cuisinés.

« J'ai commencé la spécialisation il y a un an. C'est difficile ! C'est une bataille les études. Déjà quand j'ai passé le bac il y a un an, c'était un vrai casse-tête. Il y avait beaucoup de jeunes avec moi, ça me déstabilisait. Une collègue de la formation me croyait incapable de réussir, elle me discriminaît parce que j'ai passé beaucoup de temps sans étudier. C'était dur. » (2017)

Dans sa trajectoire, les différentes sphères de la vie sont connectées à son militantisme. Elle « prône un militantisme de (re)mobilisation collective à la fois comme mode d'expression de la lutte féministe ainsi que pour revitaliser le mouvement social dont elle est partie intégrante et en assurer la cohésion. » (Ricci, Blais, et Descarries 2008: 6).

« L'an qui vient, je veux me reconcentrer sur le mouvement, renforcer la participation des femmes de la communauté. Plus que les projets, je fais partie du mouvement, il porte notre nom, notre identité. Les projets sont des partenariats mais il faut qu'on marche avec nos propres pieds. Le mouvement est né ici, c'est un pilier fondamental pour nous, il faut continuer à planter ces graines. » (2017)

Cette « militance organique » (Cardoso, 2019 ; Ricci, Blais et Descarries, 2008) renforce aussi bien l'affirmation et l'identité des femmes rurales de Maceió que l'affirmation et l'identité du MMTR, ainsi que la consubstantialité des deux.

S'il est moins explicite que dans la trajectoire de Sálvia, le militantisme MMTR de Líria suit les mêmes logiques, articulant lui aussi l'affiliation communautaire à l'affiliation au mouvement de femmes rurales.



Illustration 32: Profil participatif de Líria. Auteure : Prévost, 2015

Líria a 36 ans, mère de 4 enfants. Le dernier est né en 2019. Elle est artisane, agricultrice agroécologique, transformeuse d'algues et s'investit dans cinq groupes de l'*assentamento*. Son mari est gardien d'école et ne pratique pas l'agriculture.

Elle fait partie du syndicat des travailleurs ruraux de Itapipoca. Depuis deux ans, elle suit un cursus en pédagogie à Itapipoca : « J'adore le champs social, la sociologie, la psychologie. En tant que mère aussi, c'est important ce que j'apprends. Mon rêve était de retourner étudier, donc je l'ai fait. Ça a été très difficile mais je l'ai fait. » (2017). Líria articule ici la réaffirmation de son rôle de sexe (remplir au mieux son rôle de mère) et la transgression de ce même rôle de sexe (négocier et lutter contre les résistances de son mari pour pouvoir étudier : nous développons cette dimension dans la section : *Alterner/ assurer care et militantisme*).

La préservation des activités artisanales est un des enjeux d'investissement communautaire de Líria, malgré les difficultés environnementales et économiques :

« C'est de plus en plus difficile de pêcher les algues. L'eau est en train de finir, les algues sont de plus en plus difficiles à récupérer, il faut aller très loin pour retirer 20 ou 30 kilos. En plus, il y a beaucoup de spéculation, c'est très difficile de vendre à un prix décent. » (2015)

Elle participe et anime les ateliers du PRA et du Cetra. Elle a un *quintal* agroécologique qui, depuis deux ans et le retour des pluies, « produit bien mieux ». La cyclicité de l'engagement régional de Líria au sein du mouvement, sans pour autant s'interrompre, est lié aux grossesses et la prise en charge des premières années de la vie des enfants. Jusqu'à leurs deux-trois ans, elle limite les déplacements au siège social à Caruaru. Depuis 2017, elle représente le Ceará au siège du MMTR, en tant que directrice :

« En ce moment, mon temps est dédié au mouvement. Depuis que je suis à la direction, ma vie a complètement changé. Il y a beaucoup de demandes auxquelles il faut répondre. » (2017).

L'ensemble de ses engagements – communautaires, pédagogiques, militants, artisanaux – et les déplacements que nécessite la charge de direction au MMTR n'entraînent pas l'implication productive de Líria :

« Je vais continuer au champ. Même avec le travail et le mouvement, je ne lâche pas, je ne vais jamais arrêter. Je veux cultiver. Je serai toujours une agricultrice. » (2017)

Si le parcours de Líria présente une implication davantage partagée entre le local et le régional, entre le communautaire et le mouvementisme, l'affirmation identitaire d'agricultrice reste son fil rouge.

« C'est difficile de produire et de militer ! c'est vraiment très difficile ! » (Entretien, 2016) rappelle sans cesse Eldelvais, agriculteur et militant du MST, membre de notre corpus. Pour Sálvia et Líria, l'attachement et l'engagement au sein du MMTR caractérisent certes une revendication identitaire en tant que femme rurale (le Mouvement de la *femme travailleuse rurale*) mais cela affirme également une revendication identitaire territoriale de l'*assentamento* Maceió : le MMTR naît, en partie, au sein de Maceió puisque Nazaré Flor est fondatrice du mouvement et que Margo, du Cetra, appuie la constitution de ce mouvement. Par leur implication au sein du MMTR, les agricultrices matérialisent le lien entre le territoire et une organisation de femmes rurales du territoire. L'identité militante revendiquée et leur présence dans de nom-

breux espaces communautaires, collaborant avec différentes entités, manifestent l'affirmation politique et sociale des travailleuses rurales, *en tant que* travailleuses rurales.

• Ré-affirmer les partenariats de lutte historiques

Magnólia a 64 ans. Elle est veuve et remarié, mère de sept enfants (ses enfants biologiques et les enfants d'autres femmes de sa famille qu'elle élève au même titre que les siens). Elle s'occupe au quotidien de sa tante, alitée et dépendante. Son mari, agriculteur traditionnel, n'approuve pas les choix agroécologiques de Magnólia.



Illustration 33: Profil participatif de Magnólia. Auteure : Prévost, 2015

Si la trajectoire de Sálvia est un effet indirect de la mobilisation de sa mère pour la lutte pour la terre, la trajectoire de Magnólia en est un effet direct. Son parcours s'inscrit dans l'ancrage territorial et dans la fidélité au « partenaire » de lutte historique : le Cetra.

« Je connais le Cetra depuis que le Doutor Pinheiro est venu nous aider dans la lutte pour la terre. On vivait comme des esclaves. On a gagné cette lutte grâce à lui. » (2014)

L'engagement agroécologique de Magnólia au sein de projets se construit à partir de cette reconnaissance et de cet attachement. Magnólia possède un des plus grand *quintal* agroécologique de l'*assentamento* et s'occupe du vivier d'espèces natives d'arbres (projet d'agroforesterie coordonné par le Cetra) : « Le projet *Florestação* est le fruit aussi bien de la communauté, de l'association de femmes que du Cetra. On l'a pensé et construit ensemble. » (2017). Magnólia élève également des volailles et des porcs.

Elle est collaboratrice privilégiée du Cetra qui présente son travail et son *quintal* comme référence. Elle participe et parfois anime les ateliers du Cetra et du PRA. Membre historique du MMTR, elle est aujourd'hui investie à l'échelle locale uniquement. Son engagement à l'échelle de l'*assentamento* est important : vice-présidente de l'ASCIMA, membre du groupe religieux et du groupe d'artisanat culturel.

Magnólia est une figure clé du lien entre *assentamento* et Cetra par le travail agroécologique. Son parcours dans la lutte et l'affirmation territoriale est reconnu par le Cetra qui promeut sa légitimité et visibilité agroécologique. En même temps, Magnólia incarne et affirme la continuité du rôle du Cetra sur le territoire.

• Reprendre racines par l'agroécologie et les réseaux de femmes

Begônia a 35 ans. Elle est séparée et élève seule ses trois enfants. Sa sœur et sa nièce sont atteintes de maladies graves requérant des traitements médicaux réguliers : elle les accompagne et prend soin d'elles au quotidien.



Illustration 34: Profil participatif de Begônia. Auteure : Prévost, 2015

Begônia quitte pendant plusieurs années l'*assentamento* :

« À 18 ans, je suis partie avec mon compagnon. On avait un restaurant. À notre séparation, je suis revenue à l'*assentamento*, je suis revenue à l'agriculture. Je suis fille d'agriculteurs. L'agriculture, ça a été tout pour moi. On a tous commencé très tôt. » (2014)

Revenir à l'*assentamento* signifie se réinvestir dans le travail agricole et retisser les liens pour le travail collectif. Plusieurs femmes de sa famille – sa mère, sa sœur et sa cousine – participent à des projets agroécologiques avec le Cetra : c'est par leur intermédiaire que Begônia est, elle-aussi, intégrée à ces projets.

« À mon retour, je me suis mise de suite dans un projet : celui du *vivaio* du Cetra. Avec des membres de la famille, on s'est lancées. »

Elle possède un *quintal* agroécologique. Elle est membre du réseau de femmes agricultrices d'Itapipoca et multiplicatrice agroécologique. Le réseau de femmes – familial, communautaire, mouvementéiste – joue un rôle central à son retour :

« Tout est arrivé en même temps. Le projet agroécologique m'a rapproché du MMTR duquel je m'étais éloignée. On s'est retrouvé avec les *companheiras*. »

L'économiste indienne Bina Agarwal rappelle combien les femmes s'appuient davantage que les hommes sur les réseaux sociaux locaux du fait d'un moindre accès que les hommes aux ressources économiques et à la mobilité physique (2000_2015). L'entraide mutuelle produit un bien-être sur le plan matériel, sur le plan productif, mais également sur le plan social à travers l'amitié (Sabourin 2007). La mobilisation des femmes pour l'intégration de Begônia aux projets agroécologiques et pour sa réinsertion dans la communauté – en plus de l'implication personnelle de Begônia – caractérise une solidarité, un *care* relevant de l'amitié¹⁵¹ comme « porteuse d'un soutien personnel, d'intimité et de sollicitude », « productrice de l'identité individuelle » (Roseneil, 2011 : 57). Cette dimension de l'amitié recouvre les mêmes attributs que le *care* et relève également de logiques de solidarité et d'encouragements caractéristiques du féminisme. Comme le souligne Isabelle Guérin, « les relations d'amitié et d'amour sont également partie prenante du processus de constitution du sujet — amitié et amour sont ici entendus au sens de communion affective [...] qui implique une forme de partage et de réciprocité » (2017 : 133).

Outre engendrer un « pouvoir de¹⁵² », ce travail amical et affectif alimente la reprise de confiance en elle de Begônia, alimente son estime de soi, réaffirme sa place au sein de la communauté et donc son identité : des dimensions centrales du « pouvoir intérieur » de l'*empowerment*. L'exemple de Begônia illustre les effets des liens affectifs développés par et entre les femmes : « ils sont constitutifs de l'identité personnelle et de la sécurité émotionnelle mais aussi de la possibilité pour les personnes de se construire en tant que sujets et d'agir en tant que sujets » (Guérin 2017 : 134). Cet exemple montre une intrication entre la dimension individuelle et collective de l'identité, qui s'auto-alimentent. Ici, le productif est un outil au service de cette dimension communautaire et amicale. La réinsertion productive est moteur et conséquence de sa réinsertion communautaire et de son *empowerment* intérieur. Cela lui

¹⁵¹ Selon la sociologue anglaise Sasha Roseneil, il existe deux dimensions à l'amitié entre femmes : l'amitié comme « solidarité politique » et l'amitié comme soutien et sollicitude (2011).

¹⁵² Pour rappel, le « pouvoir de » renvoie à un pouvoir d'agir, à la capacité à prendre des décisions, à faire des choix.

permet de réaffirmer ses savoir-faire, sa légitimité et son statut en tant que sujet social et professionnel :

« L'agroécologie, ça me redonne une dignité, ça m'offre de quoi survivre et ça me renforce, ça me réinsère dans la société. Une chose entraîne une autre. Je vais au réseau de femmes agricultrices, je vais aux rencontres territoriales d'agroécologie, aux rencontres nationales. Ça donne du pouvoir. » (2015)

Begônia se ressaisit des logiques productives à partir d'une approche critique de la division sexuelle du travail, de l'invisibilisation du travail des femmes et de leur rôle dans l'affirmation de la communauté :

« Aujourd'hui, nous les femmes, on s'occupe de tout : la plantation, la transformation de manioc en farine. On attend plus les hommes pour certaines tâches, on fait ! Nous les femmes, nous sommes en majorité ici. Les jeunes et certains hommes vont travailler en ville. Nous on reste. On prend en charge tout. » (2015)

et dans la perpétuation des espèces végétales :

« On a réussi à récupérer des graines anciennes avec les échanges de semences. On a fait des pousses d'arbres pour les multiplier. On a pris soin des plantes. Comme l'urucum par exemple, après deux ans il reprend. » (2017)

Cette rhétorique autour de l'importance du travail des femmes et le rôle des femmes pour le maintien de la communauté et du territoire signale, en creux, la persistance, au sein de la communauté, de l'absence de reconnaissance et la dévalorisation du travail productif des femmes.

Begônia est également membre du PT. Elle participe aux réunions mensuelles du MMTR à l'échelle de l'*assentamento*. Elle est associée auprès du syndicat rural de Itapipoca. Elle s'investit dans la vie communautaire : elle participe du groupe religieux de l'*assentamento* et de l'ASCIMA. Elle s'implique dans la défense de l'*assentamento* face aux nouvelles attaques. Lorsque des audiences publiques ont lieu au sujet des projets touristiques et énergétiques, Begônia mobilise les *assentad*^s* pour s'y rendre collectivement :

« La seule chose que je sais des éoliennes, c'est que ça n'est pas bon. Car si c'était bon, ils les auraient installées proches d'eux, pas de nous. Ça dévie les nuages, le bruit va nuire à la communauté, ça rend fou. C'est dangereux pour les oiseaux, les chauves-souris. Le paysan n'est plus maître de sa terre quand il y a une éolienne

dessus. Si ça devait bénéficier à notre communauté, passe encore. Mais là, l'énergie ne nous est pas destinée. Alors on va se battre. » (2017)

Depuis un an, elle suit des études d'infirmière, dans un objectif d'articulation entre *care* et *care* environnemental :

« Je suis passionnée par les questions de santé. Dans la communauté, il y a vraiment besoin de personnes formées pour les premiers secours. Par exemple, ma tante est très malade, personne n'avait de connaissances pour l'accompagner. Mon objectif est de prendre soin de mon *quintal* et d'aider la communauté. » (2017)

L'exemple de Begônia montre la reconstruction d'une identité territoriale, communautaire, agricultrice au moyen de l'agroécologie et du réseau de femmes. Comme le souligne Bina Agarwal, les relations entre femmes, façonnées par les liens de statut, de famille, de voisinage, de séniorité, nourrissent les complicités et les solidarités entre femmes. Le rôle de ces relations est parfois déterminant dans la survie matérielle et émotionnelle des femmes (Agarwal 1994). Pour Begônia, il s'agit d'une réappropriation et d'un réinvestissement socio-environnemental·e fondé·e sur trois piliers : communauté/territoire, agroécologie, réseau de femme. Les dimensions affectives (l'amitié et le *care* des autres femmes) jouent un rôle central dans ce processus.

• (Se) changer

Zinia a 35 ans. Elle est mariée et mère de trois enfants. Elle est très présente auprès de sa sœur atteinte d'un cancer. Son mari, originaire de l'*assentamento*, est agent technique rural du Cetra, investi en agroécologie et dans la vie politique locale.



Illustration 35: Profil participatif de Zinia. Auteure : Prévost, 2015.

« Moi je suis née avec l'agriculture et j'ai grandi au milieu de l'agriculture. Ma mère est agricultrice, les proches, mes grands-parents, tout le monde. Mais c'était de l'agriculture traditionnelle, on faisait de l'abattis-brûlis, on utilisait des pesticides. Et puis, avec le travail du Cetra dans les communautés, j'ai demandé à ce qu'ils travaillent aussi avec notre famille. Et là, ça a commencé. » (2015)

Zinia construit son parcours agroécologique au fil des années en s'appuyant sur la collaboration avec le Cetra :

« Le Cetra m'a proposé de m'impliquer dans les groupes de femmes, ils ont appelé différentes femmes leadeures pour promouvoir une participation. Le MMTR facilite les choses pour lutter pour les droits; quand je peux je représente aussi le mou-

vement mais je suis juste adhérente. Avec les projets, j'ai plus d'expérience, je me suis plus investie avec le Cetra. Ma vie a été avec le Cetra. Ma famille est impliquée dans les projets, le Cetra nous a aidé. » (2015)

« J'ai eu l'opportunité de participer à une rencontre d'agroécologie, puis j'ai fait une formation. Après j'ai été multiplicatrice agroécologique à travers un projet du Cetra en 2004 : pendant un an et demi, on était formé·es tous les mois. Je me suis lancée dans la pratique suite à ça. Comme mon mari est agent technique agroécologique, à la maison, on a tout changé. Et j'ai continué les formations. » (2015)

Agricultrice agroécologique, apicultrice, éleveuse, elle participe au projet *Quintais para a vida* [Quintal pour la vie¹⁵³] et est multiplicatrice agroécologique. Elle coordonne le réseau d'agriculteurs·trices agroécologiques de Itapipoca :

« Je ne voulais plus rester que dans mon *quintal*. On ne voulait pas être chacune dans son coin. Avec d'autres agricultrices, on voulait former un groupe. On a créé le réseau [d'agriculteurs·trices agroécologiques] et je le coordonne. Il y a des réunions tous les mois. Il faut représenter le réseau, partager les expériences que provoque le réseau. Ça demande une implication dans les ateliers, les formations, les échanges, c'est un grand mouvement, ça demande tout notre temps. » (2017)

Elle préside le Cetra pendant 3 ans. En parallèle, elle a un emploi salarié en tant qu'employée administrative et est étudiante en travail social.

« Quand je suis obligée de travailler plus à l'extérieur, je n'oublies jamais le *quintal*. Quand je sors, je vais directement au *quintal*. C'est pas facile car certains fruits ou légumes ont besoin de beaucoup de travail. Sinon la récolte est faible. »

Zinia travaille et alimente son processus de conscientisation et de changement – personnel, productif, familial – de façon continue.

« On avait rien dans le *quintal*, seulement des cajous et des cocotiers. Et regarde aujourd'hui, combien il est diversifié. Ça fait neuf ans. On a la conscience de ne pas brûler, la conscience du produit naturel, la conscience de s'alimenter avec des produits sains, sans pesticides. » (2015)

« Je suis une formation comme assistante sociale. Je termine cette année. Ça aussi c'est une porte de compréhension des choses. Ça fait évoluer le regard. » (2017)

¹⁵³ Projet du Cetra, appui à la production agroécologique des familles rurales.

Elle est membre du PT et du syndicat des travailleurs ruraux de Itapipoca et participe de la vie associative (ASCIMA), religieuse (chorale de l'église) et communautaire (association de Sitio Coqueiro) de l'*assentamento*.

Son évolution agroécologique va de pair avec une évolution féministe : les deux sont imbriquées dans son parcours, faisant de Zinia un moteur de changements au sein de la famille mais aussi dans les institutions, s'affirmant comme sujet politique :

« Ma vie s'est développée. J'ai commencé à participer aux événements. J'étais très renfermée, dans ma maison, à m'occuper de la maison et attendre que le mari rentre. Avec l'agroécologie, ça a beaucoup changé, ma façon de penser, de vivre, de participer aux réunions de l'*assentamento*. en-dehors aussi. Aujourd'hui, je suis syndicalisée, je fais partie du Cetra, je fais partie du réseau d'agricultrices. Ça m'a ouvert les portes, j'ai des connaissances, une compréhension que je n'avais pas. Cette question de comprendre que la femme n'ai pas là pour avoir des enfants et s'occuper du mari mais qu'elle est responsable du développement, du maintien de la vie, de l'économie. Tu te rends compte que, en participant au réseau agroécologique, mon opinion a été intégrée au document envoyé à Dilma¹⁵⁴ ! » (2017)

L'exemple de Zinia montre la reconsidération du rôle de sexe assigné, la ré-élaboration et renégociation de celui-ci pour le pluraliser (en termes d'activités) et le tourner vers la sphère publique. Elle décrit une distance prise avec la culture centrée sur la famille et le foyer, qu'elle perçoit comme un enfermement : « j'étais renfermée ».

Contrairement à certaines femmes leadeurs militantes, Zinia et les autres *assentadas* n'usent pas d'une stratégie d'effacement du genre, elles ne tentent pas de se départir de la féminité rurale. Elles n'empruntent pas non plus les codes masculins de la représentation politique, l'image du pouvoir viril ; stratégie pourtant généralement adoptée par de nombreuses femmes intégrant des sphères de décisions (Bargel, Fassin, et Latté 2007). Elles construisent un autre modèle de femme rurale qui rompt avec l'assignation sexuée au lieu tout en affirmant l'attachement à ce même lieu.

Leur exemple est en rupture avec certaines militances de femmes populaires documentées par les études féministes, qui choisissent leur « famille de référence » d'abord dans le milieu social et en lien avec la classe sociale, rejetant les identifications féministes car perçues comme un « privilège de classe » (Skeggs 1997_2015), comme propre aux classes sociales moyennes et supérieures (Gallot et Meuret-Campfort 2015) et à la blanchité. Ici, elles s'approprient le féminisme et s'en reven-

¹⁵⁴ Zinia se réfère au document élaboré avec les agricultrices dans le cadre de la préparation du PLANAPO avec le gouvernement fédéral sous le mandat de Dilma Rousseff.

diquent tout en le situant et le contextualisation dans *leur* territoire. Elles créent d'autres alternatives identitaires pour les femmes rurales. Leurs rôles multiples, parfois contradictoires, coexistent et s'expriment par des cycles d'investissement alterné et/ou par une ré-organisation au sein de la famille. Nous approfondissons ce point dans ce même chapitre, section *Alternar care et militantisme*.

D'un côté, ces représentations graphiques des investissements des enquêtées réaffirment ce que les études féministes documentent depuis longtemps sur le brouillage entre sphères productive et reproductive : les deux ne sont pas distinctes mais fonctionnent ensemble dans l'expérience des femmes rurales (entre autres Brumer 2004; Hill Collins 2009_2016; Lagrave 1987). De l'autre, la visualisation de leurs multiples implications peut permettre de rompre avec l'idée que leur engagement productif n'est qu'une extension intrinsèque de leurs attributions de mère et d'épouse (Brumer 2004). On voit, qu'en plus d'être agricultrices, elles ont généralement un emploi salarié. La pluriactivité, entendue comme l'association entre salariat et production familiale, est une caractéristique connue de l'agriculture familiale. Cependant, les cinq *assentadas* ont la particularité d'avoir repris des études et de suivre une formation supérieure. La pluralité de leurs engagements et leur investissement étudiant reste un point aveugle de la réalité paysanne. En matière agroécologique, elles ne se limitent pas à des pratiques productives mais font vivre le mouvement agroécologique : en étant à la tête de réseau, en étant multiplicatrice, en étant dans des projets, par exemple. Elles ont également un investissement pluriel dans différents groupes de la communauté et un investissement militant et/ou partisan au sein d'espaces œuvrant pour le travail rural.

Cette dynamique d'être sur tous les fronts vient rompre avec les représentations stigmatisantes des femmes rurales mais aussi avec le tableau péjoratif d'un secteur agricole problématique. Guilherme Cassel, ancien ministre du Développement Agraire sous le mandat du Parti des Travailleurs, dénonce l'incorporation du MDA au Ministère du Développement Social (MDS) sous le gouvernement temporaire de Michel Temer et sa réduction à un secrétariat spécial lié à la *Casa civil* (cabinet de la Présidence). Ce démantèlement provoque la négation de l'agriculture familiale comme secteur socio-économique porteur d'une vitalité pour le développement du pays et construit l'image d'une population de « pauvres improductifs qui ont besoin

de l'appui des politiques sociales » (Cassel 2017). Or, l'étude des engagements et du travail pluriel réalisé par les femmes rurales démonte ces thèses homogénéisantes et invisibilisantes.

Si, à elles cinq, elles ne représentent pas toute la diversité des situations des *assentadas* de Maceió, les éléments émergeant de leurs expériences permettent d'amorcer les fondements d'un projet alternatif fondé sur le territoire. Ces différentes trajectoires ont en commun de présenter une pluralité d'activités, réparties entre le travail communautaire, reproductif (parental, domestique, de *care*), productif, politique/militant, étudiant et en lien avec différents pôles : l'ONG Cetra, le mouvement MMTR, l'université, la communauté. Trois piliers se retrouvent dans leur parcours respectifs : l'agroécologie, le rôle des femmes (par le mouvement ou par le réseau familial, amical, communautaire) et la communauté. Leur participation au projet territorial nécessite par ailleurs une action tournée vers l'extérieur : représenter le territoire.

4.2 Représenter le territoire

Face aux stratégies d'invisibilisation et de négation déployées par l'agroculture (décrites précédemment), la construction et l'affirmation territoriale nécessite une légitimation à l'extérieur, un travail de visibilité et de représentation. La représentation fait partie des registres d'action permettant de faire territoire. Pour les *assentadas* de l'enquête, il s'agit d'une technique de lutte double : pour le territoire et contre l'exclusion historique des femmes rurales des rôles de représentativité (Esmeraldo 2013; M. I. S. Paulilo 2004; Siliprandi 2009; Butto 2017). Cet enjeu est donc à l'intersection des dimensions féministe et communautaire.

Zinia, présidente du Cetra de 2014 à 2017, souligne l'importance de cet enjeu en dépit de la charge que cela représente :

« C'est une responsabilité en plus pour moi mais c'est important. C'est important qu'une femme comme moi en face partie, une agricultrice. Je représente l'*assentamento* et je représente une entité comme le Cetra » (Entretien Zinia, 2015).

Ce rôle de représentation incarne les partenariats historiques et les appartenances multiples des *assentadas*. Rappeler la mémoire de la lutte réaffirme aussi bien les collaborations que la participation des femmes :

« Au Cetra, je parle du mouvement. Je fais partie du mouvement. Et au mouvement, je cite le nom du Cetra aussi. Ce sont des partenaires. On doit avancer par nous-même mais ce sont des partenaires importants. Je vais toujours souligner ça. Ici, à Maceió, le mouvement est né. Les fondatrices sont d'ici et Margo en fait partie. Le mouvement, c'est cette partie fondamentale de notre vie. » (Entretien Sálvia, 2015)

Traditionnellement, la participation représentative d'agriculteurs·trices à des instances ou à des espaces multi-pôles est captée par un « noyau dur » de participant·es doté·es en capitaux et ressources : les personnes ayant d'ores et déjà une notabilité sociale et politique ou étant à la tête d'associations communautaires voient leur légitimité se renforcer par ce moyen (Tonneau et Sabourin, 2009). Ici, deux éléments intéressants se profilent : les associations sont initialement coordonnées et représentées par celles et ceux ayant été au devant de la lutte pour la terre : Babaçu, Magnólia, Mimosa, Visnaga, entre autres. La participation des femmes à la résistance provoque leur représentation des structures communautaires. À la suite, avec la multiplication des collectifs communautaires, d'autres femmes s'y investissent. Leur participation, partisane, militante, ongéiste, fonde leur intégration dans ces espaces. Du fait de cette co-construction et collaboration entre différentes sphères sociales, cette tendance à l'appropriation de la représentation, généralement majoritairement masculine, vient s'éroder avec la promotion de trajectoires féminines au moyen de l'outil agroécologique (nous y revenons dans la partie suivante) et de la participation au mouvement de femmes rurales.

S'il peut s'agir de re-formation d'une « élite de la participation » (Tonneau et Sabourin, 2009), cette fois en partie féminin ; il nous semble que d'autres dynamiques entrent en jeu.

En premier lieu, le rôle de représentation joué par les *assentadas* est aussi le fruit des logiques de solidarité, d'amitié et d'encouragements caractéristiques du féminisme¹⁵⁵ et/ou de l'amitié. Les féministes membres du Cetra sollicitent Zinia pour la présidence de l'ONG comme acte symbolisant la valorisation des savoirs et la parti-

¹⁵⁵ Il n'est pas question ici de présenter une conception romantique de l'amitié et du féminisme comme nécessairement emprunt·es de solidarité et de *care*. Il existe bien entendu une grande diversité des liens entre femmes, des rapports de pouvoir au sein des amitiés entre femmes et au sein du féminisme, des formes d'instrumentalisation, des modalités d'expression et des valeurs très variées. Il faut se garder de les présenter comme un bloc monolithique idéalisé. Cependant, nous souhaitons ici mettre en avant les liens de solidarité, d'amitié qui traversent les logiques déployées par les enquêtées et les effets de ceux-ci comme fondement de l'organisation sociale, en nous basant sur notre connaissance des *assentadas* et autres femmes de l'enquête, notre écoute de celles-ci et l'observation de leurs façons d'agir les unes envers les autres.

cipation des femmes agricultrices (Entretien Sapoti, 2015). La « Philosophie » du Cetra affirme l'engagement de l'ONG dans le renforcement de l'organisation des groupes de femmes, la promotion de l'égalité sociale, politique, économique et culturelle, la justice de genre¹⁵⁶. Proposer à Zinia la présidence vise à l'encourager dans son parcours, valoriser le chemin qu'elle a parcouru, reconnaître l'importance de leurs liens affectifs (Notes journal de terrain, discussion avec Margo, 2017). Dans ce cas, il peut s'agir de « l'amitié comme solidarité politique » : « élément constituant des mouvements féministes et base de l'identité collective » (Roseneil 2011 : 57). Ainsi, une féminisation, une *féminisation* (une diffusion des principes et des logiques féministes en même temps qu'une intégration de personnes féministes) se construisent. De plus, les logiques de structuration et la représentation se diversifient. Les dimensions affectives sont mobilisées dans les logiques organisationnelles et dans les « techniques de lutte ».

Ensuite, la représentation vise à maintenir des liens avec d'autres entités de lutte et préserver les cohésions. Zinia et Líria sont membres du syndicats des travailleurs ruraux de Itapipoca, Sálvia est membre de la CPT (voir les figures « Profil de participation » des *assentadas*). Cette dernière explique son adhésion dans la continuité de la lutte pour la terre : elle est restée dans cet espace depuis les mobilisations contre Tasso Jeressati. Outre faire entendre la voix des *assentad*es*, il s'agit également de rester présent·es dans des espaces d'organisation de la résistance rurale. Face aux offensives renouvelées, ces investissements permettent d'alimenter des liens avec des sphères mobilisables. Cette logique entre dans la dynamique de formation d'un tissu social de différents types de structures (réseaux, instances syndicales, territoriales professionnelles) qui porte à la création d'un « mouvement » (Tonneau et Sabourin, 2009).

Sur l'espace territorial de l'*assentamento* se dessinent les jeux de pôles (ONG, Mouvement de femmes rurales, femmes membres de la communauté rurale) et les enjeux inter-pôles. De la lutte pour la terre à l'affirmation du territoire (identitaire et spatial) et à l'affirmation féministe ; les collaborations construisent la résistance et la construction d'une alternative, d'un mode de vie à Maceió. De part leur participation aux dynamiques d'organisation communautaire et extra-communautaire (réseaux d'agriculteurs·trices, marché agroécologique), mais aussi aux logiques de représentation et de collaboration inter-pôles ; les femmes rurales agroécologiques sont su-

¹⁵⁶ Principes présentés sur le site de l'ONG, la « Charte de principes » énonce la « philosophie » du Cetra et son engagement notamment pour l'égalité et la justice de genre (consultable ici : <http://cetra.org.br/index.php/pt-br/institucional/carta-de-principios>).

jettes de ces jeux de pôles, elles sont au centre des collaborations entre ces différents espaces sociaux.

La triple stratégie féministe, communautaire et agroécologique, intègre et se fonde sur la solidarité, le *care* et l'amitié qui produisent un *empowerment* intérieur, un pouvoir d'agir (« pourvoir de ») et appuient le parcours de certaines. Il ne s'agit donc pas « simplement » d'une forme de solidarité qui serait spécifique aux collectifs féminins mais du partage d'un projet dans lequel la solidarité et l'amitié sont à la fois outil et valeur de l'alternative à construire. Par ailleurs, ces trois piliers – femmes, agroécologie, communauté/territoire – provoquent des changements dans le parcours personnel, familial et communautaire des *assentadas*. Reste que, pour l'avènement de ces changements, une gestion individuelle et collective des tâches de *care* est nécessaire.

4.3 Alternier/assurer care et militantisme

Les analyses sociologiques sur la démobilisation militante indiquent plusieurs causes allant de l'individuel au macro-social : entre autres, le renoncement aux relations sociales extérieures (réseau familial et amical), les effets de « générations militantes » qui se succèdent et coexistent (Taylor 1989_2005), les cycles sociaux (Hirschman 1983). Comme le souligne le sociologue français Olivier Filieule (2005), l'appréhension en termes de « carrières » des trajectoires militantes accorde peu d'attention sur le devenir des « ex » militantes.

Or, les récits de vie et le temps long de l'enquête nous permet ici de considérer les cycles d'engagement militant des agricultrices. La proximité développée entre enquêtrice et enquêtées du fait d'être hébergée chez elles, de les revoir sur plusieurs années, ouvre la « boîte » du privé, permettant de connecter les deux sphères, militante et reproductive, et de les observer sous l'égide de la vision féministe agroécologique. Ainsi, contrairement à une démobilisation, il est possible d'identifier les « successions de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu » (Becker 1985: 45-46). À l'instar de Verta Taylor considérant les cycles de protestation (1989_2005) dans la continuité des mouvements sociaux, nous allons nous intéresser aux phases présentes dans les trajectoires des *assentadas*, dans une appréhension globale en termes de continuum.

Le militantisme et la prise en charge du *care* par les agricultrices répondent en réalité aux deux versants du même projet féministe agroécologique. Au fil des années, leur participation militante change d'échelle territoriale et d'implication. La

« mise en veille » de la participation militante peut se lire différemment qu'en termes de désengagement. L'imbrication des sphères privée et publique est au cœur de ces processus mouvants. Les militantes adaptent leur investissement, en mobilité et en quantité, à partir de ce qu'elles estiment leur « devoir de *care* ». La participation militante est au cœur de la construction du projet mais le *care* socio-environnemental représente sa mise en pratique¹⁵⁷. L'investissement en termes de *care* s'applique aux personnes (ce que nous nommons de *care* social¹⁵⁸) comme à la nature. La spécificité de la stratégie organisationnelle de cette double dynamique réside dans l'appréhension et la gestion collective de ces deux engagements permettant une continuité.

Du côté de la participation au MMTR, l'objectif est de garantir la continuité de la dynamique militante, s'assurer qu'il n'y ai pas de rupture faute d'effectifs. Les investissements se font aux échelles locales (*assentamento*) et régionale :

« Il y a une nouvelle *companheira*, elle est de la région de la montagne. Sa présence aide beaucoup le mouvement. Car il y a eu ce moment où le mouvement était un peu au ralenti ici. Moi, je me mobilise toujours et j'essaie de mobiliser les femmes pour qu'elles participent. » (Entretien Valeriana, 2015)

Pour les militantes, il est important d'assurer les deux échelles, territoriales et régionales. Cela peut nécessiter un travail supplémentaire pour certaines, de préparation des relais militants mais aussi un travail sur la confiance et l'estime de soi de celles qui doivent reprendre le flambeau :

« Au début Valeriana comptait beaucoup sur moi. J'étais un moteur. Elle n'était pas sûre d'elle. Aujourd'hui, c'est différent. On continue de faire des pré-réunions ensemble pour préparer mais elle prend l'initiative maintenant et gère plus les aller-retour aux réunions à Caruaru. Moi je m'occupe plus de la coordination dans la région, avec Zinia. » (Entretien Sálvia, 2017)

Les femmes enquêtées présentent un fort sentiment de responsabilité vis-à-vis du mouvement. Même si cela nécessite des sacrifices, des réorganisations, des négociations, des renoncements, elles choisissent d'assumer cette charge :

¹⁵⁷ Nous développons, dans la partie « Une politisation sentipensée », ce que le *care* social et environnemental signifie et représente pour elles. Ici, nous nous intéressons aux pratiques organisationnelles.

¹⁵⁸ Par « *care* social », nous désignons le travail de *care* déployé envers les humain·es. Il s'agit simplement de le distinguer du « *care* environnemental ».

« À l'assemblée, il y avait l'élection de la prochaine directrice pour le Ceará. Moi, je me sentais pas prête. Mais on était que deux. Je me suis dis : je vais m'arranger et prendre cette responsabilité. Je trouvais qu'il fallait que je sois davantage formée car, comme j'ai eu mes filles, j'ai été beaucoup en-dehors du mouvement. Il fallait que je me remette dans le bain. Je ne me sentais pas préparée. Et là, je ne sais pas si ça le fait. Je fais les choses. Je fais ce que je peux. » (Entretien Líria, 2017)

Cet investissement peut nécessiter de ralentir les activités génératrices de revenus, même si celles-ci sont centrales dans la gestion économique du quotidien :

« En ce moment, mon temps est dédié au mouvement. Je suis rentrée à la direction, il faut beaucoup d'engagement pour gérer tout ça. Il y a une demande énorme. Avant je faisais beaucoup de *renda* [dentelle aux fuseaux]. Maintenant, je n'ai pas le temps. C'est difficile car c'était ma source de revenu. » (Entretien Líria, 2017)

Le moindre investissement militant ne représente pas un désengagement pour les *assentadas* :

« Sálvia a été une des fondatrices. Elle a un grand amour pour le mouvement. Même sans être à la direction aujourd'hui, elle reste au front. C'est une grande partenaire. » (Entretien Valeriana, 2017)

Lorsqu'elles ont la nécessité d'être présentes à l'*assentamento* à certaines périodes de leur vie, leur militance n'est pas pour autant en dormance puisque, quelque soit l'ampleur des charges, elles continuent d'organiser et de fréquenter les réunions à l'échelle de Maceió. Plus qu'une mise en sommeil, il s'agit d'un changement d'échelle de l'engagement, une re-territorialisation nécessaire lorsque le *care* doit être assuré :

« Je n'avais plus les conditions de voyager pour la participation au MMTR, avec ma tante¹⁵⁹. Je crois que c'est Dieu qui m'a demandé de m'occuper d'elle, jusqu'à ces derniers moments. Alors je reste surtout dans les activités de la communauté. (Entretien Magnólia, 2014)

Lorsque Sálvia doit prendre soin de sa sœur malade, elle demande à Valeriana de s'investir dans la direction étatique et de représenter le Ceará à l'échelle régionale du *Nordeste*. Quelques années plus tard, en 2017, Valeriana est enceinte. C'est Líria qui va prendre la fonction au sein du MMTR à sa place.

¹⁵⁹ Pour rappel, Magnólia s'occupe de sa tante alitée et dépendante, elle l'héberge chez elle et lui fournit tous les soins requis.

« Après les 30 ans du mouvement, j'ai décidé de sortir du mouvement pour avoir un troisième enfant. C'est un grand changement. Un bébé, c'est beaucoup de responsabilités. J'ai laissé la place pour une autre. Je suis restée plus à la maison pour m'habituer. Mais j'ai du mal ! J'ai du mal à ne pas participer. » (Entretien Valeriana 2017)

Le *care* aux personnes de la famille s'articule au *care* agroécologique dans une perspective holistique :

« Avec l'agroécologie, je crois que j'ai plus de travail en termes de ... (hésitations) de *cuidado* qu'il faut avoir. Les potagers, c'est beaucoup d'attention. C'est comme avec un enfant ! Il faut beaucoup d'attention. » (Entretien Sálvia, 2014)

Cette comparaison entre le *care* social et le *care* environnemental montrent l'approche globale que développent les enquêtées, la centralité du *care* dans ce qu'elles construisent.

Comme nous l'avons indiqué par ailleurs avec Hélène Guétat-Bernard, les risques de réassignation sexuée au *care* et de limitation de la mobilité sont mis en exergue (Guétat-Bernard et Prévost 2016b) par certains témoignages :

« Potager, jardin, ça demande beaucoup de soins et ça tous les jours ! Pour maintenir les plantes, c'est pas possible de l'arroser une fois par semaine. Il faut être là tous les jours, à regarder, à voir ce qui change. Il faut avoir cette attention » (Entretien Magnólia, 2015)

Magnólia explique qu'elle a accepté le projet de *viviao* quelques temps après la prise en charge de sa tante alitée et dépendante. La nécessité de rester sur place, à l'*assentamento*, pour prodiguer, chaque jour, des soins à sa tante, lui « permettait » d'apporter les soins quotidiens aux pousses d'arbres dans son *quintal*. Elle a ainsi allier *care* social et environnemental du fait de sa ré-assignation au lieu. Pour équilibrer sa distance avec le militantisme, Magnólia sollicite alors Begônia pour participer davantage au MMTR. Ainsi, elle tente de préserver la présence militante.

Patricia Hill Collins rappelle la double caractéristique du travail non rémunéré dans la sphère domestique pour les femmes noires africaines-américaines : à la fois positif et limitatif. Limitatif pour son assignation, la charge mentale et matérielle qu'il représente. Positif car il s'agit d'une contribution de celles-ci au bien-être de leur famille en préservant son unité (rappelons que l'esclavage s'est attaché à disloquer les familles) et en transmettant aux enfants des outils de survie, constituant ce

travail comme une forme de résistance à l'oppression plutôt que comme une forme d'exploitation par les hommes (2009_2016). L'exemple de Magnólia illustre cette dimension à la fois limitative et positive de sa prise en charge du *care* social et environnemental : « un cadeau de Dieu » comme elle le définit.

Cette réassignation au lieu restreint indéniablement la mobilité de Magnólia et de Sálvia. Elle lie les deux *assentadas* à la sphère domestique, à l'espace privé et reproductif, à l'espace de production proche. Cependant, dans ce cadre historique de la lutte pour la terre et dans la dynamique du projet politique autour du territoire, ce lien au lieu recouvre une autre dimension : la resignification de la valeur de l'espace matériel, à l'interaction des sphères productive et reproductrice (Verschuur 2012), à l'intrication du *care* social et environnemental. Le lieu, le *quintal*, le territoire sont des éléments clés du projet politique. Revaloriser cet espace en montrant la valeur non seulement productive (Hillenkamp et Nobre 2018) mais aussi sa place dans une « économie du *care*¹⁶⁰ » permet un revirement des valeurs hégémoniques qui dénigrent les lieux domestiques et assignés aux femmes. La valorisation des lieux qu'elles occupent articulée à leur engagement militant et à une gestion collective des différentes charges représentent les fondements de leur projet féministe agroécologique.

Ainsi, l'articulation entre les trajectoires militantes, sociales et productives des *assentadas* s'inscrivent en défaut des traditionnelles cyclicités de l'engagement documentées par les études sociologiques. Les travaux de l'équipe de J. Miller McPherson montrent que plus elles·ils ont des réseaux de sociabilité de militant·es nombreux et développés, plus les militant·es vont être susceptibles de quitter les organisations (cité par Fillieule 2005; 2009b). Les *assentadas* sont impliquées dans des sphères sociales variées, dans de nombreuses activités. Leurs réseaux de sociabilité s'avère donc large et divers. Pour autant, elles s'appuient sur ce réseau, notamment pour réaffirmer leur engagement militant, comme présenté dans la partie « Représenter le territoire ».

¹⁶⁰ « La economía del cuidado » (l'économie du *care*) est un concept de l'économie féministe qui désigne les activités et les pratiques nécessaires à la survie quotidienne des personnes, incluant le *care* pour soi, le *care* pour autrui, la fourniture des conditions pour réaliser ce *care* (nettoyer la maison, acheter/produire les aliments) et la gestion du *care* (coordination des horaires, supervision des tâches, entre autres). L'économie du *care* met en avant la valeur produite par ces activités et combien elles contribuent à la production de valeur économique (Enríquez 2015). Les activités sont intégrées au « flux circulaire de la rente » au sein d'un espace économique complémentaire, l'espace économique « de reproduction » (Picchio 2005).

Le travail de Verta Taylor (1989_2005) sur les cyclicités des mobilisations offre une considération en termes de continuité des mouvements sociaux. Appliqué à l'engagement des *assentadas*, nous pouvons considérer le continuum de l'engagement féministe agroécologique, alternant des phases dédiées davantage au MMTR et des phases concentrées sur le *care* et sur d'autres activités, productives, étudiantes, politiques. L'engagement militant n'est jamais complètement écarté : elles s'organisent de façon à mobiliser une autre *companheira* pour assurer le travail militant et/ou elle re-territorialise leur investissement à l'échelle de l'*assentamento*.

Cette organisation collective permet à chacune de faire face aux cyclicités de leurs obligations reproductives et de *care* tout en assurant la participation politique de façon collective. Ainsi, la stratégie des *assentadas* est d'assurer aussi bien la *pratique* que la *politique* du projet féministe agroécologique (*care* et militantisme) par une coordination collective des investissements.

Elles s'appuient sur les solidarités et le collectif. Les études sociologiques sur les femmes militantes leadeuses montrent que celles-ci assurent leur engagement grâce à des relais qu'elles mobilisent du fait d'être dotées en ressources sociales et locales (Meuret-Campfort 2018). Bina Agarwal souligne que, pour les femmes rurales, la mobilisation de réseaux d'entraide et de coopération entre femmes sont au cœur du fonctionnement des groupes, de la résolution de conflits, de l'adaptation en période de pénurie et de la compensation à l'accès limité des femmes aux ressources économique et à la mobilité (2000_2015). Ici, la forte cohésion est construite dans le « faire communauté » et dans le « faire territoire » mais aussi par la forte dimension collective développée au sein du MMTR : ces deux caractéristiques viennent constituer leur dotation en ressources.

Enfin, elles se distinguent également des militances traditionnelles de femmes de milieux populaires ou des ouvrières qui, du fait de moindres ressources sociales que la plupart des militantes féministes provenant de classes moyennes ou supérieures, prennent moins le risque de remettre en cause leur assise sociale (Gallot et Meuret-Campfort 2015) ; leur « respectabilité » fondée sur la famille (Skeggs, 2015). Contrairement aux agricultrices françaises étudiées par Rose Marie Lagrave, elles n'usent pas de formes de « féminismes silencieux » inscrites dans les pratiques plus que dans les discours (1987). Les *assentadas* rurales trouvent la stratégie d'« organisation sociale du *care* » (Enríquez 2015) qui permet de déployer l'ensemble des dimensions de leur projet politique à l'échelle territoriale et à l'échelle régionale : l'engagement militant féministe et le *care*.

Si les femmes rurales prennent en charge le *care* socio-environnemental, elles agissent en parallèle sur les assignations sexuées. Pour cela, elles doivent affronter les résistances à leur engagement militant, puis renégocier leur rôle de sexe. Ces deux étapes mettent en œuvre la « puissance d'agir féministe » : subversion des normes de genre et de classe et action afin de faire coïncider leurs engagements, leurs valeurs et leurs expériences.

4.4 Affronter les résistances et initier le changement

La dimension objective de la puissance d'agir féministe s'intéresse aux pratiques et aux rôles investis par les militantes. Les enquêtées agissent sur leur positions dominées au moyen de stratégies de résistance, de remise en question des normes en vue de transformations. Nous allons voir comment elles affrontent les résistances de leur mari, de leur famille voire de la communauté (1) et renégocient leur rôle de sexe, leur appréhension de soi (2).

• Sortir de la maison

« Le processus vers plus de pouvoir s'amorce dès lors qu'est franchi le seuil du foyer », affirme la sociologue et avocate indienne Kalpana Kannabiran (citée par Sri-latha Batliwala 1997).

Franchir ce seuil provoque un changement sur l'appropriation du groupe social des femmes (Guillaumin 1978b) et sur la domination traditionnelle des hommes sur les femmes (Batliwala 1997). Selon l'Indienne Srilatha Batliwala, ce changement altère le contrôle de leur corps, de leur sexualité, de leur mobilité, les violences physiques et le viol impuni, l'abandon du foyer et les décisions masculines unilatérales qui affectent la famille entière (*ibid.*).

La participation militante nécessite et provoque une première étape énoncée par la totalité des enquêtées, même au-delà de l'*assentamento* Maceió (les militantes du MMTR Nordeste) : « sortir de la maison ». Ce premier pas est difficile car il marque une rupture nette avec les normes de genre (pour les femmes engagées dans des relations hétéronormatives) et avec la traditionnelle assignation des femmes de l'*assentamento* à la sphère domestique.

Comme le souligne Margo, à l'époque des « réunions des épouses » : « Elles allaient seulement à l'église. Elles ne sortaient pas. » (Entretien Margo, 2014). Cette si-

tuation perdue encore aujourd'hui, comme le souligne Alba (31 ans) : « parce qu'on a peur de sortir » (Entretien filmique, 2015). Un travail sur soi est nécessaire :

« Je crois que si je n'avais pas participé au mouvement, je n'aurais pas cette facilité à sortir aujourd'hui. Ici, dans nos campagnes, il y a beaucoup cette question des femmes qui disent « Je vais demander à mon mari pour sortir » ou « Si le mari me laisse venir, je viens ». (Entretien Sálvia, 2015)

mais aussi un travail sur son mari :

« Avec mon mari, au début ça n'a pas été facile ! Si j'avais cédé à ce qu'il me disait, je n'aurais jamais changé ma vie et sa vie à lui. En allant au mouvement, j'ai appris à plus me valoriser et me faire confiance. J'ai un autre regard. Je ne vis plus à travers lui, j'ai ma propre opinion. À partir de mon changement, lui aussi a changé. » (Entretien Líria, 2017)

Le contrôle social des normes de genre est assuré non pas uniquement par le mari ou les parents mais par l'ensemble de la communauté. Ce qui nécessite d'autant plus de travail de questionnement des assignations :

« Ma famille, même aujourd'hui, n'accepte pas. Je tente de leur expliquer [...] mais ils me disent : « N'y va pas, ça sert à rien. Tu n'as rien de mieux à faire ?! » (Entretien Valeriana, 2015)

« Imagine la résistance de la famille, à la maison, des voisins souvent. Tu entends beaucoup de choses. Tu ne reçois pas d'encouragements [...] Grâce à Dieu, avec ma force de volonté, aujourd'hui, je réussis à rompre ces barrières. » (Entretien filmique Lucivane, 2015)

Elles rompent avec la traditionnelle soumission au mari. Elles changent leur appréhension du statut du mari : il n'est plus le représentant de l'autorité, il devient le partenaire. Ce changement de perspective est important car il révèle le travail pour un *empowerment* intérieur de la part des femmes rurales. Les militantes doivent justifier de l'intérêt de ce qu'elles font : elles doivent démontrer qu'il ne s'agit pas d'une « perte de temps » ou d'un « loisir ». L'affirmation de soi doit se concrétiser dans la pratique par une légitimation et une négociation continues de leur engagement.

Elles prennent confiance en elles, elles valorisent leurs décisions, elles se positionnent d'égal-à-égal avec leur mari et entament une discussion pour que cette

transformation soit effective : « on ne doit pas demander l'autorisation mais discuter avec lui » (Entretien Sálvia, 2015 et entretien filmique Goreth, 2015). Goreth, militante du MMTR, ajoute un élément clé de conscientisation des rapports de domination et de transgressions possibles :

« Si je lui demande, il ne me laisse pas [voyager] [...] Car s'il fallait demander, du moment où tu demandes, tu donnes autorité à la personne. Après c'est à lui de décider s'il te laisse sortir ou non, il te laisse s'il veut. Et on sait qu'une personne laisse difficilement quand elle est en situation d'autorité. »

Dans ce verbatim, elle démontre une compréhension fine de la pratique de la domination et de sa possible rupture. « Pouvoir intérieur », conscientisation des rapports de pouvoir, stratégie de transgression des normes de genre sont les trois dimensions de la puissance d'agir développée par les *assentadas* et militantes du MMTR. Il s'agit, comme le défend l'anthropologue Christine Verschuur, d'une « réinvention culturelle du politique » : ces changements initiés par les femmes ne visent pas forcément au renversement de l'ordre patriarcal et capitaliste mais construisent « de l'intérieur, sur ce territoire-là, des solutions et l'ébauche de nouveaux rapports entre hommes et femmes, sans plus attendre » (2011 : 204).

Pour autant, cette puissance d'agir féministe ne peut rester à l'échelle individuelle. Pour être en cohérence avec leur vision et valeur, les *assentadas* visent à multiplier ce processus dans la vie d'autres femmes. Elles s'y emploient donc. Lucivane encourage les autres femmes à travers le médium filmique :

« J'imagine que ce sont ces difficultés qui empêchent beaucoup de femmes de participer [...] Le premier pas, c'est à toi de le faire. Car si tu prêtes attention à ce que les autres pensent, à ce que le mari pense, à ce que les voisins pensent [...] ça empêche d'avancer. Il faut prendre ses propres décisions et avoir de la volonté. » (Entretien filmique Lucivane, 2015)

Sálvia saisit les opportunités que créent les réunions communautaires pour travailler cette conscientisation auprès d'autres *assentadas* :

« J'en ai beaucoup parlé avec elles. Je leur dis « Écoutez, on n'appartient pas à nos maris. Ils sont nos compagnons, ils sont là, à nos côtés. Vous devez communiquer, pas demander, car vous n'êtes pas soumises à vos maris. » (Entretien Sálvia, 2015)

Pour certaines, ce travail auprès du mari porte ses fruits et se traduit en une transformation des normes de genre et de la relation entre eux. C'est aussi le cas de Líria :

« Quand je suis passée directrice du Ceará au MMTR [ce qui implique des déplacements sur plusieurs jours], il n'a pas mal réagi. Il était tranquille. Il est déjà habitué. Aujourd'hui, je l'ai comme partenaire pour mon engagement dans le mouvement. Pour les voyages, il m'emmène à moto jusqu'à la gare routière. C'est un partenariat. Hier, il est rentré fatigué mais il m'a emmené. Ça c'est le fruit de ma participation au mouvement. Avant il n'était pas comme ça, ça nous a changé. » (Entretien Líria, 2017)

Si certains maris deviennent des « partenaires », après un long de questionnement des normes de genre et par les militantes ; une réorganisation des rôles de sexe et un « agir pour soi » doivent être travaillé·es.

• Réorganiser les rôles de sexe

S'investir ou se réinvestir dans l'activité militante provoque un moindre investissement dans les tâches reproductives et productives mais aussi communautaires. Nous avons vu une organisation collective des *assentadas* permettant d'alterner et d'assurer la continuité militante et des tâches de *care*.

Faire accepter son engagement rime avec organisation, anticipation et charge mentale (Haicault 1984). Valeriana explique qu'elle laisse son fils à sa famille, d'ores et déjà réticente vis-à-vis de son engagement : « cela complique encore plus les choses » (Entretien Valeriana, 2015). Certaines préparent l'alimentation pour plusieurs jours pour leur mari et enfants avant de partir en déplacement. Ce « rôle de dépannage » (Charlier 2006) montre que ces charges mentales et matérielles continuent d'incomber aux femmes (N.-C. Mathieu 1991_2013) dans certaines familles.

Pour d'autres, une réorganisation est opérée dans les rôles de sexe au sein de la famille. Quelques maris accompagnent et encouragent particulièrement la participation de leur femme :

« Il m'a encouragé. Il me disait : « il faut que tu participes plus aux événements, aux réunions. » Aujourd'hui que je suis présidente du Cetra et que je coordonne le réseau d'agriculteurs agroécologiques, on s'organise. Il reste à la maison quand je voyage. Quand lui doit sortir, je reste à la maison. C'est comme ça, on se relaie. » (Entretien Zinia, 2015)

La socialisation militante des maris s'affirme comme l'élément clé d'une posture encourageante vis-à-vis de leur compagne. Parmi les trajectoires de femmes rurales de l'enquête, celles ayant l'engagement militant le plus important (en termes de temps dédié) et occupant les responsabilités les plus reconnues dans la sphère militante, ont généralement un mari impliqué dans les sphères politiques ou militantes. Au sein de l'*assentamento*, l'exemple de Zinia est emblématique : son mari est investi dans des espaces partisans (il obtient un mandat de conseiller municipal) et militants agroécologiques. Au sein du MMTR, l'exemple de Violeta est également représentatif : agricultrice agroécologique, membre du *GT Mulheres da ANA*, militante MMTR, membre de la CNAPO (commission nationale d'agroécologie et de production biologique) et du CONSEA (conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle). Violeta rencontre son futur compagnon, Edelvais, alors qu'elle et il sont militant·e du MST. Elle explique son soutien et sa prise de relais des tâches domestiques, productives et communautaires :

« On m'a d'abord confié la représentation de l'État à la direction du MMTR. J'étais déjà dans tellement de tâches à l'*assentamento*, en tant qu'éducatrice populaire. Bon, j'y suis allée. Plus tard, c'est Edelvais [son mari] qui a pris la présidence de l'*assentamento*. Puis j'ai été en charge du mouvement dans l'État et dans tout le Nordeste. Quand on m'a proposé ce poste, moi je ne voulais pas. J'ai dit : « Je ne peux pas, j'ai une terre, j'ai un mari, j'ai des enfants. J'ai pas les conditions. » Je pensais que je n'avais aucunement les conditions. Un jour, j'en parle à la maison [à son mari], il me dit : « Non... mais pourquoi non ? On va s'arranger, on voit comment ça se passe ! ». Je suis passé secrétaire mais ça a été très difficile [...] La première année, ça a été très difficile. Après on a trouvé un équilibre. Moi je suis sortie de la maison [Violeta loge au siège du mouvement, dans un autre État, une semaine sur deux pendant son mandat] et de la vie de l'*assentamento*, la coordination des producteurs agroécologiques. C'est lui [son mari] qui continue, qui s'occupe des poules, du champs, du *quintal*, des enfants. » (Entretien Violeta, 2014)

Edelvais cumule un engagement militant et la production agroécologique pendant de longues années. Des déceptions militantes provoquent un changement : il se quitte ses propres espaces mais conserve tout de même une forme d'engagement à travers le soutien à Violeta :

« À dix ans, j'ai commencé à cultiver la terre avec ma mère. À 20 ans, je suis entré dans le MST. Quelques années plus tard, je suis devenu coordinateur national. Violeta était responsable du secteur formation. C'est là qu'on s'est connu. Quand Violeta est entré au secrétariat du mouvement, moi je continuais à participer un peu [son engagement militant]. Mais par la suite, il y a eu ces décisions à la tête du mouvement [celui dans lequel lui milite], vraiment j'étais pas d'accord avec les choix faits ! J'ai décidé que je ne voulais plus militer et que je voulais seulement produire. Ça fait dix ans que je me consacre à la production et à l'*assentamento*. [...] Violeta est impliquée au mouvement [MMTR] et moi je suis plus dans la logistique. C'est pas de l'aide, c'est mon devoir, pour la libération pas seulement des femmes, mais du peuple entier. » (Entretien Edelvais, 2016)

Bien entendu, il n'est pas question de prétendre que tous les hommes militants ruraux soutiennent la participation politique de leur compagne. Ni que les non-militants présentent systématiquement des résistances. Il s'agit d'un processus de transformation, celui-ci peut être partagé au sein d'un couple, ou bien un antagonisme peut se réifier, comme nous le verrons en abordant le cas de violences « conjugales » par la suite.

Si le soutien d'Edelvais est important aussi bien psychologiquement que matériellement, un cheminement est nécessaire. Par exemple, le transfert de charge mentale est plus difficile et long. Initialement, elle continue d'incomber à Violeta, même n'étant pas sur place :

« On voit ensemble l'organisation mais pour l'exécution, moi je ne suis pas à la maison, donc c'est lui qui s'en occupe, pas moi. On a parlé longtemps du travail domestique, ça a pris du temps. C'est seulement maintenant qu'il se rend compte avec l'enfant, la maison, tout ça. Il n'a plus le temps de s'occuper des champs ! » (Entretien Violeta, 2014)

Que les maris soutiennent, résistent ou changent avec l'engagement des enquêtées ; ce qu'il est important de mettre en lumière est le travail que celles-ci réalisent pour initier un changement de mentalité et d'appréhension des normes de genre. Ces transformations sont opérées pour elles, pour leur mari mais aussi pour toute leur famille et proches. Cet investissement a des effets non seulement sur les trajectoires des enfants mais aussi sur la communauté, présentant un autre possible :

« Participer au mouvement, ça m'a aidé pour la question de la famille, des enfants. Quand tu enseignes quelque chose à tes enfants à la maison, beaucoup, beaucoup de personnes de la communauté trouvent à redire. « Ah mon petit, ne fait pas ça, c'est un truc de femme ». Ça arrive beaucoup par ici. Tu dois défaire cette réalité. Ce sont des habitudes anciennes. Moi je leur enseigne. La semaine, celui qui reste à la maison, il balaie et il lave les choses. » (Entretien Sálvia, 2015)

« Quelques fois, il y a un ami de mon fils à la maison et il regarde mon fils en train de ranger et nettoyer. Il lui dit « Ne fais pas ça, t'es pas une femme ». Moi je lui réponds : « homme et femme mange, boive, de la même façon. Alors tout le monde doit ranger et faire le ménage à la maison. » (Entretien Valeriana, 2015)

La dénonciation de la division sexuelle du travail relève d'une conscience critique liée à la politisation féministe et se traduit en pratiques par l'agir pour soi, des transformations dans la distribution des tâches familiales, dans la relation avec le mari et la famille. Les changements sont plus ou moins marqués selon les situations et implications de chacune mais notables dans la trajectoire de toutes. Ces exemples illustrent un élément central permettant cette renégociation : l'affirmation de soi. C'est par cette estime, cette confiance en soi qui permet à chacune de défier les normes et de les affirmer à autrui, qu'un processus s'initie. L'*empowerment* intérieur est le moteur principal. Elle « sortent de la maison » mais aussi de ce *silenciamento* imposé culturellement. Cette dimension intérieur de l'*empowerment* va de pair avec la dimension du « pouvoir de » et permet cette dimension du pouvoir de se déployer. Líria mettent en avant le processus de conscientisation à l'origine des changements :

« J'ai conquis une nouvelle notion de comment gérer avec la famille. Jusque-là, on vivait comme beaucoup vivent : les hommes ont leurs tâches, les femmes les leurs. Le mari ne fait pas certaines choses. Après ça, il y a eu beaucoup de changements à la maison, avec les enfants. » (Entretien Líria, 2015)

Cette reconsidération du caractère immuable des assignations sexuées et les changements produits par les enquêtées sont les éléments non seulement d'un « pouvoir de » et d'une puissance d'agir féministe mais également les fondements de transformations sociales pour la génération future (les enfants) et un exemple d'un autre modèle de répartition des rôles pour les autres familles de la communauté. Un effet de cette renégociation des rôles est l'aménagement d'un « agir pour soi » que vont s'autoriser les *assentadas*. C'est dans ce cadre que plusieurs d'entre elles entament une formation universitaire. Líria explique avoir décidé de « faire ce qu'elle a tou-

jours voulu faire » : étudier, malgré les appréhensions personnelles et malgré le refus initial de son mari de participer aux frais et de garder les enfants. Elle a « retardé » jusqu'au jour où elle a dit : « C'est ça ce que je veux ! Comme ça je lutte pour mes idées, alors je vais affronter ça ! » (Entretien Líria, 2015). Par la suite, la résistance à la maison s'est infléchie.

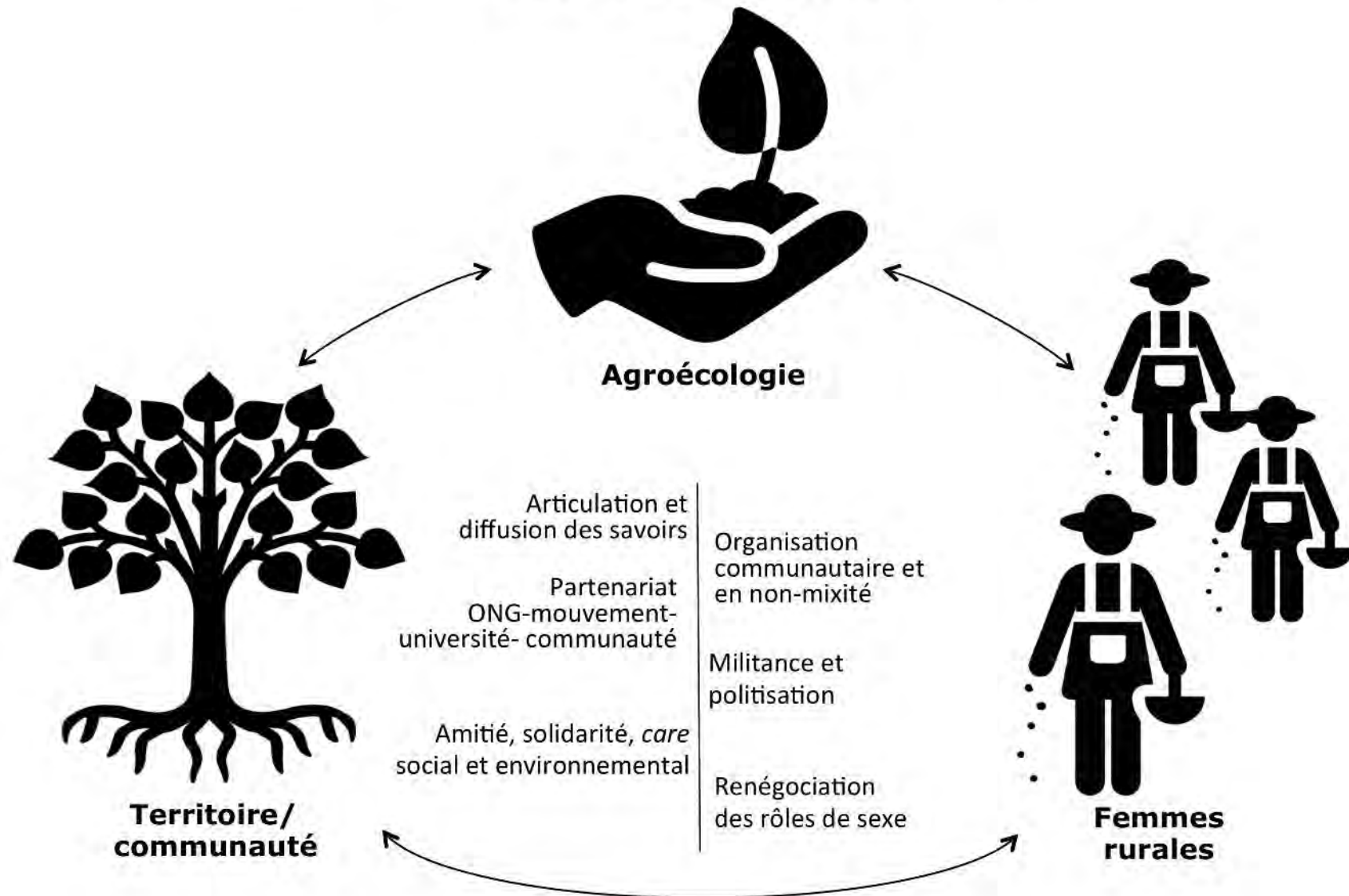
Rompre avec le rôle sexué assigné dans l'espace domestique (être dévouée pour sa famille, agir pour les autres) provoque un retournement du regard sur soi, pour soi. Elles déconstruisent l'idée d'avoir pour charge unique de penser et prendre soin des autres. Les *assentadas* arrivent à prendre en charge le *care* social et réintroduire une affirmation de soi et un agir pour soi. Par ces éléments du « pouvoir intérieur » et du « pouvoir de », elles dessinent et concrétisent la transgression des normes de genre, pour elles mais aussi pour leurs proches et enfants. Elles proposent un autre modèle d'ordre du genre au sein de la communauté.

Note : Dans notre démarche d'« écologie des savoirs » et d'articulation des registres épistémologiques sollicitant les différents types de compréhension (visuelle, cognitive, par exemple), nous présentons les résumés de fin de chapitre sous forme de formalisations graphiques. Celles-ci présentent les enjeux soulevés dans chaque partie.

Page suivante :

Illustration 36: Résumé graphique chapitre 1 : Projet de vie féministe et agroécologique basé sur le territoire. Auteure : Prévost, 2019

Projet de vie féministe et agroécologique basé sur le territoire



CHAPITRE 6

POLITISER DE FAÇON SENTIPENSÉE

*Eles combinaram de nos matar,
mas nós combinamos de não morrer.*

[Ils se sont mis d'accord pour nous tuer,
mais nous, nous nous sommes mis·es
d'accord pour ne pas mourir.]

Conceição Evaristo, *Olhos D'Água* (2014)

Nous avons vu la construction, par les femmes rurales, d'un projet politique et productif de r-existence sur le territoire fondé sur trois piliers : la communauté/le territoire, l'agroécologie, le réseau de femmes. Leurs parcours montre le continuum entre une mobilisation féminine qui s'appuie sur les rôles de sexe et les activités sexuées et une mobilisation féministe qui les contestent (Kaplan 1990). En plus d'une action sur la division sexuelle du travail favorisant l'engagement des *assentadas*, ce projet est possible du fait des collaborations entre différents pôles : ONG, université, mouvement de femmes et communauté. Nous voyons que les prémisses d'un « espace féministe agroécologique » se dessine autour de ces pôles œuvrant sur le territoire avec les *assentad*s* sur une durée longue. Il s'agit d'un premier élément de résultat – à l'échelle microsociale – pour notre hypothèse sur la constitution d'un espace pluri-acteurs.

L'agroécologie se révèle un outil de résistance et d'occupation territoriale, mais aussi une technique pour « faire territoire » dans un contexte de lutte pour la terre

réifiée. De plus, au moyen de l'agroécologie, les *assentadas* renforcent leur compétences et sont présentées comme « expertes » dans leur collaboration avec les pôles partenaires. Si elles détiennent d'ores et déjà des savoirs par la transmission familiale, la légitimité conférée par les formations leur apporte la reconnaissance d'autres membres de la communauté. Cette légitimation peut leur donner davantage de voix dans leurs démarches pour convertir les autres *assentad*ys* non seulement à l'agroécologie et à une vision socio-environnemental holistique.

La non-mixité et la participation militante sont des outils qui permettent aux *assentadas* enquêtées de développer un *care* socio-environnemental (vis-à-vis des productions et des personnes) sans pour autant s'oublier soi-même. Le processus d'affirmation de soi provoque une remise en question des normes de genre et une renégociation des charges domestiques.

Cependant, on voit que la charge de *care* social et environnemental repose largement – uniquement ? – sur les épaules des *assentadas*. Les projets d'ONG les encouragent et accompagnent dans l'agroécologie, renforçant leur travail dans les *quintais*, espace à l'interaction du domestique et du productif, réaffirmant leur assignation au lieu (Guétat-Bernard et Prévost 2016b) et, par extension au *care*.

Constituent-elles alors la « main gauche féminisée du néolibéralisme » (Destremau et Georges 2018) tout en étant aussi sa main verte ? Leur travail de *care* socio-environnemental s'avère-t-il l'élément qui permet au capitalisme de se reproduire ? Elles réparent les dégâts environnementaux de l'agrocaptalisme et assure la reproduction environnementale par leur vision et production agroécologique. Elles s'occupent, toujours gratuitement, des personnes malades, âgées et dépendantes tout en assurant la reproduction sociale de la famille, ce que les politiques sociales n'assurent pas/peu/plus. Se pourrait-il que, œuvrant pour une alternative, elles ne soient « que » l'outil de réification du modèle hégémonique ?

Au nom de la participation, les groupes communautaires et les organisations de la société civile assurent des fonctions de service public à la place de l'État (Sabourin 2008). De surcroît, les attaques continues aux droits sociaux et aux politiques sociales destinées aux groupes les plus précarisés, dont les travailleurs·euses rurales, s'intensifient depuis l'*agrogolpe* de 2016. Un nouvel assaut qui renforce la crise du *care*,

comme l'illustre le récent projet de réforme de la PEC 06/2019¹⁶¹. Le capitalisme persévère dans sa contradiction intrinsèque en sapant les bases de sa pérennité (Fraser 2011; 2016). Avec une main d'œuvre gratuite assurant le *care* social et environnemental, une aubaine semble se dessiner pour le modèle hégémonique. Nous allons investir les failles de cette possible conclusion en nous intéressant plus en profondeur à la construction de l'alternative et aux stratégies des militantes afin d'éroder le capitalisme.

Pour cela, nous élargissons le terrain en incluant, en plus des *assentadas*, les autres militantes partie de l'enquête. L'échelle s'agrandit donc au *Nordeste* (MMTR-NE) mais aussi à l'ensemble du Brésil avec la participation de militantes d'autres espaces (la *Marcha das Margaridas* et le *GT Mulheres da ANA*). Dans ce chapitre, nous analysons la construction d'un rapport sentipensée à la militance et à la Nature (1). Une fois la spécificité de ce lien socio-environnemental développé, nous détaillons le continuum de violences que les femmes rurales affrontent (2), constituant une « néropolitique agroc capitaliste ». Cette compréhension des violences interpersonnelles et structurelles éclaire les stratégies d'autodéfense et de *coraçonar*¹⁶² déployées (3), ainsi que les processus de conscientisation et d'*empowerment* à l'origine d'une politique intersectionnelle de coalition (4).

¹⁶¹ La *Proposta de Emenda à Constituição* (PEC 06/2019 – proposition d'amendement de la constitution) concernant la réforme des retraites prévoit des changements dans l'âge de départ à la retraite, la cotisation rurale, l'âge minimum pour les assurés de la Sécurité Sociale, les prestations versées en dessous du salaire minimum, la capitalisation de la sécurité sociale ; altérant son caractère social et solidaire. Les travailleuses rurales doivent prouver 15 ans d'activité rurale et contribuer financièrement pendant ces années. Si la contribution n'est pas formalisée, le droit à la retraite se perd.

¹⁶² Pour rappel, *coraçonar* est un mot valise constitué des substantifs *coraçon* (cœur) et *razón* (raison) : une expression hybride entre émotions, affects et raison. Il s'agit d'une forme développée de l'« être avec ». Le *coraçonar* se pratique comme un exercice d'auto-apprentissage permettant la responsabilisation personnelle qui provoque la compréhension et le changement du monde (B. de S. Santos 2018).

1| Un sentipenser féministe agroécologique

¿Para qué poetas en tiempos de extractivismo ambiental?

Pour quoi des poètes[ses] en temps d'extractivisme environnemental ? demandent Ana Patricia Noguera de Echeverry et Omar Felipe Giraldo (2017). Elle et il invitent à incorporer la poésie comme faisant partie de la « pensée environnementale du sud ».

Nous avons vu comment se traduit un *care* socio-environnemental dans la pratique organisationnelle des *assentadas* de Maceió. Nous allons maintenant explorer ce que veut dire ce *care* et, plus largement, quelle est la vision¹⁶³ féministe environmentaliste des agricultrices.

Afin de saisir cette vision, nous allons développer notre « imagination sociologique » pour identifier les dimensions émotionnelles et symboliques des mobilisations (Combes et al. 2011; Jasper 2016). Nous allons étudier les modes de penser et d'incarner le militantisme des femmes rurales investies en agroécologie. Comment portent-elles et incarnent-elles un « sentipenser avec la Terre » (Escobar, 2014_2018) ? Comment leurs analyses politiques se construisent-elles avec une dimension émotionnelle ? Quelles sont les spécificités d'une telle militance ?

Pour explorer ce *corazonar* féministe et écologique, les supports militants (chants, poèmes, film, slogans, habits, personnages symboles, entre autres) sont analysés. Étudier les porteurs physiques (poèmes, images, musiques, par exemple) et figuratifs (slogans, récits, personnages, par exemple) d'un mouvement social offre une lecture de son idéologie¹⁶⁴, de ses stratégies de sensibilisation et de cohésion (Jasper 2016). Plus que les textes politiques des mouvements, ceux-ci matérialisent les formes de savoirs assujettis (Hill Collins 2009_2016) et favorisent l'identification de la vision, sa portée émotionnelle (et) politique. En plus, nous mobilisons les récits de vie des *assentadas* et des militantes du MMTR et les données de l'enquête ethnographique me-

¹⁶³ Pour rappel, par « vision » nous désignons le « besoin vital » (Hache 2016 : 18) d'« avoir de nouvelles images à l'esprit, nous aventurer dans un paysage transformé, raconter de nouvelles histoires » (Starhawk 1982_2015 : 129 citée par Hache 2016) mais aussi le projet féministe et agroécologique ciblé.

¹⁶⁴ L'idéologie regroupe les idées, identités, narratives et autres éléments qui expliquent une vision du monde et suggèrent des actions (Jasper 2016).

née au sein d'espaces militants comme la *Marcha das Margaridas* et les événements du MMTR.

1.1 Préserver / Prendre soin / Réparer la Terre

Avant toute chose, gardons à l'esprit ce que documentent, entre autres, l'écologie politique féministe, les travaux écoféministes et les féminismes communautaires : la logique de replacer le *care* au centre. Tout ce qui maintient la vie est à considérer comme le cœur du projet. Les activités de reproduction et de soins aux humain·es et non-humain·es sont aux fondements d'une nouvelle vision du monde (Herrero 2017).

Dans notre enquête, le « prendre soin de la terre-Terre » est au cœur du modèle construit et s'exprime au travers des discours, des textes, des chants des militantes¹⁶⁵.

« L'agroécologie, c'est un modèle de vie. C'est se sentir bien. C'est s'occuper de son *quintal* pour avoir une production saine. En prenant soin de son *quintal*, tu prends soin de la nature, des êtres que tu dois respecter et tu construis la durabilité » (Entretien Zinia, 2017)

Contrairement aux approches en termes d'exploitation des « ressources naturelles », les enquêtées développent un lien à la Terre. On retrouve la capacité à faire le lien entre microsocial et macrosocial, la compréhension du maillage humain·e-Nature dans le passage de la terre à la Terre (Porto-Gonçalves 2017), du *quintal* à un « modèle de vie ».

Dans les échanges, la nécessité de préserver et réparer est présentée comme centrale : « Nous qui pratiquons l'agroécologie, nous devons réparer la Terre-Mère » (Jasmin, 54 ans, travailleuse rurale du Ceará¹⁶⁶), « notre production préserve la santé des eaux, des animaux et tout ce qui vit » (Cravina, 33 ans, travailleuse rurale du Ser-

¹⁶⁵ Ne considérant plus uniquement le cas des *assentadas* de Maceió, nous utilisons le terme générique de « militantes » de façon générique dans cette partie pour désigner l'ensemble des enquêtées impliquées dans la construction de l'alternative féministe agroécologique ; ce qui ne se limite ni à la sphère rurale, ni au pôle mouvementéiste à proprement parler.

¹⁶⁶ Propos d'une participante à l'atelier sur « féminisme et agroécologie » (60 femmes rurales participantes, deux coordinatrices : une d'une ONG locale, une professeure d'université membre du Groupe de Travail Femme de l'Association Brésilienne d'Agroécologie) lors des 30 ans du MMTR-NE, 11 août 2016 (extrait de journal de terrain) et rapport d'atelier.

gipe). L'appréhension environnementale englobe les espèces animales, végétales, humaines :

« C'est une forme de vie totale. La vie, c'est voir le petit oiseau qui avait disparu avant l'agroécologie. Il n'y en avait plus. Il y a d'autres espèces, le caméléon, le petit singe, un tout petit singe qui vient dans le jardin en face de la maison. Je crois que tout ça, ça résume la vie et il faut que nous, en tant qu'humains, on le protège. » (Entretien Flor, 2015)

Deux registres de lutte apparaissent dans les discours et les écrits sur le « prendre soin de la Terre » : la lutte contre l'ordre machiste et la lutte contre l'agro-capital. Certaines militantes dénoncent le caractère genré de la charge de soin : « Ce sont les femmes qui soignent la Terre. Les hommes veulent seulement jeter des pesticides pour ne pas fournir de travail. C'est une vraie lutte. Les hommes ne l'acceptent pas. » (Camélia, 46 ans, travailleuse rurale dans le Sergipe⁵). L'interconnexion entre lutte environnementale et lutte féministe est affirmée :

<i>A mulher trabalha muito</i>	La femme travaille beaucoup
<i>Pra não ser valorizada</i>	Et n'est pas valorisée.
<i>Na agroecologia então</i>	En agroécologie alors
<i>A nossa luta é dobrada</i>	Notre combat redouble.
<i>Porque queremos preservar</i>	Parce que nous voulons préserver
<i>Então temos esse olhar</i>	Nous avons donc ce regard
<i>De uma natureza bem cuidada</i>	D'une nature dont on prend soin
<i>Feminismo nada mais é</i>	Le féminisme n'est rien de plus
<i>Do que nos valorizar [...]</i>	Que de valoriser [...]
<i>Por isso é que falamos</i>	C'est pour cela que nous affirmons :
<i>Que sem Feminismo não há Agroecologia</i>	Sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie
<i>Porque um está ligado ao outro</i>	Parce que l'un est connecté à l'autre [...]

Poème de Maria do Socorro Silva Nascimento,
agricultrice du Pernambouc (A. P. L. Ferreira 2016)

Les violences contre la Nature sont dénoncées de façon indépendante :

« Ce sont des violences perpétrées contre la nature, contre les insectes, contre les animaux. On ne peut pas travailler l'agroécologie sans travailler la violence. La Nature fait partie de cet équilibre.¹⁶⁷ »

et dans leur articulation avec la violence faite aux femmes : « S'il y a des larmes et du sang des femmes, alors ce n'est pas de l'agroécologie », « Le machisme est le poison dans la vie des femmes¹⁶⁸ » (voir photo ci-après).

On retrouve l'analogie de la pensée écoféministe et de la pensée féministe décoloniale entre l'oppression produite par le patriarcat sur la vie des femmes et l'oppression produite par l'agrocapiatal sur la Terre.



Illustration 37: IV^e ENA – 2018;

source : page Facebook publique de la Marcha das Margaridas, 20-09-2018.

Slogan en haut à gauche : « Sans culpabilité ni excuse, femmes délivrées de la violence » ; en bas au centre : « Le machisme est le poison dans la vie des femmes » ; en haut à droite : « S'il y a des larmes et du sang des femmes, ça n'est pas de l'agroécologie ».

¹⁶⁷ Atelier précité.

¹⁶⁸ Relevé aux ateliers de discussion du III^e ENA en 2014, à la *Marcha das Margaridas* en 2015 mais aussi sur des banderoles lors de marches.

La culture mortifère du modèle agroc capitaliste et sa surabondance de *veneno* sont dénoncées. Le chant *Amigos da Natureza** [Amis de la Nature] de Nazaré Flor met en évidence, dès la fin des années 1990, l'opposition entre deux modèles socio-agricoles dans une approche connectée à la Terre : « L'un pollue, l'autre aide la terre qui est notre mère ». Les interconnexions entre humain·es et non-humain·es sont mises en évidence : ce qui « tue la terre » va de pair avec ce qui « nous [fait] du mal ».

Face à cela, les différents types de soin sont compris comme consubstantiels : le soin pour soi, le soin aux personnes, le soin aux animaux et aux végétaux.

« Cultiver la terre, c'est une thérapie pour soi-même. C'est gratifiant d'aller dans son *quintal* à n'importe quel moment de la journée, voir son propre aliment. L'agroécologie produit tout ça, l'agroécologie produit jusqu'à ton propre bien-être. » (Entretien Amarilis, 2017)

L'ensemble de ces dimensions du *care* sont connectées dans une compréhension relationnelle, comme le montre le chant de Nazaré :

Somos milhões de amigos, que podemos dar as mãos, « Nous sommes des millions d'amis, qui pouvons nous donner la main/nous entraider
Lutar pela natureza e sua preservação (refrão) Lutter pour la nature et sa préservation
Olhando o meio ambiente, temos que lutar, (refrain)
Combatendo as queimadas para a terra não matar. En regardant l'environnement, nous devons lutter,
Juntar todo lixo químico nos faz mal e o orgânico faz o bem ! Combattre les brûlis pour ne pas tuer la terre,
Um polui e outro ajuda a terra que é nossa mãe Les déchets chimiques nous font du mal,
[...] le biologique nous fait du bien !
Contribua na defesa de todos os animais, L'un pollue et l'autre aide la terre qui est
Nossos pássaros e répteis – e também vegetais ! notre mère [...]
[...] Contribue à la défense de tous les animaux,
Arborise o deserto, plante e regue com cuidado ! Nos oiseaux et reptiles – mais aussi les végétaux ! [...]
Cuide bem dos animais, traga-os bem alimentados ! Plante des arbres dans le désert, plante et arrose avec soin !
Ame também as pessoas, cuide de sua beleza ! Occupe-toi bien des animaux [...]
Faça isso com carinho, defendendo a natureza ! Aime aussi les personnes, Prends soin de toi !
Fais tout cela avec affection, en défendant la nature ! »

*Amigos da Natureza** [Amis de la Nature], Nazaré Flor

On retrouve la dimension du soin pour soi : prendre soin de soi, comme y invite Nazaré ; se sentir bien, comme le souligne Zinia. Ce « self care » est connecté aux autres dimensions du *care* et permet le *care* aux autres, à la nature.

Éric Sabourin (2017) rappelle que la transmission de patrimoine s'applique aux ressources matérielles (la terre, les animaux, les maisons), aux ressources immatérielles (les savoirs, les connaissances) et symboliques (rituels et religion). Ici, les ressources immatérielles et symboliques sont fusionnées : différents savoirs (valeurs et expériences) sont exprimés et incarnés dans les rituels, les rituels réaffirment, font vivre et transmettent des savoirs. C'est la vision globale qui est concrétisée et transmise. L'expression du prendre soin est fréquemment présentée sous forme pédagogique qui vise à convertir. La chanson de Nazaré invite à planter des arbres, à arroser avec soin. Si l'expression pédagogique peut être à destination des personnes non

converties à l'agroécologie, comme nous l'avons vu au sein de l'*assentamento*, elle peut également être un outil de renforcement des valeurs groupales. Les rituels militants sont aussi l'espace-temps de cette expression pédagogique qui vient renforcer la vision commune. Les rituels du MMTR sont déployés au moyen de chants, de poèmes, de rondes qui ouvrent et clôturent les réunions. Ceux-ci construisent et transmettent leur sentipenser avec la terre et leur féminisme. Prenons l'exemple du film *Mulheres rurais em movimento* : avant de reprendre le travail militant, une ronde est entamée sur une des musiques fréquemment mobilisées par le mouvement.

<i>Ei! não derruba esta palmeira</i>	Hé, n'abat pas ce palmier
<i>Ei! não devora os palmeirais.</i>	Hé, ne détruit pas les palmiers
<i>Tu já sabes que não pode derrubar</i>	Tu sais que tu ne dois pas les abattre
<i>Precisamos preservar as riquezas naturais[...]</i>	Il faut qu'on préserve les richesses naturelles*[...]

Cette chanson rappelle que le palmier est une « œuvre de la nature », une « grande richesse », qui « fertilise les sols » et explique comment les femmes rurales travaillent et utilisent les produits de l'arbre : l'huile de la noix de coco pour la préparation des aliments, la coque pour faire du feu ou pour faire des chapeaux de paille, la tige pour servir de tuteur aux plantations, la chair de la noix pour alimenter les porcs. « Pour les pauvres, cette noix de coco est un moyen de survie ». Le rôle environnemental et social de la nature, le travail et les savoirs des femmes rurales sont ainsi visibilisés et portés comme valeurs centrales.

À travers le chant, la conscience socio-environnementale est affirmée comme valeur essentielle. Le rituel du chant et de la ronde réaffirme, à chaque moment collectif, les enjeux de la lutte et du modèle en construction. Il s'agit également d'un moyen de transmettre la mémoire collective, l'histoire des luttes des femmes : ce chant rappelle que les femmes négocient avec les *fazendeiros* [les grands propriétaires terriens] afin d'empêcher l'abattage des palmiers alors que les paysans restaient de côté pour éviter tout type de confrontation directe (Barbosa 2006).

La dimension pédagogique est sentipensée : l'invitation à agir mobilise un registre rationnel (« Si nous ne prenons pas soin du monde [...] notre santé va venir à manquer, les eaux vont disparaître, nos arbres vont s'assécher ») et émotionnel (« Fais cela avec affection »).

1.2 Aimer et incarner la Terre

La dimension affective est au cœur de la démarche féministe agroécologique. Cette dimension est elle aussi sentipensée, aussi bien dans l'appréhension personnelle, la vision construite pour soi et collectivement, que dans l'expression militante. Il s'agit d'une posture transgressive : elle affronte non seulement la naturalisation des femmes comme étant des êtres émotionnelles et non rationnelles, mais aussi la naturalisation du militantisme, dénigré pour être dans le registre affectif davantage que raisonné. Ces raisonnements naturalisants se fondent sur une logique de bi-catégorisation, entre raison et émotions, propre à la « colonialité du savoir » (Lander 2005) dénoncée par les écoféminismes, la pensée décoloniale, les écologies politiques ladi-noaméricaines dont féministes.

Les études montrent que les femmes activistes pour l'écologie ou pour la cause animale sont qualifiées comme trop émotives, anti-intellectuelles et invitées à utiliser des arguments « sérieux ». Dans *Women in the Animals Rights Movement* d'Emily Gardner, une femme indique devoir changer d'argumentaire face aux critiques incessantes : cesser de parler de ses émotions et adopter le raisonnement utilitariste. L'auteure souligne être régulièrement félicitée pour ses livres « argumentés de façon rationnelle et qui ne tombent pas dans le sentimentalisme » (Desaulniers 2016).

Les militantes féministes agroécologiques refusent d'invisibiliser la dimension affective de leur vision et de leurs pratiques. Pour elles, l'absence d'affects reflète la culture destructrice agrocapialiste. Elles s'inscrivent en défaut de celles-ci :

« Cette sensibilité au *cuidado*, des enfants, des plantes, avec amour. Tout est en harmonie. La destruction du monde que l'ont voit, c'est à cause du manque de valorisation, d'amour pour la nature. La terre appelle à l'aide et nous, nous la détruisons. On devrait en prendre soin et l'aimer, et nous on la détruit. » (Entretien Líria, 2017)

L'expression militante s'inscrit également dans cette logique : aimer et cultiver vont de pair et construisent l'alternative à l'agroculture. Les slogans l'illustrent : « L'agroécologie, c'est aussi cultiver l'affection » (voir image ci-dessous) ; « Sans affection, il n'y a pas d'agroécologie » (banderole de la IV^e ENA, 2018).



Illustration 38: Conversation dessinée par Ricardo Wagner pendant l'atelier de femmes rurales sur la transition agroécologique, IV^e ENA, juin 2018. Présentation avec autorisation de l'artiste.

Outre les chants et poèmes, les « connaissances corporisées » (B. de S. Santos 2018), soit les connaissances que l'on possède dans et par le corps, sont également mobilisées. Il s'agit d'une double signification du savoir : comme connaissance et comme ressenti. Ana Patricia Noguera de Echeverri et Omar Felipe Giraldo développent ce double sens :

« Ressentir les saveurs de la terre, c'est savoir ses ressentis. Savoir comment la terre sent et se sent, c'est un savoir sur nous-mêmes, c'est nous savourer, nous écouter, nous faire confiance [...] Savoir que nous savons, c'est sentir le savoir-saveur.* » (2017 : 72)

La Terre peut être une figure incarnée, soit comme « Terre Mère », soit comme sœur : « Lutter pour la Nature et sa préservation ! Une sororité avec la nature¹⁶⁹ ». Le poème suivant de Nazaré Flor exprime cette dimension tout en explorant le sentir :

*Sou desejo, sou conquista,
Sou amparo e proteção.
Flor que ao murchar transpira
Cheiro aguçado de paixão.
Rocha firme que a corrente
Nunca consegue arrastar:
Sou bravura da serpente,
Sou semente a germinar.[...]*

Je suis désir, je suis conquête,
Je suis refuge et protection.
Fleur qui transpire
L'odeur de la passion.
Un roc solide que le courant
Ne peut jamais emporter :
Je suis la bravoure du serpent,
Je suis la graine en germination.[...]

*Eu sou** [Je suis], Nazaré Flor

Les éléments de la Nature sont incarnés avec émotions (passion, désir) et indiquent la force dans la lutte (conquête, bravoure, par exemple)

La référence à l'incarnation de fleurs est récurrente chez les militantes rurales. En premier lieu, les militantes du MMTR mais aussi l'ensemble des militantes participant à la *Marcha das Margaridas*, se surnomment les *Margaridas*.

¹⁶⁹ Atelier précité.



Illustration 39: Militantes du MMTR (appel à soutien financier pour la Marcha das Margaridas) : « Kit Marcha das Margaridas : tee-shirt et jupe. Valeur : 50 reais. Collabore en donnant cette somme afin de garantir le kit pour une travailleuse rurale ».

Source: post Facebook page du MMTR 6 juillet 2015

Il s'agit d'un double sens : les *margaridas* sont des marguerites et Margarida est le nom de Margarida Alves, militante leadeure rurale assassinée en 1983 symbole de la *Marcha das Margaridas* (cf illustration supra). Ainsi, elles font le lien entre la Nature et une femme symbole de la lutte. De cette façon, elles incarnent le slogan/pro-verbe : « ils ont tenté de nous enterrer, ils ne savaient pas que nous étions des graines ». Le femmage de Salete, agricultrice agroécologique de l'*assentamento* Maceió et militante du MMTR met en évidence ce double sens :

*Nos somos frutos seus
Dessa flor sua semente
Regadas por sua luta
Eita Mulher resistente
Que muito fez por esse chão
Carregando em suas mãos
Nossa força nossa gente*

Nous sommes ses fruits
La graine de cette fleur,
Nourries de sa lutte
Quelle femme résistante !
Qui a tant fait pour cette terre
Portant au creux de ses mains
Notre force, notre communauté

Extrait du Femmage à Nazaré Flor*,
Salette Felix Pinto, avril 2019

Par ailleurs, lors des événements militants, elles portent des jupes en *chiita*¹⁷⁰ représentant les fleurs : un code vestimentaire collectif adopté de toutes.



Illustration 40: Militantes du MMTR, portant les jupes en chiita au ENA. Source: post Facebook page du MMTR 21 mai 2014

¹⁷⁰ Tissu populaire traditionnel du Nordeste : sur un fond coloré (vert, jaune ou orange) sont représentées de grosses fleurs. Ce tissu est utilisé dans la vie quotidienne mais aussi religieuse et militante : il est placé comme « base » et des objets (religieux ou militants) sont disposés dessus. Des vêtements sont également confectionnés avec ce tissu, notamment les jupes traditionnelles des Margaridas et des femmes du MMTR lors de sorties militantes.

Elles écrivent des poèmes où les fleurs sont des femmes et les femmes sont des fleurs (poème *Eu sou** [Je suis] de Nazaré Flor cité précédemment), elles utilisent le registre lexical des semences, qui naissent, renaissent, germent, pour se qualifier elles-mêmes.

Il peut s'agir d'une référence à une féminité (voir, dans le même chapitre, section : *Les processus de conscientisation et d'empowerment*) mais elles expriment principalement une compréhension globale du rôle des fleurs dans l'écosystème et dans la production agroécologique. Un exemple de l'enquête de terrain (2016) illustre cette dimension. Alfazema (agriculteur agroécologique, mari de Sálvia), montrant le *quintal* familial, explique qu'il ne comprend pas pourquoi Sálvia plante des fleurs :

« Je lui dis souvent : « Plante plutôt un pied de manioc ! C'est utile, au moins ça rapporte. Le manioc, on en fait de la farine. Mais les fleurs... » Elle aime les fleurs, c'est son truc. » (Entretien Alfazema, 2016)

Alfazema présente une logique économique et utilitariste à Sálvia. Par « c'est son truc », il qualifie le choix productif de Sálvia selon une logique de préférence, de goût, qui ne rend pas compte de la réflexion de sa compagne.

Plus tard, Sálvia explique cette décision :

« Je plante différentes espèces de fleurs dans le *quintal* car elles ont un rôle central pour l'écosystème. En agroécologie, on privilégie la diversité. Les fleurs, elles font venir les abeilles. Elles favorisent la pollinisation. Elles amènent la vie ! Certaines permettent d'éloigner les insectes qui s'attaquent à la production. Et puis elles amènent de la couleur, des parfums, de la joie ! » (Entretien Sálvia, 2016)

Là encore, Sálvia mobilise un registre sentipensé : la fonction utilitaire et raisonnée des fleurs à l'échelle socio-environnementale est fusionnée avec la fonction affective des fleurs.

Le symbole des fleurs est également mobilisé lors des réunions militantes. L'image qui suit illustre cette dimension : lors d'une réunion de préparation pour la *Marcha das Margaridas* 2015, les résultats des réflexions en petit groupe sur les enjeux de la mobilisation sont présentés sur les pétales et le cœur d'une fleur. Les fleurs illustrent une identité groupale et sont utilisées comme support matériel de réflexion (comme l'illustre la photo ci-après).

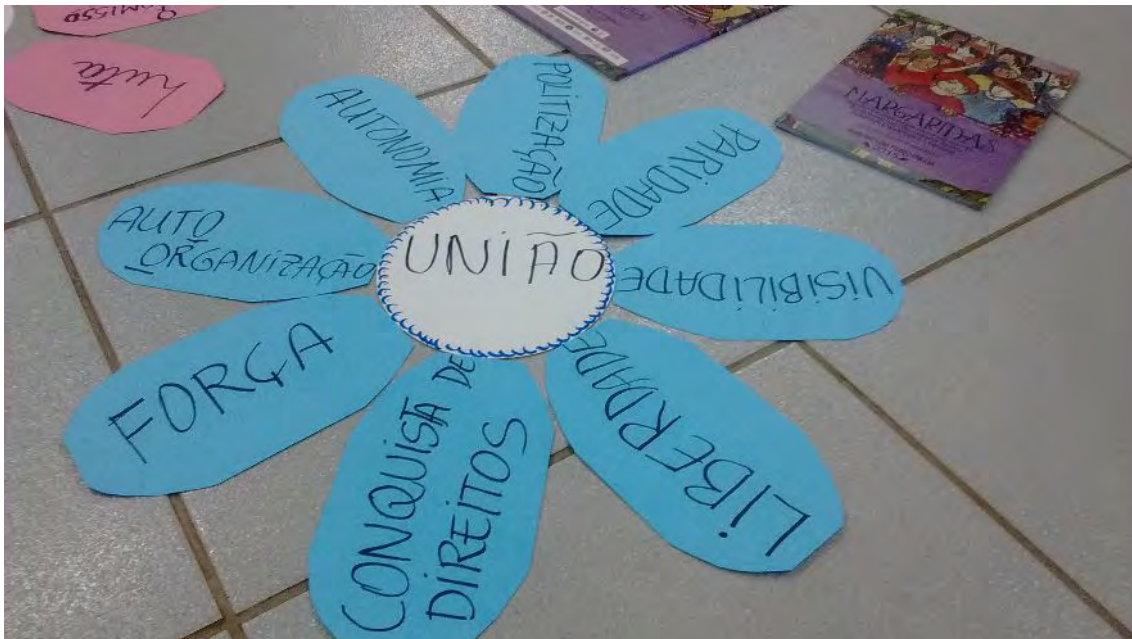


Illustration 41: Groupe de réflexion, préparation de la Marcha das Margaridas 2015. Source: photo de H. Prévost

L'approche sentipensée féministe agroécologique a donc quatre spécificités : elle replace les affects au cœur de la compréhension politique ; elle réifie le lien socio-environnemental à la Terre ; elle intègre l'analyse des rapports sociaux de sexe et de l'ordre agrocapitaliste ; elle articule différentes formes de savoirs.

Rappelons que « les processus de valorisation du capital reposent, premièrement, sur une rupture, une déconnexion de la relation affective qui lie les agriculteurs les uns aux autres, ainsi qu'entre eux et la terre, puis une réorganisation leur comportement, leurs émotions, leurs désirs et leurs sentiments dans l'imaginaire métaphysique de la production et de la consommation.* » (Giraldo, 2018 : 104). Le féminisme agroécologique promu se fonde sur la critique du modèle agrocapitaliste et de ses effets sociaux-environnementaux. Le registre utilisé met en avant la culture mortifère de ce modèle hégémonique. Un des axes centraux est la dénonciation des techniques de (mono-)culture et l'usage intensif de *veneno*. Rappelons que le Brésil détient le triste record mondial du plus grand consommateur de pesticides au

monde depuis 2008¹⁷¹ (F. F. Carneiro et al. 2015). De plus, la ministre nouvellement (2019) nommée à l'Agriculture au sein du gouvernement de Jair Bolsonaro est Cristina Teresa Corrêa da Costa Dias qui dirige le groupe des « ruralistes » au Parlement et porte le projet de loi de libération et d'accélération de la mise sur le marché de pesticides et de désherbants. La lutte et le conflit entre le modèle agrocapitaliste et agroécologique s'intensifient de jour en jour.

Dans ce contexte, renouer avec la Terre et prendre soin de la terre-Terre présente une double portée : valoriser un modèle qui fusionne social et environnemental ; dénoncer la rationalité agrocapitaliste qui exploite la Terre et en fait une altérité, qui provoque son empoisonnement et sa mort.

Promouvoir la place centrale des affects et l'interrelation entre humain·es-non humain·es participe à l'érosion de l'ordre hégémonique. En développant un lien affectif à la Terre, en promouvant une agroécologie sentipensée, il est question de reconstruire la représentation de la Terre comme organisme vivant et mère nourricière, de valoriser son rôle central et les liens intrinsèques entre humain·es et Nature. Cette approche rend obsolète la rationalité occidentale fondée sur la domination et l'exploitation des femmes et de la terre, sur « la mort de la nature » (Merchant 1980). Le néolibéralisme sépare la souffrance du sentiment d'injustice qu'elle provoque, afin d'engendrer une indifférence face à la souffrance (B. de S. Santos 2018). La résignation ainsi construite est un outil de l'immobilisme, du fatalisme. *A contrario*, *care* et lutte politique contre la racine de la souffrance dans les sociétés (soit le capitalisme, colonialisme et patriarcat) révèlent un potentiel contre-hégémonique inédit (*ibid.*). Il est donc nécessaire de comprendre les ressorts de la souffrance, les visées et impacts de la violence dans le contexte agrocapitaliste afin de prendre totalement la mesure d'un féminisme agroécologique.

L'invisibilisation de cette dimension sentipensée a des effets sur la compréhension de la violence faites aux femmes et faites à la nature. Les violences sont minorées, banalisées et appréhendées de façon individuelle et indépendante les unes des

¹⁷¹ Le Brésil consomme 725 800 tonnes de pesticides en 2008, soit 3,7 kilos/habitants (Rigotto et Rosa 2012). Selon les données de 2008 de l'agence nationale de surveillance sanitaire pesticides et toxicologie (ANDA), la consommation des engrais de synthèse passe de 3 à plus de 15 millions de tonnes entre 1990 et 2008 et celle de pesticides augmente de 2 à 8 milliards de US\$ entre 2000 et 2008. Les conséquences d'un tel usage de pesticides sont environnementales comme humaines : ils contribuent à la pollution des sols et des nappes d'eau et, pulvérisés par avion sur les cultures de soja et de coton, ils provoquent des intoxications de la population avoisinante en plus de celles recensées chez les ouvriers·ères agricoles (Sabourin, 2014).

autres. L'approche socio-environnementale articulée au regard sentipensé favorise l'appréhension structurelle des violences et permet l'identification de ce que nous nommons une « nécropolitique agrocapitaliste ».

2| Face à une nécropolitique agrocapitaliste

« Que signifierait l'élection du candidat d'extrême droite dans un Brésil qui détient deux records : celui de la biodiversité la plus riche au monde, et celui des assassinats de défenseurs de l'environnement ? Les déclarations du candidat font craindre l'instauration d'un climat d'impunité pour les crimes contre l'environnement, et ceux qui le défendent. »

Evandro De Martini, *Les élections brésiliennes et la biodiversité* (2018)

Cette partie s'intéresse à l'ordre socio-environnemental coercitif en place. Pour cela, nous proposons une analyse de la violence structurelle et son déploiement dans la vie des femmes rurales. Suivant la démarche d'Orlando Fals Borda pour la Colombie, il s'agit d'opérer un « exercice théorico-conceptuel » en étudiant un processus social – celui de la « violence libéral-conservatrice » – dans ses fondements socio-agricoles (Fals Borda, Guzmán Campos, et Umana Luna 1962). Nous réalisons cet exercice à partir de la sociologie du genre et des études féministes, notamment latinoaméricaines, de la violence. Cette analyse nous permettra de mieux saisir les enjeux et les spécificités d'un processus d'*empowerment* socio-environnemental.

Nous l'avons vu¹⁷², le Brésil se positionne comme acteur économique international au moyen de sa production agricole et de ses exportations agroalimentaires : premier producteur et exportateur mondial de café, de sucre, d'éthanol, de jus d'orange concentré, premier exportateur mondial de viande bovine et de soja. Maintenir cette place sur le marché international a un prix, notamment humain (Sabourin 2014: 35) :

¹⁷² Rappel de l'encadré « concept Agrobusiness-Agrocapital », chapitre 1 : *Agroécologie une sociologie des absences*.

« Plus que cette croissance actuelle de la production et des exportations, c'est la confiance des autorités et de la société brésilienne dans les capacités presque illimitées du progrès technologique ou de la demande solvable du marché mondial qui retient l'attention. C'est cette confiance qui explique les prises de risques, les investissements publics et privés, mais également le mépris ou la violence envers ceux qui ne partagent pas cette vision, en particulier les organisations des paysans sans terre ou n'ayant accès qu'à de très petites superficies. »

Le pays détient des records mortifères, du point de vue environnemental comme social. Outre détenir le record de la consommation de pesticides, le taux de déforestation atteint des niveaux alarmants selon les analystes. Le recensement agricole de 2006 de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) indique une déforestation de 12 millions d'hectares depuis 1995 dans les zones agricoles de propriété privée dont 7 millions en Amazonie, 2,5 millions d'hectares dans le *Nordeste*. Sous les mandats PT, à partir de 2004, le taux de déforestation est réduit d'environ 20 %. Cependant, le déboisement des *cerrados* (terres de savanes arborées) enregistre toujours des taux élevés (50% du biome original qui couvrait à l'origine 25 % de la superficie du pays sont déboisés) (Sabourin, 2014). Selon les données satellite publiées par l'Institut national de recherches spatiales (INPE), la déforestation de la forêt amazonienne atteint un pic de 278 % en juillet 2019 par rapport au mois de juillet 2018. Entre août 2017 et juillet 2018, la déforestation s'aggrave de plus de 13 %, soit 7 900 km² défrichés contre 6 950 l'année précédente.

Le bilan social n'est pas davantage rassurant. Selon l'Atlas de la violence 2018 (Cerqueira et al. 2018) publié par l'INPE et le rapport de l'ONG *Human Rights Watch*, le pays enregistre le plus haut taux d'homicides de femmes parmi tous les pays de l'OCDE : entre 2010 et 2016, le taux oscille entre 4,4 et 4,6 assassinats pour chaque 100 000 femmes. Entre 2009 et 2011, la moyenne de féminicides atteint 472 assassinats par mois¹⁷³. Les femmes noires représentent 61 % des victimes, 87 % dans le *Nordeste* (Garcia et al. 2013). En parallèle, le pays enregistre le taux le plus élevé d'assassinats de défenseurs·euses des droits humains et environnementaux en 2017¹⁷⁴. Avec l'*agrogolpe*, les violences en milieu rural augmentent. Selon le rapport annuel de la CPT *Conflitos no campo-Brasil* [conflits en milieu rural-Brésil], l'année 2016 compte 61 assassinats en milieu rural, 70 en 2017. Les tentatives d'assassinats

¹⁷³ À titre d'illustration, un tel taux en France équivaldrait à 1839 féminicides/an en le rapportant à la population de chacun des pays.

¹⁷⁴ Rapport annuel *Global Witness*.

sont en hausse de 66 % et les menaces de mort de 13 %. Les assassinats groupés progressent.

Dans ce contexte, comment analyser la violence faite aux femmes rurales engagées politiquement ? Nous proposons ici une approche socio-environnementale des violences en tentant de saisir leur continuum, des violences dites « patrimoniales » aux féminicides, dans le contexte de l'ordre agrocapitaliste.

2.1 La violence conjugale comme outil de l'agrocapitalisme

Nous allons nous intéresser, en premier lieu, aux violences à l'échelle microsociale, dans le contexte conjugal, en proposant de les appréhender au regard de l'ordre agrocapitaliste. Il existe un enjeu à considérer les destructions des productions agroécologiques des femmes par leur mari dans le cadre des violences conjugales mais aussi dans le continuum des violences. Quel rôle jouent ces violences ? Politiser les violences conjugales en appréhendant leur dimension environnementale semble heuristique afin de penser la lutte contre les violences.

Nous mentionnons dans une publication précédente un cas de violence (Guétat-Bernard et Prévost 2016b) : le mari d'une des enquêtées, agriculteur non agroécologique, brûle le champ de production agroécologique de celle-ci. Il s'agit du mari et du *quintal* de Magnólia. Ce type de violence est fréquent. Des exemples sont à maintes reprises cités dans les réunions de préparation de la *Marcha das Margaridas*, au sein du MMTR, ou encore par le *GT Mulheres da ANA*. Ces actes sont généralement qualifiés de « violence patrimoniale »¹⁷⁵. Outre qu'il s'agit d'une qualification inappropriée, la thèse défendue ici est que cette violence dépasse les violences conjugales. Il s'agit, en un même geste, d'un écocide, d'une violence faite aux femmes (économique, productive et symbolique) et d'une violence politique. Les effets de cette violence nourrissent le projet agrocapitaliste.

Comme vu précédemment, l'amour pour la Terre et l'appréhension sentipensée de la Nature sont au cœur des pratiques féministes agroécologiques. Magnólia, comme d'autres femmes rurales, produisent avec soin pour la terre-Terre, avec

¹⁷⁵ Cette expression désigne une dimension de la violence conjugale réduite à l'attaque au patrimoine. Cette expression est utilisée dans les espaces militants observés, au sein des ONG agroécologiques faisant partie de l'enquête mais aussi dans les communications en colloque, par exemple la table-ronde sur les « Épistémologies féministes » du Colloque CIFA III, en avril 2019, à Recife.

amour et dans une perspective de préserver et réparer la Nature. Il faut donc considérer l'acte de violence du mari de Magnólia à partir de cette dimension. La volonté de violence de celui-ci ne peut être en mise en doute dans la mesure où cet acte s'inscrit dans une série de violences à l'encontre de Magnólia allant jusqu'à une tentative de fémicide¹⁷⁶. Le geste du mari sur la production agroécologique relève alors de l'écocide en même temps que de la violence de genre. Cette violence détruit une terre cultivée de façon agroécologique, sans pesticide, ce qui vise sa régénération. Il s'agit d'une attaque au lien humain·e-Nature et à la promotion de la vie de la Nature mise en œuvre par le travail des femmes. Au moyen de ce geste, le mari réaffirme la hiérarchie dichotomique entre humain·es et non-humain·es propre à la « modernité coloniale » (Lugones 2008; 2014) : il s'arroge le droit de détruire la végétation et la culture. La logique mortifère de l'agrocapi-tal se déploie dans ce geste dans la mesure où sont appliquées les mêmes techniques de destruction des sols et de la vie locale de la terre. Une attaque est faite à la terre en s'attaquant aux femmes, une attaque est faite aux femmes en s'attaquant à la terre.

Il s'agit d'une double violence économique. D'un côté, la production des femmes est destinée à la consommation familiale. De l'autre, une partie est généralement vendue sur les marchés. En ce qui concerne la consommation familiale : ce qui est brûlé ne peut donc plus constituer l'alimentation de la famille. Dans un contexte de *seca*, les difficultés à cultiver sont importantes et les produits du travail agricole sont précieux. Il s'agit donc d'une menace à l'alimentation. Les familles sont contraintes de se procurer des aliments au moyen de dons ou de réciprocité (Sabourin 2012) et d'achats. En brûlant une production, le mari attaque une ressource alimentaire et oblige une dépense. En ce qui concerne la vente d'une partie de la pro-

¹⁷⁶ Nous utilisons ici le terme de « fémicide » pour qualifier l'acte de façon isolé. Or, nous abordons par la suite l'inscription des violences conjugales du mari dans un continuum agrocapi-taliste, ce qui redéfinit cette tentative de fémicide en féminicide. Le concept de « fémicide » désigne l'assassinat d'une femme lié à sa condition de femme, soit une violence dans laquelle le genre est un facteur central. Il s'agit d'une « forme extrême de violence sexuelle » inscrite dans la domination masculine, un instrument de contrôle de la « classe de sexe » des femmes par la « classe de sexe » des hommes qui fait partie du continuum des violences (Radford et Russell 1992: xiii; 6). L'assassinat est perpétré pour des motifs liés aux inégalités de genre, notamment la volonté de pouvoir et de contrôle. À partir de la définition présentée dans l'ouvrage de Diana Russell et Jill Radford, *Femicide, the politics of woman killing* (1992), Montserrat Sagot et Ana Carcedo utilise ce concept dans l'enquête sur les fémicides au Costa Rica dans la décennie 1990-1999, appréhendant exclusivement les assassinats de femmes dus à la violence domestique, sexuelle, ou intrafamiliale. Cette étude permet de définir ce type de violences (intime, non intime, par connexion) et montrer son caractère spécifique. Le « fémicide » est à distinguer du « féminicide » qui implique une participation de l'État. Nous y revenons par la suite.

duction des femmes, le revenu constitue le peu d'apports monétaires dont celles-ci disposent dans un contexte où les femmes ont peu/pas accès aux ressources financières. Les maris restant les gestionnaires et décisionnaires économiques, ce revenu représente alors une possible autonomie, même si les études montrent que les femmes réinvestissent généralement ces revenus dans des dépenses à destination de la famille (Wanderley 1995). Par son acte, le mari entrave un revenu et une autonomie à sa femme.

Ensuite, il s'agit d'un moyen de détruire, de rendre invisible le travail d'une femme rurale : cet acte s'inscrit dans le processus de négation sociale de ce groupe. Non seulement, la production des femmes est rendue inexistante mais aussi les femmes en tant que travailleuses rurales, autonomes, productrices et agentes de changements. En brûlant sa production, le mari sanctionne l'engagement agroécologique et la prise d'autonomie de sa femme vis-à-vis de la dimension familiale de la production (censée suivre la décision du « chef de famille »).

C'est enfin, l'autonomie et le projet politique des femmes rurales qui sont attaqués. Cette violence masculine revêt le rôle de moteur intérieur de l'agrocapi-tal : il fait le jeu, au sein de la communauté paysanne, des intérêts agrocapi-talistes.

Les maris qui s'attaquent à la production agroécologique de leurs femmes exercent un contrôle social et environnemental. Ce contrôle renferme une dimension politique en assurant la destruction de possibles : des possibles écologiques et des possibles sociaux. La fonction est celle d'un rappel à l'ordre, de la destruction des espoirs et des conditions matérielles de la construction d'une utopie féministe agroécologique.

Avec ce moyen, ils réaffirment l'ordre de genre dans le contexte agrocapi-taliste. Nous avons développé précédemment les liens historiques entre colonialité et lutte pour la terre : la terre est l'un des éléments et des enjeux de l'organisation coloniale esclavagiste. En reprenant le travail de Aníbal Quijano sur la « colonialité du pouvoir », la philosophe argentine María Lugones montre, à travers le concept de « colonialité du genre » (2007), que les hommes colonisés conservent un contrôle relatif au moyen de la subordination de genre, dans une complicité avec les colonisateurs, en taisant notamment les violences faites aux femmes dans cet ordre social. Faire usage de la violence, se dissocier des résistances non seulement féminines mais aussi communautaires face à l'agrocapi-talisme, reproduire les techniques de destruction de l'agrocapi-talisme : ces actes placent les hommes paysans auteurs de ces violences

dans cette alliance colonialiste réifiée. Ils réactivent la « colonialité de genre » comme la « colonialité du pouvoir ». En punissant les pratiques, l'autonomie, la politisation et les valeurs de ces femmes, les maris réaffirment la soumission dans le « contrat sexuel » (Pateman 2010), soumission qui est constitutive du patriarcat de la modernité libérale (Cf. Éric Fassin dans la *Postface* de *Le Contrat Sexuel* de Carole Pateman). Cet acte caractérise une « repatriarcalisation de territoire », non seulement du point de vue environnemental, mais aussi économique (anéantissant les possibles revenus autonomes de leur femme et plus largement des productions agroécologiques), politique (destruction d'une alternative politique), culturel (affaiblissement des résistances territoriales) et corporelles (violence inscrites dans les violences de genre) (Cabnal 2010).

La reconnaissance du rôle de ce type de violence pluridimensionnelle dans l'ordre agrocapitaliste permet de reconsidérer le « coût politique de la dénonciation de la violence de genre » (Crenshaw 1991_2005 : 66) pour la communauté rurale (et) noire. Rappelons que la politisation féministe des violences conjugales peut être accusée de fragiliser les communautés d'ores et déjà opprimées, les diviser en interne et réaffirmer l'essentialisation des hommes de la communauté comme « naturellement » violents¹⁷⁷. Or, en re-caractérisant la « violence conjugale » de certains maris dans sa dimension socio-environnementale et son inscription dans un ordre capitaliste, il s'agit de penser l'intersectionnalité de cette violence et sa place dans le continuum de violences structurelles organisées par l'ordre agrocapitaliste. Développons davantage la dimension structurelle des violences agrocapitalistes.

2.2 Tuer Margarida Alves : un exemple de « féminicide agrocapitaliste »

Nous allons maintenant nous intéresser aux violences déployées par et pour l'ordre agrocapitaliste et le rôle de ces violences à partir du cas des féminicides. Le concept de « féminicide¹⁷⁸ » désigne un ensemble de crimes misogynes et est caractérisé par

¹⁷⁷ L'ouvrage controversé de Shahrazad Ali *Blackman Guide to Understanding the Blackwoman* (1989) présente cette approche. Il est discuté et déconstruit par Kimberlé Williams Crenshaw dans son article *Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur* (1991_2005).

¹⁷⁸ Construit par l'anthropologue mexicaine Marcela Lagarde (2008) à partir de la racine latine *feminis*, le terme féminicide évite la symétrie entre fémicide et homicide et permet de mettre en lumière une dimension structurelle.

deux dimensions : i) le féminicide, soit le crime de genre motivé par la haine des femmes ; ii) l'impunité de ce crime¹⁷⁹ (Devineau 2012; Falquet 2016b). L'État joue un rôle central du fait de son « omission à fournir une justice » : il permet l'impunité des auteurs de ce crime et encourage la répétition de ce type de violence¹⁸⁰. L'impunité dont les institutions sont responsables est alors une cause du féminicide. Les victimes sont présentées comme coupables du fait de leurs comportements condamnés par la morale patriarcale (F. Gargallo 2019). S'appuyant sur les apports de Marcela Lagarde et de Montserrat Sagot et Ana Carcedo, les deux chercheuses Cynthia Bejarano et Rosa Linda Fregoso, revendiquent le *feminicidio* comme un outil conceptuel en provenance du Sud global (Lapalus, 2015 : 101) :

« nous appelons *feminicide* les meurtres de femmes et de filles reposant sur une structure de pouvoir du genre. Deuxièmement, le *feminicide* est une violence de genre qui est à la fois publique et privée, impliquant d'une part l'État (directement ou indirectement) et d'autre part des criminels individuels (des auteurs privés ou des agents de l'État) ; cela inclut donc la violence systématique, généralisée et la violence interpersonnelle quotidienne. Troisièmement, le féminicide est une violence systémique enracinée dans les inégalités sociales, politiques, économiques et culturelles. C'est pourquoi notre analyse n'est pas seulement centrée sur le genre, mais aussi sur l'intersection des dynamiques de genre avec les cruautés racistes et les injustices économiques dans des contextes locaux et globaux. Enfin, notre approche du concept rejoint l'interprétation critique des droits de l'homme de Lagarde qui fait du *feminicide* un crime contre l'humanité. » (Fregoso et Bejarano, 2010 : 5)

En adoptant cette définition, nous allons fonder notre argumentaire à partir du cas de Maria Margarida Alves et développer la centralité de l'impunité dans le cadre de violences agroc capitalistes. Rappelons que les assassinats de femmes et de militant·es ruraux·ales atteignent des niveaux record au Brésil et sont en hausse depuis

¹⁷⁹ Ana Carcedo et Montserrat Sagot estiment que la dimension de l'impunité doit être spécifiée. Pour elles, « la question de l'impunité ne définit pas le féminicide. Ce sont les motivations, le cadre dans lequel il a lieu, la façon dont la femme meurt et la relation qu'elle avait avec l'agresseur [...] On ne peut pas déterminer une participation directe de l'État, une participation structurelle, d'accord, mais pas une participation directe. » (Devineau 2012 : 86).

¹⁸⁰ Pour Marcela Lagarde, les « conditions du *feminicidio* sont réunies quand l'État (ou certaines de ses institutions) ne donne pas les garanties suffisantes aux filles et aux femmes et ne crée pas des conditions de sécurité qui garantissent leurs vies dans la communauté, à la maison, dans les espaces de travail, de transit ou de détente. [...] Quand l'État est une partie structurelle du problème de par sa dimension patriarcale et de par son attachement à préserver cet ordre, le *feminicidio* est un crime d'État. » (Lagarde, 2008 : 216-217)(Lagarde, 2008 : 216-217).

l'agrogolpe. Certains féminicides sont particulièrement médiatisés, comme le cas de Sœur Dorothy M. Stang, religieuse américaine assassinée le 12 février 2005 au cœur de l'Amazonie brésilienne. De nombreux autres sont tus, invisibilisés, niés.

Margarida Alves est l'exemple de ce que je propose de qualifier un « féminicide agrocapitaliste ». Cet assassinat joue un rôle dans l'ordre hégémonique en place. Margarida Alves est, dans les années 1970, l'une des premières femmes à assumer une direction syndicale au Brésil et la première dans son État. Elle lutte pour les droits des travailleurs et travailleuses rurales dans le Paraíba : elle défend le certificat conférant le statut de travailleur rural, le droit aux vacances, le 13^{ème} mois de salaire et la journée de travail de huit heures. Localement, elle dénonce les abus faits aux travailleurs et travailleuses rurales par les propriétaires terriens et propriétaires de l'usine de production de sucre *Tanques*¹⁸¹. Elle est assassinée le 12 août 1983 par des hommes commandités par ces mêmes propriétaires. Trois hommes sont indiqués par le ministère public comme impliqués dans cet assassinat, un intermédiaire des *fazendeiros* et deux hommes qui auraient exécuté le crime. L'intermédiaire est innocenté en 1985. En 1986, un quatrième homme est assassiné après avoir confessé sa participation à l'assassinat. En 1995, le ministère public dénonce quatre *fazendeiros*. Peu de données sont accessibles sur l'issue de ces procédures. Il semble que seul un des accusés va en procès : il est emprisonné pendant trois mois, puis relâché.

Analysons ce type de féminicide dans le contexte agrocapitaliste. En tant que crime de genre, le féminicide est un outil patriarcal de négation sociale : tuer les possibles, pour les femmes, d'assumer un rôle politique fort, de prendre la tête, en tant que femme, d'un combat et d'un groupe. Ces assassinats sont des exemples. Cela réaffirme le sort qui attend les femmes qui transgressent leur assignation de genre et défient l'ordre agrocapitaliste. Comme les victimes sont des leadeuses, les retombées sont amples : le crime est davantage visible du fait que les victimes sont connues, le message a une plus ample diffusion. Les féminicides agrocapitalistes ou les destructions de production agroécologique se déploient peu/pas vis-à-vis des femmes qui cultivent leur *quintal* de façon isolée. En revanche, lorsqu'elles dépassent cet espace et s'engagent dans la construction d'une alternative productive et politique, alors la stratégie de la violence s'actionne. L'objectif est de les terroriser (Fregoso et Bejarano 2010) pour les empêcher de s'organiser. Le système agrocapitaliste s'appuie sur la

¹⁸¹ Sources : *Margarida Alves, símbolo da luta da mulher no campo*, site du MST et *Um pouco da história de Margarida Maria Alves no Dia da(o) Trabalhadora(o)* sur le site du *Coletivo Margarida Alves* (consulté le 26 août 2018).

violence domestique comme outil de contrôle. Lorsque les femmes dépassent le *quintal*, l'assignation unique à la reproduction sociale et donc le contrôle marital, alors les stratégies de terreur sont déployées.

L'assassinat de Margarida Alves incarne les enjeux sociaux et agropolitiques de la lutte du fait d'être à l'intersection des rapports sociaux de race, de classe et de genre : les commanditaires sont des *fazendeiros* donc, généralement, des hommes blancs propriétaires terriens. La pratique est ancienne. Les propriétaires paient des hommes du milieu rural, généralement sans terre. Ceux-ci ont deux options, soit être travailleurs ruraux ou journaliers, soit prendre en charge des missions dans les conflits ruraux, payés par les *fazendeiros* dont l'assassinat de paysan·nes (Bleil 2018). Cette pratique trouve des parallèles avec ce que la philosophe mexicaine Sayak Valencia appelle le « capitalisme gore » (2010; 2019), soit la logique néolibérale qui porte des populations masculines à fuir la précarité en utilisant la violence comme arme de *nécro-empowerment*¹⁸². Il s'agit de l'expression d'une organisation du travail inscrite dans l'histoire coloniale/classiste/raciste, dans la construction violente de la masculinité, la précarisation de la population et les idéaux néolibéraux (Valencia 2019). L'État utilise cette nécropolitique¹⁸³ comme forme de gouvernement, en instrumentalisant les corps d'hommes, au moyen de leur précarisation, afin qu'ils livrent une guerre non déclarée aux populations minorisées et résistantes (*ibid.*). Dans le cas de l'agroculturalisme brésilien, étant donné l'ancrage historique de l'élite ruraliste dans le pouvoir étatique, la nécropolitique s'organise depuis les institutions jusque sur le territoire. À l'échelle locale, les *fazendeiros* utilisent des hommes en position économique marginale, dépossédés historiquement des terres (comme nous l'avons vu dans la présentation historique des luttes rurales) et les contraignent à utiliser la violence envers des populations paysannes résistantes en échange d'argent. L'intersectionnalité s'exprime dans ces crimes : le genre, la classe, la race sont affirmé·es par la construction de cette masculinité précarisée, encouragée à la violence par une mas-

¹⁸² Pour Sayak Valencia

(2019: 216), la notion de *nécro-empowerment* désigne « l'usage prédateur des corps » et la violence utilisée comme « outil de travail, d'enrichissement rapide, de socialisation » par certaines populations, principalement masculines, afin « d'échapper à la précarité économique » et remplir leur rôle de genre comme pourvoyeur de ressources.

¹⁸³ Sayak Valencia reprend la notion de nécropolitique de Achille Mbembe en la situant dans le contexte latinoaméricain soulignant qu'il s'agit du résultat d'un processus dont les origines remontent à la colonisation. Selon Achille Mbembe, la nécropolitique désigne l'expression ultime de la souveraineté dans son pouvoir et sa capacité de choisir qui peut vivre et qui doit mourir. Faire mourir ou laisser vivre constitue les attributs du pouvoir.

culinité hégémonique (R. Connell 2014a) blanche au pouvoir. La masculinité nécropolitique possède le pouvoir d'ordonner la mort et d'exposer des groupes à la violence, en tant qu'auteurs ou victimes (Valencia 2019).

Les violences envers les femmes rurales relèvent du privé et du public à la fois (Falquet 2016b; Fregoso et Bejarano 2010). Nous ajoutons une dimension socio-environnementale. Les violences relèvent du privé du fait d'être exécutées par le mari dans le cadre de « violences conjugales » ou par des groupes d'hommes sur ordre de l'agrocapital, pour des enjeux de territoire autour de la propriété privée. Les violences relèvent du public du fait de servir les intérêts d'une institution (le lobby agrocapitaliste qui siège au congrès) et d'une élite au pouvoir, du fait que ces violences sont couvertes et organisées par les pouvoirs publics : absence de prévention, impunité des violences et des féminicides agrocapitalistes, absence de droits à la terre pour les femmes rurales puis menace sur ces droits, persécution et stigmatisation des militant·es ruraux·ales signifiant la justification des violences envers elles·eux. L'impunité historique et généralisée de ces crimes fonctionne comme un encouragement à la violence¹⁸⁴. La dimension socio-environnementale désigne la destruction des productions ou des terres convoitées dans le cadre d'un conflit lié à la terre et l'inscription des violences autour des enjeux agrocapitalistes.

Une autre spécificité des féminicides agrocapitalistes est leur objectif de destruction des communautés rurales. Les violences sexuelles et les féminicides de femmes rurales sont des outils de l'offensive agrocapitaliste afin de faire pression sur les territoires. C'est à travers le corps des femmes qu'est réaffirmé le pouvoir et la menace à la communauté entière (Cabnal 2010; 2017; Nobre, Faria, et Moreno 2015).

Ces violences de genre sont une tentative de destruction de la classe paysanne, et ce pour deux raisons. En premier lieu, brûler la production agroécologique (qu'il s'agisse du mari ou d'hommes de main de *fazendeiros*) signifie détruire la matière première de la survie, de la vie : les terres qui produisent l'alimentation et la production – donc l'alimentation – du groupe social. En s'attaquant aux productions agroécologiques, en tentant de s'appropriier les terres des paysan·nes et en ne leur proposant que des productions et produits avec pesticides, l'agrocapital empoisonne les terres et l'alimentation des paysan·nes. Priver un groupe social de son moyen de subsis-

¹⁸⁴ Une étude réalisée dans le Sud de l'État du Pará dans les années 1990 montre que, sur 1 630 cas d'assassinats de paysan·nes, d'autochtones et de leader·es rurales·aux, seuls 20 enregistrent des poursuites judiciaires (Rezende Figueira 1994 [1992], 159-162 cité par Bleil, 2018).

tance est une attaque directe à sa survie. Ensuite, s'attaquer à la production des femmes rurales, ou les assassiner, menace l'ensemble du groupe social, les familles entières. En effet, les femmes rurales restent prioritairement assignées aux soins à la famille, à la charge alimentaire (production dans les *quintais*, gestion des petits élevages pour la consommation familiale et préparation des repas) et bien entendu à la production et élevage du groupe social. En s'attaquant à elles, c'est la reproduction sociale des familles qui est menacée et donc la survie de la classe paysanne.

L'objectif est de désigner, terroriser, désorganiser (Falquet 2016b) l'ensemble de leur classe paysanne. Certains hommes sont encouragés, directement ou indirectement, à commettre des violences contre leur propre groupe social. Les femmes engagées sont découragées à agir et à se mobiliser. Ces violences en continuum ont donc des effets directs (ralentir l'organisation de la lutte et la construction d'une alternative féministe agroécologique) et indirects (terroriser, garder sous contrôle, détruire, tout en promouvant le projet agrocapialiste). L'objectif est la « pacification » de ce groupe social en renforçant sa docilité. Il s'agit de stratégies de réassignation des femmes rurales au domicile et au *care* environnemental, en le dépolitisant. Pour les hommes ruraux, il est question de les encourager à constituer une main d'œuvre de l'agrocapiital.

Ce continuum de violences s'inscrit soit dans un processus de (re)colonisation des territoires, de repatriarcalisation des territoires (Cabnal 2010), soit dans un processus d'accaparement des terres en situation de conflit entre deux modèles antagonistes¹⁸⁵. Dans tous les cas, la persécution/extermination des populations se réaffirme. Ces violences sont la face cachée de l'agrocapiitalisme. En parallèle, une face souriante est déployée par les promesses d'emploi faites aux paysannes au sein des industries agroalimentaires et des projets énergétiques, touristiques développés sur la côte du *Nordeste*. Ainsi, en proposant, d'un côté, d'impliquer les populations paysannes dans des activités économiques et, de l'autre, en terrorisant, désorganisant et détruisant les porteurs·euses d'initiatives alternatives ; la stratégie de l'agrocapiital-

¹⁸⁵ Nous devons nous garder d'une vision homogénéisante des histoires territoriales. Certaines zones ont une histoire coloniale inscrite dans la culture de cannes à sucre comme le *Nordeste* alors que d'autres zones, plus difficiles d'accès comme les zones de moyennes collines par exemple, sont des espaces où des populations paysannes ou *quilombolas* se retranchent pendant la période coloniale. Les expériences productives sont différentes, mobilisant des savoirs propres aux populations. Ces terres sont aujourd'hui convoitées et sujettes à l'accaparement par l'agrocapiitalisme.

lisme est de promouvoir son unicité. Cela s'inscrit dans une « guerre psychologique » (Falquet 2016) et physique contre la classe paysanne et contre les modèles alternatifs.

2.3 Favoriser les conservatismes / Tuer les possibles

Ces violences sont un outil de la réorganisation du pouvoir. Depuis plusieurs années, les attaques se multiplient contre les paysan·nes, le groupe social le plus impliqué dans la lutte contre l'agrocaptal. Depuis la prise de pouvoir de Michel Temer, les assassinats en milieu rural augmentent mais changent également de forme : les corps sont retrouvés découpés, brûlés, défigurés¹⁸⁶. L'impunité règne sur ces massacres.

Une réorganisation institutionnelle est mise en œuvre afin d'isoler et de démunir la classe paysanne. Le 13 mai 2016, le gouvernement provisoire décrète la suppression du Ministère du Développement Agraire (MDA) en charge de la réforme agraire (pourtant inscrite dans la Constitution Fédérale de 1988) et de l'agriculture familiale, quand bien même Dilma Rousseff n'est pas encore destituée. Le 26 novembre 2016, alors que Michel Temer est au pouvoir, l'*ouvidoria agrária* (soit le bureau de médiation agraire) est supprimé (Bleil 2018). Cette institution, créée après le massacre d'Eldorado dos Carajás en 1996 (massacre de 17 paysan·nes sans terre par la police militaire dans l'État du Pará), joue un rôle de médiation dans les conflits en milieu rural et permet aux paysan·nes de solliciter de l'aide. La classe paysanne n'a plus d'interlocuteur étatique.

Les conflits ruraux augmentent, les assassinats de paysan·nes augmentent, les institutions pare-feu sont démantelées : le tableau est clair, la nécropolitique agrocaptaliste est en place.

L'extinction des droits et des acquis des populations minorisées qui est opérée depuis l'arrivée de Michel Temer au pouvoir vise à la production de groupes sans droits et sans pouvoir. Ces groupes sont, entre autres, féminisés et racisés. Les conditions de non-citoyenneté (Schmidt Camacho, 2010 ; cité par Falquet 2016) des femmes rurales sont reconstituées : absence de statut, de droits, d'organisation poli-

¹⁸⁶ Pour exemple, un massacre est réalisé en mai 2017 à Pau D'arco dans le Pará : neuf travailleurs ruraux et une travailleuse rurale sont assassiné·es lors d'une opération de la police militaire et de la police civile dans une ferme occupée. Leurs corps sont brûlés et découpés. Si les policiers perpétuent les assassinats, les commanditaires restent inconnus. Ces massacres ne sont spécifiques ni au Brésil, ni au milieu rural. Les féminicides de Ciudad Juarez en sont une terrible illustration (Falquet 2016a; Fragoso et Estela 2000).

tique, ce qui provoque leur négation sociale. Les discours politiques et médiatiques jouent un rôle central dans ce processus. Dans une dynamique de « dressage négatif » (Guillaumin 1992), l'exposition et la banalisation des violences terrorisent les femmes et les renvoient à la sphère privée. Ces violences terrorisent aussi les hommes, infléchissant leurs résistances. En parallèle, la diabolisation des mouvements sociaux ruraux et la divulgation de photos de cadavres de militant·es ruraux·ales participent d'un processus de « désensibilisation sociale » (Falquet 2016). La « colonialité du pouvoir » se renforce par ce moyen : la production et l'exposition à la violence et à la mort s'articule à l'administration nécropolitique de l'État. Comme l'indique Rita Segato (2014) : « D'un côté, la brutalité est la seule garantie du contrôle des territoires et des corps, et de l'appréhension des corps en tant que territoires, et de l'autre, la pédagogie de la cruauté est la stratégie de reproduction du système. » Il ne s'agit pas d'exception mais de la règle, comme le conceptualise Achille Mbembe.

L'impunité et la justification des assassinats dans les discours politiques et médiatiques annihilent tout projet opposant. Il s'agit d'une mise en conditions du corps social favorisant la résignation face à la montée des conservatismes au pouvoir. Les féminicides agrocapitalistes s'inscrivent dans cette nécropolitique. Comme Berta Cáceres, tuée au Honduras, les femmes rurales assassinées ne le sont pas uniquement du fait d'être des femmes mais pour être du milieu rural, pour être des leadeuses et s'opposer à l'agrocapitalisme. Elles sont tuées pour défendre le territoire contre le paradigme de la marchandisation de la Terre (Curiel 2016). Ces féminicides sont un outil de la nécropolitique agrocapitaliste pour anéantir les résistances et les alternatives.

3| De l'autodéfense et du corazonar

« Le territoire est notre lieu de vie, le territoire est notre corps et le territoire est notre esprit. Ce système ne va pas nous renverser. Nous allons nous organiser et, ensemble, nous allons montrer à ceux qui nous représentent et qui veulent nous détruire, qu'ils ne vont pas nous renverser ».

Verônica Ferreira, sociologue et militante féministe, membre de *SOS Corpo*, 12 août 2019, prise de parole au I^{er} Forum brésilien de femmes indigènes, Brasília.

Cette proposition d'analyse féministe des violences permet de s'intéresser aux stratégies de résistance et de résilience des militantes dans leur contexte situé. Une étude unique des discours et des textes laisserait conclure que leur compréhension des violences se limite à la violence conjugale : « Il ne sert à rien de produire sans poison et rentrer à la maison et recevoir des coups de la part de son mari » (*GT Mulheres da ANA*). Or, une analyse articulée et sentie-pensée des dispositifs militants permet de saisir leur appréhension systémique des violences. Celle-ci est au cœur de la militance féministe agroécologique. Il s'agit non seulement d'une dénonciation radicale des oppressions mais aussi de la construction d'une identité renforcée et de la capacité à agir politiquement à partir d'un exercice de conscientisation (B. de S. Santos 2018). Nous présentons les stratégies et techniques d'autodéfense développées par les femmes rurales et militantes féministes agroécologiques : (1) des stratégies individuelles de *care* autour du *quintal*, (2) des stratégies collectives de politisation des émotions et de corporisation¹⁸⁷ des savoirs, (3) des outils d'affirmation et d'incarnation de la force et de la vie.

3.1 Le *quintal* : quatre dimensions de *care* socio-environnemental

« Les femmes ont construit une expérience productive à partir du système agroalimentaire qui n'est pas limitée à la dimension économique capitaliste mais qui suit une autre rationalité, qui intègre des dimensions comme l'affectif, la sociabilité, l'humanité, l'économie non capitaliste, la dimension physique et intellectuelle* »

Gema Galgani Silveira Leite Esmeraldo, Andrea Machado Camurça, Lígia Alves Viana, Karla Karolline de Jesus Abrantes, *Mulheres camponesas e quintais: anúncio de esperança e re(existência) para a vida planetária* [Femmes paysannes et *quintais* : annonce d'espoir et de ré(existence) pour la vie planétaire], (2017)

Le rôle productif du *quintal* est documenté dans la littérature des ONG¹⁸⁸ comme dans les travaux académiques. Les *quintais* sont un espace d'innovation et d'expéri-

¹⁸⁷ Selon Boaventura de Sousa Santos, le savoir corporisé se manifeste dans les corps, individuels ou collectifs comme les corps sociaux : la lutte contre l'oppression s'exprime par un corps qui souffre (2018).

¹⁸⁸ Par exemple, la revue *Agriculturas* dédie deux numéros (vol. 6 n. 4, 2009 ; vol. 12 n.4, 2016) aux femmes et à l'agroécologie dans lesquels le rôle des *quintais* est mis en avant.

mentation généralement sous la gestion des femmes, indépendamment du mari. La démonstration de la « rentabilité productive » des cultures dans les *quintais* peut encourager leur développement à toute la propriété. Dans ces espaces, les femmes administrent les flux de biomasse, favorisent la préservation de la biodiversité, la production de plantes et cultivent des connaissances sur les types de ressources génétiques et phylogénétiques (Pacheco 2003). Selon l'étude d'Andrea Camurça sur les *quintais* productifs d'*assentadas* de Maceió, quatre systèmes peuvent coexister et s'alimenter respectivement dans cet espace : le système de culture (production de légumes, de fruits, entre autres : 58 espèces alimentaires cultivées dans les *quintais* de Bom Jesus à Maceió), le système d'extractivisme (prélèvement de bois, de plantes natives pour la transformation), le système de transformation (cuisine, réfections, cosmétiques, préparations médicinales, répulsifs naturels), le système d'élevage (élevage porcin, volailles, entre autres) (Camurça 2013). Ainsi, ils constituent un agroécosystème, soit un « type spécifique d'écosystème modifié par l'action humaine au moyen d'activités agricoles » et une « unité géographique délimitée articulant l'écosystème original aux pratiques agricoles [...] et aux êtres humains, leur histoire et leur culture » (Siliprandi 2015 : 88). Ils garantissent la sécurité et souveraineté alimentaire (Esmeraldo, Jalil, et Fernandes 2018).

Cependant, le travail des femmes, dévolue en ce lieu, reste invisibilisé et dévalorisé (entre autres Howard 2003; Butto 2017). D'un côté, parce que la production est prioritairement destinée à la consommation familiale et ne présente pas/peu de valeur économique. De l'autre, marque de la division sexuelle du travail, le travail productif et reproductif des femmes rurales dans les *quintais* reste considéré comme moins pénible, moins rentable, moins intéressant. Différentes entités œuvrent pour la reconnaissance du rôle des *quintais* et du travail dévolue par les femmes rurales : l'université, mais aussi certaines ONG et groupes Femmes de réseaux agroécologique. Le *GT Mulheres da ANA* lance la recherche-action *Caderneta Agroecológica* : des observations et un recueil de données réalisées par les agricultrices elles-mêmes sur les produits consommés, donnés, échangés, vendus à partir de la production agroécologique des femmes dans les *quintais* (Esmeraldo, Jalil et Fernandes, 2018). Le Cetra, quant à lui, met en œuvre différents projets au fil des années : le projet *Quintais para a vida* visant à appuyer la production agroécologique et les échanges de savoirs ; le projet *Conversa no quintal*, visant à organiser des discussions et débat par et pour les femmes, dans les *quintais*, abordant des thématiques variées : droits des femmes, sé-

curité alimentaire et nutritionnelle, jeunesse, enfance et médias, systèmes agroforestiers, entre autres.

Au-delà de ce rôle productif largement documenté, il existe un rôle social et politique des *quintais* pour les enquêtées, rôle que nous souhaitons mettre en avant. En plus de ses capacités productives et écologiques, le *quintal* est également un outil/espace d'autodéfense (de préservation de soi) et de *care*.

Nous avons vu dans la présentation de la méthodologie d'enquête que les *quintais* sont un lieu privilégié par les femmes pour les échanges discursifs. Toutes me conduisent dans le *quintal* et parlent volontiers de leur expérience et de leurs difficultés dans cet espace. Il s'agit d'un « espace à soi », d'un « champ à soi » (Agarwal 1994) qui joue le rôle d'« une chambre à soi » comme le décrit Virginia Woolf.

« Mon *quintal* est très important. Même si on a des problèmes d'eau, surtout ces quatre dernières années de sécheresse, on essaie toujours de maintenir les potagers. Car c'est ici que nous avons nos racines. C'est notre histoire. On se rencontre pour discuter dans nos *quintais*. Ici, on est très heureux. Pour moi, mon *quintal* ça représente tout. » (Entretien Sálvia 2015)

Ce lieu à soi peut jouer le rôle de refuge, un espace isolé des obligations familiales qui permet le relâchement. L'action du *quintal* sur le bien-être des agricultrices est fréquemment exprimée dans les discussions informelles :

[Extrait journal de terrain] 2017, Discussion avec Magnólia : « Moi c'est ici que je me sens bien. J'ai souffert d'une dépression très forte, très dure, à cause de ce qu'il s'est passé dans la famille¹⁸⁹. C'était une période très difficile. La seule chose qui m'a fait tenir c'est mon *quintal*, tu sais. Je viens ici, dès le matin très tôt. Parfois je reste la journée entière, à travailler et à me reposer à côté de mes plantes, mes fleurs. Ça m'apporte de la paix. Je me sens mieux. »

Il est vrai que, chaque fois que j'arrive chez Magnólia au cours de ces quatre années ; je ne passe même pas par la maison. Je me rends directement au fond de son jardin, dans l'espace du *quintal* et je la trouve là.

Le témoignage de Magnólia est particulièrement important pour caractériser une autre dimension du *care* et les intrications entre *care* social et *care* environnemental. Le mari de Magnólia exerce des violences conjugales contre elle : des violences

¹⁸⁹ Nous mentionnons ici la dépression de Magnólia avec son accord.

psychologiques, verbales, symboliques (non-intérêt, non-écoute, non-regard, non-attention) depuis plusieurs années. Magnólia ne mentionne pas de violences physiques ou sexuelles, cependant elle révèle une tentative de féminicide de la part de son mari : un jour, elle se rend dans une petite maison où il se trouve avec une autre femme. Elle les confronte. Il l'enferme dans la maison et met le feu. Magnólia réussit à sortir et s'échapper. Bien évidemment, toute cette violence subie provoque une grande souffrance chez elle.

C'est à la lumière de ces violences qu'il faut lire les mots de Magnólia sur son *quintal*. La maison où elle vit lui appartient ainsi que le terrain. Le *quintal* est donc sien. Le *quintal* se transforme en refuge. Le lien de Magnólia a son *quintal* caractérise quatre dimensions du *care* socio-environnemental :

- le *quintal* est le résultat d'un « *care* négatif » (Dorlin 2017) : le « *dirty care* », le « sale soin », comme le nomme la philosophe française Elsa Dorlin, révèle un autre revers du *care*, une partie intégrante de celui-ci. Le souci des autres advient aussi par et dans la violence. La violence endurée suscite une posture cognitive, émotionnelle négative qui provoque, chez les individu·es, une inquiétude, une écoute du monde et des autres, une appréhension de la violence à venir, qui vise à se protéger, se défendre. Le souci des autres anticipe ce qu'ils veulent ou peuvent faire de nous. Elsa Dorlin aborde cette notion dans une approche sociale : la part sombre de l'éthique du *care* est une « éthique de l'impuissance ». Pour sauver sa peau, il faut devenir l'experte des autres, les connaître, anticiper leur violence. Or, dans le contexte de violences agroc capitalistes, nous pouvons aisément étendre cette notion à la dimension socio-environnementale. Qu'elles soient déployées dans le cadre de la lutte pour la terre (déboisement, destruction de la forêt native pour implanter une monoculture de cocotier, expropriation des paysan·nes), dans le cadre des nouvelles offensives (implantation de projets touristiques, énergétiques, négation aux paysan·nes de leur accès aux terres, de leur droit au territoire), dans le cadre d'assassinats de leader·es rurales·ruraux, dans le cadre de violences conjugales socio-environnementales ; les violences plurielles font partie du quotidien des femmes comme Magnólia. Elles jonchent son existence, celui de ces ancêtres, celui de ses filles. Magnólia les connaît, elle est experte de la violence des autres sur les terres, sur les cultures paysannes, sur les groupes sociaux pour des enjeux agroc capitalistes. Elle sait que, à n'importe quel moment, de nouvelles attaques peuvent être déployées sur les terres et les productions agroécologiques, par les tenants de l'agrocapitalisme ou par des membres de

l'assentamento même, voir de son propre mari. De fait, Magnólia connaît et développe un « care négatif » pour sauver sa peau, pour sauver sa production, pour sauver sa terre.

- le *quintal* est son lieu de déploiement d'un *care* environnemental : de par cette conscience des attaques agrocapitalistes, de part le développement de ce « care négatif », le *quintal* devient le lieu du déploiement du *care* environnemental par Magnólia. Elle prend soin de son *quintal*, cultive avec passion, patience, amour, attention, dévouement. Elle sait l'importance de cet espace pour soi, pour sa famille, pour la subsistance de ses proches, pour les générations futures. Elle cultive ce qu'elle choisit, ce qui lui semble important. Elle met en œuvre sa vision socio-environnemental dans cet espace.

- le *quintal* est son lieu sûr : dans le vécu des violences, notamment conjugales, le *quintal* est l'espace où Magnólia trouve du répit, où elle peut mettre les violences quotidiennes à distance, où elle peut souffler. Elle est à l'abri. Elle se réfugie dans son *quintal*. La fonction est matérielle autant que symbolique. Matériellement, c'est un espace où ne viennent ni son mari, ni des personnes menaçantes. Si jamais le cas devait se présenter, elle les voit venir : elle connaît les lieux mieux que personne, elle connaît les bruits du *quintal*, elle sait quand un élément extérieur s'y introduit. Symboliquement, le *quintal* lui permet de ne pas être complètement abattue par la violence : il fait partie de ses techniques d'autodéfense, il constitue une résistance imperceptible. Il représente une bulle de protection.

- le *quintal* permet le *care* de soi et le « pouvoir intérieur » : il a une fonction salvatrice : il repolitise son expérience individuelle. Son expérience ne passe pas par le collectif politique, sa conscientisation ne relève pas de la responsabilité politique et collective d'un mouvement social ou d'un groupe de femmes, elle passe par son lien au *quintal*. Magnólia connaît les groupes de femmes dans *l'assentamento* qui comprennent et peuvent accompagner dans le cas de violences conjugales, elle sait que celles-ci pourraient être des ressources, des amies, des soutiens. Cependant, Magnólia choisit d'abord son *quintal* : il est sa première ressource d'autodéfense, de protection, de bien-être, de *care* de soi : « Moi c'est ici que je me sens bien ». Toutes les femmes n'ont pas nécessairement accès à des groupes de femmes sensibilisées à la question des violences de genre. De plus, les violences conjugales impliquent souvent un isolement des femmes victimes orchestré par l'auteur des violences. Aussi, le vécu des violences en lui-même isole : la honte, le sentiment de culpabilité, les réti-

cences à renvoyer une image négative de son mari, de sa famille, entraîne un silence. Certes Magnólia n'est pas dans cette situation d'isolement, ni de mise sous silence les violences vécues, étant donné qu'elle aborde spontanément cette question lorsque je viens lui rendre visite. Pourtant, Magnólia choisit son *quintal* comme première ressource de préservation de soi. Ce choix est suffisamment significatif pour démontrer toute l'importance de cet espace socio-environnemental dans le parcours de certaines femmes.

3.2 Politiser les émotions et corporiser le *corazonar*

Comme le met en avant l'artiste-activiste John Jordan, « une culture de résistance n'est pas que matérielle. Elle doit aussi procurer un soutien émotionnel et affectif – et cela peut venir des histoires que l'on se raconte. Nous avons besoin de récits qui nous rappellent que la résistance n'est jamais futile, que nous sommes issus d'une longue histoire de luttes » (2018 : 47).

Dans le cas de la militance féministe agroécologique, ces récits sont énoncés, poétisés, chantés et corporisés. Les émotions, les affects et les corps sont des dimensions du pouvoir (Guérin 2017) et donc des dimensions de l'*empowerment*. Au sein des espaces collectifs militants, les émotions sont exprimées, reconnues, politisées. Elles permettent une identification des oppressions ainsi qu'une politisation de celles-ci. Pour rappel, par « politisation », nous désignons le processus de « requalification » d'activités sociales, de transgression pratique des frontières établies entre activités politiques et non politiques (Lagroye, 2003).

De plus, elles sont un outil de cohésion et de lutte. Ce processus est possible notamment du fait des liens affectifs et collectifs développés par les militantes. Ces émotions et ces affects sont corporisés : les savoirs font corps. Les militantes développent alors le *corazonar* pour appréhender les oppressions et les violences puis les dépasser. Nous présentons un exemple ethnographique de *mística* que nous mobilisons, par la suite, dans l'analyse des stratégies d'*empowerment*.

Mística MMTR-NE

Caruaru, Brésil, 12 août 2016

Le MMTR fête ses 30 ans. Il est 15h.

Dans l'auditorium, une centaine de femmes vont et viennent.

Toutes portent un tee-shirt fuchsia avec le logo du mouvement, une feuille d'arbre verte. Sur le mur du fond, les lettres AGROECOLOGIA [agroécologie] sur fond rouge, cousues en *chiita*, le tissu traditionnel du Nordeste représentant des fleurs colorées. Au centre de la pièce, une femme *quilombola* se tient debout, un micro à la main. Autour, 17 femmes sont allongées au sol, leurs pieds tournés vers la femme debout. Six bougies les entourent. Elles forment une *margarida* [marguerite]. Chaque femme incarne un pétale. C'est l'anniversaire de la mort de Margarida Alves. C'est l'anniversaire du mouvement.

La femme se tenant au centre entame une neuvaine populaire

Romeiro de verdade

[Un vrai pèlerin

Vive na fraternidade

vit dans la fraternité

Quem matou não mate mais

Qui a tué, ne tuera plus

Quem roubou não roube mais

qui a volé, ne volera plus*]

Ce chant s'inspire des paroles de Padre Cícero, prêtre catholique dissident originaire du Ceará qui renverse en 1914, le gouvernement de l'État au moyen d'une révolution armée.

Le chant s'arrête. Un moment de silence, têtes baissées. L'ambiance est lourde. Puis la femme au centre clame « Margarida ». Toute la salle répond : « Présente ! ». Une femme-pétale se lève. « Maria ». « Présente ! ». Une femme-pétale se lève. « Izabel ». « Présente ! ». Une femme-pétale se lève... Chacune se redresse, incarnant une des *companheiras* disparues qui renaît, revient parmi elles. Toutes debout, elles poussent un cri de joie et de victoire, qui se termine en applaudissements.

Tableau 5: *Mística 30 ans du MMTR*



Illustration 42: *Mística* des 30 ans du MMTR, août 2016. Source : photo personnelle de Verónica Santana, avec son autorisation

Cette *mística* articule chants, mots, corps et gestes qui expriment des valeurs partagées, des idéaux, des raisons de lutter (A. N. G. de Castells 2001). Elle mobilise les trois types de corps que les épistémologies du Sud (B. de S. Santos 2016; 2018) documentent : le corps mourant, le corps souffrant, le corps jubilant. Les oppressions au fondement de la lutte provoquent le corps mourant. La lutte vit, visibilise et utilise le corps souffrant. La lutte se nourrit de l'expression de la force vitale du corps jubilant. Ainsi, la *mística* illustre la fusion des dimensions rationnelles et émotionnelles et le *corazonar*. Nous développons l'analyse détaillée de cette *mística* au long de cette section.

Les émotions « négatives » comme la colère, la peur, l'humiliation entravent la capacité d'agir (Guérin, 2017). En premier lieu, il est question de sortir de la peur, comme l'expriment nombre d'enquêtées. Pour cela, il est nécessaire de reconnaître la peur, la sienne et celles des autres, et comprendre ses implications. Un slogan mobi-

lisé par les militantes caractérise cette stratégie de dire, reconnaître et dépasser la peur : *Medo nós tem, mas não usa* [On a peur, mais ça ne sert à rien] (Cf. photo ci-après). Cette phrase est attribuée à Margarida Alves. Le MMTR la choisit pour la VI^e Marcha das Margaridas en 2019, sous le gouvernement de Jair Bolsonaro. Désigner la peur permet de désigner ceux qui la provoquent. Brandie sur des banderoles, cette phrase reconnaît la légitimité de l'émotion, affirme la violence subie et proclame l'affrontement, porté par les militantes, de la peur et de la violence.



Illustration 43: Banderole du MMTR-NE à la Marcha das Margaridas 2019 : « Medo nós tem, mas não usa » [On a peur, mais ça ne sert à rien]. Source : page Facebook du MMTR-NE du 24/08/2019.

Le 24 août 2019, le MMTR poste sur sa page Facebook la photo du groupe marchant à Brasília derrière cette banderole lors de la Marcha. Un texte accompagne la photo (extrait) :

« Nous apportons avec nous nos modes de vie, nos savoirs et nos territoires comme principales stratégies de résistances aux régressions, aux retraits de nos droits et aux avancées du capitalisme patriarcal et du racisme sur nos corps et territoires. Nous marchons grâce à notre courage et notre détermination de femmes qui, à chaque coin de ce pays, créons les conditions nécessaires pour que toutes nous puissions marcher, dans les communautés, dans les champs et à Brasília.* »

Post Facebook du MMTR, 24/08/2019

Si la peur est le principal motif de l'immobilisme, elle est aussi un structurant d'un ordre de genre, donc une expérience collective du groupe social des femmes. Connaître ce commun peut permettre de se comprendre entre femmes et de s'accompagner :

« Certaines ne se libèrent jamais du mari. Lui refuse de laisser sa femme sortir. Certaines sont agressées par le mari si elles participent au mouvement. Des fois, je les invite aux réunions. Mais je comprends, elles ont peur de sortir, elles ont peur de participer. Elles sont menacées. Certaines ne participent pas parce qu'elles ont peur. » (Entretien Sálvia, 2017)

Le passage de la conscience quotidienne à la conscience critique est travaillé collectivement. Dans ce processus, les émotions ont une place fondamentale car elles permettent de reconnaître les violences, de reconnaître l'oppression à partir de ses ressentis, personnels et collectifs. Prenons l'exemple de Lilia :

« Quand je vois une femme vaincre aussi, dépasser ce que j'ai dépassé, alors je suis heureuse. [...] J'aimerais qu'il n'y ait plus de violences contre les femmes. Car j'ai vécu beaucoup de choses, et je sais ce que c'est, la violence contre les femmes. Les femmes ne méritent pas tout ça. Les femmes souffrent dans le travail, elles souffrent pendant neuf mois avec un enfant dans le ventre, pour après subir tant de violences. » (Entretien filmique Lilia, 2015)

Lilia connaît et reconnaît la souffrance liée au vécu des violences conjugales. De son expérience individuelle, elle identifie non seulement les situations mais le caractère structurel des violences de genre. Le *corazonar* est déployé : de la souffrance au

« être heureuse », les émotions incarnent et accompagnent le processus de conscientisation et politisation des violences. Beaucoup de femmes indiquent que leur participation au MMTR leur permet d'affronter, de dépasser la peur : « Le féminisme, c'est ne pas avoir peur » affirme Gildete (Entretien filmique, 2015).

Dans une culture du *silenciamento*, rompre la mise sous silence des réflexions et des émotions est un pas central vers l'*empowerment*. Le *silenciamento* des affects va de pair avec l'invisibilisation des corps inscrite dans l'histoire coloniale et genrée (entre autres Federici 2004_2014; Guérin 2017; Lugones 2014; B. de S. Santos 2018). Les moments collectifs visent à mettre en mots et mettre en corps les oppressions et leurs expressions en mots, en émotions, en corps. Les chants et les poèmes sont aussi bien des expériences partagées que des espaces d'expression des souffrances et des identités. Comme le mettent en relief Patricia Hill Collins et Sirma Bilge, à propos de la musique hip-hop et des poésies récitées (2016: 120) :

« les mots prononcés deviennent des lieux où cicatrifier ses blessures des différentes combinaisons d'oppressions. Mais ces récits de poésie ne révèlent pas uniquement de la colère et de la tristesse [...] ils démontrent l'importance de l'art comme un lieu d'amour, de cicatrisation et d'intimité.* »

Comme indiqué précédemment, les moments de travail militant sont débutés et parfois conclus par des chants, des rondes, des danses : il s'agit d'opportunités et d'outils de cette expression et du *coraçonar* des oppressions.

<i>Já roubaram os nossos corpos</i>	Ils nous ont déjà volé nos corps
<i>Já roubaram também nossos descansos</i>	Ils nous ont déjà volé nos répit
<i>Mas não nos impediram de dormir</i>	Mais il ne nous empêcherons pas de dormir
<i>Ainda que não queiram</i>	
<i>Teremos nossas paixões</i>	Même s'ils veulent nous en empêcher
<i>Teremos nossos desejos e nossas ternuras</i>	Nous aurons nos passions
	Nous aurons nos désirs et nos tendresses*

Chant entonné par les militantes du MMTR
lors des 30 ans du mouvement, 2017

Le « nous » – soit la cohésion groupale et les liens affectifs entre femmes – et les formes chantées, dansées, corporisés sont centraux pour transformer la compré-

hension en puissance d'agir. Le collectif est une opportunité et un outil de l'expression des émotions et des affects. Ce « nous » est également un espace de confiance. Le partage favorise le renforcement des valeurs affectives et éthiques du groupe. Ces valeurs permettent le sentiment d'appartenance et la confiance collective. De plus, le sentiment de justice et la prise de conscience se transmettent par cette configuration groupale et par le partage (Sabourin 2007). Par la confiance, par la compréhension et l'expérience commune, par le partage émotionnel et affectif, par les formes proposées (chant, *mística*, ronde) qui libèrent parfois plus aisément qu'une prise de parole ; le collectif permet le *corazonar*, soit l'expression des émotions et leur fusion avec la conscientisation. Contrairement à des solutions féministes relevant du « néolibéralisme soft » (autonomie, développement des capacités) incarnant un *empowerment* individualiste qui alimente l'ordre hégémonique), elles matérialisent la conscience qu'un « pouvoir de » n'est rien sans « pouvoir avec » (Dorlin 2017). Le « nous » est constitutif des stratégies d'*empowerment*.

Enfin, la dimension corporelle du pouvoir est mobilisée. Libération des émotions, de la parole et des corps sont articulées. Les savoirs sont corporisés, la compréhension est incarnée. Là encore, c'est au moyen de la fusion socio-environnementale, du « sentipensar-nos corpos-tierra » [nous sentipenser corps-terre] (Echeverri 2012) que la puissance d'agir se construit.

Prenons l'exemple de la *mística* des 30 ans du MMTR. Les femmes incarnent une *margarida*, une marguerite : elles dénoncent la mort de la Nature provoquée par l'agrocaptal. Elles incarnent aussi Margarida Alves : une femme de lutte assassinée par l'agrocaptal. Enfin, elles incarnent les Magaridas, soit les femmes rurales qui luttent, vivantes ou décédées, qui reviennent à la vie par la force du collectif qui les appelle et lutte pour elles. C'est la même violence qui s'attaque à elles dans tous les aspects de Magaridas qu'elles incarnent : humaines et non humaines.

Ce moment collectif est également une pratique pédagogique utilisée par le MMTR et les mouvements ruraux afin de renforcer les luttes et le collectif (Nascimento et Martins 2008). Par cette *mística*, les savoirs et compréhensions des violences socio-environnementales sont inscrits dans les corps et les corps sont utilisés, avec le chant, pour retransmettre ces savoirs aux autres. Elles montrent leur relation avec les mondes spirituels : les ancêtres, les amies, les *companheiras* tombées, qui sont des êtres présentes pour elles ; elles les incarnent et les font revenir parmi elles, avec elles (Walsh 2008). Le caractère partagé, vécu et réalisé ensemble, de la *mística*

représente une « parole d'union » et crée un sentiment d'identité collective (Sabourin 2007).

Cette *mística* illustre les proximités avec la proposition du féminisme communautaire guatémaltèque de « sanation spirituelle » qui favorise, dans la mort, la libération de son corps des oppressions patriarcales, racistes, capitalistes (Cabnal 2017). La *mística* permet d'opérer cette sanation ensemble, dans un moment collectif où la tristesse et la joie sont présentes, où elles reprennent le pouvoir sur les violences socio-environnementales. La mise en scène de la mort dans la *mística* se transforme en mise en scène de la résurgence. Cette évolution corporisée provoque des émotions de joie, de satisfaction, de victoire face à l'expérience quotidienne. Il s'agit d'une reconnaissance et d'un dépassement des violences.

Ainsi, pour rompre le *silenciamiento*, pour *corazonar* les violences et les dépasser, les émotions, les affects et le corps sont mobilisés. Au sein du collectif, les chants, les poésies, les rondes, les *místicas* ouvrent des « espaces de cicatrisation » et de récupération de joie et d'affects. Le pouvoir sur soi, sur son histoire, est réapproprié par cette compréhension corazonée : il s'agit d'histoires communes, pouvant être dépassées ensemble.

3.3 Quand les femmes sont fortes : affirmer et incarner la continuité de la lutte et de la vie

Outre une compréhension corporisée, les militantes développent des stratégies de dépassement de ces violences. Pour cela, elles mobilisent aussi bien le *corazonar* que les *forces intérieures*. Le *corazonar* possède une dimension spirituelle centrale qui se transforme en « énergie insurgente » contre l'oppression et la souffrance ; une expression vitale pour transformer la vie (Guerrero Arias 2016). Les « forces intérieures¹⁹⁰ » mobilisent la joie et construisent des formes de résistance. Ainsi les dimensions émotionnelles, affectives, corporelles du pouvoir sont mobilisées pour concrétiser l'*empowerment*.

La violence systémique inhérente au système agrocapitaliste se distingue par sa dimension mortifère. Cette « guerre » affecte les capacités, l'organisation, la force des

¹⁹⁰ Les « forces intérieures » sont des ressources intrinsèques issues de la mémoire collective permettant la construction de stratégies de vie dans des périodes critiques (Arboleda, 2002 cité par (B. de S. Santos 2018). Cette notion fait référence aux communautés afro-colombiennes de la côte Pacifique qui portent la lutte en incarnant de la joie, en dépit de la violence coloniale.

groupes opprimés et résistants. Or, une spécificité de la militance étudiée et de son mode de politisation est l'incarnation et la réaffirmation de la continuité de la lutte et de la vie.

À l'échelle biographique, les récits de violences conjugales sont extrêmement nombreux. La dureté, le détail, l'intensité de ceux-ci ne sont pas passés sous silence. Reste que, ces récits biographiques se concluent généralement par des mots de dépassement. Pour exemple, Lilia déclare : « Ça fait 27 ans que je suis si bien. Il n'y a personne pour crier dans mes oreilles. Je suis libérée [...] Allons de l'avant ! » (Entretien filmique, 2015). Gorete raconte : « Ma voisine a subi des violences. Elle a compris qu'il y a une loi qui la protège, alors elle a pris son courage à deux mains et s'est séparée de son mari. » (Entretien filmique, 2015).

En général, féminicide et impunité « forcent » le combat pour la justice et orientent la lutte sur un autre terrain que celui de l'organisation politique (Falquet 2016b). Or, les femmes rurales au sein du MMTR ou de la *Marcha das Margaridas* ne désertent pas pour autant l'organisation politique. Bien au contraire, elles réinvestissent et dépassent les attaques. Les slogans portent le sens de la lutte : « Nous continuerons jusqu'à ce que nous soyons toutes libres ». Comme dans la *mística*, elles renaissent en *Margaridas*, elles resurgissent de la terre telles des graines qui refleurissent. Leur spiritualité porte à re-nommer, appeler les femmes décédées, et affirmer collectivement leur présence : « Présente ! ». La mémoire collective renforce la lutte présente et réaffirme la vie.

Dans la création d'une « sub-culture dissidente » (J. C. Scott 2009) afin de résister à la domination, les membres développent leurs propres codes, mythes, héros et héroïnes et normes sociales (Kerr et Siegel 1954). Une des « techniques de lutte » développées par les militantes est la mobilisation de femmes symboles de lutte. Ces héroïnes choisies sont au cœur des registres d'action du militantisme féministe agroécologique. Elles jouent un rôle puissant d'espoir, de possible, de motivation et de projection de soi. Des effets qui surviennent « quand les femmes sont fortes¹⁹¹ ».

À l'échelle collective, contrairement aux stratégies militantes de démonstration par le corps souffrant afin de légitimer la cause (Cordell 2017), différents moyens

¹⁹¹ Cette expression est issue du milieu de l'autodéfense féministe, initialement lancée sous formes de courts-métrages réalisés par l'association belge Garance. Il s'agit de présenter des exemples de puissance d'agir, de possibles positifs dans des situations de violences.

sont mis en œuvre pour le dépassement des souffrances et la résilience. Le choix de Margarida Alves comme personne symbole l'exprime.



Source: Marcha das Margaridas 2015, Contag



Source: Marcha das Margaridas 2015, Contag. Texte: « Ils ne savaient pas que Margarida était une graine »



Auteure: Bianca Muto



Source: Marcha pela vida das mulheres e a agroecologia. Texte: « Margarida, 30 ans d'impunité, luttés et conquêtes. »



Source: inconnue. Texte: « Je ne fuis pas de la lutte »



Source: Marcha das Margaridas 2015, Contag. Texte: « une pour toutes, toutes pour une »

Illustration

44: Exemples de supports militants à l'effigie de Margarida Alves

Choisir cette « victime » permet de désigner l'agrocaptal comme coupable (Jasper 2016). Cependant, elle n'est pas *que* victime de la nécropolitique agrocaptaliste. Elle incarne également la force. Elle joue le rôle de modèle positif (une des rares femmes leadeures en milieu rural de l'époque) qui participe à l'évolution des systèmes de représentation genrée (Charlier 2011) et encourage à se battre : « Mieux vaut mourir dans la lutte que mourir de faim ». Il s'agit d'une figure à laquelle les femmes rurales peuvent s'identifier : dans la violence vécue, dans la lutte incarnée, dans la possibilité d'être une femme leadeure. Faire de Margarida Alves un symbole de lutte entre en rupture avec la culture de l'impunité des violences et la résignation voulue par le néolibéralisme. C'est un message de refus de la stratégie de la terreur déployée contre le groupe des femmes rurales.

Margarida Alves est l'exemple le plus mobilisé et connu du fait de sa visibilité par la *Marcha das Margaridas*. D'autres « héroïnes » sont érigées. Elizabeth Teixeira est l'une d'entre elles. Nous l'avons présenté dans le chapitre 2 de la thèse, Elizabeth est la veuve d'un leadeur des Ligues paysannes, elle poursuit sa lutte après l'assassinat de celui-ci en 1962. Aujourd'hui âgée de plus de 90 ans, elle représente un symbole de résistance paysanne. Depuis l'*agrogolpe*, son exemple est réaffirmé dans les espaces militants du fait d'être une figure de la lutte paysanne sous le régime militaire de 1964. À sa dernière interview dans les médias, elle affirme : « je continue la lutte », phrase reprise dans le milieu militant.



Illustration 45: Elizabeth Teixeira. Auteur·e inconnue, Source : <https://joserosafilho.wordpress.com>, consulté le 03-03-2019

Enfin, au sein du MMTR, les pionnières sont également des figures symboles valorisées et remémorées. Nazaré Flor est une d'entre elles. Pour exemple, Salete, agricultrice agroécologique et militante du MMTR, écrit un poème en sa mémoire :

*« MMTR-NE vem aqui homenagear
Uma mulher forte e guerreira
Linda de se admirar
Falo de Nazaré Flor
Que com muita força e amor
Nos instigou a lutar*

*« MMTR-NE vient rendre hommage
À une femme forte et guerrière
Belle personne à admirer
Je parle de Nazaré Flor
Qui, avec beaucoup de force et d'amour
nous a encouragé à lutter*

*Nos somos frutos seus
Dessa flor sua semente
Regadas por sua luta
Eita Mulher resistente
Que muito fez por esse chão
Carregando em suas mãos
Nossa força nossa gente*

*O movimento de mulher
Faz parte de sua historia
Nele ficou sua marca
Também em nossa memoria
Já que foi uma das pionieras
Que fez nascer essa bandeira
E com ela tantas vitórias*

*Terra de Nazaré
Assentamento Maceió
Chão que pulsa resistência
Orgulho tenho que só
De aqui poder nascer
A ésta terra pertencer
Há... Não tem coisa melhor*

*Obrigada Nazaré
Por sua contribuição
Na luta por um Brasil
Com mais respeito e união
Por justiça e igualdade
Nessa nossa sociedade
Você fez revolução*

*Ultrapassou os limites
Quebrou suas barreiras
Levantou sua voz e disse
Mulher deixa de besteira
Venha se empoderar
Esse mundo transformar
Signamos juntas companheiras*

Nous sommes ses fruits
De cette fleur, la graine
Nourries de sa lutte
Quelle femme résistante !
Qui a tant fait pour cette terre
Portant au creux de ses mains
Notre force, notre communauté

Le mouvement des femmes
fait partie de son histoire
Elle y a laissé sa marque
Tout comme dans notre mémoire
Puisque qu'elle a été l'une des pionnières
Qui a fait naître cette flamme
Et avec elle, tant de victoires

Terre de Nazareth
Assentamento Maceió
Terre qui propage la résistance
J'ai une fierté qui ne peut n'aitre que ici
De pouvoir naître ici
Appartenir à cette terre
Ah... Il n'y a rien de mieux...

Merci Nazareth
Pour ta contribution
Dans la lutte pour un Brésil
Avec plus de respect et d'unité
Pour la justice et l'égalité
Dans notre société
Tu as fait la révolution

Tu as dépassé les limites
Tu as fait tomber les barrières
Tu as élevé ta voix et tu as dit
Femme, arrête les bêtises
Viens prendre du pouvoir
Transformer ce monde
Allons de l'avant ensemble companheiras

Femmage à Nazaré Flor*, écrit par Salete Felix Pinto, avril 2019

Notre propos ne vise pas à alimenter le mythe de *la* femme rurale forte et guerrière, ni à invisibiliser leurs fragilités (hooks 2015). Nous ne souhaitons pas alimenter une image des femmes rurales du Sud héroïsée et homogène (Laugier, Falquet, et Molinier 2015) mais visibiliser certaines stratégies centrales. L'objectif est de caractériser la double dynamique de leur résistance : la dénonciation, décrire, écrire, dire, montrer, incarner les violences subies ; le dépassement, le récit ne s'arrêtent jamais là. Cette stratégie vient rompre avec l'ordre hégémonique. Les effets sont pluriels : dire et combattre les discours mortifères agroc capitalistes, comprendre la légitimité de la peur sans provoquer l'immobilisme, faire vivre les émotions, se relever/se défendre, redonner confiance, renforcer la solidarité et cohésion du groupe, continuer la lutte. Ces dynamiques sont bien connues en autodéfense féministe : ce sont des « histoires de réussite », soit la production et diffusion de récits alternatifs de la violence et du genre, un « renversement du rapport de vulnérabilité » (Millepied 2018 : 20). La diffusion et valorisation des possibles positifs a un rôle social central : « les limites du réel de ce qui est réalisable dépendent en partie des croyances portant sur ces limites. » (Wright, 2017 : 50). Il s'agit de développer l'imaginaire politique, qui montre les possibles et « redonne[r] sens quant à la possibilité d'un changement social émancipateur » (Wright, 2017 : 14). Ainsi, en affirmant et incarnant que les violences ne les arrêtent pas, que la mort de plusieurs d'entre elles ne les arrêtent, que les attaques à la Nature ne les arrêtent pas ; elles visibilisent les possibles de dépassement, les alternatives existantes et permettent leur démultiplication.

Elle rompent la « fable de l'*empowerment* » qui présente des subjectivités puissantes tout en alimentant des représentations victimisantes communément admises combinées à des stratégies politiques de recours à la protection d'autrui, principalement par l'État (Dorlin 2017). Face à l'impunité des féminicides agroc capitalistes, elles ont recours à l'autodéfense et l'autojustice par la force de la survie du groupe. Elles luttent au moyen de ce que nous appelons une « politique corazonée des corps et des émotions ». En l'absence de justice étatique, les émotions collectives positives et le renforcement de soi/du groupe affirment la survie collective et construisent la sensation de vaincre. Elles ne sont pas « victimes », elles ne sont pas totalement annihilées par les violences et l'injustice, elles incarnent l'espoir et la force de lutter. Elles rompent également avec le contrat tacite scellant la soumission des femmes : être contraintes à être défendue par un tiers ou une institution, ou rester sans défense (*ibid.*). En ne s'appréhendant plus en tant que victime qui ne peut se relever des violences, elles construisent une stratégie de prévention et de défense contre les

violences par le corps, par la parole, par les émotions. Leur corps n'est plus celui de l'impuissance mais celui qui se relève, même âgé, et qui « continue la lutte » (Cf. phrase de Elizabeth Teixeira). Ces techniques mobilisant la mémoire auditive (chants, slogans), visuelle (images) et kinésique¹⁹² (incarner et corporiser avec la *mística*) inscrivent le possible dans les mémoires et dans les esprits : l'alternative est vécue pour le cerveau. Elles sont puissantes. Elles représentent donc *réellement* un possible.

Après avoir vu les stratégies militantes collectives, nous allons nous pencher sur les processus de conscientisation et d'*empowerment* développés par les militantes féministes agroécologiques.

4| Des processus de conscientisation et d'*empowerment*

« O que quero dizer é o seguinte : que alguém se torne machista, racista, classista, sei lá o quê, mas se assuma como transgressor da natureza humana. Não me veja com justificativas genéticas, sociológicas ou históricas ou filosóficas para explicar a superioridade da branquitude sobre a negritude, dos homens sobre as mulheres, dos patrões sobre os empregados. Qualquer discriminação é imoral e lutar contra ela é um dever por mais que se reconheça a força dos condicionamentos a enfrentar. A boniteza de ser gente se acha, entre outras coisas, nessa possibilidade e nesse dever de brigar. »

Paulo Freire, *Pedagogia da Autonomia*, 1996 : 59

[« Je souhaite dire la chose suivante : si quelqu'un devient machiste, raciste, classiste, ou je ne sais quoi, il doit s'assumer comme transgresseur de la nature humaine. Qu'ils n'usent pas de justifications génétiques, sociologiques, historiques ou philosophiques pour expliquer la supériorité de la blancheur sur le négritude, des hommes sur les femmes, des patrons sur les employés. Toute discrimination est immorale et lutter contre elle est un devoir, même si l'on reconnaît la force des conditionnements sociaux. La beauté d'être des personnes se trouve, entre autres, dans cette possibilité et dans ce devoir de se battre*. »]

¹⁹² Il s'agit de trois types de mémorisation mobilisés dans les pédagogies féministes ou populaires permettant de solliciter toutes les formes d'apprentissage.

4.1 Le film « *Mulheres rurais em movimento* »

Nous avons déjà présenté notre posture en faveur d'une écologie des savoirs qui articulent différents médiums. Le projet filmique est au cœur de cette démarche. Dans la lignée des doctorant·es, chercheur·es et ingénieur d'étude mobilisant l'outil filmique au sein de l'équipe Dynamiques Rurales du LISST et de l'ENSFEA, notre postulat est que l'écriture filmique est une écriture scientifique. Comme le défend Floriane Chouraqui (2018) dans sa thèse mobilisant une approche filmique participative, l'écriture filmique ouvre une nouvelle dimension à la recherche, permettant de faire parler, faire découvrir, faire savoir différemment et donc d'enrichir la production scientifique. Nous estimons que le film permet également de faire sentir des émotions, sentipenser l'expérience présentée.

De même, dans sa thèse, Chloé Buire défend l'idée que le film n'est pas une simple illustration d'un propos qui lui serait extérieur (2011). Le support filmique, comme le support textuel, a une autonomie. Il parle de lui-même. Nous n'allons donc pas élaborer une analyse textuelle de ce que le film présente. Le film est un outil et un support à part entière des sciences sociales.

Trois niveaux d'écriture filmique sont mobilisés dans *Mulheres rurais em movimento*, à destination de trois types de réception :

- une réception grand public : soit un travail de vulgarisation des différentes problématiques abordées, une écriture permettant une compréhension large quelque soit les niveaux de connaissance.

- une réception militante : le film est co-produit et co-dirigé par un mouvement social et dans l'objectif de porter la voix des femmes qui le composent. Le registre militant et sa visée de visibilisation politique sont au cœur du film, aussi bien par les supports matériels (habits, banderoles, marches) que par l'usage de slogans, de chants, de raisonnements. Ce registre est un langage commun avec d'autres sphères militantes, un outil de compréhension commune, au-delà des contextes et de la langue utilisée, un moyen de créer des ponts entre sphères militantes et féministes.

- une réception scientifique : le film propose une problématisation scientifique et mobilise, en théorie, en méthodologie et en praxis, des concepts sociologiques. Il vise à présenter le déploiement d'inégalités sociales et d'oppressions articulées, les processus de conscientisation et de transgression des normes, les stratégies de résistance.

L'articulation de ces trois niveaux d'écriture est complexe et peut présenter la limite qu'aucun des trois n'est assez développé. C'est la limite de tout support qui vise à échanger avec des sphères aussi distinctes. Cela est cependant notre parti-pris. Notre objectif de visibilité maximale nous contraint dans l'approfondissement des niveaux d'écriture mais touche, en partie, chaque public.

L'écriture filmique opère des choix, au même titre que l'écriture textuelle. Elle se construit au fil de la réflexion et propose une vision. Cependant, cette vision n'est pas que nôtre. Nous ne pouvons pas la circonscrire, la prédéfinir, l'enfermer. La réception de la vision que nous proposons n'est pas uniforme : « un film, tout comme un texte littéraire, est une « œuvre ouverte » dont les multiples significations émergent avec et selon la participation active des spectateurs » (Staszak 2014). La participation active des spectateurs·trices implique que vous, membres du jury de cette thèse et éventuel·les lectrices et lecteurs, ne verrez pas et ne retiendrez pas les mêmes choses de notre film *Mulberes rurais em movimento*. Votre subjectivité sera actrice de la visualisation de ce film. Comme le défend le géographe Xavier Browaeys, les images « sont sujettes à une grande diversité d'interprétations au gré des regards qui les examinent » (1999).

Depuis son lancement, au fil des discussions suivant les projections, de nombreuses réactions différentes sont exprimées. Chacun·e peut voir des éléments qui ne sont pas nécessairement partie de l'écriture filmique initiale, soit par attention personnelle, soit par interprétation propre. Le pouvoir du support filmique réside dans ces possibles. C'est justement cette « ouverture » qui nous semble intéressante dans le processus réflexif autour de l'*empowerment* des militantes du MMTR. Vous pouvez y contribuer par votre regard spécifique et situé. Ce processus est mouvant et continu. Le recul réflexif que provoqueront les années qui passent donnera continuité à ces apports actifs.

Nous aurons su, au fil de ces quelques centaines de pages, alimenter le suspense et, nous l'espérons, l'impatience. Ainsi, nous vous invitons, à ce stade de la lecture, à visualiser le film *Mulberes rurais em movimento*, tout en gardant en alerte votre regard sentipensé face à cette « œuvre ouverte ».

Accédez au film ici : <https://www.youtube.com/watch?v=Pwi17iZoU4>

4.2 Les processus de politisation de soi et du collectif

« Il va de soi que si nous ne nous définissons pas par nous-mêmes pour nous-mêmes, d'autres s'en chargeront – dans leur intérêt et à nos dépens. »

Audre Lorde, *Sister outsider* (2003 : 46)

Comme défendu précédemment, la partie qui suit ne présente pas une analyse textuelle de ce que montre le film. Le film en soi est une écriture scientifique et sentipensée. Cependant, le film ne porte qu'une partie de la parole des militantes filmées et qu'une partie de la parole des enquêté·es. Nous avons d'ores et déjà vu les dimensions du « pouvoir intérieur » et du « pouvoir de » de certaines militantes par leur questionnement des normes de genre et leur action sur les rôles de sexe. Nous avons exploré comment le déploiement d'un *care* socio-environnemental et de stratégies collectives d'organisation permettent de résister et de r-exister sur les territoires. Nous avons analysé les modes d'autodéfense et la vision sentipensée socio-environnementale. Nous avons regardé activement et écouté les processus de conscientisation et d'*empowerment* des militantes. Nous allons maintenant explorer les modes de politisation de soi permettant de reconstruire son identité et d'agir sur les oppressions intersectionnelles (1) ainsi que les modes de politisation collectifs autour de la figure de la « femme rurale » (2) .

• Au-delà des identités politiques

La juriste et sociologue française Sabine Masson souligne que la construction des identités nationales en Amérique Latine s'inscrit dans la continuité du rapport colonial et de la suprématie blanche (2009 : 186). Les systèmes hégémoniques construisent les classifications sociales et les oppressions. La colonialité, par exemple, invente la race (Quijano 2005) mais aussi le genre (Lugones 2008; 2008), autour d'un modèle de pouvoir global, eurocentré, capitaliste (Quijano 2000). En construisant des classifications sociales, la colonialité du pouvoir et la colonialité de genre imprègnent tous les aspects sociaux de l'existence et construisent des identités sociales et géoculturelles (*ibid.*). Ces identités sont naturalisées et intégrées au modèle de rationalité de la modernité (Lugones 1987). La rupture avec ces identités naturali-

sées et imposées est présentée comme un outil d'émancipation par les pensées décoloniales et postcoloniales. Comme le rappelle Isabelle Guérin (2017), ces pensées critiques attirent l'attention sur l'idée de reconnaissance comme composante essentielle de la justice sociale. Les identités multiples deviennent un outil de réappropriation du pouvoir :

« Parler en son nom et élaborer son propre programme est essentiel pour l'*empowerment*. » (Hill Collins, 2009_2016 : 84)

« Parce que l'oppression change continuellement, différents aspects de l'autodéfinition des Noires états-uniennes s'entremêlent et deviennent plus important : leur sexe [...], leur race [...], leur classe [...], leur orientation sexuelle [...], leur statut citoyen [...]. dans toutes ces situations, leur position en regard et à l'intérieur des oppressions enchevêtrées se déplace. » (Hill Collins, 2009_2016 : 415)

L'autodéfinition rompt avec la définition imposée et naturalisée par l'ordre hégémonique. En opérant une politisation de soi et en réinvestissant leurs identités, les enquêtées vont au-delà de la visibilité de leur être. Elles œuvrent pour une reconnaissance qui contrecarre la logique hégémonique en utilisant des catégories telles que noire, lesbienne, féministe, travailleuse rurale (Prévost 2017). Cette étape est structurée par différents processus : prendre conscience des rapports de domination, se situer et affirmer son appartenance aux groupes dominés (de sexe, de classe, de race et de sexualité), renverser symboliquement les catégories stigmatisées en catégories auto-identificatoires ayant un sens politique et contestataire, et valoriser ses pratiques militantes et ses activités productives. Ainsi, non seulement elles rompent avec l'invisibilisation qui les définit, mais elles opèrent et proposent également un changement de regard : le leur et celui des autres, affirmant la dimension du « pouvoir intérieur » de l'*empowerment*.

« Il est important de noter que l'identité constitue toujours un lieu de résistance pour les membres de différents groupes subordonnés. Tous nous pouvons faire la distinction entre ces deux déclarations : « Je suis noir(e) » ; « Je suis une personne et il se trouve que je suis noir(e) ». La première, « Je suis noir(e) », s'empare de l'identité socialement imposée pour y amarrer fortement la subjectivité : « Je suis noir(e) » devient ainsi non pas simplement une déclaration de résistance, mais une affirmation positive de l'identification personnelle, intimement liée à des énoncés valorisants tel le slogan nationaliste *Black is beautiful*. Dans la seconde, « Je suis une

personne et il se trouve que je suis noir(e) », l'identification personnelle réclame le passage par une certaine universalité (« Je suis d'abord une personne ») et le rejet concomitant de la catégorie imposée (noir(e)), tenue pour contingente, circonstancielle, non déterminante. Ces deux présentations contiennent chacune une part de vérité, bien sûr, mais elles fonctionnent très différemment selon le contexte politique. » (Crenshaw, 1991_2005 : 76)

Partie anonymisée

Ainsi, plus qu'une situation dans le système de privilèges (McIntosh 1989), elle bénéficie d'avantages sociaux liés au colorisme. Comme le défend la Brésilienne Djamilia Ribeiro (2019), le colorisme entraîne une plus grande tolérance sociale en fonction de la clarté de la peau ; des avantages sociaux qui se distinguent des privilèges. Sapoti le reconnaît et l'énonce.

Dans le contexte brésilien, cette conscientisation représente une réelle politisation de soi. En effet, l'histoire coloniale reste présente dans l'imaginaire social avec la prégnance de l'idéologie du blanchiment¹⁹³ mais porte également des dommages psychologiques causés par le rapport de domination/exploitation entre colonisateurs·rices et colonisé·es, comme le souligne Frantz Fanon mais aussi Lélia Gonzalez. Le « racisme déguisé » s'exprime dans l'« idéologie assimilationniste¹⁹⁴ » du métissage (Darcy Ribeiro 1963), dans la démocratie raciale¹⁹⁵ entravant la conscience objective du racisme et la reconnaissance de sa pratique (Gonzalez 1988b). Il se matérialise par exemple dans l'inscription *parda* ou *pardo* sur les documents administratifs brésiliens :

¹⁹³ L'idéologie du blanchiment désigne « les classifications et les valeurs de l'Occident blanc sont les seules à être vraies et universelles ». Elle est véhiculée par les médias de masse et par les appareils idéologiques traditionnels qui réaffirment ce mythe de la supériorité blanche en fragmentant l'identité raciale : « le désir de blanchir (de « nettoyer le sang », comme on dit au Brésil), est intériorisé, et crée parallèlement en chaque dominé la dénégation de sa propre race, de sa propre culture » (Gonzalez, 1988, 2015 : 4). Cette idéologie projette dans le métissage l'invisibilisation de la « trace indienne » et l'amélioration de la race (Masson, 2009). La promotion politique du métissage au Brésil est une nouvelle colonisation du corps des femmes indigènes : la métisse a les traits assez blanchis pour plaire tout en étant garante d'une image du passé (*ibid.*).

¹⁹⁴ Par « idéologie assimilationniste », Darcy Ribeiro désigne l'attitude officielle d'acceptation totale de la fusion raciale et la répulsion à toute tendance ségrégationniste. Cet idéal métis cache les formes de racisme présentes au Brésil (1963).

¹⁹⁵ L'expression « démocratie raciale » est une libre traduction, par Arthur Ramos et Roger Bastide, des idées de du sociologue Gilberto Freyre à propos de la démocratie brésilienne. Sur le parcours de l'élaboration de ce concept, voir: Guimaraes, Antônio Sérgio Alfredo, « Démocratie Raciale », In *Cahiers du Brésil Contemporain*, 202, no. 49/50, p. 11-37.

« Pour que les personnes auto-définissent leur race, il faut avoir des informations, savoir comment les choses ont été construites. La réflexion qu'on fait sur la notion de *parda*, c'est qu'il s'agit d'une négation de son origine de *negra*. Le processus de métissage au Brésil blanchit la peau » (Entretien Verônica, 2019)

Le principe d'auto-déclaration de sa couleur de peau dans le cadre du recensement de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques (IBGE) est questionné par le mouvement, sa dépolitisation est mise en exergue. Le mouvement noir brésilien dénoncent, dès les années 1960, le mythe du métissage – provoquant l'invisibilisation des racines africaines – véhiculé dans les travaux et positionnements d'intellectuels comme Gilberto Freyre. Le paradigme de démocratie raciale et l'idéologie assimilationniste du métissage empêche les militantes de se revendiquer politiquement métisse – du fait de sa connotation historique¹⁹⁶ – et de sortir de la dualité.

« Comment le terme de *parda* surgit ? Ça vient du mot *pardal* : une espèce d'oiseau du Brésil qui se reproduit beaucoup, un oiseau très commun, il y en a en grande quantité. C'est un oiseau considéré sans valeur, car il y en a beaucoup. La couleur *parda* vient de cet oiseau, soit c'est une chose sans valeur. C'est une déqualification et négation de ce qui est ta race. » (Entretien Verônica, 2019)

Pourtant, la conscience métisse détient un potentiel transformatif du fait de montrer la « personnalité plurielle » (Anzaldúa 2011), les origines plurielles mais aussi les effets d'être à la croisée des chemins de deux races sociales reconnues : l'insécurité, l'agitation psychique, l'état perpétuel de transition, la lutte des frontières, la collision culturelle (Anzaldúa 2011 : 2). Sapoti et Amarilis pourraient avoir une revendication métisse. Cependant, les politiques assimilationnistes volent cette possibilité aux brésiliennes. Elles entravent le réel métissage et l'opportunité de dire les effets sociaux d'être hors des catégories binaires.

Les documents d'identité de la majorité des femmes rurales portent la mention *parda*. Au sein du MMTR, elles sont aujourd'hui près de 80% à se revendiquer noire¹⁹⁷.

¹⁹⁶ Voir: Guimaraes, Antônio Sérgio Alfredo, « Démocratie Raciale », In *Cahiers du Brésil Contemporain*, 202, no. 49/50, p. 11-37.

¹⁹⁷ Enquête réalisée en 2016 par le MMTR auprès de ses militantes. J'ai exploré les ressorts de l'auto-identification en tant que noire par les militantes, comme source d'*empowerment*, dans un article aux *Cahiers du genre* (Prévost 2017). Je ne reviens pas sur ces éléments ici.

« Je suis née comme *parda*. Pendant longtemps, je me suis considérée comme *parda* ou *morena*. Dans une famille qui a des mélanges. Dans mon processus de mûrissement politique, j'ai déconstruit ces questions. J'ai compris le processus du racisme au Brésil et la négation de la race par la couleur. Le racisme est très fort selon la couleur : plus tu es noire, plus tu souffres de racisme. Plus ta peau est claire, plus tu as tendance à nier tes origines, ta race, tu nies le racisme. Avec la militance, je me suis découverte comme femme noire. À partir de ce que j'ai vu et vécu dans ma famille, des coutumes, des phénotypes de ma famille, de qui était ma grand-mère paternelle, comment elle s'habillait, quelle était sa culture. Le *Nordeste* se construit à partir de l'extermination des peuples indigènes et une grande concentration des peuples d'Afrique esclavagisés, c'est de là que sont nos origines. Même si on est d'origines mélangées, moi je suis de façon prédominante une femme noire, de ma culture, de mon lieu, de ma famille et aussi de ma couleur. » (Entretien Verônica, 2019)

• S'extirper de la police des corps

Nous avons vu dans le film que différentes militantes adoptent une affirmation de soi contestataire, notamment en énonçant leur sexualité. L'exemple de Lucía montre le processus de déconstruction de l'hétéronormativité et le retournement du stigmate qui s'inscrit dans la durée. Dans le film, Lucía aborde la question de son homosexualité : « Le mouvement m'a libéré. Je suis sûre que si je n'étais pas entrée au mouvement, discuter la question du genre, aujourd'hui je serais pleine de petits-enfants et peut-être un mari à qui je dois donner à manger [...] Je n'ai aucun regret de ne pas m'être mariée avec un homme et de vivre avec une femme. » (Entretien filmique Lucía). Au FINCAR (Festival de réalisatrices à Recife en 2018), lors la présentation du film, Lucía prend la parole face au public :

« Il y a une chose que je souhaite dire sur mon orientation sexuelle. Aujourd'hui, j'ai 58 ans et je n'avais jamais eu le courage de parler, même en réunion. On est une famille de 17 frères et sœurs, beaucoup savent mais je n'ai jamais eu le courage de parler. Ma compagne est venue avec moi ce soir, elle est là (*applaudissements*) »

Outre changer de regard sur soi et promouvoir la reconnaissance, ce mécanisme auto-identificatoire (se dire, se revendiquer), ce renversement d'une catégorie stigmatisée en catégorie d'identité politique, a des effets sur la réappropriation de soi, de ses affects et de sa sexualité.

Selon Kia Lilly Caldwell, la réputation de démocratie raciale au Brésil est liée à l'objectification sexuelle des femmes aux origines raciales mixtes. En cela réside l'essence de la *Brasiliarité*, véhiculée par les images populaires d'un Brésil comme paradis tropical et carnavalesque (Caldwell 2006). Les femmes afro-brésiliennes aux ancêtres mixtes ou avec des traits physiques davantage européens sont considérées comme plus attirantes. À l'inverse, les femmes ayant des traits laissant présager des ancêtres africains sont socialement déssexualisées, considérées uniquement comme des travailleuses asexuées ou, a contrario, comme des prostituées (*ibid.*).

Au Brésil, la construction de la féminité s'inscrit dans l'histoire coloniale et dans les rapports intersectionnels :

« Nous, les femmes noires, nous faisons partie d'une catégorie de femmes, probablement majoritaires, qui n'ont jamais [...] été traitées comme des êtres fragiles. Nous faisons partie d'une catégorie de femmes qui a travaillé pendant des siècles comme esclaves, labourant la terre ou arpentant les rues comme vendeuses ou comme prostituées – des femmes qui ne comprenaient absolument pas les discours des féministes arguant que les femmes devaient sortir dans la rue et travailler ! » (Carneiro, 2005 : 28)

Face à un contexte social qui sexualise les corps, qui désigne les sexualités uniquement en référence à autrui, le processus de réappropriation ouvre des possibles pour soi. Il vient rompre avec la négation de leurs désirs et de leurs sexualité.

La négation de la sexualité auto-définie et des affects qui y sont liés dépossèdent les femmes du contrôle sur leurs émotions et leurs désirs et alimentent les positions conservatrices à leur égard (Guérin 2017). Dans un contexte de contrôle de la sexualité, elles sont dépossédées de leur liberté sexuelle et assignées à une sexualité uni-

quement reproductive : objectifiées sexuellement du fait de leur sexe et de leur race, niées sexuellement dans leur sexualité, subissant les injonctions à la procréation et l'interdiction d'avorter¹⁹⁸. En aucun cas, leurs corps sexués et leur sexualité, leurs désirs ne leur appartiennent. La reconnaissance et réappropriation opérées par certaines militantes permettent de s'extraire du contrôle normatif, de la police de leurs corps et sexualité.

« J'ai jamais accepté certaines idées des personnes, des hommes. Sur la question de la sexualité, du genre, des relations. J'ai mis beaucoup de temps à avoir une relation car je n'aimais pas ce que les hommes me renvoyaient, l'image qu'ils attendaient de moi. Et j'avais peur de me dire féministe, d'avoir les cheveux courts car tout le monde disait que c'était des trucs de gouines. Le féminisme ça m'a aidé. Aujourd'hui je peux avoir les cheveux courts, utiliser du rouge à lèvres, faire comme je le veux et je me sens mieux. » (Entretien Amarilis, 2017)

« Pour moi le féminisme, c'est une façon de se découvrir, sur le plan sexuel, et de comprendre les modèles de beauté qui nous sont imposés. Même noire, il faut que tu aies les cheveux lisses, les ongles peints. Le féminisme ça te montre que tu n'as pas besoin de ça, que tu peux être comme tu aimes. On a le droit de faire ce qu'on veut de notre corps, de notre beauté, de notre sexualité. Sans avoir honte. On a le droit de faire nos choix. » (Entretien Valeriana, 2017)

Ce processus leur ouvre les possibles, pour elles et pour les autres, permettant le sentiment de liberté, de décision propre, de choix et de droits sur ses affects, ses émotions, ses pratiques (McFadden, 2003, citée par Guérin, 2017).

La réappropriation des corps peut permettre aussi une réappropriation de la féminité, construite autour de leurs propres expériences et conditions. Certaines enquêtées femmes rurales portent un attachement aux attributs de la féminité. Elles jouent la féminité, l'investissent. Elles rompent avec l'indifférence au corps parfois caractéristique des milieux populaires, comme analysé par Beverley Skeggs (1997_2015) ou Eve Meuret-Campfort (2018). Elles optent pour une féminité cosmétique (certaines sont coiffées, manucurées, maquillées) et/ou elles portent un soin au corps. Deux dimensions politisées caractérisent l'investissement dans cette fémi-

¹⁹⁸ L'avortement n'est légal au Brésil que dans certaines circonstances : si la grossesse est le résultat d'un viol, si elle mettrait en danger la vie de la mère, ou si le fœtus souffre d'anencéphalie, un trouble cérébral congénital mortel.

nité : le *care* pour soi et la visibilité en tant que femme rurale. Lors d'une discussion informelle, les militantes du MMTR expliquent cette double dimension :

[Extrait du journal de terrain, Caruaru, août 2016]. Je demande aux militantes pourquoi elles portent toutes du rouge à lèvres. Moréia explique : « Moi, je choisis une couleur bien pétante, j'aime les couleurs vives ! Quand j'arrive quelque part, c'est « Chegueiiiiiiii !! » [Je suis arrivée!] Je suis là, on me voit ! ». Verbena poursuit : « Aussi, à travailler au champs, au *quintal*, il fait très chaud et très sec. On a les lèvres toutes sèches, toutes gercées. Et on passe la journée dehors ! Je mets du rouge, ou un gloss, je mets toujours quelque chose pour me protéger. Pour protéger contre la chaleur et la sécheresse. »

On retrouve les enjeux de visibilité : comme elles le font politiquement, elles mobilisent la visibilité personnelle. Leur visibilité politique est travaillée par l'usage de couleurs voyantes (le rose fushia des tee-shirts, les couleurs des jupes en *chiita*) pour affirmer matériellement leur présence, leur visibilité. La stratégie du « Cheguei !! » expliquée par Moréia montre que cet enjeu de visibilité est corporisé. Elle le travaille au quotidien, aussi bien personnellement, dans sa féminité, que politiquement avec le mouvement. Elles n'adhèrent pas passivement aux archétypes normatifs de la féminité rurale, elles se confectionnent des identités servant à leur donner plus de pouvoir (Hill Collins 2009_2016). Il peut s'agir d'un « échappée belle » (Meuret-Campfort 2018) du rôle féminin assigné, lié au travail, à être les « mules du monde » (Hurstun 1937_1969), à se dédier aux soins à autrui. Investir et dire leur « beauté rurale » permet de se réapproprier son image, son corps, son estime. Le poème suivant met en lumière cette valorisation de la « beauté rurale » :



Illustration 46: "Beleza rural" poème de Damia Moizéis Source : Post Facebook page du Cetra, 13 mars 2013

Beauté rurale :

[Qui la voit, même de loin,
La femme rurale,
peut contempler sa peau,
brunie par le soleil.
Sympathie et joie,
Irradie son visage.
Femme heureuse toute la journée,
sans montrer de chagrin.
Elle travaille dur pour gagner son pain,
elle se lève tôt, s'endort tard,

sans jamais se plaindre.
Elle est partenaire de son mari,
elle s'occupe bien de ses enfants.
Elle est *compañeira* de ses amis,
elle aime les inconnus aussi.
Son regard illuminé,
son sourire naturel,
laissant transparaître
la beauté de la femme rurale.*]

D'un côté, ce poème présente une invisibilisation des différences entre femmes rurales, une essentialisation de ses caractéristiques, une injonction à l'hétéronormativité, à la procréation, au *care* indéfectible et un refus d'expression d'émotions négatives. De l'autre, il visibilise les activités plurielles, le travail productif et reproductif, le travail émotionnel assumées par les femmes rurales et il vise à les valoriser dans leur féminité, certes représentée comme unique et empreinte de normes de genre.

La normativité esthétique enseigne aux femmes rurales ou aux femmes noires à développer des sentiments négatifs sur leur image, sur leur corps (Hill Collins 2009_2016). Les normes de beauté féminine sont fondées sur le modèle de femmes blanches et de classe bourgeoise (entre autres Crenshaw 1991_2005; Hill Collins 2009_2016; Lugones 2008; Nobre et Faria 2003).

« Il m'a fallu beaucoup d'années pour vomir toutes les saletés que l'on m'avait enseignées sur moi-même, et auxquelles je croyais à moitié, avant de pouvoir arpenter cette terre comme si j'y étais autorisé. » écrit James Baldwin dans *Retour dans l'œil du cyclone*, publié en 2010. Face à cet apprentissage de la haine de soi, la réappropriation de l'appréciation de son corps, de sa beauté, de sa féminité est un outil de rupture avec le « système moderne/colonial de genre » (Lugones 2008), qui replace les femmes rurales « au centre ». Elles ne sont plus les « marges » (bell hooks 2017). Elles construisent une féminité qui les représente et les valorise.

• « Femme rurale » comme front commun

L'auto-identification et la revendication en tant que « femme rurale » joue un rôle qui va au-delà de l'identité politique. La reconnaissance en tant que travailleuse rurale représente un enjeu fort des droits travaillistes des femmes rurales. Face à l'invisibilisation historique de leur statut, de leur production, de leur travail et de leur contribution, elles continuent aujourd'hui de systématiquement énoncer leur identité de « femme rurale ». Elles se présentent en énumérant leurs activités/identités multiples : « Je suis travailleuse rurale, je suis artisane, pêcheuse, je suis mère de *n* enfants, militante du MMTR [...] » Cependant, au-delà de l'enjeu de visibilisation en tant que « travailleuse rurale », les militantes investissent la catégorie « femme rurale » pour se réapproprier leur féminité, entre essentialisation stratégique et politisation collective.

La dynamique de visibilité et valorisation des femmes rurales est investie par le groupe social lui-même mais aussi par l'ensemble des féministes agroécologiques, issues des sphères sociales diverses et non femmes rurales.

La communication et le matériel militant des ONG investissent la figure de la femme rurale. Le poème « Beauté rurale » est repris par l'ONG Cetra qui le poste sur son mur Facebook. Le Cetra organise et finance la publication des poèmes de Nazaré Flor. L'AS-PTA dédie des portraits de femmes rurales dans sa communication virtuelle. Le MMTR publie des éditions papiers de présentation de militantes rurales et de leurs activités.

Une politique identitaire militante commune est construite autour de la « bannière femme rurale » par les différentes militantes œuvrant pour le féminisme agroécologique. Elles cultivent une « identité politique femme rurale » sur laquelle se fonde le mouvement social global (les militantes des différentes sphères sociales). Ce choix identitaire commun exprime l'intersectionnalité revendiquée. Il s'agit de retourner le stigmaté (Goffman 1975), de rompre le ciblage de la femme rurale racisée comme antithèse de la blancheur et de la masculinité, de rompre avec sa désignation comme l'Autre (Kilomba 2016).

En partant de l'identité « femme rurale » et en l'assumant collectivement, y compris par celles qui appartiennent à un groupe social de race ou de classe différent, elles renversent les hiérarchisations. L'Autre devient la blancheur et la masculinité. Les femmes rurales se transforment en la référence centrale, la norme, le fondement référentiel de la rationalité.

La *Marcha das Margaridas* illustrent cette politique : les militantes de statuts, d'origines, de classe, de race, de sphères sociales différentes se revendiquent *margaridas* et marchent ensemble sous cette bannière. Il s'agit d'une politisation intersectionnelle d'*empowerment*. Comme le met en lumière bell hooks :

« Les femmes n'ont pas besoin d'éradiquer leurs différences pour se sentir solidaires les unes aux autres. Nous n'avons pas besoin d'être toutes victimes d'une même oppression pour toutes nous battre contre l'oppression. Nous n'avons pas besoin de haïr le masculin pour nous unir, tant est riche le trésor d'expériences, de cultures et d'idées que nous pouvons partager entre nous. Nous pouvons être des sœurs unies par des intérêts et des croyances partagées, unies dans notre appréciation de la diversité, unies dans la lutte que nous menons pour mettre fin à l'oppression sexiste, unies dans la solidarité politique. » hooks 1986_2008 : 134

Les discours et les revendications se pensent *à partir* de la catégorie « femme rurale » et implique une conscientisation et une praxis à partir de ces intersections. La compréhension fine des oppressions imbriquées est donc au fondement de la militance.

Selon Kimberlé Crenshaw (1991_2005), appréhender l'identité comme moteur de coalition forment les possibilités d'une organisation politique qui répond aux différences intersectionnelles de pouvoir au sein des groupes. Cette stratégie met en relief le travail de coalition et la construction des alliances au sein d'un groupe (*ibid.*).

Par cette stratégie, elles mettent en œuvre une intersectionnalité politique (Crenshaw 1991_2005). Les études féministes intersectionnelles montrent que, généralement, le racisme tel que vécu par les hommes racisés détermine les paramètres des stratégies antiracistes. De la même façon, le sexisme tel que vécu par les femmes blanches caractérise le registre d'action féministe : « ces deux discours [...] ne parviennent même pas à analyser toutes les dimensions du racisme et du sexisme » (Crenshaw 1991_2005: 61). Or, en se fondant et en faisant partir leurs revendications de la catégorie « femmes rurales » ; les militantes féministes agroécologiques opèrent la démarche inverse : elles partent de l'expérience de l'intersectionnalité pour penser leur démarche politique.

Cependant, elles ne reproduisent pas pour autant la « monoculture de la naturalisation des différences » (B. de S. Santos 2002) puisque, dans le processus de politisation de soi, elles usent de catégories auto-identificatoires plurielles. Il s'agit d'une politique identitaire militante visant à rompre avec le « système moderne/colonial de genre » (Lugones 2014). L'essentialisation de la bannière commune est stratégique (Spivak 1996) comme c'est le cas dans la mobilisation stratégique d'identités politiques. Celles-ci ne sont pas pour autant fixes et immuables (Hill Collins et Bilge 2016).

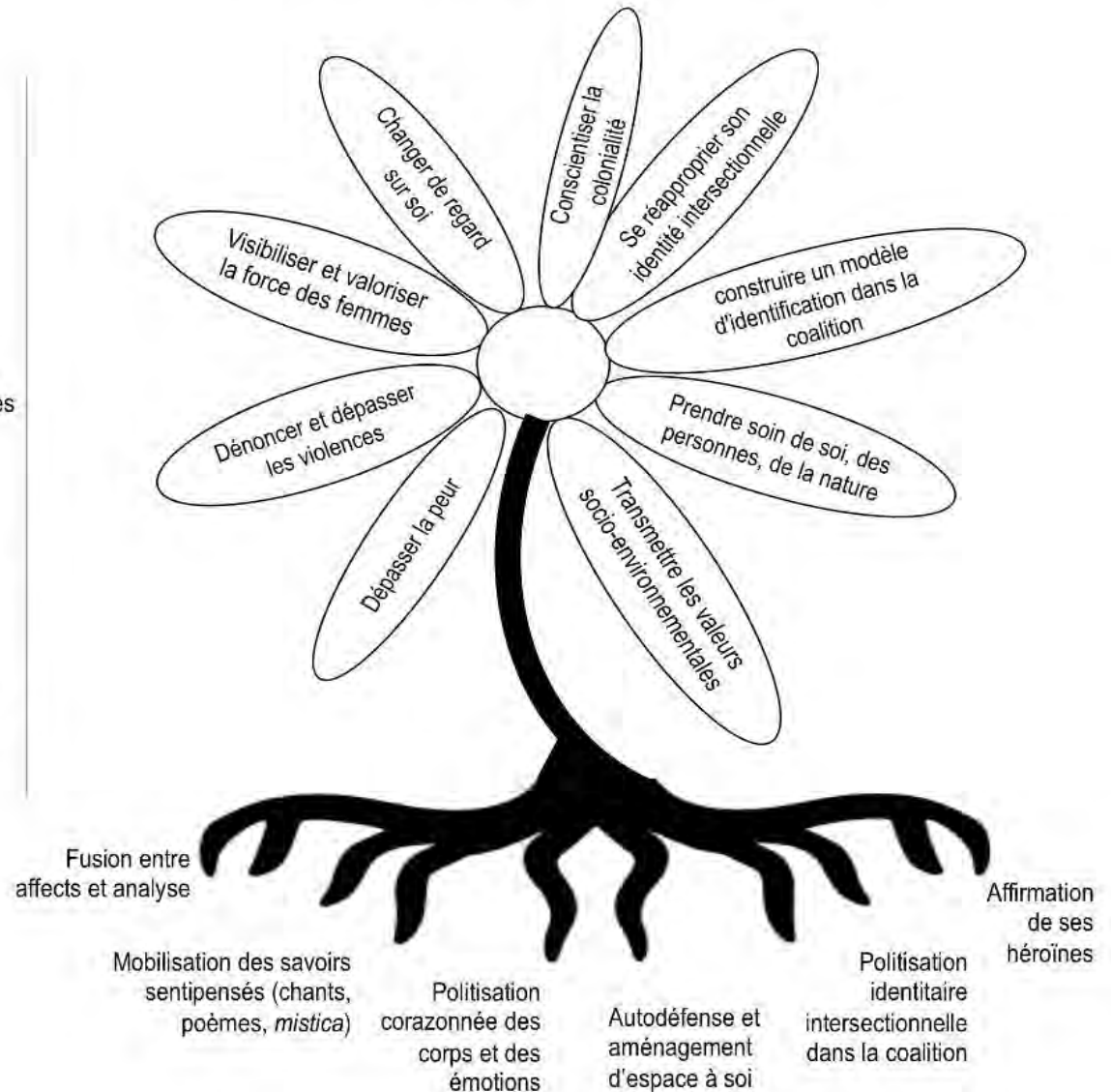
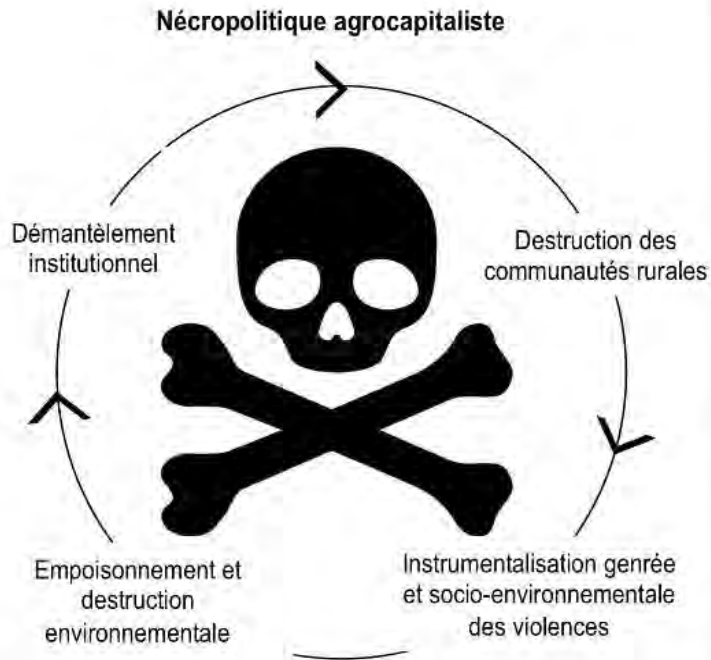
Cette stratégie vient questionner les critiques formulées à l'intersectionnalité comme étant séparatiste et fragmentaire, comme affaiblissant la lutte par une prolifération d'identités politiques ou en adoptant le statut de victime (Hill Collins et Bilge 2016). *A contrario*, l'usage d'identités politiques construit une politique de l'*empowerment* autour d'un collectif qui réinvestit conjointement une catégorie traditionnellement stigmatisée et invisibilisée. « Somos todas margueridas » : [Nous sommes toutes *margueridas*] scandent les militantes. Comme le défend Allison Weir sur la nécessité de modèle politique d'identité permettant la relationnalité, elles construisent un modèle transformatif, un « modèle d'identification dans la coalition » (Weir 2008 : 122).

Page suivante :

Illustration 47: Résumé graphique chapitre 2 : Processus de politisation sentipensée.

Auteure : Prévost, 2019

Processus de politisation sentipensée



CHAPITRE 7

FAIRE UN FRONT GLOBAL

« Pour apporter des changements dans la vie des Brésiliennes noires, nous devons faire plus qu'espérer un avenir meilleur [...] Ce que nous devons faire, c'est nous organiser et ne jamais cesser de contester. Ce que nous devons faire, comme toujours, c'est travailler fort.* »
 Sueli Carneiro, *Defining Black Feminism* (1995 : 17)

« [Q]uand nous nous rassemblons, il ne s'agit pas de faire semblant d'être unies : il faut au contraire reconnaître que nous sommes divisées et trouver les moyens de vaincre les peurs, les préjugés, les ressentiments, les rivalités, etc. Les femmes sont capables de s'affronter, puis de dépasser leur opposition pour arriver à se comprendre. »
 bell hooks, *Sororité : la solidarité politique entre les femmes* (1986_2008 : 133)

Nous avons vu comment les femmes rurales investies en agroécologie construisent un lien sentipensé à la terre-Terre, dans un continuum du prendre soin qui englobe le soin pour soi, le soin aux personnes, le soin à la Nature. Par une fusion entre émotions et analyse, elles construisent une approche holistique où les humains font partie de la Nature et l'incarnent. Une fois la vision construite explicitée, l'analyse des violences socio-environnementales prend une dimension nouvelle. La destruction de la production agroécologique des femmes rurales entre dans le conti-

num des violences agrocapitalistes, faisant des auteurs de cette destruction un outil de l'ordre hégémonique. Ce que je propose d'appeler les « féminicides agrocapitalistes » sont, non pas une exception mais la règle d'une nécropolitique qui vise à anéantir les communautés paysannes résistantes et les alternatives au projet agrocapitaliste. Les militantes féministes agroécologiques développent des stratégies d'autodéfense plurielles et corazonées. Dans ce contexte, le *quintal* revêt un rôle social et politique clé, produit et moteur du *care*. Les récits de résistances sont poétisés, chantés, corporisés. Les émotions, les affects et les corps sont politisés et mobilisés comme fondement de l'autodéfense et de la constitution d'une coalition. La force des femmes est réaffirmée au moyen de la valorisation de figures de femmes rurales faites héroïnes et de la promotion de la continuité de la lutte et de la vie. Enfin, les processus de conscientisation et d'*empowerment* liés à la réappropriation de soi, de son identité, de son corps, de son histoire, de l'Histoire du Brésil sont analysés. Une politisation intersectionnelle est construite par l'ensemble des militantes autour d'une politique identitaire militante. Le sujet « Femmes rurales » devient le référent politique et le fondement de la coalition. Nous allons maintenant prolonger l'analyse de la coalition construite pour le projet féministe agroécologique. À ce titre, nous mobilisons la notion de « pôles » (Bereni 2007) afin de rendre compte des différents sites de mobilisation et de leur travail collectif.

Rappelons en préambule l'enjeu de construire une coalition : nous avons la prégnance de l'agrocapital dans les institutions comme sur les territoires. La stratégie de ce pouvoir hégémonique est, notamment, son organisation en coalition. Les groupes d'intérêts liés à l'agriculture et à l'agro-industrie sont structurés en coalitions politiques puissantes (quatre composantes : le syndicat patronal, le mouvement politique – l'Union démocratique ruraliste, UDR –, le front parlementaire ruraliste et l'association technique et scientifique de l'agrobusiness). Ainsi, la formation d'une coalition de l'espace féministe agroécologique constitue une stratégie de contre-attaque, fondée sur d'autres registres d'actions, qui s'insère dans les interstices du modèle hégémonique en place. Notre usage du terme « coalition » désigne l'action coordonnée des pôles de l'« espace féministe agroécologique » comme un ensemble des forces unies contre un adversaire commun. La mobilisation de cette notion vise à repenser l'appréhension des alliances dans la construction de l'alternative féministe agroécologique.

Les travaux s'intéressant à la construction d'un projet égalitaire analysent généralement deux dimensions centrales : les formes de mobilisations en faveur d'une utopie et/ou les dimensions discursives qui permettent de légitimer une utopie. Notre démarche méthodologique innovante et plurielle tente d'articuler ces deux approches afin de saisir les mobilisations dans leur complexité.

Nous poursuivons notre démarche fondée sur le cadre de la double tendance de l'*empowerment* par le militantisme des femmes noires présenté par Patricia Hill Collins (2009_2016) : la lutte pour la survie ; la lutte pour le changement social et institutionnel. Après avoir étudié les résistances pour la survie collective et la r-existence socio-environnementale, nous allons explorer les « techniques de lutte » pour le changement institutionnel. Cet axe questionne nos imaginaires politiques. Comment les militantes des différents pôles s'organisent-elles pour défier le modèle hégémonique agrocapiataliste et construire une alternative ? Afin d'explorer l'hypothèse d'un « espace féministe agroécologique », nous nous intéressons aux formes de mobilisation déployées par les militantes dans d'autres sphères que celle du territoire.

Lorsqu'un dispositif égalitaire est institutionnalisé, deux types de discours se confrontent : l'un expliquant la victoire « par le bas » du fait des pressions de la société civile ou des mouvements sociaux ; l'autre « par le haut » insistant sur le rôle des élites politiques et institutionnelles (Bereni 2007). Or, l'opposition entre ces deux récits révèle « un double point aveugle » qui ne rend pas compte de la complexité des mobilisations (Bereni, 2007 : 22). Les interactions stratégiques entre les différentes sphères sociales sont invisibilisées et un à priori de clivage est érigé. Sonia Alvarez montre que les mouvements féministes au Brésil vont « au-delà de la société civile » : ils se développent et intègrent des instances organisationnelles de la société politique et parfois de l'État (S. E. Alvarez 2014). Le regard porté sur ces différentes « arènes » insiste sur l'influence de l'espace, du lieu, sur la parole et les choix d'actions militantes mais aussi sur la circulation des débats entre espaces multiples (Carlino et Stein 2019). Cette approche pluri-sites donne à voir la multipositionnalité des militantes ainsi que la pluralité des formes d'action.

Notre hypothèse se fonde sur une implication de militantes aux profils hétéroclites, issues d'espaces sociaux variés. Celles-ci œuvrent aussi bien dans des pôles spécifiques que dans des espaces communs. L'approche par la notion d'espace de la cause dépasse la dichotomie entre intérieur/extérieur des institutions et intérieur/ex-

térieur des mouvements. L'analyse en termes de « continuum des résistances » explore les liens stratégiques entre pôles mais aussi les multipositionnalités. Comment se reconfigurent les pratiques protestataires dans les institutions, dans les organisations, dans les mouvements sociaux ? Quelles logiques convergentes peuvent être identifiées ?

À partir des récits de vie, des observations et des entretiens sociologiques de personnes multipositionnées, nous identifions les différentes oppositions rencontrées par les militantes et les logiques d'action déployées. Nous débutons l'analyse au sein des organisations agroécologiques : quels rapports de pouvoir se jouent au sein de ces entités mobilisées pour le projet agroécologique, de quels registres d'action doivent user les militantes (1 et 2) ? Comment les militantes des différents pôles s'organisent-elles pour formuler le projet féministe et agroécologique et ensuite le mettre en œuvre, parfois en intégrant l'arène étatique (3). Pour finir, nous étudions les dimensions discursives qui permettent de légitimer et diffuser l'alternative : l'usage des médias sociaux (4). Au moyen de l'ethnographie en ligne, nous réalisons une photographie de la structuration globale de l'espace et nous présentons – à travers une lexicométrie -- les discours dissidents déployés sur quatre années en contexte de *golpe*.

1| Lutter de l'intérieur

En plus de lutter contre l'ordre agrocapialiste, les promotrices du projet agroécologique et féministe doivent parfois également lutter au sein même du mouvement agroécologique. Les controverses décrites en introduction font état de l'invisibilisation de la participation des femmes et de leurs revendications au sein des espaces agroécologiques. Nous allons affiner notre compréhension de l'espace en portant le regard en dedans : que se passe-t-il « à l'intérieur » d'un espace de la cause ? Quelles oppositions les membres de l'espace rencontrent-elles ? Quels leviers mobilisent-elles ?

En France, la sociologie des organisations comme la sociologie des mouvements sociaux et de l'engagement politique est revisitée dans les années 1990 à partir de l'analyse des rapports sociaux de sexe permettant de mettre en lumière le caractère genré de ces espaces et les effets de la division sexuelle du travail sur la partici-

pation politique¹⁹⁹. Au Brésil, les travaux de Gema Esmeraldo (2013; 2014b), Neiva Furlin (2013) ou de Elisete Schwade (2014), entre autres, mettent à jour ses logiques au sein de mouvements paysans, notamment le MST.

La notion de « mouvement social sexué » proposée par Danièle Kergoat indique combien chaque mouvement social est profondément marqué par les rapports sociaux de sexe (Dunezat 1998; Kergoat et al. 1992). Ces travaux montrent notamment la « haine de genre » au sein des mouvements : des « réactions constantes d'agressivité (latente ou explicite) des hommes envers les femmes » ainsi que des comportements masculins témoignant explicitement de la volonté d'« instrumentaliser » les femmes au service des hommes (Kergoat et al. 1992 : 138). Cette notion désigne aussi la violence ou les menaces que subissent les femmes pendant les mouvements. Xavier Dunezat soutient que l'étude de la haine de genre est indispensable pour appréhender le fonctionnement des rapports sociaux de sexe et les processus d'invisibilisation politique des femmes. Nous allons identifier la haine de genre décrite par les enquêtées, ainsi que leurs stratégies pour y faire face.

1.1 Les « outsider-within » face à l'antiféminisme

En analysant les mobilisations féministes dans l'armée et dans l'Église catholique américaine, l'États-unienne Mary Katzenstein montre que la contestation peut se déployer de manière invisible, à l'intérieur des institutions. Son travail conteste la frontière entre *insiders* et *outsiders* (Katzenstein, 1998) : les luttes se développent en interne grâce à l'existence d'espaces protégés, des « habitats institutionnels ». Ces « habitats » permettent l'affirmation d'une voix critique au sein des institutions. Cependant, chaque contexte institutionnel impose ses propres contraintes aux mobilisations.

Dans *La pensée féministe noire*, Patricia Hill Collins présente différentes situations où les femmes noires sont en position d'« outsider-within » et ce que cela provoque sur leur travail et leur réflexion. Cette notion désigne à la fois une marginalité et une présence dans une situation sociale. C'est comme « faire partie de la famille » (Childress 1986) tout en étant exclue du groupe. Pour les femmes noires universitaires

¹⁹⁹ Sur ces questions, voir notamment l'ouvrage issu de la thèse de Sophie Rétif sur les logiques de genre de l'engagement (2013) le numéro de *Nouvelles Questions Féministes* dédié aux « logiques patriarcales du militantisme » (2005) ainsi que l'ouvrage *Le sexe du militantisme* paru en 2009.

afro-américaines, être « outsider-within » marque la marginalisation par l'ensemble des pensées intellectuelles : la « blanchité » des études féministes, la masculinité de la pensée sociale et politique noire, l'articulation de blanchité et de la masculinité dans les savoirs hégémoniques (Hill Collins 2009_2016). La « place solitaire et isolée, la place de paria » (Walker, 1983 : 244) des intellectuelles noires construit une conscience et une conception du monde alternative (Hill Collins 2009_2016).

Au sein des institutions étatiques, le « féminisme d'État »²⁰⁰ est généralement assigné à une place marginale : ces dynamiques sont analysées dans les contextes occidentaux (McBride, Stetson, et Mazur 1995), en France et au Canada (Dauphin 2010). Les résistances et les attaques des « antiféministes dans l'État » (Dupuis-Déri 2013) sont documentées au Canada et au sein d'instances européennes. Comme le soulignent Mariano J. Magalhaes et Assumpção San Romanelli, les coordinateur·rice du GT *Can feminism belong to the state? Reflections on State feminism and feminist institutionalism* [Le féminisme peut-il appartenir à l'État ? Réflexions sur le féminisme d'État et l'institutionnalisme féministe] du colloque *Fazendo Gênero 11* (2017), le « féminisme d'État » n'est pas une notion populaire en Amérique Latine du fait que les études sur le sujet se concentrent sur les pays occidentaux. Elle et il appelle à s'intéresser à ce type de profils dans le contexte social et politique latinoaméricain.

Dans notre étude, le vide existant sur les thématiques traitées peut être à l'origine de la place solitaire de certaines enquêtées²⁰¹ au sein des institutions ou des organisations. C'est le cas au sein du gouvernement à l'arrivée au pouvoir de Luiz Inácio Lula da Silva. Azálea entre au Secrétariat spécial de politiques pour les femmes du MDA en 2003 : « J'ai commencé de zéro, il n'y avait rien » (Entretien Azálea, 2018). Malgré un « environnement favorable pour la construction de politiques dans ce champ », un « gouvernement populaire » et une équipe constituée *ad hoc*, tout est à mettre en place : « un travail de fourmi » décrit-elle.

²⁰⁰ La notion de « féminisme d'État » (McBride, Stetson, et Mazur 1995) désigne à la fois la place qu'occupent des féministes dans l'État ; les lois, les politiques et les services développés par l'État en faveur de l'émancipation des femmes, les institutions étatiques féministes. Les féministes ou les fémocrates œuvrant dans les instances gouvernementales et les administrations (Hernes 1987; Sawyer 1990) défendent les revendications du mouvement des femmes à l'intérieur de l'État (Lovenduski et al. 2005).

²⁰¹ Dans cette section, la majorité des données mobilisées sont issues des entretiens avec des femmes non agricultrices. Il s'agit de militantes membres d'organisations qui travaillent de longue date avec les femmes rurales. Les pôles étudiés sont les pôles ONG, académique, syndical, étatique, mouvementiste féministe et paysan.

Dans d'autres espaces, notamment au sein des pôles ongéiste agroécologique et syndical, les oppositions sont tangibles. Nous l'avons vu, malgré le tournant politique de l'agroécologie et l'affirmation de l'importance du féminisme par certains auteurs paradigmatiques, il existe encore des obstacles à l'action pour davantage d'égalité. Les résistances antiféministes²⁰² placent les militantes en position d'« outsider-within » au sein de leur organisation :

« Ça a été très difficile personnellement. J'ai été stigmatisée, cette institution est machiste. Ça a été les heures les plus difficiles de ma vie. Ce sont les hommes les plus reconnus dans l'institution qui attaquent. Ils ont ruiné une action que j'étais en train de mettre en place. Comme je suis identifiée, c'est très difficile pour moi. Ils me bloquent. Le thème des femmes dans la construction de l'agroécologie est le plus sensible. » (Entretien Anis, 2015)

Anis est salariée dans une ONG agroécologique mixte œuvrant à l'échelle nationale et promouvant des actions pour les femmes rurales et pour les « rapports de genre et de génération »²⁰³. « [I]dentifiée » comme féministe et responsable des actions ciblées, Anis devient « la mauvaise tête » de l'organisation : la seule personne chargée de porter les questions féministes et celle à qui l'on réserve un sort éprouvant (Trat 2006). Le « stigmatisme de féministe » (Emo 2009) lui est renvoyé par ses collègues. Comme le documente la sociologue Josette Trat au sujet des « responsables féministes » d'organisations politiques ou syndicales de gauche ou d'extrême-gauche en France, l'assignation comme « gardienne » des questions de femmes provoque des effets en termes d'épuisement nerveux, d'abandon avec l'impression « d'avoir été flouées », une contrainte à adopter des comportements perçus comme agressifs par leurs collègues masculins, et jugés peu conformes à l'idéal traditionnel de féminité. Une forme de ghettoïsation des « responsables féministes » émerge. Celles-ci sont contraintes de démultiplier le temps de militantisme pour répondre aux responsabilités dans un contexte hostile (2006).

²⁰² L'antiféminisme constitue « la mise en œuvre et l'expression sociopolitique du sexisme et de la misogynie. Il se déploie sur un continuum allant de l'indifférence à la violence en passant par la non reconnaissance des femmes comme égales, le mépris et l'hostilité déclarée » (Descarries 2015 : 75). Il s'agit d'une « réaction politique qui touche d'abord la possibilité pour les femmes d'avoir une expression politique à travers le féminisme, ou plus globalement à travers toute forme de discours ou de suffrage. » (Devreux et Lamoureux, 2012 : 13). Parfois sous forme de discours affirmant « l'égalité déjà là » (Delphy, 2004) parfois sous forme d'attaques (Blais, 2012), les antiféministes visent à museler les voix des femmes.

²⁰³ Selon la présentation des actions de l'ONG sur son site Internet.

Au sein des syndicats et des organisations agroécologiques (ONG, réseau), des stratégies d'exclusion sont mises en place par certains hommes afin d'entraver la participation des militantes :

« pour les réunions nationales²⁰⁴, ils faisaient en sorte qu'il n'y ait pas de femmes. Ils n'achetaient pas les billets de transport. Ils disaient : « On a oublié ! ». On était obligées de payer nous-même nos transports pendant très longtemps, alors que eux, c'est l'institution qui paie. » (Entretien Braúna, 2015)

Les militants agroécologiques marginalisent leurs collègues femmes mais aussi le travail réalisé par celles-ci :

« Le *GT Genre* a été un groupe de travail marginal pendant de nombreuses années. Jusqu'à ce que notre projet soit accepté par l'Union européenne. C'était un projet d'un million d'euros en 2014 sur féminisme et agroécologie. » (Entretien Santolina, 2015)

Par ces techniques, certains hommes préservent et réifient leur entre-soi – une non-mixité masculine au sein des espaces de décision sur l'agroécologie – et neutralisent toute action féministe. Les femmes œuvrant pour l'intégration des questions féministes dans le champ agroécologique se retrouvent dans la situation d'« outsider-within » au sein des réseaux agroécologiques et des ONG non féministes dans lesquelles elles travaillent. Elles font partie de l'organisation mais, lorsqu'elles portent des revendications ou des projets incluant une dimension féministe, elles sont exclues et isolées. Ces stratégies peuvent aussi se manifester sous forme de violences de genre.

1.2 La sanction coercitive des revendications féministes

Outre les stratégies d'exclusion non dissimulées, certains hommes des organisations agroécologiques mobilisent des techniques de mises sous silence. Les études féministes documentent ces stratégies de réification du pouvoir. En analysant la répartition des tâches entre femmes et hommes dans le travail de conversation, la sociologue et militante française Corinne Monnet (1998) montre que les hommes utilisent des pratiques conversationnelles qui déstabilisent et dénigrent la parole des femmes (les chevauchements et les interruptions) ou leur imposent le silence (réponses mini-

²⁰⁴ Braúna fait partie d'un réseau et d'une ONG agroécologique.

males, confirmations minimales, retardements de réponses signalant leur désintérêt et inattention, non requête de leur participation, empiètement sur le droit des femmes à achever leur tour de parole).

Les extraits à suivre montrent la violence symbolique²⁰⁵ opérée par une manifestation de désintérêt pour les thématiques portées :

« Les femmes rentraient en pleurant. Elles n'étaient pas respectées. Ils n'acceptaient pas de mettre les thèmes qu'elles avançaient dans les rapports ». (Entretien Braúna, 2015)

« Au sein de la Contag, il y a beaucoup de femmes. Les hommes utilisent des méthodes déguisées pour aller à leur rencontre et les discriminer. Quand une femme parle, ils regardent leur téléphone ou discutent entre eux. Si une femme ne parle pas, ça les dérange pas. Mais si une femme parle, personne ne la regarde. » (Entretien anonyme, 2015)

Les sujets femmes sont ici niées en tant que collaboratrices et en tant que sachantes dont la contribution a de la valeur. Au sein de l'ANA, les stratégies de dénigrement et les menaces sont développées pendant plusieurs années, notamment autour de la politique d'ATER.

« La dispute au sein de l'ANA est très forte. On doit se battre. Pour la politique d'ATER qui définit que 50 % de bénéficiaires sont des femmes qui font de l'agroécologie, ça a été très violent. On a réussi à convaincre le gouvernement. Mais au sein de l'ANA, ça a été des disputes et des disputes. Les personnes étaient contre. Jean Marc a lutté contre. L'AS-PTA, le MST et le MPA se sont positionnés contre. Quand ils ont vu que la discussion se poursuivait, alors le MST et le MPA ont changé d'avis. Jean Marc non, il a tenté de convaincre la Condraf²⁰⁶. Il a fait des attaques personnelles à B. et F. Les femmes de l'organisation étaient attaquées et ne savaient pas comment se positionner. » (Entretien anonyme, 2015)

Dans la lignée de la violence verbale, des propos insultants sont proférés et certaines techniques d'intimidation sont déployées en faisant appel au « bon sens » :

²⁰⁵ Dans sa dimension expérientielle et microsociologique, la violence symbolique désigne des processus de négation des personnes, de leurs sentiments ou émotions et des processus d'invisibilisation de leur travail. Les effets sur les victimes se manifestent par une baisse de l'estime de soi, de la confiance en soi, en ses capacités et en ses savoirs.

²⁰⁶ Conseil National de Développement Rural Durable.

« Ça n'a pas été facile. Il y a eu des résistances des hommes pionniers de l'ANA. Ça a été une tension très forte. Il y a des hommes des mouvements ruraux de l'ANA qui disaient que ça n'était pas possible, qu'il n'existait pas assez de femmes en agroécologie pour atteindre 50 % de bénéficiaires. Ils disaient qu'on était une bande d'irresponsables car on empêchait les organisations d'assistance technique de travailler. Ça a été très lourd. Ça a été le pire stress que j'ai vécu de ma vie. » (Entretien anonyme, 2015)

La distorsion, la désinformation, les simplifications abusives et la victimisation sont des procédés de l'antiféminisme « ordinaire²⁰⁷ ». Ici, en affirmant l'absence d'un nombre de femmes suffisant, les « collègues » masculins font fi de toute réalité statistique et usent de la distorsion afin de saper la légitimité du travail des militantes. Ils attaquent la crédibilité et l'intégrité de celles-ci dans leur quête pour mettre fin aux inégalités. Ils constituent ainsi un frein à la participation active et égalitaire des femmes rurales.

Les tentatives de délégitimation professionnelle font appel à l'entre-soi du pouvoir masculin, réaffirmant les hiérarchies sexuées :

« Un collègue de l'ANA a contacté le président de la Contag pour faire pression et demander des comptes sur mon positionnement et mon travail. Il a demandé quel est le positionnement de la Contag car moi je représentais la Contag en défendant la parité. C'est devenu un problème public. J'ai dû écrire une lettre en disant toute mon indignation, que je me sentais pas respectée. Mais ça a poussé à la cohésion. Il y a eu une pétition signée par beaucoup d'organisations ! ». (Entretien anonyme, 2015)

On voit combien les différentes stratégies déployées par certains hommes des organisations agroécologiques s'inscrivent dans le continuum des violences (Kelly 1988) et manifestent cette « haine de genre » (Kergoat et al. 1992). La violence symbolique (mettre sous silence, ignorer) est articulée à la violence verbale (interruptions, menaces) et au harcèlement (attaques répétées et mise sous tension). De fait, la violence verbale vise d'ores et déjà un « moyen de contrôle » qui n'est pas seule-

²⁰⁷ L'antiféminisme ordinaire désigne l'ensemble des « discours et les pratiques qui, sans nécessairement recourir à des interprétations fallacieuses, extrémistes ou moralisantes, s'opposent, implicitement ou explicitement, aux projets portés par le féminisme et font obstacle aux avancées des femmes dans les différents domaines de la vie sociale, ces avancées vers l'égalité étant perçues comme menaçantes pour un ordre social dont l'équilibre est fondé sur la hiérarchie sexuelle et la domination masculine. » (Descarries 2005 : 143).

ment symbolique : « Les interruptions masculines constituent des parades de pouvoir et de contrôle à l'intention des femmes » (West 1983). L'ensemble de ces stratégies de rappel à l'ordre s'inscrit comme signifiant d'un rapport social inégalitaire : il s'agit d'une sanction socialisée face à celles qui sortent de leur place assignée et revendiquent. Ces techniques sont un moyen de coercition envers les militantes qui tentent de provoquer la transformation sociale.

La controverse présentée en introduction autour de la lettre à Francisco Caporal (en annexe) illustre les techniques antiféministes mais aussi la mobilisation pour y faire face :

« La lettre de protestation aux propos de Caporal, ça a été une action importante. Caporal, c'est un dinosaure de l'agroécologie. On a vite compris qu'il fallait faire une réponse. On ne pouvait pas laisser passer ça, ni laisser ça circonscrit à un seul espace. Car il n'y a pas que lui qui pense ça. C'est un positionnement qui a une charge collective et qui est posé dans un champ de dispute. En lui répondant, on répond à beaucoup de gens. On répond à une façon de penser qui est implantée dans beaucoup d'espaces. (Entretien anonyme, 2015)

Les enquêtées désignent ces « controverses » (Lemieux 2007) comme ayant provoqué un renforcement de leurs revendications et de leur cohésion :

« On a fait la banderole « Sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie ». Francisco Caporal a réagit avec force. Il a envoyé l'email à tout le monde [...] On a répondu avec la lettre. On a renforcé ce slogan en répondant à Caporal. » (Entretien Braúna, 2015)

« On a toutes signé. Ça a eu une répercussion énorme. Les deux événements – la lettre à Caporal et le conflit avec le collègue de l'ANA qui a appelé le directeur de la Contag – au final, ça nous a toutes renforcé. Ça a été une chose incroyable dans la vie des femmes, on a construit une relation incroyable entre nous toutes. C'est ça, la construction féministe et la conscience féministe. Une chose te touche, ça touche une autre et une autre. Ça a des répercussions dans tous les différents espaces. » (Entretien anonyme, 2015)

Outre la cohésion en période de conflictualités, les militantes développent et investissent leurs propres espaces afin de s'organiser. Cette stratégie est transversale

aux échelles et aux contextes. Face à la non mixité subie, elles optent pour la non-mixité choisie.

1.3 Les « habitats institutionnels » et les espaces dédiés

Nous avons vu la nécessité pour les femmes rurales de construire des espaces sociaux non-mixtes qui libèrent une parole en toute sûreté et permettent l'émergence d'une « subculture dissidente » (R. P. Scott 2007). Face aux attaques subies, les militantes œuvrant dans les arènes des organisations agroécologiques ont le même besoin.

Pour construire un *empowerment*, des efforts doivent être déployés afin de transiger avec les effets de la domination dans la vie quotidienne. Pour cela, « nous créons des espaces sécuritaires qui nous permettent de résister à l'oppression et nous nous efforçons de nouer des relations d'amour pleinement humaines entre nous et avec nos enfants, nos pères, nos frères », explique Patricia Hill Collins (2009_2016 : 415). Dans un contexte hostile où les militantes doivent faire face à des attaques antiféministes plurielles, la non-mixité s'avère une « nécessité politique » (Delphy 2017) :

« La pratique de la non-mixité est tout simplement la conséquence de la théorie de l'auto-émancipation. L'auto-émancipation, c'est la lutte par les opprimés pour les opprimés. Cette idée simple, il semble que chaque génération politique doive la redécouvrir. »

En l'absence d'hommes face auxquels il faut imposer ses revendications ou son droit à la parole, la « question des femmes » ne constitue pas un objet de conflit et donc ne s'affirme pas en tant que tel. (Meuret-Campfort 2010 : 47)

La non-mixité politique est un levier de lutte permettant à des moments mixtes d'exister par ailleurs. Nous l'avons vu, la contestation doit s'organiser au sein des organisations : aussi bien l'ANA, que la Contag, que les ONG agroécologiques imposent des contraintes ou censurent les démarches féministes. Les enquêtées développent des espaces protégés au sein de ces entités : les « habitats institutionnels » (Katzenstein 2012) permettent la formulation du projet et l'organisation de la lutte.

Un des « habitats institutionnels » clé pour les enquêtées est le *GT Mulheres da ANA* : au sein de l'ANA et au milieu des résistances antiféministes présentes, le GT constitue cet espace nécessaire de renforcement et de formulation :

« Le *GT Mulheres da ANA* est un espace important : c'est organisé autour d'une vision féministe. On a pu se retrouver depuis nos différentes places. Beaucoup de techniciennes l'ont intégré. » (Entretien Anis, 2015)

Au sein de l'université, les colloques organisés par l'espace féministe agroécologique constituent un espace politique temporaire visant à rassembler et renforcer les alliances. Le CIFA III de 2019 réunit des chercheuses internationales (notamment du conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO), de l'association latino-américaine de sociologie rurale (ALASRU), des ONG féministes et agroécologiques (*Centro Sabiá*, *Casa da mulher do Nordeste* par exemple), des mouvements sociaux mixtes (MST, MPA), des mouvements sociaux autonomes (MMC, MIQCB), des mouvements de peuples traditionnels (*Articulação interestadual de povos indígenas* : articulation inter-étatique des peuples indigènes), des réseaux (ABA, ANA), entre autres. Le colloque enregistre l'inscription de 183 étudiant·es, 141 agricultrices, 51 professeur·es, 41 agent·es d'ONG, 18 chercheurs·euses, 1 membre d'institution internationale. La fonction de ce type d'événement est la même que celle d'un « habitat institutionnel » : créer un « espace sécuritaire » (Hill Collins 2009_2016) qui permettent l'organisation de l'auto-défense, le renforcement du collectif, la formation/réaffirmation des collaborations tout comme la formulation du projet alternatif.

D'autres espaces peuvent être situés en-dehors de l'institution mais avec une participation en tant que membre de l'institution : c'est le cas du projet *ATER Nordeste*²⁰⁸. Dans ce cas, ils permettent aux participantes de travailler ensemble mais aussi d'échanger des ressources pour ensuite réintégrer leur organisation d'affiliation.

« Avec le projet *ATER Nordeste*, on a consolidé notre réseau. Toutes les organisations impliquées se sont rapprochées. Moi ça a changé ma vie : je m'imbibe de féminisme de façon plus systématique. Et je porte le discours féministe dans mon ONG à chaque réunion. » (Entretien Sapoti, 2017)

Ces « espaces sécuritaires » (Hill Collins 2009_2016) favorisent non seulement la résistance à l'antiféminisme – l'autodéfense et les stratégies de défense de soi, du groupe, du projet – mais aussi l'organisation collective et le renforcement féministe.

²⁰⁸ Projet de formation *ATER* (assistance technique d'extension rurale) dans la perspective du féminisme et de l'agroécologie regroupant les pôles académique, agroécologique, mouvementéiste paysan et féministe.

En leur sein, les militantes déploient, en premier lieu, un travail émotionnel pour faire face aux attaques. Comme le montre la sociologue australienne Cheryl Hercus ou encore la française Josette Trat, ces attaques épuisent leur énergie émotionnelle et provoquent du stress. La participation à des événements et des espaces propres fournit un soutien émotionnel nécessaire et un exutoire pour les émotions (Hercus 1999).

La non-mixité et la création d'espaces « pour soi » sont aussi des leviers d'action centraux. Différents groupes, réseaux, mouvements de l'espace féministe agroécologique naissent comme « habitats institutionnels » créés pour faire face aux attaques. Une « subculture dissidente » (J. C. Scott 2009) s'y développe. Les entretiens nous montrent que cette non-mixité politique est à l'origine de l'espace féministe agroécologique et permet d'« agir de façon unie », de s'articuler, « de se reconnaître même si on se dispute parfois » (Entretien Violeta, 2017).

Outre la fonction de « faire collectif » qui transcende les pôles, la formation d'espace favorise la construction de ressources et la formulation de l'alternative.

2| Formuler le projet féministe agroécologique

Nous avons vu les attaques que subissent les militantes au sein de leur organisation et leur place de « paria » (Walker 1983). La non-mixité politique se révèle aussi bien une stratégie de résistance que de construction : résistance aux attaques antiféministes, construction de l'alternative visée. Il va être question maintenant de saisir comment se construit le projet agroécologique féministe. Quels autres registres d'action sont à l'origine de la formulation du projet ? Comment sont articulés féminisme et agroécologie ?

2.1 Une impulsion des femmes

Les entretiens montrent que ce sont les femmes qui provoquent et portent la réflexion sur l'agroécologie et le féminisme au sein des organisations. En dépit d'une revendication de valeurs féministes par l'entité, l'impulsion reste à la charge unique

des responsables féministes²⁰⁹ ou des femmes identifiées comme féministes au sein de l'organisation. Les études sur les professionnelles féministes au sein d'organisations mixtes montrent cette responsabilité conférée à la seule représentante de ces questions, officielle ou assignée :

« Les organisations [...] ne sont plus hostiles au féminisme ; elles intègrent même dans leur programme (plus ou moins en fonction des organisations et des rapports de force) des revendications issues du mouvement féministe. Mais elles réservent toujours à leurs « responsables féministes » un sort particulièrement éprouvant » (Trat, 2006 : 157)

Qu'elles impulsent la réflexion sur les questions féministes reste une donnée somme toute prévisible. Plus inattendu, elles impulsent également les réflexions initiales sur l'agroécologie au sein des organisations. Cette initiative est notamment liée à leur dynamique collective en espace qui transcende leur pôle d'appartenance (Bereni 2012).

Par exemple, au sein de la Contag, ce sont les femmes qui encouragent l'adoption de l'agroécologie. Le secrétariat *Femmes* de Contag prépare l'approche réflexive au sein du *GT Mulheres da ANA* pour ensuite l'introduire dans la réflexion du syndicat : « Le GT a été un espace important pour débattre et pour formuler la proposition. » (Entretien Solidago, 2015).

La capacité des militantes à œuvrer ensemble malgré les affiliations distinctes ouvre de nouvelles pistes de pensée. Pour elles, l'agroécologie est un levier pour stimuler la réflexion sur les rapports sociaux. Les militantes posent de nouveaux termes de débat à travers sa mobilisation :

« La Contag avait formulé un projet alternatif de développement rural durable approuvé au congrès de 1998. La base était l'accès à la terre et le renforcement de l'agriculture familiale. Mais pour la Contag, l'agriculture familiale, c'est très large. De quoi est-ce qu'on parle avec la notion d'agriculture familiale ? Promouvoir l'agroécologie c'est s'interroger sur les conditions sociales. » (Entretien Santolina, 2015)

²⁰⁹ Les personnes désignées comme « responsables féministes » sont celles chargées officiellement par leur organisation d'impulser la réflexion et l'action pour les « droits des femmes », pour « le genre », pour la « justice sociale de genre ». les dénominations varient selon les organisations.

Les connaissances des militantes sur les inégalités de genre présentes dans l'agriculture familiale, sur la division sexuelle du travail, sur l'exclusion des femmes des formations (Tabet 1998), leur permet de présenter un autre regard sur les questions. Cette connaissance provient aussi bien de lectures théoriques, que de leur expérience auprès des femmes rurales et de leur fréquentation d'espaces communs.

Au sein du syndicat, les femmes suscitent des discussions sur la souveraineté alimentaire, thème jusque là écarté du fait d'une assimilation militante :

« Différents dirigeants [de la Contag] participaient aux conseils municipaux et étatiques mais ils ne parlaient pas d'agroécologie ni de souveraineté alimentaire. Pour eux, ces thèmes étaient très liés à *Via Campesina*. Comme la Contag œuvre dans un autre champ politique, il y a avait des résistances. Mais avec la préparation de la *Marcha* de 2007, les femmes ont intégré la souveraineté alimentaire. C'était incontournable pour appréhender l'agroécologie. » (Entretien Santolina, 2015)

En faisant tomber les limites liées aux affiliations (institutions *versus* milieu militant), elles engendrent une compréhension davantage globale de l'agroécologie, dans sa dimension sociale et environnementale. Leur travail sur l'agroécologie est à la fois résultat et moteur de l'intégration de la pensée féministe aux organisations. Au sein des ONG agroécologiques, un travail de longue haleine est réalisé par quelques femmes.

Pour exemple, l'ONG Esplar intègre une perspective genre à son travail de terrain depuis les années 1990, à partir du renforcement de la production des groupes de femmes, de la lutte contre les violences, de la reconnaissance des femmes comme travailleuses rurales et de la promotion des espaces d'auto-organisation. Cependant, la posture féministe est le fruit d'un travail continu des militantes/employées :

« Esplar intégrait le genre mais le féminisme, ça vient de la militance des techniciennes rurales. De leur initiative. Il y a eu un débat au sein d'Esplar pour changer les orientations. C'était vers 2007. Les techniciennes soulignaient les limites de travailler le genre sans perspective féministe. Il fallait intégrer la dimension de l'émancipation [...] Ne pas seulement penser les rapports sociaux et les inégalités mais agir dessus, transformer cette réalité. Contribuer à la libération. » (Entretien Solidago, 2017)

Ce travail d'impulsion des membres de l'espace féministe agroécologique ne reste pas circonscrit aux organisations. Il provoque la mise en place d'un dispositif public en 2013, le Plan national d'agroécologie et de production biologique (PLANAPO) :

« En 2011, on a cherché à approfondir la question et formuler une proposition pour que le gouvernement élabore un programme national d'agroécologie. Toutes les entités de l'ANA ont lutté et ont intégré le processus pour formuler la proposition. C'est là que l'impulsion a été donnée. À la fin de la *Marcha*, Dilma a répondu aux femmes en s'engageant pour l'agroécologie. » (Entretien Santolina, 2015)

La chercheuse brésilienne Emma Siliprandi met en lumière combien les représentant·es des femmes rurales (*GT Mulheres da ANA*, Contag et autres organisations) « rompent l'inertie institutionnelle » en permettant la constitution de la Politique nationale d'agroécologie et de production biologique (PNAPO), favorisant des avancées considérables pour les femmes rurales (2017a). Les entretiens récoltés réaffirment cette donnée démontrant une impulsion centrale des femmes investies dans l'espace féministe agroécologique.

En appréhendant la « communauté de mouvement social » (Taylor et Whittier 1992), il est possible de saisir les logiques de promotion des thématiques féministes et agroécologiques. La notion de « communauté de mouvement social » englobe une multiplicité de groupes et d'individu·es relié·es par une identification au féminisme et permet de « penser le mouvement social au-delà du militantisme entendu dans son sens restreint » (Bereni et Revillard 2012 : 28). Il s'agit d'un « réseau d'individus

et de groupes reliés entre eux de façon souple par une base institutionnelle, des objectifs et des actions multiples, et une identité collective qui affirme les intérêts communs des membres en opposition aux groupes dominants » (Taylor, Whittier, 1992 : 107). À partir de ce cadre analytique, l'adoption de l'agroécologie par les organisations étudiées et l'impulsion de politiques publiques sont le fruit d'une coordination collective commune des militantes de différents pôles qui se réunissent au sein d'espaces dédiés. L'entrée réflexive à partir de la « communauté de mouvement social » et de la constitution d'un espace féministe agroécologique permet de saisir que l'émergence de l'agroécologie au sein des entités est le fruit de féministes et d'une praxis féministe. Nous allons explorer les registres d'action qui favorisent ces avancées.

2.2 Une écologie des savoirs

L'hétérogénéité des profils au sein de l'espace féministe agroécologique interroge sur les outils mobilisés. Les sociologues s'intéressant aux répertoires d'action collective soulignent la « rigidité relative » de ceux-ci : les sphères sociales auraient tendance, dans une configuration donnée, à mobiliser une « gamme de modes d'action relativement restreinte » parmi un éventail des pratiques protestataires envisageables très large (Contamin, 2005 : 4). Étant donné la pluralité de profils et de pôles d'affiliation, existe-t-il pour autant une communauté de modes d'action et de protestation ? Ou ceux-ci relèvent-ils de la spécificité de chaque espace social ? Il s'agit alors de ne pas « tomber aussi bien dans les apories du choix rationnel que dans l'hypothèse, pas toujours vérifiée, de modes d'action seulement explicables par les caractéristiques des groupes protestataires » (Siméant, 2005 : 2). L'objectif est de saisir les points d'intersection des stratégies et pratiques protestataires de l'espace.

Nous l'avons vu, l'agroécologie revendique l'articulation des savoirs. Comment celle-ci est-elle mise en œuvre au sein des pratiques réflexives et organisationnelles des pôles ?

Une des spécificités des registres d'action de l'espace est la capacité à mobiliser les savoirs des différentes sphères sociales. Nous avons vu que les « habitats institutionnels » et les espaces dédiés sont à l'origine de dynamiques réflexives qui permettent aux militantes d'impulser les orientations de leur organisation. Or, d'autres moyens sont mobilisés afin de promouvoir l'articulation des savoirs. Séminaires, conférences et publications d'actes relèvent traditionnellement de l'espace acadé-

mique. À défaut, il témoigne de la mise en scène d'une certaine forme d'expertise. Or, ici, ces registres d'action sont déployés à partir des savoirs des différents pôles et de la mise en commun des épistémologies. Il ne s'agit pas d'échanges de savoirs mais de fusion des différents savoirs et registres de savoirs en présence. Prenons trois exemples de pôles usant de ces registres d'action : l'université, un mouvement de femmes rurales et une ONG.

Au sein de l'institution universitaire, les colloques organisés par les membres de l'espace tendent vers cette fusion des savoirs. Une attention particulière est portée à la place et la répartition des paroles. En 2015, le CIFA II tenu à Lyon s'ouvre sur le récit de vie de Salette, militante du MMTR et agricultrice agroécologique. Son témoignage, élaboré par elle-même, est systématisé avec l'appui de Suyane, membre du Cetra, et traduit par mes soins en français. Le CIFA III, tenu en 2019 à Recife, est inauguré par la présentation et médiation de Graciete, féministe pionnière de l'ONG *Casa da Mulher do Nordeste* œuvrant dans la formation et l'assistance technique rurale. Durant ce colloque différents registres de savoirs sont mobilisés en conférence plénière :

- le savoir militant avec la présentation d'expériences, de trajectoires de femmes rurales militantes et l'expression collective de slogans comme *Sem feminismo nao ha agroecologia !* repris par l'ensemble de la salle,

- le savoir scientifique avec des présentations de communications,

- le savoir politique avec des présentations d'actions et de défis politiques,

- le savoir artisanal avec un marché artisanal auquel les participantes présentent leur travail

- le savoir sentipensé avec des chants de femmes rurales et de militantisme rural entonnés par tout l'auditorium²¹⁰, des œuvres filmiques militantes, entre autres.

Par ailleurs, les registres de savoirs ne sont pas assignés selon le « profil correspondant » : les table-rondes, les mini-cours et les communications scientifiques ne sont pas l'apanage des étudiant·es et professeur·es mais également de femmes rurales non étudiantes/professeures, de militantes non étudiantes/professeures, d'agent·es d'organisations non étudiantes/professeures. Chaque table-ronde ou plé-

²¹⁰ Au sujet du caractère sentipensé des chants, voir chapitre 6, section « *Politisar les émotions et corporiser le coraonar* ».

nière est coordonnée et/ou tenue par au moins une membre des mouvements sociaux et une membre de l'université.

Cette pratique d'« écologie des savoirs » est héritière des épistémologies féministes et de la pédagogie freirienne construites sur la rupture avec une expertise froide, sur les « savoirs assujettis » (Hill Collins 2009_2016), ainsi que sur la reconnaissance du potentiel heuristique des expériences des opprimé·es (entre autres Crenshaw 1991_2005; Freire 1974; Hartsock 1983_1987; B. hooks 2013; Prieto 2017; Djamila Ribeiro 2019; Siliprandi et Zuluaga 2014; Oliveira 2008).

Pour autant, il faut se garder de tomber dans une idéalisation de ces espaces de fusion des savoirs. Un tel agencement des paroles n'annihilent pas pour autant les rapports de pouvoir. Miriam Nobre, militante de la SOF, rappelle à la vigilance :

« Ici se trouve *la crème* : des agricultrices, des rurales, des urbaines, des indigènes, des pêcheuses, des artisanes [...] Cette *crème* vient des processus d'alliances qui se construisent au Brésil mais nous appelle à écouter et à être attentives aux inégalités entre nous. » (Plénière finale CIFA III)

La fusion des savoirs a pour objectif la visibilité et la valorisation de savoirs pluriels, la promotion réflexive. Cependant, en contexte de post-*golpe*, cette dimension revêt une dimension politique affirmée : le colloque se définit comme « acte de résistance contre les attaques à l'éducation au Brésil, à l'université, contre les attaques idéologiques et vise à mobiliser nombre de femmes, internationales et du milieu rural » (Extrait prise de parole d'Andrea Butto, plénière d'ouverture, 2019).

Considérons le pôle mouvementéiste : comment se déploie cette dynamique épistémologique au sein de mouvements sociaux de femmes rurales comme le MMTR ? L'intégration des questions agroécologiques et féministes est réalisée au moyen d'outils développés en interne et dans des collaborations avec les espaces extérieurs au mouvement : la valorisation de l'expérience des militantes du MMTR, les échanges de savoirs avec d'autres membres de l'espace féministe agroécologique, la participation aux événements agroécologiques. Ensuite, le MMTR organise la diffusion des savoirs, opérée « par le bas » au moyen de l'organisation de réunions dans les communautés rurales et au moyen de l'outil séminaire :

« Dans le mouvement, on travaillait beaucoup les liens entre genre et environnement. En 2007, on a approfondi cette question. On a fait une systématisation des

expériences et on a lancé la discussion en invitant quelques *companheiras* des ONG, de Action Aid. On a orienté les discussions sur agroécologie et sécurité alimentaire. En même temps qu'on faisait cette discussion au niveau régional, moi en tant que directrice, je participais à beaucoup d'activités sur l'agroécologie. La *companheira* a fait pareil avec la base : elle organisait les réunions avec les femmes des communautés. On a organisé trois grands séminaires sur le sujet. » (Entretien Violeta, 2014).

Les militantes rurales organisent les séminaires avec d'autres femmes rurales afin de s'appropriier collectivement le débat sur l'agroécologie. Le MMTR s'attache à développer des logiques épistémologiques et pédagogiques articulées : impulsion réflexive, (auto-)formation, démultiplication des savoirs.

Comme dernier exemple, intéressons-nous à une ONG féministe de l'espace de la cause. La SOF utilise un registre d'action fondé sur cette même logique épistémopédagogique :

« Moi je suis agronome de formation. Je voulais travailler avec les femmes rurales. Je suis entrée à la SOF qui travaille sur des dimensions féministes. J'ai appelé des amies pour discuter les questions de genre et agriculture familiale. On a fait un séminaire en 1996. Avec le MMTR, le MIQCB et les femmes du mouvement syndical. Là j'ai connu [Braúna]. On a fait une publication à partir du séminaire. Ça marquait le début de cette discussion. La publication a eu un fort impact. Dans le réseau PTA, les ONG appelaient pour pouvoir aborder les questions de genre. » (Entretien Miosótis, 2017)

La dé-spécification des outils comme l'organisation de colloques, de séminaires et la publication est au cœur de la dynamique de fusion des savoirs. Cette logique sert la formulation du projet. Il s'agit d'une mise en pratique de l'espace féministe agroécologique fondé sur la coprésence et les liens entre différents pôles. La circulation des individus parmi les différents pôles potentialise la réflexion en construction. Cette approche de la fusion des savoirs caractérise une expérience innovante de construction épistémologique et pédagogique.

Nous l'avons vu, une partie significative des membres de l'espace féministe agroécologique intègrent ou ré-intègrent le milieu universitaire en réalisant des recherches à partir d'une position concernées : des femmes rurales militantes qui réalisent une recherche sur leur propre mouvement, des membres d'une organisation

qui étudient l'expérience au sein de leur organisation. Les expériences sont appréhendées comme une position épistémique privilégiée : savoirs expérimentiels, savoirs militants et savoirs scientifiques se fondent pour une contribution réflexive plus fine.

« J'ai été deux ans directrice étatique pour le mouvement. Comme j'ai repris l'université, je suis moins investie dans le mouvement. Mais pour moi les deux vont de pair : mouvement et université pour renforcer l'agroécologie et le féminisme. » (Entretien Amarilis, 2017)

« J'avais fait le choix de m'arrêter après la licence. Aujourd'hui je reviens à l'université avec un regard différent. Avec une maturité qui me vient du militantisme et de l'action professionnelle. Ça qualifie beaucoup mieux mon regard de chercheuse et étudiante. C'est sain ! Ça fait se rapprocher la réalité et l'université. C'est sain pour produire de la science. On fait des recherches avec d'autres regards plus amples. » (Entretien Solidago, 2017)

La fusion des savoirs se fait au sein des espaces et au cours des trajectoires individuelles. La logique de mise en commun des différents régimes de savoirs des pôles s'articule à la logique de circulation des individus parmi les pôles. Ce double mouvement, complété par une dé-spécification des outils épistémologiques et une dynamique de diffusion des savoirs, illustre un système complexe de construction réflexive pour le projet féministe agroécologique. En cela, elles construisent une « écologie des savoirs » par la reconnaissance des coprésences des savoirs et l'étude des affinités, divergences et complémentarités dans le but de renforcer les luttes et résistances (B. de S. Santos 2018).

3| Organiser la mise en œuvre de l'alternative

En plus de la formulation réflexive de l'alternative féministe agroécologique, une organisation *ad hoc* capable de mettre en œuvre le projet est nécessaire. Nous l'avons vu, les oppositions aux féministes et à leurs propositions transformatives peuvent être multiples et violentes. Comment les militantes de l'espace provoquent-elles la réalisation de l'alternative ? Nous explorons ici les registres d'action déployés au sein d'organisations et de l'État.

3.1 Une multipositionnalité stratégique

Si la mise en commun des membres des pôles et la circulation entre les pôles sert la construction réflexive, la multipositionnalité est également mobilisée comme stratégie pour construire l'expertise nécessaire à la mise en œuvre de l'alternative.

Pour exemple, Esplar est reconnu comme l'une des entités fer de lance sur la promotion de l'agroécologie et du genre. Les femmes militantes de l'ONG sont multipositionnées :

« Les techniciennes se situent à l'intersection de pôles féministes : beaucoup ont été formées à l'université ou participent à des débats universitaires. Elles sont toutes dans des mouvements sociaux, la plupart sont militantes de la *Marcha Mundial das Mulheres*. » (Entretien Solidago, 2017)

Leur connaissance du réseau féministe leur permet de solliciter les partenariats avec les entités féministes les plus qualifiées pour assurer leur formation. Les militantes garantissent la continuité et la multiplication de leurs savoirs :

« C'est *SOS Corpo* qui nous a formées en genre. Aujourd'hui, Esplar est une référence sur les questions dans le Ceará. On a formé le Cetra, la Fetraece²¹¹ sur les questions de genre, race, lgbt. L'important c'est qu'on soit plusieurs organisations toutes expertes. » (Entretien Solidago, 2017)

La multipositionnalité est également un outil stratégique pour recruter quelqu'une de confiance ou pour « placer » quelqu'une à un poste clé pour le projet. Les recrutements se font à partir de leurs réseaux de connaissances au sein des espaces féministes ou partisans. Solidago est membre d'Esplar pendant huit ans avant d'être « recrutée » pour la coordination de la *Marcha das Margaridas* 2015. Ces deux expériences résultent du fait de son implication dans le militantisme :

²¹¹ *Federação dos Trabalhadores Rurais Agricultores e Agricultoras Familiares do Estado do Ceará* [Fédération des travailleurs ruraux agriculteurs et agricultrices familiales de l'État du Ceará].

« J'ai été invitée à intégrer Esplar par A. On faisait toutes les deux partie de la *Marcha mundial das mulheres*. » (Entretien Solidago, 2017)

« En 2014, j'ai été invitée au secrétariat *Femmes* de la Contag parce que j'étais à la *Marcha mundial das mulheres* et au *GT Mulheres da ANA*. La Secrétaire et la conseillère me connaissaient. Elles m'ont demandée de faire ce travail de consultante pour la *Marcha* 2015. » (Entretien Solidago, 2017)

Ainsi, comme c'est le cas pour Solidago, l'activité militante peut générer des rétributions voir une ascension sociale. Ces rétributions stimulent le militantisme en retour (Gaxie 2005).

Si ce ne sont pas directement les membres des organisations qui recrutent, le réseau peut se mobiliser pour favoriser les rapprochements. Par exemple, des agentes de l'ASA [articulation semi-aride] encouragent certaines femmes rurales à se rapprocher du MMTR et construisent ainsi des parcours de féministes :

« J'allais aux réunions de l'ASA. À la rencontre des femmes du semi-aride de l'État, deux agentes de l'ASA m'ont invitée à une formation sur les femmes et les *quintais* agroécologiques. J'ai adoré et j'ai développé mon *quintal* grâce à cela. Quelques mois plus tard, G. de l'ASA m'a invité à la marche du 8 mars. Là, elle m'a présenté aux représentantes du MMTR. Elle avait son idée derrière la tête depuis le début. Elle leur avait parlé de moi. Ça a été super, j'ai adoré l'ambiance du mouvement, les discussions. C'était différent de l'ASA, plus dynamique, plus dédié aux questions des femmes rurales. Je me sentais plus à l'aise car c'était un espace que de femmes. » (Entretien Amarílis, 2017)

Durant les deux mandats de Luiz Inácio Lula da Silva, la direction des trois secrétariats du MDA est répartie entre des responsables issus des mouvements sociaux et des syndicats de l'agriculture familiale (Sabourin, 2014). À son arrivée au pouvoir, une équipe est formée pour le montage du gouvernement, intégrant des membres de la société civile. Deux militantes féministes membres du PT en font partie. Cette configuration caractérise l'« ouverture de l'accès au système politique » décrit par le sociologue états-unien Sydney Tarrow dans sa conceptualisation des opportunités

politiques²¹². Dans cette situation d'accès au système politique, les deux militantes suggèrent le nom d'Azálea :

« N et M ont participé au processus de montage du ministère. Elles étaient du PT. En tant que membres d'ONG féministe, elles ne voulaient pas intégrer le gouvernement. Elles voulaient rester dans les mouvements sociaux. N. a indiqué mon nom car on se connaissait du parti et du mouvement de femmes. Le ministre m'a envoyé l'invitation ensuite. » (Entretien Azálea, 2018)

Les possibles ouverts par le dispositif participatif restent très sélectifs et dépendants des ressources des participantes (Tonneau et Sabourin, 2009) en termes de réseaux sociaux et de stratégies d'entrisme. Nous l'avons vu, Azálea dispose non seulement d'un capital militant mais aussi d'une expérience théorique et professionnelle sur les questions rurales : elle est une agente stratégique dont les ressources peuvent être réinvesties au sein de l'institution étatique. Outre être militante, Azálea travaille, dans son parcours universitaire puis dans sa trajectoire professionnelle, avec les femmes rurales. Elle a une connaissance fine aussi bien du panorama d'acteurs que de la réalité des femmes rurales, avec une analyse en termes de genre. Les deux militantes connaissent l'expérience et le « capital militant²¹³ » de Azálea. Elles identifient ses savoirs, ses savoir-faire mais aussi ses liens avec les différents pôles comme un atout stratégique dans l'avancement du projet. Par leur participation au montage du gouvernement et par l'entrée d'Azálea, toutes trois construisent un « féminisme d'État » stratégique sur les questions concernant les femmes rurales. Azálea vient créer le pôle étatique de l'espace à l'occasion de cet environnement politique favorable.

Outre favoriser l'impulsion réflexive pour la formulation de l'alternative féministe agroécologique, la multipositionnalité et les liens entre les féministes des diffé-

²¹² La notion de « structure des opportunités politiques » vise à mesurer le degré d'ouverture et de réactivité d'un système politique aux mobilisations. Le degré d'ouverture du système politique est l'un des quatre éléments de définition avec le degré de stabilité des alliances politiques, l'existence possible de forces relais à des positions stratégiques et celle des divisions des élites. Le degré d'ouverture du système politique évalue si les activités protestataires seront tolérées en fonction des traditions démocratiques, de la culture politique, des orientations des gouvernants (Neveu 2015 : 86).

²¹³ Le capital militant désigne un ensemble « de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement obéir », « de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines « reconversions » (Matonti et Poupeau 2004 : 8)

rents pôles permet de positionner des personnes clés dans les organisations et les institutions afin de potentialiser le travail collectif inter-pôles. En cela, elles construisent l'espace féministe agroécologique. Une fois en place, comment les militantes poursuivent-elles la mise en œuvre du projet ?

3.2 Une circulation à travers les échelles et les pôles

La constitution d'un sujet social et politique « Femmes travailleuses rurales » (Butto 2017; Siliprandi 2015) représente la première étape nécessaire au changement institutionnel. Dès les années 1980, un travail coordonné est réalisé à cette fin à différentes échelles : au sein des communautés rurales, au sein des organisations, au sein des institutions nationales, à l'échelle internationale. Par la suite, cette intégration aux différentes échelles reste un registre d'action central pour le féminisme agroécologique. Nombre de militantes, quelque soit leur pôle d'affiliation d'origine, gravitent à travers ces différentes échelles. Certaines d'entre elles participent à deux, trois ou quatre pôles, à l'instar de Solidago, Zinia, Sálvia. Toutes les enquêtées non rurales sont militantes du mouvement féministe. Certaines femmes rurales sont à la fois militantes du MMTR et de la *Marcha mundial das mulheres*. La multipositionnalité articulée à la mobilité parmi les pôles et les échelles représentent un levier d'action central pour la construction du projet.

Une des caractéristiques de cet espace est donc la mobilité de ses membres. Les agricultrices peuvent passer de l'échelle territoriale à l'échelle internationale dans une visée de renforcement des alliances. Dès les années 1980, cette dynamique est à l'oeuvre comme le montre le poème de Nazaré Flor :

[...] *América* [...]
Na força da união
Congregando teus Países
Para encontrar solução.
Este encontro latino
Tem um significado
De juntar todas as mulheres
Dos Países e Estados -
 [...]
Mulher negra, branca e índia,
Vem fazer tua defesa !
Na luta por teus direitos,
Defendendo a natureza !
Formando uma grande rede,
De muita informação
Da América e do Caribe,
Faz uma demonstração !

Amérique !
 Dans la force de l'union
 Rassemblant tes Pays
 Pour trouver une solution.
 Cette rencontre latino
 A un objectif
 De rassembler toutes les femmes
 Des Pays et des États
 [...]
 Femme noire, blanche et indienne,
 Viens te défendre !
 Dans la lutte pour tes droits,
 En défendant la nature !
 En formant un grand réseau,
 Avec beaucoup d'information
 De l'Amérique et des Caraïbes,
 Faites une manifestation !
*Cantando o Iº ENLAC*²¹⁴, Nazaré Flor*

La circulation des enquêtées entre les pôles et les échelles agit donc sur le renforcement des savoirs et la constitution d'expertise, mais également sur la mise en œuvre du projet agroécologique et féministe.

Pour illustrer cette circulation horizontale et verticale stratégique, prenons deux profils d'enquêtées. Elles appartiennent à des pôles distincts qui elles participent aux mêmes espaces.

Violeta est agricultrice, membre du PT, militante de la *Marcha Mundial das Mulheres* et du MMTR. Quand elle assume le mandat de Secrétaire exécutive du MMTR-NE, elle participe de différents espaces pour la formulation de revendications et politiques publiques. Elle est membre de l'ANA, du *GT Mulheres da ANA*, de la *Marcha das Margaridas*. Elle intègre la Commission nationale d'agroécologie et de production biologique (CNAPO), le Conseil national de sécurité alimentaire et nutri-

²¹⁴ Pour rappel, les références annotées d'une astérisque indique une traduction de l'auteure de la thèse.

tionnelle (CONSEA). Elle participe également au projet ATER *Nordeste* réunissant des féministes des six pôles de l'espace féministe agroécologique.

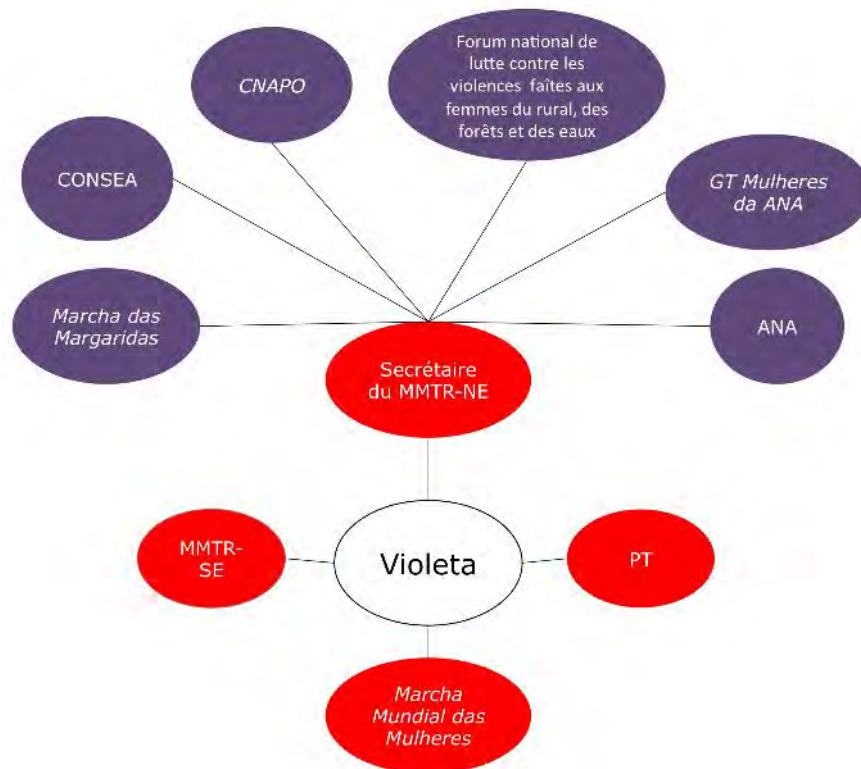


Illustration 48: Participation de Violeta. Auteure: Prévost, 2016

Dans ces espaces, elle rencontre et travaille avec Azálea. Avant d'intégrer le MDA sous le mandat de Luiz Inácio Lula da Silva, Azálea participe au *Forum de mulheres* qui réunit les mouvements féministes régionaux et les féministes membres du PT. Dans le cadre de son mandat au MDA pour la coordination de politiques publiques pour les femmes rurales, elle collabore avec la *Marcha das Margaridas*, la Via Campesina, le MMC (Mouvement Femmes Paysannes). Elle intègre le Conseil national de développement rural durable (Condraf), le Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnel (Consea), le Conseil national pour le droit des femmes (Cndm).

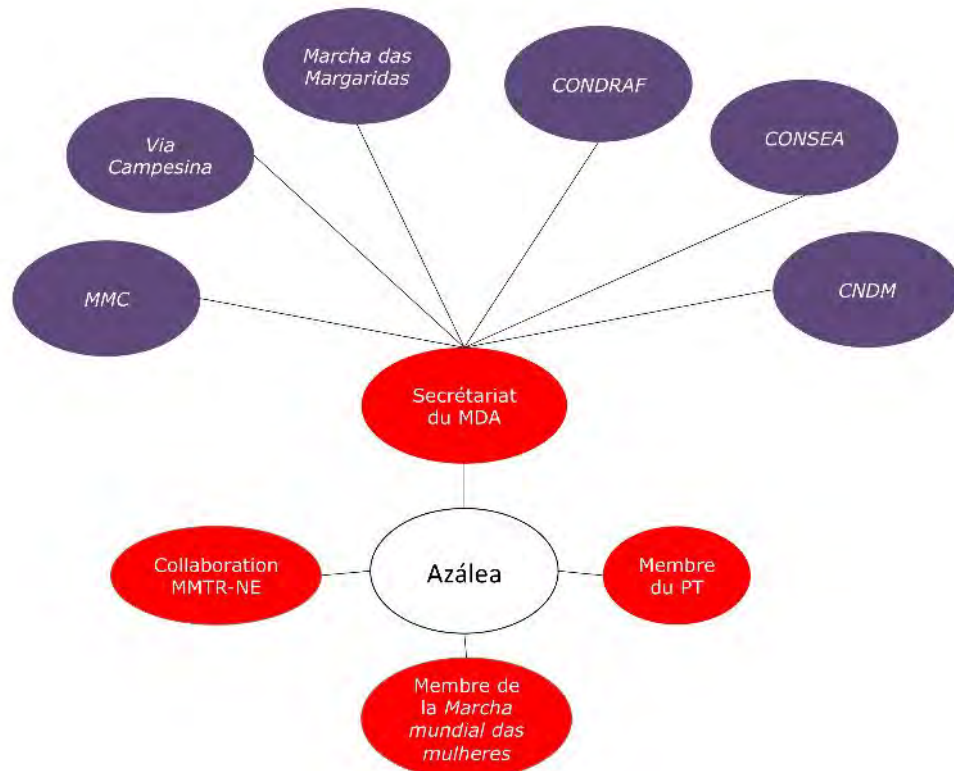


Illustration 49: Participation de Azálea. Auteure: Prévost, 2019

Le travail collectif réalisé dans ces espaces communs aux différentes échelles peut avoir un caractère ponctuel, comme c'est le cas de l'ENLAC ou du CIFA ; répétés, comme au sein de la *Marcha das Margaridas* ; ou continu sous les mandats PT, comme la participation aux conseils (Consea, Condraf, par exemple). Ces dynamiques sont coordonnées ou à l'initiative des pôles étatique, mouvementéiste, académique.

Les études sur le « féminisme d'État » et l'institutionnalisation du genre dans les contextes occidentaux montrent que l'intégration de militantes féministes à l'appareil d'État provoque une rupture avec leurs origines militantes. Or, dans le contexte de notre étude, nous constatons l'inverse : les « féministes d'État » rencontrées, notamment Azálea, mais aussi les féministes assumant les charges de responsabilité au sein de la Contag ou intégrant les espaces de participation avec le gouvernement, ne rompent pas avec leur participation militante. Une continuité ou une coprésence s'affirment. Pour Azálea, son passage au MDA se caractérise par une « distance »

(Entretien Azálea, 2019) prise avec les espaces militants : elle continue de se rendre aux *ato*, aux réunions ou aux séminaires mais elle évite d'avoir une posture active (de prendre la parole, d'être conférencière). À sa sortie du MDA, elle réinvestit activement sa participation. Dans son cas, il n'y a donc pas de rupture mais une mise en sourdine de sa participation pourtant continue.

Azálea se situe alors dans une « zone d'intersection mouvement-État » (Banaszak 2009). Lors de son mandat au MDA, elle dédie son énergie à la mise en œuvre de collaborations et de dispositifs publics. Par ailleurs, elle contribue à l'évolution de la structuration de l'espace féministe agroécologique – en faisant émerger un pôle étatique – et elle participe à la consécration politique d'actions féministes rurales.

Cette spécificité du « féminisme d'État » encore peu documentée souligne l'importance des contextes socio-historiques de l'institutionnalisation du genre. C'est également l'un des fondements organisationnels de l'espace féministe agroécologique autour de la multipositionnalité et de la circulation des individus à travers les pôles.

3.3 Un travail collectif de la base jusqu'aux institutions

Les enquêtées réalisent un travail sur un double terrain afin de porter des transformations : au sein des institutions et « avec la base ». Cette stratégie duale demande d'œuvrer collectivement au sein de différents pôles : notamment ongéiste, mouvementéiste et étatique. Nous prenons ici l'exemple de dispositifs publics pour les femmes rurales et pour l'agroécologie.

Généralement, les revendications proviennent initialement des mouvements sociaux dans un contexte de formation d'un nouveau gouvernement avec l'élection de Luiz Inácio Lula da Silva en 2003. Un premier travail est réalisé par les pôles mouvementéistes (féministe, paysan et/ou femmes rurales). Puis, avec l'arrivée de personnes clés au gouvernement, la mobilisation trouve un relai et aboutit à l'élaboration d'un dispositif public. Ce dispositif nécessite un travail de conviction et de coordination des différents organes étatiques.

Le cas de la campagne à destination des femmes rurales pour l'attribution de documents d'identité et de certificats de travail en tant qu'agricultrice est un exemple. En 1997, l'Articulation nationale des travailleuses rurales (AMTR) lance la campagne : *Nenbuma Trabalhadora Rural sem Documentos* [Pas une travailleuse rurale

sans papier]. Dans le *Nordeste*, le MMTR-NE organise le déploiement de l'action sur le territoire. Dans le Ceará, le MMTR, le Cetra, le collectif de femmes de la FE-TRAECE, la CPT, l'ONG Esplar, la CUT et le département d'économie domestique de l'UFC organisent ensemble la campagne d'information. Un travail participatif avec les femmes rurales est réalisé. En parallèle, le séminaire « Construisant la citoyenneté* » est organisé en 1998. Une audience publique est tenue afin de rendre effective la campagne²¹⁵.

En 2003, avec l'arrivée de féministes comme Azálea au MDA, un programme national est mis en œuvre :

« On a discuté en interne, on a montré aux ministères qu'on ne pouvait pas mettre en place de politiques publiques pour femmes rurales car elles n'avaient pas de documents d'identité. On avait pas d'équipe pour aller sur le terrain. On a convaincu l'INCRA que c'était important pour la réforme agraire ; ils nous ont donné les moyens. On a articulé le ministère du travail, le ministère de la justice et le Département du revenu fédéral qui émet le CPF²¹⁶. » (Entretien Azálea, 2018)

La dynamique peut être ascendante et descendante afin de garantir le succès d'une action : transformer une revendication en dispositif public et encourager la formation d'expertes sur le terrain pour sa mise en œuvre. Ce double mouvement passe par des personnes clés de l'espace féministe agroécologique. Le cas du PRO-NAF *Mulheres*²¹⁷ illustre ce registre d'action :

²¹⁵ Source : Rapport d'activité du MMTR, année 1998.

²¹⁶ Enregistrement des personnes physiques.

²¹⁷ Ligne de crédit destinée aux femmes travaillant en agriculture familiale, partie du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (Pronaf).

« C'est le MMC qui a formulé cette demande. On l'a appuyé. On a créé un forum avec les mouvements sociaux, le MDA et les agents financiers. Ça a été un défi important. D'un côté, il fallait contrer les résistances des banques qui ne mettaient pas en œuvre les actions et, en même temps, il fallait sortir de Brasília et articuler le territoire. Ça a été une leçon ! On ne peut pas penser financement sans assistance technique. On a lancé des formations dans tous les États pour que les financements soient distribués et pour stimuler leur appropriation par les femmes. Il n'y avait pas d'ONG féministe active en milieu rural sur ces questions. Certaines ONG comme *Casa da mulher do Nordeste* travaillaient depuis longtemps avec la formation et en milieu urbain. À ce moment là, on a encouragé à faire de l'assistance technique rurale. Elles se sont associées avec une organisation mixte, le *Centro Sabiá*, pour mettre en œuvre les projets. »

La présence de « féministes d'état » favorisent l'intégration des demandes de la société civile. La participation de celles-ci aux mouvements de femmes est un facteur de re-connaissance, de confiance, de continuité des luttes. L'exemple d'Azálea montre qu'il ne s'agit pas d'une affiliation stricte aux institutions mais d'une trajectoire qui passe des mouvements sociaux aux institutions, pour revenir aux mouvements sociaux.

Les enquêtées confèrent un caractère déterminant à la variable partisane. La plupart sont membres du PT, actives ou soutiens. Elles ré-accréditent l'hypothèse d'une politique jouissant d'hospices favorables sous ce « gouvernement populaire » (Entretien Azálea, 2018). En cela, elles réaffirment la triple approche de sociologie politique (Massardier et al., 2012) : la démocratie participative mise en œuvre sous les mandats PT représente une structure d'opportunité politique (S. Tarrow 1989) dans une période de transition démocratique en Amérique Latine (Goirand 2010; Pineiro 2003), de *pink tide* [la « vague rose » pour désigner la montée de gouvernements de gauche en Amérique Latine] (Chodor 2015b; 2015a), avec l'entrée des « bases » dans l'espace politique (Goirand 2010). Au Brésil, cette configuration s'inscrit dans l'affirmation de la mise en œuvre d'un « modèle de développement territorial qui hybride planification rurale des investissements, « développement durable », lutte contre la pauvreté et bien entendu « l'impératif » participatif » (Massardier et al. 2012: 80).

Le revirement qui est opéré depuis le *golpe* renforce cette sentipensée des enquêtées sur l'importance d'un allié comme le « gouvernement populaire » du PT : de-

puis l'*impeachment*, la perte de droits sociaux, l'extinction des espaces et des structures politiques – à commencer par le MDA qui passe au Ministère du Développement Social, MDS, et est réduit à un secrétariat spécial lié à la *Casa civil*, cabinet de la Présidence – leur donne raison. Cependant, des nuances doivent être formulées quant à la centralité du rôle joué par le gouvernement populaire et par « l'accès aux systèmes politiques » (S. G. Tarrow 1996).

Cette reconnaissance du gouvernement PT comme allié doit être tempéré. Alors que le gouvernement Fernando Henrique Cardoso (1995-2003) privatise massivement les entreprises publiques mais fait naître la politique d'agriculture familiale et développe la réforme agraire, le gouvernement Lula soutient le transfert de modèles technologiques et crée des programmes d'appui aux biocarburants, développe de nouveaux marchés d'exportations des produits de l'agrobusiness, entre autres. Les « années Lula » sont caractérisées par un double jeu – satisfaisant à la fois les groupes d'intérêts de l'agriculture paysanne et de l'agrobusiness. Le pôle étatique se révèle un tremplin pour développer des programmes d'appui à une agroécologie féministe sans être pour autant le promoteur de l'alternative qui érode l'agrocaptal. Néanmoins, dans un contexte historique de « nécropolitique agrocaptaliste », la collaboration avec un gouvernement populaire représente un retournement considérable et détient une puissance symbolique forte, rompant la traditionnelle politique de négation sociale et d'invisibilisation des populations minorisées comme les paysannes.

Par ailleurs, comme le souligne lui-même Sydney Tarrow, à une époque où les mouvements sociaux se globalisent, leur succès est de moins en moins dépendant des structures d'opportunités politiques propres à un État nation particulier. Les institutions ayant soutenu la formulation du projet agroécologique et féministe sous les mandats PT sont caractérisées par leur statut marginal au sein de l'appareil d'État. La présence de « féministes d'État », leur trajectoire multipositionnée et leurs liens forts avec les mouvements féministes et les mouvements de femmes rurales permettent la réception et la mise en œuvre de revendications des autres pôles. Outre les opportunités politiques créées par les gouvernements pétéistes, la stratégie collective d'investissement de cet espace institutionnel et la constitution d'un « féminisme d'État » par les militantes elles-mêmes est l'outil de la mise en œuvre institutionnelle du projet féministe agroécologique. Les arènes participatives sont certes des espaces permettant l'accès au système politique pour la société civile et favorisant le travail collectif, l'ex-

pression des revendications et la co-construction de politiques publiques. Reste que, sans la stratégie d'entrisme et d'intégration des institutions par les féministes, les résultats n'auraient pas été atteints. C'est bien la présence de féministes d'État dans ces arènes et la collaboration des pôles entre eux qui permettent la mise en œuvre de programmes publics. Ceux-ci s'appuient le développement et la visibilité de l'agroécologie et la participation des femmes rurales. Pour autant, l'action ne dépend pas de ce soutien institutionnel. Comme nous l'avons vu, les mouvements sociaux, les organisations agroécologiques et les syndicats s'organisent pour développer et faire reconnaître l'agroécologie dans une perspective féministe, avant même d'avoir le soutien étatique.

De plus, le contexte extra-national représente un élément d'opportunité politique. L'articulation internationale, institutionnelle et mouvementéiste, influe sur la sensibilité gouvernementale. À cette période, un double mouvement se déploie. D'un côté, les mouvements sociaux s'organisent à l'échelle latinoaméricaine, notamment à travers l'articulation internationale de la *Marcha das Margaridas*, dans une dynamique autonome des institutions, tout en faisant pression sur les organisations internationales. De l'autre, l'institutionnalisation du féminisme se développe, notamment sous l'effet de la mise en œuvre du *gender mainstreaming* [approche intégrée de l'égalité]. Il s'agit d'une orientation adoptée en 1995 lors de la IV^e Conférence mondiale des femmes à Pékin : les États participants doivent mettre en œuvre une approche intégrée consistant en « la réorganisation de l'ensemble des processus de décision aux fins de faire incorporer la perspective de l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines et à tous les niveaux pour tous les acteurs généralement impliqués dans la mise en œuvre des politiques correspondantes²¹⁸ ». Cette nouvelle approche encourage les institutions internationales et les États à faire preuve d'une volonté politique en termes d'égalité. Cette démarche n'est cependant pas dépourvue de conséquences en termes de réification des rôles de sexe, de limitation de l'autonomie des femmes et en termes de dépolitisation des outils féministes (entre autres Dauphin et Sénac-Slawinski 2008; Destremau et Lautier 2017; Falquet 2003b; Woodward 2008).

Le déploiement des mouvements à l'échelle continentale et l'institutionnalisation du féminisme caractérisent une opportunité politique pour la mise en œuvre d'ac-

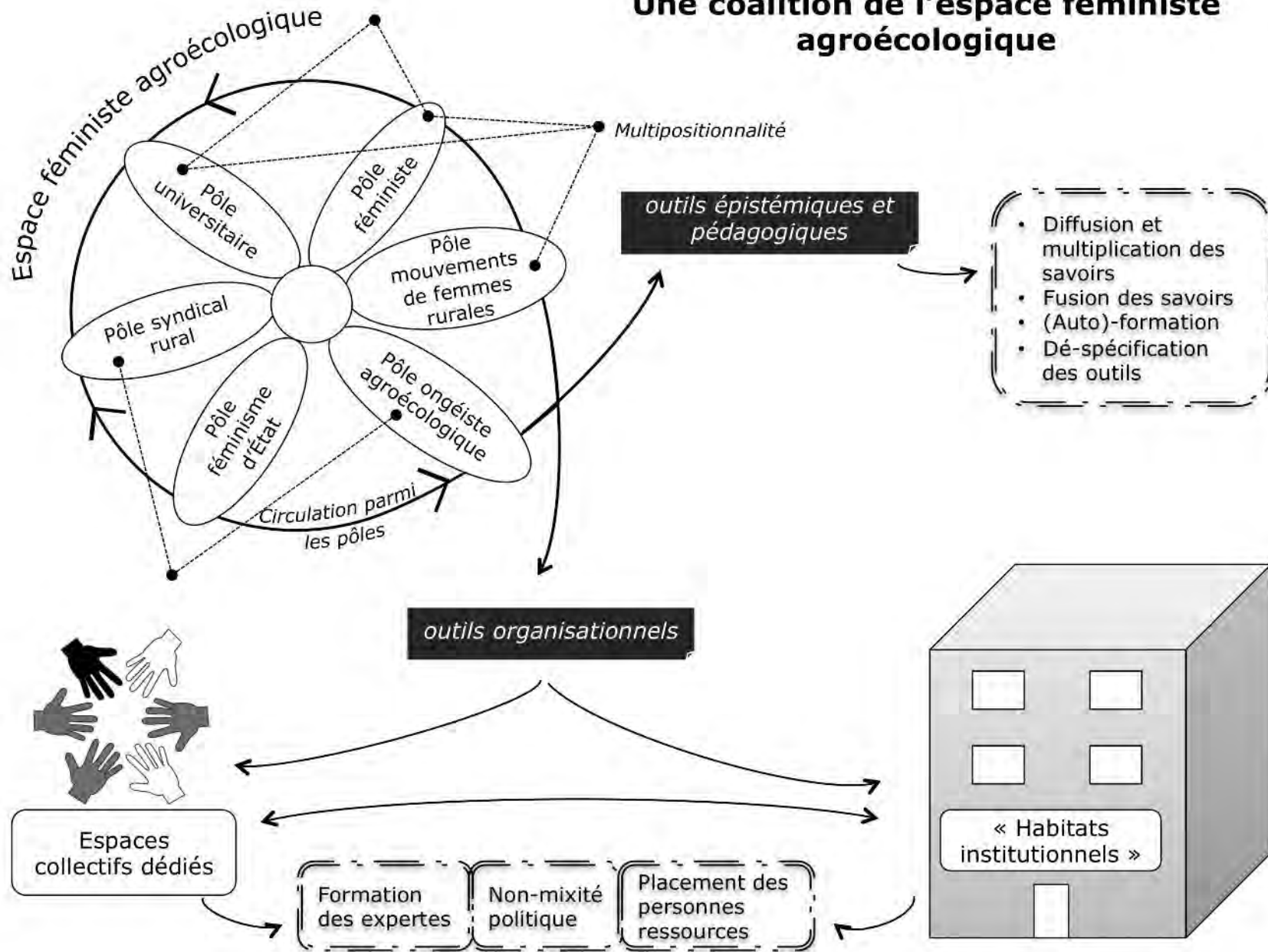
²¹⁸ Groupe de spécialistes du Conseil de l'Europe : www.coe.int/T/F/Droits_de_l%27Homme/Egalit%27/02._Approche_int%27gr%27e/

tions pour le féminisme agroécologique. Bien entendu, le *golpe* attaque ce contexte d'opportunités : les militantes étatiques et de la société civile quittent les espaces de collaboration avec le gouvernement. Leur capacité de résistances face aux attaques antiféministes, internes aux organisations, semble devoir se renforcer d'une manière globale dans ce contexte de perte de droits, de politiques publiques et d'instances publiques supports. Les mots de Miriam Nobre en clôture du CIFA III (2019) illustrent la nécessaire continuité de la lutte : « nous devons renforcer cette alliance entre nous. Nous devons affirmer cette furie féministe ! »

Page suivante :

Illustration 50: Résumé graphique chapitre 7 : Une coalition de l'espace féministe agroécologique. Auteure Chalumeau et Prévost, 2019

Une coalition de l'espace féministe agroécologique



4| Légitimer et diffuser les discours politiques sur Internet

L'organisation d'une coalition, la formulation du projet et sa mise en œuvre sont des « techniques de lutte » clés du projet féministe agroécologique. En parallèle et face à l'hégémonie du discours agroc capitaliste, il est nécessaire de construire, légitimer et diffuser le discours dissident alternatif. Nous allons explorer cette dernière étape au moyen de l'étude des discours en ligne.

Dans les « arts de la résistance » (J. C. Scott 2009), les « textes cachés » décrivent les propos, les gestes et les pratiques élaborés et énoncés dans des espaces sécuritaires, à l'abri du regard du pouvoir. Ils fomentent la résistance. Ils sont le site privilégié du discours subversif, anti-hégémonique et d'opposition. Nous avons vu différents types de textes cachés élaborés par les militantes dans des espaces dédiés.

Après la constitution d'espaces sociaux et d'outils permettant l'élaboration d'une subculture dissidente et le déploiement de stratégies d'autodéfense, il est alors question, pour les enquêtées, de « prendre la parole sous la domination » (J. C. Scott 2009: 153) en contexte de pré et post-*golpe*. La résistance à la domination idéologique nécessite une négation, une contre-idéologie :

« L'une des tâches culturelles les plus importantes à laquelle est confronté un groupe opprimé consiste à saper ou à faire exploser la justification de la classe dominante. De telles critiques peuvent prendre la forme de tentatives visant à démontrer que cette dernière ne réalise pas les tâches dont elle prétend s'acquitter et viole de la sorte le contrat social [...] De telles critiques ne touchent néanmoins en général pas aux fonctions essentielles de la classe dominante. Seules les critiques les plus radicales ont soulevé la question de la raison d'être sociale des rois, des capitalistes, des prêtres, des généraux, des bureaucrates, etc. » (Barrington 1978: 84)

Afin d'éroder le système hégémonique en place, il est nécessaire de déployer un discours oppositionnel et faire connaître les alternatives. Certains registres d'action collective et certaines arènes à large diffusion favorisent l'énonciation publique des discours dissidents. Par son caractère indirect, parfois anonyme, et sa capacité de diffusion large ; Internet se présente comme une arène de déploiement du discours politique. En effet, le développement d'Internet et des technologies de l'information et de la communication (TIC) modifie les modes de participation à la scène politique. Les opportunités technologiques permettent à certaines individus, auparavant ex-

térieur·es à la participation politique, de peser dans les équilibres démocratiques (M. Castells 2012).

Quelles sont les dimensions discursives qui permettent de légitimer l'utopie érle à travers l'arène virtuelle ? Cette arène permet de saisir la continuité des mobilisations sous deux formes : une forme temporelle et une forme spatiale. Premièrement, hors des événements fondateurs de « cristallisation » de l'espace (Mathieu, 2007) – comme la *Marcha das Margaridas* – Internet permet d'étudier les permanences et les reformulations dans les discours politiques. Deuxièmement, l'espace virtuel favorise la continuité des résistances sur le territoire et dans les organisations.

Dans cette partie, en naviguant dans l'arène virtuelle, nous présentons d'abord la structuration de l'espace féministe agroécologique en ligne (1) ; puis nous décrivons les usages de Facebook comme registre d'action militant (2) ; enfin, nous étudions la vision portée sur ce média social en explicitant les discours politiques construits et déployés par l'ensemble de notre corpus (3).

4.1 La structuration en ligne de l'espace féministe agroécologique

Dans les périodes de « creux » des mobilisations, les pôles œuvrent pour le maintien des discours, des ressources organisationnelles et de répertoires d'action. Comment identifier cette continuité sur un espace aussi hétéroclite que celui étudié ici ? Nous identifions l'espace virtuel comme moyen de saisir les dynamiques, sur le temps long, de l'ensemble des groupes impliqués dans le projet féministe agroécologique. Deux principales raisons nous portent dans cette direction : la spécificité de la ruralité et, plus largement, l'ancrage des médias sociaux au Brésil.

En effet, différents éléments limitent la participation aux espaces militants hors des territoires : la ponctualité des événements inter-pôles, le temps et l'organisation nécessaires – en termes de gestion du rôle reproductif des femmes –, les longs déplacements – souvent organisés dans les capitales d'État. La domiciliation rurale d'une partie importante des militantes reconfigure les pratiques protestataires dominantes étudiées en sociologie des mouvements sociaux. Leur action collective se traduit dans les espaces physiques mais aussi via l'engagement et la participation aux débats publics organisés sur Internet, notamment au sein des médias sociaux.

Comme « exemple expérimental » dans l'histoire de l'Améfrique Ladine (Safatle, 2019), le Brésil est caractérisé par un fort engagement des citoyen·nes dans la vie publique, aussi bien dans les espaces de démocratie participative, que dans les soulè-

vements populaires, que par un récent engouement pour les médias sociaux (Wampler 2015). L'exception brésilienne se caractérise par une relation singulière aux médias, que ce soit les médias de masse ou les médias participatifs, notamment dans le cadre d'activités contestataires. De nombreux médiactivismes construisent une vision alternative à l'hégémonie des médias dominants²¹⁹ et sont fortement impliqués dans les questions partisans. Récemment, les médias sociaux sont mobilisés comme outil stratégique : aussi bien par la « nouvelle gauche » – celle ayant porté la vague de mobilisations de 2013, soit la première contestation que le PT affronte sur sa gauche après 10 années au gouvernement – que par la « nouvelle droite » – les groupes profondément libéraux, hostiles à la politique économique néo-développementiste menée par les gouvernements du PT, et ayant adhéré à Jair Bolsonaro (Peralva, Paton et Figeac, à paraître). Cela est vrai pour toutes les couches de la société : à partir des manifestations de 2013, les politicien·nes investissent aussi les outils digitaux afin de se rallier aux mouvements de la rue et briser le *statu quo* politique. Par ailleurs, l'équipe de Jair Bolsonaro construit :

« Une campagne [électorale présidentielle] obscure, dont personne n'a mesuré le déploiement. Elle s'est principalement faite sur la messagerie *WhatsApp* avec 50 millions de messages par jour envoyés par l'équipe de Bolsonaro [...] Je suis persuadé que ce type de méthode, inauguré au Brésil, sera bientôt utilisé dans d'autres pays.* »

(Safatle 2019a)

Les réseaux sociaux numériques sont donc une porte d'entrée pour appréhender un espace politique en reconfiguration. Dans le paysage des médias sociaux au Brésil, Facebook enregistre une prédominance écrasante : entre 2014 et 2018, la proportion mensuelle de Facebook dans les usages globaux des médias sociaux dépasse les 80 % alors que les autres se regroupent dans les 10 %²²⁰ (Tumblr, Twitter, Instagram, Youtube, Pinterest, entre autres). Facebook compte en 2017, 86,52 millions d'usager·es au Brésil, soit 62 % de la population²²¹. 54 % sont des femmes.

²¹⁹ L'émergence de la *TV dos Trabalhadores* (TVT) en 2010 est emblématique : née sous régime autoritaire comme projet militant participatif et horizontal par et pour les ouvrièr·es, le média réussit à obtenir une licence de diffusion et à s'imposer au sein du paysage audiovisuel. La TVT couvre la première campagne présidentielle de Luiz Inácio Lula da Silva en 2002.

²²⁰ <http://gs.statcounter.com/social-media-stats/all/brazil/#monthly-201301-201904>, consulté le 01/05/2019.

²²¹ Source : *Distribution of Facebook users in Brazil as of 2018, by gender et User penetration rate of Facebook in Brazil in 2017 and 2018* sur le site *Statista (Social Media & User-Generated Content)* consulté le 12/01/2019.

La Brésilienne Fabiana Jordão Martinez estime qu'une nouvelle épistémologie se construit au moyen des réseaux sociaux, en priorité avec Facebook (Martinez 2017) : les « fils » de discussion deviennent une « technologie féministe » où des courants théoriques distincts peuvent s'affirmer. Les discours peuvent agir sur la subjectivité, l'affirmation de soi des individu·es. Avec la massification des TIC et la nouvelle présence d'organisations rurales en réseau, une cyberculture féministe et rurale se construit, favorisant la visibilité du groupe social des femmes rurales comme de leurs activités. Eliane Aparecida de Almeida Barros souligne que, pour les militantes rurales, Internet est un outil d'échanges d'expériences entre femmes rurales, diffusion des savoirs traditionnels, des actions et des luttes (Barros 2017). Sandra Raqew dos Santos Azevedo qualifie le cyberactivisme féministe pour l'agroécologie d'« écosystème communicatif » qui valorise « l'interface genre-médias-agroécologie » (Azevedo 2017).

Les formes médiatisées de militance de l'espace féministe agroécologique se concrétisent donc elles-aussi sur les pages Facebook. La « communauté virtuelle » permet de saisir la continuité des résistances dans le temps. Cette démarche analytique rompt avec l'idée que les mobilisations sont des événements exceptionnels et ponctuels (Combes et al. 2011). C'est pourquoi, l'analyse d'un espace à travers sa « communauté virtuelle » (Jouët, Niemyer, et Pavard 2017) permet de comprendre les logiques de construction objective – structuration interne et relations avec / entre composants – et subjective – représentations et perceptions des individu·es à travers leurs discours – de ce groupe. Nous allons, en premier lieu, présenter l'espace virtuel : comment est-il structuré, quels sont les représentations variées des pôles ? Puis, de façon descriptive, nous allons documenter ses usages du média social. Cette partie peut sembler peu analytique mais elle est cependant nécessaire afin d'apprécier la place de cet outil dans les registres d'action : comment un espace aussi pluriel que l'espace féministe agroécologique mobilise-t-il les réseaux sociaux à des fins de luttes ? Ces données descriptives de l'usage de Facebook permettent ensuite de prendre la mesure des discours que nous analysons en détail au moyen d'une lexicométrie.

• Les pôles de l'espace féministe agroécologique en ligne

Afin de rendre compte de l'espace féministe agroécologique en ligne, un corpus est composé à partir des entités moteurs de la visibilité féministe agroécologique identifiées dans notre enquête de terrain. Nous nous appuyons également sur les

groupes au corpus de l'étude par questionnaire réalisée par Emma Siliprandi²²². Ainsi, 48 entités sont identifiées.

Nous répartissons les 48 entités au sein de leur pôle d'appartenance en nous appuyant sur les présentations sur leur site Internet, sur leur page Facebook ou sur le matériel documentaire militant.

Ainsi, l'espace féministe agroécologique virtuel est analysé à partir de six pôles :

- le pôle « Agroécologique » : il regroupe majoritairement des ONG dont l'activité principale est l'accompagnement et la promotion de l'agroécologie, ainsi qu'un réseau, l'ANA ;
- le pôle « Féministe » : il réunit des collectifs, associations, ONG, mouvements féministes, comme par exemple la *Marcha Mundial de Mulheres* ;
- le pôle « Femmes rurales²²³ » : il compte principalement les collectifs et mouvements de femmes rurales impliqués en agroécologie : par exemple, le MMTR-NE ;
- le pôle « Mouvementéiste paysan » : il intègre les mouvements et les réseaux paysans comme le MST ;
- le pôle « Académique » : il rassemble les réseaux et groupes de recherche sur l'agroécologie : à titre d'exemple, l'ABA ;
- le pôle « Syndical rural » : il rallie les entités syndicales rurales comme la CONTAG.

Précisons qu'il s'agit exclusivement de pages publiques. Aucune page Facebook individuelle et personnelle n'est incluse dans cette étude.

Le pôle étatique est absent de l'ethnographie en ligne. Avec les entretiens, nous avons approché le « féministe d'État ». L'étude virtuelle ne peut inclure ce pôle du fait de l'absence de page Facebook ciblée (par exemple le Secrétariat spécial de politiques pour les femmes rurales n'a pas de page). Le MDA possède une page Facebook mais les contenus publiés étant à large spectre, l'inclusion de cette page dans le

²²² Présentée dans la Partie *Faire du terrain en féministe*, cette enquête est réalisée en 2007 auprès des entités membres de l'ANA afin d'analyser l'intégration des questions de genre au sein du réseau et l'identification, par ses membres, des participantes au *GT Mulheres da ANA* comme référence sur cet axe thématique. Elle reçoit 46 réponses.

²²³ Nous avons vu précédemment que « Femmes rurales » est une bannière politique collective adoptée par l'ensemble des militantes, y compris les femmes non rurales. Ici, nous utilisons le nom « Femmes rurales » pour ce pôle pour désigner uniquement les mouvements ou collectifs portant cette identité dans leur nom : par exemple, le Mouvement de la *Femme Travailleuse Rurale*.

corpus biaiserait les données aussi bien statistiques que lexicométriques. Notre refus d'intégrer des pages personnelles provoque la non inclusion des pages des enquêtées féministes d'État. Ce choix de l'absence du pôle étatique vise à saisir spécifiquement les discours politiques de l'espace de construction d'une culture dissidente.

Pour investir ces arènes de débats publics numériques, nous réalisons l'ethnographie en ligne (Kozinets, 2010 ; Boellstorff et al., 2012) au sein des 48 pages/groupes Facebook. L'extraction des métadonnées de ces pages à l'aide de l'application Netvizz²²⁴ (Reider, 2013) permet d'analyser l'évolution de leur activité et la structuration de cette arène de débat numérique sur la période de 3 ans et 11 mois. Nous faisons débuter la collecte en novembre 2013, au moment clef de l'affirmation politique « il n'y a pas d'agroécologie sans féminisme », et nous la concluons en septembre 2017²²⁵.

• Des représentations variées

Le corpus Facebook présente une surreprésentation des pôles « Agroécologique », « Féministe » et « Femmes rurales » (cf. Tableau 7). Les trois autres pôles (« Mouvementéiste paysan », « Académique » et « Syndical rural ») occupent une place moins importante dans cet espace virtuel : environ 23% du corpus (11 pages). Cette différence est principalement liée aux effets d'agrégation : les pôles « Académique » et « Syndical rural » intègrent des pages de réseaux ou de grandes structures rassemblant nombre d'entités (pour exemple la Contag ou l'ABA) ce qui diminue le nombre de pages. Pour ce qui est des mouvements paysans, leur couverture importante du territoire (comme le MST par exemple) réduit leur multiplicité. Cela provoque un nombre restreint de pages malgré la place importante de ce type d'agents sociaux.

²²⁴ Netvizz est développé dans le cadre d'un projet européen afin de collecter des données Facebook et de les anonymiser. Le chercheur·es et utilisateur·trices ne collectent aucune donnée personnelle.

²²⁵ Les éléments présentés ici s'appuient sur la collaboration du projet ANR LisTIC (Cf. <https://listic.irit.fr/>).

Pôles	Nombre de pages	Part de pages
Agroécologique	20	41,67%
Féministe	8	16,67%
Femmes rurales	9	18,75%
Mouvementéiste paysan	4	8,33%
Académique	4	8,33%
Syndical rural	3	6,25%
Total	48	100,00%

Tableau 6: Corpus de pages Facebook de l'"espace féministe agroécologique"
Auteur·e : Figeac et Prévost, 2019

En observant les *likes* de pages de chaque page du corpus (Illustration 51 ci-après), il est possible de saisir des liens de reconnaissance entre entités. Sur le graphisme du réseau des pages en fonction de leur *like*, le poids des nœuds (les cercles de couleur sur le graphisme) représente le degré entrant : plus un nœud est large, plus cette page enregistre un nombre important de likes par d'autres pages. L'algorithme de spatialisation utilisé est « Yifan Hu proportionnel ». Cette représentation graphique permet uniquement de visualiser les données du corpus et non pas les expliquer. On voit, par exemple, que la page du MST est *liée* par de nombreuses pages : la taille de son nœud figure parmi les plus importantes.



*Illustration 51 : Réseau de pages par leurs liens de likes
Auteur : Figeac, 2018*

Pour exemplifier, nous faisons apparaître le nom d'une entité par pôle. Il s'agit de l'une des pages rassemblant le plus de likes parmi les entités de chaque pôle : l'ANA pour le pôle « Agroécologique », le MST pour le pôle « Mouvementéiste paysan », la *Marcha Mundial das Mulheres* pour le pôle « Féministe », le MMTR-NE pour le pôle « Femmes rurales », la Contag pour le pôle « Syndical rural ». La spatialisation du réseau présenté montre les entités situées selon leur reconnaissance (le fait d'être

liké par d'autres pages). Par exemple, au sein de cet espace féministe agroécologique sur Facebook, le pôle « Mouvementéiste paysan » reste légèrement à la marge : il a des liens de reconnaissance (*like*) avec des pages du corpus mais aussi avec des pages extérieures au corpus, ce qui l'éloigne du cœur de l'espace. La centralité de l'ANA est ici visible : la page est *likée* par de nombreuses pages du corpus, le réseau est donc reconnu comme étant clé dans cet espace.

4.2 Des usages politiques

Les études sur la participation politique en ligne montrent que les comportements observés sur Internet prolongent et renforcent dans la conduite « réelle » des affaires politiques et civiques (Papacharissi 2010). Selon Armelle Weil, il en va de même pour le féminisme en ligne dont les valeurs fondamentales prolongent les fondamentaux du féminisme de la deuxième vague (2017).

À travers ces participations numériques, les militant·es tentent de développer un « modèle de publicité » (Dayan 2009) visant à contourner les médias dominants, notamment les journaux télévisés, pour espérer accéder au centre de l'espace public et y défendre leurs convictions politiques. L'activisme politique des féministes brésiliennes sur les médias sociaux vise généralement la diffusion d'idées politiques mais aussi l'émergence d'espaces de discussions notamment autour de l'*empowerment*, des violences faites aux femmes, des droits sexuels et reproductifs (Jorge et Lima 2017).

Quelles sont alors les formes de mobilisation en ligne des féministes agroécologiques ? Quand et comment se déploient les pratiques protestataires en ligne ?

Quels usages de Facebook sont développés par les différents pôles de notre corpus. Ceux-ci ne s'approprient pas cette plateforme de la même manière. Les pages du pôle « Agroécologie » sont les plus nombreuses dans ce corpus (41,67% ; cf. Tableau 7), elles diffusent le plus de publications²²⁶ (43,01%).

²²⁶ Une « publication » sur Facebook désigne un court texte en chapeau d'une photo. La mise en forme est généralement automatique si on relaie un article depuis un autre site Internet. Ces textes renseignent sur le contenu des articles partagés, sur les thématiques portées. Ils sont analysés dans la lexicométrie.

Publications

 **MMTR - NE** 24 août, 03:41 · 🌐

"Medo nós tem, mas não usa" - Margarida Alves.

Inspiradas na coragem e no legado de Margarida Alves, nós mulheres do Movimento da Mulher Trabalhadora Rural do Nordeste ocupamos Brasília junto às demais organizações e mulheres do campo, da floresta e das águas.

Essa 6ª Marcha trouxe toda resistência e acúmulo do que temos construindo ao longo desses quase vinte anos na construção de uma sociedade com soberania popular, democracia, justiça, igualdade e livre de violência.... [Afficher la suite](#)



👍❤️ 41 2 commentaires 9 partages

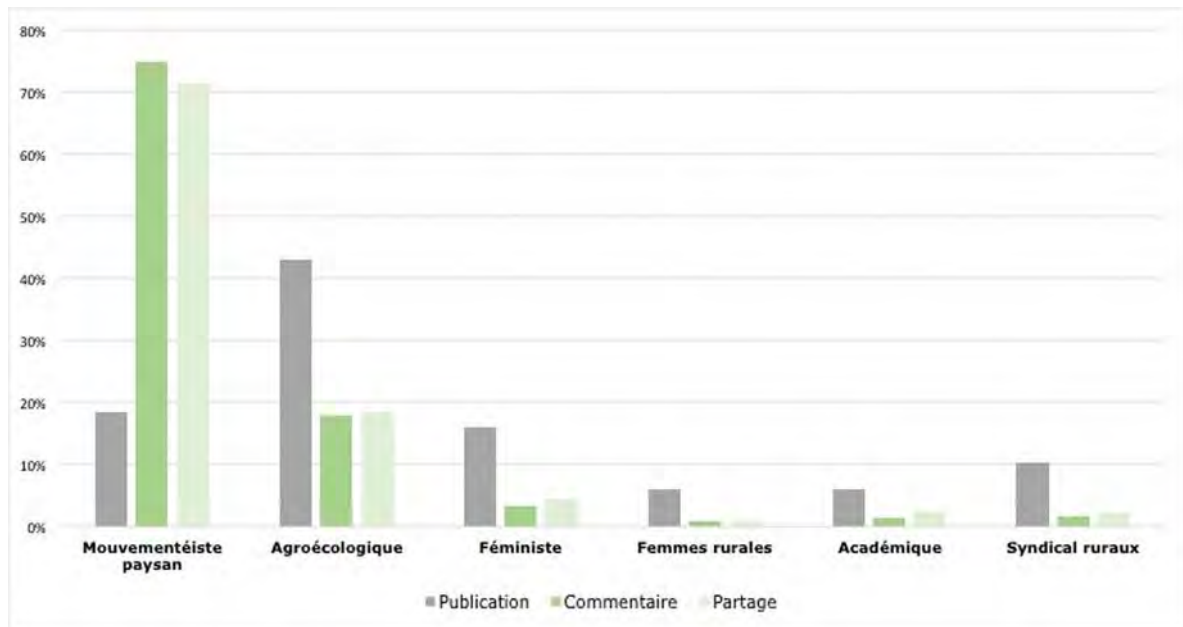
👍 J'aime 🗨️ Commenter ➦ Partager 🌐 ▼

Illustration 52: exemple de publication Facebook.

Source : page du MMTR-NE, 24/08/2019

Le pôle « Femmes rurales » est le pôle publiant le moins (5,98 %) de l'ensemble du corpus (cf. Illustration 53). Le pôle « Mouvementéiste paysan » est le deuxième contributeur par rapport au volume de publication (16,03 %) et il se démarque très nettement par son important volume de commentaires. L'importance des commentaires montre à quel point ces pages Facebook sont suivies et consultées par les individus proches de ce mouvement. Le pôle « Mouvementéiste paysan » n'est pas seulement organisé autour de la publication d'informations et l'annonce d'événements.

ments. Il se caractérise par une forte participation externe – des personnes ayant *liké* les pages ou suivant les publications de ces pages – qui entretiennent les débats.



*Illustration 53: Volume d'activité des différentes pages des pôles d'acteurs
Auteur : Figeac, 2019*

Le volume d'activité des pages Facebook de notre corpus évolue au cours de la période étudiée même si le nombre de publications reste relativement stable. De novembre 2013 à novembre 2017, les 48 pages du corpus publient en moyenne 43,44 messages par jour, ce qui représente 0,905 messages par jour et par page. Autrement dit, les administrateurs·trices des pages Facebook animent cet espace numérique en publiant en moyenne une information par jour. Cette publication quotidienne peut susciter de nombreux commentaires et réactions qui vont contribuer, à leur tour, à animer la page jusqu'à la publication suivante.

Facebook est donc un outil mobilisé de façon régulière par l'ensemble du corpus sans être surinvesti. Il est cependant central de saisir à quelles occasions, la plateforme se révèle stratégique. Pour cela, intéressons-nous aux dates clés qui enregistrent le plus important nombre de messages et commentaires sur la période étudiée.

• **Agenda féministe, agenda politique**

La frise chronologique du nombre de messages Facebook met en évidence les périodes d'activité intense et les périodes de « creux ». Quatre périodes enregistrent des volumes d'activités bas : sans surprise, elles correspondent aux périodes des vacances.

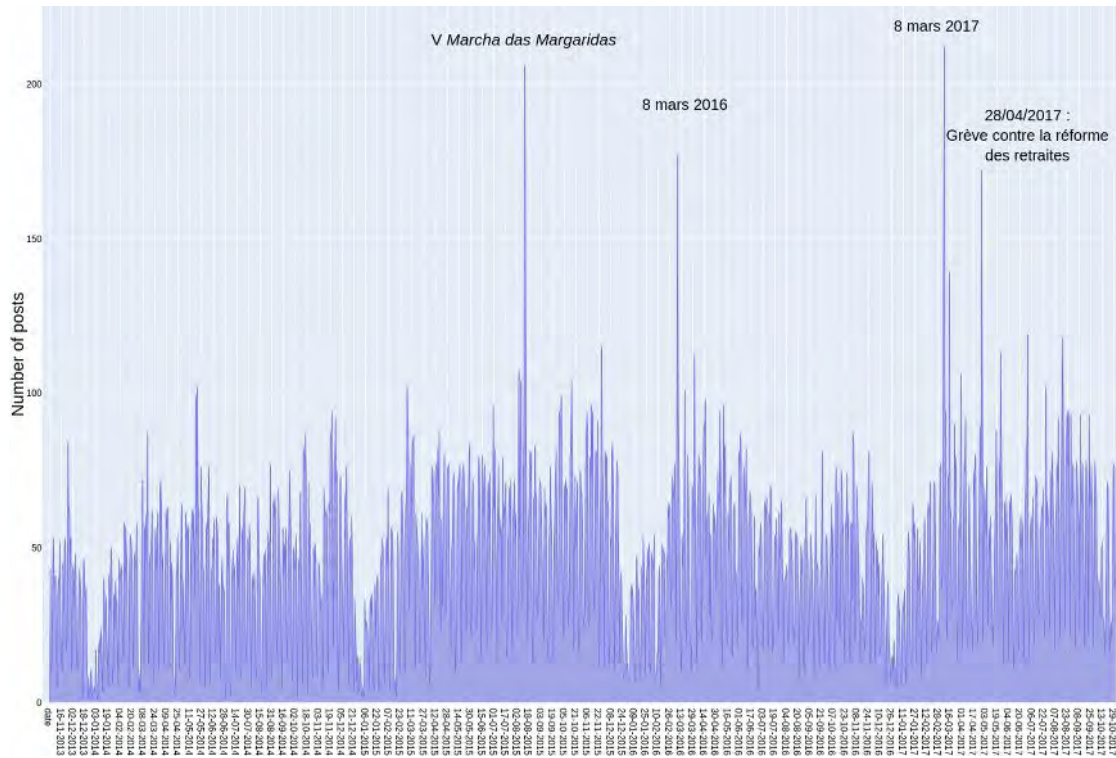


Illustration 54: Volume des posts quotidiens publiés par les pages des pôles
Auteur-e : Figeac et Prévost, 2019

On peut ensuite identifier quatre dates qui se démarquent particulièrement en raison de leur important nombre de publications quotidiennes. Les deux dates qui dépassent les 200 posts par jour correspondent au 12 août 2015, soit la V^e *Marcha das Margaridas*, et au 8 mars 2017, soit la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes mais également le jour de la *Marcha pela Vida das Mulheres e pela Agroecologia* [Marche pour la vie des femmes et l'agroécologie] organisée par le Polo da Borborema dans le Paraíba. Il est probable que le 8 mars 2017 mobilise virtuellement davantage que les autres années du fait qu'il s'agisse du premier 8 mars après le *golpe*. Le caractère machiste du *golpe* et la configuration patriarcale, blanche, élitiste du

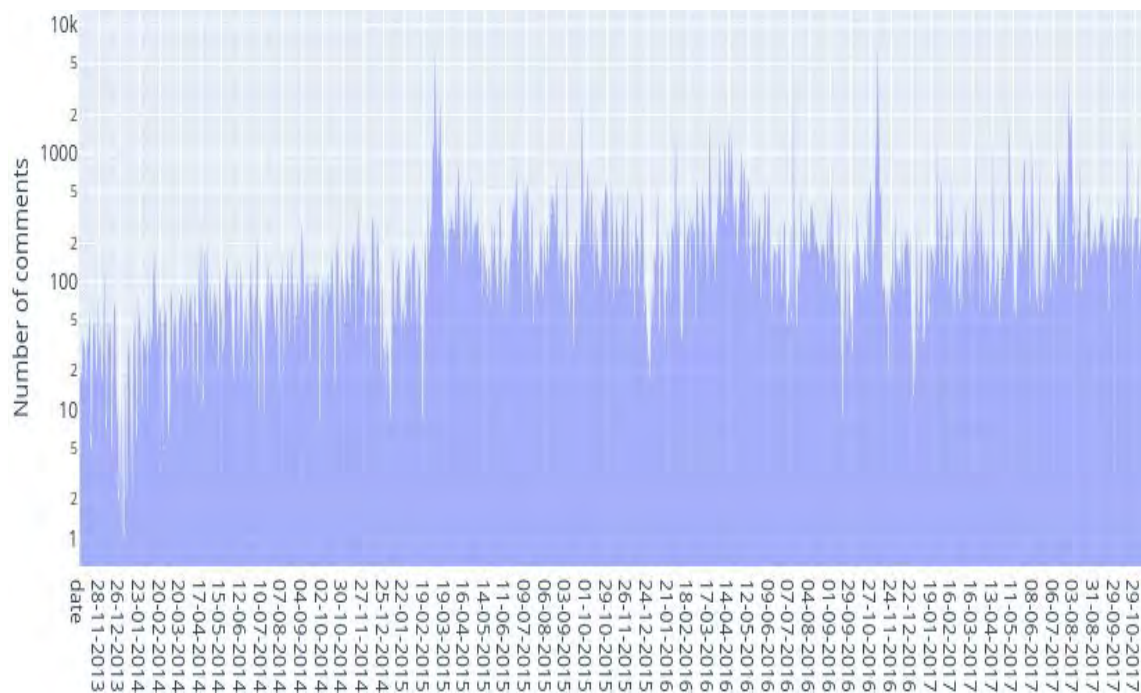
gouvernement de transition sont dénoncés par les féministes²²⁷. Une date féministe clé suivant ces événements peut être l'occasion d'interpeller et d'appeler à la mobilisation.

Une autre date dépasse les 150 publications par jour, il s'agit du 28 avril 2017, soit la *Greve geral* [grève générale] contre la réforme des retraites proposée par l'équipe de Michel Temer. Cette dernière réunit 40 millions de Brésilien·nes dans les rues, « la plus importante grève travailliste de l'histoire du pays »²²⁸

Si les administrateurs·trices des 48 pages Facebook de notre corpus publient en moyenne 1 publication par jour, celle-ci génère environ 0,68 commentaire par jour (chiffres lissés sur l'ensemble de la période). La frise chronologique ci-dessous détaille ces résultats en représentant les volumes de commentaires sur la période (Cf. Illustration 55). Elle montre une hausse constante du nombre de commentaires sur la période étudiée. Ainsi, Facebook est un répertoire d'action qui occupe une place sans cesse croissante au sein de l'espace féministe agroécologique. Sans être mobilisé comme espace de débat régulier, il est investi à grande échelle en réaction à des actualités et informations spécifiques

²²⁷ Voir notamment les textes rassemblés dans l'ouvrage *O Golpe na perspectiva de Gênero* (2018), coordonné par Linda Rubim et Fernanda Argolo.

²²⁸ Selon *Frente Brasil Popular* et le président de la CUT, Vagner Freitas, dans l'article publié sur *Brasil de Fato*, source : <https://www.brasildefato.com.br/2017/04/29/40-milhoes-param-no-pais-ato-em-sp-reune-70-mil-e-termina-com-repressao-da-pm/>



*Illustration 55: Volume des commentaires quotidiens publiés
au sein des pages des pôles
Auteur : Figeac, 2019*

À certaines dates clés, le nombre de commentaires est particulièrement important. Comme il dépasse parfois les 9000 contributions quotidiennes, nous mobilisons ici une échelle logarithmique qui permet une représentation lisible : les pics doivent donc être considérés comme extrêmement importants par rapport au reste des volumes de commentaires. Comme pour les publications, il apparaît que ces pics de participation correspondent à des dates clés de l'agenda politique national et de l'agenda féministe. Pour les dates féministes, les dates qui ressortent sont le 8 mars 2015, soit la journée internationale de lutte pour les droits des femmes et les jours proches du 25 novembre 2016, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Pour les dates liées à l'actualité politique : le volume des publications monte en flèche le mois précédent le vote au Sénat sur la destitution de Dilma Rousseff (juillet 2016). Il existe donc un lien direct entre l'usage que les différents pôles font de Facebook et l'actualité politique et féministe.

Deux principales conclusions émergent de ces données. En premier lieu, la porosité entre espace réel et espace virtuel. La *Marcha das Margaridas* se présente comme incontournable. Si cet espace physique et organisationnel rassemble le plus grand nombre des groupes impliqués dans l'espace féministe agroécologique, il s'agit

également d'un moment clé de mobilisation virtuelle. L'identification des photos les plus likées par le pôle « Femmes rurales » renforce cette prééminence de *Marcha das Margaridas* : sur les trois années étudiées, le post de la photo de la *Marcha* 2015 rassemble le plus grand nombre de likes. L'analyse des dates clés nous montre qu'au-delà d'être centrale pour le pôle « Femmes rurales », la *Marcha* est l'événement de référence pour l'ensemble des pôles de l'espace féministe agroécologique. Internet vient alors s'inscrire dans la continuité des mobilisations – les mêmes moments clés sont investis aussi bien dans l'espace physique que virtuel – et dans la continuité des stratégies de coalition – la *Marcha* rassemble l'ensemble des militantes de l'espace féministe agroécologique. La fonction politique – soit un usage comme outil organisationnel de mobilisation et de développement de l'engagement (Thrift 2014) – de l'usage de Facebook est investie par les membres de l'espace.

Les mobilisations en ligne s'inscrivent dans les résistances ancrées dans une réalité politique nationale. Les dates féministes internationales sont marquées mais l'espace entier est impliqué dans la résistance au *golpe* et aux réformes de Michel Temer. La mobilisation en lien avec l'agenda politique national est au cœur de l'action de cet espace. Les membres de l'espace articulent les mobilisations féministes aux mobilisations dénonçant l'actualité politique du *golpe*.

Les études sur les médias sociaux posent la question du lien entre résistances en ligne et capacité d'absorption des revendications d'émancipation par le néolibéralisme. « Les protestations numériques sont-elles vidées de leur efficacité lorsqu'elles sont cooptées, résultat quasi inévitable à l'ère du néolibéralisme ? » demande la chercheuse étasunienne Hester Baer (2016 : 18). Face à la stratégie néolibérale d'appropriation des dynamiques émancipatrices des mouvements sociaux dont le féminisme ; le potentiel de résistance via Internet est-il probable ? Certain·es affirment la tendance à « défaire le féminisme » provoquée par les sociétés néolibérales, le construisant comme inutile et dépassé (McRobbie 2009). Les discours d'individualisation propres au néolibéralisme transforment les « projets systémiques de résistance en actes de rébellion privés marchandisés » (Mohanty 2013 : 968). Les « micro-rebellions » digitales féministes feraient le jeu de l'auto-promotion et auto-gouvernance (Salime 2014). *A contrario*, d'autres estiment que les protestations en ligne combattent discursivement la réduction néolibérale du politique au personnel en rendant visible le caractère oppressif global, les inégalités structurelles, construisant ainsi une

politique féministe collective (Baer 2016). L'activisme virtuel s'affirme alors face à la négation des alternatives par le capitalisme ; mettant l'accent sur le processus de recherche de nouveaux paradigmes, langages et symboles politiques (*ibid.*).

Les assauts néolibéraux contre le système de santé, l'éducation, les retraites, ne sont pas un fait national mais global (Arruzza et al. 2019). Dans notre étude, les résistances en ligne contre les attaques aux retraites et autres domaines des politiques sociales se mobilisent. Par cette forte mobilisation en ligne, les membres de l'espace affirment leur lutte pour la défense du travail et des services nécessaires à la vie matérielle. Cette mobilisation n'est pas en-dehors de la lutte féministe agroécologique, au contraire : cette donnée indique la compréhension systémique de ce groupe qui défend la reproduction sociale dans sa globalité, gravement attaquée par le néolibéralisme déployé par les réformes de Michel Temer.

• **Registres visuel et émotionnel**

Dans la lignée de l'étude des formes de mobilisations, nous identifions les autres types d'usages militants du média social. Avec Facebook, il est possible de partager des liens vers des sources externes (par exemple, des articles de presse), de poster des statuts (c'est-à-dire des commentaires rédigés), de poster des photos et des vidéos, ou de créer des événements pour inviter celles et ceux qui suivent l'actualité d'une page à venir y participer (une réunion publique, la projection d'un film, entre autres).

Le tableau 8 ci-dessous nous indique quels types de contenus sont davantage mobilisés selon les pôles.

Pôles	Vidéo	Photo	Statut	Lien	Événement	Total
Agroécologique	8,16%	52,55%	3,44%	34,79%	1,05%	100,00%
Féministe	9,42%	51,23%	4,68%	30,92%	3,75%	100,00%
Femmes rurales	8,97%	53,21%	5,48%	31,52%	0,82%	100,00%
Mouvementéiste paysan	18,78%	58,00%	1,18%	21,59%	0,45%	100,00%
Académique	7,93%	34,05%	1,68%	54,98%	1,36%	100,00%
Syndical rural	12,05%	76,54%	5,05%	6,02%	0,33%	100,00%
Total (Valeur brute)	10,77% (5 953)	54,73% (30 251)	3,40% (1 880)	29,80% (16 471)	1,30% (720)	100,00% (55 275)

Tableau 7: Type de contenus partagés par pôle
Auteur : Figeac, 2019

Les administratrices et administrateurs des pages utilisent peu les statuts pour exprimer une idée. La forme purement textuelle n'est pas privilégiée. Ce sont davantage des contenus qui sont publiés : dans 96,6 % des cas, les publications sont composées autour d'une image, d'une vidéo ou d'un lien vers un article - chacune de ces publications étant introduite par un commentaire écrit. Le média textuel seul sur Facebook fait peu partie du répertoire d'action virtuel de cet espace.

En revanche, les photos sont au cœur des logiques de publication dépassant les 50 % pour chaque pôle, à l'exception du pôle académique. Le pôle « Syndical rural » est celui qui mobilise le plus les photos dans ces publications, avec 76,54 % de ces contenus partagés. Les mouvements paysans transmettent quant à eux surtout des vidéos (58 %) alors que le pôle « Académique » partage un nombre plus important de liens (54,98 %) vers des sources d'informations extérieures à Facebook (des articles de presse, des sites Internet, entre autres). La fonction politique (Thrift 2014) de promotion de l'engagement militant est réaffirmée notamment par le pôle « Féministe » qui partage un nombre d'événements (marche, réunions publiques, *ato*, entre autres) (3,75 %) significativement supérieur aux autres pôles.

Cette surreprésentation des photos (54,73 %) dans les logiques de publications suggèrent deux éléments : l'articulation des savoirs et l'interpellation émotionnelle (Jasper 2016). L'image combinée au texte sollicite deux types de mémorisation (visuel et cognitif) ce qui va dans le sens d'une articulation des registres de savoirs chères aux approches féministes agroécologiques et d'une plus importante diffusion des informations postées. Par ailleurs, l'interpellation émotionnelle que provoquent les images suscite l'attention et la curiosité mais aussi une émotion en lien avec le contenu de l'image. Nous avons vu précédemment les modes de militances sentipensées où les émotions sont utilisées à des fins pédagogiques et de cohésion groupale. Nous voyons que ces registres politiques sont retranscrits dans l'usage militant du média social.

Ce panorama descriptif des usages de Facebook et des formes de mobilisations en ligne présenté, nous allons approfondir la dimension discursive des résistances.

4.3 La vision féministe agroécologique

La méthode utilisée récolte les contenus publics des publications des différents pôles sur leur page Facebook. Ce corpus de texte est analysé avec la méthode Reinert (1983) implémentée dans le logiciel libre IRaMuTeQ (Ratinaud et Marchand 2012).

Ainsi, les différentes thématiques qui structurent le corpus textuel²²⁹ peuvent être identifiées par une classification hiérarchique descendante (une succession de bi-partitions reposant sur une analyse factorielle des correspondances). Les « mondes lexicaux » (M. Reinert 1993) qui se dégagent présentent alors les différentes thématiques abordées dans le corpus.

Ainsi, la structuration des débats en ligne émerge : quelles sont les thématiques les plus traitées au sein des publications des pages Facebook de l'espace ? Quels sont les termes du débat ? Nous détaillons le contenu des différentes classes thématiques qui émergent dans les discours en ligne entre 2013 et 2017.

• Les mots clés : « femme » avant tout

L'analyse lexicale révèle tout d'abord que le terme le plus récurrent dans l'ensemble des discours en ligne est le mot « femme » (cf. Illustration 56). Tous les pôles le mobilisent fréquemment dans leurs publications. Ensuite, les termes les plus utilisés renvoient aux enjeux de résistance (*mouvement, social, lutte, politique*), à l'agroécologie (*agroécologie, agriculteur, travailleur*) et aux échelles d'action (*rural, national, Brésil*).

²²⁹ La première étape de cette analyse est un pré-traitement lexical. Pour la réaliser, le contenu textuel a été lemmatisé afin de réduire la variabilité lexicale. Ce traitement consiste à ramener les mots à la forme qu'ils auraient dans un dictionnaire : les noms sont mis au singulier, les adjectifs au masculin singulier et les verbes à l'infinitif. Dans la suite de l'analyse, seules les formes pleines (les noms, les adjectifs, les adverbes et les verbes) seront utilisées. Les mots outils (les pronoms, les auxiliaires, les conjonctions ...) seront utilisés en variables supplémentaires et donc ré-injectés dans les résultats après la classification. La classification proprement dite intervient sur la matrice de présence/absence qui croise les publications Facebook et les formes pleines. Cette matrice présente donc les publications Facebook en ligne et les formes pleines en colonne. On note 1 dans la matrice lorsqu'une forme est présente dans une publication et 0 lorsqu'elle est absente. Le processus de classification consiste à opérer une série de coupure en deux des lignes de cette matrice de façon à réunir les publications qui ont tendance à contenir les mêmes mots. Cette étape repose sur une analyse factorielle des correspondances dont le premier facteur est utilisé pour déterminer deux groupes de publications qui maximisent l'homogénéité interne des groupes et l'hétérogénéité entre les deux groupes. Après chaque partition, la matrice correspondant au plus grand des groupes déjà constitués va subir le même traitement. Ces opérations se répètent jusqu'à obtention du nombre de classes terminales paramétré par l'utilisateur. Une fois les classes terminales obtenues, elles sont décrites à partir du lexique qui les caractérise. Ce lexique est constitué des mots qui sont significativement surreprésentés dans la classe si on la compare à l'ensemble des autres classes (sur la base d'un Chi2).

N°	Termes	Occurrence	N°	Termes	Occurrence
1	Mulher	15103	21	Terra	4380
2	Dia	11976	22	Encontro	4356
3	Nacional	8542	23	Contag	4289
4	Trabalhador	8319	24	Participar	4236
5	Brasil	8015	25	Pais	4199
6	Rural	7749	26	Vida	4147
7	Feira	7599	27	Politica	4115
8	Direito	7545	28	Agricultura	4020
9	Agroecologia	7228	29	Governo	3982
10	Agricultor	7130	30	Popular	3913
11	Social	6909	31	Água	3825
12	Luta	6703	32	Programa	3779
13	Movimento	6073	33	Comunidade	3763
14	Projeto	5874	34	Produtivo	3742
15	Publico	5860	35	Região	3715
16	Campo	5081	36	Familiar	3709
17	Brasileiro	4977	37	Povo	3525
18	Politico	4886	38	Educação	3356
19	Reforma	4566	39	Município	3348
20	Organização	4444	40	Camponês	3307

Tableau 8: Termes les plus mobilisés par l'ensemble du corpus

Notons que les termes les plus utilisés par l'ensemble du corpus sont très proches des termes les plus utilisés par le pôle « Femmes rurales ».

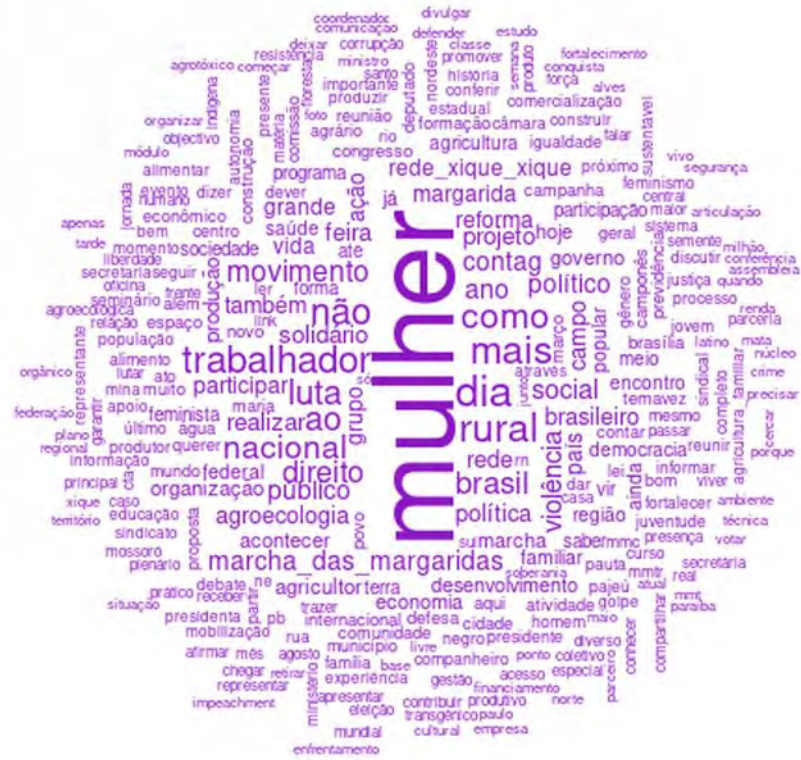


Illustration 57: Nuage de mots des termes les plus mobilisés par le pôle "Femmes rurales"

Auteur : Figeac, 2019

Les termes en commun avec le corpus global qui figurent parmi les plus utilisés par le pôle « Femmes rurales » sont *femme* avant tout, puis *travailleur*, *lutte*, *rural*, *mouvement*, *politique* ; soit des termes relatifs aux droits et luttes historiques pour le statut de « femme travailleuse rurale » (voir les chapitres précédents : *Résister-r-exister sur le territoire* et *Politiser de façon sentipensée* à ce propos) mais aussi à la dynamique militante et politique. Pour ce pôle, les citations de la *Marcha das Margaridas* sont plus importantes, réaffirmant la *Marcha* comme le rendez-vous et l'espace central de la lutte des femmes rurales.

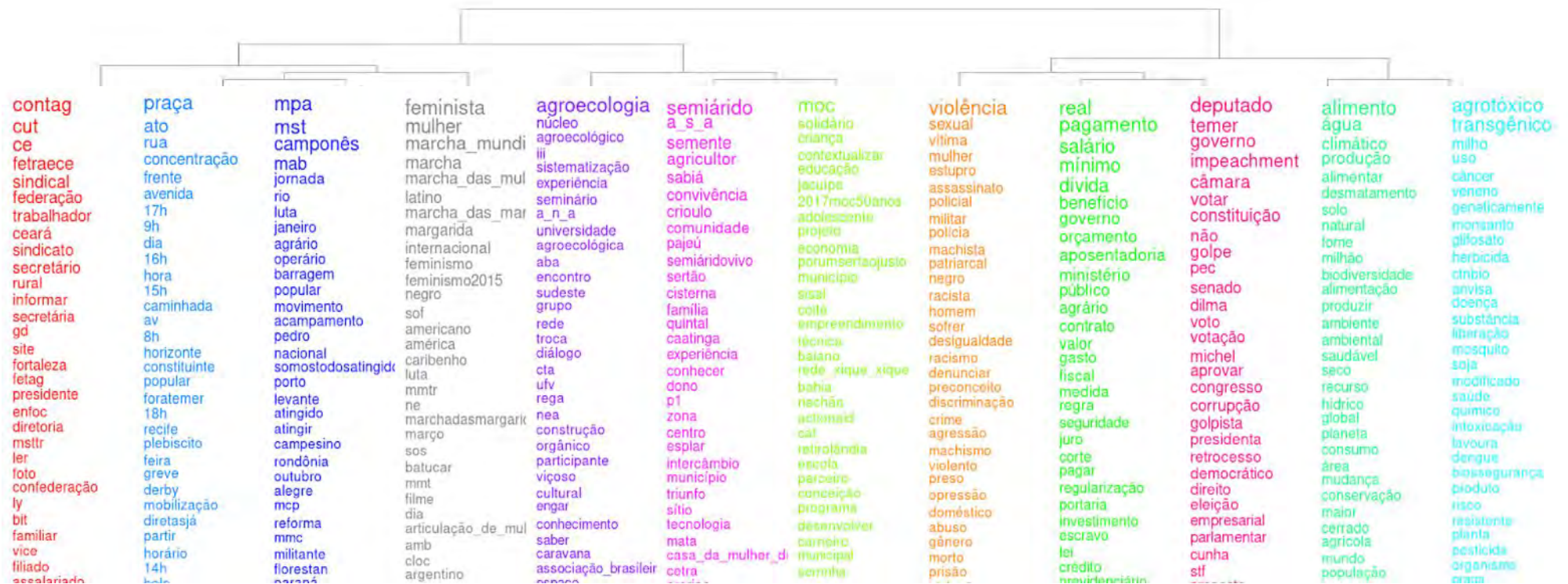
Ainsi, il est possible de caractériser le centre névralgique des discours en ligne. L'espace féministe agroécologique met en lumière le sujet social et politique central dans/de sa lutte : « femme ». Il s'agit du mot rassembleur, du mot clé. Suivi d'occurrences caractérisant le « rural », l'usage digitale vient réaffirmer la bannière politique : « femmes rurales ». Facebook réaffirme la politique identitaire intersectionnelle construite par l'ensemble des militantes dans une dynamique de coalition.

Ces premières observations sont approfondies avec l'analyse statistique des classes lexicales les plus évoquées dans les publications collectées au sein de toutes les pages de notre corpus. Si les études sur la construction d'alternatives se concentrent sur les formes de mobilisations ou (parfois et) sur les dimensions discursives, l'analyse lexicométrique permet d'explorer les deux axes : d'un côté, les registres d'action émergent ; de l'autre, les enjeux de luttes sont identifiés.

Un dendrogramme composé de 12 classes de discours présente les termes du débat. Deux sous-groupes se distinguent : d'un côté, à gauche de l'arborescence, un répertoire lexical qui renvoie aux modes d'action ; de l'autre, à droite de l'arborescence, un répertoire autour des enjeux de la lutte. Les publications des différents pôles sont structurées au sein de ces deux grands sous-ensembles (voir Tableau 10). Le premier regroupe sept classes de mots situées, à gauche sur le dendrogramme (C1 à C7), le second comporte cinq classes de mots (C8 à C12). Nous les détaillons séparément à suivre.

*Tableau 9: Classes lexicales des publications Facebook de l'ensemble des pôles.
Auteur-e : Figeac et Prévost, 2019*

Les registres d'actions							Les enjeux de luttes systémiques				
Registres des mobilisations				Répertoires des projets et méthodes			Dénonciations			Modèles en dispute	
Entités syndicales	Organisation mobilisations	Répertoire mouvementéiste paysan	Entités et mobilisations féministes	Organisation et méthodes du milieu académique	Entités et projets ONG	Projets ONG	Violences	Réformes	Golpe	Agroécologie	Agrobusiness
C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12
8,5%	6,5%	6,5%	8,2%	10,2%	10,1%	8,1%	6,6%	7,6%	11,6%	10,2%	5,9%



• Action institutionnelle et action militante

Intéressons-nous au premier sous ensemble (C1 à C7) : celui-ci s'organise autour de classes lexicales relatives aux registres d'actions de l'espace féministe agroécologique. Ces classes se subdivisent ensuite en deux registres qui renvoient à deux modes de construction du projet alternatif :

1. Le premier registre (C1 à C4) renvoie aux mobilisations. L'usage de Facebook dans une optique organisationnelle et militante ressort clairement avec une classe dédiée (C2) regroupant les lieux, heures de rassemblements, les répertoires d'action (« *ato* », *marche*, *grève*) et slogans (*fora Temer*). Cette classe est liée en priorité aux mouvements paysans (C3) mais aussi aux espaces, événements et organisations féministes (ONG, mouvements, réseaux : C4). Les « marches » forment les termes les plus récurrents, sachant que cela désigne principalement des mouvements/espaces (*Marcha Mundial das Mulheres*, *Marcha das Margaridas*) mais aussi une modalité d'action. Cette donnée réaffirme les « logiques d'agrégation » (Juris 2012) des processus de protestation féministe et global (S. E. Alvarez 2014). Enfin, le pôle « Syndical » est lui aussi rattaché à ce registre et à ce sous-groupe, tout en gardant une autonomie lexicale (la classe à part (C1).
2. Un second registre (C5, C6 et C7) renvoie aux projets et aux méthodes du champ agroécologique en lien avec les pôles « Académique » et « Agroécologique ». Il concerne tout d'abord les méthodes de travail (*systematisation*, *expérience*, *séminaire*, *rencontre*, *dialogue*, *échange*, *caravane*) et, avec la classe 5, les membres du pôle « Académique » (*ANA*, *núcleo*, *ABA*). Cet ensemble de classes montre la posture scientifique adoptée par ce pôle, son objectif d'articuler les savoirs scientifiques et paysans, au moyen de méthodes participatives et en valorisant les expériences paysannes. Le décroisement de l'espace scientifique et la posture d'articulation des savoirs sont réaffirmés par ces résultats.

D'autre part, les membres du pôle « Agroécologique » et les projets agroécologiques apparaissent dans les classes 6 et 7 où sont abordées les méthodes de travail valorisant les échanges avec les communautés rurales (*convivência*, *échange*, *expérience*), l'agriculture familiale (*famille*,

quintal, communauté, semences, crioulo), les projets (*Por um Sertão Justo, educação, projet*). Si ces deux classes relèvent particulièrement des ONG ; il est intéressant de noter que les méthodes de travail sont communes avec celles du pôle « Académique », promouvant les savoirs paysans en priorité.

Dans la partie précédente, nous avons montré que le pôle « Féministe » utilise Facebook pour organiser des événements. La classe 4 de l'analyse lexicométrique corrobore cette observation et montre que ce média social forme bien un outil de mobilisation.

On peut ensuite noter que deux modes d'actions s'articulent au sein de l'espace féministe agroécologique : l'action militante et l'action institutionnelle. Les ONG féministes, les mouvements féministes, les syndicats et les mouvements paysans se situent davantage dans le champ lexical militant et sur le volet organisationnel. Les ONG agroécologiques se positionnent dans le registre de l'action institutionnelle avec un mode de fonctionnement autour des projets et du travail de base avec les communautés rurales, ce qui représente le cœur de l'action des ONG et entités d'accompagnement technique rural œuvrant dans le champ agroécologique. En effet, les politiques publiques impulsées par le dialogue entre société civile et Parti Travailliste au cours des mandats de Luiz Inácio Lula da Silva et Dilma Rousseff favorisent l'émergence de cycles de projets coordonnés par les ONG et associations afin de mettre en œuvre les programmes publics pour l'agriculture familiale et l'agroécologie.

Deux différentes fonctions du média social apparaissent : la fonction politique (Thrift 2014) et la fonction de promotion et de visibilité. Deux usages particuliers apparaissent : Facebook comme outil de promotion et visibilité d'activités et comme outil de mobilisation. Ces résultats font écho aux constats de récentes études portant sur le féminisme noir brésilien et mettant en avant l'importance d'Internet comme espace de promotion de leur participation sociale, culturelle, politique et de leur *empowerment*²³⁰.

L'articulation entre action institutionnelle et action militante démontre que les différentes sphères sociales construisent de façon transversale le projet agroécologique et féministe : une configuration spécifique d'alliances où chaque groupe œuvre

²³⁰ Voir notamment les travaux réunis au sein du symposium thématique « Féminismes et négritude sur Internet : production discursive et résistance », au colloque international *Fazendo Gênero* 2017.

dans un champs spécifique et collabore avec les autres. Ainsi, un front global en ligne se constitue, déployant des forces dans les différentes sphères (institutionnelle et militante) afin de renforcer le projet. Ce résultat montre que Facebook est un des registres d'action dans la constitution de l'espace féministe agroécologique et dans l'articulation de ses pôles.

• Enjeux de luttes systémiques

Le second sous-groupe thématique renvoie à ce que nous appelons les « enjeux de la lutte » : il est composé par les classes lexicales (C5 à C12) situées à droite de l'arborescence du Tableau 10.

Parmi ces enjeux, les deux modèles en conflit apparaissent : d'un côté l'agro-business et ses conséquences (C12) et de l'autre l'agroécologie (C11). Dans le premier (C12), les termes *pesticides* et *transgénique* sont largement surreprésentés, suivis par *cancer*, *poison*, *monsanto*. Dans l'autre (C11), les termes *aliment*, *eau*, *climatique*, *production* sont les plus mentionnés. On trouve également des références aux termes *biodiversité*, *environnement*, *sain*, par exemple.

Les violences systémiques (C8) occupent une place centrale dans les discours. En premier lieu, ce sont les violences de genre qui sont surreprésentées dans cette classe de mots : *sexuel*, *victime*, *femme*, *machiste*, *patriarcal*, *viol*. Cependant les violences racistes (notamment : *noir*, *raciste*, *racisme*), les violences institutionnelles (*policier*, *militaire*, *dictature*, *avortement*), le système capitaliste et les rapports de pouvoir sont largement représentés dans les occurrences. Notons que le terme *féminicide* apparaît 139 fois dans le corpus, avec une surreprésentation dans la classe des violences. Sa mention s'inscrit dans un registre de dénonciation (lorsque des féminicides surviennent) mais aussi de pédagogie rappelant la considération par la loi *Maria da Penha* pour l'élimination de toutes les formes de violence contre les femmes. Les dimensions racistes et LGBT²³¹-phobe du féminicide sont citées dans les publications.

Les violences apparaissent donc dans leur continuum (Kelly 1988) et dans la pluralité de leurs formes : sont mentionnées les violences psychologiques (*rabaisser*, *sexiste*), physiques et sexuelles (*agression*, *viol*), ainsi que la *mort*. Si le thème des violences est surreprésenté dans les discours du pôle « Féministe », elles sont cependant présentes dans les discours de l'ensemble des pôles : cet élément démontre la centralité de la dénonciation des violences dans la lutte menée par l'espace féministe

²³¹ LGBT : lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres.

agroécologique et réaffirme notre analyse des stratégies d'autodéfense (voir chapitre 6).

En considérant le sous-groupe thématique dans son ensemble, les violences systémiques « sociales » apparaissent mais aussi les intrications socio-environnementales : des termes relatifs aux questions et conséquences environnementales (*déforestation, planète, agricole, transgénique*) comme des occurrences sur les conséquences sociales (*cancer, virus, pauvreté*). Ainsi, il existe une compréhension et une discussion sur le processus de violences dans sa complexité. Notons que *Bolsonaro* est cité nominativement dans cette classe de mots. Comme dans les discours des enquêtées, comme dans les registres d'action militants, le sentipenser et le lien avec la Nature apparaît dans les débats sur Facebook, mettant en relief les violences socio-environnementales.

Enfin, la situation politique brésilienne est elle-aussi au cœur des discussions (C9 et C10), on trouve le *golpe* (C10) et les réformes lancées par le gouvernement de Michel Temer (C9). Nombre d'occurrences sont liées à la question des retraites, mesure centrale des mobilisations pendant la période étudiée.

Par ailleurs, l'analyse lexicométrique permet ensuite d'identifier les classes de mots les plus représentées au sein des publications de chaque pôle. Il ne s'agit pas de comparer les discours des différents pôles entre eux mais de saisir quelle thématique est davantage traitée au sein des pôles dans ses publications sur Facebook. Les colonnes figurant en négatif ne représentent pas une absence de ces thématiques dans les discours du pôle mais une moindre présence par rapport aux discours en positif, dans une considération de l'ensemble des discours de ce pôle.

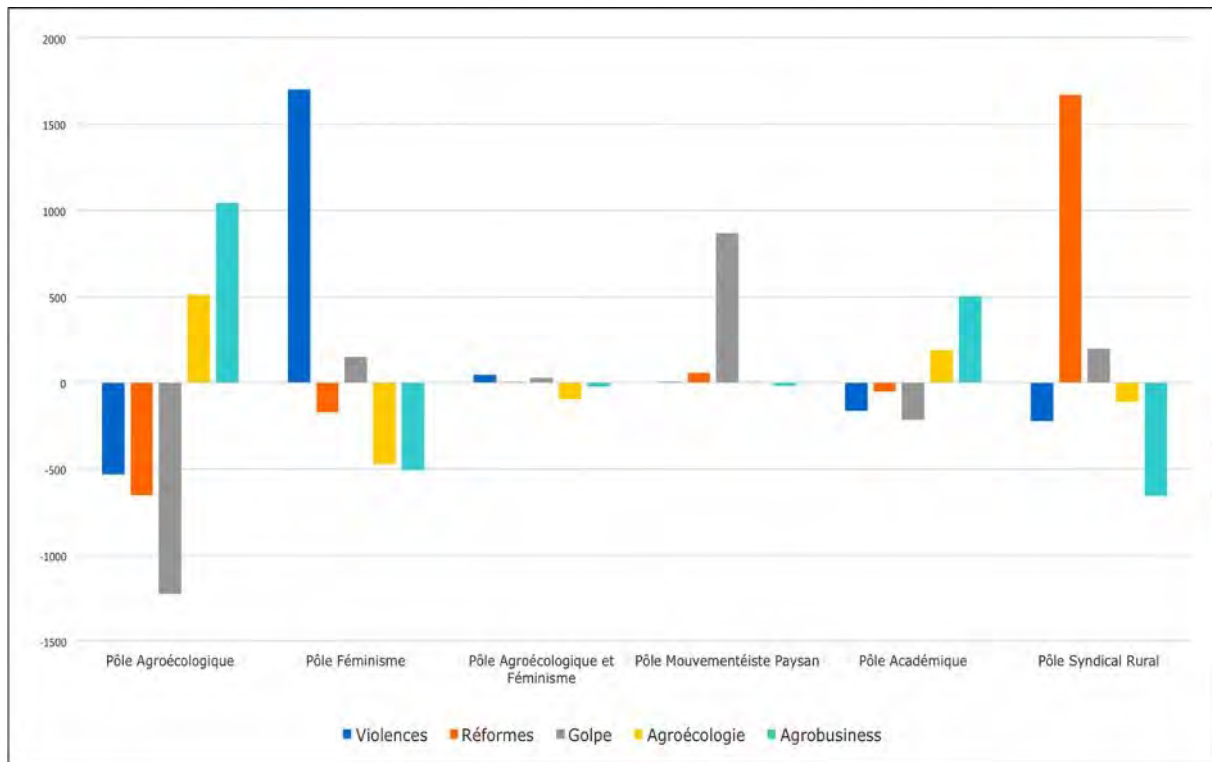


Illustration 58: Surreprésentation des discours sur les enjeux de lutte
Auteur : Figeac, 2019

Il apparaît alors que les questions liées au *golpe* prédominent dans les discours des pôles « Mouvementéiste paysan », « Féministe » et « Syndical ». Les deux modèles en conflit, l'agrobusiness et l'agroécologie, ressortent des discours des pôles « Académique » et « Agroécologie ». Les questions liées aux violences sont largement surreprésentées parmi les thématiques discutées par le pôle « Féministe ». Le pôle « Femmes rurales » ne présente pas de surreprésentation : les différentes classes thématiques de mots sont discutées à parts relativement égales.

Sur l'ensemble des discours, les classes de mots qui prédominent, après celles liées au *golpe* (C10 : 11,6 %), sont celles liées à l'agroécologie (C11 : 10,2 %), ses méthodes de travail (C5 : 10,2 %) et les entités et projets des ONG : 10,1 %. Notons que ces surreprésentations sont légères. L'ensemble des classes de mots est plutôt équilibré (de 5,9 % à 11,6 %). Alors que le champ lexical féministe a des classes de mots dédiées (les violences et les mobilisations féministes), le champ lexical de l'agroécologie est davantage dilué dans différentes classes : lié à la recherche, aux projets, à la production, aux groupes et modes de travail.

L'arène virtuelle de l'espace féministe agroécologique affirme sa mobilisation autour de résistances interconnectées. Les discours en ligne autour des enjeux de lutte caractérisent trois fonctions de Facebook pour l'espace : les fonctions pédagogique, dénonciatrice et de promotion. Les pôles visent à dénoncer non seulement l'agrobusiness mais aussi le *golpe*, réaffirmant ainsi ce que nous désignons comme l'agrocapi-tal : le pouvoir étatique et le pouvoir de l'agro-industrie sont inextricablement liés et leur violence est dénoncée conjointement dans les mobilisations en ligne. Les violences institutionnelles, structurelles, socio-environnementales sont au cœur des discours. La prise de conscience et la vulgarisation des possibles féministes et agroécologiques sont promues sur Internet. Ce discours s'affirme comme l'énonciation d'un discours contre-hégémonique. Ainsi, la teneur des débats exprimés sur Facebook concentre et visible les différentes modalités de résistances et de politisation développées par l'ensemble des pôles, aussi bien dans les arènes territoriales que dans les institutions et les organisations. Facebook se présente comme une vitrine du discours dissident global.

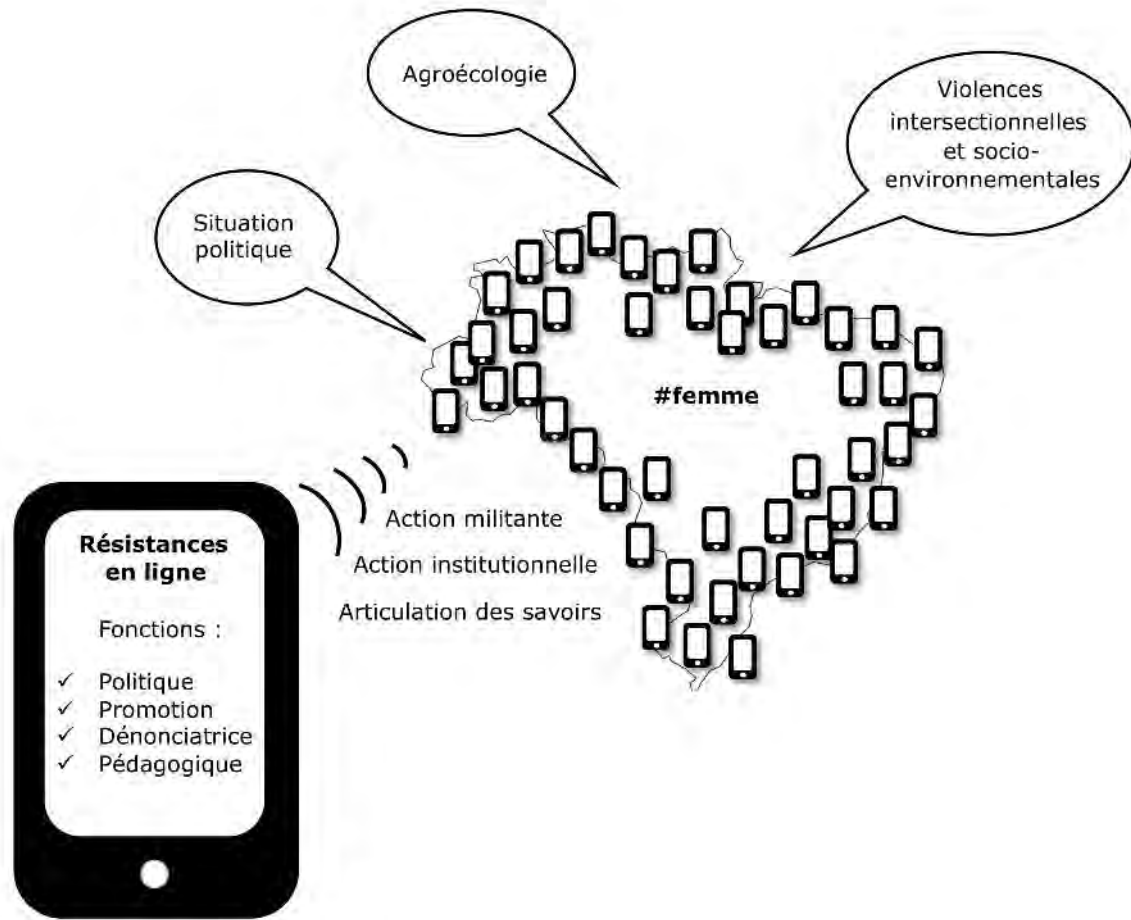


Illustration 59: Résumé graphique chapitre 7-2 : « Une diffusion du discours dissident ». Auteurs : Chalumeau et Prévost, 2019

CONCLUSION

POUR UNE CARACTÉRISATION DE L'*EMPOWERMENT* SOCIO- ENVIRONNEMENTAL

31 août 2019. Immanuel Wallerstein nous quitte. Son affirmation reste : « Le capitalisme touche à sa fin ».

Étudiant le temps des cycles longs conjoncturels, le sociologue étasunien déclare, dans un entretien à *Le Monde* (Wallerstein 2008), que

« Nous sommes entrés depuis trente ans dans la phase terminale du système capitaliste, le capitalisme ne parvient plus à « faire système », au sens où l'entend le physicien et chimiste Ilya Prigogine (1917-2003) : quand un système, biologique, chimique ou social, dévie trop et trop souvent de sa situation de stabilité, il ne parvient plus à retrouver l'équilibre, et l'on assiste alors à une bifurcation. La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alors, et l'on voit émerger une lutte, non plus entre les tenants et les adversaires du système, mais entre tous les acteurs pour déterminer ce qui va le remplacer. Je réserve l'usage du mot « crise » à ce type de période. Eh bien, nous sommes en crise. Le capitalisme touche à sa fin. »

Dans ce contexte, les scientifiques peuvent assumer un rôle : « une fois qu'on a compris ce qu'il se passe réellement, il faut faire un choix moral, de ce qu'on veut réaliser. Une fois ces choix moraux faits, il faut faire une analyse des moyens politiques pour arriver à ces fins. » (entretien France Culture Wallerstein 2014). « Una lucha epistémica-política » [une lutte épistémo-politique], ajouterait certainement la pédagogue de la décolonialité Catherine Walsh (2009).

C'est le choix fait dans cette thèse. En effet, nous souscrivons à l'idée de Catherine Walsh affirmant que « l'action de faire-penser-sentir-analyser-théoriser et lutter » est « nécessaire et urgente » (2009). Cette thèse a, en effet, pour ambition de proposer une sociologie de la construction d'une « utopie réelle »,

articulant les revendications égalitaires et la lutte socio-environnementale. Cette démarche documente un exemple de « féminisme environnementaliste » (Agarwal 2007).

Nous fondons notre recherche sur l'exemple de l'alternative féministe agroécologique au Brésil. À la fois « laboratoire socio-environnemental » (Chartier et Löwy, 2013 : 20) et « laboratoire d'un modèle de développement socio-économique », l'Amérique Latine et le Brésil se trouvent au cœur de logiques en conflits, d'enjeux socio-environnementaux et politiques. La funeste actualité du mois d'août 2019 l'illustre : pendant que l'Amazonie brûle (notamment du fait d'actes volontaires pour l'agrobusiness), Jair Bolsonaro et Emmanuel Macron s'affrontent dans une crise diplomatique sur la souveraineté de l'Amazonie et dans une crise masculiniste sur l'esthétique et le jeunisme de leur épouse.

Le Brésil se présente, dans ce parcours de recherche, comme un terrain d'étude exemplifiant une sociologie d'un mouvement alternatif. Les conflits socio-environnementaux et les initiatives émancipatrices œuvrent comme un miroir grossissant de notre démarche : visibiliser des possibles qui érodent le système capitaliste (Wright 2010_2017). Le choix de ce terrain permet également de mobiliser, dans l'espace académique français, les catégories conceptuelles et les cadres de pensée latinoaméricains encore peu visibilisés. Il s'agit d'enrichir la sociologie du genre et la sociologie des mouvements sociaux en mettant en exergue des traditions réflexives peu présentes dans la recherche française, ainsi que le caractère heuristique des approches socio-environnementales, s'inspirant de différentes disciplines.

1| La démarche d'une science sociale émancipatrice

« La recherche d'alternatives à la configuration profondément excluante et inégale du monde moderne exige un effort pour déconstruire le caractère universel et naturel de la société capitaliste-libérale. Cela exige la remise en question des prétentions à l'objectivité et à la neutralité des principaux instruments de naturalisation et de légitimation de cet ordre social : l'ensemble des savoirs que nous connaissons mondialement comme sciences sociales. » (Lander, 2005 : 8)

Étudier une « utopie réelle » s'inscrit dans notre intention de développer des sciences sociales émancipatrices, comme nous y invite le sociologue états-unien Éric Olin Wright; ne serait-ce que dans la volonté de documenter, analyser et diffuser d'autres possibles afin de les multiplier. L'*empowerment* s'affirme au cœur de notre démarche et de notre analyse. Il est également au cœur de cette partie conclusive puisque nous allons proposer une caractérisation d'une politique de l'*empowerment* socio-environnemental à partir des résultats de cette recherche. À cette fin, nous nous inspirons du cadre conceptuel développé par la sociologue afro-américaine Patricia Hill Collins dans *La pensée féministe noire*, chapitre 12 : *Vers une politique de l'empowerment*.

Il existe un trait commun entre l'objectif de faire une science sociale émancipatrice et la qualification d'une politique de l'*empowerment* : la reconsidération du rôle des savoirs. Pour Éric Olin Wright, une science sociale émancipatrice vise la production de connaissances scientifiques qui œuvrent pour un projet collectif en luttant contre les oppressions (2017 : 29). Patricia Hill Collins place les savoirs au cœur de l'*empowerment*. À partir d'un paradigme de « l'enchevêtrement des oppressions » qui reconnaît l'agentivité individuelle et collective, il est possible de reformuler les rapports sociaux de domination et de penser les résistances. Ce qui est considéré comme du savoir doit être observé à la lueur de la « colonialité du savoir » (Lander 2005), des dynamiques de pouvoir (Lugones 2008; Quijano 2005). Il est alors nécessaire d'offrir un nouveau savoir sur le vécu des minorisé·es, d'impulser une épistémologie qui critique le savoir dominant et permette de redéfinir les réalités (Hill Collins 2009_2016 : 414).

C'est pourquoi, nous nous attachons, dans cette thèse, à saisir aussi bien l'enchevêtrement des oppressions sociales (*ibid.*) mais aussi l'enchevêtrement des oppressions *sociales* et *environnementales*, à partir des cadres de pensée décoloniaux et écoféministes. En parallèle, il est question d'identifier les différentes dimensions du processus d'*empowerment* : individuelle, collective, socio-environnementale.

Afin de proposer une caractérisation de la démarche épistémologique, nous présentons les moyens mobilisés dans le cadre de cette recherche. Il ne s'agit ni d'élaborer une typologie méthodologique, ni épistémologique, ni même de faire la liste des méthodes nécessaires à cette démarche. Rappelons que notre enquête, tout comme la chercheuse, est située socialement, temporellement. Ancrées dans un contexte spécifique, les démarches épistémolo-

giques et méthodologiques correspondent donc à cet espace-temps et à ce positionnement spécifique de la chercheuse, du terrain de recherche et des enquêtées. Au Brésil, en Amérique Latine et ailleurs, nombre d'autres méthodes et démarches sont développées. Leur pertinence et potentiel transformateur méritent une « traduction interculturelle » (Santos, 2018) – qui reste encore à faire ou à diffuser – afin qu'elles inspirent d'autres chercheurs-euses, comme cela est le cas avec nous. Nous retiendrons trois principaux axes au fondement de notre démarche pour une science sociale émancipatrice : l'analyse de la violence, le questionnement des cadres de pensée, le choix cohérent de méthodes d'enquête.

• Analyser la violence

Une analyse de la violence vise à saisir la constitution et l'expression de la violence dans sa dimension structurelle, disciplinaire, hégémonique, et interindividuelle²³² (soit les quatre domaines interdépendants du pouvoir). Vaste chantier. Nous identifions des espaces sociaux charnières dans notre démarche.

Faire une sociologie des absences

Une des étapes de l'analyse d'une utopie réelle est l'élaboration d'une « théorie des failles et des contradictions », soit l'identification des processus qui reproduisent la structure des rapports de pouvoir, l'identification des obstacles auxquels se heurte toute transformation émancipatrice (Wright, 2010_2017 : 440). Cette démarche vise à saisir les moyens de créer les possibilités réelles de transformation. Cette étape présente les mêmes objectifs que l'invitation à saisir « l'enchevêtrement des oppressions » (Hill Collins 2009_2016). C'est donc dans cette optique que nous réalisons une analyse systématique de la violence.

Nous l'avons vu au long de cette thèse, la « colonialité du savoir » (Lander, 2005) est au cœur de l'organisation et la reconduction des oppressions. Elle peut s'exprimer par l'épistémicide ou la négation sociale d'autres savoirs et individus producteurs·trices de savoir. Cette « colonialité du savoir » s'articule

²³² Selon Patricia Hill Collins, la dimension structurelle organise l'oppression (au moyen d'institutions, de lois, de politiques publiques), la dimension disciplinaire gère l'oppression (par l'intermédiaire des modes de fonctionnement et d'organisation de ces institutions), le domaine hégémonique justifie l'oppression (par l'idéologie, la culture et le façonnage des consciences), le domaine interpersonnel influence le vécu quotidien et la conscience individuelle qui en résulte (se constitue des pratiques quotidiennes banales).

à l'androcentrisme des sciences (entre autres Chabaud-Rychter, Descoutures, Devreux, et Verikas 2010; Lugones 2008; N.-C. Mathieu 1991_2013).

Pour ce qui est de l'agroécologie, aussi bien les agentes féministes (les signataires de la lettre à Francisco Caporal par exemple) que les travaux scientifiques (à l'instar de ceux de Emma Siliprandi) alertent sur les biais androcentriques des scientifiques et de la discipline. C'est là notre postulat de départ de la thèse. Nous réalisons donc, en premier lieu, une sociologie des absences (B. de S. Santos 2002) ciblant l'agroécologie afin d'identifier les obstacles à sa capacité transformatrice.

Ainsi, une « théorie des failles et des contradictions » pour une science sociale émancipatrice doit s'attacher à scruter les épistémologies mobilisées comme les espaces scientifiques en présence.

Identifier les oppression enchevêtrées

Il est par ailleurs question de saisir la *continuité* comme le *continuum* des violences, en appréhendant l'enchevêtrement des enjeux environnementaux et sociaux.

Pour cela, il est utile de retracer les histoires de lutte, de saisir dans la trajectoire nationale, dans les sphères mésosociales et microsociales, les liens entre appropriation de la Nature et appropriation des groupes sociaux minorisés, le lien entre enjeux territoriaux et enjeux sociaux. Nous abordons donc l'histoire du Brésil et l'intrication entre colonialité, politique et territoire, à travers une revue de la littérature des luttes historiques, une monographie de luttes localisées (à l'échelle d'un *assentamento*), mais aussi à travers l'identification des attaques antiféministes au sein d'organisations se présentant comme œuvrant pour l'utopie réelle.

S'appuyer sur la continuité des luttes permet de saisir combien la « nature colonisée » (Alimonda 2011) est au cœur des oppressions et résistances passées et présentes. Cette dimension nous éclaire sur l'importance, pour les enquêtées, de leur travail productif et de leur travail de *care* social et environnemental. Les histoires sont entremêlées, il existe un enjeu heuristique à saisir ces nœuds et les processus de leur constitution.

• Questionner les cadres de pensée

Questionner notre cadre de pensée immergé dans la colonialité du savoir se présente comme incontournable pour deux motifs principaux:

- i) prendre la mesure du changement de paradigme d'une pensée féministe rurale brésilienne ;
- ii) saisir les enjeux en présence sur le terrain à partir d'une position d'universitaire blanche et européenne.

Sortir des cadres de la colonialité du pouvoir

Aussi, comment saisir la pratique d'une pensée qui s'oppose à la rationalité eurocentrique, coloniale, androcentrique ? L'écoféminisme, l'Écologie Politique Latino-américaine et le féminisme décolonial nous proposent une compréhension critique des effets de la « colonialité du pouvoir » (Quijano 2005) et de la « colonialité de genre » (Lugones 2008). Ces cadres permettent de saisir l'appréhension socio-environnementale *in situ*. Cependant, afin d'approcher l'expression et les effets d'une pensée critique, la mobilisation de catégories conceptuelles élaborées et utilisées en Amérique Latine et au Brésil se révèle centrale. Ce choix donne accès à la compréhension d'une rationalité non familière pour une Occidentale.

Par exemple, la catégorie d'Amérique Latine ouvre la boîte de Pandore des effets de la colonialité. La notion de sentipensée révèle les liens entre humains et Nature et la fusion entre émotions et raison. Il est aussi question d'opter pour l'intégration, à l'analyse, de différents supports qui permettent de mettre en lumière la sentipensée : non seulement les supports militants mais aussi les productions des enquêtées ou de femmes rurales, comme les chants, les poèmes, par exemple. La compréhension de ce type de supports et des représentations véhiculées par ceux-ci n'est possible qu'en passant du temps avec les individus – sur place, au sein des groupes et des communautés – qu'en développant une confiance, une empathie réciproque, voir une amitié.

Tisser des liens épistémologiques

L'option est de mobiliser des cadres de pensée latinoaméricains et de les articuler aux cadres de pensée de la sociologie du genre et des études féministes francophones ou occidentaux. L'exclusion de travaux occidentaux n'est ni pertinente ni honnête étant donné le positionnement social de la production de la

thèse et de la chercheuse. En effet, il est davantage question de refléter le travail réalisé par une Occidentale dans une démarche de rupture avec la colonialité du savoir. Comme le défend Patricia Hill Collins, il ne s'agit pas de fonder l'analyse sur une seule tradition intellectuelle. Au contraire, la valorisation de différents cadres de pensée qui se nourrissent mutuellement représente une option visant à tisser des liens entre les approches sociologiques, entre les féminismes, entre les luttes, entre les femmes.

• Construire les méthodes

Pour mettre en œuvre ces choix épistémologiques, l'identification de méthodes et de moyens se réalise à partir d'une approche qui lie la posture scientifique aux objectifs épistémologiques dans une perspective d'*empowerment*.

Centrer sur la parole

Mettre la parole au centre est un élément clé de ce parcours de recherche. Afin de saisir la violence subie, les oppressions en présence, les résistances développées et les effets dans la réalité des individu·es ; la parole reste l'outil névralgique de cette démarche. De plus, dans un objectif d'*empowerment*, les enseignements de Paulo Freire nous portent à accompagner la rupture du *silenciamento* opérée par les groupes niés socialement.

Les méthodes sont : i) la mobilisation des récits de lutte et récits de vie à l'échelle microsociale ; ii) l'accompagnement et la visibilité de cette parole à l'aide de l'outil filmique participatif (*Mulheres rurais em movimento*) ; l'appréhension de la parole groupale construite collectivement au moyen d'une ethnographie en ligne (la diffusion de discours sur les médias sociaux).

La focale sur la parole nécessite également des conditions d'enquête matérielles et humaines particulières, comme des temporalités longues, le développement d'une proximité avec les enquêté·es. Ces éléments nécessitent de questionner la dite « neutralité » scientifique, de repenser les temps passés sur le terrain avec les enquêtées tout comme les façons de se lier aux individu·es.

Repenser les méthodologies scientifiques et la posture de chercheur·euse

La démarche participative se présente alors comme centrale, voir indispensable. Elle tend à horizontaliser les savoirs : les savoirs scientifiques vis-à-vis

des autres types de savoirs ; les savoirs vis-à-vis du faire ; les différents registres qui *font* savoir ; les différents registres de transmission, de réception, de mémorisation – que sont le lire, le voir, l'écouter. La spécificité de cette approche méthodologique réside dans le développement d'un « pouvoir intérieur » (notamment par le travail sur la prise de la parole dans la réalisation comme dans la diffusion du film), d'un « pouvoir de » (par l'acquisition de compétences nouvelles et par l'apprentissage pluriel) et d'un « pouvoir collectif » (l'aboutissement possible uniquement grâce à la force du collectif) non seulement pour les militantes du MMTR mais aussi pour la chercheuse. Les dynamiques d'*empowerment* pré-existantes au sein du collectif des enquêtées, leur intégration de la chercheuse à leurs sphères sociales, et le « faire ensemble » sont les clés du déploiement d'un *empowerment* pour elles comme pour la chercheuse, dans une « expérience humaine et scientifique » (Bensa 2014: 151).

L'ensemble de ces démarches sont interconnectées et s'auto-alimentent. Elles permettent le déploiement des unes et des autres.

• Rencontrer des limites

Le caractère expérientiel de cette démarche rencontre des obstacles et des biais qu'il est utile de mentionner. La reconnaissance de ceux-ci permet éventuellement à de futures approches de les considérer et de créer les conditions permettant de les circonscrire. Du moins, il est question de s'y préparer professionnellement et personnellement.

Le temps et les conditions de recherche:

Les temporalités courtes sur le terrain entravent, selon nous, le développement des approches et des outils utiles à une science sociale émancipatrice.

« Il faut avoir établi des relations de longue haleine, fondées sur la confiance, avant de se risquer à poser des questions sérieuses et réfléchies. » (2013: 40) affirme Philippe Bourgois dans son enquête sur la culture de la rue et les processus de marginalisation de *El Barrio* à New York. En effet, les processus humains nécessaires s'avèrent longs : le « faire ensemble » comme la nécessaire empathie et l'établissement d'une relation de confiance se construisent au fil du temps et par le fait d'être ensemble. L'anthropologue français Alban Bensa étudie pendant des années les luttes anticoloniales Kanak. Selon lui, l'attitude scientifique ne peut se déployer dans la durée que par une sympathie,

voir une fidélité à la cause, une « solidarité pratique, condition même de l'enquête de terrain » (2011 : 47). De tels liens se tissent difficilement avec les temporalités généralement à l'œuvre dans les cadres de recherche dominants (quelques semaines sur le terrain au mieux) (Bensa 2014). Comme l'indique toujours Alban Bensa (2008 : 20) :

« La pression institutionnelle exercée désormais toujours plus fortement sur les recherches en sciences sociales (exigence de rapidité dans la production des conclusions, réponses à des appels d'offre ciblés, thèse en trois ans, etc.), le développement des enquêtes courtes multi-sites, la demande croissante en analyses générales accessibles à un large public et pouvant orienter les décideurs politiques, ne favorisent plus guère les entreprises de connaissance fondées sur l'établissement progressif d'une érudition locale ou régionale. J'entends par là la constitution d'un savoir déterminé par une histoire qui ne peut, sauf à se voir amputée de sa singularité, être appréhendée par les raccourcis qu'offrent au chercheur pressé des considérations générales sur l'esprit humain, le sens de l'Histoire ou la globalisation. »

Aussi, la démarche qui est la nôtre requiert des conditions de disponibilité et de présence qui n'entrent pas dans les critères temporels et financiers d'une recherche doctorale et qui s'avèrent hors de portée de nombreuses chercheuses du fait des assignations de genre (les attendus sociaux quant à la maternité par exemple). Comme tout projet transformatif, cette posture vient concurrencer ou se superposer aux temps personnels et professionnels ; demande un investissement de sa personne, un temps de travail gratuit et un investissement propre aux engagements politiques, notamment féministes (A. Cardoso 2019; Jarty 2016). La matérialisation de cette posture dans les temps de vie d'une chercheur·euse tient davantage du « projet de vie » (Jarty, 2016) que du « simple » déploiement d'une enquête de recherche.

Les critiques féministes ont d'ores et déjà mis en avant la contradiction entre les temps de changements sociaux et les temps dévolus par les institutions aux projets. Certain·es universitaires affirment que cela s'applique également aux projets de recherche (Fusi, 2017). Le temps de présence, de suivi, d'accompagnement respectant les temporalités des enquêt·es ou collaborateur·rices recouvre une dimension qualitative (Bessin et Gaudart 2009). Il existe un réel enjeu à redonner de la valeur à la durée, *a fortiori* lorsqu'on développe des approches se voulant transformatrices. Un temps qui ne s'évalue pas seulement en mois passés sur le terrain mais par une « expérience totale » qui

tend à l'« approfondissement de la compréhension du monde social que le chercheur s'est donné pour tâche d'étudier » (Bensa, 2008 : 24).

Le nombre limité d'exemples

Le caractère, somme toute, encore singulier de ce type de choix et de posture scientifiques engendre une autre limite : l'insuffisance de modèles sur lesquels s'appuyer. Il existe, certes, différents types de professionnel·les de la recherche qui optent pour des postures engagées. Nombre de scientifiques dépassent leurs strictes attributions professionnelles et défendent, représentent ou appuient une recherche engagée. Cependant, les retours d'expériences, les écrits réflexifs ou les articles méthodologiques pour la mettre en œuvre restent peu nombreux²³³. Le peu d'écrits sur la question engendre des risques exacerbés d'erreurs de méthodes ou d'analyse, de glissements d'interprétation. Il existe donc un enjeu à proposer des modèles, à relater des expériences épistémologiques comme méthodologiques, à diffuser des retours réflexifs afin de produire une documentation utile à la démultiplication de ces postures et à la limitation de ses coûts personnels et scientifiques.

La validation scientifique

Les risques de marginalisation, d'isolement, les spectres de l'illégitimité scientifique représentent des menaces encore prégnantes qui contraignent le déploiement d'expérimentations sociologiques et scientifiques, *a fortiori* en début de parcours. La validation scientifique se présente comme une épée de Damoclès pesant sur qui prend des libertés méthodologiques ou épistémologiques. De plus, ce choix requiert un travail supplémentaire afin de mettre en œuvre mais aussi de justifier et diffuser, dans différentes sphères, une approche scientifique alternative. Dans ce cas également, la même stratégie que les enquêtées de cette thèse est mobilisable : constituer ou s'insérer dans des « espaces sécuritaires », en première instance. Les groupes scientifiques, les réseaux, les équipes appuyant ou construisant ce type de démarche, travaillant à une science sociale alternative, représentent des « habitats institutionnels » (Taylor,

²³³ Citons, pour exemple, les travaux des membres du GT21 – Diversité des savoirs de l'AISLF (Association internationale des sociologues de langue française) ou des ouvrages collectifs de référence en France comme *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements* (2011, coordonné par Delphine Naudier et Maud Simonet) ou *Les politiques de l'enquête : épreuves ethnographiques* (2008, coordonné par Didier Fassin et Alban Bensa).

1989) permettant ensuite de déployer ces approches vers le reste de l'espace scientifique.

Ces différents éléments caractérisent l'expérience de cette thèse vers une démarche scientifique émancipatrice. Il représente également une tentative, pour la sociologue, de participer, de quelques mesures que ce soit, au processus d'*empowerment*. Le temps permettra un retour davantage réflexif. Nous avons cependant présenté un retour analytique de l'expérience participative déployée dans cette thèse afin de tracer des pistes utiles pour toute personne souhaitant construire un type d'expérience scientifique aux objectifs analogues.

Nous allons maintenant tenter de caractériser la politique de l'*empowerment* socio-environnemental telle que la dessine les résultats de cette thèse. La fluidité du concept d'*empowerment* permet de le mobiliser de façon originale en y intégrant la dimension socio-environnementale. Notre objectif est d'apporter une contribution à la compréhension des processus de résistances et d'*empowerment* à la source de transformations sociales et environnementales.

2| Une caractérisation de l'*empowerment* socio-environnemental

Nous saisissons l'*empowerment* comme un concept à réinvestir dans une perspective analytique renouvelée. Comme le concept de « genre » (Verschuur 2009), l'*empowerment* se transforme ces dernières années en *buzzword* [mot à la mode] qui fait « l'unanimité » (Cartier-Bresson, Destremau et Lautier, 2009 : 727) :

« Aujourd'hui, on ne parle plus « d'échange inégal » ou de « politique industrielle » et beaucoup moins « d'ajustement structurel », ou de « stabilité macroéconomique », mais « lutte contre la pauvreté » et « développement durable » font irruption avec « *empowerment* », « *capabilities* » et « gouvernance ». Plus que le changement de vocabulaire, ce qui importe ici est l'unanimité dans le rapport aux mots : personne n'est « contre le développement durable » ou « pour l'augmentation de la pauvreté ».

Il est nécessaire soit de s'en débarrasser, soit de restaurer sa capacité mobilisatrice (Calvès 2009) en restaurant sa dimension collective et sa focale sur les pouvoirs. Une tâche à laquelle s'attellent nombre d'études féministes (entre autres Berth 2019; Charlier 2006; Destremau 2013; Falquet 2008; Guérin et Palier 2005; Guétat-Bernard et Lapeyre 2017; Hill Collins 2009_2016; Hofmann et Marius-Gnanou 2004; Kabeer 2005; León 1997; Verschuur 2003).

À partir de l'ancrage sur le terrain des résistances féministes agroécologiques brésiliennes, nous proposons une nouvelle approche de l'*empowerment*. Cette amorce de réflexion dépasse la vision classique de l'*empowerment* en intégrant un éclairage « féministe environnementaliste » (Agarwal 2007). Cette démarche offre un regard nouveau à la sociologie du genre, à la sociologie des mouvements sociaux et à la sociologie de l'environnement en France. En croisant les analyses sur le *care* et le *care* environnemental avec les catégories conceptuelles latinoaméricaines telles que la sentipensée, il est question d'ouvrir des pistes réflexives articulant le social et l'environnemental.

Patricia Hill Collins indique que l'*empowerment* s'inscrit dans la transformation des institutions sociales et dans un changement des consciences (2009_2016). La transformation des institutions sociales renvoie au domaine structurel du pouvoir (organisation de l'oppression au moyen d'institutions et de règles) et au domaine disciplinaire du pouvoir (gestion de l'oppression par l'intermédiaire de modes de fonctionnement et d'organisation). Le changement des consciences peut s'opérer dans le domaine hégémonique (qui justifie l'oppression par l'idéologie, la culture) et le domaine interpersonnel (qui influence le vécu et la conscience individuelle, inscrit dans des pratiques du quotidien). Comme le rappelle la sociologue afro-américaine, les différents domaines du pouvoir s'avèrent soit oppressifs, soit vecteurs de transformations. Magdalena León souligne que l'*empowerment* s'exprime justement quand le sujet d'une oppression devient un agent actif de la lutte contre sa propre oppression (2017).

Nous nous appuyons sur les quatre domaines du pouvoir afin de présenter en quoi l'alternative féministe agroécologie étudiée construit une politique d'*empowerment*. Dans le tableau « L'action transformative sur les domaines du pouvoir », nous synthétisons, pour chaque domaine du pouvoir, les techniques de lutte employées, les clés de voûte de l'*empowerment* et les éléments du processus d'*empowerment*. Chaque domaine est poreux : il est influencé et influence les autres domaines.

L'action transformative sur les domaines du pouvoir

	Domaine structurel	Domaine disciplinaire	Domaine hégémonique	Domaine interpersonnel
Techniques de lutte	<ul style="list-style-type: none"> *Entrisme institutionnel *Collaboration entre pôles *S'organiser communautaire et en groupes de femmes 	<ul style="list-style-type: none"> *Faire coalition entre pôles *Espaces dédiés *Care affectif individuel et collectif *Multipositionnalité, fluidité des pôles, circulation entre pôles 	<ul style="list-style-type: none"> *(Se) valoriser les affects, le lien à la nature, les pratiques productives, le <i>care</i> *Politiser les émotions, les violences, les résistances *Ériger ses héroïnes 	<ul style="list-style-type: none"> *Participation productive, militante, politique *Espaces dédiés, collaboration, solidarités, amitiés *Agir sur son <i>quintal</i> et sa production
Clé de voûte d'empowerment	<ul style="list-style-type: none"> * Constituer un espace de la cause * Lutter pour la terre 	<ul style="list-style-type: none"> *Résister aux violences (habitats institutionnels) 	<ul style="list-style-type: none"> *Redéfinir l'identité groupale de sexe, de classe, de race, de sexualité *Préserver/Renforcer le lien à la Terre 	<ul style="list-style-type: none"> *Se réappropriier son identité *Renégocier les normes de genre
Éléments d'empowerment	<ul style="list-style-type: none"> *Encourager et participer à l'élaboration de politiques publiques *S'organiser collectivement pour la revendication de la terre 	<ul style="list-style-type: none"> *Construire et échanger les savoirs afin de définir et d'intégrer les dimensions féministes et écologiques 	<ul style="list-style-type: none"> *Montrer et développer le lien à la Terre et les pratiques productives *Travailler et développer le <i>care</i> comme valeur sociale et environnementale 	<ul style="list-style-type: none"> *S'appropriier l'espace extérieur : espaces et rôles/postes traditionnellement niés *Agir sur les représentations productives et de genre, cultiver (en famille ou de façon autonome)

Tableau 10: L'action transformative sur les domaines du pouvoir

Le domaine structurel du pouvoir, relatif aux institutions sociales, ainsi qu'aux lois, règles et politique émises, est investi par les militantes de l'espace féministe agroécologique à partir de stratégie d'entrisme et de stratégie de collaboration. Sous le mandat du Parti des Travailleurs, il est question d'intégrer l'État ou de collaborer avec l'État dans des espaces de négociation, afin de construire et de mettre en œuvre des politiques publiques favorisant l'alternative émancipatrice. En cela, c'est bien la constitution d'un « espace de la cause » qui est au cœur des stratégies transformatrices. Il en est de même pour l'institution universitaire ou pour les organisations agroécologiques.

En contexte de gouvernement autoritaire, une reconfiguration des espaces investis et des stratégies s'organise. L'espace féministe agroécologique quitte son pôle étatique. « Ce n'est plus le temps des politiques publiques! » affirme Azálea, au 30 ans du MMTR en 2016, après avoir mis fin à 15 années de travail au sein de l'État. S'ouvre alors une nouvelle ère, où le renforcement des autres pôles s'opère, cette fois en résistance à l'État.

Le travail sur le domaine disciplinaire du pouvoir est réalisé par la négociation ou la ré-élaboration des modes de fonctionnement au sein de ces institutions. Cette tâche n'est pas aisée. Que faire de « Nos amis et nous » (Delphy 1977) ? Les enquêtées font face aux stratégies antiféministes visant à les déqualifier et dénigrer leur place, leur posture, leur travail. Cette violence n'est pas sans impact sur la vie, le parcours et l'estime de soi. Il est non seulement question de résister à ces attaques mais aussi de travailler à la transformation du domaine disciplinaire.

Les outils pour transformer le domaine structurel du pouvoir présentent des éléments communs avec ceux utiles pour le domaine disciplinaire du pouvoir. Dans ces deux types de domaines, la possibilité de créer et de travailler dans des espaces sécuritaires se révèle la clé de la résistance et du changement. Étant donné les effets de la violence, le travail réalisé sur les liens affectifs (de soutien, de solidarité, d'appui matériel, émotionnel, intellectuel) entre les membres de cet espace représente une stratégie de survie essentielle.

C'est également dans ces lieux sûrs que le « pouvoir intérieur », le « pouvoir avec » et le « pouvoir de » peuvent se mettre en œuvre. Dans des groupes comme le *GT Mulheres da ANA*, il est possible de se renforcer en tant qu'individue, se renforcer en tant que collectif, afin de faire face à la violence des attaques antiféministes, mais aussi afin de construire des savoirs, de faire circuler les acquis, d'échanger les stratégies et de renforcer les liens afin de faire coali-

tion. C'est au sein de ces espaces que le « discours dissident » (J. C. Scott 2009) de l'alternative féministe agroécologique se construit. La multipositionnalité des individus, la fluidité des pôles et des circulations entre pôles se présente comme des outils pour agir sur les modes de fonctionnement et d'organisation des institutions, permettant d'infléchir le domaine disciplinaire du pouvoir.

La conscientisation est rattachée aux domaines hégémonique et interpersonnel du pouvoir. Des transformations s'opèrent pour les femmes du mouvement féministe agroécologique mais selon des formes différentes, des degrés différents.

Le travail sur l'estime de soi semble être la porte d'entrée du processus de transformation. Ce travail se réalise notamment avec la fréquentation groupale tout en provoquant et nécessitant un travail sur soi. Ériger ses propres héroïnes représentatives ; reconsidérer et redéfinir son image et celle de son groupe, son identité, sa féminité en rupture avec les normes de genre et les stigmates intersectionnels ; se valoriser et valoriser les affects, le lien à la nature, les pratiques productives, le *care* : ces clés agissent comme un retournement du stigmate et mettent en œuvre un *empowerment*. La conscientisation se développe au moyen d'une compréhension historique et collective des trajectoires, globale et groupale ; au moyen d'une politisation des émotions, des violences, des résistances.

Le domaine interpersonnel est en communication permanente avec le domaine hégémonique. Les résistances et stratégies développées dans l'un, sont réinvesties et moteurs de l'autre. La renégociation des rapports sociaux et des normes de genre est source comme produit du travail de conscientisation. L'appropriation de l'espace extérieur caractérise et résulte des transformations : du « sortir de la maison » à la pénétration d'espaces traditionnellement niés aux femmes – aux femmes noires et aux femmes rurales particulièrement – à l'appropriation de charges, de statuts, de postes ; il est question de faire bouger les rôles et les lieux assignés. Il s'agit de changements pour soi, mais aussi pour les autres (en termes de représentativité) et pour le changement social (en termes d'effets de cette participation). Ces transformations sont possibles au moyen de la participation aussi bien militante, que productive, que politique, entre autres ; mais aussi des liens affectifs, de solidarité, d'amitié, de « *companheirismo* ». Pour les agricultrices, la production, le travail, le prendre soin mais aussi le simple fait de pouvoir être dans le *quintal*, s'y reposer, s'y réfugier, constitue une ressource, une force et une énergie centrale.

Aussi, dans ces deux domaines du pouvoir, le *care* social et environnemental est construit et renforcé. Il s'affirme une valeur mais également un outil pour soi, pour les autres, pour l'environnement, pour le projet politique. La pratique agroécologique, au-delà d'une simple pratique productive, se manifeste comme un moyen de résistance communautaire, féministe, féminine. Cette pratique permet le *care* pour soi et pour le groupe.

Enfin, la diffusion de ces changements se présente comme une stratégie de légitimation, de valorisation, de multiplication, de renforcement et d'affirmation de l'alternative. La construction et la transmission de discours politiques en ligne, la réalisation et la diffusion du film, l'intégration d'espaces traditionnellement fermés, la production et la divulgation d'écrits, de chants, de *místicas*, sont autant d'outils d'affirmation de soi, de son groupe, de sa sentipensée et de ses résistances. Ces éléments constituent une preuve de l'alternative déjà en œuvre, du possible d'ores et déjà présent.

• Les apports sociologiques

Cette recherche s'inscrit donc dans une perspective sociologique qui visibilise l'agentivité des enquêtés. Les oppressions persistent, se réifient. Les rapports de pouvoir façonnent les vécus. Les individus ne sont pas, pour autant, surdéterminés par ces rapports sociaux et investissent les brèches pour les subvertir. En dépit de la chape mortifère qui se déploie, les enquêtées développent des résistances et des alternatives que nous avons fait le choix de mettre en lumière. Documenter ces brèches travaille alors à la connaissance et à la reconnaissance des individus et, comme le défend Alban Bensa, « milite pour que les univers étudiés renversent s'il y a lieu les dispositifs politiques qui les oppriment. » (2011 : 56).

Une sociologie attentive à la subversion des rapports de pouvoir

Parmi les spécificités de l'*empowerment* socio-environnemental du mouvement étudié, nous pouvons souligner sa capacité organisationnelle et de coopération (entre pôles variés mais perméables et favorisant la circulation interne) ; sa stratégie de fusion des savoirs et de renversement du stigmate (par l'adhésion collective à une bannière identitaire de référence autour du groupe des femmes rurales et par la politisation identitaire intersectionnelle) ; sa rupture avec la bicatégorisation entre affects, émotions et raison et entre Nature et humains ;

la centralité du lien à la Nature (productif, affectif, organisationnel, d'autodéfense). Ce mouvement féministe agroécologique s'inscrit dans les mobilisations féministes pionnières dans la réflexion sur la pérennité des engagements, tout en respectant et intégrant leur investissements en termes de *care* et de *care* environnemental. La solidarité, l'amitié et l'empathie sont investies comme ressource militante pour maintenir le collectif et la participation.

Un deuxième élément important qui constitue un caractère spécifique de ce mouvement est la place politique des émotions. Alors que l'appréhension et la valorisation des affects, des émotions et du *care* par les femmes est essentialisée dans une représentation binaire de la colonialité du savoir, elle devient ici une stratégie et une valeur du projet politique et social : préserver, réparer et aimer le vivant – humain et non humain. Certes, sa prise en charge et sa concrétisation matérielle dans la vie des femmes réaffirme une assignation sexuée et une division sexuelle du travail. Cependant, un travail collectif est effectué sur une réorganisation de la prise en charge et sur la valeur politique de ces tâches, s'inscrivant en rupture avec la culture agroc capitaliste.

Ces brèches à la réification de l'ordre de genre et de l'ordre agroc capitaliste nécessitent une sociologie compréhensive, attachée à saisir les espaces de subversion.

Des outils analytiques pour prolonger les études sur l'empowerment

La caractérisation de l'*empowerment* socio-environnemental fournit quelques apports épistémiques venant enrichir l'analyse traditionnelle des processus d'*empowerment* :

i) l'appréhension de la dimension collective au-delà du groupe de référence (le groupe social des femmes rurales) permet de saisir une dimension centrale de l'*empowerment* peu documentée : la constitution et le fonctionnement en « espace de la cause ». En partant de notre hypothèse de recherche sur les formes d'organisation et actions collectives, il est possible d'identifier que l'« espace féministe agroécologique » représente la clé de voûte du domaine structurel de l'*empowerment*. Ce résultat encourage l'intégration davantage systématique des modes de fonctionnement entre pôles sociaux (à partir des études féministes sur les « espaces de la cause » ou le « triangles de velours ») dans les analyses sur l'*empowerment* des femmes.

ii) la mobilisation des catégories conceptuelles de la sentipensée et l'articulation entre *care* et *care* environnemental met en lumière la dimension socio-en-

vironnementale de l'*empowerment*. Le lien affectif, productif, corporisé à la Nature et au *quintal* constitue une stratégie d'autodéfense, une stratégie de *care* pour soi et de *care* au groupe mais aussi d'occupation et de réappropriation de l'espace face aux attaques agroc capitalistes. Cet *empowerment* se construit de façon individuelle, de façon collective par les organisations/liens entre femmes, de façon communautaire. Ainsi, travailler et aimer la terre-Terre, diffuser les pratiques et défendre les valeurs socio-environnementales ne sont pas qu'un objectif mais sont aussi au fondement de la survie et du renforcement du « pouvoir intérieur » et du « pouvoir avec ». La notion du sentipenser favorise la compréhension aussi bien des oppressions socio-environnementales que des stratégies et des prises de pouvoir. L'usage de telles catégories conceptuelles représente une clé d'appréhension sociologique de l'intrication entre enjeux environnementaux et sociaux.

iii) l'analyse de la violence, dans sa continuité historique – de la colonisation, à la lutte pour la terre, à la lutte contre l'agroc capital – mais aussi dans son continuum – de formes plurielles, à l'échelle microsociologique des violences conjugales et à l'échelle structurelle de la nécropolitique – décrit les ressorts de l'*empowerment* socio-environnemental. L'approche multi-scalaire et dans la continuité de la violence s'affirme comme outil central pour les analyses de l'*empowerment*. Elle visible les liens renouvelés entre patriarcat et colonialité et leur instrumentalisation de la violence de genre et de la violence sur la nature, réaffirmant le « pouvoir sur ». Elle permet de saisir le caractère prioritaire des stratégies d'autodéfense – de la Nature, de soi, du groupe des femmes et de la communauté – et leur inscription dans les liens affectifs, politiques, matériels à la terre-Terre.

On le voit, la force du concept d'*empowerment* socio-environnemental est d'extraire le renforcement du pouvoir du seul groupe social cible et d'extraire l'agroécologie de la seule appréhension productive pour leur permettre d'in-nerver l'intrication entre des sphères sociales et l'imbrication avec l'environnemental.

Appréhendé de manière méthodologique comme épistémologique, la proposition de penser l'*empowerment* socio-environnemental tend à un renouvellement radical des cadres de pensée et d'action des luttes environmentalistes et des luttes féministes. Il s'agit d'une proposition conceptuelle à saisir, à développer, à tester – un concept en mouvement, en train de se faire mais dont les potentiels nous semblent prometteurs.

• Les perspectives

Une étude qui se veut multiscalaire fait le deuil nécessaire d'une analyse approfondie et fine de chaque échelle d'analyse. Il convient d'énoncer les limites des observations faites à l'échelle microsociale de l'*assentamento* : notre étude se fonde sur les situations d'une dizaine de femmes qui illustrent une variété de situations observées en milieu rural, à Maceió. Nous articulons ces résultats aux trajectoires sociales et politiques d'autres femmes rurales du *Nordeste* militantes du MMTR. Le caractère non représentatif doit être souligné : les enquêtes n'illustrent pas toutes les femmes rurales investies en agroécologie. Les contextes sociaux, les contextes environnementaux, ne serait-ce que dans le *Nordeste*, peuvent être très variés.

Cette limite trace les lignes de perspectives de recherches à venir. En effet, une approche concentrée sur l'échelle des *assentamentos*, des engagements et investissements de femmes et d'hommes ruraux dans leur communauté pour la mise en œuvre d'un projet de territoire fondé sur l'agroécologie et le féminisme, permettrait d'identifier d'autres moyens, d'autres techniques de lutte, d'autres caractéristiques organisationnelles, d'autres réseaux sociaux pouvant être facteurs d'*empowerment* socio-environnemental. Aussi, il y aurait un enjeu crucial à saisir dans quelle mesure l'*empowerment* des militantes portent des effets sur les autres *assentados*.

Il en va de même pour l'échelle méso-sociale. L'institution académique notamment, mériterait une étude approfondie auprès des universitaires impliquées dans la construction de l'alternative féministe agroécologique. Quelles résistances interindividuelles et structurelles rencontrent-elles ? Quels registres d'action sont mobilisés pour traduire les valeurs de l'agroécologie féministe dans les pratiques scientifiques, aussi bien épistémologiques que méthodologiques. Nous regrettons de ne pas avoir pu développer davantage cette sphère sociale pourtant cruciale à la construction de l'alternative. Les féministes d'État méritent également une étude plus approfondie. Les discussions informelles et l'entretien avec Azálea permettent de dévoiler les rouages étatiques et les stratégies inter-pôles pour la mise en œuvre du projet féministe agroécologique en politiques publiques. D'autres actrices clé, à l'interface de pôles, auraient été centrales à intégrer au corpus, à commencer par Maria Emilia Pacheco, anthropologue et coordinatrice du Forum brésilien de souveraineté et sécurité alimentaire et nutritionnelle, ou Alessandra Lunes, coordinatrice de la *Marcha das Margaridas* 2015. À partir de ce cadre d'analyse fondé sur l'es-

pace de la cause, nous encourageons la prolongation de cette recherche avec l'exploration complémentaire de ces interfaces de pôles dévoilant les stratégies nécessaires, depuis les organisations et les institutions, pour la concrétisation de l'alternative.

Enfin, le contexte politique appelle à une nécessaire mobilisation de scientifiques dans l'étude des enjeux, des effets, des résistances au *golpe*. Notre étude de terrain s'achève en plein bouleversement. Nos derniers séjours au Brésil permettent de saisir nombre de perturbations, dans les discours et dans la réalité quotidienne de nos ami·es ou enquê·t·e·es ou connaissances. Initier d'ores et déjà une enquête auprès de ces mêmes actrices afin de saisir les changements vécus et les reconfigurations nous semble un enjeu à la fois scientifique et politique.

• Pour davantage d'analyses des processus d'*empowerment* socio-environnementaux

Le processus d'*empowerment* n'est jamais linéaire. Les différents pouvoirs se fondent, se mettent en tension et s'alimentent. Cette théorisation de la politique de l'*empowerment* cherche à promouvoir une double lecture des relations sociales et environnementales. Proposer ce type de lecture semble crucial au moment où les crises du capitalisme atteignent leur apogée (B. de S. Santos 2016; Wallerstein 2008) et où les alternatives doivent être visibles afin de se positionner comme possibles.

Les principaux apports résident dans le changement de paradigme offrant une lecture possible des violences, comme des stratégies de résistances, à la lumière des enjeux socio-environnementaux. Dans le contexte d'invisibilisation sociale et d'épistémicide mais aussi d'attaques au groupe social des femmes rurales et, plus largement, des militant·es ; nous faisons le choix de ne pas insister sur les conflits internes et les contradictions. Cette posture s'inspire de celle de Patricia Hill Collins (2009_2016) et vise à valoriser la démarche globale, les résistances individuelles et collectives et la pensée développée par les enquê·t·e·es qui, même si emprunte de distensions, représente un puissant ensemble cohérent pour une transformation sociale.

Cette proposition d'*empowerment* socio-environnemental mérite des développements, des altérations, des approfondissements. Il existe un vaste panel de recherches à investir pour identifier et analyser comment se manifestent aujourd'hui les processus d'*empowerment* socio-environnementaux et les alterna-

tives articulant les dimensions sociales et environnementales, dans des contextes latinoaméricains mais aussi ailleurs. En France, l'expérience qualifiée d'« unique » de la ZAD (zone à défendre) crée une émotion nationale, de l'intérêt, de la curiosité, de la réprobation. Les intellectuel·les se penchent sur ce possible en construction. La qualifiant d'« utopie réelle », Michèle Riot-Sarcey, Jean-Louis Laville et Anne Salmon (2018: 301) estiment qu' :

« au moment où le modèle productiviste s'avère à bout de souffle, accentuant les inégalités et dégradant toujours plus la nature, l'expérimentation d'autres façons de cultiver, de travailler, d'habiter dans un territoire rural, est urgente et légitime. Ce qui a été accompli à la ZAD et ce qui peut l'être dans le futur est plein d'enseignements pour l'élaboration d'une indispensable transition écologique et solidaire. »

Les mobilisations insistent sur le croisement des enjeux. Je citerai une anecdote personnelle illustrant cette dimension. Alors que la rédaction de cette thèse se conclut, je passe à vélo sur le Pont Neuf de Toulouse. Une « masse critique » à vélo occupe le pont, accroche une banderole en scandant « Service public, NDDL²³⁴, Sivens : zones à défendre », dans la lignée des mobilisations Gilets Jaunes. En même temps au Brésil, face aux mesures de Jair Bolsonaro, les militant·es continuent de scander « Nos terres, nos corps, ne sont pas des territoires de conquête ». Nous ne sommes plus face à des bastions isolés et circonscrits qui résistent. Nous sommes face à des fronts multiples et articulés, qui défendent une résistance socio-environnementale. Le déploiement de recherches documentant, analysant, visible ces « utopies réelles » nous semble être un enjeu au cœur de la dynamique actuelle du monde social.

²³⁴ NDDL : Notre Dame des Landes soit l'initiative de la ZAD visant à protéger une zone humide mais également un territoire, un mode vie contre « contre l'aéroport et son monde » (Prévost 2015).

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- 15 000. 2017. « Il sera bientôt trop tard : le cri d'alarme de 15000 scientifiques pour sauver la planète ». *Le Monde*, 14 novembre 2017.
- Abrantes, Karla Karolline De Jesus. 2012. « Agroecologia e gênero: experiências em quintais produtivos nas comunidades Sitio Coqueiro e Barra do Corrego no assentamento Maceio/Itapipoca/CE ». Relatório de Estágio - Economia Doméstica, Fortaleza.
- Abreu, Lucimar Santiago, Stéphane Bellon, Alfio Brandenburg, Guillaume Ollivier, Claire Lamine, Moacir Roberto Darolt, et Pascal Aventurier. 2012. « Relações entre agricultura orgânica e agroecologia: desafios atuais em torno dos princípios da agroecologia ». *Desenvolvimento e Meio Ambiente* 26 (0). <https://doi.org/10.5380/dma.v26i0.26865>.
- Achin, Catherine, et Delphine Naudier. 2010. « Trajectoires de femmes “ordinaires” dans les années 1970 ». *Sociologie*, n° N°1, vol. 1 (mars). <https://sociologie.revues.org/282?lang=en>.
- ActionAid, et GT Mulheres da ANA. 2010. *Mulheres e agroecologia. Sistematizações de experiências de mulheres agricultoras*. ActionAid. Vol. 1. Rio de Janeiro.
- Adams, Carol J. 1990_2016. *La politique sexuelle de la viande: une théorie critique féministe végétarienne*. L'Âge d'Homme. Lausanne.
- Agarwal, Bina. 2000_2015. « Environnement et action collective. La dimension indispensable du genre ». In *Sous le développement, le genre*, édité par Isabelle Guérin, Hélène Guétat-Bernard, et Christine Verschuur, 239-77. Objectifs Suds. Marseille: IRD Éditions.
- . 1994. *A field of one's own: gender and land rights in South Asia*. Cambridge South Asian studies. Cambridge [England] ; New York, NY, USA: Cambridge University Press.
- . 2002. « Le débat sur le genre et l'environnement ». In *Enjeux contemporains du féminisme indien*, édité par Danielle Haase-Dubosc, Oristelle Bonis, et Anne Deren. Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- . 2007. « Le débat femmes et environnement : les apports de la réflexion en Inde ». In *Genre, mouvements populaires urbains et environnement*, édité par Christine Verschuur, 31-40. Cahiers genre et développement. Genève: Graduate Institute Publications.
- Agrikoliansky, Eric. 2019. « Enseignant-chercheur, sombre bilan ». *AOC media - Analyse Opinion Critique*, 9 mai 2019. <https://aoc.media/analyse/2019/05/09/enseignant-chercheur-sombre-bilan/>.
- Aguiar, Vilenia Venancio Porto. 2016. « Mulheres rurais, movimento social e participação: reflexões a partir da Marcha das Margaridas ». *Política &*

- Sociedade* 15 (0): 261-95. <https://doi.org/10.5007/2175-7984.2016v15-nesp1p261>.
- Aguilar, Raquel Gutiérrez. 2011. « Pistas reflexivas para orientarnos en una turbulenta época de peligro ». In *Palabras para tejernos, resistir y transformar en la época que estamos viviendo*, par Raquel Gutiérrez Aguilar, Raúl Zibechi, Natalia Sierra, Pablo Dávalos, Pablo Mamani, Oscar Olivera, Héctor Mondragón, Vilma Almendra, et Emmanuel Rozental, textos Rebeldes, 31-57. Cochabamba: Creative Commons.
- Alcoff, Linda Martín. 2016. « Uma epistemologia para a próxima revolução ». *Sociedade e Estado* 31 (1): 129-43. <https://doi.org/10.1590/S0102-69922016000100007>.
- Alimonda, Héctor A., éd. 2011. *La naturaleza colonizada: ecología política y minería en América Latina*. 1. ed. Colección Grupos de Trabajo. Buenos Aires, Argentina: Ed. Ciccus.
- . 2017. « En clave de sur: la ecología política latinoamericana y el pensamiento crítico ». In *Ecología política latinoamericana: pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica vol.1*, par Héctor A. Alimonda, Catalina Toro Pérez, et Facundo Martín, CLACSO, 33-50. Buenos Aires.
- Alimonda, Héctor A., Catalina Toro Pérez, et Facundo Martín. 2017. *Ecología política latinoamericana: pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica vol.1*. CLACSO. Buenos Aires.
- Altieri, Miguel. 1995. *Agroecology: The Science of Sustainable Agriculture*. Boulder, CO: westview Press.
- . 2012. *Agroecologia: bases científicas para uma agricultura sustentável*. São Paulo; Rio do Janeiro: Editora Expressão Popular; AS-PTA.
- Altieri, Miguel, Fernando R. Funes-Monzote, et Paulo Petersen. 2012. « Agroecologically Efficient Agricultural Systems for Smallholder Farmers: Contributions to Food Sovereignty ». *Agronomy for Sustainable Development* 32 (1): 1-13. <https://doi.org/10.1007/s13593-011-0065-6>.
- Altieri, Miguel, et Susanna Hecht. 1990. *Agroecology and Small Farm Development*. CRC Press.
- Altieri, Miguel, et Peter Rosset. 2018. *Agroecologia ciencia y política*. 3e éd. Sociedad Científica Latinoamericana de Agroecología -SOCLA.
- Altieri, Miguel, et Victor Manuel Toledo. 2011. « The Agroecological Revolution in Latin America: Rescuing Nature, Ensuring Food Sovereignty and Empowering Peasants ». *Journal of Peasant Studies* 38 (3): 587-612. <https://doi.org/10.1080/03066150.2011.582947>.
- Alvarez, Elvita, et Lorena Parini. 2005. « Engagement politique et genre: la part du sexe ». *Nouvelles Questions Feministes* Vol. 24 (3): 106-21.
- Alvarez, Sonia E. 2014. « Para além da sociedade civil: reflexões sobre o campo feminista ». *Cadernos Pagu*, n° 43 (décembre): 13-56. <https://doi.org/10.1590/0104-8333201400430013>.

- Alves dos Santos, Michela Katuscia Calaça. 2012. « Rompendo a cerca do isolamento: as relações entre a Agroecologia e as questões de gênero ». Mémoire, Universidade Federal de Pernambuco.
- Andrade, Luis Martínez. 2017. « «Biocolonialité du pouvoir» et mouvements sociaux en Amérique latine ». *Ecologie & politique*, n° 55: 153-64.
- Anzaldúa, Gloria. 1990. *Making Face, Making Soul/Haciendo Caras: Creative and Critical Perspectives by Feminists of Color*. 1st edition. San Francisco, Calif: Aunt Lute Books.
- . 2011. « La conscience de la Mestiza. Vers une nouvelle conscience ». *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, n° 18 (décembre): 75-96.
- Arnaud, Charles-Antoine, Isabelle Clair, Annick Kieffer, et Christine Roland-Lévy. 2010. « Enquête sur la précarité dans l'enseignement supérieur et la recherche ». Intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche. <http://www.precarite-esr.org/Rapport-final-de-l-enquete-sur-la>.
- Aronson, Pamela. 2015. « Féministes ou postféministes? » Traduit par Hélène Boisson. *Politix* n° 109 (1): 135-58.
- Arroyo, Miguel G. 2012. « Pedagogia do oprimido ». In *Dicionário da Educação do Campo*, Expressão Popular, 555-63. Rio de Janeiro.
- Arruzza, Cinzia, Tithi Bhattacharya, Nancy Fraser, et Valentine Derveaux. 2019. *Féminisme pour les 99 %: un manifeste*. La découverte. Cahiers libres.
- Azevedo, Sandra Raquew dos Santos. 2017. « Mulheres rurais, agroecologia e gênero nas mídias digitais ». In *Feminisms and cybercultures: transformations and displacements*. Florianópolis.
- Bacchetta, Paola, et Jules Falquet. 2011. « Introduction ». *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, n° 18 (décembre): 7-40.
- Bacqué, Marie-Hélène, et Carole Biewener. 2013. *L'empowerment, une pratique émancipatrice*. Paris, France: La Découverte, DL 2013.
- Baer, Hester. 2016. « Redoing Feminism: Digital Activism, Body Politics, and Neoliberalism ». *Feminist Media Studies* 16 (1): 17-34. <https://doi.org/10.1080/14680777.2015.1093070>.
- Baider, Fabienne H., Edwige Khaznadar, et Thérèse Moreau. 2007. « Les enjeux de la parité linguistique ». *Nouvelles Questions Féministes* 26 (3): 4-12. <https://doi.org/10.3917/nqf.263.0004>.
- Balibar, Étienne. 1992. « Le mot race n'est pas «de trop» dans la Constitution française ». *Mots. Les langages du politique* 33 (1): 241-56. <https://doi.org/10.3406/mots.1992.1757>.
- Banaszak, Lee. 2009. *The Women's Movement Inside and Outside the State*. 1 edition. Cambridge; New York: Cambridge University Press.

- Bandeira, Lourdes Maria. 2016. « Que vont devenir les actions du Secrétariat de politique pour les femmes (SPM) au Brésil ? » Traduit par Helena Hirata. *Cahiers du Genre* HS n° 4 (3): 243-46.
- Barbosa, Viviane De Oliveira. 2006. « A caminho dos babaquais: gênero e imaginário no cotidiano de trabalhadoras rurais no maranhão ». In *Margarida Alves. Coletânea sobre estudos rurais e gênero*, MDA, 35-64. NEAD Especial. Brasília.
- Bargel, Lucie, Éric Fassin, et Stéphane Latté. 2007. « Usages sociologiques et usages sociaux du genre . Le travail des interprétations ». *Societes Représentations* n° 24 (2): 59-77.
- Barrington, Moore Jr. 1978. *Injustice: The Social Bases of Obedience and Revolt*. London: Palgrave Macmillan.
- Barros, Eliane Aparecida de Almeida. 2017. « Mulheres e Agroecologia: estudos de experiências e estratégias de apropriação, divulgação e empoderamento na Internet ». In *Feminisms and cybercultures: transformations and displacements*. Florianópolis.
- Barthez, Alice Auteur du texte. 1982. *Famille, travail et agriculture / Alice Barthez...* Economica. Paris. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3333509h>.
- Batliwala, Srilatha. 1997. « El significado del empoderamiento de las mujeres: nuevos conceptos desde la acción ». In *Poder y empoderamiento de las mujeres*, édité par Magdalena León, 1. ed. Divergencias. Bogotá: UN, Facultad de Ciencias Humanas : TM Editores.
- Beaud, Stéphane. 1996. « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» ». *Politix* 9 (35): 226-57. <https://doi.org/10.3406/polix.1996.1966>.
- Becker, Howard S. 1985. *Outsiders: études de sociologie de la déviance*. Paris: Editions Métailié. <https://doi.org/10.3917/meta.becke.1985.01>.
- Belenky, Mary Field, Blythe Mcvicker Clinchy, Nancy Rule Goldberger, et Jill Mattuck Tarule. 1986. *Women's Ways of Knowing: The Development of Self, Voice, and Mind*. New York: Basic Books. <http://archive.org/details/womenswaysofknow00belerich>.
- Bellacasa, María Puig de la. 2003a. « Divergences solidaires ». *Multitudes* no 12 (2): 39-47.
- . 2003b. « Scientificité et politique aujourd'hui: un regard féministe ». *Nouvelles Questions Feministes* Vol. 22 (1): 48-60.
- Benelli, Nathalie, et Marianne Modak. 2010. « Analyser un objet invisible: le travail de care ». *Revue Française de Sociologie* 51 (1): 39-60.
- Bensa, Alban. 1995. « De la relation ethnographique. À la recherche de la juste distance ». *Enquête. Archives de la revue Enquête*, n° 1 (octobre): 131-40. <https://doi.org/10.4000/enquete.268>.
- . 2008. « Père de Pwädé ». In *Les politiques de l'enquête*, par Alban Bensa et Didier Fassin, 19-39. Recherches. Paris: La Découverte. <http://www.cairn.info/politiques-de-l-enquete--9782707156563-page-19.htm>.

- . 2011. « Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements ». In *Ethnographie et engagement politique en Nouvelle-Calédonie*, par Delphine Naudier et Maud Simonet, 44-61. Recherches. Paris: La Découverte. <http://www.cairn.info/des-sociologues-sans-qualites--9782707168986-page-44.htm>.
- . 2014. « Un ethnologue en Nouvelle-Calédonie. Morale de l'engagement et pratique ethnologique ». *Communications* n° 94 (1): 149-60.
- Bereni, Laure. 2007. « De la cause à la loi. Les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000) ». Phdthesis, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00232810/document>.
- . 2012. « Penser la transversalité des mobilisations féministes : l'espace de la cause des femmes ». In *Les féministes de la 2ème vague*, par Christine Bard, 27-41. Presses universitaires de Rennes. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01349832/document>.
- Bereni, Laure, et Anne Revillard. 2012. « Un mouvement social paradigmatique ? » *Sociétés contemporaines*, n° 85 (avril): 17-41.
- Bertaux, Daniel. 2010. *Le récit de vie: l'enquête et ses méthodes*. 3. éd. 128 Sociologie, Anthropologie. Paris: Colin.
- Berth, Joice. 2019. *Empoderamento*. Pólen. Feminismos Plurais. Sao Paulo.
- Bessin, Marc, et Corinne Gaudart. 2009. « Les temps sexués de l'activité : la temporalité au principe du genre ? » *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines*, n° 9 (septembre). <http://temporalites.revues.org/979>.
- Biase, Laura De. 2010. « Agroecologia, campesinidade e os espaços femininos na unidade familiar de produção ». Mémoire, Universidade de São Paulo. <https://doi.org/10.11606/D.91.2010.tde-21062010-080227>.
- . 2016. « Agroecologia quilombola ou quilombo agroecológico ? » Sao Paulo: USP.
- Binder, Claudia, Jochen Hinkel, Pieter Bots, et Claudia Pahl-Wostl. 2013. « Comparison of Frameworks for Analyzing Social-Ecological Systems ». *Ecology and Society* 18 (4). <https://doi.org/10.5751/ES-05551-180426>.
- Bisilliat, Jeanne. 1985. « La participation des femmes aux coopératives mixtes : temps et idéologie ». *Revue Tiers-Monde* 26 (102): 409-15.
- . 2000. « La dynamique du concept de "genre" dans les politiques de développement en Afrique ». *Culture et Société. Afrique Contemporaine*, 75-82.
- Blais, Martin. 1983. *L'anatomie d'une société saine: les valeurs sociales*. Montreal: Fides.
- Blais, Mélissa. 2012. « Y a-t-il un « cycle de la violence antiféministe » ? Les effets de l'antiféminisme selon les féministes québécoises ». *Cahiers du Genre* n° 52 (1): 167-95.

- Bleil, Susana. 2018. « Une violence invisible? La recrudescence des assassinats dans le Brésil rural ». *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*, n° 1 (juin). <https://doi.org/10.4000/bresils.3071>.
- Boehringer, Sandra, et Estelle Ferrarese. 2015. « Féminisme et vulnérabilité ». *Cahiers du Genre* n° 58 (1): 5-19.
- Boltanski, Luc. 1973. « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe ». *Revue Française de Sociologie* 14 (1): 3. <https://doi.org/10.2307/3320321>.
- Bonneuil, Christophe. 2018. « Comment la ZAD nous apprend à devenir terrestres ». In *Éloge des mauvaises herbes. Ce que nous devons à la ZAD*, par Jade Lingaard, 103-13. Paris: LLL-Les liens qui libèrent.
- Borde, Davy. 2016. *Tirons la langue: plaidoyer contre le sexisme dans la langue française. Dépasser le patriarcat*. Paris: les Éditions Utopia.
- Borges, Pedro. 2019. « Raça não é só identidade ». *Rede NINJA* (blog). 7 juillet 2019. <http://midianinja.org/pedroborges/raca-nao-e-so-identidade/>.
- Boserup, Ester. 1970. *Woman's role in economic development*. Reprinted with new introduction. London ; Sterling, VA: Earthscan.
- Bourgois, Philippe. 2013. *En quête de respect. Le crack à New York*. Édition revue et Augmentée. Paris: Le Seuil.
- Bracke, Sarah, María Puig de la Bellacasa, et Isabelle Clair. 2013. « Le féminisme du positionnement. Héritages et perspectives contemporaines ». *Cahiers du Genre*, n° 54 (juin): 45-66.
- Braud, Philippe. 1996. *L'émotion en politique: problèmes d'analyse*. Références inédites. Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Broqua, Christophe. 2009. « L'ethnographie comme engagement: enquêter en terrain militant, Ethnography as Involvement : Conducting a Survey in an Activist Milieu ». *Genèses*, n° 75 (août): 109-24.
- Browaey, Xavier. 1999. « Géographie, image et vidéo. Pour une pratique de l'audiovisuel - Persée ». *L'information géographique* 63 (1): 25-32.
- Brumer, Anita. 2004. « Gênero e agricultura: a situação da mulher na agricultura do Rio Grande do Sul ». *Revista Estudos Feministas* 12 (1): 205-27. <https://doi.org/10.1590/S0104-026X2004000100011>.
- Bruno, Regina, Sílvia Lima de Aquino, Laécia Jalil, Valdemar Joao Wesz Junior, et Caroline Bordalo. 2011. « Organização produtiva das mulheres assentadas da reforma agrária ». In *Autonomia e cidadania: políticas de organização produtiva para as mulheres no meio rural*, MDA, 55-86. Brasília.
- Buechler, Steven M. 1990. *Women's movements in the United States: woman suffrage, equal rights, and beyond*. New Brunswick: Rutgers University Press.
- Buire, Chloé. 2011. « À travers pratiques citadines et tactiques citoyennes, la production du droit à la ville au Cap (Afrique du Sud) ». Thèse de doctorat en Géographie, Paris 10. <http://www.theses.fr/2011PA100161>.
- Burg, Ines Claudete. 2005. « As mulheres agricultoras na produção agroecológica e na comercialização em feiras do sudoeste Paranaense ». Santa Ca-

- tarina: Universidade Federal de Santa Catarina, Centro de Ciências Agrárias. Programa de Pós-Graduação em Agroecossistemas.
- Butto, Andrea. 2017. « Movimentos sociais de mulheres rurais no Brasil: a construção do sujeito feminista ». Programa de Pós-Graduação em Sociologia, Recife: Universidade Federal de Pernambuco.
- Butto, Andrea, et Isolda Dantas. 2011. *Autonomia e cidadania: políticas de organização produtiva para as mulheres no meio rural*. MDA. Brasília.
- Butto, Andrea, et Karla Hora. 2008. « Mulheres e Reforma Agrária no Brasil ». In *Mulheres na Reforma Agrária a experiência recente no Brasil*, par Andrea Butto et Adriana Lopes, 19-39. Brasília: Ministério do Desenvolvimento Agrário.
- Butto, Andrea, et Renata Leite. 2010. « Políticas para as mulheres rurais no Brasil: avanços recentes e desafios ». In *VIII Congreso Latinoamericano de Sociología Rural*. Porto de Galinhas.
- Cabnal, Lorena. 2010. « Acercamiento a la construcción de la propuesta de pensamiento epistémico de las mujeres indígenas feministas comunitarias de Abya Yala ». In *Feminismos diversos: el feminismo comunitario*, ACSUR, 11-25. Las Segovias: Librería de Cuerpos Parlantes.
- . 2017. « Tzk'at, Red de Sanadoras Ancestrales del Feminismo Comunitario desde Iximulew- Guatemala ». *Ecología Política Ecofeminismos y ecologías políticas feministas* (54): 100-104.
- Cajigas Rotundo, Juan Camilo. 2007. « «La biocolonialidad del poder: Amazonía, biodiversidad y ecocapitalismo» ». In *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*, 169-94. Bogotá: Siglo del Hombre.
- Caldwell, Kia Lilly. 2006. *Negras in Brazil: Re-Envisioning Black Women, Citizenship, and the Politics of Identity*. None edition. New Brunswick, N.J: Rutgers University Press.
- Calvès, Anne-Emmanuèle. 2009. « «Empowerment»: généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement ». *Revue Tiers Monde* n° 200 (4): 735-49.
- Camurça, Andréa Machado. 2013. « Mulheres e agroecologia: possibilidades para sustentabilidade local da comunidade Bom Jesus, assentamento Maccio, Itapipoca-CE ». Dissertação de Mestrado - Desenvolvimento e Meio ambiente, Universidade Federal do Ceara.
- Candea, Maria. 2017. « Maria Candea: «Le langage est politique» ». *BALLAST* (blog). 8 septembre 2017.
- Caporal, Francisco Roberto. 2008. « Agroecologia: uma Nova Ciência para Apoiar a Transição a Agriculturas mais Sustentáveis ». In *Savanas: desafios e estratégias para o equilíbrio entre sociedade, agronegócio e recursos naturais*, par F. G. Faleiro et Farias Neto A.L. de, 895-929. Planaltina, DF: Embrapa Cerrados, 2008. <http://www.alice.cnptia.embrapa.br/handle/doc/570974>.

- Caporal, Francisco Roberto, et José Antônio Costabeber. 2002. *Agroecologia: Enfoque científico e estratégico*. Porto Alegre: EMARTER/RS.
- . 2004. « Agroecologia e extensão rural ». *Contribuições para a promoção do desenvolvimento rural sustentável*. Brasília DF. MDA\backslashSAF\backslashDATER-IICA. http://www.emater.tche.br/site/arquivos_pdf/teses/agroecologiaeextensaoruralcontribuicoesparaapromocaodedesenvolvimentoruralsustentavel.pdf.
- . 2007. *Agroecologia: alguns conceitos e princípios*. Brasília: MDA.SAF.DATER-IICA. http://xa.yimg.com/kq/groups/17743251/785527968/name/Agroecologia_alguns_conceitos_e_principios.pdf.
- Caporal, Francisco Roberto, José Antônio Costabeber, et Gervasio Paulus. 2009. *Agroecologia - uma ciência do campo da complexidade*. Vol. 1. MDA-SAF. Brasília.
- Caporal, Francisco Roberto, et Paulo Petersen. 2011. « Agroecologia e políticas públicas na América Latina: o caso do Brasil ». *Agroecología, vol.6 (2011)*. <https://digitum.um.es/xmlui/handle/10201/29883>.
- . 2018. « Políticas públicas y alternativas agroecológicas en Brasil: perspectivas para la seguridad y soberanía alimentaria ». *Revista de Economía Crítica* 10 (juillet): 75-112.
- Cardoso, Auréline. 2017. « «C'est comme si on avait de la colère pour elles» ». *Terrains & travaux*, n° 30 (juillet): 31-53.
- . 2019. « Profession Féministe. Sociologie du travail salarié au sein des associations féministes ». Toulouse: Toulouse II Jean Jaurès.
- Cardoso, Cláudia Pons. 2014. « Amefricanizando o feminismo: o pensamento de Lélia Gonzalez ». *Revista Estudos Feministas* 22 (3): 965-86. <https://doi.org/10.1590/%x>.
- Cardoso, Elizabeth. 2016. « Mujeres y Agroecología. El caso de las agricultoras de la zona da Mata de Minas Gerais, Brasil ». Dissertação de Mestrado, Universidad de Córdoba y Universidad Internacional de Andalucía, España.
- Carlino, Vincent, et Marieke Stein. 2019. *Les paroles militantes dans les controverses environnementales: constructions, légitimations, limites: colloque international, Université de Lorraine, 22-24 novembre 2017*. Questions de communication Série actes 37. Nancy: PUN - Éditions universitaires de Lorraine.
- Carneiro, Fernando Ferreira, Lia Giraldo da Silva Augusto, Raquel Maria Rigotto, Karen Friedrich, et André Campos Burigo. 2015. *Dossiê ABRASCO: um alerta sobre os impactos dos agrotóxicos na saúde*. São Paulo: Expressão Popular.
- Carneiro, Marcelo Sampaio, et Julien Blanc. 2018. « Le Brésil et l'environnement au XXIe siècle: des relations sous tensions ». *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*, n° 1 (juin). <https://doi.org/10.4000/bresils.2712>.
- Carneiro, Sueli. 2005. « Noircir le féminisme ». Traduit par Jules Falquet. *Nouvelles Questions Feministes* Vol.24 (2): 27-32.

- Caron, Patrick, et Éric Sabourin. 2001. *Paysans du sertão : mutations des agricultures familiales dans le Nordeste du Brésil*. Repères. Montpellier: Cirad Embrapa.
- Carrillo, María del Rosario Ayala, Emma Zapata Martelo, et Ramón Cortés Cortés. 2017. « Extractivismo: expresión del sistema capitalista-colonial-patriarcal ». *Ecología Política* Ecofeminismos y ecologías políticas feministas (54): 62-.
- Cartier-Bresson, Jean, Blandine Destremau, et Bruno Lautier. 2009. « Les mots du développement: trajectoires et pouvoirs ». *Revue Tiers Monde* n° 200 (4): 725-34.
- Cassel, Guilherme. 2017. « “Um dos objetivos do golpe é quebrar a agricultura familiar”, diz Guilherme Cassel ». *Brasil de Fato*, 21 juin 2017.
- Castells, Alicia Norma Gonzalez de. 2001. « A criatividade dos sem-terra na construção do habitat: um olhar etnográfico sobre a dimensão espacial do MST ». Santa Catarina: Universidade Federal de Santa Catarina, Centro de Filosofia e Ciências Humanas. Programa de Pós-Graduação Interdisciplinar em Ciências Humanas/Doutorado.
- Castells, Manuel. 2012. *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*. Cambridge, UK; Malden, MA: Polity Press.
- Castilho, Alceu Luís. 2018. « A Serpente fora do ovo: a frente do agronegócio e o supremacismo ruralista ». *OKARA: Geografia em debate* 12 (2): 699-707. <https://doi.org/10.22478/ufpb.1982-3878.2018v12n2.41337>.
- Castro-Gómez, Santiago. 2007. « Decolonizar la universidad. La hybris del punto cero y el diálogo de saberes ». In *El giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*, 79–91. Bogotá: Siglo del Hombre.
- Castro-Gómez, Santiago, et Ramón Grosfoguel, éd. 2007. *El giro decolonial: reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Biblioteca universitaria de ciencias sociales y humanidades Serie Encuentros. Bogotá: Siglo del Hombre.
- Cerqueira, Daniel, Renato Sergio de Lima, Samira Bueno, Cristina Neme, Helder Ferreira, Danilo Coelho, Paloma Palmieri Alves, et al. 2018. « Atlas da Violência 2018 ». Rio de Janeiro: Ipea e FBSP.
- Chabaud-Rychter, Danielle, Virginie Descoutures, Anne-Marie Devreux, et Eleni Varikas. 2010. « Introduction ». *Hors collection Sciences Humaines*, septembre, 9-24.
- Chabaud-Rychter, Danielle, Virginie Descoutures, Anne-Marie Devreux, et Eleni Verikas, éd. 2010. *Sous les sciences sociales, le genre: relectures critiques, de Max Weber à Bruno Latour*. Paris: Ed. la Découverte.
- Chabaud-Rychter, Danielle, Dominique Fougeyrollas-Schwebel, et Françoise Sonthonnax. 1985. *Espace et temps du travail domestique*. Reponses Sociologiques. Meridiens-Klincksieck.

- Chabaud-Rychter, Danielle, et Delphine Gardey. 2004. « Techniques et genre ». In *Dictionnaire critique du féminisme*, 2ème éd. augmentée, 228-33. Paris: PUF.
- Chakrabarty, Dipesh. 2009. « The Climate of History: Four Theses ». *Critical Inquiry* 35 (2): 197-222. <https://doi.org/10.1086/596640>.
- Charlier, Sophie. 2006. « L'analyse de l'empowerment des femmes qui participent à une organisation de commerce équitable. Une proposition méthodologique ». In *Economie Solidaire et commerce équitable. Acteur et actrices d'Europe et d'Amérique latine*, par Claude Auroi et Isabel del Castillo Yeppez, 87-109. Louvain: Presse Universitaires UCL/IUED.
- . 2011. « Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale ». In *Empoderamiento des femmes par l'économie populaire solidaire: participation et visibilité des femmes en Bolivie*, par Isabelle Guérin, Madeleine Hersent, et Laurent Fraisse, 155-84. Sociologie économique. Toulouse: ERES. <http://www.cairn.info/femmes-economie-et-developpement--9782749212982-page-155.htm>.
- Chartier, Denis, et Michael Löwy. 2013. « L'Amérique latine, terre de luttes socioécologiques ». *Ecologie & politique*, n° 46 (mars): 13-20. <https://doi.org/10.3917/ecopo.046.0013>.
- Childress, Alice. 1986. *Like One of the Family: Conversations from a Domestic's Life*. Boston: Beacon Press.
- Chodor, Tom. 2015a. *Neoliberal Hegemony and the Pink Tide in Latin America Breaking up with TINA?* Hampshire [England: Palgrave Macmillan.
- . 2015b. « Understanding and Misunderstanding the Pink Tide in Latin America ». *Progress in Political Economy (PPE)* (blog). 14 avril 2015. <http://ppesydney.net/understanding-and-misunderstanding-the-pink-tide-in-latin-america/>.
- Chourraqui, Floriane. 2018. « Dans la bouche de Fogo. La résilience à l'épreuve des résistances et jeux de pouvoir sur un territoire volcanique. Une approche participative et audiovisuelle ». Toulouse: Toulouse II Jean Jaurès.
- Cisne, Mirla. 2014. *Feminismo e consciência de classe no Brasil*. São Paulo: Cortez Editora.
- . 2015. « Feminismo e liberdade no campo: a importância do Movimento de Mulheres Camponesas (MMC) para a formação da consciência feminista ». In *Coletânea sobre estudos rurais e gênero: Prêmio Margarida Alves 4a edição*, MDA, 1:111-30. Brasília.
- Clair, Isabelle. 2016. « Faire du terrain en féministe ». *Actes de la recherche en sciences sociales* N° 213 (3): 66-83.
- Clough, Patricia Ticineto, Jean O'Malley Halley, et Michael Hardt. 2007. *The Affective Turn: Theorizing the Social*. Durham: Duke Univ. Press.
- Colectivo Miradas Críticas del Territorio, desde el Feminismo. 2017. « (Re)patriarcalización de los territorios. La lucha de las mujeres y los mega-

- proyectos extractivos ». *Ecología Política* Ecofeminismos y ecologías políticas feministas (54): 65-69.
- Collectif. 2018. « Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité »: l'appel de 200 personnalités pour sauver la planète ». *Le Monde.fr*, 3 septembre 2018, sect. Idées.
- Combes, Hélène, Choukri Hmed, Lilian Mathieu, Johanna Siméant, et Isabelle Sommier. 2011. « Observer les mobilisations ». *Politix* n° 93 (1): 7-27.
- Connell, R. W. 1992. Review of *Review of Whose Science? Whose Knowledge? Thinking from Women's Lives*, par Sandra Harding. *Contemporary Sociology* 21 (4): 536-37. <https://doi.org/10.2307/2075914>.
- Connell, Raewyn. 2011a. *Southern Theory: The Global Dynamics of Knowledge in Social Science*. Reprinted. Cambridge: Polity Press.
- . 2011b. *Southern Theory: The Global Dynamics of Knowledge in Social Science*. Reprinted. Cambridge: Polity Press.
- . 2014a. *Masculinités enjeux sociaux de l'hégémonie*. Paris: Éd. Amsterdam.
- . 2014b. « Using Southern Theory: Decolonizing Social Thought in Theory, Research and Application ». *Planning Theory* 13 (2): 210-23. <https://doi.org/10.1177/1473095213499216>.
- Conradi, Carla Cristina Nacke, et María de los Angeles Arias Guevara. 2017. « The women in the Latin America conflicts: gender, resistance and memory ». In . Florianópolis.
- Contamin, Jean-Gabriel. 2005. « Le choix des armes: Les dilemmes pratiques d'un mouvement de doctorants et le modèle des avantages comparatifs ». *Genèses* no 59 (2): 4-24.
- Cordell, Crystal. 2017. « Émotions entre théories et pratiques ». *Raisons politiques*, n° 65 (mars): 5-13. <https://doi.org/10.3917/rai.065.0005>.
- Costa, Manoel Baltasar Baptista da, Monique Souza, Vilmar Müller Júnior, Jucinei José Comin, et Paulo Emílio Lovato. 2017. « Agroecology development in Brazil between 1970 and 2015 ». *Agroecology and Sustainable Food Systems* 41 (3-4): 276-95. <https://doi.org/10.1080/21683565.2017.1285382>.
- CPT. 2017. « Conflictos no campo, Brasil 2016 ». 228. Goiana, GO.
- . 2018. « Conflictos no campo, Brasil 2018 ». 247. Goiana, GO.
- Crenshaw, Kimberlé Williams. 1991_2005. « Cartographies des marges: intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur, Mapping the margins: Intersectionality, identity politics, and violence against women of color ». Traduit par Oristelle Bonis. *Cahiers du Genre*, n° 39: 51-82. <https://doi.org/10.3917/cdge.039.0051>.
- Curiel, Ochy. 2016. *El Feminismo Decolonial Latinoamericano y Caribeño. Aportes para las Prácticas Políticas Transformadoras*. Conferencia Facultad de Ciencias Políticas y Sociología de la Universidad de Granada. CICODE. Universidad de Granada. <https://www.youtube.com/watch?v=B0vLLIncsG0>.

- Curiel, Ochy, Sabine Masson, et Jules Falquet. 2005a. « Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes ». *Nouvelles Questions Féministes* 24 (2): 4-13. <https://doi.org/10.3917/nqf.242.0004>.
- . 2005b. « Féminismes dissidents en Amérique latine et aux Caraïbes ». *Nouvelles Questions Féministes* Vol.24 (2): 4-13.
- Dauphin, Sandrine. 2010. *L'État et les droits des femmes: des institutions au service de l'égalité?* Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Dauphin, Sandrine, et Réjane Sénac-Slawinski. 2008. « Gender mainstreaming: analyse des enjeux d'un 'concept-méthode' ». *Cahiers du Genre* n° 44 (1): 5-16.
- Dayan, Daniel. 2009. « Sharing and Showing: Television as Monstration ». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 625 (1): 19-31. <https://doi.org/10.1177/0002716209338364>.
- De Martini, Evandro. 2018. « Les élections brésiliennes et la biodiversité ». *AOC media - Analyse Opinion Critique*, octobre. <https://aoc.media/opinion/2018/10/05/elections-bresiliennes-biodiversite/>.
- D'Eaubonne, Françoise. 1974. *Le féminisme ou la mort*. Femmes en mouvement. FeniXX réédition numérique (Pierre Horay).
- Deere, Carmen Diana. 2004. « Os direitos da mulher à terra e os movimentos sociais rurais na reforma agrária brasileira ». *Revista Estudos Feministas* 12 (1): 175-204. <https://doi.org/10.1590/S0104-026X2004000100010>.
- Degavre, Florence. 2011. « La pensée «femmes et développement». Critique des fondements et pistes pour reconstruire un point de vue féministe croisé Nord/Sud ». In *Femmes, économie et développement: de la résistance à la justice sociale*, par Isabelle Guérin, Madeleine Hersent, et Laurent Fraisse, Institut de recherche pour le développement (France), 63-84. Sociologie économique. Toulouse: Paris: Érès; Institut de recherche pour le développement.
- Delcourt, Laurent. 2018. « Brésil – Le coup d'État des ruralistes ». *CETRI, Centre Tricontinental* (blog). 24 décembre 2018. <https://www.cetri.be/Bresil-Le-coup-d-Etat-des>.
- Deldrève, Valérie. 2016. *Pour une sociologie des inégalités environnementales*. EcoPolis. Peter Lang AG, Internationaler Verlag der Wissenschaften.
- Delphy, Christine. 1977. « Nos amis et nous. Les fondements cachés de quelques discours pseudo-féministes ». *Questions Féministes*, n° 1: 20-49.
- . 1998. *L'Ennemi principal*. Syllepse. Paris: Editions Syllepse.
- . 2004. « Retrouver l'élan du féminisme ». *Le Monde diplomatique*, 1 mai 2004. <https://www.monde-diplomatique.fr/2004/05/DELPHY/11173>.
- . 2008. *Classer, dominer: Qui sont les « autres »?* La fabrique éditions.
- . 2017. « La non-mixité: une nécessité politique - Domination, ségrégation et auto-émancipation ». *lmsi.net* (blog). 2017. <http://lmsi.net/La-non-mixite-une-necessite>.

- Depraz, Nathalie. 2004. « Empathie et compassion. Analyse phénoménologique et enseignements bouddhistes ». In *L'Empathie*, par Alain Berthoz et Gérard Jorland, 183-99. Paris: Odile Jacob.
- Des plumes dans le goudron. 2018. *Résister aux grands projets inutiles et imposés: Politiser les territoires de NDDL au No Tav*. Textuel.
- Desaulniers, Elise. 2016. « “Le sang des autres”. Préface ». In *La politique sexuelle de la viande: une théorie critique féministe végétarienne*, par Carol J Adams. Lausanne: Editions l'Age d'Homme.
- Descarries, Francine. 2005. « L'antiféminisme « ordinaire » ». *Recherches féministes* 18 (2): 137-51. <https://doi.org/10.7202/012421ar>.
- . 2015. « L'antiféminisme, expression sociopolitique du sexisme et de la misogynie: «C'est la faute au féminisme!» ». In *Les antiféminismes: analyse d'un discours réactionnaire*, par Francis Dupuis-Déri et Diane Lamoureux, 75-91. Collection observatoire de l'antiféminisme. Montréal, Québec: Les Éditions du remue-ménage.
- Despentes, Virginie. 2018. « Pour les manants de demain ». In *Éloge des mauvaises herbes. Ce que nous devons à la ZAD*, 29-40. Paris: LLL -Les liens qui libèrent.
- Destremau, Blandine. 2013. « 9. Au four, au moulin... et à l'empowerment. La triple captation et l'exploitation du travail des femmes dans le développement ». In *Travail et genre dans le monde*, 89-97. Paris: La Découverte. <http://www.cairn.info/travail-et-genre-dans-le-monde--9782707174567-page-89.htm>.
- Destremau, Blandine, et Isabel Georges. 2018. *Le «care», face morale du capitalisme*. Action publique. Bruxelles: Peter Lang B.
- Destremau, Blandine, et Bruno Lautier. 2017. « Le sociologue et “la femme pauvre du Tiers Monde”. Sociologie du développement : un éclairage par les rapports sociaux de sexe ». In *Sous le développement, le genre*, édité par Isabelle Guérin, Hélène Guétat-Bernard, et Christine Verschuur, 129-50. Objectifs Suds. Marseille: IRD Éditions.
- Devineau, Julie. 2012. « Autour du concept de fémicide/féminicide: entretiens avec Marcela Lagarde et Montserrat Sagot ». *Problemes d'Amérique latine* N° 84 (2): 77-91.
- Devreux, Anne-Marie, et Diane Lamoureux. 2012. « Les antiféminismes: une nébuleuse aux manifestations tangibles ». *Cahiers du Genre* n° 52 (1): 7-22.
- Diniz, Debora. 2019. « O pacto narcísico de masculinidade do governo Bolsonaro ». *Revista Marie Claire*, 21 juin 2019. [//revistamarieclaire.globo.com/Blogs/Debora-Diniz/noticia/2019/06/debora-diniz-o-pacto-narcisico-de-masculinidade-do-governo-bolsonaro.html](http://revistamarieclaire.globo.com/Blogs/Debora-Diniz/noticia/2019/06/debora-diniz-o-pacto-narcisico-de-masculinidade-do-governo-bolsonaro.html).
- Dorlin, Elsa. 2017. *Se défendre: une philosophie de la violence*. Paris: Zones.

- Dotson, Kristie. 2011. « Tracking Epistemic Violence, Tracking Practices of Silencing ». *Hypatia* 26 (2): 236-57. <https://doi.org/10.1111/j.1527-2001.2011.01177.x>.
- Dunezat, Xavier. 1998. « Des mouvements sociaux sexués ». *Recherches féministes* 11 (2): 161-95. <https://doi.org/10.7202/058009ar>.
- . 2011. « Travail militant et/ou travail sociologique ? Faire de la sociologie des mouvements sociaux en militant ». In *Des sociologues sans qualités?: pratiques de recherche et engagements*, 80 à 97. Paris: La Découverte.
- Dupuis-Déri, Francis. 2013. « L'antiféminisme d'État ». *Lien social et Politiques*, n° 69: 163-80. <https://doi.org/10.7202/1016490ar>.
- Echeverri, Ana Patricia Noguera de. 2012. *Cuerpo - Tierra: El Enigma, El Habitar, La Vida: Emergencias de un Pensamiento Ambiental en clave del Reencantamiento del Mundo*. Saarbrücken: Editorial Académica Española.
- Emo, Anne Claire. 2009. « L'engagement illégitime: le stigmatisme de féministe dans l'héritage d'une dissidence ». Communication scientifique présentée à Colloque Femmes engagées: les intellectuelles en France de 1986 à nos jours, Londres, juin 11.
- Enríquez, Corina Rodríguez. 2015. « Economía feminista y economía del cuidado. Aportes conceptuales para el estudio de la desigualdad ». *Nueva Sociedad*, n° 256. <https://nuso.org/articulo/economia-feminista-y-economia-del-cuidado-aportes-conceptuales-para-el-estudio-de-la-desigualdad/>.
- Escobar, Arturo. 2014_2018. *Sentir-penser avec la Terre. Une écologie au-delà de l'Occident*. Seuil. Anthropocène. Paris.
- . 2005. « O lugar da natureza e a natureza do lugar: globalização ou pós-desenvolvimento? » In *A colonialidade do saber: eurocentrismo e ciências sociais. Perspectivas latino-americanas.*, CLASCO, 133-68. Colección Sur Sur. Buenos Aires.
- . 2008. *Territories of Difference: Place, Movements, Life, Redes*. New Ecologies for the Twenty-First Century. Durham, NC: Duke Univ. Press.
- . 2014. « Prefacio de Tejiendo de otro modo ». In *Tejiendo de otro modo: Feminismo, epistemología y apuestas descoloniales en Abya Yala*, par Yuderkys Espinosa Miñoso, Diana Gómez Correal, et Karina Ochoa Muñoz, 11-13. el Cauca - Colombie: Popayán: Editorial Universidad del Cauca.
- . 2017. « Desde abajo, por la izquierda, y con la tierra: la diferencia de Abya Yala/Afro/Latino/América ». In *Ecología política latinoamericana: pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica vol.1*, CLACSO, 51.
- Esmeraldo, Gema Galgani Silveira Leite. 2004. « A Organização da Propriedade da Terra e das Relações de Trabalho no Brasil* ». *Revista Cadernos do Logeça* 3 (2): 23-35.
- . 2013. « O protagonismo político de mulheres rurais por seu reconhecimento econômico e social ». In *Mulheres camponesas: trabalho produtivo e*

- engajamentos políticos*, par Delma Pessanha Neves et Leonilde Servolo de Medeiros, *Alternativa*, 237-56. Niteroi.
- . 2014a. « As lutas das mulheres camponesas na contramão da civilização capitalista ». In *Entrelugares e Mobilidades. Desafios feministas*, édité par Susana Bornéo Funck, Luzinete Simões Minella, et Gláucia de Oliveira Assis, 3:249-68. Tubarão, SC: Gráfica Copiart Editora.
- . 2014b. « Femmes en mouvement : la naissance d'une existence sociale, politique et professionnelle ». In *Féminin-Masculin*, par Hélène Guétat-Bernard, 101. Editions Quæ. <https://doi.org/10.3917/quæ.guet.2014.01.0101>.
- Esmeraldo, Gema Galgani Silveira Leite, Andréa Machado Camurça, Ligia Alves Viana, et Karla Karolline De Jesus Abrantes. 2017. « Mulheres camponesas e quintais: anúncio de esperança e re(existência) para a vida planetária ». In *Práticas contra-hegemônicas na formação dos profissionais das Ciências Agrárias. Volume II*, par Mônica Castagna Molina, Fernando Michelotti, Rafael Litvin Vilas Boas, et Rita Fagundes, 312-30. Brasília: Universidade de Brasília.
- Esmeraldo, Gema Galgani Silveira Leite, Laeticia Medeiros Jalil, et Suyane de Lima Reis Fernandes. 2018. « Mulheres, agroecologia e convivência com o semiárido: quintais produtivos e a caderneta agroecológica a desvendar forças sociais, produtivas e humanas ». *Agroecologia*, n° 39: 62-69.
- Espinosa Miñoso, Yuderksy. 2014. « Una crítica descolonial a la epistemología feminista crítica ». *El Cotidiano*, Universidad Autónoma Metropolitana Unidad Azcapotzalco, n° 184: 7-12.
- Evaristo, Conceição. 2014. *Olhos d'água*. Rio de Janeiro: Pallas.
- . 2018. « "Notre parole brise le masque du silence" ». *Autres Brésils* (blog). 30 novembre 2018.
- Falquet, Jules. 1998. « De l'institutionnalisation du féminisme latino-américain et des Caraïbes ». *Cahiers du GEDISST*, n° 20: 131-47.
- , éd. 2002. *Ecologie: quand les femmes comptent*. Femmes & changements. Paris: Harmattan.
- . 2003a. « "Genre et développement": une analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la Conférence de Pékin." ». In *On m'appelle à régner. Mondialisation, pouvoirs et rapports de genre. Les colloques genre de l'IUED*, 59-90. Genève: Direction du développement et de la coopération, Commission Suisse pour l'UNESCO, Institut universitaire d'études du développement.
- . 2003b. « L'ONU, alliée des femmes? » *Multitudes* n° 11 (1): 179-91. <https://doi.org/10.3917/mult.011.0179>.
- . 2007. « Le mouvement féministe en Amérique latine et aux Caraïbes ». *Actuel Marx*, n° 42 (décembre): 36-47. <https://doi.org/10.3917/amx.042.0036>.

- . 2008. *De gré ou de force: les femmes dans la mondialisation*. Le genre du monde. Paris: Dispute.
- . 2011. « Penser la mondialisation dans une perspective féministe ». *Travail, genre et sociétés* n° 25 (1): 81-98.
- . 2016a. « Des assassinats de Ciudad Juárez au phénomène des féminicides: de nouvelles formes de violences contre les femmes? » In *Pax neoliberalia: perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*, 99-133. Racine de iXe. Donnemarie-Dontilly: Éditions iXe.
- . 2016b. *Pax neoliberalia: perspectives féministes sur (la réorganisation de) la violence*. Racine de iXe. Donnemarie-Dontilly: Éditions iXe.
- . 2016c. « Entretien avec Jules Falquet: Matérialisme féministe, crise du travail salarié et imbrication des rapports sociaux. Entretien réalisé par Oriane Petteni et Sophie Wustefeld, et préparé avec l'aide de Jessica Borrotto et Alain Loute ». *Cahiers du GRM. publiés par le Groupe de Recherches Matérialistes – Association*, n° 10 (décembre). <https://doi.org/10.4000/grm.839>.
- Fals Borda, Orlando. 2008. *Sentipensante, entretien avec Orlando Fals Borda*. <https://www.youtube.com/watch?v=LbJWqetRuMo>.
- . 2009. *Una sociología sentipensante para América Latina*. Buenos Aires, Argentina: CLACSO.
- Fals Borda, Orlando, Germán Guzmán Campos, et Eduardo Umana Luna. 1962. *La violencia en Colombia: estudio de un proceso social*. Tercer Mundo. Vol. Tome I. Bogotá.
- Faria, Nalu. 2011. « La formación como instrumento para la construcción de un abordaje antipatriarcal ». In *En busca de la igualdad. Textos para la acción feminista*, SOF, 9-33. Sao Paulo.
- Favareto, Arilson. 2006. « Agricultores, trabalhadores: os trinta anos do novo sindicalismo rural no Brasil ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais* 21 (62): 27-44. <https://doi.org/10.1590/S0102-69092006000300002>.
- Federici, Silvia. 2004_2014. *Caliban et la sorcière: femmes, corps et accumulation primitive*. Genève: Entremonde.
- . 2014. *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*. Entremonde. Senonevero. Genève–Paris.
- Ferreira, Ana Paula Lopes. 2016. « Acercamiento entre las perspectivas feminista y agroecológica potencializando procesos de empoderamiento de las mujeres rurales brasileñas, desde el territorio del Pajeú, Sertão del Pernambuco. » Cordoba, Espana: Universidad de Cordoba.
- Ferreira Rodrigues, Maria de Fátima. 1994. « Terra camponesa como (re)criação - Genealogia do lugar e da paisagem ». Dissertação de mestrado, Brésil: Universidade de São Paulo (USP).
- Ferreira, Simone Raquel Batista. 2012. « Quilombolas ». In *Dicionário da Educação do Campo*, Expressão Popular, 647-52. Rio de Janeiro.

- Filipak, Alexandra. 2017. « Políticas públicas para mulheres rurais no Brasil (2003-2015): análise a partir da percepção de mulheres rurais e de movimentos sociais mistos ». Tese de doutorado em Ciências Sociais, Sao Paulo: UNESP Universidade Estadual Paulista.
- Fillieule, Olivier. 2005. *Le désengagement militant*. Paris: Belin.
- . 2009a. « Carrière militante ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 85-94. Paris: Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/dictionnaire-des-mouvements-sociaux--9782724611267-page-85.htm>.
- . 2009b. « Désengagement ». In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, par Olivier Fillieule et Eric Agrikoliansky, 180-88. Références Sociétés en mouvement. Paris: Presses de Sciences Po.
- Fillieule, Olivier, et Patricia Roux, éd. 2009. *Le sexe du militantisme*. Sociétés en mouvement. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Flora, Cornelia, et Sue Johnson. 1978. « Discarding the Distaff: New Roles for Rural Women ». In *Rural U.S.A.: Persistence and Change*, par Thomas R. Ford.
- Fragoso, Monárrez, et Julia Estela. 2000. « La cultura del feminicidio en Ciudad Juárez, 1993-1999 ». *Frontera norte* 12 (23): 87-117.
- Francis, C., G. Lieblein, S. Gliessman, T. A. Breland, N. Creamer, R. Harwood, L. Salomonsson, et al. 2003. « Agroecology: The Ecology of Food Systems ». *Journal of Sustainable Agriculture* 22 (3): 99-118. https://doi.org/10.1300/J064v22n03_10.
- Francis, Charles, et Alexander Wezel. 2017. « Agroecological Practices: Potentials and Policies ». In *Agroecological Practices For Sustainable Agriculture: Principles, Applications, And Making The Transition*, 463-81. World Scientific.
- Fraser, Nancy. 2011. « Féminisme, capitalisme et ruses de l'histoire, Feminism ». *Cahiers du Genre*, n° 50 (novembre): 165-92. <https://doi.org/10.3917/cdge.050.0165>.
- . 2016. *Les contradictions sociales du capitalisme contemporain, de la famille, du féminisme*. 38e conférence Marc Bloch. EHESS.
- Fregoso, Rosa-Linda, et Cynthia Bejarano. 2010. *Terrorizing Women: Femicide in the Americas*. Durham: Duke University Press.
- Freire, Paulo. 1974. *Pedagogie des opprimés suivi de: conscientisation et revolution*. Paris: Francois Maspero.
- Freire, Paulo, et Ira Shor. 1986. *Medo e ousadia: o cotidiano do professor*. Paz e terra. Sao Paulo. <https://www.travessa.com.br/medo-e-ousadia-o-cotidiano-do-professor/artigo/d6d9aec1-9193-4e06-98f9-d88a6089ab8c>.
- Fricker, Miranda. 1999. « Epistemic Oppression and Epistemic Privilege ». *Canadian Journal of Philosophy* 29: 191-210.
- . 2007. *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*. Reprinted. Oxford: Oxford Univ. Press.

- Furlin, Neiva. 2013. « A perspectiva de gênero no MST: um estudo sobre o discurso e as práticas de participação das mulheres ». In *Mulheres camponesas: trabalho produtivo e engajamentos políticos*, par Delma Pessanha Neves et Leonilde Servolo de Medeiros, Alternativa, 257-82. Niteroi.
- Fusi, Mathieu. 2017. « Le temps et le doctorant ». Billet. *Point-virgule* (blog). 2017. <https://ptvirgule.hypotheses.org/264>.
- Gallot, Fanny, et Eve Meuret-Campfort. 2015. « Des ouvrières en lutte dans l'après 1968 ». *Politix* n° 109 (1): 21-43.
- Garcia Jr, Afrânio Raul. 1990. *O Sul, caminho do roçado: estratégias de reprodução camponesa e transformação social*. São Paulo: Editora Marco Zero.
- Garcia, Leila Posenato, Lúcia Rolim Santana de Freitas, Gabriela Drummond Marques da Silva, et Doroteia Aparecida Höfelmann. 2013. « Violência contra a mulher: feminicídios no Brasil ». Estudo Violência contra a mulher: feminicídios no Brasil. Brasília: Ipea.
- García, Verónica Vázquez. 1999. *Género, sustentabilidad y cambio social en el México rural*. Colección Desarrollo rural y género. Montecillo, Estado de México: Colegio de Postgraduados en Ciencias Agrícolas, Instituto de Socioeconomía, Estadística e Informática, Especialidad en Estudios del Desarrollo Rural.
- Gardey, Delphine. 2005. « La part de l'ombre ou celle des lumières ?, Summary, Zusammenfassung, Resumen ». *Travail, genre et sociétés* N° 14 (2): 29-47. <https://doi.org/10.3917/tgs.014.0029>.
- Gargallo, Francesca. 2019. « La destrucción del pueblo pasa necesariamente por la destrucción del cuerpo de las mujeres ». In *Feminismos a la contra: entre-vistas al Sur Global*, par Luis Martínez Andrade, 177-86.
- Gargallo, Francesca Celentani. 2014. *Feminismos desde Abya Yala. Ideas y proposiciones de las mujeres de 607 pueblos en nuestra América*. Editorial Corte y Confección. Ciudad de México.
- Gaxie, Daniel. 2005. « Rétributions Du Militantisme et Paradoxes de l'action Collective ». *Swiss Political Science Review* 11 (1): 157-88. <https://doi.org/10.1002/j.1662-6370.2005.tb00051.x>.
- Geffray, Christian. 1995. *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne: essai sur l'exploitation paternaliste*. Paris: Karthala.
- . 1996. « Le modèle de l'exploitation paternaliste ». *Lusotopie* 3 (1): 153-59.
- Ghasarian, Christian. 2002. *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive: nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Collection U. Anthropologie. Paris: Colin.
- Gieryn, Thomas F. 2000. « A Space for Place in Sociology ». *Annual Review of Sociology* 26 (1): 463-96. <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.26.1.463>.
- Giraldo, Omar Felipe, et Ana Patricia Noguera de Echeverri. 2017. « ¿Para qué poetas en tiempos de extractivismo ambiental ». In *Ecología política lati-*

- noamericana: pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica vol.1*, CLACSO, 69-93.
- Giraldo, Omar Felipe, et Peter M. Rosset. 2018. « Agroecology as a Territory in Dispute: Between Institutionalization and Social Movements ». *The Journal of Peasant Studies* 45 (3): 545-64. <https://doi.org/10.1080/03066150.2017.1353496>.
- Giraldo, Omar Felipe, et Peter Michael Rosset. 2016. « La agroecología en una encrucijada: entre la institucionalidad y los movimientos sociales ». *Guaju* 2 (1): 14-37. <https://doi.org/10.5380/guaju.v2i1.48521>.
- Gliessman, Stephen R. 1998. *Agroecology: Ecological Processes in Sustainable Agriculture*. CRC Press.
- . 2000. *Agroecology: Ecological Processes in Sustainable Agriculture*. Boca Raton: Lewis Publ.
- . 2007. *Agroecology: The Ecology of Sustainable Food Systems*. CRC Press.
- . 2014. *Agroecology: The Ecology of Sustainable Food Systems - 3rd Edition*. CRC Press. New York: Taylor & Francis. <https://www.crcpress.com/Agroecology-The-Ecology-of-Sustainable-Food-Systems-Third-Edition/Gliessman/p/book/9781439895610>.
- Goffman, Erving. 1975. *Stigmate: les usages sociaux des handicaps*. Traduit par Alain Kihm. Paris, France: les Éditions de Minuit.
- Goirand, Camille. 2010. « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine ». *Revue française de science politique* Vol. 60 (3): 445-66.
- Gomes, Andréa da Silva, M. G. Bittencourt, et M. Dufumier. 2011. « Agricultures capitalistes et paysannes dans l'État de Bahia au Brésil ». *Annales de géographie* n°677 (1): 3-25.
- Gonçalves, Ricardo Junior de A. F., Bruno Milanez, et Luiz Jardim Wanderley. 2018. « Neoeextrativismo liberal-conservador: a Política Mineral e a Questão Agrária no Governo Temer ». *OKARA: Geografia em debate* 12 (2): 348-95. <https://doi.org/10.22478/ufpb.1982-3878.2018v12n2.41321>.
- Gonzalez, Lélia. 1981. « Mulher negra, essa quilombola ». *Folha de São Paulo*, 22 novembre 1981, sect. Folhetim.
- . 1984. « Racismo e sexismo na cultura brasileira ». *Revista Ciências Sociais Hoje*, Anpocs, , 223-44.
- . 1988a. « A categoria político-cultural de amefricanidade ». *Tempo Brasileiro*, n° 92/93: 69-82.
- . 1988b. « Por um feminismo afrolatinoamericano ». *Revista Isis Internacional* 9: 133-41.
- . 2015. « La catégorie politico-culturelle d'amefricanité ». Traduit par Hélène Le Doaré. *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, n° 20 (janvier). <http://cedref.revues.org/806>.

- Graeber, David. 2008. « Hope in Common ». *The Anarchist Library* (blog). 2008.
- . 2018. « Préface ». In *Éloge des mauvaises herbes. Ce que nous devons à la ZAD*, 5-14. Paris: LLL -Les liens qui libèrent.
- Grelet, Stany. 2005. « L'amour de l'art: pour une technologie de la contestation ». *Vacarme*, n° 31: 15-20.
- Guérin, Isabelle. 2017. « Du pouvoir, de l'argent et de l'amour! Les ressorts cachés de l'empowerment ». *Cahiers du Genre* n° 63 (2): 121-44.
- Guérin, Isabelle, et Jane Palier. 2005. « Empowerment, self-help groups et solidarité démocratique en Inde ». In *Microfinance en Asie: entre traditions et innovations*, par Isabelle Guérin et Jane Palier, 129-58. Sciences Sociales. Paris/Pondichéry: Karthala/IRD/IFP. http://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-144_fr.html.
- Guerrero Arias, Patricio. 2016. « Colonialidad del saber e insurgencia de las sabidurías otras: Corazonar las epistemologías hegemónicas, como respuesta de insurgencia (de)colonial ». Ecuador: Universidad Andina Simón Bolívar. <http://repositorio.uasb.edu.ec/handle/10644/5139>.
- Guétat-Bernard, Hélène. 2007. « Développement, mobilités spatiales, rapport de genre: une lecture des dynamiques des ruralités contemporaines (Inde du sud, Ouest Cameroun, Amazonie brésilienne) - Tome 3 ». HDR, Toulouse: Toulouse le Mirail.
- . 2015. « Travail des femmes et rapport de genre dans les agricultures familiales: analyse des similitudes entre la France et le Cameroun ». *Revue Tiers Monde* n° 221 (1): 89-106.
- Guétat-Bernard, Hélène, et Nathalie Lapeyre. 2017. « Les pratiques contemporaines de l'empowerment. » *Cahiers du Genre* n° 63 (2): 5-22.
- Guétat-Bernard, Hélène, et Héloïse Prévost. 2016a. « L'agro-écologie au Brésil, un instrument genré de luttes sociales ». *L'Ordinaire des Amériques*, n° 220 (juillet). <https://doi.org/10.4000/orda.2888>.
- . 2016b. « L'agro-écologie au Brésil, un instrument genré de luttes sociales ». *L'Ordinaire des Amériques*, n° 220 (juillet). <https://doi.org/10.4000/orda.2888>.
- Guétat-Bernard, Hélène, et Héloïse Prévost. 2017. « Ecoféminisme et agroécologie au Brésil ». In *Résistances et émancipation des femmes du Sud: travail et luttes environnementales*, 50-74. Collection Logiques sociales. Série « Sociologie du genre ». Paris: L'Harmattan.
- Guétat-Bernard, Hélène, et Magalie Saussey, éd. 2014. *Genre et savoirs: Pratiques et innovations rurales au Sud*. Bondy: IRD Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.irdeditions.9125>.
- Guhur, Dominique Michèle Periot, et Nilciney Toná. 2012. « Agroecologia ». In *Dicionário da Educação do Campo*, Expressão Popular, 59-67. Rio de Janeiro.

- Guillaumin, Colette. 1978a. « De la transparence des femmes nous sommes toutes des filles de vitrières ». *Questions Féministes*, n° 4: 51-54.
- . 1978b. « Pratique du pouvoir et idée de Nature (1) L'appropriation des femmes ». *Questions Féministes*, n° 2: 5-30.
- . 1978c. « Pratique du pouvoir et idée de Nature (2) Le discours de la Nature ». *Questions Féministes*, n° 3: 5-28.
- . 1992. *Sexe, race et pratique du pouvoir: l'idée de nature*. Paris: Côté-femmes.
- Guzmán Casado, Gloria Isabel, Manuel Luis González de Molina, et Eduardo Sevilla Guzmán. 2000. *Introducción a la agroecología como desarrollo rural sostenible*. Madrid: Mundi Prensa.
- Hache, Émilie. 2016. *Reclaim, recueil de textes écoféministes*. Cambourakis. Sorcières.
- Haicault, Monique. 1984. « La gestion ordinaire de la vie en deux ». In *Travail des femmes et famille.*, 268-77. 3. Paris: Sociologie du Travail.
- Hanmer, Jalna. 1977. « Violence et contrôle social des femmes ». *Questions Féministes*, n° 1: 68-88.
- Haraway, Donna Jeanne. 1984_2007. *Manifeste cyborg et autres essais: sciences, fictions, féminismes*. Essais. Paris: Exils.
- . 1997. *Modest_WitnessSecond_Millennium. FemaleMan©_Meets_OncoMouseTM: Feminism and Technoscience*. New York London: Routledge.
- Harding, Sandra. 1991. *Whose Science? Whose Knowledge? Thinking from Women's Lives*. 2nd éd. Ithaca, NY: Cornell Univ. Press.
- . 1992. « Rethinking standpoint epistemology: what is “strong objectivity?” » *The Centennial Review* 36 (3): 437-70.
- . 2009. « Postcolonial and Feminist Philosophies of Science and Technology: Convergences and Dissonances ». *Postcolonial Studies* 12 (4): 401-21. <https://doi.org/10.1080/13688790903350658>.
- Harris, Adrienne, et Ynestra King. 1989. *Rocking the Ship of State: Toward a Feminist Peace Politics*. Boulder, Colo.: Westview Press.
- Hartsock, Nancy C. M. 1983_1987. « The Feminist Standpoint: Developing the Ground for a Specifically Feminist Historical Materialism ». In *Feminism and Methodology*, par Sandra Harding, Bloomington: Indiana University Press/Open University Press, 157-80.
- Harvey, David. 2004. « Le «Nouvel Impérialisme»: accumulation par expropriation ». *Actuel Marx* n° 35 (1): 71-90.
- Hecht, Susanna. 1995. « The Evolution of Agroecological Thought ». In *Agroecology: The Science of Sustainable Agriculture*, Westview Press, 1:4-20. CLADES. Boulder.
- Hemmings, Clare. 2012. « Affective Solidarity: Feminist Reflexivity and Political Transformation ». *Feminist Theory* 13 (2): 147-61. <https://doi.org/10.1177/1464700112442643>.
- Henn, Iara Aquilo. 2013. « Agroecologia e relações de gênero em projeto societário ». In *Mulheres camponesas: trabalho produtivo e engajamentos políticos*,

- par Delma Pessanha Neves et Leonilde Servolo de Medeiros, *Alternativa*, 65-88. Niteroi.
- Hercus, Cheryl. 1999. « Identity, emotion, and feminist collective action ». *Gender & Society* 13 (1): 34–55. <https://doi.org/10.1177/089124399013001003>.
- Heredia, Beatriz Maria Alásia de, et Rosângela Pezza Cintrão. 2006. « Gênero e acesso a políticas públicas no meio rural brasileiro ». *REVISTA NE-R40* (8): 1-28.
- Hernes, Helga Maria. 1987. *Welfare state and woman power: essays in state feminism*. Oslo, Norvège: Norwegian University Press.
- Herrero, Amaranta. 2017. « Ecofeminismos: apuntes sobre la dominación gemela de mujeres y naturaleza ». *Ecología Política Ecofeminismos* (54). <http://www.ecologiapolitica.info/?p=10136>.
- Herrero López, Yayo. 2017. « Conexiones entre la crisis ecológica y la crisis de los cuidados. Entrevista a Yayo Herrero López – ». *Ecología Política Ecofeminismos* (54): 111-14.
- Hill Collins, Patricia. 1989_2008. « La construction sociale de la pensée féministe ». In *Black feminism: Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, 135-75. Paris: Editions L'Harmattan.
- . 2009_2016. *La pensée féministe noire*. Les éditions du remue-Ménage. Montréal.
- Hill Collins, Patricia, et Sirma Bilge. 2016. *Intersectionality*. Cambridge, UK ; Malden, MA: Polity Press.
- Hillenkamp, Isabelle, Frédéric Lapeyre, et Andreia Lemaître, éd. 2013. *Securing livelihoods: informal economy practices and institutions*. 1st ed. Oxford ; New York: Oxford University Press.
- Hillenkamp, Isabelle, et Miriam Nobre. 2018. « Agroecologia e feminismo no Vale do Ribeira: contribuição para o debate sobre reprodução social ». *Temáticas* 26 (52): 167-94.
- Hirschman, Albert. 1983. *Bonheur privé, action publique*. Pluriel. Paris. <https://www.fayard.fr/pluriel/bonheur-prive-action-publique-9782818503690>.
- Hochschild, Arlie Russell. 2017. *Le prix des sentiments: au coeur du travail émotionnel*. Laboratoire des sciences sociales. Paris: La Découverte.
- Hofmann, Elisabeth, et Kamala Marius-Gnanou. 2004. « L'empowerment des femmes entre relativisme culturel et instrumentalisation dans des évaluations de la microfinance en Inde ». In . Bordeaux IV.
- Honneth, Axel. 2005. « Invisibilité : sur l'épistémologie de la « reconnaissance » ». *Réseaux*, n° 129-130: 39-57. <https://doi.org/10.3917/res.129.0039>.
- hooks, bell. 1994_2018. « Le langage: enseigner de nouveaux mondes/de nouveaux mots ». In *Rencontres radicales: Pour des dialogues féministes décoloniaux*, Editions Cambourakis, 221-30. Sorcières.

- . 1994_2018. « “Paulo Freire” in Teaching to transgress: Education as the Practice of Freedom (1994) ». In *Rencontres radicales: Pour des dialogues féministes décoloniaux*, Editions Cambourakis, 77-90. Sorcières.
- hooks, bell. 2013. « La pédagogie engagée ». *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 25 (novembre): 179-90. <https://doi.org/10.4000/traces.5852>.
- hooks, bell. 2014. *Black Looks: Race and Representation*. Routledge.
- . 2015. *Ne suis-je pas une femme?: femmes noires et féminisme*. Paris: Éditions Cambourakis.
- . 2017. *De la marge au centre: théorie féministe*. Traduit par Noomi B Grüsig et Nassira Hedjerassi. Paris: Cambourakis.
- Howard, Patricia L., éd. 2003. *Women and Plants: Gender Relations in Biodiversity Management and Conservation*. New York: Eschborn, Germany: Zed Books.
- Hurston, Zora Neale. 1937_1969. *Their Eyes Were Watching God*. Greenwich. Fawcett.
- Jaggar, Alison M. 1983. *Feminist Politics and Human Nature*. Lanham: Rowman & Littlefield.
- Jalil, Laeticia Medeiros. 2013. « As Flores e os Frutos da Luta: o significado da Organização e da Participação Política para as Mulheres Trabalhadoras Rurais ». Thèse de doctorat en Sciences sociales en Développement, Agriculture et Société, Rio de Janeiro: Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro, Instituto de Ciências Humanas e Sociais.
- Jalil, Laeticia Medeiros, Maria do Socorro Oliveira, et Gema Galgani Silveira Leite Esmeraldo. 2017. *Rede Feminismo e agroecologia do Nordeste*. Rede Feminismo e agroecologia do Nordeste. Recife.
- Jaramillo, Jefferson, et Juan Pablo Vera Lugo. 2013. « Etnografías Desde y Sobre El Sur Global. Reflexiones Introductorias ». *Universitas Humanística* 75 (75): 13-34.
- Jarty, Julie. 2016. « Les Free-rideuses du marché du travail. Quels devenir pour des « féministes professionnelles »? » *SociologieS*, octobre. <http://journals.openedition.org/sociologies/5825>.
- Jasper, James M. 2016. *Protesto: uma introdução aos movimentos sociais*. Zahar. Rio de Janeiro.
- Jenson, Jane. 2011. « Politiques publiques et investissement social: quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes? » *Cahiers du Genre HS n° 2 (3)*: 21-43.
- Jordan, John. 2018. « Les communs d’une culture de résistance ». In *Éloge des mauvaises herbes. Ce que nous devons à la ZAD*, 43-53. Paris: LLL -Les liens qui libèrent.
- Jorge, Simone Aparecida, et Leonice Domingos dos Santos Cintra Lima. 2017. « Ativismo Político de Mulheres na Internet ». In *024. Digital media, socialities and subjectivities*. Florianópolis.

- Jouan, Adrien. 2016. « S'impliquer pour enquêter : politiques et dilemmes d'une ethnographie en terrain militant ». *Cahiers de recherche sociologique*, n° 61: 145-66. <https://doi.org/10.7202/1042373ar>.
- Jouët, Josiane, Katharina Niemeyer, et Bibia Pavard. 2017. « Faire des vagues ». *Réseaux*, n° 201 (mai): 21-57. <https://doi.org/10.3917/res.201.0019>.
- Júnior, João Cleps. 2018. « Descaminhos da reforma agrária no contexto das reformas neoliberais e da crise político-institucional no Brasil ». *OKARA: Geografia em debate* 12 (2): 649-63. <https://doi.org/10.22478/ufpb.1982-3878.2018v12n2.41334>.
- Junior, Marco Antonio Mitidiero, et Carlos Alberto Feliciano. 2018. « A violência no campo brasileiro em tempos de golpe e a acumulação primitiva de capital ». *OKARA: Geografia em debate* 12 (2): 220-46. <https://doi.org/10.22478/ufpb.1982-3878.2018v12n2.41315>.
- Juris, Jeffrey S. 2012. « Reflections on #Occupy Everywhere: Social media, public space, and emerging logics of aggregation ». *American Ethnologist* 39 (2): 259-79. <https://doi.org/10.1111/j.1548-1425.2012.01362.x>.
- Kabeer, Naila. 2005. « Gender Equality and Women's Empowerment: A Critical Analysis of the Third Millennium Development Goal 1 ». *Gender & Development* 13 (1): 13-24. <https://doi.org/10.1080/13552070512331332273>.
- Kaplan, Temma. 1990. « Community and Resistance in Women's Political Cultures ». *Dialectical Anthropology* 15 (2): 259-67. <https://doi.org/10.1007/BF00264657>.
- Katzenstein, Mary F. 2012. « Quand la contestation se déploie dans les institutions ». *Sociétés contemporaines* n° 85 (1): 111-31.
- Kebabza, Horia. 2006. « «L'universel lave-t-il plus blanc?» : «Race», racisme et système de privilèges ». *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, n° 14 (janvier): 145-72.
- Kelly, Liz. 1989_2019. « Le continuum de la violence sexuelle ». Traduit par Marion Tillous. *Cahiers du Genre* n° 66 (1): 17-36.
- . 1988. *Surviving Sexual Violence*. John Wiley & Sons.
- Kergoat, Danièle. 2004. « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe ». In *Dictionnaire critique du féminisme*, 35-44. Paris: PUF.
- . 2012. *Se battre, disent-elles ...* Paris: Dispute.
- Kergoat, Danièle, Françoise Imbert, Hélène Le Doaré, et Danièle Sénotier. 1992. *Les infirmières et leur coordination, 1988-1989*. Lamrarrre. Paris.
- Kerr, Clark, et Abraham J. Siegel. 1954. « The Interindustry Propensity to Strike: An International Comparison ». In *Industrial Conflict*, par Arthur William Kornhauser, Robert Dubin, et Arthur Ross, Mc Graw-Hill. New York: University of California.
- Keucheyan, Razmig. 2017. « Anatomie d'une triple crise ». *Le Monde diplomatique*, 1 août 2017.

- Kian, Azadeh. 2010. « Introduction: genre et perspectives post/dé-coloniales ». *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, n° 17 (janvier): 7-17.
- Kilomba, Grada. 2016. *Plantation Memories: Episodes of Everyday Racism*. 4. Auflage. Münster: UNRAST-Verlag.
- King, Molly M., Carl T. Bergstrom, Shelley J. Correll, Jennifer Jacquet, et Jevin D. West. 2016. « Men Set Their Own Cites High: Gender and Self-Citation across Fields and over Time ». *Socius*, n° 3 (juin): 1-22. <https://doi.org/10.1177/2378023117738903>.
- Kozinets, Robert V. 2009. *Netnography: Doing Ethnographic Research Online*. London: Sage Publications Ltd.
- Lagarde, Marcela. 2008. « Antropología, feminismo y política: Violencia feminicida y derechos humanos de las mujeres ». In *Retos teóricos y nuevas prácticas*, 209-39. Donostia: Ankulegi Antropologia Elkartea.
- Lagrave, Rose-Marie. 1987. *Celles de la terre. Agricultrice, l'invention politique d'un métier*. EHESS. Paris.
- Lagroye, Jacques, éd. 2003. « Les processus de politisation ». In *La politisation*, 359-72. Socio-histoires. Paris: Belin.
- Lander, Edgardo. 2005. *A colonialidade do saber: eurocentrismo e ciências sociais Perspectivas latino-americanas*. CLACSO. Colección Sur Sur. Buenos Aires. <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/>.
- Lapalus, Marylène. 2015. « Femicidio / femicidio: les enjeux théoriques et politiques d'un discours définitoire de la violence contre les femmes ». *Enfances Familles Générations. Revue interdisciplinaire sur la famille contemporaine*, n° 22 (mai): 85-113.
- Lapeyre, Nathalie. 2014. « Un enseignement unique en son genre ». *Travail, genre et sociétés* n° 31 (1): 51-68.
- Larivière, Vincent, Chaoqun Ni, Yves Gingras, Blaise Cronin, et Cassidy R. Sugimoto. 2013. « Bibliometrics: Global Gender Disparities in Science ». *Nature News* 504 (7479): 211-13. <https://doi.org/10.1038/504211a>.
- Larrère, Catherine. 2012. « L'écoféminisme: féminisme écologique ou écologie féministe ». *Tracés* n° 22 (1): 105-21.
- . 2015. « La nature a-t-elle un genre? Variétés d'écoféminisme ». *Cahiers du Genre* n° 59 (2): 103-25.
- . 2017. *Les inégalités environnementales*.
- Latour, Bruno. 2015. *Face à Gaïa: huit conférences sur le nouveau régime climatique. Les empêcheurs de penser en rond*. Paris: La Découverte.
- Laugier, Sandra. 2015. « Care, environnement et éthique globale ». *Cahiers du Genre* n° 59 (2): 127-52.
- Laugier, Sandra, Jules Falquet, et Pascale Molinier. 2015. « Genre et inégalités environnementales: nouvelles menaces, nouvelles analyses, nouveaux féminismes ». *Cahiers du Genre* n° 59 (2): 5-20.

- Laulan, Anne-Marie. 1978. « L'écrit et l'image : réalité de deux impérialismes ». *Communication & Langages* 38 (1): 7-16. <https://doi.org/10.3406/colan.1978.1198>.
- Le Bot, Yvon. 1999. « Rigoberta Menchú : naissance d'un sujet ». *Journal de la société des américanistes* 85 (1): 415-24. <https://doi.org/10.3406/jsa.1999.2832>.
- Lebart, Ludovic, et André Salem. 1988. *Analyse statistique des données textuelles: questions ouvertes et lexicométrie*. Paris: Dunod.
- Leff, Enrique. 1986. *Ecología y capital: racionalidad ambiental, democracia participativa y desarrollo sustentable*. Siglo xxi. Mexico.
- . 2002. « Agroecología e saber ambiental - Literatura Agroecología ». *Agroecología e Desenvolvimento Rural Sustentavel* 3 (1): 36-51.
- . 2004. « Ecofeminismo: el género del ambiente ». *Polis. Revista Latinoamericana*, n° 9 (décembre). <http://journals.openedition.org/polis/7248>.
- . 2006. *Aventuras de la Epistemología Ambiental*. Siglo XXI. Mexico.
- . 2016. *A aposta pela vida: Imaginação sociológica e imaginários sociais nos territórios ambientais do Sul*. Petrópolis: Editora Vozes Limitada.
- . 2017. « Las relaciones de poder del conocimiento en el campo de la ecología política: una mirada desde el sur ». In *Ecología política latinoamericana: pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica vol.1*, CLACSO, 129-65. Buenos Aires.
- Lemieux, Cyril. 2007. « À quoi sert l'analyse des controverses ?, Abstract ». *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 25 (décembre): 191-212.
- Léna, Philippe. 1996. « Les rapports de dépendance personnelle au Brésil : permanences et transformations ». *Lusotopie* 3 (1): 111-22.
- Léna, Philippe, Christian Geffray, et Roberto Araújo. 1996. « Avant-propos ». *Lusotopie* 3 (1): 105-8.
- León, Magdalena. 1997. *Poder y empoderamiento de las mujeres*. 1. ed. Divergencias. Bogotá: UN, Facultad de Ciencias Humanas: TM Editores.
- . 2017. « Les femmes face au pouvoir. Une réflexion sur l'empoderamiento ». Traduit par Hélène Le Doaré. *Cahiers du Genre* n° 63 (2): 23-43.
- Lewin, Linda. 1993. *Política e parentela na Paraíba*. Rio de Janeiro: Record.
- Lima, Thiago, Iale Pereira, et Olympio Barbanti. 2018. « O agrogolpe e a política externa: desmantelo da diplomacia do combate à fome e fortalecimento do agronegócio ». *OKARA: Geografia em debate* 12 (2): 396-421. <https://doi.org/10.22478/ufpb.1982-3878.2018v12n2.41322>.
- Lisboa, Miguel Arrojado. 1980. « O Problema das Secas ». In *Memória da Seca*, ESAM, 110. Mossoró.
- Lorde, Audrey. 2003. *Sister outsider*. Mamamelis.
- Lovenduski, Joni, C Baudino, M Guadagnini, Petra Meier, et D Sainsbury. 2005. « State Feminism and Political Representation », janvier. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511490996>.

- Löwy, Michael. 1990. « Modernité et critique de la modernité dans la théologie de la libération ». *Archives de sciences sociales des religions* 35 (71): 7-23.
- . 2013. « Les luttes écosociales des indigènes ». *Ecologie & politique*, n° 46 (mars): 55-66. <https://doi.org/10.3917/ecopo.046.0055>.
- Lugones, María. 1987. « Playfulness, “World”-Travelling, and Loving Perception ». *Hypatia* 2 (2): 3-19.
- . 2007. « Heterosexualism and the Colonial / Modern Gender System ». *Hypatia* 22 (1): 186-209.
- . 2008. « Colonialidad y género ». *Tabula Rasa*, n° 9: 73-101.
- . 2014. « Colonialidad y género: Hacia un feminismo descolonial ». In *Género y descolonialidad - 2e éd.*, par Walter D Mignolo, Ediciones del siglo, 13-42. Buenos Aires: Del Signo.
- Luzzi, Nilsa. 2007. « O debate agroecológico no Brasil: uma construção a partir de diferentes atores sociais. » Masters thesis, Rio de Janeiro: Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro, Instituto de Ciências Humanas e Sociais.
- Machado Araújo, Horacio. 2017. « “América latina” y la ecología política del sur. Luchas de re-existencia, revolucion epistémica y migracion civilizatoria ». In *Ecología política latinoamericana: pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica vol.1*, CLACSO, 193-224. Buenos Aires.
- Machado, Luiz Carlos Pinheiro, et Luiz Carlos Pinheiro Machado Filho. 2014. *A Dialética da Agroecologia - Contribuição Para Um Mundo Com Alimentos Sem Veneno*. Expressão Popular. São Paulo, SP, Brasil.
- Macy, Joanna. 1995. « Agir avec le désespoir environnemental ». In *Reclaim, recueil de textes écoféministes*, Cambourakis, 161-82. Sorcières.
- Maldonado-Torres, Nelson. 2007. « On the coloniality of being ». *Cultural Studies* 21 (2-3): 240-70. <https://doi.org/10.1080/09502380601162548>.
- Marginson, Simon. 2008. « Vers une hégémonie de l'université globale, Global University Hegemony ». *Critique internationale*, n° 39 (juin): 87-107. <https://doi.org/10.3917/cii.039.0087>.
- Marignier, Noémie. 2017. « Les «énonciations de privilèges» dans le militantisme féministe en ligne: description et critique ». *Argumentation et Analyse du Discours*, n° 18 (avril). <https://doi.org/10.4000/aad.2309>.
- Marques-Pereira, Bérengère, et Roland Pfefferkorn. 2011. « Genre, politiques sociales et citoyenneté: enjeux et recompositions ». *Cahiers du Genre HS* n° 2 (3): 5-19.
- Martinez, Fabiana Jordão. 2017. « O conhecimento feminista na era digital: grupos de discussão do Facebook como uma nova epistemologia do conhecimento ». In *Feminisms and cybercultures: transformations and displacements*. Florianópolis.

- Martínez-Alier, Juan. 2011. *L'écologisme des pauvres une étude des conflits environnementaux dans le monde*. Paris: Les Petits Matins : Institut Veblen pour les réformes économiques.
- Martins, Cleissa Regina, Marcia Rangel Candido, Raissa Rodrigues, et Joao Feres Junior. 2017. « Raça e gênero no cinema brasileiro (1970-2016) ». *Boletim GEMAA*, n° 2. <http://gema.iesp.uerj.br/boletins/boletim-gemaa-2-raca-e-genero-no-cinema-brasileiro-1970-2016/>.
- Martins, José de Souza. 1981. *Camponeses e a política no Brasil: as lutas sociais no campo e seu lugar no processo político*. Petrópolis: Vozes.
- Massardier, Gilles, Éric Sabourin, Lauren Lécuyer, et Mario L. de Avila. 2012. « La démocratie participative comme structure d'opportunité et de renforcement de la notabilité sectorielle ». *Participations* N° 2 (1): 78-102.
- Masson, Sabine. 2009. « Sexe, race et colonialité. Point de vue d'une épistémologie postcoloniale latino-américaine et féministe ». In *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, par Elsa Dorlin, 182-200. Paris: Presses Universitaires de France - PUF.
- Mathieu, Lilian. 2005. « La constitution du mouvement altermondialiste français ». *Critique internationale* no 27 (2): 147-61.
- Mathieu, Nicole Claude. 1991. *L'anatomie politique: catégorisations et idéologies du sexe*. Côté-femmes.
- Mathieu, Nicole-Claude. 1991_2013. *L'anatomie politique: catégorisations et idéologies du sexe*. Donnemarie-Dontilly: Ed. IXe.
- Matonti, Frédérique, et Franck Poupeau. 2004. « Le capital militant. Essai de définition ». *Actes de la recherche en sciences sociales* no 155 (5): 4-11.
- Mattei, Lauro. 2018. « A política agrária e os retrocessos do governo Temer ». *OKARA: Geografia em debate* 12 (2): 293-307. <https://doi.org/10.22478/ufpb.1982-3878.2018v12n2.41318>.
- McBride, Dorothy E., Dorothy M. Stetson, et Amy Mazur. 1995. *Comparative State Feminism*. Sage Publications.
- McFadden, Patricia. 2003. « Sexual Pleasure as Feminist Choice ». *Feminist Africa* 2 (Changing Cultures | African Gender Institute). <http://www.agi.ac.za/agi/feminist-africa/02>.
- McIntosh, Peggy. 1989. « White Privilege: Unpacking the Invisible Knapsack ». *Peace and Freedom Magazine*, Women's International League for Peace and Freedom, , 10-12.
- McRobbie, Angela. 2009. *The Aftermath of Feminism: Gender, Culture and Social Change*. London: SAGE.
- Medeiros, Leonilde Servolo de. 2007. « Marcha das Margaridas: novas nuances nas lutas por direitos no campo ». *Carta Maior*, 2007. <https://www.cartamaior.com.br/>.
- Mendoza, Breny. 2010. « La epistemología del sur, la colonialidad del género y el feminismo latinoamericano ». In *Aproximaciones críticas a las prácticas*

- teórico-políticas del feminismo latinoamericano*, par Yuderkys Espinosa Miñoso et Lucía de Leone, 19-36. Buenos Aires: En la Frontera.
- Menezes, Marilda A., et Sirlei Gaspareto. 2013. « As jovens do Movimento de Mulheres Camponesas (MMC) em Santa Catarina ». In *Mulheres camponesas: trabalho produtivo e engajamentos políticos*, par Delma Pessanha Neves et Leonilde Servolo de Medeiros, Alternativa, 303-29. Niteroi.
- Menezes Santos, Ricardo. 2016. « A formação do movimento dos pequenos agricultores - MPA: por soberania alimentar, contra a mercadorização do campo no Brasil ». *REVISTA NERA 0* (31): 10-31.
- Merchant, Carolyn. 1980. *The death of nature: women, ecology, and the scientific revolution*. New York: HarperOne.
- Meuret-Campfort, Eve. 2010. « Luttes de classes, conflits de genre: les ouvrières de Chantelle à Nantes ». *Savoir/Agir* n° 12 (2): 43-50.
- . 2018. « Le rapport au genre et à la classe de militantes syndicales ouvrières: deux voies d'émancipation ». *Le Mouvement Social* n° 265 (4): 95-110.
- Mies, Maria. 1986. *Patriarchy and accumulation on a world scale: women in the international division of labour*. Third World books. London; Atlantic Highlands, N.J., USA: Atlantic Highlands, N.J.: Zed Books; Distributed in the U.S.A. and Canada by Humanities Press.
- Mies, Maria, et Vandana Shiva. 1999. *Écoféminisme*. Paris; Montréal: L'Harmattan.
- Mignolo, Walter. 2001. « Géopolitique de la connaissance, colonialité du pouvoir et différence coloniale ». *Multitudes* 3 (6): 56-71. <https://doi.org/10.3917/mult.006.0056>.
- . 2005. *The Idea of Latin America*. Malden, MA: Blackwell Pub.
- Mignolo, Walter D. 2003. *Histórias locais - projetos globais: colonialidade, saberes subalternos e pensamento liminar*. UFMG. Humanitas. Belo Horizonte.
- Milanez, Felipe. 2018. « Bolsonaro encourage les massacres dans les zones rurales et l'holocauste écologique ». *Autres Brésils* (blog). 21 novembre 2018.
- Milard, Béatrice. 2012. « Les autocitations en sciences humaines et sociales. Pour une analyse de la dynamique des collectifs cognitifs, Self-citations in the humanities : analyzing the dynamics of shared cognitive space ». *Langage et société*, n° 141 (septembre): 119-39. <https://doi.org/10.3917/ls.141.0119>.
- . 2013. « Les écrits scientifiques: des ressorts relationnels pour la recherche ». *Sciences de la société*, n° 89 (octobre): 18-37. <https://doi.org/10.4000/sds.205>.
- Millepied, Anne-Charlotte. 2018. « Le pouvoir des mots et des corps. L'auto-défense féministe, lieu de production de scripts sexuels alternatifs ». *Itinéraires. Littérature, textes, cultures*, n° 2017-2 (mars). <https://doi.org/10.4000/itineraires.3818>.

- Modonesi, Massimo. 2012. « Tendencias derechistas y repliegues en la resistencia ». In *Movimientos socioambientales en América Latina - Recherche Google*, par OSAL, CLASCO, 32:9-11. Revista del Observatorio Social de América Latina, XIII. Buenos Aires.
- Mohanty, Chandra Talpade. 1988. « Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses ». *Feminist Review*, n° 30: 61-88. <https://doi.org/10.2307/1395054>.
- . 2003. « “Under Western Eyes” Revisited: Feminist Solidarity through Anticapitalist Struggles ». *Signs: Journal of Women in Culture & Society* 28 (2): 499. <https://doi.org/10.1086/342914>.
- . 2013. « Transnational Feminist Crossings: On Neoliberalism and Radical Critique ». *Signs* 38 (4): 967-91. <https://doi.org/10.1086/669576>.
- Molina, Manuel González de, et Francisco Roberto Caporal. 2013. « Agroecología y política. ¿Cómo conseguir la sustentabilidad? Sobre la necesidad de una agroecología política ». *Agroecología* 8 (2): 35-43.
- Molyneux, Maxine. 2006. « Mothers at the Service of the New Poverty Agenda: Progresas/Oportunidades, Mexico’s Conditional Transfer Programme ». *Social Policy & Administration* 40 (4): 425-49. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9515.2006.00497.x>.
- . 2007. « Organisations populaires et réseaux de solidarité de femmes : la redécouverte d’une ressource pour les politiques ». *Cahiers Genre et Développement* 6.
- Mombaça, Jota. 2017. « Notas estratégicas quanto aos usos políticos do conceito de lugar de fala ». BUALA.
- Monnet, Corinne. 1998. « La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation ». *Nouvelles questions féministes*, 9-34.
- Monson, Jamie, éd. 1985. *Women as Food Producers in Developing Countries*. University of California Los Angeles. Los Angeles.
- Monteiro Araujo, Gabriela. 2019. « “Medo nós tem, mas não usa”: Narrativas feministas rurais do Movimento da Mulher Trabalhadora Rural do Nordeste (MMTR-NE) ». Mémoire, Bahia: Federal da Bahia (UFBA).
- Monteiro, Gabriela. 2016. « Afinal, quem pode falar? Algumas experiências-narrativas de trabalhadoras rurais nordestinas ». Document de travail graduação. Salvador de Bahia.
- . 2018. « Mulheres Rurais em Movimento no FINCAR ». *O Redator Comunitário*. Universitaia 99.9 FM. <https://www.facebook.com/99universitaria/videos/1775830222472914/UzpfSTM0NzEyMzIxODcyO-TU0MjpWSzoxNzc1ODMwMjIyNDcyOTE0/>.
- Moreano, Melissa, Francisco Molina, et Raymond Bryant. 2017. « Hacia una Ecología Política Global: aportes desde el sur ». In *Ecología política latinoamericana: pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica vol.1*, CLACSO, 197-213.

- Motta, Rodrigo Patto Sá. 2018. « 1964/2016: le Brésil au bord de l'abîme, de nouveau? » *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*, n° 1 (juin). <https://doi.org/10.4000/bresils.2807>.
- Moura, Clóvis. 1994. *Dialética radical do Brasil negro*. Anita Garibaldi. São Paulo.
- Moura, Iracema Ferreira de. 2017. « Antecedentes e aspectos fundantes da agroecologia e da produção orgânica na agenda das políticas públicas no Brasil ». In *A Política Nacional de Agroecologia e Produção Orgânica no Brasil: uma trajetória de luta pelo desenvolvimento rural sustentável*, par Regina Helena Rosa Sambuichi, Iracema Ferreira de Moura, Luciano Mansor de Mattos, Mário Lúcio de Ávila, Paulo Asafe Campos Spínola, et Ana Paula Moreira da Silva, 25-51. ipea. Brasília.
- MST. 2013. « A crítica a agroecologia de Zander Navarro e seu “autismo científico” - Artigo de José de Souza Silva ». Brasil de Fato. 2013. <https://www.brasildefato.com.br/node/26614/>.
- Mullins, Nicholas C. 1972. « The Development of a Scientific Specialty: The Phage Group and the Origins of Molecular Biology ». *Minerva* 10 (1): 51-82.
- Mulot, Stéphanie. 2008. « Le sida, le crack et l'hôpital: chronique d'une recherche impliquée (et impuissante?) ». In *VIH/Sida: Se confronter aux terrains. Expériences et postures de recherche*, édité par Fanny Chabrol et Gabriel Girard, ANRS, 87-102. Sciences sociales et sida. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00472141>.
- Nagels, Nora. 2011. « Les représentations des rapports sociaux de sexe au sein des politiques de lutte contre la pauvreté au Pérou ». *Recherches féministes* 24 (2): 115. <https://doi.org/10.7202/1007755ar>.
- Narayan, Uma. 1997. *Dislocating Cultures: Identities, Traditions and Third World Feminism*. Routledge.
- Narvaz, Martha Giudice, et Sílvia Helena Koller. 2006. « Feminist methodologies and gender studies: articulating research, therapy and politics ». *Psicologia em Estudo* 11 (3): 647-54. <https://doi.org/10.1590/S1413-73722006000300021>.
- Nascimento, Claudemiro Godoy do, et Leila Chalub Martins. 2008. « Pedagogia da mística: as experiências do MST ». *Emancipação* 8 (2): 109-20.
- Navarro, Zander. 2013a. « Agroecologia: as coisas em seu lugar (A agronomia brasileira visita a terra dos duendes) ». *COLÓQUIO* 10 (1): 11-45. <https://doi.org/10.26767/coloquio.v10i1.23>.
- . 2013b. « Fadas, duendes e agricultura - Opinião ». Estadão. 2013. <https://opinioao.estadao.com.br/noticias/geral,fadas-duendes-e-agricultura-imp-,1091201>.
- Neves, Delma Pessanha, et Leonilde Servolo de Medeiros. 2013. *Mulheres camponesas: trabalho produtivo e engajamentos políticos*. Alternativa. Niterói.

- Neveu, Érik. 2015. *Sociologie des mouvements sociaux*. Vol. 6e éd. 128 vol. <https://www-cairn-info.gorgone.univ-toulouse.fr/sociologie-des-mouvements-sociaux--9782707185303-page-85.htm>.
- Nicaise, Sarah. 2015. « Des trajectoires singulières. La construction sociale de l'engagement « gouine » dans la mobilisation « Transpédégouine » ». Toulouse III: Paul Sabatier.
- Nobre, Miriam. 2012. « Censo Agropecuário 2006 – Brasil: uma análise de gênero ». In *As mulheres nas estatísticas agropecuárias: experiências em países do Sul*, par Andrea Butto, Karla Hora, et Isolda Dantas, 41-119. Brasília: Ministério do Desenvolvimento Agrario.
- Nobre, Miriam, et Nalu Faria. 2003. « Feminismo em movimento: temas e processos organizativos da Marcha Mundial das Mulheres no Fórum Social Mundial ». *Estudos Feministas* 11 (2): 623.
- Nobre, Miriam, Nalu Faria, et Renata Moreno. 2015. *Las mujeres en la construcción de la economía solidaria y la agroecología: textos para la acción feminista*. SOF. Sao Paulo. <http://www.sof.org.br/2015/12/18/las-mujeres-en-la-construccion-de-la-economia-solidaria-y-la-agroecologia-textos-para-la-accion-feminista/>.
- Nobre, Miriam, Emma Siliprandi, Sandra Quintela, et Renata Menasche. 1998. *Gênero e agricultura familiar*. SOF. SOF. Sao Paulo.
- Novais, Adriana Rodrigues, et Freitas. 2019. « A invisibilidade da violência contra as mulheres do campo e das florestas ». *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra*, 13 mars 2019. <http://www.mst.org.br/2019/03/13/a-invisibilidade-da-violencia-contra-as-mulheres-do-campo-e-das-florestas.html>.
- Oliveira, Eleonora Menicucci de. 2008. « O feminismo desconstruindo e reconstruindo o conhecimento ». *Estudos Feministas* 16 (1): 229-46.
- Oliveira, Ricardo Costa de. 2012. *Na teia do nepotismo – sociologia política das relações de parentesco e poder político no Paraná e no Brasil*. Curitiba: Editora Insight.
- OSAL. 2012. *Movimientos socioambientales en América Latina - Recherche Google*. CLASCO. Vol. 32. Revista del Observatorio Social de América Latina, XIII. Buenos Aires.
- Pacheco, Maria Emília. 2003. « A questão de gênero no desenvolvimento agroecológico ». In *Encontro Nacional de Agroecologia. Anais*. Rio de Janeiro: AS-PTA.
- Palermo, Zulma. 2012. « Colonialidad del poder y género: una historia local ». *Sociocriticism* XXVII (1-2): 15-43.
- Papacharissi, Zizi. 2010. *A Networked Self: Identity, Community, and Culture on Social Network Sites*. Routledge.
- Paperman, Patricia, et Sandra Laugier, éd. 2011. *Le souci des autres: éthique et politique du care*. Nouv. ed. augm. Raisons pratiques 16. Paris: Editions de l'École des haute études en sciences sociales.

- Pateman, Carole. 2010. *Le contrat sexuel*. Paris: La Découverte/Institut Émilie du Châtelet.
- Paulilo, Maria Ignez. 1987. « O Peso do Trabalho Leve Departamento de Ciências Sociais- UFSC Revista - nº 28/1987. » *Ciência Hoje* 5 (28): 64-70.
- Paulilo, Maria Ignez S. 2004. « Trabalho familiar: uma categoria esquecida de análise ». *Revista Estudos Feministas* 12 (1): 229-52. <https://doi.org/10.1590/S0104-026X2004000100012>.
- Pérez, Catalina Toro, et Facundo Martin. 2017. « Presentacion ». In *Ecología política latinoamericana: pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica vol.1*, CLACSO, 13-33. Buenos Aires.
- Pérez Orozco, Amaia. 2017. *Subversión feminista de la economía: aportes para un debate sobre el conflicto capital-vida*. Madrid: Traficantes de Sueños.
- Petersen, Paulo. 2012. « Agriculturas alternativas ». In *Dicionário da Educação do Campo*, Expressão Popular, 42-48. Rio de Janeiro.
- Picchio, Antonella. 2005. « La economía política y la investigación sobre las condiciones de vida ». In *Por una economía sobre la vida*, par Gemma Cairo i Céspedes et Maribel Mayordomo Rico, Icaria, 23. Barcelona.
- Pimenta, Sara Deolinda Cardoso. 2006. « Identidades em trajetória: gênero e processos emancipatórios na reforma agrária ». In *Margarida Alves. Coleção sobre estudos rurais e gênero*, MDA, 150-76. NEAD Especial. Brasília.
- . 2013. « Participação, poder e democracia: mulheres trabalhadoras no sindicalismo rural ». In *Políticas Públicas e formas societárias de participação*, par Eduardo Moreira da Silva et Leonardo Barros Soares, FACHIF/UFMG, 155-80. Belo Horizonte.
- Pinçon-Charlot, Michel Pinçon et Monique. 2005. *Voyage en grande bourgeoisie*. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.pinco.2005.01>.
- Pineiro, Diego. 2003. « Sustentabilidad y democratización de las sociedades rurales de América Latina ». *Sociologías* 5 (10): 26-34.
- Pinho Valle, Luísa de. 2017. « El ecofeminismo como propulsor de la expansión de la racionalidad ambiental – Ecología Política » 54 (Ecofeminismos): 28-36.
- Pinto, Céli Regina J. 2003. *Uma história do feminismo no Brasil*. 1a. ed. História do povo brasileiro. São Paulo: Editora Fundação Perseu Abramo.
- Piriaux, Marc, Jean-Philippe Tonneau, et Paulo Cesar Oliveira Diniz. 2011. « Du nordeste au semi-aride brésilien : renouvellement d modèle de développement autour de l'agroécologie ». *Sécheresse* 22 (4): 218-24. [https://doi.org/Du nordeste au semi-aride brésilien : renouvellement d modèle de développement autour de l'agroécologie](https://doi.org/Du%20nordeste%20au%20semi-aride%20br%C3%A9silien%20:%20renouvellement%20d%20mod%C3%A8le%20de%20d%C3%A9veloppement%20autour%20de%20l%27agro%C3%A9cologie). Piriaux Marc, Tonneau Jean-Philippe, Diniz Paulo Cesar Oliveira. 2011. *Sécheresse*, 22 (4) : 218-224.<http://dx.doi.org/10.1684/sec.2011.0322> <<http://dx.doi.org/10.1684/sec.2011.0322>>.

- Ploeg, Jan Douwe van der. 2008. *The new peasantries: struggles for autonomy and sustainability in an era of empire and globalization*. London; Sterling, VA: Earthscan.
- Plumwood, Val. 1993. *Feminism and the Mastery of Nature*. Reprinted 1997. Transferred to digital print 2003. *Feminism for Today*. London: Routledge.
- Polanyi, Karl. 1944. *La grande transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard.
- Porto-Gonçalves, Carlos Walter. 2001. *Geo-grafías: movimientos sociales, nuevas territorialidades y sustentabilidad*. México: Siglo Veintiuno.
- . 2005. « A Nova Questão Agrária e a Reinvenção do Campesinato: o caso do MST ». *OSAL-Observatorio Social de América Latina* 23: 18-29.
- . 2017. « Lucha por la tierra. Lucha por la Tierra. Ruptura metabólica y reapropiación social de la naturaleza ». In *Ecología política latinoamericana: pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica vol.2*, CLACSO, 2:53-78.
- Porto-Gonçalves, Carlos Walter, et Pedro de Araújo Quental. 2012. « Colonialidade do poder e os desafios da integração regional na América Latina ». *Polis. Revista Latinoamericana*, n° 31 (juillet). <http://journals.openedition.org/polis/3749>.
- Porto-Gonçalves, Carlos Walter, Danilo Pereira Cuin, Julia Ladeira, Marlon Nunes Silva, et Pedro Catanzaro da Rocha Leão. 2018. « A ruptura política e a questão agrária no Brasil (2015-2017): da política da terra arrasada à luta pela dignidade ». *OKARA: Geografia em debate* 12 (2): 708-30. <https://doi.org/10.22478/ufpb.1982-3878.2018v12n2.41338>.
- Porto-Gonçalves, Carlos Walter, et Enrique Leff. 2015. « Political Ecology in Latin America: the Social Re-Appropriation of Nature, the Reinvention of Territories and the Construction of an Environmental Rationality ». *Desenvolvimento e Meio Ambiente* 35 (décembre). <https://doi.org/10.5380/dma.v35i0.43543>.
- Prévost, Héloïse. 2015. « Des tomates et des femmes ». *Journal des anthropologues*, n° 140-141 (juin): 93-112.
- . 2017. « Le militantisme et ses effets sur l'empowerment de travailleuses rurales au Brésil ». *Cahiers du Genre*, n° 63 (novembre): 45-66. <https://doi.org/10.3917/cdge.063.0045>.
- Prieto, Laura Pérez. 2017. « Epistemología feminista y conocimientos desde el Sur global ». *Ecología Política Ecofeminismos y ecologías políticas feministas* (54): 14-17.
- Pruvost, Geneviève. 2015. « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste ». *Sociologie du travail* 57 (Vol. 57-n° 1): 81-103. <https://doi.org/10.4000/sdt.1819>.
- Puello-Socarrás, José Francisco. 2015. « Neoliberalismo, Antineoliberalismo y Nuevo neoliberalismo. Episodios y trayectorias económico-políticas

- Suramericanas (1973-2015) ». In *Neoliberalismo en América Latina. Crisis, tendencias y alternativas*, 19-42.
- Quijano, Aníbal. 2000. « Colonialidad del Poder y Clasificación Social ». *Journal of world-system research* VI (2): 342-86.
- . 2005. « Colonialidade do poder, eurocentrismo e América Latina ». In *A colonialidade do saber: eurocentrismo e ciências sociais. Perspectivas latino-americanas*, CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 117-42. Buenos Aires.
- Radford, Jill, et Diana E. H. Russell. 1992. *Femicide: Politics of Woman Killing*. Buckingham: Open University Press.
- Raffestin, Claude. 1980_2019. *Pour une géographie du pouvoir*. Édité par Anne-Laure Amilhat Szary et Yann Calbérac. Bibliothèque idéale des sciences sociales. Lyon: ENS Éditions. <http://books.openedition.org/enseditions/7627>.
- Ratinaud, Pierre, et Pascal Marchand. 2012. « Application de la méthode Alceste à de “gros” corpus et stabilité des “mondes lexicaux” : analyse du “CableGate” avec Iramuteq ». In , 835-44. Université de Liège.
- Reinert, A. 1983. « Une méthode de classification descendante hiérarchique : application à l'analyse lexicale par contexte ». *Cahiers de l'analyse des données* 8 (2): 187-98.
- Reinert, Max. 1993. « Les “mondes lexicaux” et leur “logique” à travers l'analyse statistique d'un corpus de récits de cauchemars ». *Langage & société* 66 (1): 5-39. <https://doi.org/10.3406/lso.1993.2632>.
- Rétif, Sophie. 2013. *Logiques de genre dans l'engagement associatif: carrières et pratiques militantes dans des associations revendicatives*. Nouvelle bibliothèque de thèses Science politique 24. Paris: Dalloz.
- Ribeiro, Alyson Fernando Alves, Ricardo Gilson da Costa Silva, Josefa de Lisboa Santos, et Cíntia Bárbara P. Rodrigues. 2018. « A agenda territorial do agrohídronegócio em tempos de golpe: análise da “nova” lei de terras do Brasil ». *OKARA: Geografia em debate* 12 (2): 678-98. <https://doi.org/10.22478/ufpb.1982-3878.2018v12n2.41336>.
- Ribeiro, Darcy. 1963. « Brésil: un pays de métis ». *Le Monde diplomatique*, 1 janvier 1963.
- Ribeiro, Djamila. 2017. *O que é lugar de fala? Letramento. Feminismos plurais*. ————. 2019. *La place de la parole noire*. Anacaona. Epoca. Paris.
- Ricci, Sandrine, Mélissa Blais, et Francine Descarries. 2008. « Une solidarité en mouvement: figures de la militance féministe québécoise ». *Amnis. Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques*, n° 8 (juin). <https://doi.org/10.4000/amnis.563>.
- Rieder, B. 2013. *Studying Facebook via Data Extraction: The Netviz Application*. New York: ACM. <https://doi.org/10.1145/2464464.2464475>.
- Rieder, Bernhard. 2013. « Studying Facebook via data extraction ». In , 346-55. <https://doi.org/10.1145/2464464.2464475>.

- Rigotto, Raquel Maria, et Islene Ferreira Rosa. 2012. « Agrotóxicos ». In *Dicionário da Educação do Campo*, Expressão Popular, 88-96. Rio de Janeiro.
- Riot-Sarcey, Michèle, Jean-Louis Laville, et Anne Salmon. 2018. « L'expérience unique de la ZAD: réflexions de chercheurs engagés ». *Pour* N° 234-235 (2): 297-303.
- Rocheleau, Dianne. 2015. « Roots, Rhizomes, Networks and Territories: Reimagining Pattern and Power in Political Ecologies ». In *The International Handbook of Political Ecology*, par Raymond L. Bryant, 70-88. Social And Political Science. Edward Elgar Publishing.
- Rocheleau, Dianne E. 1995. « Gender and Biodiversity: A Feminist Political Ecology Perspective ». *IDS Bulletin* 26 (1): 9-16. <https://doi.org/10.1111/j.1759-5436.1995.mp26001002.x>.
- Rogers, Barbara. 1980. *The domestication of women: discrimination in developing societies*. London: Kogan Page.
- Roseneil, Sasha. 2011. « Mettre l'amitié au premier plan: passés et futurs féministes ». Traduit par Françoise Armengaud. *Nouvelles Questions Feministes* Vol. 30 (2): 56-75.
- Ross, Kristin. 2018. « Mieux que résister: défendre ». In *Éloge des mauvaises herbes. Ce que nous devons à la ZAD*, 129-35. Paris: LLL -Les liens qui libèrent.
- Rossiter, Margaret W. 2003. « L'effet Matthieu Mathilda en sciences ». *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, n° 11 (janvier): 21-39.
- Rouch, Jean Pierre. 2019. « Petites (et grandes) mécaniques des tensions et ajustements temporels chez les enseignant·e·s-chercheur·e·s ». Communication scientifique présenté à Aipu, Genève, mai 16.
- Rowlands, Jo. 1997. *Questioning Empowerment: Working with Women in Honduras*. Atlantic Highlands, N.J: Humanities Press International [distributor].
- Sabourin, Éric. 2007. « Organisation paysanne au Brésil: capital social, réciprocité et valeurs humaines ». *Revue du MAUSS*. <http://www.journaldu-mauss.net/spip.php?article158>.
- . 2008. *Paysans du Brésil: entre échange marchand et réciprocité*. Indisciplines. S.l.: Quae.
- . 2012. *Organisations et sociétés paysannes: une lecture par la réciprocité*. Versailles: Éd. Quae.
- . 2014. « L'agriculture Brésilienne En Débat: Évolutions Récentes, Controverses et Politiques Publiques ». *Problèmes d'Amérique Latine* 95 (4): 33.
- . 2017. « Producao camponesa e seguridade alimentar no Brasil: Uma analise pela teoria da reciprocidade ». *Revista Latinoamericana de Estudios Rurales* 2 (3): 1-21.
- Sabourin, Éric, Maria Mercedes Patrouilleau, Jean François Le Coq, Luis Vasquez, et Paulo Niederle. 2017. *Políticas públicas a favor de la agroecología em*

- América Latina y El Caribe*. Evangraf. Porto Alegre: Criação Humana, Red PP-AL.
- Safatle, Vladimir. 2014. « Les limites du modèle brésilien : les nouveaux conflits sociaux et la fin de l'ère Lula ». Traduit par Rodrigo Nunes. *Les Temps Modernes* n° 678 (2): 37-49.
- . 2019a. *Neoliberalismo e protofascismo: o caso brasileiro*. Fortaleza. <https://www.youtube.com/watch?v=D2kax4PZaLc>.
- . 2019b. « «Le Brésil, possible laboratoire mondial du néo-libéralisme autoritaire» ». *Le Monde.fr*, 2 septembre 2019.
- Salime, Zakia. 2014. « New Feminism as Personal Revolutions: Microrebellious Bodies ». *Signs: Journal of Women in Culture and Society* 40 (1): 14-20. <https://doi.org/10.1086/676962>.
- Santos, Boaventura de Sousa. 2002. « Para uma sociologia das ausências e uma sociologia das emergências ». *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 63 (octobre): 237-80. <https://doi.org/10.4000/rccs.1285>.
- . 2011. « Épistémologies du Sud ». *Études rurales*, n° 187 (août): 21-49.
- . 2016. *Epistémologies du Sud: mouvements citoyens et polémique sur la science*. Paris: Desclée de Brouwer.
- . 2018. *O Fim do Império Cognitivo*. Almedina.
- Santos, Selma de Fátima. 2016. « A questão agrária no Brasil: da modernização conservadora ao agronegócio ». In *Questão agrária, cooperação e agroecologia*, par Henrique Novaes, Ângelo Diogo Mazin, et Laís Santos, 2a éd., 41-64. Outras Expressões. São Paulo, SP, Brasil.
- Saussey, Magalie, et Florence Degavre. 2017. « Sécuriser l'existence des femmes et résister. Raisons d'agir des initiateurs et initiatrices d'organisations de l'économie sociale et solidaire ». In *Une économie solidaire peut-elle être féministe?: Homo œconomicus, mulier solidaria*, édité par Isabelle Guérin, Isabelle Hillenkamp, et Christine Verschuur, 155-75. Genre et développement. Rencontres. Genève: Graduate Institute Publications.
- Sawer, Marian. 1990. *Sisters in Suits: Women and Public Policy in Australia*. Sydney: Allen & Unwin. <https://trove.nla.gov.au/version/45776871>.
- Scherer-Warren, Ilse. 2006. « Das mobilizações às redes de movimentos sociais ». *Sociedade e Estado* 21 (1): 109-30. <https://doi.org/10.1590/S0102-69922006000100007>.
- . 2007. « A política dos movimentos sociais para o mundo rural ». In *Estudos Sociedade e Agricultura*, n°15 vol. 01, p. 5-22.
- Schwade, Elisete. 2014. « Gênero e ativismo político: mulheres no mst e em assentamentos rurais ». In *Desafios feministas*, édité par Susana Bornéo Funk, Luzinete Simões Minella, et Gláucia de Oliveira Assis, 229-48. Tubarão, SC: Gráfica Copiart Editora.
- Scott, James C. 2009. *La Domination et les arts de la résistance: Fragments du discours subalterne*. Paris: Amsterdam.

- Scott, Russel Parry. 2007. « Ruralidade e Mulheres Responsáveis por Domicílios no Norte e no Nordeste ». *Estudos Feministas* 15 (2): 425.
- Segalen, Martine. 1980. *Mari et femme dans la société paysanne*. Bibliothèque d'ethnologie historique. Paris: Flammarion.
- Segato, Rita Laura. 2014. « Las nuevas formas de la guerra y el cuerpo de las mujeres ». *Sociedade e Estado* 29 (2): 341-71. <https://doi.org/10.1590/S0102-69922014000200003>.
- Sevilla Guzmán, Eduardo. 2006. « La agroecología como estrategia metodológica de transformación social ». *Reforma Agraria & Meio Ambiente* 1 (2): 4-10.
- . 2011. *Sobre los orígenes de la agroecología en el pensamiento marxista y libertario*. Plural editores.
- . 2013. « Apresentação Eduardo Sevilla Guzmán CBA-Agroecologia2013 ». VIII Congresso Brasileiro de Agroecologia, Porto Alegre.
- Shiva, Vandana. 1988. *Staying Alive: Women, Ecology and Development*. London: Zed Books.
- . 2002. *La biopiraterie ou le pillage de la nature et de la connaissance*. Traduit par Denise Luccioni. Paris: Alias.
- . 2018. *Vandana Shiva Interview about Ecofeminism*. Mediapart. <https://www.youtube.com/watch?v=2ENI4O0G-DE>.
- Siliprandi, Emma. 2009. « Mulheres e agroecologia: a construção de novos sujeitos políticos na agricultura familiar ». Tese / Thesis, Brasília: Universidade de Brasília.
- . 2011. « O empoderamento das mulheres rurais e seu papel na erradicação da fome e da pobreza ». Conférence, Commission sur les Femmes, ONU présenté à 55^a Sessão da Comissão sobre o status das Mulheres, UN Women, siège de l'ONU, New York, février 24.
- . 2015. *Mulheres e Agroecologia: transformando o campo, as florestas e as pessoas*. Primera. Universidade Federal do Rio de Janeiro.
- . 2017a. « Rompendo a inércia institucional: as mulheres rurais e a política nacional de agroecologia e produção orgânica ». In . Florianópolis.
- . 2017b. « Rompendo a inércia institucional: as mulheres rurais e a política nacional de agroecologia e produção orgânica ». In *A Política Nacional de Agroecologia e Produção Orgânica no Brasil: uma trajetória de luta pelo desenvolvimento rural sustentável*, par Regina Helena Rosa Sambuichi, Iracema Ferreira de Moura, Luciano Mansor de Mattos, Mário Lúcio de Ávila, Paulo Asafe Campos Spínola, et Ana Paula Moreira da Silva, 277-94. Ipea. Brasília.
- Siliprandi, Emma, Sarah Luiza de Souza Moreira, et Ana Paula Lopes Ferreira. 2018. « Memórias das mulheres na agroecologia do Brasil ». In *Agroecología en femenino. Reflexiones a partir de nuestras experiencias*, CLACSO, 61-74. La Paz: SOCLA.

- Siliprandi, Emma, et Gloria Patricia Zuluaga. 2014. *Género, agroecología y soberanía alimentaria. Perspectivas ecofeministas*. Icaria. Barcelona.
- Silva, Carmen. 2007. *Encontros Possíveis Feminismo e Agroecologia*. SOS Corpo. Recife.
- Silva, Carmen, Maria Bêta Avila, et Verônica Ferreira. 2006. *Nosso trabalho tem valor! Mulher e Agricultura Familiar*. SOS Corpo. Recife.
- Siméant, Johanna. 2005. « Pratiques protestataires ». *Genèses* no 59 (2): 2-3.
- Simonetti, Ilaria. 2016. *Violence (et genre)*. Paris: La Découverte. <https://www.cairn.info/encyclopedie-critique-du-genre--9782707190482-page-681.htm>.
- Skeggs, Beverley. 1997_2015. *Des femmes respectables: classe et genre en milieu populaire*. L'Ordre des choses. Marseille: Agone.
- SOCLA. 2017. « Carta de Cierre de la presidenta de SOCLA del VI Congreso ». 2017.
- Souza, Jamerson Raniere Monteiro de. 2018. « A política de aquisição de alimentos na mira do golpe ». *OKARA: Geografia em debate* 12 (2): 664-77. <https://doi.org/10.22478/ufpb.1982-3878.2018v12n2.41335>.
- Souza Santos, Laiany Rose, et Josefa de Lisboa Santos. 2017. « Protagonismo das mulheres camponesas: sem feminismo não há agroecologia ». In *Feminismos, pensamiento crítico y propuestas alternativas en América Latina*, par Alba Carosio, Magdalena Valdivieso Ide, et Montserrat Sagot Rodríguez. Buenos Aires: CLACSO.
- Spivak, Gayatri Chakravorty. 1996. « Subaltern Studies: Deconstructing Historiography ». In *The Spivak Reader: Selected Works of Gayatri Chakravorty Spivak*, édité par Donna Landry et Gerald MacLean, 1 edition. New York: Routledge.
- . 2009. *Les subalternes peuvent-elles parler? / Gayatri Chakravorty Spivak; traduit de l'anglais par Jérôme Vidal*. Paris: Éditions Amsterdam.
- Starhawk. 1982_2015. *Rêver l'obscur - Femmes, magie et politique*. Cambourakis. Sorcières (Sciences humaines). Paris.
- . 2018. « Echapper à la zone de mort ». In *Éloge des mauvaises herbes. Ce que nous devons à la ZAD*, 125-38. Paris: LLL -Les liens qui libèrent.
- Staszak, Jean-François. 2014. « Géographie et cinéma: modes d'emploi ». *Annales de géographie* n° 695-696 (1): 595-604.
- Stedile, Miguel Enrique. 2016. « Levantados do chão: questão agrária e a organização dos camponeses na luta pela terra ». In *Questão agrária, cooperação e agroecologia*, par Henrique Novaes, Ângelo Diogo Mazin, et Laís Santos, 2a éd., 65-80. Outras Expressões. São Paulo, SP, Brasil.
- Stoll, David. 2008. *Rigoberta Menchú and the Story of All Poor Guatemalans*. Expanded ed. Boulder, Colo: Westview.
- Suremain, Marie-Dominique de. 2017. « Urbanisme, féminisme et empowerment. Regards croisés Amérique latine / France ». *Cahiers du Genre* n° 63 (2): 67-80.

- Svampa, Maristella. 2012. « Consenso de los commodities, giro ecoterritorial y pensamiento crítico en AMérica Latina ». In *Movimientos socioambientales en América Latina*, par Observatorio social de America Latina (OSAL.), CLACSO, 13:15-38. 32. Buenos Aires.
- Tabet, Paola. 1998. *La construction sociale de l'inégalité des sexes: des outils et des corps*. Bibliothèque du féminisme. Paris: L'Harmattan.
- Tardin, José Maria, et Dominique Michèle Periotto Guhur. 2017. « Agroecologia: uma contribuição camponesa à emancipação humana e à restauração revolucionária da relação metabólica sociedade-natureza ». In *Práticas contra-hegemônicas na formação dos profissionais das Ciências Agrárias Volume II*, par Mônica Castagna Molina, Fernando Michelotti, Rafael Litvin Vilas Boas, et Rita Fagundes, Editora Universidade de Brasília, 2:44-102. UnB.
- Tarrow, Sidney. 1989. *Democracy and Disorder: Protest and Politics in Italy, 1965-1975*. Oxford: New York: Oxford University Press.
- Tarrow, Sidney G. 1996. « States and Opportunities The Political Structuring of Social Movements ». In *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, par Doug McAdam, Professor of Sociology Doug McAdam, John D. McCarthy, et Mayer N. Zald, 41-61. Cambridge University Press.
- Taylor, Verta. 1989_2005. « La continuité des mouvements sociaux. La mise en veille du mouvement des femmes ». In *Le désengagement militant*, 229-50. Paris: Belin.
- Taylor, Verta, et Nancy E Whittier. 1992. « Collective Identity in Social Movement Communities: Lesbian Feminist Mobilization ». In *Frontiers in social movement theory*, édité par Aldon D. Morris et Carol McClurg Mueller, 104-29. New Haven, Conn: Yale University Press.
- Teixeira, Erika Do Vale. 2018. « Cartografias que revelam: (re)existências dos caminhos trilhados no assentamento Maceio - Itapipoca/CE ». Trabalho de Conclusão de Curso - Graduação em Geografia, Fortaleza: Universidade Federal do Ceara - PRA.
- Théry, Hervé. 2012. *Le Brésil*. 6^e éd. Paris: Armand Colin.
- Thrift, Samantha C. 2014. « #YesAllWomen as Feminist Meme Event ». *Feminist Media Studies* 14 (6): 1090-92. <https://doi.org/10.1080/14680777.2014.975421>.
- Toledo, Victor Manuel. 2016. « A Agroecologia é uma revolução epistemológica - Entrevista ». *Agriculturas*, AS-PTA, 13 (1): 42-45.
- Tonneau, Jean Philippe, et Éric Sabourin. 2009. « Agriculture familiale et politiques publiques de développement territorial: le cas du Brésil de Lula ». *Confins. Revue franco-brésilienne de géographie / Revista franco-brasileira de geografia*, n° 5 (mars). <https://doi.org/10.4000/confins.5575>.
- Tonneau, Jean-Philippe, Yves Clouet, et Patrick Caron. 2001. « Organisation de l'espace régional et agriculture familiale ». In *Paysans du sertão: mutations*

- des agricultures familiales dans le Nordeste du Brésil*, par Patrick Caron et Éric Sabourin. Repères. Montpellier: Cirad Embrapa.
- Traïni, Christophe. 2009. *Émotions... Mobilisation!* Académique. Paris: Presses de Sciences Po.
- . 2011. « Les émotions de la cause animale ». *Politix* n° 93 (1): 69-92.
- Trat, Josette. 2006. « La responsable féministe, la « mauvaise tête » dans les organisations mixtes ». *Cahiers du Genre* HS n° 1 (3): 143-58.
- Tronto, Joan C. 2009_2015. *Un monde vulnérable: pour une politique du care*. Traduit par Hervé Maury. Paris: La Découverte.
- Tuana, Nancy. 2006. « The Speculum of Ignorance: The Women's Health Movement and Epistemologies of Ignorance ». *Hypatia* 21 (3): 1-19. <https://doi.org/10.1111/j.1527-2001.2006.tb01110.x>.
- Valencia, Sayak Triana. 2010. « Capitalismo gore: narcomáquina y performance de género ». *E-misférica #narcomachine* 8 (2). <https://hemisphericinstitute.org/pt/emisferica-82/triana.html>.
- . 2019. « La violencia se está convirtiendo en un ecosistema y en un espacio de producción de sentido: sentido de muerte ». In *Feminismos a la contra: entre-vistas al Sur Global*, par Luis Martínez Andrade, 215-26. Santader: La Vorágine.
- Vargas, Fred. 2009. « Nous y sommes! » Club de Mediapart. 2009. <https://blogs.mediapart.fr/malto-cortese/blog/200813/nous-y-sommes>.
- Vargas, Yolanda Fernández. 2019. « Propositions écoféministes comme alternatives aux coupures budgétaires ». *CADTM* (blog). 2019.
- Veiga, Ana Maria. 2017. « Gênero e cinema, uma história de teorias e desafios ». *Revista Estudos Feministas* 25 (3): 1355-57. <https://doi.org/10.1590/1806-9584.2017v25n3p1355>.
- Verschuur, Christine. 2003. « “L’empowerment », des approches contrastées; études de cas en Amérique latine » ». *Cahiers Genre et Développement* 4: 283.
- , éd. 2007a. *Genre, mouvements populaires urbains et environnement*. Cahiers genre et développement, no. 6. Paris: Harmattan.
- . 2007b. « Mouvements populaires urbains et environnement à l’épreuve du genre: instrumentalisation des identités féminines ou prise de conscience de droits? » In *Genre, mouvements populaires urbains et environnement*, par Christine Verschuur, 13-16. Cahiers genre et développement. Genève: Graduate Institute Publications.
- . 2009. « Quel genre? Résistances et mésententes autour du mot « genre » dans le développement ». *Revue Tiers Monde* 200 (4/2009). <https://doi.org/10.3917/rtm.200.0785>.
- . 2011. *Mouvements et organisations populaires en milieu urbain: identités de genre et brèches pour le changement*. ERES. <http://www.cairn.info/femmes-economie-et-developpement--9782749212982-page-185.htm?contenu=resume>.

- . 2012. « Les paysannes ignorées. Petite production paysanne, changements agraires et inégalités de genre ». In *Genre, changements agraires et alimentation*, L'Harmattan, 8:13-21. Cahiers Genre et Développement. Genève: Graduate Institute Publications. <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5236>.
- . 2013. « Reproduction sociale et care comme échange économique-affectif. L'articulation des rapports sociaux dans l'économie domestique et globalisée ». *Cahiers genre et développement*, janvier, 23-39. <https://doi.org/10.4000/books.iheid.5944>.
- Via Campesina. 2015. « Déclaration du Forum International sur l'Agroécologie ». Via Campesina Français. 27 février 2015. <https://viacampesina.org/fr/declaration-du-forum-international-sur-l-agroecologie/>.
- Villagra, Luis Rojas. 2015. *Neoliberalismo en América Latina. Crisis, tendencias y alternativas*. CLASCO. Grupos de Trabajo. Buenos Aires. http://www.clasco.org.ar/libreria-latinoamericana/libro_detalle.php?id_libro=1056.
- Walker, Alice. 1983. *In Search of Our Mothers' Gardens: Womanist Prose*. New York: Harcourt Brace Jovanovich.
- Wallerstein, Immanuel. 2008. « Le capitalisme touche à sa fin ». *Le Monde.fr*, 11 octobre 2008. https://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2008/10/11/le-capitalisme-touche-a-sa-fin_1105714_1101386.html.
- . 2014. « Le capitalisme se survivra-t-il? » *La suite dans les idées. France Culture*. <https://www.franceculture.fr/emissions/la-suite-dans-les-idees/le-capitalisme-se-survivra-t-il>.
- Walsh, Catherine. 2008. « Interculturalidad, plurinacionalidad y decolonialidad: las insurgencias político-epistémicas de refundar el Estado ». *Tabula Rasa*, n° 9: 131-52.
- . 2009. *Interculturalidad, estado, sociedad: luchas (de)coloniales de nuestra época*. Universidad Andina Simón Bolívar.
- , éd. 2013. *Pedagogías decoloniales: prácticas insurgentes de resistir, (re)existir y (re)vivir*. 1era. edición. Serie Pensamiento decolonial. Quito, Ecuador: Abya Yala.
- . Homenaje a Aníbal Quijano organizando por la Universidad Mayor San Marcos y la Universidad Ricardo Palma. 2019. « Reflexiones en torno a la colonialidad/descolonialidad del poder en América Latina hoy. Una carta a Aníbal Quijano », 8 mai 2019.
- Wampler, Brian. 2015. *Activating democracy in Brazil: popular participation, social justice, and interlocking institutions*. From the Helen Kellogg institute for international studies. Notre Dame, Indiana: University of Notre Dame Press.
- Wanderley, Maria de Nazareth Baudel. 1995. *A agricultura familiar no Brasil: um espaço em construção*. Mimeo.

- . 1996. « Raízes históricas do campesinato brasileiro. » In *XX encontro anual da ANPOCS*, édité par J. Tedesco, 21-55. Caxambu, MG, Brésil: EDIUPF.
- . 2003. « “Morar e trabalhar”: o ideal camponês dos assentados de Pitanga (estudo de caso do Nordeste) ». In *Travessias: a vivência da reforma agrária nos assentamentos*, par José de Souza Martins, 203-46. Porto Alegre, RS: UFRGS Editora: Programa de Pós-Graduação em Desenvolvimento Rural.
- . 2009. *O mundo rural como um espaço de vida: reflexões sobre a propriedade da terra, agricultura familiar e ruralidade*. UFRGS Editora.
- . 2011. *Um saber necessário: os estudos rurais no Brasil*. Campinas, SP: Ed. Unicamp.
- Weil, Armelle. 2017. « Vers un militantisme virtuel? Pratiques et engagement féministe sur Internet ». *Nouvelles Questions Feministes* Vol. 36 (2): 66-84.
- Weir, Allison. 2008. « Global Feminism and Transformative Identity Politics ». *Hypatia* 23 (4): 110-33.
- Weitzman, Rodica. 2011. « Mulheres na assistência técnica e extensão rural ». In *Autonomia e cidadania: políticas de organização produtiva para as mulheres no meio rural*, MDA, 87-112. Brasília.
- Welch, Clifford Andrew. 2012. « Conflitos no campo ». In *Dicionário da Educação do Campo*, Expressão Popular, 143-50. Rio de Janeiro.
- West, C. 1983. « Stratégies de la conversation ». In *Parlers masculins, parlers féminins ?*, Aebischer V. & Ford C. Lausanne Delachaux et Niestlé.
- Wezel, Alexander. 2017. *Agroecological Practices For Sustainable Agriculture: Principles, Applications, And Making The Transition*. World Scientific.
- Wezel, Alexander, Stephane Bellon, Thierry Doré, Charles Francis, Dominique Vallod, et Christophe David. 2009. « Agroecology as a Science, a Movement and a Practice. A Review ». *Agronomy for Sustainable Development* 29 (4): 503-15. <https://doi.org/10.1051/agro/2009004>.
- Wezel, Alexander, et Virginie Soldat. 2009. « A Quantitative and Qualitative Historical Analysis of the Scientific Discipline of Agroecology ». *International Journal of Agricultural Sustainability* 7 (1): 3-18. <https://doi.org/10.3763/ijas.2009.0400>.
- Whyte, William Foote. 1995_2002. *Street Corner Society: la structure sociale d'un quartier italo-américain*. Paris: Éditions La Découverte.
- Woodward, Alison E. 2008. « Est-il trop tard pour une approche intégrée de l'égalité? » *Cahiers du Genre* n° 44 (1): 95-116.
- Wright, Erik Olin. 2010_2017. *Utopies réelles*. La Découverte.
- Zibechi, Raúl. 2006. *Dispersar el poder: los movimientos sociales como poderes antiestatales*. Ediciones desde abajo.
- Zorzi, Analisa. 2008. « Uma análise crítica da noção de empoderamento com base no acesso das agricultoras ao Pronaf Mulher em Ijuí-RS ». Mé-

moire, Rio Grande do Sul: Universidade Federal do Rio Grande do Sul.
<https://lume.ufrgs.br/handle/10183/15005>.

ANNEXES

LETTRE OUVERTE À FRANCISCO CAPORAL : SANS FÉMINISME, IL N'Y A PAS D'AGROÉCOLOGIE !*

20 décembre 2013

Il y a quelques jours, nous avons été surprises par un message électronique du collègue Francisco Caporal, tant respecté parmi les personnes militant en faveur de l'agroécologie, qui commente son inconfort vis-à-vis de la libre utilisation du terme « agroécologie » au Brésil, et demandant/enjoignant à davantage de vigilance épistémologique. Cette critique n'est pas nouvelle, Caporal et le regretté Costabeber ont déjà écrit différents textes à ce propos, toujours en affirmant l'importance que les concepts soient appris et utilisés correctement afin qu'ils ne soient pas déformés.

Cependant, deux questions nous incommode dans ce message, et ne doivent pas rester sans réponse, sous peine de répandre des idées équivoques sur ce qui se passe dans nos organisations et dans notre domaine d'activités.

En premier lieu – et nous n'allons pas nous étendre sur ce sujet – il nous semble étrange que Caporal fasse référence au texte de Zander Navarro, dans la mesure où cet auteur se réfère aux luttes de nombreux secteurs sociaux pour une agriculture durable au Brésil de façon totalement irrespectueuse. Nous sommes surpris·es car Caporal, en attirant l'attention uniquement sur les éventuelles erreurs conceptuelles liées à l'agroécologie (commises par des personnes qui tentent de bien faire!), commentées dans le texte, ne met pas en lumière la charge idéologique perverse et intentionnelle avec laquelle Zander Navarro manipulent les faits. Notre opinion est que Caporal finit par corroborer, avec cette attitude, un texte qui devrait être, à minima, contextualisé avant d'être divulgué.

En second lieu, un élément qui nous semblent d'autant plus grave pour nous, femmes qui militons dans le champ agroécologique (et hommes qui nous appuient dans cette lutte) : son affirmation que « si nous défendons que l'agroécologie trouve ses racines dans les cultures indigènes et la paysannerie (historiquement patriarcales et machistes) », la phrase « il n'existe pas d'agroécologie sans féminisme » ne tient pas la route. Nous avons l'impression que,

peut-être, Caporal souffre de la même confusion conceptuelle qu'il attribue aux autres. Il n'est peut-être pas clair pour lui ce que le terme féminisme veut dire. Pardonnez notre prétention, mais nous allons tenter de l'aider dans cette tâche.

Le féminisme, M. Caporal, est une théorie critique, un cadre interprétatif, qui nous permet de donner une visibilité aux aspects des rapports oppressifs entre hommes et femmes qui, d'une autre façon (avec d'autres paradigmes), ne seraient pas significatifs ou seraient considérés comme normaux. Quelles sont les hypothèses du féminisme en tant que théorie critique ? Fondamentalement, il s'agit de reconnaître que la réalité sociale se structure à travers un système sexe-genre, dont l'expression visible est la domination des femmes par les hommes. Une telle réalité n'est pas une simple construction socio-historique ; il s'agit également d'un ordre symbolique, une façon de voir la réalité, d'accepter comme normale une situation qui, pour les paramètres généraux de la société, ne serait pas acceptable car elle est oppressive.

La critique féministe cherche à dénoncer ces faits, tout en analysant le passé et en tentant de construire une utopie pour le futur. La théorie féministe, pour être critique (ne légitimant pas l'ordre social), a pour obligation de questionner les systèmes de pensée existants en montrant ses incohérences – dans le cas du féminisme occidental moderne, en montrant qu'il n'existe pas de droits et de libertés égaux pour tous, du fait qu'en réalité, ces droits sont niés ou mis en difficulté systématiquement pour une partie de la population, dans le cas présent, les femmes. Nous pourrions également parler d'autres oppressions, mais ce n'est pas le moment approprié.

Ainsi, nous sommes d'accord avec vous quand vous dites que les cultures indigènes et la paysannerie sont historiquement patriarcales et machistes. La question est : l'agroécologie souhaite-t-elle être aveugle à cette situation ? L'agroécologie accepte-t-elle cela et estime cela comme normal ? Est-il possible de transformer la réalité du point de vue du paradigme productif et environnemental, sans changer les rapports entre hommes et femmes ? Sans considérer la distribution inégale des ressources productives, l'inégale division sexuelle du travail, la non reconnaissance de la contribution des femmes aux savoirs traditionnels sur la gestion environnementale, acquis par leurs pratiques liées à leurs attributions de genre ? Ne pas reconnaître que les femmes, pour être entravées

dans leur autonomie personnelle, sont empêchées de participer en tant que citoyennes à de nombreuses activités liées au développement rural ?

Si l'agroécologie souhaite être cohérente avec ses propositions de redessiner les agrosystèmes en prenant en considération toutes les dimensions que vous et Costabeber explicitaient dans vos textes – en incluant une dimension de genre, comme vous le citez de nombreuses fois – elle devra être féministe, oui. Parce qu'il va être nécessaire de fusionner un ensemble de connaissances qui sont d'ores et déjà utilisées (comme celles venant de l'écologie politique, de l'éducation populaire, de l'agronomie, de l'écologie, etc.) avec les références théoriques portées par le féminisme, qui permettent d'explicitier et de combattre les formes d'oppression de genre. Vous n'êtes pas d'accord avec cela. Vous pensez peut-être qu'aborder les rapports de genre est simplement reconnaître que les hommes et les femmes se situent dans des positions différenciées dans nos sociétés, et voilà. Peut-être vous n'êtes pas personnellement féministe et personne ne peut vous y obliger. Mais reconnaissez que l'agroécologie que vous avez défendu jusqu'à présent : critique, transformative, qui promet une vision éthique de justice sociale et environnementale, sera féministe ou ne sera pas. Rester sur cette position d'invalider toutes les initiatives concrètes qui sont réalisées dans le but de construire cette utopie ne peut conduire qu'à l'immobilisme et à l'acceptation d'un *statu quo*.

Pour tout cela, nous continuerons à répéter : « Il n'existera pas d'agroécologie sans féminisme. »

Le 1^{er} décembre 2013
ont signé :

1. Adreanne Bem – Aluna da UAST/UFRPE
2. Ana Elizabeth Siqueira – Assessora de Gênero do Projeto Gente de Valor/CAR/BA e mestranda do PPGNEIM/UFBA.
3. Ana Luiza C. B. Meirelles – Centro Ecológico
4. Ana Paula Lopes Ferreira – Coordenadora de Direito das Mulheres da Actionaid Brasil e Doutoranda de Agroecologia da UCCO.
5. Andréa Alice da Cunha Faria – Profa Departamento de Educação UFRPE e Doutoranda em Educação PPGE/UFPB.
6. Audejane Kelle – Aluna da UAST/UFRPE
7. Auxiliadora Aparecida Feital – Equipe técnica do CTA
8. Célia Varela Bezerra, feminista, ativista de direito humanos – secretária geral

da FIAN Brasil.

9. Clara Soares De Freitas Guimarães – Estudante de Agronomia na UFV.
10. Claudenir Fávero- Professor, Departamento de Agronomia/FCA-UFVJM Núcleo de Agroecologia e Campesinato
11. Conselho Pastoral dos Pescadores Regional Nordeste – CPP/NE
12. Daniel Carvalho – Coordenador Geral da Associação de Pós-Graduandos/as da Universidade Federal Rural de Pernambuco.
13. Daniela Egger – Professora UERJ
14. Diana Mores – Educadora do Centro Nordestino de Educação Popular
15. Dora Feital – Projeto Mulheres e Agroecologia, CTA-ZM
16. Elisabeth Cardoso – CTA-ZM
17. Eliziana Vieira de Araujo
18. Emma Siliprandi – Pesquisadora Unicamp/FAO-RLC
19. Fabiana Silva – Professora, Universidade Federal de Pernambuco, Unidade Acadêmica de Serra Talhada, Núcleo de Estudos, Pesquisas e Práticas Agroecológicas do semiárido – NEPPAS
20. Fatima Aparecida G. Moura (Cidinha) – Coordenadora Regional FASE MT
21. Graciete Santos – Casa da Mulher do Nordeste
22. Gema Galgani S. L. Esmeraldo – Profa. Universidade Federal do Ceará – Membro do Núcleo de Estudos e Pesquisas sobre Gênero, Idade e Família/NEGIF/UFC
23. Glauco Regis Florisbelo – Equipe técnica do CTA e membro da coordenação da AMA
24. Islandia Bezerra – Universidade Federal do Paraná, Conselho de Segurança Alimentar e Nutricional
25. Joao Amorim – Professor, Universidade Federal de Pernambuco, Unidade Acadêmica de Serra Talhada, Núcleo de Estudos, Pesquisas e Práticas Agroecológicas do semiárido – NEPPAS
26. José Nunes da Silva – Membro do Núcleo de Agroecologia e Campesinato e Coordenador do Centro de Formação em Economia Solidária do Nordeste (SENAES-MTE/UFRPE).
27. Kellen Maria Junqueira – pesquisadora Laboratório TerraMãe/Feagri/Unicamp
28. Laercio Ramos Meirelles – Centro Ecológico
29. Laetícia Jalil – Professora, Universidade Federal de Pernambuco, Unidade Acadêmica de Serra Talhada, Núcleo de Estudos, Pesquisas e Práticas Agro-

- cológicas do semiárido – NEPPAS; coordenadora do GT- Gênero da ABA
30. Laura De Biase – doutoranda do Programa de Pós-graduação em Geografia Humana da FFLCH/USP
 31. Letícia Tura – Diretora da FASE
 32. Lilian Telles – GT Mulheres da ANA
 33. Lorena Morais – Professora, Universidade Federal de Pernambuco, Unidade Acadêmica de Serra Talhada, Núcleo de Estudos, Pesquisas e Práticas Agroecológicas do semiárido – NEPPA
 34. Lúcia Félix – Movimento de mulheres trabalhadoras da Paraíba e Movimento da Mulher Trabalhadora Rural do Nordeste.
 35. Maitê Maronhas – militante Marcha Mundial das Mulheres
 36. Marcelo Casimiro Cavalcante – Zootecnista e Prof. Universidade Federal Rural do Pernambuco (UFRPE)
 37. Maria Emília Pacheco – FASE e Núcleo Executivo da ANA
 38. Maria Virgínia Almeida Aguiar – Professora, Universidade Federal Rural de Pernambuco
Departamento de Educação, Núcleo de Agroecologia e Campesinato, Extensão Rural
 39. Marli Almeida – Rede de Mulheres Produtoras do Pajeú
 40. Michelly Aragão Guimarães Costa, Mestranda PADR/UFRPE
 41. Osvaldo Heller da Silva – Professor, Universidade Federal do Paraná
 42. Priscila Daniele Ladeira – Equipe técnica do CTA
 43. Rita Teixeira – MNEPA
 44. Roberta Meneses – Aluna da UAST/UFRPE
 45. Sara Deolinda Pimenta – assessora CONTAG
 46. Vanecilda Sousa – Aluna da UAST/UFRPE
 47. Vanessa Schottz – FASE e doutoranda CPDA-UFRRJ
 48. Casa da Mulher do Nordeste
 49. Centro Feminista 8 de Março
 50. Centro Nordestino de Medicina Popular
 51. Conselho Pastoral dos Pescadores Regional Nordeste – CPP/NE
 52. CTA – Centro de Tecnologias Alternativas da Zona da Mata
 53. FASE – Solidariedade e Educação
 54. GT Mulheres da ANA
 55. Marcha Mundial de Mulheres
 56. Movimento de Mulheres do Nordeste Paraense – MNEPA

57. Movimento de Mulheres Trabalhadoras da Paraíba
58. Movimento de Mulheres Trabalhadoras Rurais do Nordeste
59. Rede de Intercâmbio de Tecnologias Alternativas
60. Rede de Mulheres Produtoras do Pajeú

Source :

<https://marchamulheres.wordpress.com/2013/12/20/carta-aberta-a-francisco-caporal-sem-feminismo-nao-ha-agroecologia/>

Résumé

Cette thèse appréhende la construction d'une utopie réelle féministe environnementaliste à partir de l'expérience du mouvement féministe agroécologique au Brésil. S'attachant aux enjeux scientifiques et sociaux d'un tel objet d'étude, une posture de recherche engagée est adoptée pour tendre vers une science sociale émancipatrice.

La sociologie du genre et la sociologie des mouvements sociaux sont articulées à la pensée décoloniale féministe, à l'écoféminisme, à l'écologie politique Latinoaméricaine. Un dispositif d'enquête pluriel et innovant est déployé. L'ethnographie en ligne et les entretiens appréhendent la constitution d'un espace de la cause féministe agroécologique. Les récits de vie et de récits de luttes de femmes rurales du Nordeste, les observations d'espaces politiques tels que la *Marcha das Margaridas*, tout comme l'étude des écrits de femmes rurales (poèmes, chants), des expériences et du matériel militant·es permettent d'approcher le processus d'empowerment dans sa dimension socio-environnementale. À partir de méthodes d'« action-réflexion-action », le projet filmique participatif *Mulheres rurais em movimento*, co-construit avec le MMTR-NE (Mouvement de la Femme Travailleuse Rurale du Nordeste), s'inscrit dans la posture épistémologique défendue, dans sa mise en œuvre méthodologique mais présente également les processus de conscientisation et les pratiques écologiques et féministes des militantes.

À partir des arènes du territoire, des mouvements sociaux, des institutions et des organisations agroécologiques et d'Internet ; cette étude permet de documenter trois principaux axes. Un projet de résistance/r-existence territorial se construit à partir d'une reformulation politique du travail paysan fondé sur l'agroécologie, de la communauté et des réseaux féministes. L'analyse articulée de la violence de genre et de la violence sur la nature met en lumière les liens renouvelés entre patriarcat et colonialité et montre une politisation sentipensée des militantes, à partir notamment d'une politique intersectionnelle et de la valorisation d'un féminisme faisant des émotions un outil politique. Enfin, l'institutionnalisation du féminisme est mise à profit dans la constitution d'un front commun qui œuvre aussi dans les organisations et institutions. Finalement, notre proposition de caractérisation d'un *empowerment* socio-environnemental tend à un renouvellement des cadres de pensée et d'action du travail et des luttes environnementalistes et féministes.

Mots-clés : Genre, violences, démarche participative, pensée décoloniale, mouvements sociaux, environnement, travail.

Resumo

Por um empoderamento socioambiental. Sociologia de um movimento feminista alternativo no Brasil

Esta tese examina a construção de uma verdadeira utopia ambientalista feminista baseada na experiência do movimento feminista agroecológico no Brasil. Centrada nos desafios científicos e sociais de tal objeto de estudo, uma postura de pesquisa comprometida é adotada para avançar em direção a uma ciência social emancipatória.

A sociologia do gênero e a sociologia dos movimentos sociais são articuladas com o pensamento feminista descolonial, o ecofeminismo, a ecologia política latinoamericana. Um sistema de pesquisa plural e inovador é implantado. Etnografia online e entrevistas preocupam-se com a criação de um espaço para a causa agroecológica feminista. As histórias de vida e as narrativas das lutas das mulheres rurais no Nordeste, as observações de espaços políticos como a Marcha das Margaridas, assim como o estudo dos escritos das mulheres rurais (poemas, canções), experiências e materiais ativistas nos permitem abordar o processo de empoderamento em sua dimensão socioambiental. Baseado em métodos de "ação-reflexão-ação", o projeto de filme participativo *Mulheres rurais em movimento*, co-construído com o MMTR-NE (Movimento da Mulher Trabalhadorarural do Nordeste), faz parte da postura epistemológica defendida, em sua implementação metodológica, mas também apresenta os processos de conscientização e as práticas ecológicas e feministas das ativistas.

Baseado nas arenas do território, dos movimentos sociais, das instituições e organizações agroecológicas e de Internet, este estudo documenta três eixos principais. Um projeto de resistência/r-existência territorial é construído a partir de uma reformulação política do trabalho camponês baseada na agroecologia, na comunidade e nas redes feministas. A análise articulada da violência de gênero e da violência sobre a natureza destaca os renovados vínculos entre patriarcado e colonialidade e mostra uma politização sentipensada das mulheres ativistas, baseada em particular em uma política interseccional e na valorização de um feminismo que faz das emoções uma ferramenta política. Finalmente, a institucionalização do feminismo está sendo usada para construir uma frente comum que também funciona em organizações e instituições. Finalmente, nossa proposta de caracterização do empoderamento socioambiental tende a renovar os marcos de pensamento e ação do trabalho e das lutas ambientalistas e feministas.

Palavras-chave: *Gênero, violência, abordagem participativa, pensamento descolonial, movimentos sociais, meio ambiente, trabalho.*

Abstract

For a socio-environmental empowerment. Sociology of an alternative feminist movement in Brazil

This thesis examines the construction of a real feminist environmentalist utopia based on the experience of the agroecological feminist movement in Brazil. Focusing on the scientific and social stakes of such an object of study, a committed research posture is adopted to move towards an emancipatory social science.

Gender sociology and the sociology of social movements are articulated with feminist decolonial thinking, eco-feminism, Latinamerican political ecology. A plural and innovative survey system is deployed. Online ethnography and interviews are concerned with the creation of a space for the feminist agroecological cause. The life stories and narratives of rural women's struggles in the Northeast, observations of political spaces such as the *Marcha das Margaridas*, as well as the study of rural women's writings (poems, songs), experiences and activist materials allow us to approach the empowerment process in its socio-environmental dimension. Based on "action-reflection-action" methods, the participatory film project *Mulheres rurais em movimento*, co-constructed with the MMTR-NE (Rural Working Women's Movement of Northeast), is part of the epistemological posture defended, in its methodological implementation but also presents the awareness processes and the ecological and feminist practices of activists.

Based on the territory's arenas, social movements, institutions and agroecological and Internet organizations, this study documents three main axes. A project of territorial resistance/r-existence based on a political reformulation of peasant work based on agroecology, community and feminist networks. The articulated analysis of gender violence and violence on nature highlights the renewed links between patriarchy and coloniality and shows a feelingthinking politicization of women activists, based in particular on an intersectional policy and the enhancement of a feminism that makes emotions a political tool. Finally, the institutionalization of feminism is being used to build a common front that also works in organizations and institutions. Finally, our proposal for the characterization of socio-environmental empowerment tends to renew the frameworks of thought and action of work and environmental and feminist struggles.

Keywords: *Gender, violence, participatory approach, decolonial thinking, social movements, environment, work.*

« Je me sens concernée par le message qu'ils envoient
dans le paysage mental politique de mon époque.
Le grain de sable de contre-propagande
qu'ils distillent
m'est précieux. Il y a donc des alternatives.
Ça fait une brèche infime
dans les ténèbres de la propagande unique.
Il y a des alternatives.
Il y a une différence entre résister et laisser faire.
Mais je sais qu'en résistant - en voulant vivre cette vie
qu'ils se construisent, une vie alternative -,
ils se donnent une chance de réussir autre chose. »

Virginie Despentes,
Éloge des mauvaises herbes, 2018